

---

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

---

VOL. XXIII

---



JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 9 JANVIER AU 21 MARS 1889

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la cinquante-deuxième année du Règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DE LA SIXIÈME LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

---

SESSION 1889

---

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC

IMPRIMÉS PAR BELLEAU ET CIE

1889

Vol. XXIII







## PROCLAMATIONS.

---

CANADA,  
Province de Québec  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :—

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de Québec, LUNDI, le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Quebec*, dans Notre dite Province de *Quebec*, ce QUATORZIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

CANADA,  
Province de *Quebec*, }  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*VICTORIA*, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Quebec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Quebec*, LUNDI, le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Quebec*, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Quebec* :—

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Quebec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Quebec*, VENDREDI, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Quebec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Quebec*, dans Notre dite Province de *Quebec*, ce VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*

CANADA,  
Province de Québec.  
[L. S.] }

A. R. ANGERS.

*Victoria, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et à chacun de vous—

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :—

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :  
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,  
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

Canada,  
Province de Québec. }  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu entre Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain.

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain ;

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MERCREDI, le NEUVIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dit DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MERCREDI, le NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec :  
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,  
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE  
DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
SESSION 1889

---

Mercredi, 9 janvier 1889.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée) pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme Huissier à la Verge Noire :—

M. l'Orateur,

Son Honneur l'Administrateur de la Province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif :—Et étant de retour ;

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Quebec, 26 juillet 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième jour de juin dernier (1888), émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *J. A. Blondin*, écuyer, registrateur pour le district électoral de *Nicolet*, dans la province de *Quebec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'As-

semblée Législative de la province de *Québec*, durant le présent parlement, au lieu et place de *Louis Treflé Dorais*, écuyer, dont l'élection a été déclarée nulle ; *Henry Brunelle Tourigny*, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la province de *Québec*,

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu, des jugeschoisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l'"Acte des élections contestées de *Québec*, 1875", les rapports et jugements relatifs aux élections,—

Pour le district électoral de *Hochelaga* ;  
Pour le district électoral de *Laval* ;  
Pour le district électoral de *Beauharnois* ;  
Et pour le district électoral de *L'Assomption*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journeaux de cette Chambre comme suit :

#### ÉLECTION CONTESTÉE DE HOCHELAGA.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA  
(EN REVISION.)

#### ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875, ET SES AMENDEMENTS.

Le vingt-deuxième jour de septembre, mil huit cent quatre vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'honorable juge *Johnson*,  
" " *Jetté*,  
" " *Loranger*,

In re :

Election d'un membre de l'Assemblée Législative, de la province de *Québec*, pour le district électoral d'*Hochelaga*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les vingt-et-un et vingt-huit avril mil huit cent quatre-vingt-huit, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Eusèbe Gratton*, commerçant de fleur et de grains, de la cité de *Montréal*, dit district électoral d'*Hochelaga* et judiciaire de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Charles Laplante alias Champagne*, de la cité de *Montréal*, écuyer, avocat, et membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral d'*Hochelaga*.

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs sur l'inscription du Pétitionnaire en date du dixième jour de septembre courant, examiné la preuve et la procédure en cette cause et délibéré :

Considérant que le Pétitionnaire n'a pas prouvé les allégués de sa pétition d'élection, renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,

Député P. C. S.

### ÉLECTION CONTESTÉE DE LAVAL.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA.  
(EN REVISION.)

### ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES AMEN DEMENTS.

Le vingt-deuxième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-huit.

#### PRÉSENTS :

L'honorable juge *Johnson*,

“ “ *Jetté*,

“ “ *Loranger*.

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative, de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Laval*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue le premier jour de mai mil huit cent quatre-vingt-huit, et le huit mai de la même année (1888), étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Télesphore Crevier*, contre-maître et journalier de la paroisse de *Ste.-Rose*, dans le district électoral de *Laval*, dans le district judiciaire de *Montréal*.

Pétitionnaire ;

*vs.*

*Pierre Evariste LeBlanc*, avocat, de la cité et du district de *Montréal*, et membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Laval*,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, sur l'inscription du Pétitionnaire, en date du deuxième jour de septembre courant, examiné la preuve et la procédure en cette cause et délibéré :

Considérant que le Pétitionnaire n'a pas prouvé les allégués de sa pétition d'élection, renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,

Député P. C. S.

## ELECTION CONTESTÉE DE BEAUHARNOIS.

PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.

COUR SUPÉRIEURE.  
(EN RÉVISION.)

*In re :*

ÉLECTION CONTESTÉE DE BEAUHARNOIS

*Alphonse Daoust,*

Pétitionnaire ;

et

*Elie Hercule Bisson,*

Défendeur.

La Cour fait rapport qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par le dit *Elie Hercule Bisson*, ou à sa connaissance et de son consentement, et qu'en général aucunes manœuvres frauduleuses n'ont été pratiquées à cette élection.

*Montréal*, 16 novembre 1888.

J. BÉLANGER, J. C. S.

L. A. JETTÉ, J. C. S.

CHARLES GILL, J. C. S.

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Montréal*. }  
No. 1

COUR SUPÉRIEURE.  
(EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, DE 1875  
ET AMENDEMENTS.

Le seizième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'honorable Juge *Belanger*,

“ “ *Jetté*,

“ “ *Gill*.

*In re :*

ÉLECTION DE BEAUHARNOIS.

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Beauharnois*, dans le district judiciaire de *Beauharnois*, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.



*Alphonse Daoust*, de la paroisse de *St-Timothée*, dans le district de *Beauharnois*, cultivateur,

Pétitionnaire ;

et

*Elie Hercule Bisson*, notaire, de la ville de *Beauharnois*, dans le district de *Beauharnois*,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, sur le mérite de la pétition présentée le vingt-trois novembre, mil huit cent quatre-vingt-six, à la Cour Supérieure du district de *Beauharnois*, examiné la preuve et la procédure en cette cause et délibéré ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations de sa pétition d'élection :

Renvoie et rejette la dite pétition d'élection avec dépens, dont distraction est accordée à MM. *Seers* et *Laurendeau*, avocats du dit défendeur ; déclare que le défendeur a été dûment élu député pour représenter le district électoral de *Beauharnois* à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, à la dite élection.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,

Député, P. C. S.

#### ELECTION CONTESTÉE DE L'ASSOMPTION.

*Montréal*, 30 novembre 1888,

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur,

Assemblée Législative,

*Québec*.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus le jugement rendu par la Cour de Révision présidée par moi, le 30 novembre courant, *re Magnan vs. Forest*, (Election contestée du district électoral de l'*Assomption*.)

La Cour fait de plus rapport conformément à la section 92 de " L'acte des élections contestées de *Quebec*, 1875 " :

1° Que des manœuvres n'ont été pratiquées par aucun des candidats à cette élection, ni à sa connaissance ou de son consentement ;

2° On n'a prouvé contre aucune personne mise régulièrement en cause la commission d'aucune manœuvre frauduleuse ;

3° Des manœuvres n'ont pas été pratiquées dans une grande mesure à la dite élection, et il n'y a pas raison de le croire.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C. H. JOHNSON,

J.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.  
No. 4.

COUR SUPÉRIEURE.  
(EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875  
ET SES AMENDEMENTS.

Le trentième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'honorable juge *Johnson*,  
" " *Taschereau*,  
" " *Loranger*.

*In re :*

ELECTION DE L'ASSOMPTION.

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la Province de *Quebec*, pour le district électoral de l'*Assomption*, dans le district judiciaire de *Joliette*, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Gédéon Magnan*, bourgeois, de la paroisse de l'*Epiphanie*, dans le district de *Joliette*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Ludger Forest*, du village de l'*Assomption*, dans le district de *Joliette*, médecin,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs respectifs sur le mérite de la pétition d'élection produite et instruite en cette cause, examiné la procédure, la preuve et généralement toutes les pièces du dossier et sur le tout délibéré ;

Considérant que le défendeur n'a pas été dûment élu à l'élection dont il s'agit, savoir : à l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de *Quebec*, pour représenter le district électoral de l'*Assomption*, tenue le sept octobre mil huit cent quatre-vingt six pour la présentation des candidats, et le quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt six pour la votation, attendu qu'avant et pendant la dite élection, et aux fins d'icelle, des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par des agents du dit défendeur, mais hors la connaissance et sans le consentement de ce dernier ;

Considérant que les seules manœuvres frauduleuses ainsi prouvées sont :

1° Celle alléguée avoir été commise par le Docteur *L. J. C. Desmarais*, agent du défendeur, pour empêcher de voter *Toussaint* et *Joseph Turcotte*, électeurs dûment qualifiés ;

2° Celle de certains autres agents du défendeur, présents à une assemblée d'électeurs tenue chez le nommé *Felix Martel*, et pendant laquelle des liqueurs enivrantes auraient été distribuées aux électeurs, de manière à constituer un cas de *general treating*.

Considérant que les autres manœuvres frauduleuses reprochées au défendeur et à ses agents n'ont pas été établies en preuve, et qu'il est juste de faire supporter au Pétitionnaire les frais encourus à raisons de ces accusations non prouvées ;

Maintient la dite pétition d'élection en autant qu'elle conclut à l'annulation de la dite élection ; en conséquence annule la dite élection et déclare que le défendeur n'a pas été dûment élu à icelle, et le condamne aux dépens de la dite pétition et de l'instruction, distraits à Messieurs *Ouimet, Corneillier et Lajoie*, procureurs du pétitionnaire, moins les frais d'assignation, de taxe, de sténographie et d'impression encourus à raison des témoins suivants examinés par le pétitionnaire, savoir : *Raymond Lajoie, Hubert Forgues, Oscar Tremblay, Cyprien Archambault, J. B. Forest dit Marin, Césaire Herbaux dit Delongchamp, Mathias Roch, Jean-Baptiste Foisy, Zéphirin Tellier dit Lafortune, Joseph Archambault, Sophie Landreville, Elizabeth Lachapelle, Michel Gibouleau, Clémence Rhéaume, Joseph Bourgouin, Damase Dupras, Pierre Régnier, Régis Guilbault, Nazaire Régnier, Damase Dinelle*, (1ère déposition), *Léon Magnan, Adéard Blanchard, Horace Prud'homme, Alphonse Manseau, Louis Jérémie Martel et Cyriac Chaput* ; lesquels dits frais resteront à la charge du Pétitionnaire, qui aura de plus à supporter les frais d'assignation, de taxe et de sténographie des témoins dont les dépositions n'ont pas été imprimées à la suite de son factum.

Et la Cour condamne le Pétitionnaire à payer au défendeur les frais d'assignation, de taxe, de sténographie et d'impression encourus à raison des témoins suivants examinés par le défendeur pour repousser les accusations non maintenues par le présent jugement, savoir : *Pierre Amable Archambault, Charles Content, Joseph Henri Galarneau, Cyriac Chaput, Moïse Charles Blais, Zéphirin Portier, James Wright, Isidore Harbour, George Amireau, Octave Renaud, Delphis Labrèche et Octave Ethier*.

(Vraie copie),

A. B. LONGPRÉ,  
Protonotaire.

Mr. l'Orateur informe aussi la Chambre, qu'en conséquence, il a émis son mandat au Greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral de L'Assomption.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu avis que la vacance suivante était survenue dans la représentation du district électoral de *Dorchester* ; et qu'il a adressé son mandat au Greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral ;

Québec, 6 décembre 1888.

A l'Honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative,  
Québec.

MONSIEUR,

Nous, soussignés, donnons par les présentes avis qu'il s'est produit une vacance dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, par suite de l'entrée au Conseil Législatif de cette Province, de *Louis Napoléon Larochelle*, écuyer, député pour le district électoral de *Dorchester*.

Donné sous nos seings et sceaux dans la cité de Québec.

{ Sceau }

ARTHUR TURCOTTE,

Député du district électoral des *Trois-Rivières*.

{ Sceau }

CHS. A. E. GAGNON,

Député du district électoral de *Kamouraska*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des Juges de la Cour Supérieure, choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à "l'Acte des élections contestées de *Quebec*, 1875," les rapport et jugement relatifs à l'élection pour le district électoral de *Laprairie* ;

Lesquels sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

### ELECTION CONTESTÉE DE LAPRAIRIE

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*,

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS CANADA,

### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

*Auguste T. Brisson,*

Pétitionnaire ;

vs.

*Odilon Goyette,*

Défendeur.

A l'Honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative de *Quebec*,

Monsieur,

Le tribunal appelé à décider la cause de l'élection contestée du district électoral de *Laprairie*, en vous faisant transmettre le jugement rendu, vous fait en même temps rapport, conformément à l'article 92 de la loi des élections contestées de 1875 (38 Vict., chap, 8) :

1° Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été commises par aucun candidat, ou à sa connaissance ou de son consentement, à la dite élection.

2° Que, néanmoins, il a été prouvé dans la dite cause, pendant l'instruction de la Pétition, que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, pendant la dite élection, par les personnes suivantes, savoir :

I. Par l'honorable *James McShane*, des cité et district de *Montréal*, membre de l'Assemblée Législative de la Province de *Quebec* et Commissaire des Terres de la dite Province, par des menaces de perte d'emploi faites à un électeur du nom de *Arsène Carlin* et par des offres de deniers à un électeur du nom de *Léon Dupuis*.

II. Par *Aimé Bourassa*, cultivateur de la paroisse de *Laprairie*, district de *Montréal* et agent d'*Odilon Goyette*, écuyer, un des candidats à la dite élection, par l'offre de deniers au dit *Léon Dupuis*, électeur du dit district électoral ;

III. Qu'il y a lieu de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition présentée en cette cause, la preuve établissant entr'autres faits, qu'un certain nombre de votes a été donné au nom de personnes mortes ou absentes,

Les Juges composant le tribunal.

L. A. JETTÉ,

CHS. GILL,

L. O. LORANGER,

L. H. COLLARD,

Député Greffier de la C. S. en R

PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.

COUR SUPÉRIEURE, POUR LE BAS-CANADA.

L'ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875,  
ET AMENDEMENTS.

Le troisième jour de janvier, mil huit cent quatre-vingt-neuf.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge *Jetté*,

“ “ *Gill*,

“ “ *Loranger*.

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de *Laprairie*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les vingt-troisième et trentième jour de juillet, mil huit cent quatre-vingt-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Auguste Thomas Brisson*, médecin, du village de *Laprairie*, dit district,  
Pétitionnaire ;

*vs.*

*Odilon Goyette*, cultivateur, de la paroisse de *St. Constant*, dit district,  
Défendeur ;

et

L'Honorable *James McShane*, membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec et Commissaire des terres pour la dite province, des cité et district de *Montréal*,  
Mis en cause ;

et

*Aimé Bourassa*, cultivateur, de la paroisse de *Laprairie*, dit district,  
Mis en cause ;

et

L'Honorable *Pierre J. O. Chauveau*, shérif des cité et district de *Montréal*,  
Intervenant.

La Cour, après avoir entendu la plaidoirie contradictoire des avocats des parties :

D'abord sur le mérite de la pétition demandant :

1o. L'annulation de l'élection du défendeur *Goyette*, comme député à l'Assemblée Législative pour le comté de *Laprairie* ;

2o. La déqualification personnelle du dit défendeur, et

3o. La déqualification de toute autre personne trouvée coupable de manœuvre illégale ;

En second lieu, sur le mérite de l'intervention produite au dossier par l'honorable *Pierre J. O. Chauveau*, officier-rapporteur à la dite élection ;

Puis sur le mérite de la mise en cause incidente de l'honorable *James McShane* ;

Et enfin sur le mérite de la mise en cause incidente de *Aimé Bourassa* ;

Avoir pris connaissance des écritures des dites parties pour l'instruction des diverses demandes ci-dessus respectivement, dûment considéré les documents produits, examiné la preuve et délibéré ;

Adjugéant premièrement sur la demande principale ;

Attendu que le Pétitionnaire a déclaré, lors de l'audition de cette cause, qu'il renonçait à cette partie de ses conclusions demandant la déqualification personnelle du défendeur et que, par suite, cette partie de la pétition doit être considérée comme non avenue ;

Attendu que sur la demande d'annulation de l'élection, le défendeur a invoqué devant cette cour :

1° L'irrégularité de l'articulation des faits allégués contre lui et ses agents à raison du vague, de l'incertitude et de la généralité des accusations portées, et par suite l'illégalité de la preuve faite en vertu de cette procédure irrégulière ;

2° L'insuffisance de cette preuve (même si l'articulation de faits pouvait le justifier) vu qu'elle n'est pas complétée par une preuve régulière de la tenue de l'élection attaquée ;

Attendu que, sans reconnaître la régularité entière de l'articulation de faits du Pétitionnaire, les allégations soixante-et-treizième, et soixante-et-seizième y sont néanmoins suffisamment claires et précises au désir de la loi et des règles de la procédure ; que le défendeur était par suite régulièrement en demeure d'y défendre et qu'elles sont maintenant valablement invoquées contre lui ; et, qu'en conséquence, la preuve faite en vertu d'icelle est régulière et légale ;

Attendu qu'il y a preuve suffisante au dossier de la tenue de l'élection attaquée, que la loi permet la preuve verbale de ce fait, ne mentionnant la preuve écrite que secondairement et pour donner la force probante *prima facie* aux documents qui la constituent lorsqu'ils sont produits ; que, dans l'espèce, la preuve a été ainsi faite et par témoins et par la production des documents de l'élection et qu'elle est suffisante et complète ; enfin, que la tenue d'une élection est un fait public que les tribunaux ne sauraient ignorer lorsque les parties elles-mêmes ne mettent pas spécialement en contestation ;

Attendu, au fond, qu'il y a preuve concluante au dossier, d'offre de deniers, le jour de la votation, par *Aimé Bourassa*, agent reconnu du défendeur, aux électeurs *Damase Emond* et *Léon Dupuis*, pour influencer leur vote, savoir pour empêcher le premier de voter et faire voter le second pour le défendeur ; et qu'en conséquence la demande d'annulation de la dite élection est justifiée ;

Attendu que le défendeur a d'ailleurs reconnu par la déclaration par lui produite au dossier le douze décembre mil huit cent quatre-vingt-sept, que des manœuvres frauduleuses avaient été commises, hors sa connaissance par des personnes qui étaient ses agents et que la preuve de ces faits était suffisante ;

Attendu que, dans ces circonstances, les moyens invoqués par le défendeur à l'encontre de la demande ne sauraient être accueillis ;

Renvoie les exceptions et défenses du dit défendeur et déclare sa dite élection du trente juillet mil huit cent quatre-vingt-sept, nulle ;

Et condamne le défendeur aux frais encourus sur cette demande, y compris les frais d'enquête, jusqu'au douze décembre inclusivement et ceux d'impression des dépositions prises jusqu'alors, distraits à Messrs. *Lacoste*, *Globensky*, *Bisaillon*, *Brosseau* et *Lajoie*, avocats du pétitionnaire, mais condamne le pétitionnaire à tous frais d'enquête subséquents à cette date, y compris les frais d'impression des dépositions prises depuis cette dite date, distraits à Messrs *Préfontaine* et *Lafontaine*, avocats du défendeur.

Adjugéant secondement sur l'intervention de l'honorable *Pierre J. O. Charveau*, officier-rapporteur à la dite élection ;

Attendu que le pétitionnaire a formulé dans ses articulations quarante-neuf et cinquante contre le dit officier-rapporteur des accusations graves que ce fonctionnaire ne

pouvait laisser sans réponse et à raison desquelles il était par suite fondé à intervenir pour se protéger ;

Vu l'article vingt-neuf de la loi des élections contestées de 1875 ;

Attendu que le pétitionnaire n'a fait aucune preuve au soutien de ses allégations contre le dit intervenant ;

Maintient l'intervention du dit *Chauveau* et renvoie les dites allégations quarante-neuf et cinquante du Pétitionnaire contre lui, avec dépens distracts à maître *Horace Archambeault*, avocat de l'Intervenant.

3° Adjugéant troisièmement sur l'incident relatif au mis en cause *McShane* ;

Attendu qu'au cours de l'enquête sur la contestation principale, la preuve ayant établi que l'honorable *James McShane* avait, pendant la dite élection, enfreint les dispositions de la loi électorale et commis, dans l'intérêt du défendeur, des actes de corruptions punissables, le dit *McShane* a été assigné sur ordre du juge chargé de l'instruction, pour être entendu sur les faits ainsi relevés contre lui ;

Attendu que le mis en cause a contesté cette assignation :

1° Par une exception dilatoire, soutenant qu'il ne pourrait être tenu de répondre à cette assignation, tant qu'il ne lui était pas donné caution pour les frais, conformément à l'article trois de la quarante-six Victoria, chapitre deux.

2° Par une exception déclinatoire, soutenant que le juge chargé de l'instruction n'avait pas pouvoir d'ordonner sa mise en cause, ce pouvoir n'appartenait qu'à la Cour de Révision seule ;

3° Enfin, par exception à la forme, disant que le bref à lui signifié était irrégulier, ne contenant aucun libellé de la plainte faite contre lui ; que la requête y annexée ne pouvait en faire partie, ni être certifiée par les avocats du Pétitionnaire, cette assignation ne pouvant être que l'œuvre du juge et non de la partie ; enfin qu'elle ne contenait pas de conclusions suffisantes ;

Attendu que le cautionnement demandé par le mis en cause, ne doit être fourni que sur une poursuite spéciale pour pénalité, intentée par un particulier ; mais que cette disposition de la quarante-sixième Victoria, chapitre deux, ne s'applique pas à la procédure incidente ordonnée dans l'espèce par le juge président à l'instruction ;

Renvoie l'exception dilatoire du dit mis en cause.

Attendu que l'article deux cent soixante et douze de la loi électorale de 1875, donne au juge, comme au tribunal, le pouvoir d'ordonner l'assignation de celui contre qui il est prouvé des faits constituant violation de cette loi, et que cette disposition ne peut avoir tout son effet que si elle est appliquée au moment même où la preuve est faite devant le juge instructeur et avant que la cause ne soit soumise à la Cour de Révision ;

Renvoie l'exception déclinatoire plaidée par le mis en cause.

Attendu qu'aucune forme spéciale de procédure n'est requise, dans notre droit ; qu'il suffit que la partie assignée soit suffisamment éclairée sur la demande ou la plainte faite contre elle, et que, dans l'espèce, il appert que le juge instructeur s'est approprié la requête rappelant à son attention les faits reprochés au mis en cause et qu'il a ordonné l'assignation de ce dernier pour répondre à ces faits tels que articulés dans cette requête annexée ensuite au bref d'assignation ;

Attendu que cette procédure est suffisante et constitue une assignation régulière au désir de la loi électorale qui ne requiert que la mise en demeure de la partie accusée d'avoir à répondre à ce qui est allégué contre elle ;

Renvoie l'exception à la forme du dit mis en cause ;

Et adjugeant sur le fond :

Attendu que le mis en cause est accusé :

1° D'avoir donné par l'entremise de *Bourassa*, une somme de dix piastres à *Damase Emond*, électeur, pour l'induire à l'abstenir de venir à la dite élection.

2° D'avoir menacé les nommés *Carmel*, *Lamarre* et *Laplante*, tous électeurs, employés de la Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada, de la perte de leur situation s'ils ne votaient pas pour le défendeur ;

3° D'avoir offert, conjointement avec *Bourassa*, une somme d'une piastre à *Léon Dupuis*, électeur, pour l'induire à voter pour le défendeur ;

Attendu que, sur la première de ces trois accusations, savoir : celle relative à *Damase Emond*, le témoin *Aimé Bourassa*, a été irrégulièrement examiné, à une date qui n'était pas fixée pour tel examen sur le mis en cause, sans avis au dit mis en cause et sans que celui-ci fût alors régulièrement représenté en Cour ; et que, dans ces circonstances, ce témoignage doit être rejeté et considéré comme non venu ;

Attendu que, sans la déposition du dit *Bourassa*, la preuve faite sur ce premier cas est insuffisante pour soutenir l'accusation telle que formulée ;

Attendu que, quant aux menaces de perte de situation, faites aux employés de la Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada, la preuve établit d'une manière concluante que telle menace a été faite au nommé *Carmel*, mais non à *Laplante* et à *Lamarre* ;

Attendu qu'il est aussi prouvé que le mis en cause a offert, conjointement avec *Bourassa*, la somme d'une piastre à *Léon Dupuis*, électeur, pour le faire voter pour le défendeur ;

Attendu que ces deux faits constituent des actes de corruption électorale, prévus par la loi, et entraînent chacun une pénalité de deux cents piastres ;

Vu les articles deux cent quarante neuf, paragraphe premier, deux cent cinquante-cinq et deux cent cinquante-huit, paragraphe premier, et deux cent soixante et treize de l'acte électoral de 1875 ;

Déclare le dit mis en cause, *McShane*, coupable de manœuvres frauduleuses, à la dite élection, et le condamne à payer à Sa Majesté, pour faire partie des fonds consolidés de la province, 1° la somme de deux cents piastres, à raison de l'influence indue par lui exercée par la menace faite au dit *Carmel*, et 2° une autre somme de deux cents piastres à raison de l'offre de deniers par lui faite à *Léon Dupuis*.

40. Et adjugeant enfin sur l'incident relatif au mis en cause *Aimé Bourassa* :

Attendu que sur les admissions faites par le dit *Bourassa*, lors de son examen comme témoin sur la contestation principale, il a été assigné à répondre aux faits suivants, ressortant de son dit témoignage :

10. D'avoir menacé les nommés *Carmel*, *Lamarre* et *Laplante*, électeurs, employés de la Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada, de la perte de leur emploi, s'ils ne votaient pas pour le défendeur ;

20. D'avoir donné dix piastres à *Damase Emond*, électeur, pour l'induire à ne pas voter ;

30. D'avoir conjointement avec *McShane*, offert une piastre à *Léon Dupuis*, électeur, pour l'induire à voter pour le défendeur ;

Attendu que le mis en cause a opposé à l'assignation qui lui a été faite, les mêmes exceptions dilatoires, déclinatoires et à la forme que le mis en cause *McShane* et ci-dessus résumées, s'appuyant sur les mêmes raisons pour les faire valoir ;

Attendu que le dit *Bourassa* a plaidé en outre :

1° Qu'il avait été assigné sans droit, n'y ayant aucune preuve au dossier contre lui ; attendu que son admission faite sous la protection de la Cour ne pouvait servir, et que par suite la procédure contre lui devait être renvoyée ;

2° Qu'il avait déjà subi son procès devant le magistrat de police ; et qu'en outre une action pénale était encore pendante contre lui devant la Cour Supérieure à raison des mêmes faits ; et qu'en conséquence il ne pouvait être recherché de nouveau dans l'espèce ;

3° Enfin niant généralement les accusations portées contre lui ;

Renvoyant d'abord les trois exceptions dilatoires déclinatoires et à la forme du dit *Bourassa*, pour les motifs énoncés ci-dessus ;

Et adjugeant maintenant sur les autres moyens invoqués ;

Attendu que, bien que la protection accordée par la loi au témoin forcé de donner une réponse qui l'incrimine ait pour effet d'empêcher que cette réponse puisse ensuite



servir pour justifier une condamnation, elle ne saurait être étendue de manière à soustraire ce témoin même à l'assignation justifiée par l'acte avoué, pourvu que la preuve du fait viennent ensuite d'autre source ;

Attendu, en conséquence, que le mis en cause *Bourassa*, a été régulièrement assigné ;

Attendu, néanmoins, qu'il n'y a aucune preuve au dossier que le dit mis en cause ait fait aux dits *Carmel*, *Lamarre* et *Laplane*, la menace de leur faire perdre leur situation, s'ils votaient contre le défendeur ;

Attendu, en outre, qu'il appert aux pièces au dossier et à la preuve, que le dit mis en cause a de fait subi un premier procès devant le magistrat de Police, à *Montreal*, pour avoir donné dix piastres à *Emond*, et qu'en vertu de la section deux cent soixante et seize de la loi électorale de 1875, aucune pénalité ne peut maintenant lui être imposée pour ce même fait ;

Attendu que l'action pénale pendante en cour supérieure, ne s'applique qu'à ce même fait relatif à *Emond* qui se trouve déjà couvert par le procès devant le magistrat ;

Attendu cependant que, sans égard à l'aveu du mis en cause, sur ce point, il est établi en preuve, par d'autres témoignages, que le dit mis en cause *Bourassa* a offert, pendant l'élection susdite, conjointement avec le dit mis en cause *McShane*, la somme de une piastre à *Léon Dupuis*, électeur, pour l'induire à voter pour le défendeur ;

Attendu que ce fait constitue une manœuvre frauduleuse, entraînant condamnation à une pénalité de deux cents piastres ;

Vu l'article deux cent quarante-neuf de la loi électorale de 1875 ;

Et attendu qu'il est aussi prouvé que le dit mis en cause était un agent reconnu du défendeur ; que le fait relatif au dit *Léon Dupuis* est un de ceux qui motivent l'annulation de l'élection du dit défendeur, et qu'en tel cas il y a lieu de condamner l'agent coupable, à payer solidairement avec le défendeur les frais adjugés en faveur du pétitionnaire ;

Vu l'article trois de la trente-neuf Victoria, chapitre quatorze ;

Renvoyant les réponses du dit mis en cause, par lui plaidées, en outre de ses exceptions préliminaires ;

Déclare le dit *Bourassa*, coupable de manœuvres frauduleuses à la dite élection, et le condamne à payer à Sa Majesté, pour faire partie des fonds consolidés de la province, la somme de deux cents piastres, à raison de l'offre de deniers par lui faite à *Léon Dupuis* ; et vu sa qualité d'agent du défendeur le condamne solidairement, avec le dit défendeur, au paiement des frais adjugés en faveur du pétitionnaire tel qu'énoncé en la condamnation principale ci-dessus.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,  
Député Greffier de la C. S. en R.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre, qu'en conséquence, il a adressé ses mandats au Greffier de la couronne en chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux de *Laprairie* et de *Montréal Centre*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la couronne en chancellerie, les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Quebec, 22 décembre 1888

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du septième jour de décembre courant (1888), émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Jean Baptiste Cadrin*, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de *Dorchester*]

dans la province de *Quebec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Louis Napoléon Larochelle*, écuyer ; l'honorable *Louis Philippe Pelletier* a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Quebec*.

---

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

*Quebec*, 7 Janvier 1889.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-septième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *W. H. Lambly* écuyer, registrateur, pour le district électoral de *Mégantic*, dans la province de *Quebec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Andrew Stuart Johnson*, écuyer ; l'honorable *William Rhodes* a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Quebec*.

---

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

*Quebec*, 9 janvier 1889.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du septième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Joseph Z. Martel*, écuyer, registrateur pour le district électoral de *L'Assomption*, dans la province de *Quebec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de *Quebec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Ludger Forest*, écuyer ; *Ludger Forest*, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Quebec*.

*Henri Brunelle Tourigny*, écuyer, député pour le district électoral de *Nicolet* ; et l'honorable *William Rhodes*, député pour le district électoral de *Mégantic*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prennent leur siège en Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur l'Administrateur de la province, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative.*

Je rendrai bien, j'en suis sur, vos sentiments et ceux du peuple de cette province en disant que nous regrettons tous l'absence, pour cause de maladie, en cette circonstance du chef de l'exécutif et que nous faisons des vœux sincères pour son prompt retour à la santé et au poste qu'il remplit si dignement.

Des raisons particulières ont retardé la conversion de la dette consolidée de la province que vous aviez autorisée à la dernière session ; mais mon gouvernement ne désespère pas de faire cette opération financière qui lui permettra de mettre des sommes considérables à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation.

L'acte amendant la loi relative aux magistrats de district, sanctionné le 12 juillet dernier, ayant été désavoué par les autorités fédérales sans qu'elles fissent les nominations des juges additionnels que cette Législature avait décrétées, mon gouvernement s'est vu dans la nécessité de mettre en force, à *Montréal*, les anciennes lois concernant les magistrats de district, dans le but d'arrêter l'accumulation toujours croissante des affaires judiciaires dans la métropole du pays. Vous serez invités à adopter la même loi de nouveau, avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre à *Montréal* l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature. La correspondance échangée au sujet de ce désaveu vous sera soumise.

Le gouvernement fédéral ayant mis en doute les droits de cette province à la propriété de cette partie des terres de la couronne qu'on appelle "lots de grève," mon gouvernement a cru devoir protester énergiquement contre un tel empiètement qui, s'il réussissait, aurait des résultats désastreux. Le mémoire transmis aux autorités fédérales à ce sujet vous sera soumis ainsi que les autres documents s'y rattachant.

Les autorités fédérales, consultées par mon gouvernement, ont fait savoir qu'elles délibéraient sur le désaveu de la loi de la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens, dits "Biens des Jésuites," et, en conséquence, l'exécution des principales clauses de cette loi est restée et restera suspendue jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le désaveu peut avoir lieu.

Suivant le désir de cette Législature, le département de l'agriculture et de la colonisation a été confié à un agriculteur pratique, ce qui devra, je l'espère, assurer un succès marqué à ces deux grandes causes nationales ; et vous avez sans doute appris avec plaisir que, par cet arrangement, un département important est confié à un représentant de la

minorité de cette province, dans la personne d'un député des Cantons de l'Est. Vous serez appelés à considérer l'opportunité d'accorder des récompenses spéciales et honorifiques au mérite agricole, afin de créer parmi nos cultivateurs une noble et légitime émulation.

Les statuts refondus, de cette province sont devenus en force, par proclamation, le 1er janvier courant, et la distribution s'en fait avec toute la diligence possible.

Des mesures efficaces ont été prises pour assurer la rentrée des deniers dus à la province et faire respecter la loi des licences.

Grâce aux crédits nouveaux que vous avez accordés aux compagnies de chemins de fer, les travaux de construction d'un certain nombre de ces chemins ont été poussés avec énergie, et j'ai le plaisir de vous dire que quelques-uns d'entre eux sont terminés et déjà en pleine opération.

L'aide accordée à la dernière session à la Compagnie du pont de chemin de fer de Québec a été mise, par arrêté en conseil, à la disposition des promoteurs de cette importante entreprise, dans les termes et suivant les conditions imposés par la loi.

Mon gouvernement s'est efforcé, sous l'autorité de la 51-52 Victoria, chapitre 12, de nommer des arbitres à qui devaient être renvoyées telles questions que les deux gouvernements de Québec et d'Ontario conviendraient mutuellement de soumettre. Après plusieurs entrevues et correspondances échangées, les deux gouvernements n'ont pu s'entendre ; mon gouvernement insistant pour ne soumettre que les questions se rattachant au fonds des écoles, et le gouvernement d'Ontario voulant en soumettre d'autres, avec celles-là.

Toutefois il y a lieu d'espérer que cette difficulté sera réglée sous peu à la satisfaction des deux provinces.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Les comptes publics pour l'année fiscale, terminée le 30 juin dernier, vous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90. Vous verrez avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88), ont été réalisées ; et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Afin de remplir la promesse qui fut faite à la dernière session, un projet de loi vous sera soumis pour régler, aussi équitablement que possible, la question de l'exemption de taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

Vous serez appelés à considérer certains changements à l'acte des asiles adopté en 1885, d'accord avec quelques-unes des conclusions du rapport de la commission, nommée pour étudier cette importante question, et dans le but de faire cesser le malaise que cette loi avait créé.

Quelques autres projets de loi vous seront aussi soumis, entre autres, en rapport avec l'acte des élections contestées de Québec, avec la loi des mines et avec celle des licences.

J'ai confiance que vous donnerez toute l'attention désirable à ces sujets importants, et je prie Dieu de bénir vos travaux.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shekyn,  
Ordonné, Que le discours de Son Honneur l'Administrateur de la province aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

---

*Résolu*, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et Elections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et corporations minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et Lois expirantes ; 6. Comptes publics ; 7. Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 10 janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Robertson*,—la pétition de la Corporation de la cité de *Sherbrooke*.

Par M. *Girouard*,—la pétition du Révérend C. *Lafond* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne du Sault*.

Par l'honorable M. *Rhodes*,—la pétition de la Compagnie d'Entrepôt de *Québec* (*Quebec Warehouse Company*).

M. l'Orateur communique à la Chambre, le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de *Québec* sur l'état de la Bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

A l'honorable

Assemblée Législative

de la Province de *Québec*.

Le bibliothécaire de la Législature soumet respectueusement le rapport suivant :

La bibliothèque provinciale s'est enrichie considérablement depuis la dernière session et la perte douloureuse, causée par l'incendie de 1883, est à peu près réparée.

J'ai acheté 1773 volumes de toutes sortes : travaux de longue haleine ou petites brochures.

Le gouvernement vient de faire l'acquisition de l'importante bibliothèque du feu Juge *Polette*. Une collection superbe de 1900 volumes de droit : Droit anglais, droit romain, civil, commercial, international, administratif, seigneurial, ecclésiastique, &c., ouvrages sur la procédure, statuts et rapports des tribunaux.

Ces livres sont dans un état parfait et fort bien reliés, et dans quelques jours ils seront sur nos rayons.

Votre bibliothèque de droit est, sans aucun doute, la plus belle de la Puissance.

Le nombre total de volumes est aujourd'hui de 29,528.

L'inconvénient extraordinaire d'avoir un bureau public dans la bibliothèque disparaîtra après la session, et c'est à cause d'un malentendu, sans doute que cette anomalie existe.

Le nombre de personnes qui fréquentent la bibliothèque et empruntent des livres est de 786, à part les honorables membres des deux Chambres.

Les deux commis qui me secondent ne restent pas oisifs, par conséquent, et je me plais à reconnaître leur mérite.

Il est difficile de refuser l'accès de la bibliothèque à ceux qui veulent étudier et s'instruire, et les honorables Présidents des deux Chambres désirent, sans doute, que nous ne le fassions pas, aussi longtemps que nous pourrions suffire à la besogne.

Les livres sont rendus assez fidèlement d'ordinaire ; toutefois certaines personnes gardent obstinément depuis longtemps et au détriment des autres, des ouvrages précieux, des livres qui ne se trouvent plus, comme, par exemple, le journal de *Knox*.

Nous avons reçu en don et en échange 338 volumes. Grâce à l'intervention du secrétaire de l'honorable Premier Ministre, j'ai pu obtenir des provinces maritimes, des journaux et des statuts que j'avais demandés en vain plus d'une fois.

Le tout humblement soumis,

PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'Hôpital *Saint-Patrice*,—de l'Asile de la Providence,—de la Société Bienveillante des Dames Juives,—et de l'Asile de *Saint-Vincent de Paul*, tous de la cité de *Montréal*, et pour l'année 1888,—et de l'Asile pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année 1887,—de l'Asile de la Providence de *Sainte-Elizabeth*, comté de *Joliette*,—de l'Hospice des Sœurs de la Charité, *Rimouski*,—de l'Hospice *Sainte-Anne d'Yamachiche* et de l'Hôpital Général de *Pembroke*, tous pour l'année 1888. (*Documents de la Session*, No. 30.)

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mai 1888, demandant un état des lots pris dans chaque comté, dans chaque district et dans toute la province de *Québec*, depuis l'année 1882-83 jusqu'à l'année 1887-88 inclusivement. (*Documents de la session*, No. 8.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mai 1888, demandant : 1o. Copie de tous les rôles de paie de *Jean Lefebvre*, de *Carleton*, de *François Giroux*, de *Maria*, et de *James Robertson* de *New-Richmond*, comté de *Bonaventure*, conducteurs des travaux et chemins de colonisation pour les années 1884, 1885 et 1886.

2o. Copie de toutes lettres et rapports adressés au département de l'agriculture et des travaux publics par les dits *Lefebvre*, *Giroux* et *Robertson*, du 1er juillet 1884 au 1er juillet 1887.

3o. Copie de toutes lettres ou autres documents adressés au département de l'agriculture et des travaux publics, ou à n'importe quel officier de ce département par le Dr *Josué Martin*, de *Carleton*, du 1er juillet 1883 au 1er juillet 1887, à propos des travaux et des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

4o. Copie de toutes lettres, instructions ou autres documents adressés au Dr *Josué Martin*, de *Carleton*, par le département de l'agriculture et des travaux publics ou quelqu'un des officiers de ce département, du 1er juillet 1883 au 1er juillet 1887, à propos des travaux et des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

5o. Copie de tous les rapports faits au gouvernement ou à quelqu'un des membres du gouvernement, par *Charles Cyr*, écr., au sujet de la colonisation et de la manière dont a été dépensé l'argent de la colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

6o. Copie de la poursuite et de tous les autres documents se rattachant à l'enquête faite par *J. C. Langelier*, écr., sur les vols d'argent de colonisation dans le comté de *Bonaventure* ; et aussi copie de tous les rapports faits par le dit *Langelier* au gouvernement ou à quelque membre du gouvernement, concernant cette enquête.

7o. Copie, d'abord du verdict des grands jurés de la cour de *New-Carlisle* et ensuite des sentences rendues par la cour du Banc de la Reine à *Québec*, au dernier terme de la cour criminelle, contre *François Giroux*, de *Maria*, et *James Robertson* de *New-Richmond*, condamnés à la prison pour détournement des argents de colonisation. (*Documents de la session*, No. 9.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, pour copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et messieurs *Varin* et *Charveau* respectivement registrateur du comté de *Laprairie* et shérif de *Montréal*, à propos de la nomination des officiers rapporteurs aux deux dernières élections dans le comté de *Laprairie*. (*Documents de la session, No. 10.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, mentionnant les noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de *Laprairie*, et qui ont reçu pour cela des sommes d'argent du gouvernement de cette province, avec le montant donné à chacun d'eux, et la date du paiement. (*Documents de la session, No. 11.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 juin 1888, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le shérif ou le registrateur du comté d'*Ottawa*, concernant la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection, et copie de l'ordre en conseil nommant l'officier rapporteur pour cette élection. (*Documents de la session, No. 12.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 6 juin 1888 demandant copie de la pétition de droit de l'honorable *Thomas McGreevy*, pour faire déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord, prononcée en sa faveur, vers 1882, pour un montant d'au-delà \$100,000.00 ; du plaidoyer de la couronne en réponse à cette pétition, des jugements rendus en première instance et en appel dans cette cause, avec indication de la date à laquelle la dite cause a été portée devant la cour supérieure ; avec copie de toute correspondance échangée entre le dit *Thomas McGreevy* ou son procureur et le gouvernement, son Procureur-Général, son ou ses substituts, touchant la procédure devant cette cour, ou la suspension, ou le règlement de cette affaire. (*Documents de la session, No. 13.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 7 juin 1888, demandant copie des jugements rendus par la Cour Suprême et par le Conseil Privé, dans la cause de *Belleau* et la Reine ; aussi des résolutions du conseil du comté de *Quebec* et divers conseils locaux du dit comté, relativement à l'abolition des taux de péage sur les chemins sous le contrôle des syndicats des chemins à barrières de la Rive Nord, à *Québec* ; ainsi que toutes correspondances et documents relatifs à cette question. (*Documents de la session, No. 14.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 juin 1888, pour un état de toutes sommes payées, depuis le 1er février 1887, aux propriétaires ou administrateurs de l'*Etendard*, de *Montréal* ; aussi de toutes sommes que ces derniers réclament actuellement comme leur étant dues. (*Documents de la session, No. 15.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 juin 1888, pour copie des rôles de paie, et copie des listes des employés qui ne sont pas sur telles listes, avec leurs salaires pour les bureaux du protonotaire, du greffier de la cour de circuit, du greffier de la Couronne et de la paix, du greffier de la cour du banc de la Reine, du shérif et du percepteur du revenu, pour les districts de *Montréal*, *Québec* et *Trois-Rivières*, pour les mois de janvier 1887 et mai 1888. (*Documents de la session, No. 16.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 juin 1888, pour un état des montants d'argent dépensés par le gouvernement de la province de *Quebec*, dans le comté de *Soulanges*, depuis 1867. (*Documents de la session, No. 17.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 Juin 1888, pour copie de la quit-

tance mutuelle et réciproque entre la cité de *Montréal* et le gouvernement, dont il est question dans l'ordre en conseil No 362 du 8 août 1887. (*Documents de la session, No. 18.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 Juin 1888, demandant un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par les coroners depuis le 1er janvier 1883, dans les districts de *Montréal* et de *Québec*, le nom du coroner, le nom de la personne sur le corps de laquelle l'enquête a été faite, la cause de la mort, le lieu et la date de l'enquête, le verdict du jury et de toutes suggestions ou recommandations. (*Documents de la session, No. 19.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 juin 1888, demandant copie de tout arrêté du conseil exécutif, de toute correspondance, et de tous écrits généralement, se rattachant à la vente par le gouvernement, à M. *Evangeliste Beausoleil*, des lots 16 et 17 du 13e rang de *Brandon*. (*Documents de la session, No. 20.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 juin 1888, demandant : 1. Un état détaillé des biens, appelés "Biens des Jésuites.", et dont le gouvernement a pris possession en 1800.

2. Le montant du revenu de ces biens depuis 1800.

3. Les frais de perception.

4. L'emploi de ces revenus.

5. Les sommes votées ou accordées pour l'éducation supérieure en cette province depuis 1800.

6. Les montants accordés pour l'éducation protestante et ceux accordés pour l'éducation catholique. (*Documents de la session, No. 21.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 juin 1888, demandant un état des argents dépensés dans le comté de *Huntingdon*, pour chemins de colonisation en 1887-88. (*Documents de la session, No. 22.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 27 juin 1888, demandant copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de justice de *Montréal*, avec le nom des fournisseurs et leurs comptes détaillés. (*Documents de la session, No. 23.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour un état détaillé des sommes payées au journal "*La Paix*," pour impressions et autres causes, depuis le 1er février 1887, jusqu'à ce jour. (*Documents de la session, No. 24.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour copie des rapports faits depuis 1876, par les inspecteurs des bureaux publics sur la tenue du bureau d'enregistrement du comté de *Chateauguay*. (*Documents de la session, No. 25.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour un état indiquant : 1. Le nom de tous les gardes forestiers de la province de *Québec* ;

2. La date de leur nomination ;

3. Le salaire de chacun d'eux ;

4. Leur résidence ;

5. Le nom de l'agence assignée à chacun d'eux, (*Documents de la session, No. 26.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 juillet 1888, pour un état détaillé des dépenses d'argent pour travaux de colonisation, dans le comté de *St-Maurice*, pendant l'été de 1886, avec copies des rôles de paie de chaque surintendant. (*Documents de la session, No. 27.*)



Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mai 1888, demandant copie de toute correspondance échangée entre les personnes qui ont été nommées Conseillers législatifs depuis le 29 janvier 1887, et le gouvernement ou aucun des ministres, au sujet de ces nouvelles nominations de conseillers. (*Documents de la session, No. 23.*)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 juillet 1888, pour copie de la correspondance échangée avec M. *Germain*, C. R., substitut du procureur-général au dernier terme de la cour criminelle à Sorel, et des instructions à lui données par le gouvernement en rapport avec la cause de la Reine *vs Charland*. (*Documents de la session, No. 29.*)

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé par Son Honneur l'Administrateur de la province aux deux Chambres de la Législature provinciale étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. *Boyer* propose, secondé par M. *de Grosbois*,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son gracieux discours prononcé par Son Honneur l'Administrateur de la province en ouvrant la troisième session de la sixième Législature de la province de *Québec*, et pour assurer Son Honneur,

1. Que Son Honneur l'Administrateur a bien rendu nos sentiments et ceux du peuple de cette province en disant que nous regrettons tous l'absence, pour cause de maladie, en cette circonstance, du chef de l'exécutif, et que nous faisons des vœux sincères pour son prompt retour à la santé et au poste qu'il remplit si dignement.

2. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que malgré les raisons particulières qui ont retardé la conversion de la dette consolidée de la province que nous avions autorisée à la dernière session, le gouvernement ne désespère pas de faire cette opération financière qui lui permettra de mettre des sommes considérables à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation.

3. Que nous apprenons encore avec intérêt de Son Honneur, que l'acte amendant la loi relative aux magistrats de district, sanctionné le 12 juillet dernier, ayant été désavoué par les autorités fédérales sans qu'elles fissent les nominations des juges additionnels que cette Législature avait décrétées, le gouvernement s'est vu dans la nécessité de mettre en force, à *Montréal*, les anciennes lois concernant les magistrats de district, dans le but d'arrêter l'accumulation toujours croissante des affaires judiciaires dans la métropole du pays.

Que nous donnerons pleine attention à toute mesure que nous serons invités à considérer, dans le but d'adopter la même loi avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre à *Montréal* l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature.

Que nous apprenons avec plaisir que la correspondance échangée au sujet de ce désaveu nous sera soumise.

4. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que le gouvernement fédéral ayant mis en doute les droits de cette province à la propriété de cette partie des terres de la couronne qu'on appelle "lots de grève," le gouvernement de cette province a cru devoir protester énergiquement contre un tel empiètement qui, s'il réussissait, aurait des résultats désastreux ; et que le mémoire transmis aux autorités fédérales à ce sujet nous sera soumis ainsi que les autres documents s'y rattachant.

5. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que les autorités fédérales, consultées par le gouvernement, ont fait savoir qu'elles délibéraient sur le désaveu de la loi de la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits "Biens des Jésuites," et qu'en conséquence l'exécution des principales clauses de cette loi est restée et restera suspendue jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le désaveu peut avoir lieu.

6. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que, suivant le désir de cette Législature, le département de l'agriculture et de la colonisation a été confié à un agriculteur pratique, ce qui devra, nous l'espérons avec Son Honneur, assurer un succès marqué à ces deux grandes causes nationales, et que nous avons appris avec plaisir que, par cet arrangement, un département important est confié à un représentant de la minorité de cette province, dans la personne d'un député des cantons de l'est.

Que nous sommes heureux d'apprendre que nous serons appelés à considérer l'opportunité d'accorder des récompenses spéciales et honorifiques au mérite agricole, afin de créer parmi nos cultivateurs une noble et légitime émulation.

7. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les Statuts refondus de cette province sont devenus en force, par proclamation, le 1er janvier courant et que la distribution s'en fait avec toute la diligence possible.

8. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que des mesures efficaces ont été prises pour assurer la rentrée des deniers dus à la province et faire respecter la loi des licences.

9. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que grâce aux crédits nouveaux que nous avons accordés aux compagnies de chemins de fer, les travaux de construction d'un certain nombre de ces chemins ont été poussés avec énergie, et que quelques uns mêmes d'entre eux sont terminés et déjà en pleine opération.

10. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que l'aide accordée à la dernière session à la Compagnie du pont de chemin de fer de *Québec* a été mise, par arrêté en conseil, à la disposition des promoteurs de cette importante entreprise, dans les termes et suivant les conditions imposés par la loi.

11. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que le gouvernement s'est efforcé, sous l'autorité de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 12, de nommer des arbitres à qui devaient être renvoyées telles questions que les deux gouvernements de *Québec* et d'*Ontario* conviendraient mutuellement de soumettre, et nous apprenons avec plaisir que, malgré que les deux gouvernements n'aient pu s'entendre, après plusieurs entrevues et correspondances échangées, le gouvernement de cette province insistant pour ne soumettre que les questions se rattachant au fonds des écoles, et le gouvernement d'*Ontario* voulant en soumettre d'autres, avec celles-là, il y ait encore lieu d'espérer que cette difficulté sera réglée sous peu à la satisfaction des deux provinces.

12. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin dernier, nous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90; et que nous ne sommes pas moins heureux d'apprendre qu'il nous sera permis de voir avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88,) ont été réalisées; et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

13. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'afin de remplir la promesse qui fut faite à la dernière session, un projet de loi nous sera soumis pour régler, aussi équitablement que possible, la question de l'exemption de taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

14. Que nous considérerons soigneusement les changements à l'acte des asiles adoptés en 1885, qui nous seront soumis, d'accord avec quelques unes des conditions du rapport de la commission, nommée pour étudier cette importante question, et dans le but de faire cesser le malaise que cette loi avait créé.

15. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que quelques autres projets de loi nous seront aussi soumis, entre autres, en rapport avec la loi des élections contestées de *Quebec*, avec la loi des mines et avec celle des licences.

16. Que Son Honneur peut avoir confiance que nous donnerons toute l'attention désirable à ces sujets importants, et qu'avec Son Honneur nous prions Dieu de bénir nos travaux.

Et un débat s'en suivant ;

Et la chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

*Vendredi, 11 janvier 1889.*

*Ordonné*, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier paragraphe, étant lu de nouveau, est adopté.

Les second, troisième et quatrième paragraphes étant lus de nouveau, et la question mise aux voix sur chacun séparément ; la Chambre se divise et ils sont adoptés.

Le cinquième paragraphe, étant lu de nouveau, est adopté.

Le sixième paragraphe, étant lu de nouveau et mis aux voix ; la Chambre se divise et il est adopté.

Et le septième paragraphe et les suivants jusqu'au seizième inclusivement, étant lus de nouveau, ils sont adoptés.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec.

*Résolu*, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. *Mercier*, l'honorable M. *Shehyn*, l'honorable M. *Turcotte*, l'honorable M. *Gagnon*, l'honorable M. *Rhodes*, M. *Boyer* et M. *deGrosbois*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. *Mercier*, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*A Son Honneur l'Honorable Auguste Réal Angers*

*Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.*

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la province de Québec, remercions humblement Votre Honneur du gracieux discours qui nous a été fait en son nom, par l'Administrateur de la province, en ouvrant la troisième session de la sixième Législature de la province de Québec, et assurons Votre Honneur :

Que Son Honneur l'Administrateur a bien rendu nos sentiments et ceux du peuple de cette province en disant que nous regrettons tous l'absence, pour cause de maladie, en cette circonstance, du chef de l'exécutif, et nous faisons des vœux sincères pour son prompt retour à la santé et au poste qu'il remplit si dignement.

Nous apprenons avec intérêt de Votre Honneur, que, malgré les raisons particulières qui ont retardé la conversion de la dette consolidée de la province que nous avions autorisée à la dernière session, le gouvernement ne désespère pas de faire cette opération financière qui lui permettra de mettre des sommes considérables à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation.

Nous apprenons encore avec intérêt de Votre Honneur, que l'acte amendant la loi relative aux magistrats de district, sanctionnée le 12 juillet dernier, ayant été désavouée par les autorités fédérales sans qu'elles fissent les nominations des juges additionnels que cette Législature avait décrétées, le gouvernement s'est vu dans la nécessité de mettre en force, à Montréal, les anciennes lois concernant les magistrats de district, dans le but d'arrêter l'accumulation toujours croissante des affaires judiciaires dans la métropole du pays.

Nous donnerons pleine attention à toute mesure que nous serons invités à considérer, dans le but d'adopter la même loi avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre à Montréal l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature.

Nous apprenons avec plaisir que la correspondance échangée au sujet de ce désaveu nous sera soumise.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que le gouvernement fédéral ayant mis en doute les droits de cette province à la propriété de cette partie des terres de la couronne qu'on appelle "lots de grève," le gouvernement de cette province a cru devoir protester énergiquement contre un tel empiètement qui, s'il réussissait, aurait des résultats désastreux ; et que le mémoire transmis aux autorités fédérales à ce sujet nous sera soumis ainsi que les autres documents s'y rattachant.

Nous apprenons avec intérêt, de Votre Honneur, que les autorités fédérales, consultées par le gouvernement, ont fait savoir qu'elles délibéraient sur le désaveu de la loi de la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens, dits "Biens des Jésuites," et qu'en conséquence l'exécution des principales clauses de cette loi est restée et restera suspendue jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le désaveu peut avoir lieu.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que, suivant le désir de cette Législature, le département de l'agriculture et de la colonisation a été confié à un agriculteur pratique, ce qui devra, nous l'espérons avec Votre Honneur, assurer un succès marqué à ces deux grandes causes nationales, et nous avons appris avec plaisir que, par cet arrangement, un département important est confié à un représentant de la minorité de cette province, dans la personne d'un député des cantons de l'Est.

Nous sommes heureux d'apprendre que nous serons appelés à considérer l'opportunité d'accorder des récompenses spéciales et honorifiques au mérite agricole, afin de créer parmi nos cultivateurs une noble et légitime émulation.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les Statuts refondus de cette province sont devenus en force, par proclamation, le 1er janvier courant, et que la distribution s'en fait avec toute la diligence possible.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que des mesures efficaces ont été prises pour assurer la rentrée des deniers dus à la province et faire respecter la loi des licences.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que grâce aux crédits nouveaux que nous avons accordés aux compagnies de chemins de fer, les travaux de construction d'un certain nombre de ces chemins ont été poussés avec énergie, et que quelques uns mêmes d'entre eux sont terminés et déjà en pleine opération.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que l'aide accordée à la dernière session à la Compagnie du pont de chemin de fer de *Quebec* a été mise, par arrêté en conseil, à la disposition des promoteurs de cette importante entreprise, dans les termes et suivant les conditions imposées par la loi.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que le gouvernement s'est efforcé, sous l'autorité de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 12, de nommer des arbitres à qui devaient être renvoyées telles questions que les deux gouvernements de *Quebec* et d'*Ontario* conviendraient mutuellement de soumettre, et nous apprenons avec plaisir que, malgré que les gouvernements n'aient pu s'entendre, après plusieurs entrevues et correspondances échangées, le gouvernement de cette province insistant pour ne soumettre que les questions se rattachant au fonds des écoles, et le gouvernement d'*Ontario* voulant en soumettre d'autres, avec celles-là, il y ait encore lieu d'espérer que cette difficulté sera réglée sous peu à la satisfaction des deux provinces.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les comptes publics pour l'année fiscale, terminée le 30 Juin dernier, nous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90 ; et que nous ne sommes pas moins heureux d'apprendre qu'il nous sera permis de voir avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88,) ont été réalisées ; et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'afin de remplir la promesse qui

fut faite à la dernière session, un projet de loi nous sera soumis pour régler aussi équitablement que possible la question de l'exemption de taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

Nous considérerons soigneusement les changements à l'acte des asiles adoptés en 1885, qui nous seront soumis, d'accord avec quelques-unes des conditions du rapport de la commission, nommée pour étudier cette importante question, et dans le but de faire cesser le malaise que cette loi avait créé.

Nous apprenons avec intérêt de Votre Honneur, que quelques autres projets de loi nous seront aussi soumis, entre autres, en rapport avec la loi des élections contestées de Québec, avec la loi des mines et avec celle des licences.

Votre Honneur peut avoir confiance que nous donnerons toute l'attention désirable à ces sujets importants, et qu'avec Votre Honneur, nous prions Dieu de bénir nos travaux.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit grossoyée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par toute la Chambre et que ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province s'informent du bon plaisir de Son Honneur quant au temps où la dite adresse lui sera présentée.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial de dix membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier*, l'honorable M. *Duhamel*, l'honorable M. *Gagnon*, l'honorable M. *Flynn*, l'honorable M. *Blanchet*, M. *Boyer*, M. *Murphy*, M. *Tessier*, M. *Casgrain* et M. *Picard* composent le-dit comité.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité, pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera à sa prochaine séance, aujourd'hui, elle demeure ajournée jusqu'à mardi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Vendredi, 11 janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Pilon*,—la pétition du Révérend F. X. *Brassard* et autres, du canton de *Stoke*,—et la pétition du Révérend D. *Bellemare* et autres, du canton de *Chesham*, tous du comté de *Compton*,—et la pétition du Révérend J. L. *Tourigny* et autres.

Par M. de Grosbois,—la pétition de *Hubert Ferland* et autres, de *St. Ignace de North Stanbridge* et *Notre-Dame des Anges de Stanbridge*,—la pétition du Révérend *Aubert Hamelin* et autres, du canton de *Hereford*, comté de *Compton*,—et la pétition de *Joseph Bouffard* et autres, de *St. Ignace de North Stanbridge* et de *Notre Dame des Anges de Stanbridge*, du comté de *Missisquoi*.

Par M. *Spencer*,—la pétition des Commissaires d'école du canton de *Halley* et autres.

Par M. *David*,—la pétition de *Rouer Roy* et autres, exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu l'honorable *Jean Louis Beaudry*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition de *Chas. Lionais* et autres, de la province de *Québec*.

Par M. *Champagne*,—la pétition du Révérend *Abel Tremblay* et autres, de *Emberton*, comté de *Compton*.

Par M. *Lareau*,—la pétition du Révérend *L. A. Levesque* et autres, de *Ditton*, comté de *Compton*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition du Collège des Médecins et Chirugiens de la province de *Québec*.

Par M. *Murphy*,—la pétition de la Compagnie de Gaz de *Québec*,—et la pétition de *Laurence Lynch*, de la cité de *Québec*, étudiant en droit.

Par l'honorable M. *Mercier*,—la pétition de la Communauté des Filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—la pétition de *Urbain Couture dit Lamonde*, de la paroisse de *St. Valier*.

M. *Tessier*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par la chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour les comités suivants, savoir :

1. PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—MM. *Bourbonnais, Casgrain, Flynn, Gagnon, Lafontaine, LeBlanc, Lemieux, Lynch, Pelletier, Robidoux, Taillon et Turcotte*,—12.

2. ORDRES PERMANENTS :—MM. *Bernatchez, Boyer, Cameron, Deschênes, (Témiscouata), Duplessis, Girouard, LeBlanc, Legris, Spencer et Sylvestre*,—10.

3. CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC :—MM. *Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cameron, Déchéne, (L'Islet), Deschênes, (Témiscouata), de Grosbois, Desjardins, Faucher de St-Maurice, Flynn, Gagnon, Laliberté, Lapointe, Legris, LeBlanc, Lynch, Morin, Martin, (Rimouski), Martin, (Bonaventure), Nantel, Poupore, Rinfret, Rochon, Robertson, Sylvestre et Tessier*,—27.

4. BILLS PRIVÉS :—MM. *Bisson, Boyer, Blanchet, Beauchamp, Casgrain, David, Dechene (L'Islet), de Grosbois, Duhamel, Duplessis, Gladu, Hall, Lareau, LeBlanc, Lynch, Murphy, Pilon, Robertson, Rochon et Tessier*,—20.

5. LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—MM. *Blanchet, Casgrain, David, Duplessis, Flynn, Gagnon, Gladu, Hall, Lareau, Lemieux, Nantel, Pelletier, Picard, Robidoux, et Turcotte*,—15.

6. COMPTES PUBLICS :—MM. *Bisson, Boyer, Cardin, Cameron, Desjardins, Duplessis, Flynn, Gagnon, Hall, Laliberté, LeBlanc, Laissier, Lynch, Mercier, Morin, Murphy, Nantel, Owens, Picard, Rhodes, Rinfret, Rocheleau, Robertson, Shelnyn, Sylvestre, Taillon et Trudel*,—27.

7. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—MM. *Bazinnet, Blanchet, Baldwin, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cardin, Dechene, (L'Islet), Deschênes, (Témiscouata), de Grosbois, Faucher de St. Maurice, Forest, Girouard, Gladu, Lareau, Lapointe, Legris, Lussier, Martin (Rimouski), Martin (Bonaventure), McIntosh, Morin, Nantel, Owens, Picard, Pilon, Poupore, Rhodes, Rocheleau, Spencer, Sylvestre, Taillon, Tessier, Tourigny et Trudel*,—36.

8. INDUSTRIES :—MM. *Baldwin, Beauchamp, Cardin, Champagne, Girouard, Laliberté, Legris, Lemieux, Martin (Rimouski), Martin (Bonaventure), McIntosh, Murphy, Pilon, Poupore, Rinfret, Rocheleau, Shehyn, Spencer et Tourigny*,—20.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 23 juin 1888, pour un état des sommes dépensées dans le comté de Dorchester, à même les fonds votés pour la colonisation dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des listes de paie et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées. (*Documents de la session, No. 31*).

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 19 et 999 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill concernant les commissions des employés publics.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill amendant les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 5 du titre 8 des Statuts refondus de la Province de *Québec*, intitulé : "Des Asiles d'Aliénés."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des élections contestées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à certain contrat pour l'entretien des aliénés.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,  
*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux magistrats de district.

L'honorable L. P. *Pelletier*, député du district électoral de *Dorchester*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

---

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Quelles sont les propriétés que le gouvernement se propose d'exproprier dans le cas où il ferait faire des embellissements sur les terrains qui avoisinent le l'alais de la Législature de *Québec* ?

Quand se propose t-il de faire faire ces expropriations ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Il serait contraire à l'intérêt public de répondre à cette question.

---

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie du contrat passé entre le gouvernement et le Dr. *Mackay*, pour le soin des ivrognes.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents, rapports, plans, etc., pouvant renseigner la chambre sur la construction projetée du chemin de fer de *Québec Oriental*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées avec le Gouvernement depuis la dernière session, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de *Bellechasse* ; ainsi que les noms des chemins, le nom des conducteurs de travaux, par qui recommandés, et tous détails se rapportant à ce sujet.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes dépensées, noms des personnes qui ont été chargées de cette dépense, par qui recommandées ; aussi noms des endroits où ces sommes ont été dépensées, en vertu de la résolution de la Chambre, adoptée le 10 mai 1887, disant :

“ *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie des frais de l'exploration des comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *Kamouraska*, *Témiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au deuxième rapport du comité d'agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886.”

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

---



Mardi, 15 janvier 1889.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Un état des affaires de l'hôpital Saint-Joseph de Chambly,—de la salle d'asile de Chambly,—de *The Women's Christian Association*, de Québec,—et de l'Hôpital-Général de Sorel, tous pour l'année 1888. (*Documents de la Session*, No. 30.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Mercier,—la pétition de la Société de Passage du Pont Neuf de Saint-Hyacinthe.

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de *The Congregational College of British North America*.

Par M. de Grosbois,—la pétition de Chas. King et autres, de la cité de Sherbrooke,—la pétition de Joseph Edmond Gustave Lemieux, de la cité de Québec,—la pétition de Joseph Désy, docteur en médecine, de la paroisse de Saint-Cuthbert, comté de Berthier,—la pétition de Alexander A. Graham, du village de Granby et William S. Cotton, de Cowansville,—la pétition de P. P. Fowler et autres, de la municipalité de North Ely,—la pétition de Wm. Jamieson et autres, de la municipalité de North Ely,—et la pétition de Richard Hodgeson et autres, de North Ely, tous du comté de Shefford.

Par M. Tourigny,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Nicolet et autres.

Par M. Lareau,—la pétition du Conseil municipal du village de la Côte des Neiges,—la pétition du Révérend Charles LaRoque, curé de la paroisse de Saint-Louis de Montréal,—la pétition de Albert Edouard LeCavalier, étudiant en médecine, de Saint-Martin, comté de Laval,—la pétition de la ville de Sainte-Cunégonde,—la pétition de l'Institut des Frères de Saint-Gabriel, Montréal,—et la pétition du Conseil municipal du comté de Laval.

Par M. Cardin,—la pétition de l'honorable Louis Tourville et autres.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de David Marquis et autres, du canton de Stoke.

Par M. Lemieux,—la pétition du Révérend Ant. Gauvreau, prêtre, curé de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Corporation de la cité de Sherbrooke ; demandant des amendements à sa charte.

De la compagnie d'entrepôt de Québec (*Quebec Warehouse Company*) ; demandant un acte amendant son acte d'incorporation aux fins de réduire le capital de la dite Compagnie.

Du Révérend C. Lafond et autres, de la paroisse de Ste-Anne du Sault ; demandant que la dite paroisse soit érigée en municipalité distincte.

Du Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec ; demandant que tout applicant qui désire être exempté de certaines formalités de la loi pour être admis à la pratique de la profession médicale, soit tenu de fournir l'opinion du dit bureau sur les raisons qui motivent sa demande.

De Lawrence Lynch, de la cité de Québec ; demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat, après examen.

De la Communauté des Filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu, de St-Hyacinthe ; demandant des amendements à l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 Vict. Ch. 99, concernant leur incorporation.

Des Commissaires d'écoles du canton de Hatley et autres ; demandant la passation d'un acte nommant des exécuteurs testamentaires à la succession de feu Taylor Little.

Du Révérend *L. A. Levesque* et autres, du canton de *Ditton*,—de *Charles Lyonnais* et autres de la province de *Quebec*,—du Révérend *Abel Tremblay*, du canton de *Emberton*,—du Révérend *D. Bellemarre* et autres, du canton de *Chesham*,—du Révérend *F. X. Brassard* et autres, du canton de *Stoks*,—du Révérend *Aubert Hamelin* et autres, du canton de *Hereford*, comté de *Compton* ; demandant respectivement la rétrocession à la Couronne de certains terrains dans les cantons ci-dessus mentionnés et dans les cantons de l'Est.

Du Révérend *J. L. Tourigny* et autres ; demandant que la paroisse de *Sainte-Christine de Bagot* soit érigée en municipalité distincte, pour fins municipales et scolaires, sous le nom de *Sainte-Christine de Bagot*.

De *Rouer Roy* et autres, exécuteurs-testamentaires et administrateurs de la succession de feu l'honorable *Jean Louis Beaudry*, demandant un acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de l'honorable *Jean Louis Beaudry*, et pour autres fins.

De la Compagnie du Gaz de *Québec* ; demandant un acte amendant les actes concernant la dite compagnie.

De *Urbain Couture dit Lamonde*, de la paroisse de *Saint-Valier* ; demandant un acte l'autorisant à vendre certains biens substitués.

De *Joseph Bouchard* et autres, des paroisses de *St-Ignace de North Stanbridge* et de *Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge*,—de *Hubert Ferland* et autres, des paroisses de *St-Ignace de North Stanbridge* et de *Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge*, comté de *Missisquoi* ; demandant respectivement un acte détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant séparément les municipalités des paroisses de *St-Ignace de North Stanbridge* et de *Notre-Dame des Angés de Stanbridge*.

Sur motion de l'honorable *M. Mercier*, secondé par l'honorable *M. Shehyn*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le rapport du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant faire partie des comités permanents de cette Chambre.

*Ordonné*, Que *M. Lareau* ait la permission de présenter un Bill amendant les lois de la procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Lareau* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés nationales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable *M. Duhamel* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre la loi des mines.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable *M. Duhamel* ait la permission de présenter un Bill amendant les lois relatives aux terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable *M. Duhamel*, ait la permission de présenter un Bill concernant la protection des bois contre le feu.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente, la réponse à un ordre de la Chambre du 23 juin 1888, pour un état des sommes dépensées dans le comté de *Champlain* à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des listes de paie, et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées. (*Documents de la session, No. 32.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 5 juin 1888, demandant la correspondance entre le département du Trésorier de la province et la société de *Chapleau, Hall, Nicolls, Brown et Beausoleil*, par rapport aux paiement des frais distraits recommandés par la cour supérieure au défendeur dans la cause de *Lamb vs la Compagnie d'affichage*, l'action étant déboutée. (*Documents de la session, No. 33.*)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 11 janvier 1889, demandant copie des contrats passés entre le gouvernement et le docteur *Mackay* pour le soin des ivrognes. (*Documents de la session, No. 34.*)

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les magistrats de districts ;

L'honorable M. Turcotte informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, dans le district judiciaire de *Montréal*, le nombre des causes en matière civile, tant devant la cour supérieure que devant la cour de circuit, est tellement considérable que, malgré la permanence des sessions de ces tribunaux, les juges qui les président sont incapables de les entendre toutes et de les juger avec la célérité qui convient aux parties intéressées ;

Attendu que les autorités fédérales ont négligé de faire toutes les nominations de juges additionnels pourvues par le statut de cette Province, 50 Victoria, chapitre 11 ;

Attendu que, pour remédier à cet état de choses et dans l'intérêt de l'administration de la justice, il est devenu nécessaire d'établir, dans la cité de *Montréal*, pour le district judiciaire de *Montréal*, une cour de magistrats, devant laquelle pourraient être portées toutes les causes, procédures, matières et choses qui sont maintenant de la juridiction de la cour de circuit siégeant dans le district de *Montréal* ;

En conséquence il est

*Résolu*, 1. Que deux magistrats de district pourront être nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, avec un salaire de trois mille piastres par année chacun, pour présider une cour en la cité de *Montréal*, nommée "cour de magistrats du district de *Montréal*," qui aura juridiction finales sur les matières suivantes :

1. Toute demande dans laquelle la somme ou la valeur de la chose réclamée est moindre que cent piastres, sauf les causes qui tombent exclusivement sous la juridiction de la cour de vice-amirauté, les matières de pétition de droit, et toute demande pour honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes de deniers payables à la couronne, ou relative à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter les droits pour l'avenir.

2. Toute demande pour taxes ou rétributions d'écoles et pour cotisations pour la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, quelqu'en soit le montant.

3. Toute demande en recouvrement de contributions, taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de deniers dues et exigibles en vertu du code municipal, de tout statut spécial d'organisation municipale, des règlements faits sous l'autorité de ces mêmes lois et des lois qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture.

4. Toute demande en recouvrement de pénalités encourues ou de deniers dus au trésor de la province en vertu de la loi des licences.

*Résolu*, 2. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer un greffier de la dite cour de magistrats du district de *Montréal*, avec un salaire n'excédant pas quatorze cents piastres par année, ainsi que tous autres officiers et employés nécessaires pour l'expédition des affaires devant ce tribunal et en fixer les salaires.

*Résolu*, 3. Que les dépenses et les frais d'installation et l'entretien de l'édifice nécessaire à la tenue de cette cour de magistrats de district et les bureaux des officiers d'icelle, seront défrayés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Robidoux* rapporte les résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, dans le district judiciaire de *Montréal*, le nombre des causes en matière civile, tant devant la cour supérieure que devant la cour de circuit, est tellement considérable que, malgré la permanence des sessions de ces tribunaux, les juges qui les président sont incapables de les entendre toutes et de les juger avec la célérité qui convient aux parties intéressées ;

Attendu que les autorités fédérales ont négligé de faire toutes les nominations de juges additionnels pourvues par le statut de cette province, 50 Victoria, chapitre 11 ;

Attendu que, pour remédier à cet état de choses et dans l'intérêt de l'administration de la justice, il est devenu nécessaire d'établir, dans la cité de *Montréal*, pour le district judiciaire de *Montréal*, une cour de magistrats, devant laquelle pourraient être portées toutes les causes, procédures, matières et choses qui sont maintenant de la juridiction de la cour de circuit siégeant dans le district de *Montréal* ;

En conséquence il est

*Résolu*, 1. Que deux magistrats de district pourront être nommés par le Lieutenant-gouverneur en conseil, avec un salaire de trois mille piastres par année chacun, pour présider une cour en la cité de *Montréal*, nommé "cour de magistrats du district de *Montréal*," qui aura juridiction finales sur les matières suivantes :

1. Toute demande dans laquelle la somme ou la valeur de la chose réclamée est moindre que cent piastres, sauf les causes qui tombent exclusivement, sous la juridiction de la cour de vice-amirauté, les matières de pétition de droit, et toute demande pour honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes de deniers payables à la couronne, ou relative à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter les droits pour l'avenir.

2. Toute demande pour taxes ou rétributions d'écoles et pour cotisations pour la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, quelqu'en soit le montant.

3. Toute demande en recouvrement de contributions, taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de deniers dues et exigibles en vertu du code municipal, de tout statut spécial d'organisation municipale, des règlements faits sous l'autorité de ces mêmes lois et des lois qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture.

4. Toute demande en recouvrement de pénalités encourues ou de deniers dus au trésor de la Province en vertu de la loi des licences.

*Résolu*, 2. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer un greffier de la dite cour de magistrats du district de *Montréal*, avec un salaire n'excédant pas quatorze cents piastres par année, ainsi que tous autres officiers et employés nécessaires pour l'expédition des affaires devant ce tribunal et en fixer les salaires.

*Résolu*, 3. Que les dépenses et les frais d'installation et l'entretien de l'édifice nécessaire à la tenue de cette cour de magistrats de district et les bureaux des officiers d'icelle, seront défrayés à même le fonds consolidé du revenu.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée relative au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées ;

L'honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le dépôt qui doit être fait en appel d'un jugement rendu sur une pétition d'élection contestée,—par lequel jugement, une personne est déclarée avoir commis une menée corruptrice, et est privée pendant sept ans, à partir de la date du jugement, du droit de siéger dans l'Assemblée Législative, de voter à toute élection d'un membre de cette Chambre et d'occuper une charge relevant de la Couronne ou du Lieutenant-Gouverneur,—sera d'une somme de deux cents piastres, comme garantie des frais, et d'une autre somme de vingt piastres pour la préparation et la transmission du dossier.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* rapporte la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le dépôt qui doit être fait en appel d'un jugement rendu sur une pétition d'élection contestée,—par lequel jugement, une personne est déclarée avoir commis une menée corruptrice, et est privée pendant sept ans, à partir de la date du jugement, du droit de siéger dans l'Assemblée Législative, de voter à toute élection d'un membre de cette Chambre et d'occuper une charge relevant de la Couronne ou du Lieutenant-Gouver-

neur,—sera d'une somme de deux cents piastres, comme garantie des frais, et d'une autre somme de vingt piastres pour la préparation et la transmission du dossier.

*Ordonné*, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

Le bill pour amender les articles 19 et 999 du code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill concernant les commissions des employés publics est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Nantel*,—*P. E. Tremblay*, avocat, de *Montréal*, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, quels sont ou quels étaient ses fonctions et ses appointements ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. *P. E. Tremblay* a été nommé agent de repatriement par le gouvernement le 17 septembre 1888, l'Etat de *New-York* lui étant spécialement assigné, comme champ d'opération.

La durée de son engagement était de soixante jours, à compter de son entrée en fonction, avec salaire de \$200.00 et \$5.00 par jour, pour dépenses de voyage.

Il a cessé d'agir comme tel agent le 13 décembre 1888.

Par M. *Nantel*,—1o Quel est le montant des remises faites aux municipalités sur le fonds de leur emprunt, depuis janvier 1887 ?

2o A quelles municipalités ont été faites ces remises ?

3o Quel est le montant en capital et intérêt remis à chaque municipalité ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Il est impossible de répondre à cette demande par interpellation.

L'honorable député ferait mieux, pour obtenir les renseignements qu'il désire, de procéder par la voie d'une motion.

Par M. *LeBlanc*,—Le gouvernement a-t-il réglé ses comptes avec M. *C. Beausoleil* à propos de la perception des taxes sur les corporations commerciales ? Si oui, à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Un règlement de compte n'est pas encore définitivement arrêté avec M. *Beausoleil*.

Par M. *Bourbonnais*,—Monsieur *Gérard Macquet* a-t-il reçu une mission officielle de la part du gouvernement de *Québec* pour aller se promener en *Belgique* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement n'a chargé M. *Macquet* d'aucune mission officielle ou autre en *Belgique*. Monsieur *Macquet* a demandé un congé afin de régler des affaires personnelles en *Belgique*, lequel congé lui a été accordé.

Par M. *de Grosbois*.—Le gouvernement a-t-il distribué dans le comté de *Shefford* les exemplaires du Code municipal en anglais, pour les conseillers municipaux qui parlent cette langue ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Le Code municipal a été distribué en anglais et en français aux conseillers municipaux de toute la province suivant leur nationalité ; par conséquence dans le comté de *Shefford* comme dans les autres.

Par M. *de Grosbois*.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer, pour une année seulement, un inspecteur de fromage, pour les comtés de *Brome*, *Missisquoi* et *Shefford* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Les inspecteurs du gouvernement nommés chaque année pour inspections des fromageries ont la surveillance des comtés de *Brome*, *Missisquoi* et *Shefford*, comme des autres comtés de la province.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Murphy*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie du mémoire transmis aux autorités fédérales protestant contre l'empiètement des droits de cette province au sujet des lots de grève ; et tous autres documents se rattachant à cette affaire.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, au sujet de de la loi relative aux magistrats de district, sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, de tous documents se rattachant à l'exécution de la loi adoptée à la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits " Biens des Jésuites. "

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des recettes et des dépenses de la province, depuis le premier de juillet 1888 jusqu'au premier janvier 1889.

Sur motion de M. *de Grosbois*, secondé par M. *Trudel*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance, de l'arrêté du conseil et de tous documents, concernant la nomination de J. Bte Girard comme conseiller municipal du village de *Roxton Falls*, dans le comté de *Shefford*.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisation, dans la paroisse ou canton *Durham*, dans le comté de *Drummond*, pendant les années 1879, 80, 81, 82 et 83 ; ainsi que les noms des conducteurs des travaux et copie des rôles de paie de chaque conducteur des dits travaux.

Sur motion de M. *deGrosbois*, secondé par M. *Dumais*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisations, dans le comté de *Shefford*, pendant les années 1880, 81, 82, 83, 84, 85, et 86. Les noms des conducteurs des travaux et les rapports constatant dans quels cantons du comté de *Shefford* ces divers montants ont été appliqués.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre aucune personne ou personnes et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, concernant le règlement de la somme due par le canton de *Stanbridge* au fonds d'emprunt municipal ; aussi copie de tous ordres en Conseil à ce sujet.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 16 Janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Laliberté*,—la pétition de *James King* et autres.

Par M. *Boyer*,—la pétition de *James Dawes* et autres.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—la pétition de *Félix Serres*, de la cité de *Montréal*, étudiant en médecine.

Par M. *de Grosbois*,—la pétition de *The Sherbrooke Telephone Association*.

Par M. *Robidoux*,—la pétition de *Horace Clark*, de *West Sheffield*, Etat de *Connecticut*, un des *Etats-Unis d'Amérique*.

M. *Boyer*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu *Joseph E. Girouard*, écuyer, président du dit comité, et est convenu de recommander que son quorum soit réduit à quatre membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Œuvre du Patronage de *Quebec* pour l'année 1888. (*Documents de la Session*, No. 30.)

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :



A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, copie d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 11 janvier 1889 et approuvé par lui le 12 janvier 1889, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

*Québec*, 16 janvier 1889.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 11 janvier 1889, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 12 janvier 1889.

No. 21.

Concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative :

L'honorable Président du Conseil, dans un mémoire en date du 11 janvier courant, (1889), recommande que l'honorable *Arthur Turcotte*, Procureur Général, l'honorable *Joseph Shehyn*, Trésorier de la province et l'honorable *Georges Duhamel*, Commissaire des Terres de la Couronne, soient nommés Commissaires pour mettre à exécution l'Acte 39 Vict., chap. 12, concernant l'économie interne de l'Assemblée législative.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,  
Greff. Cons. Ex.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par *M. Faucher de Saint-Maurice*.—Quelle suite a été donnée à l'interpellation suivante posée le 12 avril 1887 :

" Par *M. Faucher de Saint-Maurice* :—Le gouvernement se propose-t-il d'attirer l'attention de la nouvelle commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud, sur la section 2 du chapitre LXXXI (81), sanctionné le 10 juin 1884 et intitulé : " Acte relatif aux chemins à barrières de *Québec* ? "

" Cette section se lit comme suit :

" Le dit chemin mentionné dans le paragraphe premier de la section 8 de l'acte 16 Victoria, chapitre 235, savoir : " le chemin à partir du rivage du fleuve *Saint-Laurent* vis-à-vis *Québec*, à l'endroit appelé " La petite route, " l'espace et distance de trois lieues et demie, " devra être fait et terminé conformément au dit acte 16 Victoria, chapitre 235, dans le courant des trois années qui suivront la passation de la présente loi. "

" Réponse par l'honorable *M. Gagnon*.—Oui. "

Réponse par l'honorable *M. Mercier*.—Malgré la réponse donnée dans le temps, de bonne foi, rien n'a été fait, vu qu'aucun intérêt n'a été payé aux porteurs de débentures depuis plusieurs années ; et que, dans les circonstances, il était difficile d'imposer de nouveaux sacrifices aux intéressés. Cependant le gouvernement se propose de protéger le public à cet égard, autant que possible.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant les noms, prénoms et domiciles des arpenteurs auxquels ont été confiés des ouvrages d'arpentage dans la province ; mentionnant en outre, les localités où ils ont travaillé et le montant payé à chacun d'eux, depuis le 1er février 1887, jusqu'à ce jour.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant les cantons ou parties de cantons arpentés et livrés en vente pour les fins de la colonisation, depuis janvier 1887.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des listes de paie, avec une liste des noms et du salaire des employés qui ne sont pas généralement donnés sur ces listes de paie, pour tous les employés des palais de justice de *Montréal, Québec et Trois-Rivières* pour le mois de décembre 1888.

Le bill amendant les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une certaine résolution rapportée du comité de toute la chambre, mardi, le 15 du courant, relative au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, mardi, le 15 du courant, concernant les magistrats de district ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

L'honorable M. *Blanchet* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Robertson*,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soit retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Le gouvernement fédéral est obligé de nommer et payer des juges en nombre suffisant pour entendre et juger toutes les causes et expédier toutes les affaires judiciaires généralement tant en cour de circuit qu'en cour supérieure, dans le district de *Montréal*, aussi bien que dans les autres districts ;

"Que, si toutefois le gouvernement fédéral néglige de faire "les nominations de juges additionnels pourvus par le Statut de cette province, 50 *Victoria*, chap. II," ce n'est pas une raison pour que la province se charge de cette dépense, mais qu'elle devrait plutôt se servir du moyen offert par la constitution en soumettant, par ses représentants, la question au parlement fédéral ;

"Qu'en adoptant les résolutions maintenant soumises, cette Chambre imposerait à la province une dépense annuelle considérable qui, par l'acte de *l'Amérique Britannique du Nord*, doit être et a toujours été supportée par le gouvernement fédéral ;

“ Que cette Chambre ne voit pas pourquoi cette dépense nouvelle serait imposée à la province, et qu'elle ne croit pas devoir adopter les dites résolutions.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon and</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—16.</i>
<i>Duplessis,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel and</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>Dumais,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ l'encombrement des affaires devant la Cour Supérieure et la Cour de Circuit, à *Montréal*, provient plutôt d'autres causes que de l'insuffisance du nombre des juges.

“ Que, par le statut 50 Victoria, chap. 2, la Législature de cette province a demandé la nomination de deux juges additionnels pour le district de *Montréal*.

“ Que le gouvernement fédéral en a nommé un ; que, conséquemment, il n'est pas juste de dire “ que les autorités fédérales ont négligé de faire toutes les nominations de juges additionnels pourvus par ce statut.”

“ Qu'en demandant la nomination de deux juges additionnels seulement, par le dit statut, la Législature de cette province a exprimé l'opinion que ce nombre serait suffisant et puisqu'il ne reste plus qu'un juge à nommer pour rencontrer les exigences de cette loi, cette Chambre ne voit pas pourquoi il faudrait deux magistrats, là où un seul juge suffirait.

“ Qu'il est de fait qu'un seul des deux magistrats nommés l'été dernier par le gouvernement de cette province, pour *Montréal*, a siégé depuis leur nomination et qu'il n'a siégé que peu de temps chaque jour.

“ Qu'il y a tout lieu de croire que, si cette province recourt aux moyens que lui offre la constitution, les autorités fédérales nommeront le nombre de juges requis.

“ Que cette Chambre est d'opinion qu'avant d'imposer à la province une dépense nouvelle, et qui incombe au gouvernement fédéral, il conviendrait du moins d'obtenir des renseignements précis sur tous ces faits.

“ Que, dans ces circonstances, ces résolutions ne soient pas maintenant lues une seconde fois.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—15</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—28</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—28</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe.</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—15.</i>

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux magistrats de district.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en conformité général, pour prendre en considération une certaine résolution relative à certain contrat pour l'entretien des aliénés, étant lu ;

L'honorable M. *Gagnon* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que cette Chambre approuve le contrat passé le 17 décembre 1888, devant M<sup>re</sup> *Sirois*, notaire, de *Québec*, entre le Gouvernement de cette Province et *John Maximilien Mackay*, écuyer, médecin, de la cité de *Québec*, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel contrat soumis maintenant à la Chambre et marqué A, se lit comme suit :

A

L'an mil huit cent quatre-vingt huit, le dix-septième jour de décembre.

En présence de *Louis Philippe Sirois*, notaire public pour la province de *Québec*, résidant en la cité de *Québec* ;

Sa Majesté la Reine Victoria, représentée par l'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon*, demeurant à la *Rivière Ouelle*, Secrétaire de la province de *Québec*, agissant pour le gouvernement de la province de *Québec*, en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, en conseil, en date du vingt-trois de novembre dernier, sous le No. 750, et *John Maximilien Mackay*, de la cité de *Québec*, écuyer, docteur en médecine et maître en chirurgie, ont fait les conventions suivantes, savoir :

1. Le dit *J. M. Mackay* s'engage à recevoir, à compter de ce jour et jusqu'au trente d'avril mil huit cent quatre vingt treize, date à laquelle le présent contrat prendra fin, tous les aliénés que le gouvernement de la province pourra lui confier, à leur donner un logement convenable, à leur fournir une nourriture saine et suffisante, à les vêtir convenablement et à leur procurer les soins de médecins compétents et tous autres soins nécessaires à la sureté, à leur confort et à leur guérison.

2. Le gouvernement ne sera pas tenu de confier au dit *J. M. Mackay* un nombre déterminé d'aliénés. D'après le marché passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de *Beauport*, devant *A. Gauvreau*, notaire, le quatorze avril, mil huit cent quatre-vingt trois, le gouvernement est tenu d'envoyer à cet asile au moins huit cent cinquante aliénés ; par les présentes il est convenu que tous les aliénés en sus de huit cent cinquante que les propriétaires de l'asile de *Beauport* peuvent exiger, devront être confiés au dit *J. M. Mackay*.

3. Cependant le gouvernement ou l'honorable Secrétaire de la province pourra, comme par le passé, envoyer les idiots à l'asile de *St. Ferdinand d'Halifax* et les aliénés

de la division de *Montréal* telle que définie par la loi pour les fins de la Cour du Banc de la Reine siégeant en appel, à l'asile de *St. Jean de Dieu*.

4. Le gouvernement ou le Secrétaire de la province, pourra en aucun temps choisir parmi les patients du dit *J. M. Mackay*, ceux dont il aurait besoin pour compléter le nombre requis à l'asile de *Beauport*, huit cent cinquante.

5. Le présent marché est fait en conformité à l'acte relatif aux asiles d'aliénés, 48 *Victoria*, chapitre 34, *Québec*, et le dit *J. M. Mackay* devra se conformer à toutes les obligations imposées par cet acte aux propriétaires des asiles d'aliénés de la province, à tous les arrêtés du Lieutenant-Gouverneur en conseil passés suivant la loi, ainsi qu'à toutes les recommandations, suggestions, et ordonnances qui lui seront données par les médecins visiteurs et par les inspecteurs des asiles et prisons nommés par le gouvernement.

6. Le dit *J. M. Mackay* devra faire, à ses frais, aux bâtiments maintenant en usage pour recevoir les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques, ou à tous autres édifices qu'il pourrait acquérir et employer comme asiles, tous les changements et améliorations qui peuvent être demandés par les médecins visiteurs et par les inspecteurs des asiles et prisons, pour la classification et le traitement des patients qu'il recevra, ainsi que pour la ventilation des appartements.

7. Le dit *J. M. Mackay* ne pourra céder, de quelque manière que ce soit, les droits lui appartenant en vertu du présent contrat, à qui que ce soit sans le consentement de l'honorable Secrétaire de la province; et s'il faisait une semblable cession sans avoir au préalable obtenu l'assentiment de l'honorable Secrétaire de la province, celui-ci pourra annuler le présent contrat de plein droit.

8. Enfin le dit honorable *C. A. E. Gagnon*, ès-qualité, s'engage, pour le gouvernement de la province de *Québec*, à payer au dit *J. M. Mackay*, tous les trois mois, d'après des comptes préparés suivant les formules adoptées et fournies par le Secrétaire de la province, la somme de huit piastres et trente-trois cents par mois, (ou cent piastres par année,) pour chaque aliéné jusqu'à l'expiration du présent contrat; et aucune autre charge ou réclamation ne pourra être faite par le dit *J. M. Mackay*. Le dit *J. M. Mackay* aura néanmoins le droit de réclamer du gouvernement trois piastres pour frais de sépulture, y compris le cerceuil et tous autres frais quelconques s'y rapportant, de chaque patient confié à sa garde qu'il fera inhumer pendant la durée du présent contrat.

9. Ce marché ne liera la Province de *Québec* qu'en autant qu'il aura été approuvé par l'Assemblée législative à la prochaine session.

Fait à *Québec*, sous le numéro quatre mille soixante-sept des minutes du dit *L. P. Sirois*.

Et les parties ont signé avec le notaire, lecture faite.

(Signé)

J. M. MACKAY.

CHS. A. ERN. GAGNON, Sec. Prov.,

L. P. SIROIS, N. P.,

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon Etude.

(Signé)

L. P. SIROIS, N. P.,

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Malouin dit Rinfret* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender les articles 19 et 999 du code municipal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant les commissions des employés publics; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi des élections contestées de *Québec*;

L'honorable M. *Gagnon* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 17 Janvier 1889.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de *The Church Home* *Montréal*, pour l'année 1888. (*Document de la Session, No. 30.*)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Murphy*,—la pétition de *C. J. Q. Coursol* et *Marie Henriette Coursol*.

Par M. *Hall*,—la pétition de l'Union St. Vincent de *Montréal*,—la pétition de la cité de *Montréal*,—et la pétition de l'honorable *Alexander W. Ogilvie*, *Philip S. Ross* and *Margaret Watson Ogilvie*, exécuteurs testamentaires de la succession de feu *John Ogilvie*.

Par M. *Girouard*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond* et autres.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—la pétition de *Fergus Murphy*, de la cité de *Québec*, étudiant en droit.

Par M. *Nantel*,—la pétition de MM. *Geoffrion*, *Dorion*, *Laflleur* et *Poirier*, procureurs des grévés des substitutions créées par le testament de feu *Thomas Durocher* et feu *Marie Coulombe*, son épouse,—la pétition de *John Atkinson*, *Jean Adolphe Gravel* et l'honorable *Louis François Rodrigue Masson*, exécuteurs testamentaires et administrateurs fidéicommissaires de la succession de feu Dame *Marie Geneviève Sophie Raymond* veuve de feu l'honorable *Joseph Masson*.

Par M. *Lemieux*,—la pétition de *John M. Dresser*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Société de passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe* ; demandant des amendements à sa charte.

Du conseil municipal du village de la *Côte des Neiges* ; demandant un acte incorporant le dit village en ville sous le nom de "*Notre-Dame des Neiges*."

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Nicolet* et autres ; demandant l'incorporation d'une compagnie pour la construction d'un pont de péage sur la rivière *Nicolet*.

De la ville de *Sainte-Cunégonde* ; demandant un acte amendement la loi 47 Vict., chap. 90 et ses amendements.

De l'Institut des Frères de *St-Gabriel, Montréal* ; demandant un acte d'incorporation.

Du Révérend *Charles LaRocque*, curé de la paroisse de *Saint-Louis de Montréal* ; demandant des amendements au chapitre 18 des Statuts refondus.

Du conseil municipal du comté de *Laval* ; demandant le transfert du chef-lieu du comté de *Laval*, du village de *Sainte-Rose au Pont Vieu*, en la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*.

De *Albert Edouard Le Cavalier*, étudiant en médecine, de *Saint-Martin*, comté de *Laval* ; demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec*, à l'admettre au nombre de ses membres.

De "*The Congregational College of British North America*" ; demandant un acte l'autorisant à changer son nom en celui de "*The Congregational College of Canada*," et pour autres fins.

De *Joseph Edmond Gustave Lemieux*, de la cité de *Québec* ; demandant un acte autorisant l'association des dentistes de la province de *Québec* à l'admettre à l'étude de l'art dentaire.

De l'honorable *Louis Tourville* et autres ; demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de "*The St. Lawrence Improvement Company*."

De *Alexander A. Graham* et de *William S. Cotton* ; demandant un acte autorisant l'Association des Dentistes de la province de *Québec* à leur accorder des licences comme dentistes.

De *W. Jamieson* et autres—de *P. P. Fowler* et autres, de la municipalité de *North Ely*, comté de *Shefford*,—et de *Richard Hodgson* et autres du même lieu ; demandant respectivement que certains rangs de la dite municipalité ne soient pas annexés à la municipalité de *Sainte-Christine de Bagot*.

De *Joseph Désy*, docteur en médecine, de la paroisse de *Saint-Cuthbert*, comté de *Berthier* ; demandant un acte ordonnant au Collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec* de lui accorder une licence pour la pratique de la médecine, etc., etc.

De *David Marquis* et autres, du canton de *Stoke* ; demandant la rétrocession à la Couronne de certains terrains dans le dit canton.

Du Révérend *Ant. Gauvreau*, prêtre, curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, de *Lévis* ; demandant un acte constituant en corporation spéciale, le Curé de la dite paroisse.

De *Charles King* et autres, de la cité de *Sherbrooke* ; demandant des amendements à la charte de la dite cité.

*M. Spencer*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés :

De la Compagnie d'Entrepôt de *Québec* ; demandant des amendements à sa charte.

De la Compagnie du gaz de *Québec* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.



M. *Boyer*, du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Arthur Boyer*, écuyer, pour son président et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des Privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Eugène Lafontaine*, écuyer pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *J. E. Robidoux*, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir élu *Edmond Lareau*, écuyer, président du dit comité, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. *Murphy* ait la permission de présenter un bill amendant les actes concernant la compagnie du gaz de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*.

*Ordonné*, Que M. *Dumais* soit nommé membre du comité permanent d'Agriculture, immigration et colonisation au lieu et place de M. *Gladu* et du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières à la place de M. *Rochon* et que MM. *Faucher de Saint-Maurice* et *Dumais* soient ajoutés sur la liste des membres du comité permanent des divers Bills privés.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un bill amendant la loi des élections contestées de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale et du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 203 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1042 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Rochon ait la permission de présenter un bill amendant les articles 941 et 998 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant l'article 2157 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1080 du Code municipal, concernant certaines dispositions exceptionnelles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Rochon ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill amendant la loi des élections contestées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill amendant les articles 1745, 5917, 5918 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Pouppore,—Le gouvernement a-t-il reçu la pétition du conseil du comté de Pontiac, demandant que la Cour de Circuit à Chapeau ne soit pas abolie ?

Si oui, est-ce l'intention du gouvernement de faire droit à la demande des pétitionnaires ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Oui, le gouvernement a reçu la pétition du conseil du comté de Pontiac demandant que la Cour de Circuit à *Chapeau* ne soit pas abolie.

Elle porte la date du 28 décembre dernier, et a été reçue le 5 janvier courant.

Cette cour était abolie dès le 15 décembre.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer, pendant cette session, l'adoption d'une loi pour encourager l'empierrement des chemins dans les campagnes.

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—Cette importante question est sous considération.

Par l'honorable M. *Taillon*,—Combien l'honorable *F. Langelier* a-t-il reçu du gouvernement de cette province pour ses services dans la contestation soulevée par le projet de constructions de certains chemins de fer dans la province de *Manitoba*? Combien réclame-t-il?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Vu l'importance de la question, les nombreuses recherches à faire et faites et le travail considérable imposé à l'honorable *Frs. Langelier* pour défendre avec avantage les intérêts de la province, le gouvernement a cru devoir lui payer trois mille piastres tant pour honoraires que pour dépenses de voyage et autres.

Par l'honorable M. *Taillon*,—M. *Quinn* est-il encore employé à la codification de nos lois statutaires? Si oui, à quelles conditions? Si non, quand a-t-il cessé?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—M. *Quinn* n'est plus employé à la codification de nos lois statutaires depuis le 19 de décembre dernier.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre la Société littéraire et historique de *Québec* et le gouvernement, à propos de la remise de certains documents.—Liste de ces documents.

Sur motion de M. *de Grosbois*, secondé par M. *Dumais*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondances et documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de *Ste-Christine*, dans le diocèse de *Nicolet*.

Sur motion de M. *Poupore*, secondé par M. *Desjardins*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne ou personnes, relativement à l'abolition de la cour de circuit à *Chapeau*.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *de Grosbois*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la requête adressée au gouvernement ou au Surintendant de l'Instruction publique et signée par tous les curés et par un grand nombre de personnages influents des deux partis, habitant la circonscription scolaire de *J. P. Nantel*, inspecteur d'école; ainsi que des recommandations faites par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique demandant à ce que le traitement de cet officier soit augmenté.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée depuis le 12 juillet dernier, entre le gouvernement de cette province et la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, et entre le gouvernement et toutes autres personnes, au sujet de la construction de ce chemin depuis *Paspebiac* jusqu'au bassin de *Gaspé*, ou depuis ce dernier endroit jusqu'à un point quelconque sur l'Intercolonial.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et de toute correspondance depuis le 21 du mois de mai dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer.

2. Copie de tous les ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date.

3. Un état détaillé des sommes octroyées, payées ou payables pour aider à la construction de tels ponts, ainsi que de toutes les autres dépenses incidentes.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de toutes correspondances, lettres, instructions, au sujet de la confection du cadastre par M. *Petrus Gauvreau*, des cantons de *Malbaie*, *Douglas* et *York*, ou aucune autre partie du comté de *Gaspé*, depuis le 20 janvier dernier.

2. Copie de tout rapport d'inspection ou vérification du dit cadastre.

3. Etat des sommes payées jusqu'à ce jour, tant pour les travaux du dit cadastre, que pour frais d'inspection et vérification, avec indication du montant qui pourra encore être payable pour ces fins.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie des rapports d'inspection relativement aux travaux à faire au Palais de Justice et prison de *Percé* et *New-Carlisle* et de toute correspondance à ce sujet depuis deux ans.

2. Copie de toutes soumissions et de tous contrats pour la confection de ces travaux depuis le 12 juillet dernier.

3. Un état détaillé des sommes payées depuis cette date et encore dues pour cette fin, avec l'indication et l'*item* du budget à même lequel les paiements ont été faits.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province et celui du *Canada* et entre le gouvernement de cette province et toutes autres personnes au sujet du droit de pêcher dans les eaux du *Lac Saint-Jean*.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. liste des municipalités auxquelles des remises ont été faites sur le fonds de l'emprunt municipal depuis le 1er février 1887.

2. Le montant emprunté par chacune de ces municipalités, ainsi que la somme due en capital et intérêt en 1880, par chacune d'elles.

3. Le montant dû par chacune en vertu de la loi de 1880.

4. Le montant payé au gouvernement par chacune de ces municipalités, en règlement de ces emprunts.

5. Arrêtés en conseil, correspondances, mémoires et tous documents se rapportant aux remises faites aux diverses municipalités sur ce qu'elles devaient au gouvernement re fonds d'emprunt municipal.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Un bill amendant les articles 19 et 999 du Code municipal, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois,

*Résolu*, Que le bill passe.

• *Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill concernant les commissions des employés publics, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois,

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. *Rinfret dit Malouin*, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaine résolution proposée, relative à certain contract pour l'entretien des aliénés, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que cette Chambre approuve le contrat passé le 17 décembre 1888, devant M<sup>re</sup>. *Sirois*, notaire, de *Québec*, entre le Gouvernement de cette Province et *John Maximilien Mackay*, écuyer, médecin, de la cité de *Québec*, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel contrat soumis maintenant à la Chambre et marqué A, se lit comme suit :

## A

L'an mil huit cent quatre-vingt huit, le dix-septième jour de décembre.

En présence de *Louis Philippe Sirois*, notaire public, pour la province de *Québec*, résidant en la cité de *Québec* :

Sa Majesté la Reine Victoria, représentée par l'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon*, demeurant à la *Rivière-Ouelle*, Secrétaire de la province de *Québec*, agissant pour le gouvernement de la province de *Québec*, en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, en conseil, en date du vingt-trois novembre dernier, sous le No. 750, et *John Maximilien Mackay*, de la cité de *Québec*, écuyer, docteur en médecine et maître en chirurgie, ont fait les conventions suivantes, savoir :

1. Le dit *J. M. Mackay* s'engage à recevoir, à compter de ce jour, et jusqu'au trente avril mil huit cent quatre-vingt treize, date à laquelle le présent contrat prendra fin, tous les aliénés que le gouvernement de la province pourra lui confier, à leur donner un logement convenable, à leur fournir une nourriture saine et suffisante, à les vêtir convenablement, et à leur procurer les soins de médecins compétents et tous autres soins nécessaires à leur sûreté, à leur confort et à leur guérison.

2. Le gouvernement ne sera pas tenu de confier au dit *J. M. Mackay* un nombre déterminé d'aliénés. D'après le marché passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de *Beauport*, devant *A. Gauthreau*, notaire, le quatorze avril, mil huit cent quatre-vingt-trois, le gouvernement est tenu d'envoyer à cet asile au moins huit cent cinquante aliénés ; par les présentes il est convenu que tous les aliénés en sus de huit cent cinquante que les propriétaires de l'asile de *Beauport* peuvent exiger, devront être confiés au dit *J. M. Mackay*.

3. Cependant le gouvernement ou l'honorable Secrétaire de la province pourra, comme par le passé, envoyer les idiots à l'asile de *St-Ferdinand d'Halifax* et les aliénés de la division de *Montréal*, telle que définie par la loi pour les fins de la Cour du Banc de la Reine siégeant en appel, à l'asile de *St-Jean de Dieu*.

4. Le gouvernement ou le Secrétaire de la province, pourra en aucun temps choisir parmi les patients du dit *J. M. Mackay*, ceux dont il aurait besoin pour compléter le nombre requis à l'asile de *Beauport*, huit cent cinquante.

5. Le présent marché est fait en conformité à l'acte relatif aux asiles d'aliénés, 48 Victoria, chapitre 34, *Québec*, et le dit *J. M. Mackay* devra se conformer à toutes les obligations imposées par cet acte aux propriétaires des asiles d'aliénés de la province, à tous les arrêtés du Lieutenant-Gouverneur en conseil, passés suivant la loi, ainsi qu'à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances qui lui seront données par les médecins visiteurs et par les inspecteurs de prisons nommés par le gouvernement.

6. Le dit *J. M. Mackay* devra faire, à ses frais, aux bâtiments, maintenant en usage pour recevoir les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques, ou à tous autres édifices qu'il pourrait acquérir et employer comme asile, tous les changements et améliorations qui peuvent être demandés par les médecins visiteurs et par les inspecteurs des asiles et prisons, pour la classification et le traitement des patients qu'il recevra ainsi que pour la ventilation des appartements.

7. Le dit *J. M. Mackay* ne pourra céder de quelque manière que ce soit les droits lui appartenant en vertu du présent contrat, à qui que ce soit, sans le consentement de l'honorable Secrétaire de la province, et s'il faisait une semblable cession sans avoir au préalable obtenu l'assentiment de l'honorable Secrétaire de la province, celui-ci pourra annuler le présent contrat de plein droit.

8. Enfin le dit honorable *C. A. E. Gagnon*, es-qualité, s'engage, pour le gouvernement de la province de *Québec*, à payer au dit *J. M. Mackay*, tous les trois mois, d'après des comptes préparés suivant les formules adoptées et fournies par le Secrétaire de la province, la somme de huit piastres et trente trois cents par mois (ou cent piastres par année) pour chaque aliéné jusqu'à l'expiration du présent contrat ; et aucune autre charge ou réclamation ne pourra être faite par le dit *J. M. Mackay*. Le dit *J. M. Mackay* aura néanmoins le droit de réclamer du gouvernement trois piastres pour frais de sépulture, y compris le cercueil et tous autres frais quelconques s'y rapportant, de chaque patient confié à sa garde qu'il fera inhumer pendant la durée du présent contrat.

9. Le marché ne liera la province de *Québec* qu'en autant qu'il aura été approuvé par l'Assemblée législative à la prochaine session.

Fait à *Québec* sous le numéro quatre mille soixante-sept des minutes du dit *L. P. Sirois*.

Et les parties ont signé avec le notaire lecture faite.

(Signé),

J. M. MACKAY,

CHS. A. ERN. GAGNON, Sec. Prov.,

L. P. SIROIS, N. P.,

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon Etude.

L. P. SIROIS, N. P.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. *Archambeault, de Boucherville, Dionne, Larue, Marcil, Méthot, Pacaud, Prévost, Ross J. J., Ross D. A., Starnes, Tourville* et *Wood*, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. *Gagnon, Duhamel, Lynch* et *Blanchet* et MM. *Bernatchez, Bourbonnais, Cameron, David, Déchène (de l'Islet), Gladu, Lafontaine, Murphy, Robidoux, Rochon, Trudel, Casgrain, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Nantel* et *Poupore*, soient nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de cette Chambre y sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

*Résolu*, Que les honorables MM. *Shehyn, Turcotte, Gagnon, Duhamel, Taillon, Flynn* et *Blanchet*, et MM. *Robidoux, Murphy, Boyer, Faucher de Saint-Maurice, Hall, Cameron, LeBlanc* et *Trudel*, soient nommés pour agir, de la part de cette Chambre, comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions de la Législature.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

### Vendredi, 18 janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table.

Par M. *Spencer*,—la pétition de *J. A. Simard, John Hannigan* et autres.

Par l'honorable M. *Lynch*,—la pétition de *Odilon Mongenais* et autres.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—la pétition de *Maurice, J. Duchesnay* et autres.

Par M. *Bourbonnais*,—la pétition de *Paul Desmarchais* et autres, de la municipalité du Village de la Côte-des-Neiges.

Par M. *Cardin*,—la pétition de la corporation de la ville de *Sorel*.

Par M. *Champagne*,—la pétition de la corporation du village de la Côte St. Antoine.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *James King* et autres ; demandant un acte les constituant en corporation, pour la construction d'un chemin de fer depuis la paroisse de *St. Jean Deschaillons*, comté de *Lotbinière*, jusqu'à *Glen Lloyd*, dans le comté de *Mégantic*.

De *James P. Dawes* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Bel-Air Jockey Club*."

De *Félix Serres*, de la cité de *Montréal*, étudiant en médecine ; demandant un acte couvrant les vices de forme de son certificat d'admission à l'étude de la médecine.

De "*The Sherbrooke Telephone Association* ;" demandant des amendements à sa charte et à augmenter son capital.

De *Horace Clarke*, de *West Sheffield*, dans l'Etat de *Connecticut*, un des *Etats-Unis* d'Amérique ; demandant qu'un exécuteur testamentaire soit nommé à la succession de feu *Horace Dryden Clarke*.

M. *Dechène* (*l'Islet*), du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

Du Révérend *C. Lafond* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne du Sault* ; demandant l'érection de la dite paroisse en municipalité distincte ;

De *Laurence Lynch*, de la Cité de *Québec* ; demandant un acte autorisant le Barreau de la province de *Québec* à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De la Communauté des Filles de la Charité de l'Hôtel Dieu de *St. Hyacinthe* ; demandant des amendements à l'acte de l'ancienne province du *Canada* 9 Vict., ch. 99, concernant leur incorporation ;

Des commissaires d'écoles du canton de *Hatley* ; demandant un acte nommant des exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little* ;

De la Société de Passage du Pont-neuf de *St. Hyacinthe* ; demandant des amendements à sa charte ;

Et du Revd *Ant. Gauvreau*, de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, de *Lévis* ; demandant un acte d'incorporation.

M. *Pilon*, du comité permanent des diverses industries de cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Joseph Pilon*, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. *Murphy* ait la permission de présenter un bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Laurence Lynch*, au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Baldwin* ait la permission de présenter un bill concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la "*Société de passage du Pont neuf de St-Hyacinthe*" et les actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois et que la 60<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.



*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte de l'ancienne province du *Canada*, 9 Victoria, chapitre 99, intitulé : "Acte pour incorporer la Communauté des Filles de la charité, de la paroisse de *St. Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois et que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

*Ordonné*, Que M. *Lemieux* ait la permission d'introduire un bill constituant en corporation spéciale "le curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, de *Lévis*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois et que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité permanent des divers bills privés.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un bill détachant certains lots du comté de *Nicolet*, pour les annexer au comté d'*Artabaska* ainsi qu'à la paroisse de *Ste-Anne du Sault*, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un bill amendant le Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill amendant la loi des chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill pour amender et refondre les lois concernant l'association des dentistes de la province de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill intitulé : "Lois d'expropriations."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill pour amender la section 64 de l'acte électoral de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 926 de Statuts refondus de la province de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre de jeudi dernier, concernant le concours dans une résolution relative à certain contrat pour l'entretien des aliénés soit maintenant lue ;

Et la dite entrée est, en conséquence, lue.

Ordonné, Que les procédés soient déclarés nuls et de nul effet.

Ordonné, Que la dite résolution soit replacée sur les ordres du jour pour concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender la loi des élections contestées de *Quebec*, étant lu ;

Ordonné, Que dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Murphy*,—Que le bill pour amender la 64e section de l'acte électoral de *Quebec*, soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi des élections contestées ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Robidoux*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi électorale ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Robidoux*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi des élections contestées de *Quebec* ;

L'honorable M. *Lynch* propose, secondé par l'honorable *Blanchet*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant la protection des bois contre le feu ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi relative aux magistrats de district ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Résolu*, Qu'un comité spécial, composé des honorables MM. *Gagnon*, et *Lynch* et de MM. *Girouard*, *Laliberté*, *Bernatchez*, *Goyette*, *Deschênes* (*Témiscouata*), *Spencer*, *Owens*, *McIntosh*, *Beauchamp*, *Gladu*, *Cardin*, *Bourbonnais*, *Bisson*, *Pilon*, *Cameron*, *Lapointe* et *Baldwin*, soit nommé, pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal, faire rapport de temps à autre à cette Chambre, et présenter un bill contenant tous les amendements adoptés par ce comité ; et que la 78<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en conséquence.

Le bill amendant l'article 1080 du code municipal, concernant certaines dispositions exceptionnelles est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 6 juin 1888, pour un état des recettes et des dépenses de la province de *Quebec*, pour les mois d'avril et mai 1888. (*Documents de la session*, No. 35).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 juin 1888, pour : 1. Etat des sommes déjà payées ou qui doivent l'être pour coût d'ameublement de la chambre du juge, du magistrat de district, du grand constable, et de toutes les autres dépenses encourues depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, comme réparations ou améliorations au palais de justice de *Trois-Rivières* ; 2. Etat des sommes reçues pour prix ou valeur du vieil ameublement des chambres ci-dessus mentionnées du palais de justice de *Trois-Rivières*, ainsi que pour la pierre du perron du dit palais de justice. (*Documents de la session*, No. 36.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 de juin 1888, pour un état indiquant les détails sur la somme de \$300 dépensées par *N. P. Massicotte*, conducteur, à même les fonds de la colonisation, sur le pont de la rivière *Batiscan*, à *Sainte-Geneviève*, avec les rôles de paie et les noms de ceux qui ont été employés par le dit *N. P. Massicotte*, pendant l'été de 1886. (*Documents de la session* No. 37).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 juin 1888,—pour un état des sommes dépensées dans le comté de *Huntingdon* à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des liste de paie, et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées. (*Documents de la session, No. 38*).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour un état des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisations, dans le comté de *Shefford*, pendant les années 1880, 81, 82, 83, 84, 85 et 86. Les noms des conducteurs des travaux et les rapports constatant dans quels cantons du comté de *Shefford* ces divers montants ont été appliqués. (*Documents de la session, No. 39*).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour un état des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisation, dans la paroisse ou canton *Dunham*, dans le comté de *Drummond*, pendant les années, 79, 80, 81, 82 et 83 ; ainsi que les noms des conducteurs des travaux et copie des rôles de paie de chaque conducteur des dits travaux. (*Documents de la session, No. 40*).

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—copie de tous les arrêtés en conseil faits depuis la dernière session, soumis à l'Assemblée Législative, en vertu de la section sept cent trente et un (731) des statuts révisés. (*Documents de la session, No. 41*).

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 15 janvier 1889, demandant copie du mémoire transmis aux autorités fédérales protestant contre l'empiétement des droits de cette province au sujet des lots de grève ; et tous autres documents se rattachant à cette affaire. (*Documents de la session, No. 42*).

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par M. *Hall*,

Ordonné, Que cette adresse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre et que la règle 94 de cette Chambre soit suspendue pour ce qui a rapport à ce document.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement sait-il qu'il y a des prisonniers militaires dans certaines prisons de la province de *Quebec* ?

Dans le cas où cela serait vrai, quelle action le gouvernement se propose-t-il de prendre à ce propos ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Le gouvernement va s'occuper de la chose immédiatement.

Par M. *LeBlanc*,—L'honorable *F. Langelier* et M. *L. P. Pelletier*, avocats de *Québec*, ont-ils été employés comme conseils à M. *J. G. Bossé*, avocat de *Québec*, dans les causes de *McDonald vs La Reine*, et de *McGreavy vs La Reine*, ainsi qu'il appert par la lettre suivante :

" *Quebec*, 3 février 1887.

" J. G. BOSSÉ, ECR. C. R.

*Quebec*,

" Monsieur,

" J'ai ordre de Monsieur le Procureur Général d'accuser réception de votre lettre du 1<sup>er</sup> de ce mois, au sujet des pétitions de droit de l'honorable *T. McGreevy* et de *D. McDonald*, et de vous autoriser à continuer d'occuper pour la Couronne dans ces deux causes.

" Le Procureur Général vous sait parfaitement capable de conduire ces causes à bonne fin ; cependant, il vous prie de vous adjoindre comme conseils, *M. L. P. Pelletier* dans la cause de *McDonald*, et l'honorable *F. Langelier*, dans celle de *McGreevy*.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé)

J. A. DEFOY,  
Asst. O. L. C.

Si oui, quelles sommes d'argent ces messieurs ont-ils reçues chacun pour leurs services dans ces causes ?

Réponse par l'honorable *M. Turcotte*.—Les honorables *MM. Langelier* et *Pelletier* ont été autorisés à agir comme conseils à l'honorable *M. Bossé*, maintenant juge de la Cour du Banc de la Reine dans les causes de *McGreevy* et *McDonald vs la Reine*.

L'honorable *M. Langelier* a reçu \$300.

L'honorable *M. Pelletier* n'a rien reçu.

Par *M. Owens*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'octroyer une aide pour la construction d'un pont en fer sur la rivière Rouge, dans le canton de Grenville, comté d'Argenteuil ? Et si oui, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable *M. Turcotte*.—Sous considération.

Par *M. Owens*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'adopter une loi abrogeant la cinquième clause du chap. 9, 51-52 Vict., relativement à la conversion de la dette de la province ?

Réponse par l'honorable *M. Shehyn*.—Non, les déclarations officielles déjà faites sont jugées suffisantes.

Par l'honorable *M. Flynn*.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à faire voter des octrois pour aider à la construction des ponts en fer ?

2<sup>o</sup> Si oui, est-ce son intention de faire inscrire au budget ces octrois séparément et pour chaque pont ?

Réponse par l'honorable *M. Turcotte*.—1<sup>ère</sup>, oui.

2. La question est à l'étude.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à cette Chambre, durant la présente session, un projet de loi touchant la construction des ponts en fer ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Non.

M. *Casgrain*,—1° Quel est le coût de l'impression du discours sur le budget, prononcé par l'honorable M. *Shehyn*, devant l'Assemblée Législative, le 14 juin 1888 ?

2° Quels sont les établissements d'imprimerie ou quelles sont les personnes auxquelles cette impression a été confiée ?

3° Quel est le nombre de copies de ce discours qui a été imprimé ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Ceci doit être l'objet d'une réponse à un ordre de la chambre qui devrait demander le coût de l'impression de semblables discours dans le cours des dix dernières années.

M. *Casgrain* demande à l'Orateur de décider si cette déclaration est une réponse à son interpellation.

On objecte d'autre part que ce Monsieur n'a pas le droit de la commenter.

M. l'Orateur ne refuse pas à M. *Casgrain* le droit de soumettre sa question d'ordre, qu'il décide comme suit :

“ La suffisance d'une réponse à une interpellation n'est définie par aucune règle particulière ; il suffit, d'après l'usage parlementaire, qu'elle soit brève, distincte et limitée aux explications nécessaires pour la rendre intelligible. (*Bourinot*, page 324). Dans celle qui m'est soumise, l'honorable Trésorier soutient que l'information demandée est la matière d'une adresse. Je ne puis pas lui contester cette prétention, et elle remplit, dans ce sens, les conditions de brièveté et de clarté requises ”

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *Hall*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant dans quelles municipalités des ponts en fer ont été construits avec une aide du gouvernement, depuis que la somme de \$25,000 a été votée en 1887.

Le montant de l'aide accordée par le gouvernement, dans chaque cas ; ainsi que le montant promis et non payé.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, arrêté du conseil, et de tous papiers ayant rapport au changement de limites des municipalités scolaires de la paroisse et du village de Laprairie.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des dépenses contingentes et autres, du bureau du gouvernement à *Montréal*, (No 76 rue *St. Gabriel*) pour les années fiscales 1885-86 et 1887-88.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes dépensées par le gouvernement sur le terrain et les bâtisses de l'exposition à *Montréal* ; avec mention des travaux faits, de ceux restant à faire,—cet état devant aussi mentionner les noms de ceux qui ont fait ces travaux et le montant payé ou dû à chacun d'eux.

---

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Lussier*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des polices d'assurances émises par chacune des compagnies d'assurance faisant affaires dans cette province.

Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)*, secondé par M. *Tourigny*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mit devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et M. *Joseph R. Michaud* et toutes autres personnes, au sujet de l'établissement d'une manufacture d'emploi, dans le comté de *Bonaventure*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et M. *Jean Hyacinthe Thibault* et toutes autres personnes, au sujet de l'établissement d'une fromagerie ou d'une beurrerie, dans le comté de *Bonaventure*.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Duplessis*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre la Commission Royale chargée de faire un rapport sur les asiles d'aliénés de cette province et les propriétaires de l'asile de Beauport, jusqu'au 16 janvier 1889.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi 21 Janvier, 1889.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, Montréal, pour l'année 1888. (*Documents de la session*, No. 30.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Champagne*,—La pétition de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, Montréal.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—La pétition de A. F. *Carrier* et autres.

Par M. *Boyer*,—La pétition du Conseil de ville de la ville de *Lachine*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues

De l'Union St. Vincent de Montréal ; demandant un acte d'incorporation.

De l'honorable *Alexander W Ogilvie*, *Philip S. Ross* & *Margaret Watson Ogilvie*, exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu *John Ogilvie* ; demandant un acte définissant leurs pouvoirs et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond* ; demandant des amendements à sa charte.

De *Charles Joseph Quesnel Coursol* et *Marie Henriette Coursol* ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

De *Fergus Murphy*, étudiant en droit, de la cité de Québec ; demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *John Dresser* ; demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de l'Est.

De la corporation de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte.

De *John Atkinson, Jean Adolphe Gravel* et l'honorable *Louis François Rodrigue Masson*, exécuteurs testamentaires et administrateurs fidéicommissaires de la succession de feu Dame *Marie Gèneviève Sophie Raymond*, veuve de feu l'honorable *Joseph Masson* ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens rétrocedés.

De *M. Geoffrion, Dorion, Lafleur & Poirier*, procureurs des grévés des substitutions créées par le testament de feu *Thomas Durocher* et feu *Marie Coulombe*, son épouse ; demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles.

De *J. A. Simard, John Hannigan* et autres ; demandant que la paroisse de *Notre-Dame des Anges* ne soit pas annexée à une partie du canton de *Stanbridge*.

De *Odilon Mongenais* ; demandant un acte validant son mariage avec *Marie Anny McMillan*.

De *Maurice J. Duchesnay* et autres ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

De *Paul Desmarchais* et autres de la municipalité du village de la *Côte des Neiges* ; demandant que la partie nord-ouest de la dite municipalité soit constituée en municipalité distincte.

De la corporation de la ville de *Sorel* ; demandant des amendements à sa charte et pour autres fins.

De la corporation du village de la *Côte St. Antoine* ; demandant des amendements à sa charte.

Ordonné, Que l'honorable *M. Pelletier* ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Turcotte* ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant le Barreau de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable *M. Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 janvier 1889, pour copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement depuis la dernière session au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de *Bellechasse* ; ainsi que les noms des chemins, les noms des conducteurs de travaux, par qui recommandés, et tous détails se rapportant à ce sujet. (*Documents de la session, No. 43*).

Le bill amendant les actes concernant la Compagnie du gaz de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec*, à admettre, après examen, *Lawrence Lynch*, au nombre de ses membres.

Bill concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little*.

Et bill détachant certains lots du comté de *Nicolet* pour les annexer au comté d'*Artabaska*, ainsi qu'à la paroisse de *Sainte-Anne du Sault*, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots.



## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire copier, à *Paris*, la partie de la correspondance des gouverneurs et intendants de la *Nouvelle-France*, qui ne se trouve pas comprise dans les collections recueillies par M. *Faribault* ; aussi la partie de la même correspondance et les autres documents historiques concernant la *Nouvelle-France* qui se trouvent dans la bibliothèque impériale de *Saint-Petersbourg* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Le gouvernement a l'intention de compléter nos archives nationales, avec toute la diligence possible, en ayant égard aux ressources financières de la province.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le gouvernement se propose-t-il de faire faire des recherches pour retrouver le registre qui contient les délibérations du Conseil Souverain, durant tout le temps que la Compagnie de la *Nouvelle-France* avait seule la direction du gouvernement du *Canada*, savoir : depuis 1624 jusqu'à 1663, (voir témoignage de M. *Faribault*, donné le mardi le 4 février 1845, devant un comité spécial chargé de s'enquérir de l'utilité de l'état de conservation de nos archives, &c., 8 Victoria, appendice H. H., 1844-45 et appendice K. K., 1846) ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Le gouvernement a l'intention de compléter nos archives nationales, avec toute la diligence possible, en ayant égard aux ressources financières de la province.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du ministère de se mettre en relation avec le gouvernement de la *Nouvelle-Ecosse*, et de lui demander la permission d'obtenir copie et de faire copier tous les documents inédits qui existent dans les archives de cette province, concernant la domination française, l'expulsion des Acadiens, et généralement tout ce qui peut intéresser l'histoire de la province de *Quebec* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Le gouvernement a l'intention de compléter nos archives nationales, avec toute la diligence possible, en ayant égard aux ressources financières de la province.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre les moyens de réunir au bureau du Registraire de la province de *Quebec*, toutes les vieilles archives concernant la domination française, qui se trouvent dans les greffes des Palais de Justice de *Quebec*, de *Trois-Rivières*, de *Montréal* ou ailleurs ?

Aussi, les pièces historiques, tels que registres de foi et hommage, titres concernant les propriétés des Jésuites ou autres, plans, cartes et tous autres documents se rapportant à l'histoire de la *Nouvelle-France* ; documents qui sont disséminés dans les différents bureaux des terres de la couronne de la province de *Quebec* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—1o Les Registres de la Prévôté de *Québec* contenant les causes civiles et criminelles ont été déposés au bureau du Registraire de la province dans le cours de l'automne dernier. Un arrêté en conseil ordonne aussi d'y déposer les Registres de la justice royale des *Trois-Rivières* et ceux de la justice royale et de la justice seigneuriale de *Montréal*. Cet arrêté en Conseil est en voie d'exécution.

2o Sous considération.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce que le gouvernement se propose de réunir au bureau du Registraire, les registres de l'état civil tenus sous la domination française, ainsi que les actes des notaires du temps ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Le sujet est à l'étude.

Par M. *Casgrain*.—L'honorable M. *Rhodes*, commissaire de l'agriculture et de la colonisation, ci-devant membre de la commission des asiles d'aliénés, a-t-il fait un rapport distinct et séparé sur la question des asiles ?

Si oui, le gouvernement a-t-il l'intention de mettre ce rapport devant la Chambre ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Non, il a signé le rapport de la majorité avec les Drs. *Duchesneau* et *Lavoie*. Le rapport spécial du Colonel *Rhodes*, mentionné à l'item 40 de l'appendice, ne contient que des observations faites pour l'usage de la Commission, sur quelques asiles qu'il a visités seul, aux *Etats-Unis*, à ses dépens.

Par M. *Casgrain*.—1o. Le Dr. M. A. Noël, de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, est-il actuellement à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2o. Si oui, en quelle capacité ?

3o. En vertu de quelle loi ou autorité ?

4o. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable Mr. *Gagnon*.—1o. Oui.

2o. Médecin-visiteur.

3o. Par arrêté en Conseil sous l'autorité de l'acte 48 Vict., Chap. 24.

4o. Salaire \$300.

Par l'honorable M. *Taillon*.—A quel date l'honorable M. *Langelier* a-t-il été chargé par le gouvernement de cette province d'agir dans la contestation soulevée au sujet de la construction de certains chemins de fer dans le *Manitoba* ?

Quand cette cause a-t-elle été plaidée ?

Quand a-t-elle été jugée ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Verbalement, à la fin d'octobre ou au commencement de novembre, 1888 ; par écrit le 19 novembre 1888, au moment où l'honorable M. *Langelier* se rendait à la Cour Suprême.

La plaidoirie a commencé le 21 novembre et a duré deux ou trois jours.

Le jugement a été rendu le 22 décembre, 1888 en faveur des prétentions des provinces.

Par M. *Casgrain*.—1o. Quel est le coût de l'impression du discours sur le budget prononcé par l'honorable M. *Shehyn*, devant l'Assemblée Législative, le 14 juin 1888 ?

2o. Quels sont les établissements d'imprimerie ou quelles sont les personnes auxquelles cette impression a été confiée ?

3o. Quel est le nombre de copies de ce discours qui a été imprimé ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Ceci devrait être l'objet d'un ordre de la Chambre, mais pour éviter une perte de temps, le gouvernement consent à déclarer :

1o. Le coût de l'impression du discours de l'honorable M. *Shehyn*, le 14 juin 1888, a été de \$1388.82.

2o. Les établissements d'imprimerie sont : Le *Canadien* et le *Daily Telegraph*, ou MM. *I. J. Demers & Frère* et *M. James Carrel*.

3o. Le nombre de copies :

4000 Anglaises.....	\$522.97
6000 Françaises.....	865.85
10,000	\$1,388.82

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Robidoux*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement et Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, au sujet de l'exemption de taxes de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de Chambre du 21 janvier 1889, pour copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement et Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, au sujet de l'exemption de taxes de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité. (*Documents de la session, No. 44*)

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1o Le nombre total des patients actuels pour lesquels le gouvernement paie à l'Asile Belmont.

2o Le nombre des patients internés pour cause d'ivrognerie et pour lesquels le gouvernement paie.

3o Les endroits d'où viennent tous ces patients.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Dechene (l'Islet)*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1o Les noms des registrateurs qui ont négligé de transmettre au Trésorier de la province, vingt par cent de la balance, au-dessus de mille piastres, du montant net des honoraires perçus par eux, conformément aux dispositions de la 45 Victoria, chap. 17.

Le montant de ce pourcentage dû par chacun d'eux.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres et les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, depuis le premier janvier 1887 jusqu'à ce jour, 16 janvier 1889.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—le rapport de toute copie de toute correspondance entre les propriétaires de l'Asile de *Beauport* et les membres du Bureau médical, depuis le 1er janvier 1887 et le 17 de janvier courant, inclusivement.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Murphy*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance avec le gouvernement ou aucun de ses membres, de toute résolution du Conseil de l'instruction publique, et de tous autres documents de record dans les bureaux publics se rattachant à une nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Duplessis*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du pardon ou immunité à être accordé à certains témoins assignés ou entendus dans l'enquête devant Son Honneur le juge *Dugas*, à *Québec*, dans la cause de la Reine *vs. R. P. Vallée*, écr., et *Benj. Trudel*.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Bourbonnais*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance au sujet de certains aliénés venant de la paroisse de *Sainte-Rose de Watford*.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Duplessis*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports et comptes faits, rendus et fournis au gouvernement de cette province par "les Syndics des chemins à barrières de la rive sud, à *Québec* ;" ainsi que copie de tous tels rapports ou comptes rendus, faits ou fournis au gouvernement du *Canada*, avant la confédération et qui peuvent avoir été transférés aux archives de la province de *Québec*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des comptes en détail fournis au gouvernement par la Commission des asiles d'aliénés, ou par aucun des membres de la dite commission ; et un état des sommes payées à chacun d'eux, distinguant ce qui était pour dépenses encourues et ce qui était pour honoraires.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports faits par le Dr *de Martigny*, ou autres inspecteurs des prisons etc., sur l'Asile de *Belmont*, depuis le 1er janvier 1887, jusqu'à ce jour inclusivement, 18 janvier 1889.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la licence accordée au Dr *J. M. Mackay*, propriétaire de l'Asile *Belmont*, en vertu de laquelle le dit *Mackay* est autorisé à tenir un asile pour le traitement des ivrognes.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de l'Ordre en Conseil No. 750, en date du 23 novembre 1888, en vertu duquel le gouvernement de cette province a fait certaines conventions avec *John M. Mackay*, de la cité de *Québec*, écuyer, médecin.

Aussi, de toute correspondance entre le dit *J. M. Mackay* et le gouvernement ou aucun de ses membres.

Sur motion de M. l'honorable *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout arrêté en conseil, ou toute dépêche chargeant l'honorable M. *Langelier* d'occuper dans la contestation soulevée au sujet de la construction de certains chemins de fer dans le *Manitoba* ; de toute correspondance entre le gouvernement et l'honorable M. *Langelier*, au sujet de cette affaire ; aussi de tout mémoire, factum, et toutes écritures généralement produites par l'honorable M. *Langelier*, dans la dite affaire ; et de plus, copie du compte produit par l'honorable M. *Langelier* pour ses honoraires.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Le bill constituant en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés nationales est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill amendant l'article 1042 du code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

L'ordre du jour, étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux terres publiques ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill amendant la loi relative aux magistrats de district, étant lu ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*, que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Mardi, 22 Janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Hall*,—la pétition *John Brooks Young*, de la cité de *Boston*, Etat du *Massachusetts* et de *J. Alexander L. Strathy* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable M. *Gagnon*,—la pétition de Dame *Elise Cloutier*, de *Fraserville*.

Par M. *Martin (Rimouski)*,—la pétition de Monsignor *E. Langevin* et autres, de *Rimouski*.

Par M. *deGrosbois*,—la pétition du Révérend *N. C. Hurlbut* et autres.

Par l'honorable M. *Taillon*,—la pétition de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de *Longueuil*.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—la pétition de *L. P. Robitaille*, étudiant en droit,—et la pétition de *J. N. Leclerc*, et autres, du canton de *Thetford Sud*.

Par M. *Lemieux*,—la pétition de *Josias Nelson Rogers* et autres.

Par M. *Dumais*,—la pétition de *A. Gravel*, et autres, de *Bagotville* et des comtés de *Chicoutimi*, *Saguenay*, et *Charlevoix*.

Par M. *Gladu*,—la pétition de *Frédéric Laplante* et autres, de la paroisse de *St. François du Lac*, comté d'*Yamaska*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition de *Louis Desy* et autres, de la paroisse de *Berthier*,—la pétition de *Arthur Adam* et autres, de *St-Barthelemy*,—et la pétition du Révérend *P. Plinguet* et autres, de *l'Isle du Pads*, tous du comté de *Berthier*.

M. *Lareau*, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant l'acte de l'ancienne Province du *Canada*, 9 Vict., ch. 99, intitulé : "Acte pour incorporer la Communauté des filles de la charité de la paroisse de *Saint-Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins."

Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe* et les actes qui l'amendent.

M. *Sylvestre*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. *Rhodes* pour son président, et il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De la corporation de la ville de *Sorel*,—de la corporation du village de la côte *Saint-Antoine*,—de la corporation de la cité de *Montréal*,—de la Compagnie de chemin de fer du comté de *Drummond*,—et de "the Congregational College of British North America," demandant chacune des amendements à leurs chartes.

De l'Union *Saint-Vincent de Montréal* ; demandant une charte.

De *Alexandre A. Graham* et *W. S. Cotton* ; demandant un acte autorisant l'Association des dentistes de la province de *Quebec* à leur accorder une licence comme dentistes.

De l'honorable *A. W. Ogilvie*, *Philips Ross* et *Marguerite W. Ogilvie*, exécuteurs de la succession de feu *John Ogilvie*, demandant un acte pour définir leurs pouvoirs et pour d'autres fins.

De *Horace Clark*, de *West Sheffield*, dans l'Etat de *Connecticut* ; demandant qu'un fidé-commis soit nommé à la succession de feu *Horace Drgden Clarke*.

De *Urbain Couture* dit *Lamonde*, de la paroisse de *Saint-Valier*,—et de *Maurice J. Duchesnay* et autres ; demandant un acte les autorisant à vendre des biens substitués.

De *Fergus Murphy*, de la cité de *Quebec* ; demandant une loi autorisant le Barreau de la province de *Quebec*, à l'admettre au nombre de ses membres.

De *Joseph Désy*, docteur en médecine, de la paroisse de *Saint-Cuthberth* ; demandant un acte ordonnant au collège des médecins et chirurgiens de la province de *Quebec* de lui octroyer une licence pour pratiquer la médecine.

De *Felix Serre*, de la cité de *Montréal* ; demandant une loi couvrant les vices de forme de son certificat d'admission à l'étude de la médecine.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *A. Cameron*, écuyer, pour son président, et il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. de *Grosbois* ait la permission de présenter un bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de cette province, à octroyer à *Joseph Désy*, médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Faucher de Saint Maurice* ait la permission de présenter un bill autorisant la vente des biens substitués en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture*, dite *Lamonde*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un bill autorisant *Alexandre A. Graham* et *William S. Cotton*, chirurgiens-dentistes, à exercer leur profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'Association des dentistes de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de leur accorder des certificats de licence de chirurgie-dentaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 27 et 28 Vict., chap. 162 des Statuts de la Législature de l'ancienne province du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Union *Saint-Vincent*, de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un bill revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un bill concernant la succession de feu *John Ogilvie*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un bill constituant la ville de *Sorel* en cité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill nommant un fidéicommissaire à la succession de feu *Horace Dryden Clark*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un bill pour régulariser la cléricature de *Félix Serre*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dechene (*l'Islet*) ait la permission de présenter un bill autorisant le barreau de la province de *Quebec* à admettre *Fergus Murphy*, au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS.

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je reçois, avec une grande satisfaction, l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté et de l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la Province.

*Quebec*, ce 22 janvier 1889.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la Province, met devant la Chambre,—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics de la Province de *Quebec*, depuis le 24 mai 1888 au 17 janvier 1889, tel que requis par la section 4, chap. 3, des Statuts Refondus de la Province de *Quebec*. (*Documents de la session, No. 45*).

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec* transmet à l'Assemblée Législative, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui reste en mains ; avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Documents de la session, No. 46*.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

*Quebec*, 22 janvier 1889.



La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender la loi concernant les magistrats de district ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les lois concernant les terres publiques ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ;

M. *Picard* propose comme amendement, secondé par M. *Deschênes (Témiscouata)*, que tous les mots après “ Que, jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3), et en la remplaçant par la suivante :

“ L'article 1343 des Statuts Refondus de la province de *Quebec*, est abrogé.”

L'honorable M. *Pelletier* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Trudel*, que les mots “ le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3), et en la remplaçant par la suivante :

“ L'article 1343 des Statuts Refondus de la province de *Quebec* est abrogé,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ tout en concourant dans le rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait de la loi actuelle, le gouvernement fera retrancher l'article 1343 des Statuts Refondus de la province de *Quebec*, s'il est démontré que les colons en souffrent ou qu'il entrave la colonisation.”

Et un débat s'en suit ;

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 23 Janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Boyer*,—la pétition de *Jean-Baptiste Quesnel* et *Louis Amédée Quesnel*, de la ville de *Lachine*.

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de *Joseph L. Carle* et autres.

Par l'honorable M. Duhamel,—la pétition de *Julien Campbell* et autres.

Par M. Lemieux,—la pétition de *Edward Gordon Rogers* et autres.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du conseil de ville de la ville de *Lachine* ; demandant des amendements à la charte de la dite ville.

De la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, *Montréal* ; demandant un acte les autorisant à construire un pont élevé au-dessus de la voie publique, à la *Longue-Pointe*.

De A. F. Carrier et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Peninsula and Gaspé Short Line Railway Company*."

M. Sylvestre, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants dans chaque cas :

De Sa Grandeur l'Evêque de *Nicolet* et autres ; demandant l'incorporation d'une compagnie pour la construction d'un pont de péage sur la rivière *Nicolet*.

Du Conseil municipal du comté de *Laval* ; demandant le transfert du chef-lieu du comté de *Laval*, de *Ste-Rose* au *Pont-Viau*, dans la paroisse de *St-Vincent de Paul*.

De Messire *Charles Larocque*, curé de la paroisse de *St. Louis de Montréal* ; demandant des amendements au chap. 18 des statuts refondus.

De *Odilon Mongenais* ; demandant une loi validant son mariage avec *Marie Anne McMillan*.

Du Conseil municipal de la *Côte-des-Neiges*,—de l'Institut des Frères de *St. Gabriel*,—et de *James P. Dawes* et autres, de *Montréal* ; demandant chacun des actes d'incorporation.

De la ville de *Ste-Cunégonde*,—et de l'Association de Téléphone de *Sherbrooke* ; demandant respectivement des amendements à leurs chartes.

De *Joseph Bouchard* et autres des paroisses de *St. Ignace de North Stanbridge* et de *Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge*, etc. ; demandant un acte détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant séparément les municipalités des paroisses de *St. Ignace de North Stanbridge* et de *Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge*.

Du révérend J. L. *Tourigny* et autres ; demandant que la paroisse de *Sainte-Christine de Bagot* soit érigée en municipalité distincte pour les fins municipales et scolaires.

De *Joseph Edmond G. Lemieux*, de la cité de *Québec* ; demandant un acte autorisant l'Association des dentistes de la province de *Québec* à l'admettre à l'étude de l'art dentaire.

D'*Albert Edouard Lecavalier*, étudiant en médecine, de *St-Martin*, comté de *Laval* ; demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec* à l'admettre au nombre de ses membres.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Charles King* et autres, de la cité de *Sherbrooke*, demandant des amendements à la charte de la dite cité ; et a trouvé que les avis ne mentionnaient pas tous les amendements demandés ; mais comme il a été démontré à votre comité que tous les amendements avaient été discutés à une assemblée publique, convoquée à cet effet par le maire de la dite cité, en conséquence votre comité est d'opinion que les parties intéressées en ont été bien informées et il croit devoir recommander à Votre Honorable Chambre, la suspension de la 51ème règle.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalités distinctes les paroisses de *Saint Ignace de Stanbridge* et de *Notre-Dame de Stanbridge*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que l'honorable M. Lynch ait la permission de présenter un bill validant, pour les effets de loi de la province de Québec, relative aux droits réels et civils, le mariage contracté entre Odilon Mongenais et Marie Anne McMillan.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. Boyer ait la permission de présenter un bill constituant en corporation le Bel-Air Jockey Club.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill concernant l'érection civile de la paroisse de Saint-Louis de Montréal.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill autorisant l'admission de M. Joseph Edmond Gustave Lemieux, de la cité de Québec, à l'étude de l'art dentaire.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill transférant le chef-lieu du comté de Laval, de Sainte-Rose au Pont Viau, pour les fins d'enregistrement et autres.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill autorisant l'augmentation du capital-actions de l'Association de téléphone de Sherbrooke, et confirmant la charte ou lettres patentes, constituant en corporation cette association et amendant cette charte.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. Tourigny ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. Pilon ait la permission de présenter un bill érigeant la paroisse de Sainte-Christine en municipalité locale pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant pour les mêmes fins au comté de Bagot.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill amendant la loi 47 Vict., chap. 90, et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de Sainte-Cunégonde.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill constituant en corporation l'Institut des Frères de Saint-Gabriel.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill autorisant l'admission d'Albert Edouard LeCavalier dans le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que l'honorable M. Lynch, ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant le Barreau de la province de Québec.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné, Que M. Tessier ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 142, 244, 252, 348, 401, 721 et 1016 du code municipal.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,—Que les documents soumis à cette chambre, le 9 janvier courant, par l'honorable Orateur dans la cause de *Auguste I. Brisson*, pétitionnaire, contre *Odilon Goyette*, défendeur, et l'honorable *James McShane*, et *Aimé Bourassa*, mis en cause, et l'honorable *Pierre J. O. Chauveau*, intervenant, soient référés au comité des privilèges et élections, avec instructions d'examiner si le rapport des honorables juges *Jetté*, *Gill* et *Loranger*, déclarant que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant l'élection de *Laprairie*, par le dit honorable *James McShane*, a rendu son siège vacant en cette Chambre, sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur commise dans les procédés faits contre lui en la dite cause, et qui consiste dans ce qu'il est désigné comme commissaire des terres pour la dite province, est de nature à invalider les procédés faits contre lui ; et que le dit comité soit aussi chargé de faire venir records, papiers et personnes et de faire rapport de temps à autres suivant qu'il le jugera à propos et avec toute la diligence possible.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil ;

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'acte de l'ancienne province du *Canada*, 9 Vict., ch. 99, intitulé : "Acte pour incorporer la Communauté des filles de la charité de la paroisse de *Saint-Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins," et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill autorisant la vente des biens substitués en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture* dite *Lamonde*.

Bill autorisant *Alexandre A. Graham* et *William S. Cotton*, chirurgiens dentistes, à exercer leur profession dans la province de *Quebec*, et donnant à l'Association des dentistes de la province de *Quebec*, l'autorisation et l'ordre de leur accorder des certificats de licence de chirurgie dentaire.

Bill amendant l'acte 27-28 Vict., ch. 162 des statuts de la Législature de l'ancienne province du *Canada*.

Bill constituant en corporation l'Union *Saint-Vincent*, de *Montréal*.

Bill concernant la succession de feu *John Ogilvie*.

Bill nommant un fidé-commissaire à la succession de feu *Horace Dryden Clark*.

Bill pour régulariser la cléricature de *Félix Serres*.

Et bill autorisant le Barreau de la province de *Quebec* à admettre *Fergus Murphy* au nombre de ses membres, après examen.

Le bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond* est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, — Que les documents soumis à cette Chambre, le 9 janvier courant, par l'honorable Orateur dans la cause de *Auguste I. Brisson*, pétitionnaire, contre *Odilon Goyette*, défendeur, et l'honorable *James McShane*, et *Aimé Bourassa*, mis en cause, et l'honorable *Pierre J. O. Chauveau*, intervenant, soient référés au comité des privilèges et élections, avec instructions d'examiner si le rapport des honorables juges *Jetté*, *Gill* et *Loranger*, déclarant que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant l'élection de *Laprairie*, par le dit honorable *James McShane*, a rendu son siège vacant en cette Chambre, sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur commise dans les procédés faits contre lui en la dite cause, et qui consiste dans ce qu'il est désigné comme commissaire des terres pour la dite province, est de nature à invalider les procédés faits contre lui ; et que le dit comité soit aussi chargé de faire venir records, papiers et personnes et de faire rapport de temps à autres suivant qu'il le jugera à propos et avec toute la diligence possible.

Et la question étant mise aux voix ; elle est résolue affirmativement.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par *M. Tessier*, — A quelle date, la compagnie en fer, *The Dominion Bridge Company* à *St-Raymond*, qui a reçu le contrat pour la construction d'un pont, est elle tenue de rendre à pied d'œuvre les matériaux nécessaires ?

Le gouvernement a-t-il été informé que la compagnie n'a pas rempli ses obligations en vertu de son contrat ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Des matériaux devaient être rendus sur place le 14 janvier courant.

Le 16 du même mois, il a été dressé procès-verbal du non-accomplissement de cette condition de l'entreprise, et la compagnie a été mise en demeure de donner ses explications dans les huit jours à compter de cette date, 16 janvier 1889.

Par M. *Casgrain*.—Pour quel asile ou établissement ou institution, le Dr M. A. *Noël*, de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, a-t-il été nommé médecin visiteur ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Pour l'asile de *Saint-Ferdinand d'Halifax*.

Par l'honorable M. *Flynn*.—1. Combien le gouvernement a-t-il payé jusqu'à présent à M. *Pétras Gauvreau* pour la confection du cadastre des townships de *Malbaie*, *Douglass* et *York* ?

2. Quelle est la balance que M. *Gauvreau* aura le droit de toucher quand il aura terminé son ouvrage ?

3. Quel est le coût de la vérification ou inspection déjà faite de ce cadastre ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*.—1. \$1,476.00.

2. \$1,344.00 ou environ, si le gouvernement est satisfait du tout.

3. \$667.38, y compris l'inspection des plans confiés à M. *Eugène Casgrain*, qui, se trouvant alors sur les lieux, pouvait la faire plus économiquement.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Trudel*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre les colons des cantons de l'Est et le gouvernement, relativement à la rétrocession à la couronne des terres concédées à des propriétaires non résidents et sur lesquelles les conditions de défrichement et d'occupation n'ont pas été remplies.

Avec copie des lettres patentes accordées à la *British American Land Company* et toutes autres compagnies.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. copie de la clause ou partie des règlements concernant les bois et forêts en force de 1879 au 3 février 1888, et autorisant le Commissaire des terres d'accorder la permission de couper, sur les terres de la Couronne, le bois nécessaire pour la construction des travaux publics.

2. Copie de la clause ou partie des règlements du 3 février 1888 qui a trait à la même question.

3. Copie de tous les ordres en Conseil et lettres accordant de telles permissions depuis 1879 inclusivement.

4. Copie de toutes les requêtes et de toute correspondance sur le même sujet depuis le 27 Janvier 1887 en ce qui regarde le District de *Gaspé*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée, depuis le 7 juin 1888, entre le gouvernement et le conseil municipal de la ville de *Terrebonne*, et celui de la paroisse de *St-François-de-Salles*, dans le comté de *Laval*, et toutes autres personnes et municipalités, à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière *Jésus*, entre la ville de *Terrebonne* et le village de *St-François-de-Salles* susdit.

Sur motion de M. *Bourbonnais*, secondé par M. *Trudel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant la Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de *Québec* et les marchands de bois et autres personnes, relativement à la passation d'un projet de loi pour protéger les forêts contre le feu.

Sur motion de M. *Faucher de Saint Maurice*, secondé par M. *Hall*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, requêtes ou autres documents se rapportant au macadamisage du chemin de *Beaumont*, comté de *Bellechasse*, ainsi que rapport sur les travaux faits et à faire.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (*Rive Sud*), depuis un an.

2. Copie de toutes requêtes et de toutes correspondances depuis la même date, au sujet de ces travaux ou du dit chemin.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie des instructions données à M. C. A. *LeBel*, de *Montréal*, touchant les *Iles de la Magdeleine*, et du rapport par lui fait de son inspection ou exploration et de toute correspondance à ce sujet.

2. Etat des dépenses encourues par suite de cette inspection ou exploration.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports d'inspection ou vérification du cadastre des *Iles de la Magdeleine*, de toute correspondance à ce sujet, avec un état des dépenses payées ou payables pour telle inspection ou vérification.

Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)*, secondé par M. *Lapointe*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de l'ingénieur des travaux publics au sujet des réparations à faire au pont sur la rivière *Matapédia*, dans le comté de *Bonaventure* ; aussi copie du rapport du conducteur des travaux nécessités par ces réparations, et copie des rôles de paie.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1889, pour,—1. Le nombre total des patients actuels pour lesquels le gouvernement paie à l'Asile *Belmont*.

2. Le nombre des patients internés pour cause d'ivrognerie et pour lesquels le gouvernement paie.

3. Les endroits d'où viennent tous ces patients.—(*Documents de la session, No. 47.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés nationales ; et après

avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial sur le bill pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal :

Bill amendant l'article 203 du Code municipal.

Et bill amendant les articles 941 et 998 du Code municipal.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent de Législation et lois expirantes :

Bill amendant l'article 2157 du Code civil.

Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de *Québec*.

Bill amendant le Code civil du *Bas-Canada*.

Et bill pour amender l'acte concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale ou du notariat ;

L'honorable M. *Lynch* propose, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. *Duhamel*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaine résolution relative à la protection des bois contre le feu.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill relatif aux magistrats de district étant lu ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

Et un débat s'en suivant ;

---

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin :

*Jeudi, 24 Janvier 1889.*

Et la question étant mise aux voix,—que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :



## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Lenieux,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte.—32</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—18</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>	
<i>Maurice,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le bill passe.

*Ordonné,* Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 24 Janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le table :

Par M. *Basinet*,—la pétition de *Louis Basinet* et autres.

Par M. *Cameron*,—la pétition de *S. P. Robins L. L. D.* et autres.

Par M. *Boyer*,—la pétition de *Henry Hogan* et autres,—la pétition de *Alphonse Brazeau* et autres, de la paroisse de *St. Louis de Montréal*.

Par M. *Legris*,—la pétition de *Edouard Désy* et autres, de la paroisse de *Maskinongé*.

Par M. *Rochon*,—la pétition de A. E. *Beaudry* et autres, d'*Aylmer*, comté d'*Ottawa*.  
Par M. *Champagne*,—la pétition de MM. *Gagnon* et *Bruchesi*.  
Par M. *McIntosh*,—la pétition du Révérend *Ant. Gagnon* et autres, du canton de *Marston*, comté de *Compton*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *John Brooks Young*, de la cité de *Boston*, *Etat de Massachusetts* et de *J. Alexander L. Strathy* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*The Montreal Safe Deposit Company*."

De Dame *Elise Cloutier*, de *Fraserville* ; demandant un acte pour confirmer une certaine vente faite par elle à M. *Philippe Richard*.

De Monsignor *Edmond Langevin* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*La Compagnie du chemin de fer de Matane*."

Du Révérend *C. N. Hurlbut* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*The Second Advent Church of the Province of Quebec*."

De l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de *Longueuil* ; demandant des amendements à la charte de la ville de *Longueuil*.

De *Louis Philippe Robitaille*, étudiant en droit ; demandant un acte autorisant le Barreau de la province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *J. N. Leclerc* et autres, du canton de *Thetford Sud* ; demandant la rétrocession de certains terrains à la Couronne.

De *Josias Nelson Rogers* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la "*Compagnie du chemin de fer de l'Est*."

De *J. A. Gravel* et autres, de *Bagotville*, et des comtés de *Chicoutimi*, *Saguenay* et *Charlevoix* ; demandant la nomination d'un inspecteur de beurreries et fromageries pour les dits comtés.

De *Frédéric Laplante* et autres, de la paroisse de *Saint-François du Lac*, comté d'*Yamaska*—de *Louis Désy* et autres, de la paroisse de *Berthier*—de *Arthur Adam* et autres, de la paroisse de *Saint-Bathélemy*—du révérend *P. Plinguet* et autres, de l'*Ile du Pads*, tous du comté de *Berthier* ; demandant respectivement des amendements à la loi de chasse.

---

M. *Bisson*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *E. H. Bisson*, écr., pour son président et qu'il recommande la réduction de son *quorum* à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Laliberté*, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés, étaient suffisants dans chaque cas :

De *Rouer Roy*, écuyer et autres, exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de l'honorable *Jean Louis Beaudry* ; demandant un acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires ci-dessus et pour d'autres fins.

De *James King* et autres ; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer, partant de la paroisse de *Saint-Jean-Deschaillons*, et se rendant à *Glen Lloyd*, dans le comté de *Mégantic*.

De *Charles Joseph Quesnel Coursol* et *Marie Henriette Coursol* ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

Du conseil de ville de la ville de *Lachine* ; demandant des amendements à sa charte.

Quant à la pétition de la corporation de la cité de *Sherbrooke* ; demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les amendements demandés, ne sont pas mentionnés dans les avis, mais comme il a été déclaré devant votre comité, que tous ces amendements avaient été discutés au conseil de ville de la dite cité, en conséquence, votre comité est d'opinion que toutes les parties intéressées, connaissent bien la nature de ces amendements, et il croit devoir recommander à votre honorable Chambre la suspension de 51<sup>e</sup> règle.

Sur motion de M. *Laliberté*, secondé par M. *Lemieux*,

*Résolu*, Que cette chambre concoure dans les cinquième et sixième rapports du comité permanent des ordres permanents.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 39 Vict., ch. 50, pour incorporer la cité de *Sherbrooke* et les actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 39 Vic., ch. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke*, tel qu'amendé par les actes 40 Vic., ch. 27 et 42-43 Vict., ch. 60 et 47 Vict., ch. 84 et 48 Vict., ch. 69.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un bill amendant certains actes concernant la *Côte St. Antoine*, et pour détacher une certaine partie du territoire de la ville de *Ste. Cunégonde* et pour la réunir à ce village.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Murphy* ait la permission de présenter un bill autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de Dame *Emilie Henriette Hélène Taché*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un bill modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine* et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Casgrain* ait la permission de présenter un bill pour amender le chapitre 125 du Statut 20 Victoria, intitulé : "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de *Quebec* en deux commissions distinctes et établir d'autres dispositions pour cet objet."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de *Quebec* et la ville de *Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 5905 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la révision des jugements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de cette province à octroyer à Joseph Désy, médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale.

Bill détachant du canton de Stanbridge et érigeant en municipalités distinctes, les paroisses de Saint-Ignace de Stanbridge et de Notre-Dame de Stanbridge.

Bill validant, pour les effets de la loi de la province de Québec, relative aux droits réels et civils, le mariage contracté entre Odilon Mongenais et Marie Anne McMillan.

Bill constituant en corporation le Bel-Air Jockey Club.

Bill concernant l'érection civile de la paroisse de Saint-Louis de Montréal.

Bill autorisant l'admission de M. Joseph Edmond Gustave Lemieux, de la cité de Québec à l'étude de l'art dentaire.

Bill constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet.

Bill amendant la loi 47 Vict., ch. 90, et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de Ste. Cunégonde.

Bill constituant en corporation l'Institut des Frères, de Saint-Gabriel.

Et bill autorisant l'admission d'Albert Edouard LeCavalier dans le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Le bill autorisant l'augmentation du capital-actions de l'Association de téléphone de Sherbrooke, et confirmant la charte ou lettres patentes constituant en corporation cette association et amendant cette charte, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières,

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée entre la Société littéraire et historique de Québec et le gouvernement, à propos de la remise de certains documents. Liste de ces documents. (*Documents de la session, No. 48.*)

M. Casgrain propose, secondé par M. Tessier,—Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Gagnon, et de MM. Tessier, Champagne, Murphy, Lafontaine, Desjardins, LeBlanc, Casgrain et Owens, soit nommé, pour étudier la position financière de la Commission des chemins à barrières de la Rive Nord à Québec ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, afin de faire rapport à la Chambre sur la meilleure manière, tout en protégeant les intérêts des porteurs des débentures, soit d'abolir les barrières de péage, soit de diminuer sensiblement les taux.

M. Boyer propose en amendement, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que la motion principale soit amendée en ajoutant après les mots "*Rive Nord*," les mots "*et Sud*," etc., après les mots "*à Québec*," les mots "*et de Montréal*," et après le nom de M. Owens, les noms des honorables MM. Mercier, Blanchet, Pelletier et de MM. Boyer, David, Lemieux, Faucher de Saint-Maurice, McIntosh et Pilon.

M. *Picard* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Legrise*,—Que les mots “ et qu’instruction soit donnée au comité d’étudier la question de l’abolition des taux sur les ponts de péage dans la province et de préparer un règlement à ce sujet qui pourra être acceptable aux propriétaires des dits ponts, ” soient ajoutés à la fin de la question.

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Et l’amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Résolu*, Qu’un comité spécial composé de l’honorable M. *Gagnon* et de MM. *Tessier*, *Champagne*, *Murphy*, *Lafontaine*, *Desjardins*, *LeBlanc*, *Casgrain*, *Owens*, et des honorables MM. *Mercier*, *Blanchet*, et *Pelletier* et MM. *Boyer*, *David*, *Lemieux*, *Faucher de Saint-Maurice*, *McIntosh* et *Pilon* soit nommé, pour étudier la position financière de la commission des chemins à barrières de la *Rive Nord* et *Sud*, à *Quebec* et de *Montréal* ; avec pouvoir d’envoyer quérir personnes, papiers et documents, afin de faire rapport à la Chambre sur la meilleure manière, tout en protégeant les intérêts des porteurs des débetures, soit d’abolir les barrières de péage, soit de diminuer sensiblement les taux ; et qu’instruction soit donnée au comité d’étudier la question de l’abolition des taux sur les ponts de péage dans la province et de préparer un règlement à ce sujet qui pourra être acceptable aux propriétaires des dits ponts.

Sur motion de l’honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Champagne*.

*Ordonné*, Qu’il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport fait par le grand jury du district de *Québec*, au dernier terme de la Cour du Banc de la Reine. (*Crown side*.)

*Ordonné*, Qu’il soit mis devant cette Chambre,—copie du contrat passé entre le gouvernement de cette province et les propriétaires de l’Asile de la *Longue Pointe*, le 20 juillet 1875.

Sur motion de l’honorable M. *Flynn*, secondé par l’honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu’une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—la copie du jugement ou de la décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des chemins de fer à *Manitoba*.

2. Copie des questions soumises au tribunal.

3. Copie des mémoires ou factums des parties intéressées et représentées devant le tribunal, ainsi que des notes sténographiques des plaidoyers et des avocats.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l’honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Pilon*,

*Ordonné*, Qu’il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement ou quelqu’un de ses membres, avec le curé de *Longueuil* et la corporation de la ville de *Longueuil*, au sujet de l’imposition de la taxe de l’eau sur l’église catholique de la ville et de la paroisse de *Longueuil*.

*Ordonné*, Qu’il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance ou de tous documents, échangés entre le gouvernement ou quelqu’un de ses membres et l’Association dite “ La ligue des citoyens ” formée dans l’intérêt de la tempérance.

---

Le bill pour amender les articles 1745, 5917 et 5918 des Statuts refondus de la province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 25 Janvier, 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Rocheleau*,—la pétition de *H. A. A. Brault* et autres de *Longueuil*,—la pétition de *S. T. Willett* et autres, de *Chambly*,—et la pétition de *Antoine Rocheleau* et autres, de *Saint-Hubert*, tous du comté de *Chambly*.

Par M. *Lareau*,—la pétition des Commissaires d'école de la municipalité scolaire de *Sainte-Marie de Monnoir*.

Par M. *Dumais*,—la pétition du révérend *H. Cimon* et autres, des paroisses du *Saint-Cœur de Marie* et de *Saint-Henri*, dans les cantons *Taché*, *Delisle* et *Taillon*.

Par M. *Cardin*,—la pétition de *Jacques D. Guilbeault* et autres, des paroisses de *Saint-Pierre de Sorel*, *Sainte-Anne de Sorel* et *Saint-Joseph de Sorel*, comté de *Richelieu*.

Par l'honorable M. *Lynch*,—la pétition du Recteur et des Syndics de l'église *Saint-Mathieu*, dans la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Jean-Baptiste Quesnel* et *Louis Amédée Quesnel* ; demandant des amendements à l'acte 48 Vict., ch. 58, relatif à certains biens substitués.

De *Joseph L. Carle* et autres ; demandant un acte pour enlever tout doute sur la validité de certains arrangements entre *Louis Carle* et *Joseph L. Carle*.

De *Edward Gordon Rogers* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "La compagnie du chemin de fer du Nord Central."

De *Julien Campbell* et autres ; demandant un acte détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant séparément "La municipalité de *Stanbridge Station*."

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et à l'honneur de les rapporter sans amendements :

Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Lawrence Lynch* au nombre de ses membres.

Bill concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little* et leur remplacement.

Votre comité a aussi examiné le bill constituant en corporation spéciale "le curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire, Lévis*," auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Duhamel* ait la permission de présenter un bill concernant les pêcheries nationales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à la protection des bois contre le feu ;

L'honorable M. *Duhamel* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, il la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que le Commissaire des terres de la couronne, devra exiger des personnes munies de permis dans les territoires compris dans une "région sauvegardée" de placer à la disposition de l'intendant général des feux de forêts, tout nombre d'hommes propres à aider l'exécution de la loi de cette session, portant No. 44, concernant la protection des bois contre le feu ; et que ces hommes devront rester sous la surveillance unique et la direction absolue du surintendant et seront soumis à ses ordres.

*Résolu*, 2. Que les salaires et les dépenses de ces employés seront payables à frais communs par les personnes munies de permis de coupe de bois et le Commissaire des terres de la couronne.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que le Commissaire des terres de la couronne devra exiger des personnes munies de permis dans les territoires compris dans une "région sauvegardée" de placer à la disposition de l'intendant général des feux de forêts, tout nombre d'hommes propres à aider l'exécution de la loi de cette session, portant No. 44, concernant la protection des bois contre le feu ; et que ces hommes devront rester sous la surveillance unique et la direction absolue du surintendant et seront soumis à ses ordres.

*Résolu*, 2. Que les salaires et les dépenses de ces employés seront payables à frais communs par les personnes munies de permis de coupe de bois et le Commissaire des terres de la couronne.

Et la question était mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient renvoyées au comité de toute la Chambre, sur le bill concernant la protection des bois contre le feu.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 janvier 1889, pour copie du contrat passé entre le gouvernement de cette province et les propriétaires de l'Asile de la *Longue Pointe*, le 20 juillet 1875. (*Documents de la session, No. 49.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et M. *Joseph R. Michaud* et toute autres personnes, au sujet de l'établissement d'une munufecture d'emploi, dans le comté de *Bonaventure*. (*Documents de la session, No. 50.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur le sous amendement proposé mardi le 22 courant à la motion, portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits en comité général au bill amendant les lois relatives aux terres publiques," lequel amendement était: que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots: "le bill soit renvoyé de nouveau a un comité général avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3) et la remplaçant par la suivante :

" L'article 1343 des Statuts refondus de la province de *Québec* est abrogé,"

Et lequel sous-amendement était: " que tous les mots " le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3) et en la remplaçant par la suivante :

" L'article 1343 des Statuts refondus de la province de *Québec* est abrogé," soient retranchés et qu'ils soient remplacé par les mots suivants: " tout en concourant dans le rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait de la loi actuelle, le gouvernement fera retrancher l'article 1343 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, s'il est démontré que ces colons en souffrent ou s'il entrave la colonisation."

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil,

A sept heures et demie P. M.

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanents des divers bills privés :

Bill amendant l'acte 39 Vic., chap. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke* et les actes qui l'amendent.

Bill amendant l'acte 39 Vic ch. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke*, tel qu'amendé par les actes 40 Vict., ch. 27 et 42-43 Vict., ch. 60 et 47 Vict., ch. 84 et 48 Vict., ch. 69.

Bill amendant certains actes concernant le village de la *Côte St. Antoine*, et pour détacher une certaine partie du territoire de la ville de *Ste. Cunégonde* et pour la réunir à ce village.

Bill autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de Dame *Emilie Henriette Hélène Taché*.



Bill modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine* et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et M. *Jean Hyacinthe Thibault* et toutes autres personnes, au sujet de l'établissement d'une fromagerie ou d'une beurrerie, dans le comté de *Bonaventure*. (*Documents de la session, No. 54.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1889, pour copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province au sujet de la loi relative aux magistrats de district, sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral. (*Documents de la session, No. 52.*)

Ordonné, Que cette dernière réponse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre, et que la 94<sup>ème</sup> règle soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce document.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé, mardi, le 22 du courant, à la motion portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits en comité général au bill amendant les lois relatives aux terres publiques ;

Et lequel amendement était,—Que tous les mots après "Que, jusqu'à la fin de question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3), et en la remplaçant par la suivante :

"L'article 1343 des Statuts refondus de la province de *Québec*, est abrogé,"

Et lequel sous amendement était,—Que les mots "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3), et en la remplaçant par la suivante :

"L'article 1343 des Statuts refondus de la province de *Quebec* est abrogé," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "tout en concourant dans le rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait de la loi actuelle, le gouvernement fera retrancher l'article 1343 des Statuts refondus de la province de *Québec*, s'il est démontré que les colons en souffrent ou qu'il entrave la colonisation.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Pilon*,  
Ordonné, que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 28 Janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *LeBlanc*,—la pétition du Révérend *Jos. Graton* et autres, de la paroisse de *Ste-Rose*,—la pétition de *L. Sauriol* et autres, de *St. Martin*,—la pétition de *Nap. St-Germain* et autres, de *St. Vincent de Paul*,—la pétition de *Cleophas Lecavalier* et autres, de *Ste. Dorothée*,—et la pétition de *Adolphe Ouimet* et autres, de *St. François de Salles*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Henry Hovan* et autres; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de *La Compagnie de Caoutchouc d'Hochelaga*."

De *A. E. Beaudry* et autres d'*Aylmer*, comté d'*Ottawa*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la "*Société Saint-Jean Baptiste de bienfaisance d'Aylmer*."

De MM. *Gagnon* et *Bruchési*; demandant un acte les autorisant à aliéner certains immeubles substitués par acte de donation entre vifs, de feu *F. X. Beaudry à François Mandeville*.

De *Alphonse Brazeau* et autres, tous francs-tenanciers de la paroisse canonique de *St-Louis de Montréal*; demandant que le bill pour ériger civilement la paroisse de *St-Louis de Montréal*, ne devienne pas loi.

De *S. P. Robins* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'association Provinciale d'Instituteurs protestants de Québec*."

Du Révérend *A. A. Gagnon* et autres, du canton de *Marston*, comté de *Compton*; demandant la rétrocession à la couronne, de certains terrains et que l'article de la loi relative au délai de trente mois soit abrogé.

De *Louis Basinet* et autres, francs-tenanciers de la paroisse de *St-Charles Borromée de Joliette*; demandant un acte pourvoyant d'une manière plus efficace au parachèvement de l'église et de la sacristie de la paroisse de *St-Charles Borromée de Joliette*.

Des Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de *Ste-Marie de Monnoir*; demandant des amendements au Code municipal à l'effet de prélever un impôt sur le revenu, pour les fins scolaires et municipales.

Du Révérend *H. Cimon* et autres, des paroisses du *Saint-Cœur de Marie* et de *St-Denis*, dans les cantons *Taché, Delisle* et *Tuillon*; demandant un acte pour annexer à la division No. 2 du comté de *Chicoutimi*, pour fins municipales et d'enregistrement, tout le côté nord de la *Grande Décharge* et du *Lac St-Jean*, depuis le canton *Taché* inclusivement.

De *T. Willett* et autres, de la paroisse de *Chambly*,—de *Antoine Rocheleau* et autres, de *St-Hubert*,—de *H. A. Brault* et autres, de *Longueuil*,—de *Jacques D. Guilbeault* et autres, de *Ste-Anne* et de *St-Joseph de Sorel*,—et de *Edouard Désy* et autres, de *Maskinongé*; demandant, respectivement, des amendements à la loi de la chasse.

*M. Martin (Rimouski)*, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant qu'il rapporte sans amendement à Votre Honorable Chambre :

Bill amendant les actes concernant la Compagnie du gaz de *Québec*.

Ordonné, Que *M. David* ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de *Québec*, concernant les manœuvres frauduleuses.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Ordonné, Que *M. David* ait la permission de présenter un bill rendant insaisissables les bénéfices établis par les sociétés de bienfaisance constituées en corporation, en faveur de leurs membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *David* ait la permission de présenter un bill validant certaines ventes de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice dans la cité de *Montréal*, et amendant l'article 650 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 1973 et 2010 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relatifs à l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Dechene* (*l'Islet*), ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 24 Victoria' chapitre 26, intitulé : Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de *Québec* et ses amendements."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Basinet* ait la permission d'introduire un bill amendant l'article 514 du code municipal, relatif aux bureaux d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 821 du Code municipal, relatif à la contribution aux travaux des chemins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour copie des rôles de paie de chaque conducteur de travaux de colonisation, dans le comté de *Bonaventure*, pour l'année 1887. (*Documents de la session*, No. 53.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 janvier 1889, pour un état des sommes dépensées, noms des personnes qui ont été chargées de cette dépense, par qui recommandées, aussi noms des endroits où ces sommes ont été dépensées, en vertu de la résolution de la chambre, adoptée le 10 mai 1887, disant :

"*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie des frais de l'exploration des comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *Kamouraska*, *Témiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au deuxième rapport du comité d'Agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886." (*Documents de la session*, No. 54.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 15 janvier 1889, demandant copie de toute correspondance, et de tous documents se rattachant à l'exécution

de la loi adoptée à la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits " Biens des Jésuites." (*Documents de la session, No. 55.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne ou personnes, relativement à l'abolition de la cour de circuit à *Chapeau*. (*Documents de la session, No. 56.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée depuis le 12 juillet dernier, entre le gouvernement de cette province et la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, et entre le gouvernement et toutes autres personnes, au sujet de la construction de ce chemin depuis *Paspébiac*, jusqu'au bassin de *Gaspé*, ou depuis ce dernier endroit jusqu'à un point quelconque sur l'Intercolonial. (*Documents de la session, No. 57.*)

Aussi, la copie de l'ordre en conseil No. 750, du 23 novembre 1888, en vertu duquel le gouvernement de cette province a fait certaines conventions avec *John M. Mackay*, de la cité de *Québec*, écuyer, médecin.

Aussi,—copie de toute correspondance entre le dit *J. M. Mackay* et le gouvernement ou aucun de ses membres. (*Documents de la session, No. 58.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour copie du rapport de l'ingénieur des travaux publics au sujet des réparations à faire au pont sur la rivière *Matapédia*, dans le comté de *Bonaventure* ; aussi copie du rapport du conducteur des travaux nécessités par ces réparations, et copie des rôles de paie. (*Documents de la session, No. 59.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée, depuis le 7 juin 1888, entre le gouvernement et le conseil municipal de la ville de *Terrebonne*, celui de la paroisse de *Saint François-de-Salles*, dans le comté de *Laval*, et toutes autres personnes et municipalités, à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière *Jésus*, entre la ville de *Terrebonne* et le village de *Saint François-de-Salles* susdit. (*Documents de la session, No. 60.*)

L'honorable *M. Duhamel* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la province de *Québec*, pour les douze mois finissant le 30 juin 1888. (*Documents de la session, No. 4.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little* et leur remplacement ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation spéciale "le curé de la paroisse de *Notre Dame de la Victoire de Lévis*," et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit, "Acte constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire de Lévis*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent.

Et Bill constituant en corporation la ville de *Notre-Dame des Neiges*.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Deschênes (Témiscouata)*,—1. Le Gouvernement a-t-il reçu des pétitions des paroisses et des cantons des comtés du bas de la province de *Québec*, demandant de l'aide pour achat de grains de semence ?

2. Si oui, quels sont les comtés qui en ont fait la demande ?

3. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder cette aide demandée ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—1. Oui.

2. Les noms des comtés ne devraient pas être donnés maintenant.

3. A l'étude.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Combien y a-t-il d'écoles dans la province de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—

1887-88.		Nombre d'Institutions.	Nombre de facultés.	Nombre d'élèves.
INSTITUTIONS.				
Université Laval, Québec .....			5	268
"    " <i>Montréal</i> .....	1	5	545	
"    McGill .....	1	4	358	
"    Bishop's College .....	1	4	22	
Colleges Classiques Catholiques .....	17	—	4,611	
"    "    Protestants .....	6	8	532	
Ecoles Normales : Laval et Jacques-Cartier. ....	2	—	184	
"    "    McGill .....	1		112	
Académies et High Schools .....	149		24,743	
Ecoles modèles .....	485		49,590	
"    élémentaires .....	4,640		176,683	
"    des sourds-muets et aveugles .....	5		469	
"    des arts et manufactures .....	37		1,347	
Totaux .....		5,345	26	259,464

Par M. *Casgrain*.—La cité de *Québec*, les comtés de *Lévis*, de *Portneuf* et de *Lotbinière* ont-ils payé leur juste part, fixée par la loi, pour pourvoir à l'annuité pour le paiement du capital et des intérêts des obligations ou débetures émises pour la construction du palais de justice, à *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—La balance totale due en vertu des actes 45 Vic., chap. 26 et 48 Vict., chap. 16, pour pourvoir à l'annuité pour le paiement du capital et des intérêts sur les débetures émises pour la construction du palais de Justice à *Québec*, est de \$37,222.60, qui se décompose comme suit :

La cité de <i>Québec</i> .....	\$32,000 00
La ville de <i>Lévis</i> .....	1,669 29
Le comté de <i>Québec</i> .....	1,175 07
Le comté de <i>Lévis</i> .....	323 46
Le comté de <i>Portneuf</i> .....	767 61
Le comté de <i>Montmorency</i> No. 1.....	320 39
Le comté de <i>Lotbinière</i> .....	966 78
	<hr/>
	\$37,222 60

Par l'état ci-dessus, il appert que la cité de *Québec*, les comtés de *Lévis*, de *Portneuf* et de *Lotbinière*, la ville de *Lévis*, le comté de *Montmorency*, le comté de *Québec*, n'ont pas payé en entier leur juste part fixée par la loi pour pourvoir à l'annuité susdite.

Par M. *Martin (Rimouski)*.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux colons dont la récolte a été détruite par la gelée et les pluies abondantes de l'automne dernier, en leur procurant du grain de semence ou le moyen de s'en procurer ; et à quelle condition ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Cette question est sous considération.

Par l'honorable M. *Blanchet*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi du Trésor, article 493, Statuts révisés de *Québec*, en exemptant de la taxe de un pour cent les ventes de gros par encan entre marchands ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Cette question est à l'étude.

Par M. *Trudel*.—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer aux juges de paix les Statuts refondus de la province de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—C'est l'intention du gouvernement de distribuer les Statuts refondus de la province de *Québec* aux juges de paix qui ont fait le rapport requis par la loi.

Par M. *Trudel*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cette année, vu la mauvaise récolte, une généreuse remise sur les arrérages dus par les censitaires, dans les différentes seigneuries, comme il l'a fait pour les colons dans les cantons ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*.—Oui, mais chaque cas sera décidé suivant son mérite.

Par M. *McIntosh*.—M. W. A. *Weir* est-il employé du gouvernement ou de la législature ?

Si oui, quand a-t-il été nommé, verbalement ou par écrit, depuis quelle date et pour combien de temps ?

Quel est son traitement ou sa rémunération ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. W. A. Weir a été nommé employé sessionnel par une lettre du Procureur Général, en date du 30 novembre dernier, 1888, avec un traitement de \$800 pour faire l'examen des bills privés, en conformité d'une recommandation du comité des bills privés, adoptée par l'Assemblée législative le 21 juin dernier.

Par M. McIntosh,—M. F. A. Quinn est-il employé du gouvernement ou de la législature ?

Quel traitement ou rémunération reçoit-il et quels sont ses devoirs ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. F. A. Quinn n'est employé ni du gouvernement ni de la législature et ne reçoit aucun traitement ou rémunération du gouvernement depuis le 19 décembre dernier, date à laquelle il a cessé de travailler à la codification des Statuts.

Par M. McIntosh,—M. W. Kirwan est-il employé du gouvernement ou de la législature ?

Quel est son traitement ou sa rémunération et quels sont ses devoirs ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par M. Martin (*Bonaventure*),—1o. Combien l'arpenteur *George Roy* a-t-il reçu et doit-il recevoir du gouvernement pour tous les travaux qu'il a exécutés en rapport avec le cadastre ?

2o. Pour tous les arpentages et toutes les inspections d'arpentage qu'il a faits dans le comté de *Bonaventure*, depuis le 1er février 1887 au 24 janvier 1889 ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1o. M. Roy a déjà reçu en à-compte \$2418,80, et il aura droit à une balance d'environ \$2081,20 lorsque les travaux en question seront complétés à la satisfaction du département.

2o. M. Roy a déjà reçu \$2669.30 ; il lui reste encore dû environ \$475.00.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Legris,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance à propos de la réclamation de *Henry Atkinson*, au sujet de certains lots de terre dans *Metgermette-Nord*.

Sur motion de M. Faucher de Saint Maurice, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre l'honorable premier ministre et le député de *Bellechasse*, à propos d'une allocation à être donnée au couvent de *Saint-Michel de Bellechasse*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le ministère et le Conseil de l'instruction publique à propos de la recommandation que le gouvernement lui a faite concernant le projet de rendre l'enseignement de l'agriculture partie intégrante de l'instruction donnée dans les écoles élémentaires. (Voir *Cournaux de la Chambre*, 14 avril 1887, page 74.)

J

Sur motion de M. *Martin (Rimouski)*, secondé par M. *Sylvestre*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de L. A. *Vallée*,  
écr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de reconstruire le pont sur la rivière,  
*Grand Mechin*, comté de *Rimouski*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de L. A. *Vallée*,  
écr., ingénieur du gouvernement, sur l'état du pont sur la rivière *Amqui*, comté de  
*Rimouski* et la nécessité d'en construire un neuf.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de L. A. *Vallée*,  
écr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de construire un pont dans la paroisse  
de *St-Valérien*, comté de *Rimouski*.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gou-  
verneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tout ordre en conseil ou instructions données, depuis le 12 juillet 1888,  
par le département des terres de la Couronne, accordant des remises sur les arrérages  
dus au gouvernement par les personnes endettées envers la Couronne, et des recomman-  
dations ou demandes faites à ce sujet.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée, à Son Honneur par ceux des mem-  
bres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette pro-  
vince.

Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)*, secondé par M. *Duplessis*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du rapport transmis par  
le shérif du comté de *Bonaventure* à l'honorable Commissaire des travaux publics, concer-  
nant certains travaux et certaines réparations à faire à la prison de *New-Carlisle*.

2. Copie du rapport du conducteur des travaux qui ont été exécutés, avec copie des  
paie-listes.

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Legrís*,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le  
priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des concessions de  
terres de plus de cent acres chacune, faites par la Couronne en cette province, depuis  
1788, le dit état devant comprendre :

1. Les noms des concessionnaires ;
2. Les numéros des lots concédés et l'endroit où ils sont situés ;
3. Le nombre d'acres à chaque concessionnaire ;
4. La date de chaque concession ;
5. Les conditions auxquelles ces concessions ont été faites ;
6. Le nom des occupants actuels de ces lots ;
7. Quels sont ceux parmi ces lots qui ont été rétrocédés à la Couronne ;
8. Quels sont ceux qui sont maintenant ouverts à la colonisation.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Legrís*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Le bill constituant en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés  
nationales est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.



---

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent de Législation et lois expirantes :

Bill amendant la loi des chemins de fer.

Et bill pour amender et refondre les actes concernant l'Association des dentistes de la province de *Quebec*,

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la section 926 des Statuts refondus de la province de *Quebec* ;

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Murphy*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite, par l'honorable M. *Lynch*, que ce bill aurait dû être présenté après avoir été précédé de résolutions.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure.

Le bill amendant le Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 142, 244, 252, 398, 401, 721 et 1016 du Code municipal ;

M. *Tessier* propose, secondé par *Pilon*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

Sur motion de l'honorable M. *Duhamel*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions accompagnant le bill concernant la loi des mines.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en comité, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire d'incendies, dans la cité de *Montréal*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la protection des bois contre le feu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 29 Janvier 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *McIntosh*,—la pétition de *Alexander Philipps* et autres.

M. *Casgrain* propose, secondé M. *Duplessis*,—Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de *Charlotte Ovide Beaudet*, veuve de feu *Louis Taché*, de la cité de *Ste. Hyacinthe*, demandant un acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*, et que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents pour considérer l'opportunité de la suspension de la 49<sup>e</sup> et 69<sup>e</sup> règles de cette Chambre, en autant qu'elles se rapportent à cette pétition ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon,</i>
<i>de Grosbois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny and</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—23.</i>
<i>couata),</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>Desjardins,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier and</i>
<i>Dumaïs,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—26.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rhodes,</i>	
<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. *Boyer*, du comité permanent, des Ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De la Compagnie d'améliorations du *St. Laurent*,—de "*The Montreal Safe Deposit Company*,"—de "*The Second Advent Church of the province of Quebec*,"—et, de la Société *St. Jean-Baptiste* de bienfaisance d'*Aylmer* ; demandant respectivement un acte d'incorporation.

De *John Atkinson* et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'hon. M. *Masson*,—et de MM. *Geoffrion*, *Dorion*, *Lafleur* et *Poirier*, procureurs de la succession *Th. Durocher* ; demandant respectivement de vendre des biens substitués.

De *Paul Desmarchais* et autres ; demandant que la partie nord-ouest du village de la *Côte des Neiges*, soit érigée en municipalité distincte.

De la Communauté des Sœurs de la Providence ; demandant la permission de construire un pont élevé au-dessus de la voie publique à la *Longue Pointe*.

De Dame *Elise Cloutier* ; demandant un acte pour confirmer une certaine vente.

De l'œuvre et fabrique de la paroisse de *Longueuil* ; demandant des amendements à la charte de la ville *Longueuil*.

De *Jos. L. Carle* et autres ; demandant un acte pour valider certains arrangements entre *La. Carle* et *Jos. Ls. Carle*.

De *Julien Campbell* et autres ; demandant un acte détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalité distincte un certain territoire sous le nom de "*Stanbridge Station*."

*M. Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant, auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre ; de plus il recommande la ré-impression de ce bill tel qu'amendé :

Bill amendant la loi des élections contestées de *Québec*.

*M. Lareau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Bill amendant l'acte 27-28 Vic., ch. 162, des Statuts de la Législature de l'ancienne province du *Canada*.

Bill pour régulariser la cléricature de *Félix Serre*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation l'Union *St. Vincent*, de *Montréal*.

Bill pour autoriser la vente des biens substitués en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture* dite *Lamonde*.

Et bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de cette province à octroyer à *Joseph Désy*, Médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale.

Ordonné, Que *M. Cardin* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie d'amélioration de la ligne du *St. Laurent*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Hall* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation "*The Montreal safe deposit Company*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Nantel* ait la permission de présenter un bill autorisant les grevés et curateurs des substitutions créées par les testaments de feu *Thomas Durocher* et de feu *Marie Coulombe*, à vendre et aliéner certains immeubles substitués.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu dame *Marie Geneviève Sophie Raymond* à aliéner certains immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant séparément la municipalité de *Stanbridge Station*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill constituant en corporation "*The Second Advent Church of the Province of Quebec*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rocheleau ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 44-45 Vic. chap. 75 et rappelant l'acte 51-52 Vic., chap. 85 concernant l'incorporation de la ville de *Longueuil*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain,

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un bill concernant certains arrangements entre *Louis Carle* et *Joseph Louis Carle*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier ait la permission de présenter un bill confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Laliberté ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la *Société St-Jean-Baptiste* de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rochon ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la *Société St-Jean-Baptiste* de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Robidoux propose, secondé par M. Murphy,—Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent de Législation et lois expirantes; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, pour une liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la province de *Québec*, depuis la dernière session. (*Documents de la session*, No. 61).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour un état détaillé des sommes dépensées par le gouvernement sur le terrain et les bâtisses de l'Exposition à *Montréal*, avec mention des travaux faits, de ceux restant à faire,—cet état devant aussi mentionner les noms de ceux qui ont fait ces travaux et le montant payé ou dû à chacun d'eux. (*Documents de la session*, No. 62).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1889, pour copie de la licence accordée au Dr. J. M. Mackay, propriétaire de l'asile Belmont, en vertu de laquelle le dit Mackay est autorisé à tenir un asile pour les ivrognes. (*Documents de la session, No. 63*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 janvier 1889, pour copie du rapport fait par le grand jury du district de Québec, au dernier terme de la Cour du Banc de la Reine. (*Crown-side*). (*Documents de la session, No. 64*).

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill concernant la protection des bois contre le feu ;

L'honorable M. Duhamel propose, secondé par l'honorable M. Gagnon,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement :

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé, mardi, le 22 du courant, à la motion portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits en comité général au bill amendant les lois relatives aux terres publiques ;

Et lequel amendement était,—Que tous les mots après "Que, jusqu'à la fin de question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3), et en la remplaçant par la suivante :

"L'article 1343 des Statuts refondus de la province de Québec, est abrogé,"

Et lequel sous amendement était,—Que les mots "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section trois (3), et en la remplaçant par la suivante :

"L'article 1343 des Statuts refondus de la province de Québec est abrogé," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "tout en concourant dans le rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait de la loi actuelle, le gouvernement fera retrancher l'article 1343 des Statuts refondus de la province de Québec, s'il est démontré que les colons en souffrent ou qu'il entrave la colonisation."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR .

Messieurs

Basinet,	Forest,	Lussier,	Robidoux,
Bisson,	Gagnon,	Martin (Rimouski),	Rocheleau,
Boyer,	Girouard,	Mercier,	Shehyn,
Cardin,	Gladu,	Morin,	Sylvestre,
David,	Lafontaine,	Murphy,	Tessier,
Dechene l'Islet),	Latiberté,	Pelletier,	Trudel et
de Grosbois,	Lareau,	Pilon,	Turcotte,—34
Dumais,	Lemieux,	Rhodes,	
Duhamel,	Legris,	Rinfret	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe.</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>couata),</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—18</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*, *Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. *deBoucherville*, *Dorion*, *Gilman*, *Larochelle*, *Marsil*, *D. A. Ross*, *Tourville* et *Wood*, membres d'un comité pour surveiller les impressions du conseil pendant la présente session, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires du Monastère de N.-D. de charité du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année 1888. (*Documents de la session*, No. 30.)

Le bill pour amender les articles 1973 et 2010 des Statuts refondus de la Province de *Quebec*, relatifs à l'instruction publique est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de *Quebec* et la ville de *Lévis* ;

M. *de Grosbois* propose, secondé par l'honorable M. *Pelletier*, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de M. *Gladu*, secondé par M. *Basinet*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et ses agents de repatriement, et des rapports et suggestions faits par ces derniers, sur les moyens à adopter pour le repatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis, et leur établissement sur les terres publiques.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 30 Janvier 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Girouard*,—la pétition de *Alexis Demers* et autres.

Par M. *Legris*,—la pétition de *J. Lefrançois* et autres.

Par l'honorable M. *Taillon*,—la pétition du Révérend *L. J. Guyon* et autres.

Par M. *Champagne*,—la pétition des commissaires d'écoles de *Ste Cunégonde*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend *Joseph Gratton* et autres de la paroisse de *Ste Rose* ;—de *Cléophas LeCavalier* et autres de la paroisse de *Ste Dorothée* ;—de *L. Sauriol* et autres de la paroisse de *St. Martin* ;—de *Adolphe Ouimet* et autres de la paroisse de *St. François de Salles* ; de *Napoléon St. Germain* et autres de la paroisse de *St. Vincent de Paul*, tous du comté de *Laval* ; demandant respectivement que le bill pour changer le chef-lieu du comté de *Laval* ne devienne pas loi.

M. *Lareau*, du comité permanents des divers bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalité distinctes les paroisses de *Saint-Ignace de Stanbridge* et de *Notre-Dame de Stanbridge*.

Bill détachant certains lots du comté de *Nicolet* pour les annexer au comté d'*Arthabaska*, ainsi qu'à la paroisse de *Sainte-Anne du Sault*, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots.

Votre comité a aussi examiné le bill autorisant *Alexandre A. Graham* et *William S. Cotton*, chirurgiens dentistes, à exercer leur profession dans la province de *Québec* et donnant à l'Association des dentistes de la province de *Quebec*, l'autorisation et l'ordre de leur accorder des certificats de licence de chirurgie dentaire, et a l'honneur de le rapporter sans amendements.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les dits *Alexandre A. Graham* et *William S. Cotton*, soient tenus de payer l'honoraire de \$200 chacun exigé par la règle 58 comme si chacun d'eux avait présenté un bill séparé.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Bisson*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants, qu'il rapporte sans amendement à votre honorable Chambre :

Bill pour amender les articles 1745, 5917, 4918 des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Bill amendant la loi concernant les chemins de fer.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet respectueusement :

Bill pour amender la loi électorale.

Bill amendant la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité.

M. *Girouard*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés était suffisants dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer de l'Est,—de la Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et de *Gaspé*,—de la Compagnie du chemin de fer Nord-Central,—de la Compagnie du chemin de fer de *Matane*,—de la Compagnie de Caoutchouc d'*Hochelaga*,—et de l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Québec* ; demandant respectivement un acte d'incorporation.

De MM. *Gagnon et Bruchesi* ; demandant, un acte les autorisant à aliéner certains immeubles substitués par acte de donation entre vifs, de feu *F. X. Beaudry*, à *François Mandeville*.

De *Jean-Baptiste Quesnel*, et de *Louis Amédée Quesnel* ; demandant des amendements à l'acte 41 Vict., chap. 48 relatifs à certains biens substitués.

Du Révd. *P. Beaudry, Ed. Guilbault et al* ; demandant un acte concernant la construction de l'église de la paroisse de *Saint-Charles Borromée*.

De *L. P. Robitaille* ; demandant l'autorisation d'être admis à la pratique du droit, après examen.

M. *Pilon*, du comité spécial nommé pour étudier la position financière de la commission des chemins à barrières de la *Rive Nord* et de la *Rive Sud*, à *Québec* et de celle de *Montréal*, présente à la Chambre le premier rapport de comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Joseph Pilon*, écuyer, pour son président et il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Odilon Goyette*, écuyer, député du district électoral de *Laprairie*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Résolu*, Qu'en permettant à M. *O. Goyette*, élu pour représenter le district électoral de *Laprairie*, de prendre son siège en produisant seulement son indenture en double, sans le retour de l'indenture du greffier de la couronne en chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de se conformer strictement à la pratique qui exige la production du certificat ordinaire.

M. *Champagne* propose, secondé par M. *Legris*,

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de la *Pointe-aux-Trembles*, demandant un acte l'autorisant à prélever certains droits de quaiage pour un quai, dans la dite paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, comté d'*Hochelaga*, et que la dite pétition soit référée au comité des ordres permanents, afin de constater si la règle 49 doit être suspendue ainsi que la règle 69, quant à l'avis de deux jours pour faire une motion ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cusgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny and</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—26.</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>couata,)</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Pelletier,</i>	
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	



## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier and</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte. —30</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>		

Ainsi la proposition est résolue négativement.

*Ordonné,* Que M. *Cameron* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Quebec* et amendant les articles 1903 et 2281, titre V., des Statuts refondus de la province de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné,* Que M. *Martin (Rimouski)* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Matane*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné,* Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *l'Est*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné,* Que M. *Basinet* ait la permission de présenter un bill pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse *Saint-Charles Borromée* de *Joliette*, dans le diocèse de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné,* Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un bill autorisant la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, à construire un pont au-dessus de la voie publique, dans la paroisse de la *Longue-Pointe*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné,* Que M. *Bourbonnais* ait la permission de présenter un bill érigeant en municipalité la partie nord-ouest de la municipalité du village de la Côte des *Neiges*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné,* Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Nord-Central*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dechene (*l'Islet*), ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de la ligne courte de la *Péninsule* et de *Gaspé*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'acte électoral de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill autorisant l'aliénation de certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Boyer ait la permission de présenter un bill amendant la loi 41 Vict., chap. 58 intitulé : "Acte pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean-Baptiste Quesnel*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Lynch ait la permission de présenter un bill pour amender la loi concernant la saisie des salaires des employés publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill pour amender certains articles du Code civil, relatif aux registres de l'état civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, 697, et la sous-section 2 de l'article 5931, des Statuts refondus et de leur substituer certains articles y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 janvier 1889, demandant : 1. Copie de toutes requêtes et de toutes correspondances, depuis le 21 du mois mai dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer.

2. Copies de tous les ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date.

3. Un état détaillé des sommes octroyées, payées ou payables pour aider à la construction de tels ponts, ainsi que de toutes les autres dépenses incidentes. (*Documents de la session, No. 65*).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour copie la de correspondance échangée entre le gouvernement de la province de *Québec* et les marchands de bois et autres personnes, relativement à la passation d'un projet de loi pour protéger les forêts contre le feu. (*Documents de la session, No. 66*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour : 1. Copie des instructions données à M. C. A. LeBel, de *Montréal*, touchant les Iles de la *Magdeleine*, et du rapport par lui fait de son inspection ou exploration et de toute correspondance à ce sujet.

2. Etat des dépenses encourues par suite de cette inspection ou exploration. (*Documents de la session, No. 67.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lussier*.—Vu la création du ministère d'agriculture, est-ce l'intention du gouvernement de maintenir le Conseil d'agriculture ou de réformer ses attributions ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Sous considération.

Par l'honorable M. *Blanchet*.—Est-ce l'intention du gouvernement de rembourser aux personnes qui ont payé les estampilles imposées sur les exhibits en vertu de l'acte 43-44 Vict., chap. 9, Sec. 9, déclaré inconstitutionnel, les différents montants ainsi payé par elles, et quand ?

Si, non, pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—La question est à l'étude.

Par l'honorable M. *Pelletier*.—Quels sont les députés ou les conseillers législatifs qui ont refusé de toucher les \$800 d'indemnité pour la dernière session ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Aucun député de l'Assemblée législative. Le comptable du Conseil législatif a refusé de répondre au sujet des membres du conseil.

Par l'honorable M. *Pelletier*.—Quel sont les sessions pour lesquels l'indemnité sessionnelle a été de \$800 ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—L'indemnité sessionnelle a été de \$800, en 1882 et 1883, sous le gouvernement *Chapleau*, en 1887 et en 1888, sous le gouvernement actuel.

Seul l'honorable M. *Joly* a refusé l'augmentation de \$500 à \$800 en 1882 et en 1883, et il n'était plus membre de cette Chambre en 1887 et en 1888.

Par l'honorable M. *Pelletier*.—Combien de municipalités ont demandé à se prévaloir de la loi relative à la construction des ponts en fer ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Quarante-six (46.)

Par l'honorable M. *Pelletier*.—L'hon. M. *de la Bruère* a-t-il touché son salaire de \$3,000 comme Orateur du Conseil législatif ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—L'honorable M. *de la Bruère* reçoit régulièrement son traitement d'Orateur du Conseil législatif dans la proportion de \$3,000 par année.

Par l'honorable M. *Pelletier*.—Y a-t-il plus de gazeliers posés au Palais de Justice de Québec qu'il y avait de places de marquées sur les plans pour recevoir ces gazeliers.

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Non, au contraire, il y en a cinq de moins.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Les surintendants des gardes-forestiers nommés par le gouvernement actuel ont-ils découvert quelques fraudes antérieures à leur nomination ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Oui.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quel est le montant payé à l'honorable M. *Lacoste*, avocat, pour examen du contant de vente du chemin de fer Q. M. O. & O ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—\$5,000.

Par M. *Casgrain*,—Le comté de Québec a-t-il payé la somme de \$1175.07. mentionnée dans la réponse à l'interpellation faite par M. *Casgrain* le 28 janvier 1889, en rapport avec la contribution du palais de justice, à Québec ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Non.

Par M. *LeBlanc*,—1. M. C. T. *Côté* est-il employé en permanence comme inspecteur des manufactures.

2. A quel département est-il attaché ?

3. Quel est le montant de son salaire ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—Oui.

2. Au département de l'agriculture et de colonisation.

3. \$900.00 par année.

Sur motion de M. *Faucher de Saint Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la résolution passée à une session générale du Conseil municipal du comté de *Bellechasse*, tenue à *St-Michel* le 12 décembre 1888, concluant à ce que le gouvernement vienne en aide aux colons pauvres de *St-Nérée*, de *St-Damien*, de *St-Cajétan d'Armagh*, de *Mailloux*, de *St-Magloire* et de *Buckland*, en leur accordant également les argents destinés à la colonisation et aux travaux publics ordinairement employés à la réparation des chemins, pour être employés à acheter des grains de semence.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par M. *Legrin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant une liste complète :

1. De toutes les paroisses érigées canoniquement et civilement dans la Province.

2. De toutes les municipalités rurales et de village,—la dite liste indiquant les bornes et limites des dites paroisses et municipalités, le tout depuis le premier avril 1886 jusqu'au 31 décembre dernier inclusivement. Et la dite liste devant faire suite à la liste des municipalités et paroisses dans la province, publiée par *Deschamps*.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le docteur A. *Vallée*, surintendant médical de l'asile d'aliénés de Québec, et les propriétaires du dit asile, depuis 1884 ; et aussi les rapports annuels, depuis cette dernière époque, faits par le docteur A. *Vallée*, surintendant médical du dit asile des aliénés de Québec.

M. Murphy propose, secondé par l'honorable M. Lynch,  
Que la clause 4 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre *Laurence Lynch*, après examen, au nombre de ses membres.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, que le débat soit ajourné.

Sept heures et demie P. M.

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant les actes concernant la Compagnie du gaz de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'acte 27-28 Vict., chap. 162 des Statuts de la législature de l'ancienne province du Canada ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte amendant l'acte 27-28 Vict., chap. 162 des Statuts de la législature de l'ancienne province du Canada incorporant "*The Congregational college of British North America.*"

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill couvrant les vices de forme du certificat d'admission à l'étude de la médecine de *Edix Serre* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. Deschênes (*Témiscouata*) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill, constituant en corporation l'Union Saint-Vincent de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Blanchet fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la vente des biens substitués en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture dite Lamonde* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de cette province à octroyer à *Joseph Désy*, médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Legris* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill constituant en corporation la Compagnie d'amélioration de la ligne du *St. Laurent*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant les grevés et curateurs des substitutions créées par les testaments de feu *Thomas Durocher* et de feu *Marie Coulombe* à vendre et aliéner certains immeubles substitués.

Bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Dame *Marie Geneviève Sophie Raymond*, à vendre et aliéner certains immeubles.

Bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant séparément la municipalité de *Stanbridge Station*.

Bill constituant en corporation "*The Second Advent Church of the Province of Quebec*."

Le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lotbinière* et *Mégantic*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend le débat sur la motion proposée aujourd'hui,—Que la clause 4 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant le Barreau de la province de *Quebec* à admettre *Lawrence Lynch*, après examen, au nombre de ses membres.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil adoptés depuis le 12 juillet dernier, autorisant le paiement des subsides à toute compagnie de chemins de fer.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de *Quebec*, et la ville de *Lévis*, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et objection étant faite que ce bill est un bill *hybride*, qu'il se rattache à des intérêts privés et qu'il ne peut pas être considéré comme un bill public.

M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 5905 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, concernant la révision des jugements ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Blanchet* fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, seconde par l'honorable M. *Turcotte*.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée relative aux registres de l'état civil.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

### Jeudi, 31 Janvier 1889.

M. l'Orateur met devant la Chambre le bref d'appel *in re* l'élection de *Laprairie*, Ce bref est lu, et il est ordonné qu'il soit entré dans les Journaux de la Chambre, comme suit :

CANADA, } VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la  
Province de Québec. } Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la foi.

Au Juge en Chef et aux Juges de Notre Cour Supérieure pour le Bas-Canada,

SALUT :

Vu que, dans l'instance ci-devant pendante en Notre dite Cour Supérieure pour le Bas-Canada, siégeant en la cité de *Montréal*, dans le district de *Montréal*, entre : *Auguste Thomas Brisson*, médecin du village de *Laprairie*, dans le dit district de *Montréal*, pétitionnaire, et *Odilon Goyette*, cultivateur de la paroisse de *St.-Constant*, dit district, défendeur, et l'honorable *James McShane*, membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, Commissaire des terres pour la dite province, mis en cause, et *Aimé Bourassa*, cultivateur de la dite paroisse de *Laprairie*, mis en cause, et l'honorable *Pierre J. O. Chauveau*, shérif des cité et district de *Montréal*, Intervenant.

Le dit honorable *James McShane*, ainsi qu'il Nous le représente, est lésé par le jugement rendu en la dite instance, le troisième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf, le condamnant comme coupable de manœuvres frauduleuses en contravention à l'Acte électoral de *Québec*, à des pénalités s'élevant à quatre cents piastres, sa mise en cause ayant été ordonnée à la poursuite du dit pétitionnaire au cours de la contestation de l'élection pour le comté de *Laprairie* d'un membre à l'Assemblée Législative de *Québec*, tenue le huitième jour de juillet dernier (1888.)

Nous, voulant que le dit jugement soit révisé par notre Cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada, et que pleine et ample justice soit rendue, Nous commandons que vous ou aucun de vous, transmettiez sous votre seing et le sceau de la Cour Supérieure, tous les papiers et documents originaux produits, et les procédés faits en la dite cause, avec un transcript de tous les ordres, ordonnances et procédures qui se trouvent au dossier de la dite cause et dans les registres de notre dite Cour Supérieure, concernant cette dite cause, à notre Cour du Banc de la Reine, siégeant en juridiction d'Appel, afin que les Juges d'icelle les aient devant eux, au Palais de Justice, en Notre cité de *Montréal*, dans la Province de *Québec*, le dix-neuvième jour de février prochain pour être ordonné ce que de droit, suivant les lois et la coutume suivies dans cette dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait apposer aux présentes le sceau de Notre dite Cour du Banc de la Reine.

Donné en Notre dite cité de *Montréal*, ce trentième jour de janvier, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et dans la cinquante-deuxième année de Notre Règne.

(Signé) L. W. MARCHAND,  
Greffier des Appels.

(Vraie copie)

L. W. MARCHAND,  
Greffier des Appels.

GEOFFRION, DORION, LAFLEUR & POIRIER,  
Avocats de l'Appelant.

(ENDOSSEMENT.)

No. 126. Banc de la Reine, en appel. L'honorable *James McShane*, appelant et *Auguste Brisson*, intimé,—Bref d'Appel, (copie). Rapportable 19<sup>e</sup> jour de Février 1889.

M. l'orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

*Québec*, 31 janvier 1889.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du six janvier mil huit cent quatre-vingt neuf, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *F. E. Arnould*, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de *Laprairie*, dans la province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Odilon Goyette* ; écuyer, le dit *Odilon Goyette* écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LS. DELORME,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la province de *Québec*.



Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De *Alexander Philipps* et autres ; demandant que certains lots de terre situés dans le canton d'*Acton*, ne soient pas annexés à la municipalité de *Ste. Christine de Bagot*.

M. *Lareau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill nommant un fidéi-commissaire à la succession de feu *Horace Dryden Clark*.

Bill validant, pour les effets de la loi de la province de *Québec*, relative aux droits réels et civils, le mariage contracté entre *Odilon Mongenais* et *Marie Anny McMillan*.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie des caoutchoucs d'*Hochélagas*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Pelletier* ait la permission de présenter un bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un bill amendant la loi des dentistes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la province, met devant la Chambre, un état des comptes publics de la province de *Québec* pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1888. (*Documents de la session, No. 3.*)

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de toute correspondance et documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de *Sainte-Christine*, dans le diocèse de *Nicolet*. (*Documents de la session, No. 68.*)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Pour quelle fin la somme de \$215 a-t-elle été payée à *Achille Carrier*, Ecr., en 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Pour payer ses services et déboursés, ses frais de pension et de route comme greffier dans l'enquête sur les fraudes commises dans l'emploi des argents de colonisation par les nommés *Giroux, Robertson et Lefebvre*.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quelles sont les sommes d'argent payées par le trésor à l'honorable *Lacoste*, avocat, ou à MM. *Lacoste, Globensky* et *Bisaillon*, dans la cause *Reul vs. Roy, in re* les timbres sur exhibits et *Regina* intervenante, et la Couronne a-t-elle réussi en cette affaire ?

Les frais des adversaires du gouvernement en cette dernière affaire ont-ils été payés en sus par le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. L'honorable M. *Lacoste* \$500.00.

*Lacoste, Globensky, Bisailon et Brosseau* \$11,138.82.

La couronne a perdu cette cause.

2. Oui.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quel est le montant payé aux mêmes pour services professionnels *in re* arbitrage du pont *Jones* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—\$820.00.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quel montant le gouvernement de *Québec* a-t-il payé à *T. W. Ritchie*, écr, avocat, pour surveiller l'enquête sur l'échange du terrain des Tanneries ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—\$4,268.91.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quel est le montant payé par le gouvernement de la province de *Québec*, à l'honorable *L. R. Church*, comme avocat de la Province dans l'affaire du dépôt, par le gouvernement de la Province à la Banque d'Echange ; et le gouvernement a-t-il réussi en cette affaire ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—\$4,050.00.

Le gouvernement n'a pas réussi.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quel montant a été payé par le gouvernement de la province de *Québec*, à l'honorable *L. R. Church* et à l'honorable *L. O. Loranger*, en rapport avec l'affaire connue sous le nom d'affaire des Tanneries ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—\$4,050.00

L'honorable *L. R. Church*..... rien.

L'honorable *L. O. Loranger*,..... \$3,600.00

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Quels montants ont été payés par le gouvernement de la province de *Québec*, aux avocats qui ont représenté la Province dans les causes contre les corporations commerciales ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—

*Lacoste, Globensky, Bisailon et Brosseau*..... \$21,635 70

*D. Girouard, C. R.*..... 2,414 00

*Girouard et McGibbon*..... 500 00

Hon. *L. R. Church, C. R.*..... 2,350 00

*Simpson Hammond & Cie*..... 1,786 63

*C. A. Geoffrion, C. R.*..... 4,000 00

Par l'honorable M. *Pelletier*,—De combien messieurs *Lacoste, Globensky* et *Bisailon*, doivent-ils compte au gouvernement pour balance de collection faite par eux de la taxe sur les corporations commerciales ?

Combien ont-ils reçu comme honoraires et déboursés ?

Combien ont-ils collecté ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. Il n'y a aucun compte dû, à la connaissance du gouvernement, au sujet de cette taxe, entre leurs mains.

2. \$21,635 70.

3. \$5,757 40.

Par L'honorable M. *Pelletier*,—Pourquoi la somme de \$100 a-t-elle été payée à *Denis Murray* écr, en 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Le Lieutenant-Gouverneur se trouvant en villégiature à la *Malbaie*, la commission de M. *Langelier* ne pût pas être signée avant son départ pour la *Baie des Châteaux* et il ne pût pas être assermenté. *Denis Murray* écr, fut envoyé à *Maria* pour assermenter M. *Langelier* ; mais, aussi, pour se concerter avec lui sur les procédures à suivre pour faire de la manière la moins dispendieuse les procès des personnes coupables de fraudes dans l'emploi des argents de colonisation. M. *Murray* a été une dizaine de jours à son voyage et il a parcouru une distance de plus 700 milles. L'enquête préparée par MM. *Murray* et *Langelier* a eu pour effet d'induire les accusés *Giroux*, *Robertson* et *Lefebvre*, à plaider coupables ce qui a exempté des dépenses qu'il aurait fallu encourir sans cela pour réunir les petits jurés et faire un long procès.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—Pourquoi la somme de \$150 a-t-elle été payée à *Chrysostôme Langelier*, écr., et y a-t-il des précédents du genre ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. Cette somme a été payée à M. J. C. *Langelier*, pour la rédaction et la correction des épreuves du rapport de la commission agricole.

2o. Il y a plusieurs précédents de pareilles dépenses. Le même M. J. C. *Langelier* a rédigé les deux rapports de l'honorable M. *Henry Starnes*, comme commissaire des chemins de fer dans le gouvernement *Moussau*, tel que constaté dans le témoignage de M. *Starnes* devant la commission du chemin de fer Q. M. O et O., page 532 de la preuve imprimée. M. *Langelier* a reçu pour chaque rapport une somme de \$300, ainsi qu'il appert aux pages 163, 164, 165 de l'enquête imprimée.

En 1877, page 71 des comptes publics pour cette année, MM. J. A. *Defoy* et H. T. *Machin* ont reçu, pour services pour amender et refondre l'acte des licences de Québec, \$300.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Girouard*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et requêtes de MM. *Eusèbe Sénécal* et *Fils*, relativement au Dictionnaire généalogique de l'abbé *Tanguay*.

Sur motion de M. *de Grosbois*, secondé par M. *Dumais*,

Ordonné, Que la section 4 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de cette province à octroyer à *Joseph Désy*, médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le conseil municipal de *Saint-Gabriel-Ouest* ou de *Vulcartier* et le gouvernement de cette province, ainsi que de toutes pétitions adressées au dit gouvernement, au sujet de la construction de l'embranchement de *Saint-Gabriel* à la *Rivière aux Pins*, sur le chemin de fer du *Lac Saint-Jean*.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie d'une requête d'un grand nombre de citoyens de *Montréal*, demandant une subvention pour aider les Frères des Ecoles chrétiennes à établir une école supérieure d'éducation commerciale et d'industrie.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de la 19<sup>e</sup> règle de cette Chambre.*

Un bill amendant les actes concernant la Compagnie du gaz de *Quebec*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill couvrant les vices de forme du certificat d'admission à l'étude de la médecine de *Félix Serre*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au conseil législatif, et demande son concours.

Un bill autorisant la vente des biens substitués en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture* dite *Lamonde*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de cette province à octroyer à *Joseph Désy*, médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill autorisant le Barreau de la province de *Quebec* à admettre, après examen, *Lawrence Lynch* au nombre de ses membres, étant appelé ;

*M. Murphy* demande à l'orateur de vouloir bien déclarer quelle est l'interprétation qui doit être donnée à la section 4 de la règle 57 de cette Chambre dans son application à ce bill.

*M. l'Orateur* décide comme suit :

" Cette section se lit comme suit : 4. " Un bill pour permettre l'admission à l'exercice des professions d'avocat, notaire, médecin, arpenteur, pharmacien ou dentiste doit contenir dans le préambule une déclaration constatant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil d'administration de la profession dans laquelle le pétitionnaire devra entrer."

Dans mon opinion, le conseil général du Barreau de la province étant, en vertu de l'article 3544 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, le corps auquel est soumis le contrôle de l'examen des candidats à l'étude et à la pratique de la profession d'avocat, le préambule du dit bill aurait dû constater qu'il a été approuvé par le dit conseil général du barreau de la province au lieu du conseil du Barreau du district de *Quebec*, pour être conforme à la section 4 de la règle 57."

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée hier,—

Que la clause 4 de la 57<sup>ème</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant le barreau de la province de *Quebec*, à admettre *Lawrence Lynch*, après examen, au nombre de ses membres, vu que la pétition est recommandée par le conseil du Barreau de *Quebec*, que le pétitionnaire avait raison de croire dans les circonstances et d'après les précédents qu'il avait rempli les formalités voulues.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le barreau de la province de *Québec*, à admettre, après examen, *Lawrence Lynch*, au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalités distinctes les paroisses de *Saint-Ignace de Stanbridge* et de *Notre-Dame de Stanbridge* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Bourbonnais* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill détachant certains lots du comté de *Nicolet* pour les annexer au comté d'*Arthabaska*, ainsi qu'à la paroisse de *Sainte-Anne du Sault*, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Tourigny* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Matane*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de l'*Est*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Nord-Central*.

Et bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la ligne courte de la *Péninsule* et de *Gaspé*.

Les bills suivant sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant la Communauté des Sœurs de la Charité de la *Providence* à construire un pont au-dessus de la voie publique dans la paroisse de la *Longue-Pointe*.

Bill érigeant en municipalité séparée la partie nord-ouest de la municipalité du village de la *Côte des Neiges*.

Bill autorisant l'aliénation de certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville*.

Et bill amendant la loi 41 Vict., chap. 58, intitulé : " Acte pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean-Baptiste Quesnel*."

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1889, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du pardon ou immunité à être accordé à certains témoins, assignés ou entendus dans l'enquête devant Son Honneur le juge *Dugas*, à *Québec*, dans la cause de la Reine *vs. R. P. Vallée*, écr., et *Benjamin Trudel*. (*Documents de la session, No. 69.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne ou personnes, relativement à l'abolition de la cour de circuit, à *Chapeau*. (*Documents de la session, No. 56b.*)

M. *Murphy*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Owen Murphy*, écuyer, pour son président et il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill (No. 104), pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de *Québec* et la ville de *Lévis* étant appelé ;

M. l'Orateur, (sur l'objection soulevée hier, que ce bill est un bill *hybride*, qu'il se rattache à des intérêts privés et qu'il ne peut pas être considéré comme un bill public,) décide comme suit :

" Le Bill qui m'est soumis tend à autoriser toute personne ou compagnie à tenir une ligne de bateaux à vapeur entre *Québec* et *Lévis*, nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant tout contract etc., intervenu entre la cité de *Québec* et la ville de *Lévis*, et la compagnie dite *The Quebec and Levis Ferry Company*.

" On objecte que ce projet de loi porte atteinte aux droits acquis et aux intérêts particuliers des corporations plus haut indiquées, en autant qu'il tend à leur enlever certains privilèges exclusifs, qu'on prétend leur appartenir en vertu de la loi 29 Vict., chap. 57.

D'autre part, on objecte à cette interprétation de la loi citée et l'on conteste l'irrévocabilité et même l'existence de ces privilèges exclusifs."

" La question soulevée dépend donc de l'interprétation de l'acte 29 Vict., chap. 57, à l'égard des privilèges dont il est question. C'est une question de droit plutôt qu'une question d'ordre. Elle échappe en conséquence à ma juridiction et je la sou mets à la décision de la Chambre."

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil :

M. *Bernatchez* propose comme amendement, secondé par M. *Pilon*,

Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. *Blanchet*, *Gagnon* et *Pelletier* et de MM. *Bernatchez*, *Faucher de Saint-Maurice*, *de Grosbois* et *Nantel*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents."

M. *Murphy* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Pilon*,

Que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement et que les noms suivants soient ajoutés à la liste des membres de ce comité : MM. *Rinfret*, *Lemieux*, *Tessier* et *Murphy*.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que celui qui se déclare ou se prononce contre le principe ou la substance d'un bill devant être renvoyé à un comité ne peut pas en faire partie. (Règle 78.)

M. l'Orateur maintien l'objection.

M. *Lafontaine* propose comme sous-amendement, secondé par M. *David*,

Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin du dit amendement soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre se formera en comité général sur le bill d'aujourd'hui en six mois.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaventure,)</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tourigny and</i>
<i>Deschênes (Témiscouata,)</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turcotte.—26.</i>
	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski,)</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre and</i>
<i>Dechene (l'Islet,)</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—28.</i>
<i>De Grosbois,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

L'honorable M. *Mercier* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Nantel*,

Que les noms de MM. *Murphy*, *Lemieux*, *Rinfret*, *Tessier* et *Dechene* soient substitués à celui de M. *Nantel* et que ceux des honorables MM. *Shehyn* et *Flynn* et de MM. *Desjardins* et *Casgrain* soient ajoutés au dit comité.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la motion originale, ainsi amendée,—elle est résolue affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de *Quebec* et la ville de *Lévis* soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. *Blanchet*, *Flynn*, *Gagnon*, *Pelletier* et *Shehyn* et de MM. *Bernatchez*, *Casgrain*, *Dechene (l'Islet)*, *de Grosbois*, *Desjardins*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Lemieux*, *Murphy*, *Rinfret* et *Tessier*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 1 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. *Turcotte*,—la pétition du conseil général du Barreau de la province de *Québec*,

*Ordonné*, Que la pétition du conseil général du barreau de la province de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant de ne pas accorder la faveur de bills privés sans soumettre les pétitionnaires à l'obligation de subir l'examen préliminaire à l'étude du droit aussi bien que l'examen final sur le droit et de ne pas changer ou amender la loi du barreau sans l'approbation du conseil général du Barreau de la province de *Québec*,

*Ordonné*, Que cette pétition soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre et qu'elle soit insérée dans les journaux de cette Chambre comme appendice.— (*Voir Appendice A.*)

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Alexis Demers* et autres ; demandant que les cantons de *Ham-Nord* et de *Wolfes-town* soient détachés du district de *Saint-François* et annexés au district d'*Arthabaska*, pour fins judiciaires.

Du Révérend *L. Guyon* et autres curés ; demandant une exemption de taxes en faveur de la fabrique de la paroisse de *Longueuil* et des autres fabriques assujetties aux taxes par des statuts spéciaux.

Des commissaires d'écoles de *Sainte-Cunégonde* ; demandant qu'une certaine partie du territoire de la ville de *Sainte-Cunégonde* ne soit pas annexée à la municipalité du village de la *Côte Saint-Antoine*, pour les fins scolaires.

*M. Rochon*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant l'admission de *M. Joseph-Edmond-Gustave Lemieux*, à l'étude de l'art dentaire, et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendements.

Aussi le bill constituant en corporation le *Bel Air Jockey Club*, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Quant au bill concernant l'érection civile de la paroisse de *Saint-Louis de Montréal*, votre comité désire informer votre honorable Chambre, qu'objection ayant été faite, que la pétition n'a pas été signée par le requérant lui-même, contrairement à la 316<sup>ième</sup> règle de la Chambre des Communes, *Angleterre* et qu'une pétition signée par un grand nombre de personnes opposées à ce projet de loi ayant été produite, votre comité est d'opinion de ne pas procéder sur cette mesure.

Sur motion de *M. David*, secondé par *M. Nantel*,

*Ordonné*, Que la réception du 7<sup>ème</sup> rapport du comité permanent des bills privés soit suspendue quant au bill concernant l'érection civile de la paroisse de *Saint-Louis de Montréal*.

*M. Lafontaine*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :



Votre comité a l'honneur de faire rapport, que le 23 janvier dernier, votre honorable Chambre, a adopté la résolution suivante à l'unanimité :

“ Que les documents soumis à cette Chambre, le 9 janvier courant, par l'honorable Orateur dans la cause de *Auguste J. Brisson*, pétitionnaire, contre *Odilon Goyette*, défendeur, et l'honorable *James McShane* et *Aimée Bourassa*, mis en cause, et l'honorable *Pierre J. O. Chauveau*, intervenant, soient référés au comité des privilèges et élections avec instructions d'examiner si le rapport des honorables Juges *Jetté*, *Gill* et *Loranger*, déclarant que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant l'élection de *Laprairie*, par le dit honorable *James McShane*, a rendu son siège vacant en cette Chambre, sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur commise dans les procédés faits contre lui en la dite cause et qui consiste en ce qu'il est désigné comme Commissaire des Terres pour la dite Province, est de nature à invalider les procédés faits contre lui ; et que le dit comité soit aussi chargé de faire venir records, papiers et personnes et de faire rapport de temps à autres suivant qu'il le jugera à propos et avec toute la diligence possible.”

Qu'en exécution de cet ordre votre comité a siégé les 24, 29 et 31 janvier dernier.

Qu'il a examiné avec attention les documents et étudié avec soin les questions soulevées.

Que le président de ce comité a reçu hier signification d'une copie d'un bref d'appel émané à l'instance de l'honorable *James McShane* dans la dite cause.

Que votre comité est d'opinion que le siège de *Montréal-Centre* n'est pas vacant.

Que, dans les circonstances, votre comité croyant que l'honorable M. *McShane*, a le droit de prendre son siège et de l'occuper jusqu'au jugement final sur le dit appel.

Il recommande à votre honorable Chambre de demander à l'honorable Orateur de suspendre l'exécution du mandat qu'il a émané pour l'élection de *Montréal-Centre*.

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Legris*,

Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des privilèges et élections.

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivant :

Attendu que, le 23 janvier dernier, le comité des privilèges et élections n'a pas reçu instruction d'examiner d'autres questions que les suivantes, savoir :

“ Si le rapport des honorables juges *Jetté*, *Gill* et *Loranger* déclarant que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant l'élection de *Laprairie*, par l'honorable *James McShane*, a rendu son siège vacant en cette Chambre, sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur commise dans les procédés faits contre lui en la dite cause, et qui consiste en ce qu'il est désigné comme Commissaire des terres pour la dite province, est de nature à invalider les procédés faits contre lui.”

Attendu que le dit comité n'a pas reçu instruction de faire rapport sur d'autres questions.

Attendu que, ce n'est que depuis ce temps qu'un bref d'appel a été lancé dans la dite cause, à l'instance du dit honorable *James McShane*.

Attendu que, sans ce bref d'appel, le siège du dit honorable *James McShane*, ou était vacant de plein droit par le seul effet du jugement de la cour de révision, ou du moins pouvait être déclaré vacant par une résolution de la Chambre, en vertu de l'article 429 des Statuts révisés de cette province.

Attendu que le comité des privilèges et élections n'a jamais été chargé par cette Chambre d'examiner et de faire rapport sur la question, de savoir quel peut être à cet égard l'effet du dit bref.

Attendu que ce bref n'a pas été émis *comme de plein droit*, mais qu'il ne l'a été qu'en vertu d'un jugement spécial, et que, par les articles 548 et 549 des Statuts révisés de cette province, l'appel est refusé en pareil cas.

Attendu que, pour juger de l'effet de ce bref, il convient de voir le jugement en vertu duquel il a été émis, ainsi que les remarques faites par les juges en prononçant ce jugement.

Attendu que le comité des privilèges et élections n'avait pas encore ce matin le jugement ni les remarques des juges, attendu qu'ils ne sont pas devant cette Chambre.

Le rapport du comité des privilèges et élections ne soit pas reçu maintenant, mais que le dit comité reçoive instructions d'examiner et de faire rapport sur les questions suivantes, savoir :

1. L'erreur commise dans les procédés faits contre le dit honorable *James McShane* en la dite cause et qui consiste en ce qu'il est désigné comme Commissaire des terres de la Couronne pour la dite province, est-elle de nature à invalider les procédés ?

2. Indépendamment du dit bref, le siège du dit honorable *James McShane*, est-il devenu vacant de plein droit, par le seul effet du jugement de la cour de révision, et, s'il ne l'est pas, cette Chambre peut-elle faire l'application de l'article 429 des Statuts révisés de cette province, et le déclarer vacant ?

3. Quel peut être l'effet du bref à cet égard ?

Que le dit comité soit aussi chargé de faire venir records, papiers et personnes, et de faire rapport de temps à autre suivant qu'il le jugera à propos et avec toute la diligence possible.

M. *LeBlanc* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Nantel*,

Qu'après les mots : " attendu qu'ils ne sont pas devant cette Chambre," dans l'amendement, soient ajoutés les suivantes : " Attendu qu'il n'apparaît pas que le dit honorable *James McShane* ait donné le cautionnement requis en cas d'appel."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven</i>	<i>Taillon and</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>ture),</i>	<i>Tourigny.—12.</i>
<i>Desjardins,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Roche,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier and</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Latiberte,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte.—28]</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris connaissance des bills suivants auxquels il a apporté des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*.

Et bill autorisant l'augmentation du capital actions de l'Association de téléphone de *Sherbrooke* et confirmant la charte ou lettres patentes constituant en corporation cette association et amendant cette charte.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 4 Février 1889.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie."

Bill intitulé : " Acte amendant les articles 19 et 999 du code municipal."

Et bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux magistrats de district."

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif."

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 34 du code de procédure civile."

Et bill intitulé : " Acte nommant les membres du Conseil législatif, juges de paix *ex-officio*."

Sur motion de l'honorable M. *Mercier* secondé par l'honorable M. *Rhodes*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois,—et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte nommant les membres du Conseil législatif, juges de paix *ex-officio*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois,—et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant l'article 34 du code de procédure civile," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois,—et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Rhodes* ait la permission de présenter un bill amendant la loi des manufactures de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Legrise* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 615 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un bill pour amender le Statut 33 Vict., chap. 32, intitulé : "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Rhodes* ait la permission de présenter un bill créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, (51-52 Vict., chap. 9.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill nommant un fidéi-commissaire à la succession de feu *Horace Dryden Clark* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill validant pour les effets de la loi de la province de *Québec*, relatif aux droits réels et civils, le mariage contracté entre *Odilon Mongenais* et *Mary Anny McMillan* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant l'augmentation du capital actions de l'Association de téléphone de *Sherbrooke* et confirmant la charte ou lettres patentes constituant en corporation cette association et amendant cette charte ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

*Ordonné*, Que le dit bill soit ré-imprimé.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill érigeant la paroisse *Sainte-Christine* en municipalité locale pour les fins municipales et scolaires et l'annexant pour les mêmes fins au comté de *Bagot*.

Bill amendant l'acte 44-45 Vict., ch. 75, et rappelant l'acte 51-52 Vict., ch. 85, concernant l'incorporation de la ville de *Longueuil*.

Bill confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*.

Bill constituant en corporation la Société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Québec*.

Bill constituant en corporation l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Quebec* et amendant les articles 1903 et 2281, titre V des statuts refondus de la province de *Québec*.

Et bill pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée* de *Joliette* dans le diocèse de *Montréal*.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lussier*,—Le gouvernement peut-il nous dire si le conseil d'agriculture rend ses comptes en gros ou en détail ou sous le titre des faits divers ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—Le conseil d'agriculture rend ses comptes en gros.

Le montant de l'octroi accordé au conseil est de \$3,000.00.

Par M. *Desjardins*,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à la considération de cette Chambre, à cette session, un projet de loi pour étendre le cens électoral ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui ; le projet de loi est actuellement chez les imprimeurs.

Par M. *Fawcett de Saint-Maurice*,—Quelle position entend prendre le gouvernement de la province de *Quebec* relativement aux résolutions ci-jointes introduites au Sénat des

*Etats-Unis*, par M. *Butterworth*, de l'*Ohio* ; résolutions autorisant le Président à provoquer des négociations concernant l'union et l'assimilation du *Canada*, ou d'une ou plusieurs provinces du *Canada* avec les *Etats-Unis* ?

Ces résolutions se lisent comme suit :

" Attendu que les citoyens du *Canada* ne forment avec nous qu'un seul peuple par leur nationalité, leur origine, leur histoire et leurs traditions ;

" Attendu que les ressources des deux pays se suppléent les unes aux autres, et que les artères naturelles et artificielles du commerce s'y confondent et sont tellement dépendantes les unes des autres qu'elles ne devraient former qu'un tout indivisible ;

" Attendu que les relations commerciales des *Etats-Unis* et du *Canada* sont et ont été tendues et entravées d'une manière irrationnelle, et jusqu'à un certain point paralysées, grâce à l'impuissance des deux gouvernements à établir entre les deux pays un système de commerce et d'échange international, capable de faire face aux exigences de la situation ;

" Attendu que les circonstances et les relations sus-mentionnées, ainsi que la position géographique des deux pays, nous font voir l'impossibilité où nous sommes de régler d'une manière équitable et définitive les difficultés relatives aux limites des pêcheries et au commerce transcontinental, à moins de réunir nos efforts et nos intérêts sous un même gouvernement, et nous démontrent logiquement la nécessité et la probabilité de l'union et de l'assimilation des deux nations sous une même forme de gouvernement ;

" Attendu que les liens de sympathie qui résultent de la parenté, de l'identité de race, de langage, de tradition et de système gouvernemental, ainsi que la communauté des intérêts qui reposent sur le commerce et sur les différentes opérations industrielles qui lui servent d'aides et d'intermédiaires, sont tels que l'idée de cette union et de cette assimilation est actuellement discutée et généralement bien vue par les citoyens des deux nations ;

" Attendu que la réalisation immédiate du projet serait très avantageuse à tous les citoyens et à tous les sujets des deux pays, pourvu qu'on y arrive de manière à sauvegarder également l'honneur et la dignité des *Etats-Unis*, de la *Grande Bretagne* et du *Canada*.

" En conséquence, afin d'aider à la réalisation du projet en question, qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des représentants des *Etats-Unis*, réunis en congrès, que le Président soit autorisé à provoquer des négociations tendant à l'assimilation et à l'union des populations du *Canada* et des *Etats-Unis* sous un même gouvernement, en prenant pour base de cette union l'admission des différentes provinces du *Canada* ou d'aucune d'entre elles dans l'Union Américaine, aux mêmes conditions et sur le même pied d'égalité que les divers états qui composent maintenant l'Union ; les *Etats-Unis* se chargeant de la dette du *Canada* ou d'une juste proportion d'icelle, et à toute autre condition jugée équitable par les hautes parties contractantes ;

" Et il est de plus résolu que, dans le but de favoriser ces négociations, le Président demande aux gouvernements de la *Grande Bretagne* et du *Canada* de nommer des commissaires chargés de considérer la sagesse et l'à propos de régler et faire disparaître tous les sujets de discorde et de différend qui existent en ce moment entre les deux gouvernements, à propos de pêcheries ou autrement, au moyen d'une union et d'une assimilation comme celle qui se trouve sus-mentionnée, soit de tout le *Canada*, soit d'une ou plusieurs province du *Canada* ; telles négociations devant être conduites en se conformant aux justes exigences des relations amicales qui existent entre la *Grande Bretagne* et les *Etats-Unis* aussi bien que des obligations qui en résultent."

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement de la province de *Québec* n'a reçu aucune communication à ce sujet.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Tailon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant l'espèce, le nombre et le poids du poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les diverses rivières louées par le Commissaire des terres de la couronne.

2. Copie de toute correspondance entre le Commissaire des terres de la couronne ou le gouvernement ou toute autre personne, au sujet de la destruction du poisson, par les bec-scies, les martin-pêcheurs ou autres oiseaux ou la diminution dans la quantité de poissons pris dans toutes telles rivières.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre *Eugène P. Bender* et le gouvernement au sujet de sa réclamation de *Manicouagan* et tous documents s'y rapportant.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et l'honorable Premier ministre de la province de *Québec*, le priant d'attirer l'attention des cultivateurs sur l'importante industrie qui existe aujourd'hui en *Suède*, et qui consiste à extraire de l'huile, thérébentine, du créosote, des acides ascétiques produits par l'épuration de l'acide prodigieux extrait des bois par carbonisation des charbons de bois, du goudron, des bois de déchet, tels que souches, racines etc.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender les articles 5745, 5917, et 5918 des Statuts-refondus de la province de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Duplessis* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte amendant les articles 1745, 5917 et 5918 des Statuts révisés de la Province de *Québec*, concernant les exemptions de saisie."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi concernant les chemins de fer ;

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Cameron*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. *Pelletier* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Champagne*,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots : "cette Chambre se formera en comité d'aujourd'hui en six mois," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte.—26.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Laliberté,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Cameron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Dechenes (l'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Rochon et</i>
		<i>Pilon,</i>	<i>Shehyn.</i> —17.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;  
*Résolu*, Que cette Chambre se formera en comité d'aujourd'hui en six mois.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour amender la loi électorale, étant lu ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Champagne*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Casgrain* propose comme amendement, secondé par M. *Duplessis*,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ce bill soit remise à demain.

*Ordonné*, Que le bill soit ré-imprimé.

L'honorable M. *Shehyn* met devant la Chambre,—Un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du Revenu,) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 15 mai 1888 au 9 janvier 1889, tel que requis par l'article 826 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Documents de la session*, No. 69½.)

L'honorable M. *Turcotte* met devant la Chambre,—Le mémoire du conseil général du Barreau de la province de Québec, concernant les bills pour amender le code de procédure civile. (*Documents de la session*, No. 70.)

*Ordonné*, Que ce document soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.



---

Mardi, 5 Février 1889.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Hall*,—la pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres.

Par M. *Casgrain*,—la pétition de *J. O. Dion* de la cité de *St-Hyacinthe*,—et la pétition de dame *Charlotte Odile Beaudet*, veuve *Louis Taché*, de la cité de *St-Hyacinthe*.

Par l'honorable M. *Flynn*,—la pétition de *Abraham Coffin* et autres, du Comté de *Gaspé*.

Par l'honorable M. *Rhodes*,—la pétition de *O. B. C. Richardson* et autres.

Par l'honorable M. *Lynch*,—la pétition du recteur et des syndics de l'église *St-Thomas*, en la cité de *Montréal*.

M. *Rochon*, du comité permanents des divers bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation l'Institut des Frères de *Saint-Gabriel*.

Bill modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine* et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation.

Bill concernant la succession de feu *John Ogilvie*.

Et bill autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de dame *Emilie Henriette Hélène Taché*.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Matane*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Nord Central*.

M. *David* propose, secondé par M. *Boyer*.

Que le septième rapport du comité des bills privés ne soit pas reçu, quant au bill concernant l'érection civile de la paroisse de *Saint-Louis* de *Montréal*; que vu l'adoption et la réception par le comité des ordres permanents et par la Chambre de la pétition demandant la passation de ce bill, malgré l'informalité mentionnée dans ce rapport relativement à la signature de la pétition; et que, vu le grand nombre de pétitions signées de la même manière qui ont été adoptées et reçues aux sessions précédentes de cette Chambre, la règle 85 de cette Chambre soit suspendue et que le comité des bills privés reçoive instruction de reconsidérer le dit bill et de le rapporter.

Et cette motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

M. *Champagne* propose, secondé par M. *Legris*.

Que la 49<sup>e</sup> et la 69<sup>e</sup> règles de cette Chambre soient suspendues et que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'au septième jour de février courant; et la question étant mise au voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tourigny.—34.</i>
<i>Maurice,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Picard,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte.—14.</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par par l'honorable M. *Turcotte*,  
Ordonné, Que l'honorable M. *McShane* et messieurs *Picard*, *McIntosh* et *Champagne*  
soient ajoutés au comité permanent des divers bills privés ; que l'honorable M. *McShane*,  
et messieurs *McIntosh*, *Duplessis*, *Goyette*, *Champagne*, et *Tourigny* soient ajoutés au  
comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et  
compagnies minières et manufacturières ; que messieurs *Desjardins* et *Goyette* soient  
ajoutés au comité permanent d'agriculture, et que messieurs *Goyette* et *Faucher de Saint-*  
*Maurice* soient ajoutés au comité permanent des industries.

Ordonné, Que l'honorable M. *Duhamel* ait la permission de présenter un bill amendant la loi de la chasse de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Duhamel* ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux inhumations et exhumations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 juin 1888, pour copie de toutes correspondances entre le gouvernement de la province et celui du Canada, et la Compagnie du chemin de fer Intercolonial, au sujet des terrains occupés par le dit chemin de fer Intercolonial, chaque côté de sa ligne, dans divers cantons de colonisation dans la Vallée Matapédia. (*Documents de la session, No. 71.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour copie des requêtes des colons du Labrador, maintenant résidant en le comté de Beauce, demandant de l'aide au gouvernement, avec aussi la correspondance à ce sujet. (*Documents de session, No. 72.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de toute correspondance et documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de *Sainte-Christine*, dans le diocèse de *Nicolet*. (*Documents de la session*, No. 73.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour copie du rapport de *L. A. Vallée*, écr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de construire un pont dans la paroisse de *St-Valérien*, comté de *Rimouski*. (*Documents de la session*, No. 74.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour copie du rapport de *L. A. Vallée*, écr., ingénieur du gouvernement, sur l'état du pont sur la rivière *Anqui*, comté de *Rimouski* et la nécessité d'en construire un neuf. (*Documents de la session*, No. 75.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour un état détaillé des dépenses contingentes et autres du bureau du gouvernement, à *Montréal*, (No. 76, rue *Saint-Gabriel*.) pour les années fiscales 1885-86 et 1887-88. (*Documents de la session*, No. 76.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour copie du rapport de *L. A. Vallée*, écr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de reconstruire le pont sur la rivière *Grand Méchin*, comté de *Rimouski*. (*Documents de la session*, No. 77.)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par L'honorable *M. Pelletier*,—Quel a été le résultat des démarches de *Charles Champagne*, écr., dans le Comté d'*Ottawa*, au sujet des fraudes commises dans l'emploi des argents de colonisation ?

Réponse par l'honorable *M. Turcotte*,—A la suite des investigations faites par MM. *Champagne* et *Charleson*, dans le comté d'*Ottawa*, au sujet des fraudes commises dans l'emploi des argents de colonisation, neuf indictements ont été soumis au grand jury du district d'*Ottawa*, en décembre 1887, contre un nommé *John Cosgrove* et trois contre un nommé *James McCabe*, pour détournement de fonds et obtention d'argent sous de faux prétextes.

Le grand jury a rapporté les accusations fondées.

Traduits devant le petit jury, au terme criminel suivant (juin 1888,) *Cosgrove* et *McCabe* ont plaidé "coupable" et ont été condamnés à un emprisonnement.

Par *M. Casgrain*,—1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour le charbon employé à chauffer les bâties du Parlement et les départements pour la saison de 88-89 ?

2. Si oui, qui a soumissionné et quel est le montant de chaque soumission ?

3. Quel est celui dont la soumission a été acceptée ?

4. Si aucune soumission n'a été demandée, qui fournit le dit charbon et à quel prix par tonne, et quelle est la quantité fournie ?

Réponse par l'honorable *M. Mercier*,—1. Non.

4. 800 tonnes de charbon anthracite dit *red ash* ont été livrées dans les caves du Parlement par MM. *Philippe Gingras* et Cie., au prix de \$5.75 la tonne.

Par *M. Casgrain*,—10. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour le combustible employé à chauffer le palais de justice à *Quebec*, pour la saison d'hiver 88-89 ?

2. Si oui, qui a soumissionné et quel est le montant de chaque soumission ?

3. Quel est celui dont la soumission a été acceptée ?

4. Si aucune soumission n'a été demandée, qui a fourni ou qui fournit le dit combustible, à quel prix par tonne ou par corde, et quelle est la quantité fournie ou à être fournie ?

Réponse par l'honorable *M. Mercier*,—1. Oui, pour ce qui concerne le charbon.

2. MM. *Philippe Gingras* et Cie. et MM. *G. M. Webster* et Cie., pour du charbon anthracite dit *red ash*, livré dans les caveaux de l'édifice.

Soumission de MM. <i>Gingras</i> et Cie.,.....	\$5.75 la tonne.
do do <i>Webster</i> et Cie.,.....	\$6.25 la tonne.

3. 300 tonnes ont été livrées par MM. *Gingras* et Cie., dont la soumission a été acceptée.

4. Il n'a pas été demandé de soumission pour le bois de chauffage du Palais de Justice, mais il en avait été demandé pour l'édifice des départements publics, et c'est sur ces soumissions que le département s'est guidé pour acheter le bois.

Treize cordes d'épinette de  $2\frac{1}{2}$  pieds ont été achetées de MM. *Lawrence* et *Broomer*, au prix de \$3.80 la corde.

Par M. *Casgrain*,—1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour le combustible employé à chauffer la prison de *Quebec*, pour la saison d'hiver 88-89 ?

2. Si oui, qui a soumissionné et quel est le montant de chaque soumission ?

3. Quel est celui dont la soumission a été acceptée ?

4. Si aucune soumission n'a été demandée, qui a fourni ou qui fournit le dit combustible, à quel prix par tonne ou par corde et quelle est la quantité fournie ou à être fournie ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1. Non, mais il en avait été demandé pour le bois nécessaire au chauffage de l'édifice des départements publics et pour le charbon requis au Palais de Justice, et c'est sur ces soumissions que le département s'est guidé pour acheter le combustible, en allouant la différence en plus pour le charroyage et pour la longueur du bois.

4. 250 tonnes de charbon anthracite ont été livrées dans les caves ou hangars de la prison par MM. *Webster* et Cie., au prix de \$6.50 la tonne.

60 cordes d'érable de 3 pieds ont aussi été achetées de M. *Léon Lainé*, qui les a livrées et cordées dans les caves ou les hangars de la prison, au prix de \$6.00 la corde. Ce bois était tout érable, de 6 pouces plus long que celui pour lequel il y avait des soumissions pour le Palais Législatif, lesquelles soumissions étaient de \$4.40 et \$4.80 pour du bois de  $2\frac{1}{2}$  pieds, érable et merisier. Et la différence du charroyage à la prison au lieu du Palais Législatif était de 45 cts. par corde.

Par M. *Bourbonnais*,—Est-ce vrai que c'est l'intention du Gouvernement de mettre à la retraite M. *Siméon Lesage*, assistant commissaire des travaux publics ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Pas pour le moment.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire pour chaque volume des journaux de la Chambre, depuis la confédération, un index supplémentaire dans le genre de celui qui est intitulé : "*Liste alphabétique des députés et des différents sujets et matières qui les concernent*," index qui forme partie du Journal de la session 1888, imprimé par ordre de l'Assemblée Législative.

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Sous considération.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de payer le plus tôt possible, une balance de \$125, réclamée par les intéressés de la paroisse de *St-Bonaventure*, dans le comté de *Bonaventure*, pour des travaux exécutés par eux sur le pont de la rivière *Bonaventure*, comme il apparaît par le rôle de paie transmis au bureau de la colonisation, par M. *Napoléon Poirier* ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—Le gouvernement a l'intention de payer une balance de \$175.00 réclamée par les intéressés de la paroisse de *Saint-Bonaventure*, dans le comté de *Bonaventure* ; pour les travaux exécutés par eux sur le pont de la rivière *Bonaventure*, cette somme devra faire partie de la part des deniers de colonisation que le gouvernement décidera d'accorder à ce comté, à même le subside qui sera voté durant la présente session.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Le gouvernement, depuis le 15 avril 1887, a-t-il

considéré la nécessité qu'il y aurait de terminer entièrement la construction du pont sur la rivière *Petit Cascapédiac* dans le comté de *Bonaventure* ?

Est-ce son intention de faire ces travaux cette année ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Le gouvernement a considéré la nécessité de terminer le pont sur la *Petite Rivière Cascapédiac* et a envoyé M. *Vallée*, ingénieur, constater sur les lieux, la somme qui serait nécessaire pour le terminer et le mettre à l'abri de tout accident.

M. *Vallée* évalue les travaux à faire à \$656.00.

C'est l'intention du gouvernement de dépenser cette somme pour ces travaux.

Par M. *Picard*.—1. *Achille Carrier*, écr., avocat, est-il actuellement à l'emploi du gouvernement de la province de *Quebec* ?

2. Si oui, depuis quelle date et en quelle capacité ?

3. Quel salaire reçoit-il ?

4. Quelles autres sommes le dit *Achille Carrier* a-t-il reçues à part son dit salaire, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Monsieur *Achille Carrier*, avocat, est actuellement interprète devant les cours criminelles à *Quebec*. Il a été nommé par ordre en conseil, le 11 août 1887, en remplacement de *William Languedoc*, avec un traitement de \$500.00 ; quant à la quatrième question, le gouvernement a déjà donné les chiffres.

Par M. *Picard*.—1. En quelle qualité M. *Ferdinand Beauchêne*, ancien marchand d'*Arthabaskaville*, est-il employé aux travaux de maçonnerie qui se font aux fondations de la prison du district d'*Arthabaska* ?

2. Depuis combien de temps est-il employé ?

3. Quel est son salaire par jour ?

4. Et quelle est la somme totale payée au dit *Beauchêne* jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—1. M. *Ferd. Beauchêne* a été employé en qualité de surveillant.

2. Employé du 22 juin 1887 au 2 novembre 1888.

3. Pas de salaire, commission 25%, sur avances faites par lui, pour matériaux et salaire des hommes.

4. Somme payée \$1,268.89.

Par M. *Tourigny*.—1. M. le Dr. *Gustave A. Turcotte*, de *St-Célestin*, comté de *Nicolet*, occupe-t-il un emploi quelconque du gouvernement, et si oui, quelles sont ses fonctions ?

2. Quels sont ses émoluments ?

3. Quelles sommes d'argent a-t-il reçu du gouvernement depuis son entrée en office jusqu'à ce jour, 31 janvier 1889 et quelles sont les dates des divers paiements qui lui ont été faits ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—M. le Dr. *Gustave Turcotte* est employé au greffe des *Trois-Rivières* au travail de la transcription des registres, actes, etc.

Ses émoluments sont de \$2.50 par jour.

Il a été payé :

Le 10 septembre 1888, un mois au 5 septembre	\$75.00
" 5 octobre.....octobre	75.00
" 6 novembre.....novembre	75.00
" 7 décembre.....décembre	65.00
" 10 janvier.....janvier	65.00

Par M. *Desjardins*.—1. Quelle somme totale a été payée jusqu'à la date du premier février 1889, en vertu du chapitre 91, 51-52 *Victoria*, relatif aux subventions des chemins de fer ?

2. Quelles sont les compagnies qui ont reçu cette somme et quel montant a été respectivement payé à chacune de ces compagnies ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—1. \$940,428.85.

20.		Paielements sur le montant des subventions en terres converties en argent.	Paielements sur le montant des subventions en argent.
A	<i>Baie des Chaleurs :</i> Payé en déduction du montant des premiers 35 cents transférés de la section entre <i>Paspé- biac</i> et <i>Gaspé</i> , (80 milles), aux derniers 80 milles sur la section entre <i>Métapédia</i> et <i>Paspédia</i> , (Vide, clause 12ème du Statut).....	\$ 139,500.00	
B	Jonction de <i>Beauharnois</i> .....	33,271.35	\$ 145,610.00
C	Comté de <i>Drummond</i> .....		49,920.00
D	Colonisation du <i>Lac Témiscamingue</i> .....		17,400.00
E	Jonction de <i>Montréal</i> et <i>Lac Champlain</i> : (y compris \$50,000 pour construire un pont sur la rivière <i>Châteauguay</i> , à <i>Ste-Martine</i> )..		150,000.00
F	<i>Montréal</i> et <i>Lac Maskinongé</i> .....	22,750.00	65,000.00
G	<i>Montréal</i> et <i>Sorel</i> .....		112,500.00
H	<i>Québec</i> et <i>Lac St-Jean</i> : (Section entre la <i>Pointe-aux-Trembles</i> , près de la jonction de <i>Chambord</i> et la rivière <i>Métabetchouan</i> ).....	13,492.50	38,550.00
	<i>Québec</i> et <i>Lac St-Jean</i> : (Section entre la <i>Pointe-aux-Trembles</i> , à la jonction de <i>Chambord</i> et <i>Roberval</i> ).....	48,510.00	
I	<i>Québec</i> , <i>Montmorency</i> et <i>Charlevoix</i> : (entre la Rive Nord de la <i>Rivière St-Charles</i> et <i>St-Anne</i> ).....	28,000.00	62,200.00
J	<i>St-Laurent</i> et <i>Nord-Ouest</i> , (pour exploration)..	4,950.00	
K	<i>Témiscouata</i> : (Pour longueur additionnelle de 3 milles, jus- qu'à la frontière du <i>Nouveau-Brunswick</i> , en à compte).....	8,775.00	
		\$ 299,248.85	\$ 641,180.00 299,248.85
	Total.....		\$ 940,428.85

La chambre en conformité de l'ordre reprend le débat ajourné sur la question proposée mardi, le 29 janvier dernier, portant,—Que cette chambre concoure avec le comité dans les amendements faits au bill amendant les lois relatives aux terres publiques ;

Et étant six heures P. M., M. l'orateur quitte le fauteuil.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Un bill nommant un fidei-commissaire à la succession de feu *Horace Drgden Clark*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation le "*Bel Air Jockey Club*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, mardi, le 29 janvier, portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits au bill amendant les lois relatives aux terres publiques ;

Et objection étant faite par l'honorable M. *Gagnon*, que le député de *Montréal-Ouest* lui fait dire des paroles qu'il n'a pas prononcées, et fait allusion à un débat antérieur contrairement aux règles de la Chambre.

M. l'Orateur décide " que le député de *Montréal-Ouest* doit se conformer à la règle de conduite indiquée comme suit par *Bourinot* : "

“ XI. Mettre en question les paroles d'un membre.—Tout ce que dit un membre à titre d'explication—qu'il s'agisse des termes ou du sens de son discours,—doit être pris pour la vérité et ne plus être ensuite remis en question. Les termes qu'il déclare lui-même avoir employés, doivent être considérés comme étant ceux qui ont été réellement employés, et le sens dans lequel il dit s'en être servi, doit être considéré comme le sens qu'il faut leur donner dans le cours du débat.”

Qu'il est aussi contraire aux règles de cette Chambre de faire allusion à un débat antérieur.

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 6 Février 1889.*

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR .

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>David,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonrais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Carlin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—31.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>ture),</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—16.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné,* Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.



---

Mercredi, 6 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Champagne*,—La pétition du conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, comté d'*Hochélag*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise *St. Thomas*, en la cité de *Montréal* ; demandant un acte les autorisant à vendre certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*.

De *J. O. Dion*, de la cité de *St. Hyacinthe* ; demandant un acte pour confirmer et ratifier la vente d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entre-vifs de *Marie-Anne Corbeil*, en faveur de *Pierre Picotte* et son épouse *Herménie Richer*.

De *Dame Charlotte Odile Beaudet*, veuve *Louis Taché* ; demandant un acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*.

De *O. B. C. Richardson* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom "La compagnie de chemin de fer et de navigation du *Lac St. François*."

Du Révérendissime Evêque anglican de *Montréal* et autres ; demandant que le pouvoir de limiter le nombre des licences soit accordé au conseil de la ville de *Montréal*.

De *Abraham Coffin* et autres, du comté de *Gaspé* ; demandant qu'une prime soit offerte pour la destruction des canards bec-scies, à l'effet de protéger les jeunes saumons.

Du conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, comté d'*Hochélag* ; demandant un acte les autorisant à prélever sur un quai situé dans la dite paroisse, certains droits de quaiage.

M. *Lareau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre *Fergus Murphy* au nombre de ses membres, après examen.

Bill érigeant en municipalité séparée la partie nord-ouest de la municipalité du village de la *Cote-des-Neiges*.

Et Bill constituant en corporation la ville de *Notre-Dame-des-Neiges*.

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 21<sup>e</sup> jour du présent mois.

*Résolu*, Que cette chambre concoure dans ce rapport.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour amender et refondre les lois concernant l'Association des Dentistes de la Province de Québec, auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre.

M. *Dechene (l'Islet)* du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la *Péninsule* et de *Gaspé*, auquel il a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi commencé à examiner le bill constituant en corporation la Compagnie d'amélioration de la ligne du *Saint-Laurent*, et il a constaté que la pétition, sur laquelle le bill est basé, a été signée par "*Geoffrion, Dorion, Lafleur et Poirier*," procureurs des pétitionnaires, contrairement à la règle qui veut que la pétition soit signée par les requérants, mais prenant en considération le fait que d'autres pétitions ont été signées de la même manière dans le passé, et l'inconvénient qui résulterait au sujet du bill pour cette irrégularité ; votre comité recommande en conséquence que la règle de la Cham re sur ce point soit suspendue quant au bill en question.

Votre comité recommande de plus que le délai fixé pour la présentation des rapports sur bills privés soit étendu jusqu'au vingt-et-un février inclusivement.

*Résolu*, que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte constituant en une corporation spéciale le curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire de Lévis*," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant l'acte de l'ancienne province du *Canada*, 9 Vict., chap. 99, intitulé : ' Acte pour incorporer la Communauté des filles de la charité de la paroisse de *Saint-Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins,' " avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill amendant l'acte de l'ancienne province du *Canada*, 9 Vict., chap. 99, intitulé : " Acte pour incorporer la Communauté des filles de la charité de la paroisse de *Saint-Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un bill pourvoyant à la découverte et à la production des documents dans les causes civiles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un bill amendant le paragraphe 6 de l'article 556 du code de procédure civile, tel que contenu dans l'article 5917 des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 5960 des Statuts refondus de la province de *Québec*, qui amende l'article 772 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour copie de la requête adressée au gouvernement ou au surintendant de l'instruction publique et signée par tous les curés et par un grand nombre de personnages influents des deux partis, habitant la circonscription scolaire de J. P. Nantel, inspecteur d'école ; ainsi que des recommandations faites par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique demandant à ce que le traitement de cet officier soit augmenté. (*Documents de la session, No. 73.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 29 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et ses agents de repatriement, et des rapports et suggestions faits par ces derniers sur les moyens à adopter pour le repatriement des canadiens émigrés aux *Etats-Unis*, et leur établissement sur les terres publiques. (*Documents de la session, No. 78.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1889, pour copie de tous ordres en conseil adoptés depuis le 12 juillet dernier, autorisant le paiement des subsides à toute compagnie de chemin de fer. (*Documents de la session, No. 79.*)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier,—Combien le gouvernement a-t-il payé pour l'impression du discours sur le budget prononcé par L. G. Desjardins, écr., député de *Montmorency*, et ce dernier était-il alors ministre ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le 18 janvier 1884, la somme de \$1,313.10 fut payée à L. J. Demers et frères, pour publication, impression, etc., concernant le service public, en vertu d'un arrêté en Conseil No. 36, du 10 janvier 1884. Cet item se trouve dans les comptes publics, pour l'année finissant au 30 juin 1884, page 93, sous le titre "Divers."

Par l'honorable M. Pelletier,—Pourquoi la vente du terrain ci-devant à l'usage de l'Ecole normale à *Montréal*, n'a-t-elle pas eu lieu, et les dépenses occasionnées par les annonces et plans y relatifs ont-elles été encourues en pure perte ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Parceque les bâtisses étaient nécessaires aux fins de l'administration de la justice.

Les dépenses occasionnées par les annonces et plans y relatifs, n'ont pas été encourues en pure perte, au contraire, elles ont été très utiles.

Par M. Lussier,—Vu l'octroi qui a été accordé l'année dernière à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre les moyens de forcer cette compagnie à mettre en opération cette voie si utile et si désirée du public ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le gouvernement s'est déjà occupé de la question. Il ne manquera pas de prendre tous les moyens possibles pour atteindre ce but.

Par l'honorable M. Blanchet,—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder, pendant la présente session, un subside additionnel à la Compagnie du chemin de fer de *Quebec Central*, pour lui permettre de compléter, sans délai, la construction de sa voie ferrée jusqu'aux limites de la province ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le gouvernement s'occupe de cette question.

Par l'honorable M. *Blanchet*.—Quels sont les montants reçus par le trésor, des encanteurs dans la province, en vertu de l'article 493 des Statuts refondus de *Québec*, sur les ventes de gros, entre marchands, pendant les années suivantes : en 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887 et 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Les encanteurs ne distinguant pas, dans les rapports qu'ils font au gouvernement, entre les ventes de gros et les ventes de détail, la réponse à cette question nécessiterait une correspondance avec tous les encanteurs de la province à l'effet d'obtenir les renseignements demandés, sans compter qu'il serait peut-être impossible, même par ce moyen, d'obtenir ces renseignements, surtout pour une période de neuf ans.

Par M. *Desjardins*.—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à la considération de cette Chambre, à cette session, un projet de loi pour accorder de nouvelles subventions aux chemins de fer ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement s'occupe de cette question.

Par l'honorable M. *Blanchet*.—A quel montant s'élève maintenant le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire en vertu des articles 2238 et suivants des Statuts refondus, et quel est le nombre de ces fonctionnaires actuellement admis à leur pension ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—

1888, décembre, 31, revenu capitalisé à cette date.....	\$153,385.75
1888, décembre, 31, revenu non-capitalisé à cette date.....	25,566.24
Total.....	\$178,951.99

Le nombre des pensionnaires actuellement admis à la pension est de 230.

Par l'honorable M. *Blanchet*.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner effet à la recommandation du comité de législation contenue dans son rapport à cette Chambre en date du 5 mai 1887, en amendement la loi relative à la constitution de la cour d'appel, de manière à ne laisser à cette cour que la juridiction d'appel en matière civile et criminelle ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Cette question est à l'étude.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état montrant, 1o Les montants restant à payer, le premier février 1889, pour les subventions en argent accordées aux chemins de fer.

2. Les balances, le premier février 1889, des subventions en terre accordées à certains chemins de fer, converties et non converties en subvention en argent.

3. La balance, le premier février 1889, de la subvention à 35 cts. l'acre lorsque les terres ont été vendues ou payées.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50e Victoria, chapitre 2, pour toute les fins mentionnées dans la préambule du dit chapitre 2, 50e Victoria.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du chapitre 9, 51-52 Vict., concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *David*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les mémoires, papiers documents et correspondances, adressés au gouvernement ou à quelqu'un de ses membres par quelques Sauvages de la tribu des Hurons de Lorette, à propos des réclamations et des droits de cette tribu sur certains terrains compris dans les seigneuries formant partie des biens des Jésuites.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill amendant la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure des amendements faits en comité de toute la Chambre au bill pour amender la loi électorale, étant lu ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Trudel*, Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant l'admission de M. *Joseph Edmond Gustave Lemieux* à l'étude de l'art dentaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Institut des Frères de *Saint-Gabriel* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene (L'Islet)*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine* et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la succession de feu *John Ogilvie* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant la succession de feu *John Ogilvie*," la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de Dame *Emilie Henriette Hélène Taché* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu maintenant la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de Dame *Emilie Henriette Hélène Taché* ; " la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Matane* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Nord Central* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. *Pelletier* fait rapport :

“ Que le député de *Terrebonne* s'étant assis après avoir parlé et l'honorable Premier ministre s'étant levé pour parler, le député de *Terrebonne* a demandé la parole, disant qu'il s'était assis parcequ'il avait posé une question au député de *Champlain*.

Que lui, (le président) a décidé que le député de *Terrebonne* s'étant assis, avait perdu le droit de reprendre la parole et qu'appel a été fait de cette décision.”

M. l'Orateur maintient la décision du président du comité.

Alors la Chambre se remet en comité sur le dit bill (constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du *Nord Central*), et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pelletier* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits au bill pour amender la loi électorale.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

*Jeudi, 7 février 1889.*

M. *Robidoux* propose sous forme d'amendement, secondé par M. *Dechene* (*l'Islet*), que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en remplaçant le paragraphe 4 de la clause 2 par le suivant :

“ 4. Sauf les maîtres de postes, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui occupent une position permanente et salariée sous les gouvernements de la puissance du *Canada* ou de cette province.”

Et un débat s'en suit ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain,

*Jeudi, 7 Février 1889.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Hall*,—la pétition de l'Association des Compagnies canadiennes d'assurance contre le feu.

Par M. *Poupore*,—la pétition du conseil municipal du village de *Portage du Fort*.

M. Lareau, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant la loi 47 Vict., ch. 90 et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de *Ste. Cunégonde*, auquel il a fait certains amendements qu'ils soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Aussi, le bill autorisant l'admission d'*Albert Edouard LeCavalier*, dans le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Quebec* et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendements.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De Dame *Charlotte Odile Taché* ; demandant une loi confirmant et ratifiant la vente de certains biens provenant de la succession de feu *Louis Taché*.

De *J. O. Dion* ; demandant une loi ratifiant et confirmant la vente d'une propriété appartenant à la substitution créée par la donation entre-vifs de *Marie Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte et uxore*.

De *Osborne B. C. Richardson* et autres ; demandant un acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer et de navigation du *Lac St. François*.

Du conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, comté d'*Hochelaga* ; demandant une loi les autorisant à prélever des taux de payage sur un quai situé dans la dite paroisse.

Quant à la pétition du recteur et des syndics de l'église *St. Thomas* en la cité de *Montréal* ; demandant une loi les autorisant à vendre certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*, votre comité a constaté que les avis n'avaient pas été publiés ; mais comme les pétitionnaires sont les seules parties intéressées, votre comité désire recommander la suspension de la 51<sup>e</sup> règle de cette honorable Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de l'*Est*, auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

*Ordonné*, Que la pétition du conseil municipal du village du *Portage du Fort*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue et que la 49<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant un acte pour mieux définir les limites du dit village.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un bill autorisant le recteur et les syndics de l'église *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaine propriété à eux léguée par feu *Thomas Molson*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un bill autorisant le conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, à prélever certains droits de quaiage.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



*Ordonné*, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer et de navigation du *Lac Saint-François*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant les commissions des employés publics," sans amendement.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Duplessis,—Monsieur Joseph Chevalier, de la cité des *Trois Rivières*, a-t-il quelq'emploi du gouvernement ? Si oui, quelle est la nature de ses fonctions ? Depuis quand et en remplacement de qui a-t-il été nommé ? Quel était son salaire lors de sa nomination et quel est-il aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. Joseph Chevalier est guichetier de la prison des *Trois-Rivières*, depuis le premier juillet 1887, à \$1.00 par jour. Il a remplacé J. Adair.

Par M. Duplessis,—Monsieur Georges Robitaille, de la cité des *Trois-Rivières*, a-t-il quelq'emploi du gouvernement ? Si oui, qu'elle est la nature de ses fonctions ? Depuis quand et en remplacement de qui a-t-il été nommé ? Quel était son salaire lors de sa nomination et quel est-il aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Georges Robitaille est guichetier de la prison des *Trois-Rivières* depuis le premier octobre, 1887, à \$1.00 par jour. Il a remplacé P. Belle Isle.

Par M. Duplessis,—Monsieur Onésime Dumont, de la cité des *Trois-Rivières*, a-t-il quelq'emploi du gouvernement ? Si oui, quelle est la nature de ses fonctions ? Depuis quand et en remplacement de qui a-t-il été nommé ? Quel était son salaire lors de sa nomination et quel est-il aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Onésime Dumont, Cyprien Thibault et Charles Ferron ont été nommés le 10 janvier 1888, gardiens de la prison des *Trois-Rivières*, à \$1.00 par jour chacun. Ces gardiens ont été nommés par suite du transfert d'un bon nombre de prisonniers de la prison de *Montréal*, à celle des *Trois-Rivières*, transfert qui se fait encore de temps à autre, vu l'encombrement continuel de la prison de *Montréal*.

Les gardiens de la prison de *Montréal* et de celle de *Québec*, reçoivent \$1.80 par jour.

Par M. Duplessis,—Monsieur Cyprien Thibault, de la cité des *Trois Rivières*, a-t-il quelq'emploi du gouvernement ? Si oui, quelle est la nature de ses fonctions ? Depuis quand et en remplacement de qui a-t-il été nommé ? Quel était son salaire lors de sa nomination et quel est-il aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Même réponse qu'à l'interpellation précédente.

Par M. Duplessis,—Monsieur Charles Ferron, de la cité des *Trois-Rivières*, a-t-il quelq'emploi du gouvernement ? Si oui, quelle est la nature de ses fonctions ? Depuis quand et en remplacement de qui a-t-il été nommé ? Quel était son salaire lors de sa nomination et quel est-il aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Même réponse qu'à l'interpellation précédente.

Par M. Desjardins,—Quel est le montant reçu par le département des terres de la Couronne pour les coupes de bois vendues à l'enchère le 17 octobre 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—La vente faite le 17 octobre 1888 a produit la somme de \$146,015.49. La majeure partie du prix des locations a été payée le jour même de la vente, et 28½ par cent sur le prix d'achat de ces coupes de bois ont déjà été versés au département des terres de la Couronne sur celles non payées en plein; moins toutefois la location adjugée à MM. *Brennan* et *Tierney* pour la somme de \$5,160 sur laquelle rien n'a encore été payé; le département a pris les mesures nécessaires pour assurer le plein paiement de ce qui reste dû.

Par M. *Casgrain*,—De quelle manière et dans quels journaux ou papiers-nouvelles, les soumissions pour l'approvisionnement du combustible pour le Palais du district de *Quebec*, pour l'Hôtel du Parlement et les départements, ont elles été demandées?

Si telles soumissions n'ont pas été demandées par la voix des papiers-nouvelles, à quelles personnes ont elles été demandées?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Il n'a pas été demandé de soumissions par la voie des journaux.

Les soumissions pour bois de chauffage ont été demandées à M. *Léon Lainé* et à MM. *Laurence* et *Broomer*.

Les soumissions pour charbon ont été demandées à MM. *Gingras* et Cie., et à MM. *Webster* et Cie.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour 1. copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (Rive Sud) depuis un an.

2. Copie de toutes requêtes et de toutes correspondances, depuis la même date, au sujet de ces travaux ou du dit chemin. (*Documents de la session, No. 80.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour copie de toutes correspondances, requêtes et autres documents se rapportant au macadamisage du chemin de *Beaumont*, comté de *Bellechasse*, ainsi que rapport sur les travaux faits et à faire. (*Documents de la session, No. 81.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 février 1889, pour copie de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et l'honorable Premier ministre de la province de *Québec*, le priant d'attirer l'attention des cultivateurs sur l'importante industrie qui existe aujourd'hui en *Suède*, et qui consiste à extraire de l'huile, de la thérébentine, du créosote, des acides acétiques produits par l'épuration de l'acide pyroligneux extrait des bois par carbonisation des charbons de bois, du goudron, des bois de déchet, tels que souches, racines, etc. (*Documents de la session, No. 82.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 6 février 1889, pour copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du chapitre 9, 51-52 Vict., concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette. (*Documents de la session, No. 83.*)

Sur motion de M. *Picard*, secondé par M. *McIntosh*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Etat indiquant par numéros et rangs, tous les lots octroyés par lettres patentes, en l'année 1878 et 1879 dans les townships de *Marston*, *Hampden* et *Di'non*, pour le bénéfice, soit d'une compagnie d'Ecosse "*The Glasgow Colonization Land and Timber Company, (Limited)*," ou soit d'un nommé *Aneas McMaster*, représentant la dite compagnie, avec mention du nombre de patentes pour tels octrois, de la date de leur émission et du nombre total d'acres de terre ainsi octroyés.

2. Copie de tous les rapports et certificats d'agents ou autres officiers du département des terres, au sujet de la question de l'accomplissement des conditions d'établissement.

3. Copies de toutes décisions du commissaire des terres touchant cette dernière question et toutes correspondances au sujet de la concession de ces lots ; ainsi que de tous ordres en conseil s'y rapportant.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de toutes correspondances, lettres et dépêches télégraphiques échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et *Godfroy Lassalle*, écr., percepteur du revenu de la province, de la cité des *Trois-Rivières* et *L. P. Guillet*, écr., avocat, de la même cité, relativement à l'affaire de *Hubert Dessureault*, cultivateur de la paroisse de *Sainte-Anne de la Pérade*, requérant en *mandamus*, et *Godfroy Lassalle*, écr., percepteur du revenu de la province, pour le district des *Trois-Rivières*, intimé, tant en première instance qu'en appel.

2. Copie de toutes demandes, requêtes, protêts adressés au gouvernement ou à aucun de ses membres de la part des susdits *Godfroy Lassalle* et *L. P. Guillet*, au sujet de l'émission du dit bref de *mandamus* et du jugement rendu sur icelui.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes payées par le gouvernement de la province de *Québec* et l'Assemblée législative de la province de *Québec* à *Achille Carrier*, avocat de *Québec*, depuis le premier février 1887, constatant la date de chaque paiement et la nature et la date de l'ouvrage pour lequel chacun de ces paiements a été fait.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des états et rapports faits par les commissaires des chemins à barrières à *Montréal*, pour les six mois terminés respectivement le 30 juin 1887, le 30 décembre 1887, le 30 juin 1888 et le 30 décembre 1888.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les arrêtés du conseil, rendus au sujet du tarif ou des tarifs à être suivis devant les magistrats de district ou la cour des magistrats de district.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé hier, à la motion portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans l'amendement proposé au bill pour amender la loi électorale,—et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant le paragraphe 4 de la clause 2 par le suivant :

" 4. Sauf les maîtres de postes, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui occupent une position permanente et salariée sous les gouvernements de la Puissance du *Canada* ou de cette province."

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre du jour pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Un bill autorisant l'admission de *Joseph Edmond Gustave Lemieux*, de la cité de *Québec*, à l'étude de l'art dentaire, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont Neuf de *St. Hyacinthe* et les actes qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Nord Central* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement, proposé hier, à la motion portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans l'amendement proposé au bill pour amender la loi électorale,—et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant le paragraphe 4 de la clause 2 par le suivant :

" 4. Sauf les maîtres de postes, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui occupent une position permanente et salariée sous les gouvernements de la Puissance du *Canada* ou de cette province."

Et le débat se continuant.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lafontaine*,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

---

Vendredi, 8 Février 1889.

M. Lareau, du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Bill amendant la charte de la cité de *Sherbrooke*.

Bill détachant du canton de *Stanbridge* un certain territoire et l'érigeant séparément sous le nom de la municipalité de *Stanbridge Station*.

Bill confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*.

Bill autorisant l'aliénation de certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville*.

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la Société *Saint-Jean-Baptiste* de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Quebec*, et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Quant au bill amendant la charte de la cité de *Sherbrooke* et au bill concernant l'érection civile de la paroisse de *Saint-Louis de Montréal* (référé de nouveau au comité des bills privés,) votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que les promoteurs de ces dits bills ne désirent pas procéder davantage sur ces mesures et de recommander qu'il leur soit permis de les retirer, et que les honoraires payés entre les mains du comptable de l'Assemblée législative leur soient remis, moins les frais encourus pour la traduction et l'impression des dits bills.

Votre comité recommande aussi que le bill amendant la charte de la cité de *Sherbrooke*, ci-dessus mentionné, soit imprimé de nouveau pour l'usage des membres de cette honorable Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

*Ordonné*, Que M. *David* ait la permission de présenter un bill amendant le code de procédure civile relativement aux matières sommaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Dechene (l'Islet)*, ait la permission de présenter un bill pour amender la loi concernant les Sociétés de bâtisses.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Beauchamp* ait la permission de présenter un bill amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Poupore* ait la permission de présenter un bill pour mieux définir les limites de la municipalité du *Portage du Fort* et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Rhodes*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une certaine résolution accompagnant le bill concernant les concours régionaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole.

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions accompagnant le bill relatif à la compilation des statistiques de naissances, mariages et causes de décès de l'état civil.

L'honorable M. *Gagnon*, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 janvier 1889, pour copie de la résolution passée à une session générale du Conseil municipal du comté de *Bellechasse*, tenue à *St-Michel* le 12 décembre 1888, concluant à ce que le gouvernement vienne en aide aux colons pauvres de *St-Nérée*, de *St-Damien*, de *St-Cajetan d'Armagh*, de *Mailloux*, de *St-Magloire* et de *Buckland*, en leur accordant également les argents destinés à la colonisation et aux travaux publics ordinairement employés à la réparation des chemins, pour être employés à acheter des grains de semence. (*Documents de la session*, No. 84.)

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,

*Résolu*, Que l'ordre de cette Chambre, du 12 juillet 1888, ordonnant l'impression du document No. 13, de la session 1888, soit annulé, et que ce document soit considéré comme non avenu, attendu qu'il est incomplet.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender et refondre la loi des mines ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit retiré.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire des incendies, dans la cité de *Montréal* ;

L'honorable M. *Turcotte* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera, de temps à autre, une personne compétente pour remplir la charge de secrétaire du commissaire des incendies de la cité de *Montréal*.

*Résolu*, 2. Que, à partir du premier jour de mars 1889, le commissaire des incendies de la cité de *Montréal* aura droit à un traitement de trois mille piastres, qui sera divisé également entre les titulaires de cette charge, aussi longtemps qu'elle sera occupée par plus d'une personne, et qui sera payé par la corporation de la cité de *Montréal* par paiements égaux et mensuels.

En outre de ce traitement, ce commissaire aura droit de recevoir de la dite corporation la somme de deux cents piastres, par an, pour les dépenses contingentes de son bureau, pour achat de papeterie, louage de voitures et dépenses incidentes, y compris le coût de mandats ainsi que de *subpenas*.

*Résolu*, 3. Que le traitement du secrétaire du dit commissaire des incendies sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil à une somme n'excédant pas sept cents piastres par an, et payable par la corporation de la cité de *Montréal* en paiements égaux et mensuels.

*Résolu*, 4. Que la corporation de la cité de *Montréal* aura droit de recouvrer des compagnies d'assurance contre le feu, faisant affaires dans la dite cité, les deux tiers des montants par elle ainsi payés, en vertu des résolutions précédentes, d'après le mode et aux époques qui pourront être déterminés par un règlement adopté dans ce but, et d'établir la proportion à être payée par chacune de ces compagnies d'assurance contre le feu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Pilon* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Pilon* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera, de temps à autre, une personne compétente pour remplir la charge de secrétaire du commissaire des incendies de la cité de *Montréal*.

*Résolu*, 2. Que, à partir du premier jour de mars 1889, le commissaire des incendies de la cité de *Montréal* aura droit à un traitement de trois mille piastres, qui sera divisé également entre les titulaires de cette charge, aussi longtemps qu'elle sera occupée par plus d'une personne, et qui sera payé par la corporation de la cité de *Montréal* par paiements égaux et mensuels.

En outre de ce traitement, ce commissaire aura droit de recevoir de la dite corporation la somme de deux cents piastres, par an, pour les dépenses contingentes de son bureau, pour achat de papeterie, louage de voitures et dépenses incidentes, y compris le coût de mandats ainsi que de *subpœnas*.

*Résolu*, 3. Que le traitement du secrétaire du dit commissaire des incendies sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil à une somme n'excédant pas sept cents piastres par an, et payable par la corporation de la cité de *Montréal* en paiements égaux et mensuels.

*Résolu*, 4. Que la corporation de *Montréal* aura droit de recevoir des compagnies d'assurance contre le feu, faisant affaires dans la dite cité, les deux tiers des montants par elle ainsi payés, en vertu des résolutions précédentes, d'après le mode et aux époques qui pourront être déterminés par un règlement adopté dans ce but, et d'établir la proportion à être payée par chacune de ces compagnies d'assurance contre le feu.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi des élections contestées de *Québec*, étant lu ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Turcotte*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution relative aux registres de l'état civil ;

L'honorable M. *Gagnon* informe alors la Chambre, que son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que des registres, paraphés pour inscrire les actes de l'état civil, seront fournis à l'avenir par le Secrétaire de la province, sur demande qui lui en sera faite par le curé, le vicaire, le prêtre ou le ministre, desservant une église, chapelle ou mission, congrégation ou société religieuse, légalement autorisée à tenir tels registres, ou par tout autre fonctionnaire possédant ce pouvoir, et que le coût en sera payé à même le fonds consolidé du revenu provincial.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que des registres, paraphés pour y inscrire les actes de l'état civil, seront fournis à l'avenir par le Secrétaire de la province, sur demande qui lui en sera faite par le curé, le vicaire, le prêtre ou le ministre, desservant une église, chapelle ou mission, congrégation ou société religieuse, légalement autorisée à tenir tels registres, ou par tout autre fonctionnaire possédant ce pouvoir, et que le coût en sera payé à même le fonds consolidé du revenu provincial.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Le bill pour amender certains articles du Code civil relatifs aux registres de l'état civil est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant le Barreau de la province de *Québec* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte permettant au ministre de la justice du Canada de comparaître devant les tribunaux de cette province, et amendant la loi du barreau à cette fin."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant les pêcheries provinciales ;



L'honorable M. Duhamel propose, secondé par l'honorable M. Gagnon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Nord Central* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant les pêcheries provinciales ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender les articles 1973 et 2010 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relatifs à l'instruction publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi de l'instruction publique."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 11 Février 1889.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De l'Association des compagnies d'assurances canadiennes contre le feu (*Canadian Fire Underwriter Association*), demandant que le traitement du commissaire des incendies pour la cité de Montréal, ne soit pas augmenté et pour d'autres fins.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte à l'effet de réduire le capital actions de la Compagnie d'entrepôt de *Québec*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Rhodes*, secondé par l'honorable M. *Mercier*.

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte à l'effet de réduire le capital actions de la Compagnie d'entrepôt de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois,—et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill pour amender la loi électorale de *Québec*, en augmentant les droits de suffrage, et pour amender le Code municipal, en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Sylvestre* ait la permission de présenter un bill amendant la loi de la chasse de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Flynn* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 2407 des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un bill pour amender les codes civil et de procédure civile et ajouter de nouvelles dispositions à ces codes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 2451, 2452, 2453 des Statuts refondus, concernant la juridiction de la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 943 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relatif aux encanteurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du *Nord Central* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Pelletier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Nantel* propose comme amendement, secondé par M. *Casgrain*,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre pour être amendé, en ajoutant à la clause 3<sup>ème</sup> les mots suivants : "la dite ligne devant être localisée à une distance de cinquante milles au moins, au nord de toute ligne de chemin de fer projetée et à laquelle une charte a déjà été accordée."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Nantel*, propose sous forme d'amendement, secondé par M. *Casgrain*—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender comme suit :

1. En retranchant de la clause 3<sup>ème</sup> les mots "jusqu'au point situé sur la rive nord de la rivière *Ottawa*, à l'ouest de la rivière *Maganassipi*," pour les remplacer par les suivants : "sur la rive nord de la rivière *Saint-Maurice*, près des *Grandes Piles*, dans le comté de *Champlain*."

2. En ajoutant après la quatrième clause les mots suivants : "La majorité des directeurs de la compagnie devra de plus être, en tout temps, composée de résidents en *Canada* et sujets de Sa Majesté, par naissance ou par naturalisation."

3. En retranchant la clause huitième du dit bill.

4. En ajoutant à la clause 10 le paragraphe suivant :

Il devra être souscrit dix pour cent sur le capital ci-dessus dans les six mois suivant la sanction de la présente loi, et le souscripteur devra payer, sur toute action ainsi souscrite, au moins dix pour cent dans les six mois après la souscription de chaque telle action.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon.—15.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Poupore,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rochelleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>David,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte.—27</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Rinfret,</i>	

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la *Péninsule* et de *Gaspé*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. *Flynn* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Taillon*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de biffer le mot "huit" dans la section 19 de ce bill et de le remplacer par le mot "cinq."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon.</i> —15.
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Poupore,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte.</i> —26.
<i>Dunais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de l'Est ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalité distincte "la municipalité de *Stanbridge Station*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte détachant du canton de *Stanbridge* un certain territoire et l'érigeant séparément sous le nom de " la municipalité de *Stanbridge Station*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à Sieur *Philippe Richard* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *McShane* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivant sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill transférant le chef lieu du comté de *Laval*, de *Sainte-Rose*, au *Pont-Viau*, pour les fins d'enregistrement et autres.

Bill constituant en corporation " *The Montreal Safe Deposit Company*,"

Et bill autorisant le Barreau de la province de *Quebec*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de *Notre-Dame des Neiges* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi 47 Vict., chap. 90, et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de *Sainte-Cunégonde* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant l'admission d'*Albert Edmond Lecavalier*, dans le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Quebec* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le gouvernement se propose-t-il d'attirer l'attention de qui de droit sur le procès des deux frères *LeBourdais*, canadiens-français de la province de Québec, qui a eu lieu à *Liverpool* en Angleterre, ainsi que sur la sentence qui les a condamnés ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Non, cette affaire regarde les autorités fédérales ; mais quelques uns des ministres actuels ont signé une pétition en faveur des deux frères *LeBourdais*.

Par M. *Desjardins*.—Quelle somme le gouvernement a-t-il reçue, depuis le premier juillet 1888 jusqu'au premier février 1889, pour arrérages de taxes sur les corporations commerciales, à la date du 30 juin 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—\$3,944.00,

Par M. *Desjardins*.—Quel est le montant payé, depuis le premier de juillet 1888 jusqu'au premier février 1889, à compte des balances restant à payer le 30 juin 1888, pour subventions en argent et subventions en terres converties en argent, aux compagnies de chemins de fer mentionnées dans l'état No. 7½, annexé aux comptes publics de la Province pour l'exercice terminé le 30 juin 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Etat des montants payés depuis le 1er juillet 1888 jusqu'au 1er février 1889, à compte des balances restant à payer le 30 juin 1888 pour subventions en argent et subventions en terres, converties en argent aux compagnies de chemins de fer mentionnées dans l'état No. 7½, annexé aux comptes publics de la Province pour l'exercice terminé le 30 juin 1888.

		Montants payés pour subventions en terres con- verties en ar- gent.	
1	Baie des Chaleurs.....	\$ 139,500 00	
2	do do .....	41,454 00	
3	Montréal & Lac Maskinongé.....	\$ 180,954 00	
4	Québec, Montmorency & Charlevoix.....	14,000 00	
	Total des montants payés pour subventions en terres converties en argent, depuis le 1er juillet 1888 jusqu'au 1er février 1889.....	28,000 00	
	Total rapporté du bas de la page 195 des procès-verbaux de l'Assemblée Législative, en date du 5 février 1889.....	\$ 222,954 00	
	A déduire les montants additionnés des 1er, 3ème et 4ème items ci-dessus, vu qu'ils font déjà partie des subventions en terres, accordées par les Actes 45 Victoria, chap. 23, et 49-50 Victoria, chap. 77.....		\$ 940,428 85
	Somme totale payée jusqu'au 1er février 1889, en vertu du chap. 91, 51-52 Vict., relatif aux subventions des chemins de fer.....		181,500 00
			\$ 758,928 85
	RECAPITULATION :		
	Total des montants payés pour subventions en terres, converties en argent, depuis le 1er juillet 1888 jusqu'au 1er février 1889, en vertu des actes 45 Vict., chap. 77, ainsi qu'indiqué dans la 1ère colonne ci-dessus.....		222,954 00
	Total des montants payés pour subventions en argent et subventions en terres, converties en argent, depuis le 1er de juillet 1888 jusqu'au 1er février 1889, en vertu de l'acte 51-52 Vict., chap. 91.....		758,928 85
	Grand total.....		\$ 981,882 85

Par l'honorable M. *Lynch*,—*Michel Auger*, ex M. P., est-il employé par le gouvernement de cette province ; et, si oui, depuis quelle date, à quel titre, et quel est son traitement ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—M. *Michel Auger*, est employé temporairement dans l'agence *Saint-Charles*, afin de s'enquérir des coupes de bois faites sur des lots tenus en vertu de billets de vente depuis le 14 janvier dernier, à raison de \$3.00 par jour y compris les frais de transports et autres. Ce service ne doit pas dépasser trois semaines.

Par l'honorable M. *Taillon*,—M. *Longpré*, protonotaire de la cour supérieure, *Montréal*, a-t-il transmis au gouvernement ou à l'un des départements, un état des affaires judiciaires du bureau du protonotaire de *Montréal* pour l'année 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Oui.

Par M. *Duplessis*,—Quel est le dépositaire des vieux meubles meublant les différentes chambres du palais de justice des *Trois-Rivières* ?

Les tapis couvrant les mêmes chambres sont-ils entre les mains du même dépositaire ?

En quel endroit sont déposés ces vieux meubles et tapis ?

Le dépositaire en a-t-il l'usage ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. L'ingénieur du gouvernement a déposé dans une des chambres de l'établissement de la compagnie d'imprimerie de *Trois-Rivières* quelques vieux meubles, savoir : un pupitre, un sofa et quatre chaises, le tout valant à peu près \$25.

2. Non. Ils ont été posés dans d'autres chambres du palais de justice.

Par M. *Duplessis*,—C. J. O. *Legendre*, huissier, de la cité des *Trois-Rivières*, a-t-il quelqu'emploi du gouvernement ? Si oui, quelle est la nature de cet emploi ? Depuis quand et en remplacement de qui a-t-il été nommé ?

Quels sont ses émoluments ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. Oui.

2. Il est gardien des bureaux du gouvernement aux *Trois-Rivières*.

3. Il occupe cet emploi depuis le 15 octobre 1888, en remplacement de *Frank Devine*.

4. Son salaire est de dix piastres par mois ; le même salaire que celui de son prédécesseur.

Par M. *Rocheleau*,—Sur les \$112,000 payées par le gouvernement à la Compagnie du chemin de fer *Montréal et Sorel*, quel montant a été payé à des personnes du comté de *Chambly* :

1. Pour paiement de terrain ou expropriations, par cette compagnie ?

2. Pour gages ou salaires dus par cette compagnie ?

3. A d'autres personnes pour comptes de magasins, épiceries, provisions, etc ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Tous ces renseignements doivent être consignés dans les livres de la compagnie du chemin de fer de *Montréal et Sorel*, et le gouvernement va se mettre immédiatement en communication avec la dite compagnie pour se les procurer. Dans ces circonstances, il vaudrait mieux demander les documents par adresse ou ordre de la Chambre.

Par M. *Duplessis*,—En combien de paiements la somme de \$4,950.00 a-t-elle été payée à la compagnie du chemin de fer *Saint-Laurent et Nord-Ouest*, pour exploration.

A quelle date chacun de ces paiements a-t-il été fait ?

Entre les mains de quelles personnes ces paiements ont-ils été effectués ?

Quelle est la nature de cette exploration ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. En un seul paiement \$4,950.00.

2. Le 9 janvier 1889.

3. A la banque de St. Hyacinthe.

4. Elle consiste dans la localisation de la ligne de chemin de fer projetée et dans la confection des plans et profils.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les noms, lieu de résidence et le salaire de toutes les personnes employées au service de la Chambre pour la présente session.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les noms, lieu de résidence et le salaire des employés surnuméraires dans chaque département pour la présente session.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires de l'Asile de la Providence et de l'Hopital *St. Joseph, des Trois-Rivières*, tous deux pour l'année 1888. (*Documents de la session, No. 30.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, mercredi, le 6 du courant, à la question portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits au bill pour amender la loi électorale ; et lequel amendement comporte,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général avec instruction de l'amender en remplaçant le paragraphe 4 de la clause 2 par le suivant :

" 4. Sauf les maîtres de postes, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, tous les personnes qui occupent une position permanente et salariée sous les gouvernements de la Puissance du *Canada* ou de cette Province."

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. *David* propose comme sous amendement, secondé par M. *Laliberte*, que les mots suivantssoient ajoutés à la fin de la question : " Seront sensés être des personnes occupant une position permanente et salariée aux termes du paragraphe précédant tous ceux qui reçoivent des gages ou émoluments réguliers des départements publics du *Canada* ou de la province, du Parlement fédéral ou de la Législature provinciale ; (les membres du Conseil exécutif de la province et du Conseil privé du *Canada* n'étant point compris parmi ceux qui sont ainsi privés de leur droit de vote. )"

Et un débat s'en suivant,

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

*Mardi, 12 Février 1889.*

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.



Mardi, 12 Février 1889.

M. Lareau, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant la Communauté des Sœurs de Charité de la *Providence* à construire un pont au-dessus de la voie publique, dans la paroisse de la *Longue Pointe*.

Bill amendement l'acte 44-45 Vict., chap. 75, et rappelant l'acte 51-52 Vict., chap. 85, concernant l'incorporation de la ville de *Longueuil*.

Et bill incorporant "*The Second Advent Church of the Province of Québec*."

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendement l'article 1571 du Code civil relatif à la signification des transports de créances et droits d'action.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill amendement la loi des élections contestées de *Québec* étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable Turcotte, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Taillon propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'en retrancher l'article 2.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR .

Messieurs

Baldwin,	Desjardins,	Lynch,	Picard,
Beauchamp,	Duplessis,	Martin (Bonaven-	Poupois,
Blanchet,	Flynn,	ture),	Robertson,
Casgrain,	Hall,	McIntosh,	Spencer et
David,	Lapointe,	Nantel,	Tourigny.—22.
Deschênes (Témis-	LeBlanc,	Owens,	
couata),			

CONTRE :

Messieurs

Bernatchez,	Duhamel,	Lussier,	Robidoux,
Bisson,	Forest,	Mercier,	Rocheleau,
Bourbonnais,	Girouard	Morin,	Rochon,
Boyer,	Gladu,	Murphy,	Sheyn,
Cameron,	Laiberté,	Pelletier,	Sylvestre,
Cardin,	Lareau,	Pilon,	Tessier,
Champagne,	Lemieux,	Rhodes,	Trudel et
Dechene (l'Islet),	Legris,	Rinfret,	Turcotte.—33.
Dumais,			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire d'incendies, dans la cité de *Montréal*, étant lu ;

Et le question était mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire d'incendies, dans la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill érigeant en municipalité séparée la partie nord-ouest de la municipalité du village de la *Côte des Neiges* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Deschênes (Temiscouata)* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Fergus Murghy*, au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la vente de certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil,

et M. *Bourbonnais* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant à hypothéquer certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill concernant certains arrangements entre *Louis Carle* et *Joseph Louis Carle*.

Et bill du Conseil législatif, intitulé : " Acté à l'effet de réduire le capital actions de la Compagnie d'entrepôt de *Québec*."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant les pêcheries provinciales ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte nommant les membres du Conseil législatif juges de paix *ex-officio* " est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette. (51-52 Victoria, chapitre 9) ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret* dit *Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi des manufactures de *Québec* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de *Quebec* ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. *Flynn*,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 13 Février 1889.*

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel.—19.</i>
<i>conata.)</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochelau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>David,</i>			

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene (l'Islet,)</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>David,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel.—19.</i>
<i>couata),</i>			

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en, conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

 Mercredi, 13 Février.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Lafontaine*,—la pétition de Messieurs *Barnard* et *Barnard* et autres, avocats, de la cité de *Montréal*,—et la pétition de *N. Sévigny* et autres, hussiers du district de *Montréal*.

Par M. *Hall*,—la pétition de l'Université du Collège *McGill*.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de *Nicolet*.

Bill pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée* de *Joliette*, dans le diocèse de *Montréal*.

Bill constituant en corporation l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Québec* et amendant les articles 1903 et 2281, titre V, des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que les promoteurs du bill concernant le village de la Côte *Saint Antoine*, de *Montréal*, ne désirent pas procéder davantage sur cette mesure ; en conséquence votre comité recommande qu'il leur soit permis de retirer leur bill, et que le dépôt fait entre les mains du comptable de l'Assemblée Législative leur soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

*Ordonné*, Que la pétition de l'Université du Collège *McGill*, présentée aujourd'hui soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant certains privilèges et contredisant certaines allégations de la requête du conseil général du Barreau de la province de *Québec*.

*Ordonné*, Que la dite pétition soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre et qu'elle soit annexée aux Journaux de cette Chambre comme appendice.—(*Voir appendice B.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union *Saint Vincent* de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte amendant les actes concernant la Compagnie de gaz de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little* et leur remplacement."

Bill intitulé : " Acte autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Lawrence Lynch*, au nombre de ses membres."

Et bill intitulé : " Acte amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 162, des Statuts du Parlement de l'ex-province du *Canada*, constituant en corporation le " Collège congrégationnel de l'*Amérique Britannique* du Nord."

*Ordonné*, Que M. *Cameron* ait la permission de présenter un bill amendant les articles 1903 et 2281 des Statuts refondus de la province de *Québec*, concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Cameron* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 186 des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Duplessis* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 844 des Statuts refondus de la province de *Québec* (1888).

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain,

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Casgrain, — 1. A quelle date M. Longpré a-t-il été nommé protonotaire à Montréal.

2. A quelle date est-il entré en fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte, — Monsieur Longpré a d'abord été nommé protonotaire, à Montréal, le 17 juillet 1887, et il est entré en charge de suite.

2. Sa commission a été renouvelée le 17 juillet 1888, à la suite des remaniements nécessités par la mise en force de l'acte relatif aux officiers de justice, 51-52, Vict., chap. 21, passé à la dernière session.

Par M. Lareau, — 1. S. John Remington est-il à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2. Si oui, dans quel département et quel est son traitement ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel, — M. S. J. Remington a été nommé garde forestier, le 16 juillet dernier, pour l'agence du St-Maurice. Son traitement est de \$3.00 par jour, y compris les frais de voyage durant le temps où il agit en cette dite qualité.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de la correspondance entre l'Association du barreau du district de Beauce et le gouvernement, au sujet du remboursement des droits payés aux officiers de justice, en vertu de l'acte 43-44 Vict., chap. 9, s. 9.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée, à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Deschênes (Témiscouata),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — 1. Un état indiquant quelle partie de la réserve forestière, abolie l'année dernière, a été arpentée depuis le 12 juillet dernier.

2. Dans quels districts ont été faits ces arpentages.

3. Combien de lots ont été vendus de ces nouveaux arpentages depuis cette date.

Sur motion de l'honorable M. Lynch, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de toute correspondance échangée entre le département de l'agriculture et toute autre personne au sujet des produits de la laiterie dans cette province.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Lareau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — 1. Un état approximatif de la quantité d'acres de terres de la couronne sous licences comme limites à bois.

2. La quantité de lots non vendus, arpentés pour fins de colonisation.

3. Combien de lots concédés pour colonisation depuis 1867, et combien de ces lots, concédés depuis 1867, ont été patentés.

4. Combien y a-t-il de cantons arpentés et subdivisés en lots de ferme pour colonisation, dans lesquels respectivement le nombre des lots concédés pour colonisation est moindre de cent, ainsi que les noms de ces cantons, et la quantité de lots contenus dans chacun d'eux.

Sur motion de M. *Picard*, secondé par M. *McIntosh*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de tous rapports fait par les officiers du département d'agriculture et de colonisation ou toutes autres personnes, sur les chemins de colonisation dans les comtés de *Richmond* et *Wolfe* ; ainsi que copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement ou quelqu'un de ses membres ou les officiers du département, depuis le 1er février, 1887, jusqu'au 31 janvier, 1889, soit pour demandes d'argents pour chemins de colonisation et ponts ou soit pour la distribution de ces mêmes argents.

2. Une liste des chemins sur lesquels des octrois ont été accordés, avec mention du canton et du comté où se trouvent ces chemins, aussi des sommes dépensées sur chaque chemin pour chacune des deux années fiscales 1887 et 1888.

3. Les noms des conducteurs des travaux et par qui recommandés, et enfin tous autres détails se rapportant à ce sujet.

4. Une liste des requêtes demandant de l'aide pour chemins de colonisation, avec indication des chemins y mentionnés et les noms des principaux signataires.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute requête demandant de l'aide pour un certain nombre d'habitants de *St-Esprit* et de *St-Alexis*, comté de *Montcalm*, en considération des dommages que leur a causés l'ouragan qui a passé sur ces paroisses en juillet 1888 ; aussi, copie de toute correspondance à ce sujet.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout ordre en Conseil, pétition de droit, correspondances et documents généralement quelconques, se rapportant à la réclamation de M. *Louis Bilodeau*, ès-qualité, vs la Reine.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Champagne*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du premier rapport annuel de *J. B. Charleson*, en date du 15 décembre dernier, sur les opérations forestières de 1887-88.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par M. *Robertson*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. *Longpré*, protonotaire de la Cour Supérieure, *Montréal*, sur les affaires judiciaires de son bureau, pour l'année 1888.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu copie du jugement prononcé en vertu de l'acte des élections contestées de *Quebec* 1875 et ses amendements, dans l'affaire de l'élection contestée pour le district électoral de *Montmorency*.

Et le dit jugement est lu ; et il est ordonné qu'il soit entré dans les Journaux de cette Chambre comme suit :



CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC 1875  
ET AMENDEMENTS.

No. 62.

Le sixième jour de février mil huit cent quatre-vingt neuf.

Présent :

L'Honorable Juge L. B. CARON.

Joseph Pouliot, pilote, de la paroisse de St. Jean, en l'Isle d'Orléans, dans le comté de Montmorency, et ci-devant maire de la corporation de la dite paroisse,

Pétitionnaire ;

et

Louis Georges Desjardins, de la ville de Lévis, journaliste,

Défendeur.

La Cour, vu l'admission du pétitionnaire en la présente cause, maintient les objections préliminaires filées en cette cause et renvoie la pétition d'élection chaque partie payant ses frais.

(Vraie Copie.) Fiset, Burroughs et Campbell.

P. C. S.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la 19<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement l'acte 44-45 Victoria, chapitre 75 et abrogeant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 85, concernant l'incorporation de la ville de Longueuil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation "The Second Advent Church of the Province of Quebec" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baldwin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill autorisant le Recteur et les Syndics de l'église *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaine propriété à eux léguée par feu *Thomas Molson*.

Et bill autorisant le conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* à prélever certains droits de quaiage.

Le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer et de navigation du *Lac Saint-François* est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies de minières et manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la Communauté des Sœurs de charité de la Providence, à construire un pont au dessus de la voie publique dans la paroisse de la *Longue-Pointe* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Deschênes (Témiscouata)* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 5 juillet 1888 pour : 1. Copie de toute correspondance échangée, depuis 1885 inclusivement, entre le gouvernement, le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, ou le commissaire de l'agriculture et de la colonisation, et le conseil municipal de la municipalité de *Saint-Pierre de la Malbaie* No. 1. (*Barachois de la Malbaie*,) le député du comté ou toute autre personne, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière dite "*Barachois*."

2. Copie de toutes requêtes et de toutes résolutions du dit conseil adressées au gouvernement sur le même sujet. (*Documents de la session, No. 86.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour : 1. Copie de toutes correspondances, lettres, instructions, au sujet de la confection du cadastre par M. *Petrus Gauthreau*, des cantons de *Malbaie, Douglas* et *York*, ou aucune autre partie du comté de *Gaspé*, depuis le 20 janvier dernier.

2. Copie de tout rapport d'inspection ou vérification du dit cadastre.

3. Etat des sommes payées jusqu'à ce jour tant pour les travaux du dit cadastre, que pour frais d'inspection et vérification, avec indication du montant qui pourra encore être payable pour ces fins. (*Documents de la session, No. 87.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1889, pour copie de tous rapports faits par le Dr *de Martigny*, ou autres inspecteurs des prisons, etc., sur l'Asile de *Belmont*, depuis le 1er janvier 1887 jusqu'à ce jour inclusivement, 18 janvier 1889. (*Documents de la session, No. 88.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 21 janvier 1889, demandant copie de tout arrêté en conseil, ou toute dépêche chargeant l'honorable M. *Langelier* d'occuper dans la contestation soulevée au sujet de la construction de certains chemins de fer dans le *Manitoba* ; de toute correspondance entre le gouvernement et l'honorable M. *Langelier*, au sujet de cette affaire ; aussi de tout mémoire, factum, et

toutes écritures généralement produits par l'honorable M. *Langelier* dans la dite affaire ; et de plus, copie du compte produit par l'honorable M. *Langelier* pour ses honoraires. (*Documents de la session, No. 89a.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour copie de tous rapports d'inspection ou vérification du cadastre des *Isles de la Madeleine*, de toute correspondance à ce sujet, avec un état des dépenses payées ou payables pour telle inspection ou vérification. (*Documents de la session, No. 90.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1889, pour un état montrant, 1. Les montants restant à payer le premier février 1889, pour les subventions en argent accordées aux chemins de fer.

2. Les balances, le premier février 1889, des subventions en terres accordées à certains chemins de fer, converties et non converties en subvention en argent.

3. La balance, le premier février 1889, de la subvention à 35 cts, l'acre lorsque les terres ont été vendues ou payées. (*Documents de la session, No. 91.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 février, 1889, demandant copie de tous les arrêtés du conseil rendus au sujet du tarif ou des tarifs à être suivis devant les magistrats de district ou la cour des magistrats de district. (*Documents de la session, No. 92.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé lundi, le 11 du courant à la motion portant,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits aux bill pour amender la loi électorale ;

Lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "le dit bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant le paragraphe 4 de la clause 2 par le suivant :

"4. Sauf les maîtres de postes, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui occupent une position permanente et salariée sous les gouvernements de la Puissance du *Canada* ou de cette Province."

Et lequel sous-amendement était,—Que les mots "Seront sensés être des personnes occupant une position permanente et salariée aux termes du paragraphe précédant, tous ceux qui reçoivent des gages ou émoluments réguliers des départements publics du *Canada* ou de la province, du Parlement fédéral ou de la Législature provinciale ; (les membres du Conseil Exécutif de la province et du Conseil Privé du *Canada* n'étant point compris parmi ceux qui sont ainsi privés de leur droit de vote,)" soient ajoutés à la fin du dit amendement.

Et le la question étant mise aux voix,—Que ces mots soient ajoutés, la Chambre se divise ; et les noms sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernatchez,*  
*Bisson,*  
*Cameron,*  
*Cardin,*  
*Champagne,*  
*David,*  
*Dechene (l'Islet),*  
*Dumais,*

*Duhamel,*  
*Forest,*  
*Gagnon,*  
*Girouard,*  
*Gladu,*  
*Lafontaine,*  
*Laliberté,*  
*Legris,*

*McShane,*  
*Martin (Rimouski),*  
*Mercier,*  
*Morin,*  
*Murphy,*  
*Pelletier,*  
*Pilon,*  
*Rinfret,*

*Robidoux,*  
*Rocheleau,*  
*Rochon,*  
*Shekyn,*  
*Sylvestre,*  
*Tessier,*  
*Trudel et*  
*Turcotte.—32.*

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>F'ynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—24.</i>
<i>couata,)</i>	<i>LeBlanc,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'amendé.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le bill en considération.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour amender l'article 5905 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, concernant la révision des jugements ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit, "Acte amendant l'article 483a du code de procédure civile, ajouté par l'article 905 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, quant à la révision des jugements."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les lois de la procédure civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Le bill pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill pour amender la section 926 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, étant lu ;

M. l'Orateur (sur l'objection soulevée par l'honorable M. *Lynch*, le 28 janvier dernier, à la seconde lecture de ce bill pour le motif que "ce bill aurait dû être présenté après avoir été précédé de résolutions,") décide comme suit :

"L'objet de cette mesure est de défendre aux mineurs de "se faire délivrer des boissons enivrantes dans une auberge, etc."

" C'est ce principe que la Chambre est appelée à consacrer en autorisant par son vote la seconde lecture du bill. Comme sanction de la prohibition qu'elle impose aux mineurs, cette mesure les rend passibles d'une amende n'excédant pas vingt piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours.

" On objecte que le bill, à cause de cette disposition pénale, aurait dû être précédé de résolutions adoptées en comité général, et que la motion pour procéder à sa seconde lecture, sans que cette formalité préalable ait été observée, est irrégulière.

" Les usages parlementaires requèrent le renvoi à un comité général de toute proposition comportant un impôt, une amende ou une charge quelconque dont le produit doit profiter au revenu public.

" Cependant, comme l'a décidé mon prédécesseur, l'hon. M. Würtele, (*Journaux de l'Assemblée législative* de 1886, page 413,) " quand un bill renferme des taux, des droits, des honoraires ou des pénalités, le montant doit en être décidé et fixé, non pas dans un comité général préliminaire, mais dans un comité sur le bill. Tous ces taux, droits, honoraires et pénalités sont imprimés en caractères italiques et ces italiques sont sensés être des " blancs " qui doivent être remplis par le comité sur le bill ; et il est entendu que les mots en italiques ne sont insérés que pour indiquer le montant qui doit être " proposé."

" Je prends la décision de mon savant prédécesseur comme établissant la pratique suivie dans cette Législature en pareil cas, et je déclare, en conséquence, l'objection mal fondée."

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur la question proposée, lundi le 28 janvier dernier, portant, — Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Un état des concessions de terres de plus de cent acres chacune, faites par la Couronne en cette Province, depuis 1788, le dit état devant comprendre :

1. Les noms des concessionnaires ;
2. Les numéros des lots concédés et l'endroit où ils sont situés ;
3. Le nombre d'acres à chaque concessionnaire ;
4. La date de chaque concession ;
5. Les conditions auxquelles ces concessions ont été faites ;
6. Le nom des occupants actuels de ces lots ;
7. Quels sont ceux parmi ces lots qui ont été rétrocédés à la Couronne ;
8. Quels sont ceux qui sont maintenant ouverts à la colonisation .

Et la question étant mise aux voix, — Elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, 697, et la sous-section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus, et leur substituer certains articles y mentionnés, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pourvoyant à la découverte et à la production des documents dans les causes civiles, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 5960 des Statuts refondus de la province de *Québec*, qui amende l'article 772 du Code de procédure civile, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 14 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Hall*,—la pétition de l'Université de *Bishop's College, Lennoxville*.

*Ordonné*, Que la pétition de l'Université de *Bishop's College, Lennoxville*, présentée ce jour, soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale, devienne loi, et contredisant certains avancés de la requête du conseil général du barreau de la province de *Québec*.

*Ordonné*, Que la dite pétition soit insérée dans les Journaux de cette Chambre et qu'elle soit annexée aux procès verbaux comme appendice. (*Voir Appendice C.*)

M. *Lareau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant les grevés et curateurs des substitutions créées par les testaments de feu *Thomas Durocher* et de feu *Marie Coulombe* à vendre et aliéner certains immeubles substitués.

Bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu dame *Marie Geneviève Sophie Raymond* à aliéner certains immeubles.

Aussi, le bill du Conseil législatif intitulé : "Acte à l'effet de réduire le capital social de la Compagnie d'entrepôt de *Québec*," et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre, le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements et qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie d'amélioration de la ligne du *St. Laurent*.

Et bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lotbinière* et *Mégantic*.

M. *Murphy*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression, pour l'usage des députés et comme documents de la session, des documents suivants :

No. 12. Réponse à Adresse du 4 juin 1888, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le shérif ou le registraire du comté d'*Ottawa*, concernant la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection, et copie de l'ordre en conseil nommant l'officier rapporteur pour cette élection.

No. 13. Réponse à Adresse du 6 juin 1888, pour copie de la pétition de droit de l'honorable *Thomas McGreevy*, pour faire déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord, prononcée en sa faveur vers 1882 pour un montant d'au delà \$100,000,00 ; du plaidoyer de la couronne en réponse à cette pétition et des jugements rendus en première instance et en appel dans cette cause, avec indication de la date à laquelle la dite cause a été portée devant la Cour Suprême.

No. 14. Réponse à Adresse du 7 juin 1888, pour copie des jugements rendus par la Cour Suprême et par le Conseil Privé, dans la cause de *Belleau vs. la Reine* ; aussi des résolutions du conseil du comté de *Quebec* et divers conseils locaux du dit comté, relativement à l'abolition des taux de péage sur les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de la rive Nord, à *Quebec*, ainsi que toutes correspondances et documents relatifs à cette question.

No. 16. Réponse à Ordre du 18 juin 1888, pour copie des rôles de paie, et copie des listes des employés qui ne sont pas sur ces rôles de paie, des bureaux du prothonotaire, du greffier de la couronne et de la paix, du greffier de la cour du banc de la Reine, du shérif et du percepteur du revenu, pour les districts de *Montréal*, *Quebec* et *Trois-Rivières*, pour les mois de janvier 1887 et mai 1888.

No. 19. Réponse à Adresse du 23 juin 1888, pour un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par les coroners, depuis le 1er janvier 1883, dans les districts de *Montréal* et de *Quebec* ; le nom du coroner, le nom de la personne sur le corps de laquelle l'enquête a été faite, la cause de la mort, le lieu et la date de l'enquête, le verdict du jury et de toutes suggestions ou recommandations.

No. 20. Réponse à Adresse du 23 juin 1888, pour copie de tout arrêté du conseil exécutif, de toute correspondance, et de tous écrits généralement se rattachant à la vente par le gouvernement, à *M. Evangéliste Beausoleil*, des lots 16 et 17 du 13e rang de *Brandon*.

No. 23. Réponse à Adresse du 27 juin 1888, pour copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de justice de *Montréal*, avec le nom des fournisseurs et leurs comptes détaillés.

No. 26. Réponse à Ordre du 5 juillet 1888, pour un état indiquant : 1. Le nom de tous les gardes forestiers de la province de *Quebec* ; 2. La date de leur nomination ; 3. Le salaire de chacun d'eux ; 4. Leur résidence ; 5. Le nom de l'agence assignée à chacun d'eux.

No. 29. Réponse à Ordre du 9 juillet 1888, pour copie de la correspondance échangée avec *M. Germain, C. R.*, substitut du Procureur-Général au dernier terme de la Cour criminelle à *Sorel*, et des instructions à lui données par le gouvernement en rapport avec la cause de la Reine *vs Charland*.

No. 34. Réponse à Adresse du 9 janvier 1889, demandant copie des contrats passés entre le gouvernement et le docteur *Mackay* pour le soin des ivrognes.

No. 36. Réponse à Ordre du 7 juin 1888, pour état des sommes déjà payées ou qui doivent l'être pour coût d'ameublement des chambres du juge, du magistrat de district, du grand constable, et de toutes les autres dépenses encourues depuis le 1er février 1887, comme réparations ou améliorations au palais de justice de *Trois-Rivières*; état des sommes reçues pour prix ou valeur du vieil ameublement des chambres ci-dessus mentionnées du palais de justice de *Trois-Rivières*, ainsi que pour la pierre du perron du dit palais de justice.

No. 44. Réponse à Ordre du 21 janvier 1889, pour copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement et Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, au sujet de l'exemption de taxes de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

No. 47. Réponse à Ordre du 21 janvier 1889, pour le nombre total des patients, actuels pour lesquels le gouvernement paie à l'Asile *Belmont*; le nombre des patients internés pour cause d'ivrognerie et pour lesquels le gouvernement paie; les endroits d'où viennent tous ces patients.

No. 49. Réponse à Ordre du 24 janvier 1889, pour copie du contrat passé entre le gouvernement de cette Province et les propriétaires de l'Asile de la *Longue Pointe*, le 20 juillet 1875.

No. 52. Réponse à Ordre du 15 janvier 1889, pour copie de toute la correspondance échangée, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette Province au sujet de la loi relative aux magistrats de district, sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral.

No. 55. Réponse à Adresse du 15 janvier 1889, demandant copie de toute correspondance et de tous documents se rattachant à l'exécution de la loi adoptée à la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits " Biens des Jésuites."

No. 57. Réponse à Ordre du 17 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée depuis le 12 juillet dernier, entre le gouvernement de cette province et la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, et entre le gouvernement et toutes autres personnes, au sujet de la construction de ce chemin depuis *Paspébiac*, jusqu'au bassin de *Gaspé*, ou depuis ce dernier endroit jusqu'à un point quelconque sur l'*Intercolonial*.

No. 58. Réponse à Ordre du 21 janvier 1889, pour copie de l'ordre en Conseil No. 750, du 23 novembre 1888, en vertu duquel le gouvernement de cette province a fait certaines conventions avec *John M. Mackay*, de la cité de *Quebec*, écuier, médecin; aussi, copie de toute correspondance entre le dit *J. M. Mackay* et le gouvernement ou aucun de ses membres.

No. 60. Réponse à Ordre du 23 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée, depuis le 7 juin 1888, entre le gouvernement et le conseil municipal de la ville de *Terrebonne*, celui de la paroisse de *Saint-François-de-Salles*, dans le comté de *Laval*, et toutes autres personnes et municipalités, à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière *Jésus*, entre la ville de *Terrebonne* et le village de *Saint-François-de-Salles* susdit.



No. 63. Réponse à Ordre du 21 janvier 1889, pour copie de la licence accordée au Dr J. M. Mackay, propriétaire de l'asile Belmont, en vertu de laquelle le dit Mackay est autorisé à tenir un asile pour les ivrognes.

No. 64. Réponse à Ordre du 24 janvier 1889, pour copie du rapport fait par le grand jury du district de Québec, au dernier terme de la Cour du banc de la Reine. (*Crown side.*)

No. 65. Réponse à Adresse du 17 janvier 1885, demandant copie de toutes requêtes et de toutes correspondances, depuis le 21 du mois de mai dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer ; copie de tous les ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date ; un état détaillé des sommes octroyées, payées ou payables pour aider à la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes.

No. 69. Réponse à Ordre du 21 janvier 1889, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du pardon ou immunité à être accordé à certains témoins, assignés ou entendus dans l'enquête devant Son Honneur le juge Dugas, à Québec, dans la cause de la Reine vs. R. P. Vallée, écr., et Benjamin Trudel.

No. 69½. Etat de tous les droits, taux, infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du revenu,) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 15 mai 1888 au 9 janvier 1889, tel que requis par l'article 826 des Statuts refondus de la province de Québec.

No. 71. Réponse à Ordre du 18 juin 1888, pour copie de toutes correspondances entre le gouvernement de la province et celui du Canada, et la compagnie du chemin de fer *Intercolonial*, au sujet des terrains occupés par le dit chemin de fer *Intercolonial*, chaque côté de sa ligne, dans divers cantons de colonisation, dans la Vallée *Matapédia*.

No. 76. Réponse à Ordre du 18 janvier 1889, pour un état détaillé des dépenses contingentes et autres du bureau du gouvernement, à Montréal, (No. 76, rue Saint Gabriel) pour les années fiscales 1885-86 et 1887-88.

No. 79. Réponse à Adresse du 30 janvier 1889, pour copie de tous ordres en conseil adoptés, depuis le 12 juillet dernier, autorisant le paiement des subsides à toute compagnie de chemin de fer.

No. 83. Réponse à Ordre du 6 février 1889, pour copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du chapitre 9, 51-52 Vict., concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant la protection des bois contre le feu," sans amendement.

*Ordonné*, Que M. Dechene (l'Islet) ait la permission de présenter un bill relatif à la cession de biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un bill pour exempter des taxes municipales et scolaires, les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture et occupées par elles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Tessier* ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 19, 165, 755, 375 et 929 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Dechene* (*l'Islet*) ait la permission de présenter un bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—les états, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des clauses 28, 30, 31 et 32 de l'acte refondu des chemins de fer de *Québec*, de 1880. (*Documents de la session*, No. 93.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 24 janvier 1889 demandant : 1. Copie du jugement ou de la décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des chemins de fer à *Manitoba*.

2. Copie des questions soumises au tribunal.

3. Copie des mémoires ou factums des parties intéressées et représentées devant le tribunal, ainsi que des notes sténographiques des plaidoyers et des avocats. (*Documents de la session*, No. 89b.)

Et aussi,—statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1887, 51-52 Vict., chap. 29, s. 3. Art., 168b du code municipal. (*Documents de la session*, No. 95.)

*Ordonné*, Que ce dernier document soit imprimé.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES :

Par l'honorable M. *Blanchet*,—1. Le gouvernement a-t-il fait ou donné des contrats pour les impressions officielles depuis la dernière session ?

2. Si oui, à quelles personnes ou à quels établissements et pour quels prix ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Non.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—La dépense du bureau du protonotaire à *Montréal*, a-t-elle été augmentée par le remaniement qui y a été fait et y a-t-il eu augmentations correspondantes de recettes ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Oui, depuis le remaniement qui a été fait, la vente des timbres seulement, à venir au 1er Septembre 1888, a produit \$18,724,05 de plus que l'année précédente.

Pour les trois dernières années, l'excédant des recettes sur les dépenses, dans le bureau du protonotaire, a été comme suit :

En 1886.....	\$11,267 44
En 1887.....	12,445 00
En 1888.....	20,622 74

Depuis 1886, les dépenses ont augmenté de \$3,274,81, mais cette augmentation de recettes de \$12,629,51 faisant en faveur de la province une différence de \$9,354,70.

Par M. *Lussier*.—Si trois comtés se réunissaient pour une exposition, le gouvernement serait-il disposé à leur accorder un subside ou une aide quelconque d'encouragement ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Le gouvernement étudiera cette question avec la plus sérieuse attention.

Par M. *Tessier*.—Quelles sont les compagnies de chemins de fer de cette province qui se sont conformées aux exigences du paragraphe 3 de l'article 5176 des Statuts revisés de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Les compagnies de chemins de fer dont les noms suivent se sont conformées en tout ou en partie, aux dispositions de l'article 5176, paragraphe 3, des Statuts revisés de la province :

*Baie des Chaleurs* ;  
*Jonction de Beauharnois* ;  
*Le Passumpsic*, (Division du chemin de fer de *Boston* et *Maine*, Réseau de *Lowell*) ;  
*Le Canada Atlantic* ;  
*Carillon et Grenville* ;  
*Du comté de Drummond* ;  
*Grand Oriental* ;  
*Hereford* ;  
*De colonisation du Lac Témiscamingue* ;  
*L'Épiphanie et l'Assomption* ;  
*Ottawa et la Vallée de la Gatineau* ;  
*Jonction de Pontiac au Pacifique* ;  
*Quebec Central* ;  
*Quebec et Lac St-Jean* ;  
*Sud-Est* (maintenant la propriété de la compagnie du chemin de fer du *Canadian Pacific*) ;  
*Saint-Laurent, Basses Laurentides et Saguenay*, et *Saint-Laurent et Nord-Ouest*.

Par M. *Tessier*.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer les subsides votés aux compagnies de chemins de fer, qui se sont conformées aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 5176 des Statuts revisés de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—C'est l'intention du gouvernement de payer suivant la loi, les subsides votés à certaines compagnies de chemin de fer.

Par l'honorable M. *Pelletier*.—Quel est le salaire de *Laurent Ubald Archibald Genest*, greffier de la paix à *Trois-Rivières*, et celui du magistrat de district chargé de la desserte des districts de *Trois-Rivières*, *Arthabaska* et *Richelieu* ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Le salaire de M. Laurent Ubald Archibald Genest, greffier de la paix, à Trois-Rivières, est de \$1600.00.

Celui du magistrat de district chargé des districts de Trois-Rivières, d'Arthabaska et de Richelieu est de \$1200.00.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1889, pour : 1. Copie des rapports d'inspection relativement aux travaux à faire au Palais de Justice et prison de Percé et de New-Carlisle, et de toute correspondance à ce sujet, depuis deux ans.

2. Copie de toutes soumissions et de tous contrats pour la confection de ces travaux, depuis le 12 juillet dernier.

3. Un état détaillé des sommes payées depuis cette date et encore dues pour cette fin, avec l'indication et l'item du budget à même lequel les paiements ont été faits. (*Documents de la session, No. 96.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1889, demandant copie de la correspondance échangée entre les colons des cantons de l'Est et le gouvernement, relativement à la rétrocession à la couronne des terres concédées à des propriétaires non résidents et sur lesquelles les conditions de défrichement et d'occupation n'ont pas été remplies.

Avec copie des lettres patentes accordées à la *British American Land Company* et toutes autres compagnies. (*Documents de la session, No. 97.*)

Aussi—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour : 1. Copie du rapport transmis, par le shérif du comté de Bonaventure, à l'honorable ministre des travaux publics, concernant certains travaux et certaines réparations à faire à la prison de New-Carlisle.

2. Copie du rapport du conducteur des travaux qui y ont été exécutés avec copie des paie-listes. (*Documents de la session, No. 98.*)

Et aussi—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 février 1889, demandant copie de tout ordre en Conseil, pétition de droit, correspondances et documents généralement quelconques se rapportant à la réclamation de M. Louis Bilodeau, ès-qualité, vs la Reine. (*Documents de la session, No. 99.*)

Sur motion de M. Goyette, secondé par M. Legris,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état montrant : 1. Quel montant a été perçu chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement, pour cens et rentes et à compte du capital.

2. Quel a été, dans chaque seigneurie et pour chaque année, le montant des frais de perception.

3. Quel est, dans chacune de ces seigneuries, le montant du capital sur lequel les rentes sont basées.

4. Quel est le pourcentage qui a été accordé ou retenu par les agents du gouvernement sur les perceptions faites dans chacune de ces seigneuries.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 février 1884,—pour un état montrant : 1. Quel montant a été perçu, chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement, pour cens et rentes et à compte du capital.

2. Quel a été, dans chaque seigneurie et pour chaque année, le montant des frais de perception.

3. Quel est, dans chacune de ces seigneuries, le montant du capital sur lequel elles sont basées.

4. Quel est le pourcentage qui a été accordé ou retenu par les agents du gouvernement sur les perceptions faites dans chacune de ces seigneuries. (*Documents de la session, No. 100.*)

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill amendant l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 Victoria, chapitre 99, intitulé : " Acte pour incorporer la Communauté des Filles de la charité, de la paroisse de *St. Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Laliberté*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation l'Institut des Frères de *Saint-Gabriel*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. *Duplessis* propose, secondé par M. *McIntosh*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant les détails des dépenses relatives à la conférence interprovinciale au montant de la somme de \$2,468.20, payée à l'honorable M. *Duhamel*, et inscrite à la page 107 des comptes publics de 1887 et 1888.

L'honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Les détails suivants des dépenses de la dite conférence ont été mis devant cette chambre, durant la dernière session et après entente que ces détails seraient suffisants, savoir :

1o. Employés, frais d'express, etc. ....	\$ 1,655.85
2o. Frais de la réception. ....	4,667.48
3o. Impressions, papeteries, etc. ....	3,770.90

Total.....\$15,094.23

Que donner plus de détails serait manquer aux convenances et au respect dûs aux ministres distingués qui ont été les hôtes de la province dans cette occasion ;

Que le montant de \$2,468.20 dont les détails sont demandés appert à la page 107 des comptes publics de l'année fiscale 1887-88, à côté de l'item de \$7,626.23, pour le même objet, et forment tous deux le chiffre susdit de \$10,094.22 ;

Qu'il appert de plus, par les documents qui viennent d'être lus, que cette somme de \$2,468.20 a été payée à M. *Grenier*, Greffier du Conseil Exécutif, sur ordre de l'honorable M. *Duhamel*, pour régler la balance qui restait due."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée* de *Joliette*, dans le diocèse de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Sylvestre* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Québec*, et amendant les articles 1903 et 2281, titre V des Statuts refondus de la province de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte constituant en corporation l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Québec*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant,—Qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour un état donnant les détails des dépenses relatives à la conférence interprovinciale au montant de la somme de \$2,468.20 payée à l'honorable M. *Duhamel*, et inscrite à la page 107 des comptes publics de 1887 et 1888.

Lequel amendement comporte,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Les détails suivants des dépenses de la dite conférence ont été mis devant cette Chambre, durant la dernière session, et, après entente que ces détails seraient suffisants, savoir :

1o. Employés, frais d'express, &c.....	\$ 1655.85
2o. Frais de la réception.....	4667.48
3o. Impressions, papeteries &c.....	3770.90

Total.....\$10,094.23

Que donner plus de détails serait manquer aux convenances et au respect dû aux ministres distingués qui ont été les hôtes de la province dans cette occasion ;

Que le montant de \$2,468.20 dont les détails sont demandés, appert à la page 107 des comptes publics de l'année fiscale 1887-88, à côté de l'item de \$7,626.23 pour le même objet et forment tous deux le chiffre \$10,094.23 ;

Qu'il appert de plus, par les documents qui viennent d'être lus, que cette somme de \$2,468.20 a été payée à M. *Grenier*, Greffier du Conseil Exécutif, sur ordre de l'honorable M. *Duhamel*, pour régler la balance qui restait due ;

Que, dans les circonstances, il n'y a pas lieu de donner les détails demandés."

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. *Dechene* (*l'Islet*) propose comme sous amendement, secondé par M. *Lafontaine*,—Que les mots, "les détails suivants des dépenses de la dite conférence ont été mis devant cette Chambre, durant la dernière session, et, après entente que ces détails seraient suffisants, savoir :

1o. Employés, frais d'express, &c.....	\$ 1655.85
2o. Frais de la réception.....	4677.48
3o. Impressions, papeteries &c.....	3770.90

Total.....\$10,094.23

Que donner plus de détails serait manquer aux convenances et au respect dû aux ministres distingués qui ont été les hôtes de la province dans cette occasion ;

Que le montant de \$2,468 20 dont les détails sont demandés, appert à la page 102 des comptes publics de l'année fiscale 1887-88, à côté de l'item de \$7,626.23 pour le même objet et forment tous deux le chiffre \$10,094.23 ;

Qu'il appert de plus, par les documents qui viennent d'être lus, que cette somme de \$2,468.20 a été payée à M. Grenier, Greffier du Conseil Exécutif, sur ordre de l'honorable M. Duhamel, pour régler la balance qui restait due ;

Que dans les circonstances, il n'y a pas lieu de donner les détails demandés, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivantes : "cette Chambre, satisfaite des explications données par les ministres et des informations fournies par les documents officiels et de l'entente de l'an dernier à ce sujet, passe à l'ordre du jour."

Et le sous-amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Biason,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte.—30.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—15.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question étant mise sur l'amendement à la motion principale, ainsi amendé ;

Elle est résolue affirmativement.

Alors la question étant mise sur la motion principale, ainsi amendée,—Elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender la loi électorale étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Trudel,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Gagnon propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "l'ordre du jour soit rescindé et que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender : 1. En ajoutant les "Orateurs du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, et du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province," aux person-

nes qui ne doivent pas être comprises parmi celles qui sont privées du droit de vote, par la section 2 du dit acte.

2. En y ajoutant la section suivante :

“ 3. Le présent acte entrera en force le jour de sa sanction.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Pelletier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill rendant insaisissables les bénéfices établis par les sociétés de bienfaisance constituées en corporation, en faveur de leurs membres ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : “ Acte pour déclarer que les bénéfices conférés à leurs membres par les sociétés de bienfaisance, constituées en corporations, sont exempts de saisie.”

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill validant certaine vente de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice dans la cité de *Montréal* et amendement l'article 650 du code de procédure civile ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : “ Acte validant certaines ventes de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice, dans la cité de *Montréal*.”

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendement l'acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : “ Acte pour amender et refondre les lois relatives à la Cour du recorder de la cité *Québec* et ses amendements,” étant lu ;



*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le paragraphe 6 de l'article 556 du Code de procédure civile, tel que le contenu dans l'article 5917 des Statuts refondus de la province de *Québec* ;

M. *Hall* propose, secondé par M. *Baldwin*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender le Statut 33 Vict., chap. 32, intitulé : " Acte pour pourvoir à la formation de Compagnies pour l'empièchement des chemins ; "

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation :

Bill pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Québec*.

Bill amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill pour amender les Codes civil et de procédure civile et ajouter de nouvelles dispositions à ces codes étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Sur motion de M. *Hall* secondé par M. *Baldwin*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation L'Union Saint-Vincent de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

---

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé :  
" Acte amendant l'article 34 du code de procédure civile étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender certains articles du code civil, relatifs aux registres de l'état civil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de *Quebec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour demain, savoir :

Bill amendant la loi relative aux inhumations et exhumations.

Et bill amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaires d'incendies, dans la cité de *Montréal*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Vendredi, 15 Février 1889.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Messieurs *Barnard* et *Barnard* et autres, avocats, de la cité de *Montréal*,—et de *N. Séigny* et autres, huissiers, du district de *Montréal* ; demandant, respectivement, que l'acte 50 *Victoria*, chapitre 43, concernant l'incorporation des huissiers du district de *Montréal*, soit révoqué.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant le barreau de la province de *Quebec*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille*, au nombre de ses membres, et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Aussi, le bill constituant en corporation la compagnie dite "*The Montreal Safe Deposit Company*," auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable *Taillon*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payée sur le bill amendant l'acte 27-28 *Victoria*, chapitre 162, des Statuts du Parlement de l'ex-province du *Canada*, constituant en corporation le "*Collège Congrégationel de l'Amérique Britannique du Nord*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte autorisant la vente des biens substitués en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture, dite Lamonde,*" sans amendement.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 774 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Dumais* ait la permission de présenter un bill pour détacher certains cantons et territoires de la division municipale d'enregistrement et d'agriculture numéro un du comté de *Chicoutimi* pour les annexer à la division numéro deux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Dumais* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 1618 des Statuts révisés de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. *Rhodes* met devant cette Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la Province de *Québec*, pour l'année 1888. (*Documents de la Session*, No. 2.)

L'honorable M. *Gagnon*, membre pour le district électoral de *Kamouraska* et Secrétaire de la Province, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

" M. l'Orateur, je soulève une question de privilège.

" Je déclare que le projet de loi imprimé sous le No. 19 et intitulé : " Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la Province," et entré sous le No. 15 des ordres du jour d'aujourd'hui, n'est pas le projet de loi que j'ai remis pour impression au Greffier en loi de cette Législature.

" Que ce projet de loi a été manipulé considérablement, hors ma connaissance et ma participation, et ce particulièrement par l'insertion de dispositions nouvelles et qui me sont inconnues.

" Que ce projet de loi, tel qu'imprimé, est une violation flagrante, et que je répudie de toutes mes forces, de l'entente à laquelle sont arrivés Son Eminence le Cardinal et un certain nombre de Nos Seigneurs les Evêques, d'une part, et le Conseil provincial d'hygiène d'autre part, au sujet du projet de loi que j'ai soumis à cette Chambre.

" En conséquence, je déclare ne pas reconnaître pour mon projet de loi le Bill (No. 19) tel qu'imprimé et je le désavoue."

L'Honorable M. *Shehyn* met devant la Chambre,—Etat des recettes et paiements de la Province de *Québec*, provenant de toutes sources du 1er juillet au 31 décembre 1888. (*Documents de la Session*, No. 85.)

L'honorable M. *Shehyn* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec* transmet à l'Assemblée Législative le budget des dépenses pour l'exercice expirant le 30 juin 1890 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre. (*Documents de la Session, No. 1.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Quebec*, ce 13 février 1889.)

L'Honorable Trésorier *Shelton*, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec*, transmet à l'Assemblée Législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1889 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, il recommande ce budget à la considération favorable de la Chambre. (*Documents de la Session, No. 1.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Quebec*, ce 13 février 1889.)

Ordonné, Que les dits messages et budgets soient renvoyés au comité des subsides.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant les grévés et curateurs des substitutions créées par les testaments de feu *Thomas Durocher* et de feu *Marie Coulombe* à vendre et aliéner certains immeubles substitués ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant les exécuteurs-testamentaires de feu Dame *Marie Geneviève Sophie Raymond*, à aliéner certains immeubles ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte à l'effet de réduire le capital social de la Compagnie d'entrepôt de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre l'a passé sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie d'améliorations de la ligne du *Saint-Laurent* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lotbinière et Mégantic* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent quarante-deux piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les impressions, la relieure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cent cinquante-deux piastres et un centin soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les impressions, la relieure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cent quatre vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des départements publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent trente-trois piastres et trente trois centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de police, magistrats de police, *Montréal*, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'école de navigation, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Rinfret dit Malouin* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 18 Février 1889.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte nommant un fidéi-commissaire à la succession de feu *Horace Dryden Clark*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de Dame *Emilie Henriette Hélène Taché*."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte détachant du canton de *Stanbridge*, et érigeant en municipalités distinctes les paroisses de *Saint Ignace* de *Stanbridge*, et de *Notre-Dame* de *Stanbridge*."

Bill intitulé : " Acte détachant certains lots du comté de *Nicolet* pour les annexer au comté d'*Arthabaska* ainsi qu'à la paroisse de *Sainte-Anne* du *Sault*, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots."

Et Bill intitulé : " Acte amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe* et les actes qui l'amendent."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte détachant du canton de *Stanbridge*, et érigeant en municipalités distinctes les paroisses de *Saint-Ignace* de *Stanbridge*, et de *Notre-Dame* de *Stanbridge*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill, intitulé : " Acte détachant certains lots du comté de *Nicolet*, pour les annexer au comté d'*Arthabaska* ainsi qu'à la paroisse de *Sainte-Anne* du *Sault*, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains lots," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill, intitulé : " Acte amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe* et les actes qui l'amendent," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier rapporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un bill pour amender la loi électorale de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 janvier 1889, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province et celui du *Canada* et entre le gouvernement de cette province et toutes autres personnes au sujet du droit de pêcher dans les eaux du lac St-Jean. (*Documents de la session, No. 101.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour copie de la correspondance à propos de la réclamation de *Henry Atkinson*, au sujet de certains lots de terre dans *Metgermette-Nord*. (*Documents de la session, No. 102.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1889, pour un état indiquant les noms, lieu de résidence et salaire de toutes les personnes employées au service de la Chambre pour la présente session. (*Documents de la session, No. 103.*)

M. de *Grosbois* propose, secondé par M. *Dumais*,—Que la section 4 de la 57<sup>ème</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant *Alexander A. Graham* et *William S. Cotton*, chirurgiens dentistes, à exercer leur profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de leur accorder des certificats de licence de chirurgie dentaire ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill autorisant *Alexandre A. Graham* et *William S. Cotton* chirurgiens dentistes, à exercer leur profession dans la province de *Québec* et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de leur accorder des certificats de licence de chirurgie dentaire étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent des divers bills privés avec instruction de diviser ce bill de manière à en faire deux bills.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de *Nicolet* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie dite "*The Montreal Safe Deposit Society*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lussier*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un garde-forestier pour protéger les belles et magnifiques forêts du comté de *Verchères* et d'autres comtés où il n'y a pas de garde-forestiers ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Cette question est à l'étude.

Par M. *Duplessis*,—M. *J. B. O. Dumont*, avocat, est-il à l'emploi du gouvernement ? Si oui, depuis quand ? Quelle est la nature de ses fonctions et quels sont ses émoluments ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Monsieur *J. B. O. Dumont*, agit comme secrétaire particulier de l'honorable M. *Turcotte*, depuis le 15 octobre 1887, à raison de \$2.50 par jour.

Par M. *Duplessis*,—M. *Charles Pagé*, de *Trois-Rivières*, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? Si oui, en quelle capacité ?

Quels montants lui a-t-on payé jusqu'à ce jour et quel salaire recevra-t-il à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—M. *Charles Pagé* a été nommé garde forestier pour la division de *Saint-Maurice*, le 23 juin 1887, à raison de \$2.00 par jour, y compris ses frais de voyage, il a reçu ce salaire depuis lors et le recevra à l'avenir jusqu'à nouvelle ordre



Par M. Duplessis.—M. Moïse Masson, de *Trois-Rivières*, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? Si oui, en quelle capacité ?

Quels montants lui a-t-on payés jusqu'à ce jour et quel salaire recevra-t-il à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—M. Moïse Masson a été employé temporairement aide-garde forestier pour la division de *Saint-Maurice*, durant la saison 1887-88, il a reçu la somme de \$552.30 pour les services qu'il a rendus, mais il n'est plus employé par le gouvernement.

Par M. Duplessis.—Quel montant a-t-il été ou devra-t-il être payé pour la bibliothèque de feu l'honorable Juge Polette ?

A qui ce montant a-t-il été ou devra-t-il être payé ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte.—Le gouvernement a acheté de Madame Polette pour la somme de \$3000, la bibliothèque de feu l'honorable Juge Polette. Il s'est engagé à faire voter ce montant qui est porté au budget pour l'exercice finissant le 30 juin 1890.

Par M. Duplessis.—Monsieur Casimir Veillette, de *Trois-Rivières*, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? Si oui, en quelle capacité ? Quels montants lui a-t-on payés jusqu'à ce jour et quel salaire recevra-t-il à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—M. Casimir Veillette a été nommé garde forestier pour la division de *Saint-Maurice*, le 7 juillet 1887, à raison de \$2.00 par jour, y compris ses frais de voyage, il a reçu ce salaire depuis lors et le recevra jusqu'à nouvel ordre.

Par M. Duplessis.—M. Sévère Hamel, de *Trois-Rivières*, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? Si oui, en quelle capacité ?

Quels montants lui a-t-on payés jusqu'à ce jour et quel salaire recevra-t-il à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—M. Sévère Hamel a été employé temporairement aide-garde forestier, pour la division de *Saint-Maurice*, durant la saison de 1887-88, il a reçu la somme de \$382.63 pour les services qu'il a ainsi rendus, mais il n'est plus employé par le gouvernement.

Par M. Basinet.—M. Honoré Chassé, avocat, de *Québec*, est-il, à quelque titre que ce soit, employé ou payé par le gouvernement de cette province ? Et si oui, quel montant a-t-il reçu depuis le 27 janvier 1887 ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte.—Vu la somme d'ouvrage qui incombe au chef de l'opposition, M. l'Orateur lui a offert les services d'un secrétaire particulier à son choix, qui serait mis au nombre des employés de la session et payé comme tel.

L'honorable chef de l'opposition a fait choix de M. Honoré Chassé, qui, depuis le 9 janvier dernier, est sur la liste des clerks-sessionnels et payé comme tel sur le pied de \$2,50 par jour.

Il avait reçu en avril 1887, la somme de \$6.00 comme employé de la bibliothèque en janvier 1887.

Le montant total à lui payé jusqu'au 16 février, inclusivement, comme secrétaire particulier de l'honorable chef de l'opposition est de \$97.50.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre les peintres, les sculpteurs, ou autres artistes à propos des peintures, sculptures et fontaines destinés à l'embellissement du Palais de la Législature de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier au Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte ratifiant et confirmant la vente d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entre vifs de *Marie-Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte* et uxor."

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'honorable *Elzéar Henry Duchesneau*."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de caoutchoucs d'*Hochelaga*."

Bill intitulé : " bill intitulé : " Acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*."

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 275 du code de procédure civile, relativement aux témoins."

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte ratifiant et confirmant la vente d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entre vifs de *Marie Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte* et uxor, " soit maintenant lu pour la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'honorable *Elzéar Henri Duchesneau*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion M. *Boyer*, secondé par M. *Lafontaine*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie des caoutchoucs de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité permanent des chemins fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Leblanc*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*," soit maintenant lu la première fois.

---

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Trudel*,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour amender l'article 275 du code de procédure civile du Bas-Canada," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois,—et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Lynch* propose, secondé par l'honorable M. *Robertson*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre. 1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres, ou toute autre personne, et aussi entre le département des terres de la Couronne, et toute autre personne au sujet des lots 10, 11, 12, 13 et 14 du 2<sup>e</sup> rang du canton *Wells*.

2. Copie des rapports faits au sujet de ces lots, depuis le premier juillet 1884.

3. Copie de toutes lettres patentes émises par le département des terres de la Couronne pour tous ou partie de ces lots.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. *Cameron*, secondé par M. *Murphy*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation " l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec ; " et amendant les articles 1903 et 2281, titre V., des Statuts refondus de la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Mardi, 19 Février 1889.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Cardin*,—trois pétitions de l'Association des dentistes de la province de Québec.

Par l'honorable M. *Gagnon*,—la pétition de R. *Lindsay* et autres, du comté de Gaspé.

M. *Laveau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill transférant dans la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*, le chef-lieu, et le bureau d'enregistrement du comté de *Laval*, auquel il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité, conformément à un ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 18 courant, concernant le bill (No. 26), autorisant *Alexandre A. Graham* et *William S. Cotton*, chirurgiens dentistes, à exercer leur profession dans la province de *Québec*, a fait deux bills distincts de ce dit bill, savoir : le bill (No. 26 A) autorisant *Alexandre A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes, de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de lui accorder des certificats de licence de chirurgie dentaire, et le bill (No. 26 B) autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de lui accorder des certificats de licence de chirurgie dentaire.

*Ordonne*, Que *M. Cardin* ait la permission de présenter un bill pour donner certains pouvoirs aux protonotaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

*Ordonné*, Que *M. Cardin* ait la permission de présenter un bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de *Québec* et pour amender les articles 2040 et 2041 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'honorable *M. Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 janvier 1889, pour copie de la correspondance ou de tous documents, échangés entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et l'association dite "La ligue des citoyens" formée dans l'intérêt de la tempérance. (*Documents de la session*, No. 104.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 janvier 1889, demandant copie de tout ordre en Conseil ou instructions données, depuis le 12 juillet 1888, par le département des terres de la Couronne, accordant des remises sur les arrérages dus au gouvernement par les personnes endettées envers la Couronne, et des recommandations ou demandes faites à ce sujet. (*Documents de la session*, No. 105.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 février 1889, pour, 1. Un état donnant l'espèce, le nombre et le poids du poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les diverses rivières louées par le Commissaire des terres de la couronne.

2. Copie de toute correspondance entre le Commissaire des terres de la couronne ou le gouvernement ou toute autre personne, au sujet de la destruction du poisson, par les bec-scies, les martin-pêcheurs ou autres oiseaux ou la diminution dans la quantité de poissons pris dans toutes telles rivières. (*Documents de la session*, No. 106.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 février 1889, pour 1. Copie de toutes correspondances, lettres et dépêches télégraphiques échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et *Godfroy Lassalle*, Ecr., percepteur du revenu de la province, de la cité des *Trois-Rivières* et *L. P. Guillet*, Ecr., avocat, de la même cité, relativement à l'affaire de *Hubert Dessureault*, cultivateur de la paroisse de *Ste. Anne de la Pérade*, requérant en *mandamus*, *Godfroy Lassalle*, Ecr., percepteur du revenu de la province, pour le district des *Trois-Rivières*, Intimé, tant en première instance qu'en appel.

2. Copie de toutes demandes, requêtes, protêts adressés au gouvernement ou à aucun de ses membres de la part des susdits *Godfroy Lassalle* et *L. P. Guillet*, au sujet de l'émanation du dit Bref de *mandamus* et du jugement rendu sur icelui. (*Documents de la session*, No. 107.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 février 1889, demandant copie de toute correspondance échangée entre le département de l'agriculture et toute autre personne au sujet des produits de la laiterie dans cette province. (*Documents de la session, No. 108.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 février 1889, demandant la correspondance entre l'Association du barreau du district de *Beauce* et le gouvernement au sujet des remboursements des droits payés aux officiers de justice, en vertu de l'acte 43-44 Vict., ch. 9, s. 9. (*Documents de la session, No. 109.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et cause de décès dans la province, étant lu ;

Vu la déclaration de l'honorable Secrétaire de la province, faite le 15 février courant, ordonné, que cet ordre soit rescindé.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill pour amender certains articles du code civil, relatifs aux registres de l'état civil, et l'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur certaines résolutions relatives à la compilation des statistiques de l'état civil, étant lu ; ces deux derniers *items* dépendant du Bill répudié.

Ordonné, Que ces dits ordres soit rescindés.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de *Québec* ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Nantel* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Deschênes (Témiss-</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>couata,)</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—23.</i>
<i>Desjardins,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte.—37</i>
<i>Dechene l'Islet,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les compagnies à fonds social."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres, étant lu ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Lafontaine* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Boyer*,—Que tous les mots après "Que," soient retranchés et que les mots : "cette Chambre se formera en comité dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et il est résolu négativement—

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, aussi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1889, pour copie des comptes en détail fournis au gouvernement par la Commission des asiles d'aliénés ou par aucun des membres de la dite commission, et un état des sommes payées à chacun d'eux, distinguant ce qui était pour dépenses encourues et ce qui était pour honoraires. (*Documents de la session, No. 110.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 janvier 1889, demandant 1. Copie de la clause ou partie des règlements concernant les bois et forêts, en force de 1879 au 3 février 1888, et autorisant le Commissaire des terres d'accorder la permission de couper, sur les terres de la Couronne, le bois nécessaire pour la construction des travaux publics.

2. Copie de la clause ou partie des règlements, du 3 février 1888, qui a trait à la même question.

3. Copie de tous les ordres en Conseil et lettres accordant de telles permissions depuis 1879 inclusivement.

4. Copie de toutes les requêtes et de toute correspondance sur le même sujet depuis le 27 janvier 1887 en ce qui regarde le district de *Gaspé*. (*Documents de la session, No. 111.*)

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à deux heures, après-midi, demain, et qu'elle siège jusqu'à 6½ heures p. m., et qu'alors elle soit ajournée de droit au lendemain à trois heures p. m., pour être procédé tel que de droit, suivant les réglemens ordinaires.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution accompagnant un bill de cette session concernant les concours régionaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole ;

L'honorable M. *Rhodes* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que les dépenses occasionnées par la mise en opération de l'acte de cette session, concernant les concours régionaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, seront défrayées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Lemieux* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lemieux* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que les dépenses occasionnées par la mise en opération de l'acte de cette session concernant les concours régionaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, seront défrayées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit rescindé.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Rhodes* ait la permission de présenter un bill créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, et que la 45ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Le bill constituant la ville de *Sorel* en cité est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif étant lu ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR .

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>
<i>David.</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>couata),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—18.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice *Saint-Joseph*, de *Sainte-Anne de la Pocatière*, pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 30.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à deux heures P. M.



---

Mercredi, 20 Février 1889.

2 heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. *Lynch*,—la pétition de la Faculté de droit de l'Université *McGill*

*Ordonné*, Que la pétition de Faculté de droit de l'Université *McGill*, présentée aujourd'hui soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que la section 49 de l'acte 49-50 Victoria soit révoquée et la continuation de certains privilèges.

*Ordonné*, Que cette pétition soit insérée dans les Journaux de cette Chambre comme appendice. (*Voir Appendice D.*)

L'honorable M. *Pelletier*, du comité spécial nommé sur le bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de *Québec* et la ville de *Lévis*, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. *Pelletier* pour son président et il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. *Bernatchez*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation, auquel il a apporté un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné un projet de bill soumis par l'honorable M. *Rhodes* : "Acte créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole," qu'il a adopté sans amendement, et dont il recommande la réimpression.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. *Larsen*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill confirmant un certain acte de retrocession et de résiliation de donation, passé entre *Joseph Louis Carle*, *Louis Carle* et *Louis Napoléon Carle* es-qualité ;

Bill autorisant le recteur et les syndics de l'église de *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaines propriétés à eux léguées par *Jean Thomas Molson*.

Bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*."

Aussi, le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte ratifiant et confirmant la vente d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entrevus de *Marie-Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte et-uxor*," auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Quant au bill érigeant la paroisse de *Sainte-Christine* en municipalité locale pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant dans le même but au comté de *Bagot* ;

votre comité a trouvé que le préambule n'est pas prouvé, attendu qu'une majorité des contribuables que l'on désire annexer par le dit bill, s'oppose à la dite annexion et refuse de se former en municipalité, pour les fins scolaires et municipales, avec la dite paroisse de *Sainte-Christine*.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les divers bills privés, soit prolongé jusqu'au 28 du présent mois."

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant qu'il rapporte sans amendement :

Bill du Conseil législatif intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie des caoutchoucs de *Montréal*."

Votre comité a aussi examiné le bill suivant auquel il a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill incorporant la Compagnie de chemin de fer et de navigation du *Lac Saint-François*.

Votre comité recommande de plus, que le délai fixé pour la présentation des rapports sur bills privés soit de nouveau étendu jusqu'au vingt-huit février inclusivement.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation le "*Bel-Air-Jockey-Club*."

Bill intitulé : " Acte modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine*, et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation."

Bill intitulé : " Acte validant pour les effets de la loi de la province de *Quebec*, relative aux droits réels et civils, le mariage contracté entre *Odilon Mongenais* et *Mary Anny McMillan*."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte permettant au Ministre de la Justice du *Canada* de paraître devant les cours de cette province et amendant la loi concernant le barreau de la province de *Québec*," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation le *Bel Air Jockey Club*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine*, et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte validant pour les effets de la loi de la province de *Quebec*, relative aux droits réels et civils, le mariage contracté entre *Odilon Mongenais* et *Mary Anny McMillan*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que M. *Beauchamp* ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les voitures d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Goyette* ait la permission de présenter un bill amendant le code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 427 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, concernant la loi électorale de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Duplessis*.—Entre les mains de quelles personnes la somme de \$1,000.00 a-t-elle été payée par le Ministère de l'Agriculture et de la colonisation pour "Exposition régionale, *Trois-Rivières*" tel que mentionné à la page 77 des comptes publics de 1888 ? Quand cette somme a-t-elle été payée et comment a-t-elle été répartie ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Cette somme avait été mise par le Trésor, sur demande, à la disposition du département de l'agriculture et de la colonisation, mais celui-ci ne l'a jamais payée et elle a été retournée au Trésor.

Par M. *Beauchamp*.—1. A quoi ont servi les dépenses encourues pour les annonces de la vente de la propriété de l'ancienne Ecole Normale *Jacques Cartier*, à *Montréal* ?

2. Dans quels journaux ces annonces ont elles été faites, et combien a-t-il été payé à chacun ?

3. A quoi ont servi les dépenses encourues pour les plans faits en rapport avec la vente projetée de cette propriété ?

4. Combien M. *Parent* réclame-t-il en cette affaire ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—1. A renseigner le public sur la vente projetée.

2.	"Le Herald".....	\$121 40
	"L'Etendard".....	107 10
	"L'Evènement".....	103 85
	"Le Cultivateur".....	33 50
	"L'Electeur".....	90 42
	"La Justice".....	90 42
	"Le Free Press".....	87 75
	"La Patrie".....	75 50
	"Le Daily Telegraph".....	68 25

---

"Le Courrier Fédéral" .....	\$64 75
"La Vallée de l'Ottawa" .....	64 75
"Le Progrès de l'Est" .....	23 32
"Le Prix Courant" .....	45 00
"Le Bedford Times" .....	24 25
"Le Trait d'Union" .....	27 60
"La Paix" .....	41 60
"L'Interprète" .....	24 00
"Le Post" .....	61 10
"Le Franco-Canadien" .....	12 24
"L'Union" .....	22 43
"Le Pontiac Advance" .....	15 00
"L'Impartial" .....	16 80
"Le Richelieu Times" .....	27 30
"Le Sud" .....	49 84
"Le Gladiator" .....	31 20

---

3. A procurer au gouvernement des pièces et des renseignements dont il avait besoin et qui pourront être plus tard d'une grande utilité.

4. \$3,116.45 que le gouvernement a positivement refusé de payer.

Par M. *Beauchamp*.—1. M. C. *Beausoleil* a-t-il reçu instruction de percevoir les frais taxés dans les causes des corporations commerciales ?

2. Combien a-t-il reçu de ces frais ?

3. Combien le gouvernement a-t-il reçu de ces frais ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Oui, M. *Beausoleil* est actuellement à compléter ses états de compte relatifs à cette matière.

Par M. *Beauchamp*.—1. Le gouvernement a-t-il réglé ses comptes avec M. C. *Beausoleil*, à propos de la perception des taxes sur les corporations commerciales ?

2. Si oui, à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Non. Les conditions ne sont pas encore arrêtées.

Par M. *Beauchamp*.—Quel a été le salaire de M. *Quinn*, employé à la codification des lois statutaires, depuis la dernière session jusqu'au 19 décembre dernier ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Le salaire de M. *Quinn* a été de dix piastres par jour.

Par l'honorable M. *Lynch*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'arriver sous peu à un règlement avec les diverses municipalités des cantons de l'Est qui sont redevables au fonds d'emprunt municipal ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Cette question est à l'étude.

Par M. *McIntosh*.—Le gouvernement a-t-il engagé une ou plusieurs personnes pour le représenter ou surveiller les intérêts de la province de *Québec*, et de ceux des habitants de cette province, qui ont envoyé ou qui enverront quelques articles à l'exposition universelle de *Paris* de 1889 ?

Si oui, quel est le nom de cette ou de ces personnes ?

Si non, le gouvernement se propose-t-il de charger quelqu'un de cela ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Non, aux premières et dernières questions ; il n'y a pas lieu de répondre à la deuxième.

Par M. *LeBlanc*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir les taux de péage sur les ponts et chemins à barrières dans le Comté de Laval, et généralement dans cette province, à la présente session ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Non, pas à cette session. Quant à l'avenir, le gouvernement s'occupera de la question en temps et lieu.

Par M. *LeBlanc*,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre, à cette session, un projet de loi pour abroger les dispositions de l'acte 48 Victoria, chapitre 34, qui imposent aux municipalités la moitié du coût de l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Non, pas à cette session ; mais le gouvernement se prépare à donner bientôt une solution à cette importante question.

Par M. *LeBlanc*,—Y a-t-il une balance restant encore disponible sur le produit du dernier emprunt de trois millions et demi, autorisé par l'acte 50 Vict., chap. 2 ?

Si oui, quel en est le montant, dans quelles banques et à quel taux d'intérêt a été placée cette balance ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Les informations demandées par cette interpellation seront comprises dans la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative du 6 février courant pour "un état des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50 Vict., chap. 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit chapitre 2, 50 Victoria" laquelle sera prochainement soumise à cette chambre.

Par M. *Lapointe*,—Quels sont les paiements en argent faits par le gouvernement à M. *Achille Carrier* depuis le 1er février 1887 ?

Quelle est la date de chacun de ces paiements et pour quel ouvrage ont-ils été faits ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Sommes payées par le bureau du Trésor à *Achille Carrier* depuis le 1er février 1887 au 13 février 1889 :

1887				
Juin 30	Salaire comme interprète du 11 Avril au 30 Juin 1887.....			\$111 26
Sept. 30	do do 1er Juillet au 30 Septembre 1887.....			125 00
Dec. 31	do do 1er Novembre au 31 Décembre 1887..			125 00
1888.				
Mars 31	do do 1er Janvier au 31 Mars 1888.....			125 00
Juin 30	do do 1er Avril au 30 Juin 1888.....			125 00
Sept. 30	do do 1er Juillet au 30 Septembre 1888.....			125 00
Oct. 1er	do do 31 Décembre 1888.....			125 00
Total.....				\$ 861 26

Par M. *LeBlanc*,—Quel est le montant des sommes d'argent payées à *Joseph Martin* avocat, de Québec, depuis le 1er février 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Le 14 juin 1888, sur une interpellation semblable faite par M. le député du comté de Québec, le Procureur-général répondait que M. *Martin* avait reçu, depuis le 1er février 1887 jusqu'au 14 juin 1888, la somme de \$1549.99 pour divers services, surtout en rapport avec la codification des Statuts ?

M. *Martin* n'a rien reçu depuis que cette réponse a été donnée.

M. *Tourigny*.—E. G. *Phaneuf*, huissier, demeurant à *Montréal*, a-t-il quel qu'emploi du gouvernement depuis le 1er février 1887 ? Si oui, quel emploi et quel salaire et combien a-t-il reçu en tout ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Oui, M. *Phaneuf* a été nommé chef de la police spéciale du revenu le 22 octobre, 1888, à un salaire annuel de \$900., et il a reçu jusqu'ici \$225.00, pour salaire gagné.

Par M. *Taucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre à exécution la loi de 1876, insérée dans l'édition des Statuts refondus de la province de Québec, au chapitre 4, et particulièrement les articles de la sous-section 3 qui se lisent comme suit :

640. Les commis sont divisés en cinq classes dénommées comme suit : première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième. 40 V., c. 9, s. 4.

641. Tout arrêté du Lieutenant-Gouverneur en conseil, nommant une personne à une charge de commis, doit assigner à cette personne, l'une des cinq classes, et le traitement de ce commis est fixé d'après la classe qui lui est ainsi assignée conformément aux dispositions suivantes : 40 V., c. 9, s. 6.

642. Un commis de cinquième classe reçoit un traitement de six cents piastres, pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres, jusqu'à ce que son traitement s'élève à huit cents piastres par année. 40 V., c. 9, s. 7.

643. Un commis de quatrième classe reçoit un traitement de huit cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres, jusqu'à ce que son traitement s'élève à mille piastres par année. 40 V., ch. 9, s. 8.

644. Un commis de troisième classe reçoit un traitement de mille piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres, jusqu'à ce que son traitement s'élève à douze cents piastres par année. 40 V., ch. 9, s. 9.

645. Un commis de deuxième classe reçoit un traitement de douze cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres, jusqu'à ce que son traitement s'élève à quatorze cents piastres par année. 40 V., ch. 9, s. 10.

646. Un commis de première classe reçoit un traitement de quatorze cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres, jusqu'à ce que son traitement s'élève à seize cents piastres par année. 40 V., ch. 9, s. 11.

647. Aucun commis ne peut recevoir l'augmentation de traitement, à moins d'avoir servi une année entière, dans la classe qui lui a été assignée, et d'avoir un certificat du sous-chef du département, où il a ainsi servi, attestant sa bonne conduite et l'efficacité de son service. 40 V., ch. 9, s. 22.

648. Un commis ne peut être promu à une classe supérieure, qu'après avoir fait quatre années de service dans la classe qu'il occupe, à moins que, pour des raisons spéciales, le Lieutenant-Gouverneur en conseil en ordonne autrement. 40 V., ch. 9, s. 13.

249. Dans le cas d'une promotion d'une classe à une autre, l'augmentation du traitement, s'il y a lieu, n'est payable qu'à dater du premier du mois qui suit la date de la promotion. 40 V., ch. 9, s. 22.

Réponse par l'honorable M. *Mereier*.—Oui, autant que possible, suivant les circonstances.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état montrant : 1. les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à *Joliette*, devant le juge *Dugas re Lavallée*.

2. Les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à *Montréal*, devant le même juge, dans la même affaire.

3. Les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue devant la commission royale, dans la même affaire, la somme dépensée pour l'impression du rapport de cette commission.

4. Les dépenses encourues par la Cour du Banc de la Reine (juridiction criminelle) à *Joliette*, dans la même affaire.

5. Les dépenses encourues par le gouvernement pour les procédures devant la Cour du Banc de la Reine (juridiction criminelle) à *Montréal*, dans la même affaire.

6. Les dépenses encourues pour l'enquête devant un comité du Conseil législatif dans la même affaire.

7. Les sommes qui ont été payées, dans cette affaire, à MM. *Dugas* (juge), *Fitzpatrick*, avocat, *F. O. Dugas* avocat, et *Alphonse Turgeon*.

8. Les autres dépenses encourues par le gouvernement dans cette affaire.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état donnant : 1. Les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation.

2. L'accusation contre chacune d'elles.

3. La somme en jeu dans chaque cas.

4. Les districts où auraient été commis les actes pour lesquels chacune d'elles a été accusée.

5. Le district où a eu lieu chaque procès.

6. Les noms de celles qui ont plaidé coupables.

7. Les noms de celles qui se sont défendues.

8. Les noms de celles qui ont été trouvées coupables.

9. L'offense pour laquelle chacune d'elles a été condamnée.

10. La sentence dans chaque cas.

11. Le montant des frais payés et des frais encourus par le gouvernement dans chaque cause.

12. Les noms des personnes à qui ont été payés ou à qui sont dus ces frais.

13. Les dépenses qui ont été faites par le gouvernement pour découvrir les fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation.

14. Les noms des personnes à qui ces sommes ont été payées et combien à chacune.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état donnant : 1. Le montant payé par le gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 jusqu'à ce jour, pour la composition, l'impression et la reliure des Statuts refondus de la province de *Québec*.

2. Les noms des personnes, compagnies ou établissements chargés de faire ces différents ouvrages.

3. Le montant payé à chacun de ces établissements, compagnies ou personnes jusqu'à ce jour.

4. Le montant restant encore à payer sur le coût total de ces ouvrages.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour copies des polices d'assurances émises par chacune des compagnies d'assurances faisant affaires dans cette province. (*Documents de la session*, No. 112.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 7 février, 1889, pour—un état des sommes payées par le gouvernement de la province de *Québec* et l'Assemblée législative de la province de *Québec* à *Achille Carrier*, avocat de *Québec*, depuis le premier février 1887, constatant la date de chaque paiement et la nature et la date de l'ouvrage pour lequel chacun de ces paiements qui a été fait. (*Documents de la session*, No. 113.)

Sur motion de M. *Baldwin*, secondé par M. *Owens*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de *Taylor Little* et leur remplacement, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, ce bill étant pour des fins charitables et religieuses.

M. *Bernatchez* propose, secondé par M. *Pilon*,—Que le rapport préliminaire de la Commission agricole, nommée en vertu d'un ordre en conseil, en date du 18 août 1887, qui a été mis devant cette chambre le 17 mai (1888), et que, sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, il a été le 9 juillet dernier (1888), référé au comité permanent de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration ;

Que le dit comité a fait rapport, le 10 juillet dernier (1888), déclarant qu'il approuvait les parties les plus importantes du dit rapport et les recommandait à la favorable considération de la Chambre ;

Que le moteur de la présente motion a proposé, le 10 juillet dernier, que ce rapport du comité de l'agriculture, de colonisation et d'immigration soit adopté, et que, le même jour, sur motion de M. *Nantel*, le débat fut ajourné ;

Que la prorogation de la Législature eut lieu le 12 juillet dernier sans la reprise des débats, et, conséquemment, sans une adjudication sur la dite proposition ;

Que, dans les circonstances, il est opportun de déclarer que cette Chambre concourt dans la partie suscitée du dit rapport du comité de l'agriculture, de colonisation et d'immigration, en date du 10 juillet dernier.

M. *Dechene (l'Islet)* propose en amendement, secondé par M. *Deschênes (Témiscouata)*,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par les suivants : " vu l'importance de la question agricole, cette Chambre attendra pour l'adoption du projet préliminaire de la commission agricole, que la dite commission ait fait un rapport final de ses travaux et de ses observations. "

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Rhodes*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance entre le Gouvernement et diverses personnes, en 1887 et depuis, au sujet d'un immeuble situé à *Hull*, près du pont suspendu, et connu sous le nom de table de roc (*Table Rock*), lequel immeuble appartenait à la Couronne et a été vendu à un nommé *Roe*, vers la fin de l'année 1887, ou au commencement de l'année 1888 ; aussi copies de tout arrêté du Conseil concernant cette vente, de l'acte de vente par la Couronne à M. *Roe*, de l'acte de vente par ce dernier à M. *Herdmann*, passé devant M<sup>re</sup> *Brault*, notaire, vers septembre ou octobre derniers, et généralement de tout document qui se rattache à cette propriété.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Une liste des concessions forestières adjugées à l'encan, récemment faite par le département des terres de la Couronne, indiquant l'étendue de la concession dans chaque cas, le nom de l'acquéreur et le montant de la prime payée.

2. Une liste contenant les noms des acquéreurs qui ont payé cette prime, et la date du paiement.



*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toute la correspondance échangée entre l'honorable Commissaire ou le département des terres de la Couronne et tout adjudicataire de concessions forestières de la province, concernant les états faits par tel adjudicataire, touchant ses opérations, depuis le 1er février 1887.

2. Copie de tous les rapports qui ont été faits par les employés du département des terres de la Couronne ou de toutes autres personnes, depuis le 1er février 1887, concernant l'insuffisance ou l'inexactitude des états fournis par un adjudicataire quelconque de concessions forestières de la province de *Québec*, au sujet du bois coupé par lui sur ces concessions.

3. Copie de toute la correspondance échangée entre le département des terres de la Couronne et toute personne quelconque concernant ces états ou touchant les réclamations faites par qui que ce soit au sujet de l'insuffisance ou de l'inexactitude de ces états.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'arrêté du Conseil, ou autre document, nommant M. *John Langelier* à la charge de député registraire.

Copie de tout arrêté du Conseil, de toute correspondance, et de tout écrit généralement, concernant son salaire.

Copie de la pétition de droit prise par M. *Langelier* à ce sujet, et de la déclaration par laquelle il a renoncé à cette pétition de droit, et généralement de toute correspondance et de tout écrit concernant cette affaire.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. *Taillon* propose, secondé par l'honorable M. *Robertson*,  
Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la lettre adressée par M. *Beausoleil* au gouvernement, en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes *re taxes* sur les corporations commerciales.

Copie de la lettre de l'honorable M. *Shehyn* sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de *Mégantic*.

Aussi, copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. *Beausoleil*, et de tout document sur le même sujet.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 21 Février 1889.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De l'Association des dentistes de la province de *Québec* ; demandant que *William S. Cotton* ne soit pas admis à la pratique de l'art dentaire.

De l'Association des dentistes de la province de *Québec* ; demandant que *Alexander A. Graham* ne soit pas admis à la pratique de l'art dentaire.

De l'Association des dentistes de la province de *Québec*; demandant que *Joseph Edouard Gustave Lemieux* ne soit pas admis à l'étude de l'art dentaire, sans examen préliminaire.

De *R. Lindsay* et autres, du comté de *Gaspé*; demandant qu'une charte soit accordée à toute compagnie qui s'engagera de construire et de mettre en opération, dans l'espace de trois années, une ligne courte de chemin de fer partant du *Bassin de Gaspé* et se reliant au chemin de fer Intercolonial.

L'honorable *M. Rhodes*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Québec*, auquel il a fait un amendement qu'il soumet respectueusement à la considération de votre Honorable Chambre.

*M. Lareau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'Honorable *Elzéar Henri Juchereau Duchesnay*."

Bill revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent.

Votre comité désire recommander à votre Honorable Chambre que le dépôt fait entre les mains du comptable de l'Assemblée législative sur le Bill concernant l'érection de la paroisse de *Sainte-Christine*, en municipalité locale, soit remis au promoteur du bill, moins les frais de traduction et d'impression du dit projet de loi.

Ordonné, Que *M. Bisson* ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des chemins de fer, dans le but de constater les dommages causés à la propriété d'autrui.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Dechene (l'Islet)*, ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des chemins de fer et spécialement l'article 5170.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. LeBlanc*,—Quels sont les départements où l'ameublement des bureaux a été renouvelé en tout ou en partie ou bien augmenté, depuis le 1er février 1887 ?

Quel est le coût de ces nouveaux ameublements ?

Réponse par l'honorable *M. Gagnon*,—1. Il a été placé de nouveaux meubles dans chaque département.

2. \$5,733,97.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Les Statuts refondus de la Province de *Quebec* ont-ils été distribués aux juges de paix de la Province ?

Si, non, quand le seront-ils ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Les Statuts refondus n'ont pas encore été distribués aux juges de paix, mais ils le seront aussitôt que les relieurs pourront les fournir ?

Par M. *LeBlanc*,—Existe-il une loi de cette Province, se rapportant à la construction des ponts en fer ?

Si, oui, en quelle année a-t-elle été passée ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Il en existe deux, savoir :  
La 50 Vict., chap. 1, et la 51 et 52 Vict., ch. 1.

Par M. *Legrès*,—M. *Georges Leclerc* qui était, en 1888, secrétaire du Conseil d'agriculture, occupe-t-il encore cette position ?

Si, non, est-il encore employé dans un département et à quel titre ?

Quel était son traitement et quel est son traitement actuel ?

Le gouvernement a-t-il l'intention de le mettre à la retraite ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—1. Non.

2. Il est employé au département de l'agriculture comme directeur de l'agriculture et secrétaire du département d'agriculture et de la colonisation.

3. Son traitement comme secrétaire du Conseil d'agriculture était de \$1600.00 ; son traitement actuel est de \$1,800.00.

4. Sous considération.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—M. *P. R. A. Belanger*, arpenteur de *l'Islet*, a-t-il été employé par le gouvernement de cette province depuis le mois d'octobre 1879 jusqu'au 27 janvier 1887 ?

Si, oui, quelles sommes a-t-il reçues durant le dit espace de temps ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—1. Oui.

2. Il a reçu pour arpentages .....	\$2969.19
"          " cadastre .....	45.00
"          " balance due sur travaux de cadastre faits antérieure-	
ment à octobre 1879 .....	263.85
	<hr/>
	\$3278.04

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—Quelles sommes M. *P. R. A. Belanger* arpenteur de *l'Islet*, a-t-il reçues à quelque titre que ce soit, du gouvernement de cette province, depuis le 27 janvier, 1887 jusqu'au 31 janvier 1889 ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—M. *P. R. A. Belanger* a été nommé par M. *L. A. Robitaille*, pour faire un arpentage de la limite *Ruisseau Sauvage* et arrière *Ruisseau Sauvage*. M. *P. R. A. Belanger* a reçu \$525.86 le 30 juin 1888, pour la portion de ces travaux de limitation et bornage que le département des terres de la couronne était tenu de payer.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1889, pour copie du premier rapport annuel de *J. B. Charleson*, en date du 15 décembre dernier, sur les opérations forestières de 1887-88. (*Documents de la session, No. 114.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 février 1889, pour copie de toutes correspondances échangées entre les peintres, les sculpteurs, ou autres artistes à propos des peintures, sculptures et fontaines destinées à l'embellissement du palais de la Législature de Québec. (*Documents de la session, No. 115.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1889, pour copie de la correspondance, de l'arrêté en conseil et de tous documents concernant la nomination de *J. B. Girard* comme conseiller municipal du village de *Roxton Falls*, dans le comté de *Shefford*. (*Documents de la session, No. 116.*)

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec, qu'il rapporte sans amendement à votre Honorable Chambre.

Sur motion de M. *Bisson*, secondé par M. *Cameron*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances, requêtes et mémoire, au sujet d'une demande d'argent, de la Société d'agriculture du comté de Beauharnois, aux fins de l'aider à reconstruire les bâtisses et dépendances érigées sur son terrain d'exposition et enlevées par l'ouragan du mois de juin dernier.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Deschênes (Témiscouata)*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et certaines personnes à propos de certains actes frauduleux qui se sont pratiqués et qui se pratiquent, paraît-il encore, en différentes parties de la province de Québec : actes qui consistent à induire les cultivateurs à donner leurs billets promissoires et garanties, s'élevant en totalité à une somme considérable, pour des grains de semence, pour des instruments agricoles et autres effets et marchandises, sous divers faux prétextes,—ces articles en certains cas étant à peu près sans valeur, bien que les signataires de tels billets soient forcés de les payer, tandis que les auteurs de ces fraudes échappent à la justice.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant. 1. Quelles sont les municipalités auxquelles le gouvernement a fait, depuis le 1er janvier 1887, une remise totale ou partielle de ce qu'elles devaient au fonds d'emprunt municipal.

2. Quel est le montant de ces remises pour chaque municipalité.

Et étant six heures P. M. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'ordre du jour pour la prise en considération des amendements faits en comité général au bill autorisant le barreau de la province de *Quebec* à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres, étant lu ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Trudel*,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

L'honorable M. *Duhamel* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant dans la clause 1ère les mots "les examens exigés par la loi," par les mots "l'examen exigé par la loi."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata.)</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—28.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Gladu,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—23.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lenieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

Sur motion de M. *de Grosbois*, secondé par M. *Cardin*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation "*The Second Advent Church of the Province of Quebec*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes requêtes et correspondances adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres par les justiciables du district de *Beauce*, s'opposant aux changements des limites judiciaires de ce district et à l'extension de la juridiction des cours du district de *Québec* sur icelui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill, intitulé : "Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill pour amender la loi électorale ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Champagne*,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Boyer*, propose comme amendement à la motior, secondé par M. *Bourbonnais*,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témiscouata,)</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Boyer,</i>		<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—22.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski,)</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—30</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>McShane,</i>		

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : "Acte amendant la loi électorale de *Quebec*," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

---

Un bill pour amender le Statut 33 Victoria, chapitre 32, intitulé : " Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins," est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender et refondre les lois concernant les dentistes de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation étant lu ;

M. *Beauchamp* propose, secondé par M. *Lapointe*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Tuillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'à compter de jeudi le 21 courant, les ordres du gouvernement aient priorité tous les jeudis sur les ordres du jour, jusqu'à la fin de la session.

*Résolu*, Qu'à commencer de samedi prochain, le 23 courant, inclusivement jusqu'à la fin de la session, la Chambre siège tous les samedis de 3 h. p. m., à 6 p. m., et que les ordres du gouvernement aient la priorité sur les ordres du jour, ces jours-là.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit ; Vendredi matin.

Vendredi, 22 Février, 1889.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M. aujourd'hui.

---

Vendredi, 22 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. *Pelletier*,—la pétition du Réverend L. Z. *Lambert* et autres, de la paroisse de *Ste-Anastasie de Nelson*.

M. *Bisson*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, présente à la Chambre le second rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au code municipal, il a l'honneur de les soumettre à votre honorable Chambre dans un projet de bill qu'il demande à être ré-imprimé sous le No. 50, ayant *Jules Tessier*, écuyer, comme promoteur.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'application par l'exécutif des lois de cette province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte détachant du canton de *Stanbridge* un certain territoire et l'érigeant séparément en municipalité sous le nom de la municipalité de *Stanbridge Station*."

Bill intitulé : " Loi amendant l'acte 47 Vict., ch. 90 et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de *Ste. Cunégonde*."

Bill intitulé : " Loi confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à Sieur *Philippe Richard*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux terres publiques."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi de l'instruction publique."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Institut des Frères de *St. Gabriel*."

Bill intitulé : " Acte autorisant l'admission de M. *Joseph Edmond Octave Lemieux*, de la cité de *Québec*, à l'étude de l'art dentaire."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Acte détachant du canton de *Stanbridge* un certain territoire et l'érigeant séparément en municipalité, sous le nom de " la municipalité de *Stanbridge Station*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant l'acte 47 Vict., ch. 90, et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de *Sainte-Cunégonde*," lesquels sont lus la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un bill pourvoyant à la formation de Sociétés agricoles et laitières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.



Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—Extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1888. (*Documents de la session, No. 117.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 janvier, 1889, pour copie de la correspondance et requête de MM. *Eusèbe Sénécal* et fils, relativement au Dictionnaire généalogique de M. l'abbé *Tanguay*. (*Documents de la session, No. 118.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 janvier, 1889, pour copie d'une requête d'un grand nombre de citoyens de *Montréal*, demandant une subvention pour aider les Frères des Ecoles Chrétiennes à établir une école supérieure d'éducation commerciale et d'industrie. (*Documents de la session, No. 119.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de *Quebec*. (Article 177, S. R. P. Q.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la pour la première fois.

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,

*Résolu*, Qu'il y a urgence à étudier ce bill et qu'il soit aujourd'hui même soumis à la considération de la Chambre jusqu'à ce qu'elle en ait disposé.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Blanchet* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent quatre-vingt-quinze piastres et soixante-treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (Terres de la Couronne) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour portraits des Orateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un pont à *Barachois, Gaspé* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour compléter le palais de justice, la cour de circuit et le bureau d'enregistrement du comté de *Kamouraska* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille huit cent vingt et une piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance due sur le prix de la ferme Leduc, pour l'hôpital protestant des aliénés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réclamations en souffrance pour la construction du chemin de fer Q. M. O. et O ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de M. l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les frais d'impression et de relieure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de M. l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-un mille six cent cinquante-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression, et relieure etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes et relieure de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, relieure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du Bureau du Greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication des *Débats de la Législature* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, crédit demandé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille trois cent seize piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du juge des Sessions de la Paix, *Québec*, et des magistrats de police et des employés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole de *Notre-Dame de Montfort* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, *Quebec* et *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hopital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Hopital *Saint-Patrice*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Saint-Vincent de Paul*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat *St. Patrice*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine*, Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue *Bonaventure*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth*, pour les enfants abandonnés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut *Hervey*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigite*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *St. Vincent de Paul*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Hospice de *Bethléem*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St. Joseph du Bon Pasteur*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide la Société Israélite des dames de bienfaisance, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Orphelinat et de l'Asile *Nazareth*, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Finlay*, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigitte, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrants, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent cinquante-neuf piastres et trente trois centins soient accordées à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Saint-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, *Nicolet* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville, Saint-Benoît* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Saint-Joseph, Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Jean, St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Lajemmerais, Varennes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie, Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph, Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence *Sainte-Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital d'*Yamachiche, Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

116. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Paulin, St-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil, Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

119. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-François, Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

120. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Louis, Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

121. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

122. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Joseph* de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

123. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu *St-Valier, Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

124. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

125. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.



M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. *Rinfret dit Malouin* rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cent cinquante-deux piastres et un centin soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les impressions, la relieure etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La dite résolution, étant lu la seconde fois, est adoptée.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *McIntosh* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant le statut 39 Vict., chap. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke* et les lois qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Flynn* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure des amendements faits en comité général au le bill concernant les pêcheries provinciales étant lu ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que les amendements soient maintenant lus la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi de la pêche en cette province."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé: " Acte nommant les membres du Conseil législatif juges de paix *ex-officio* " étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendrnt la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies, dans la cité de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Le bill pour amender la loi électorale de *Québec*, en augmentant le droit de suffrage et pour amender le code municipal, en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi électorale de *Quebec* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sylvestre* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi de la chasse de *Québec* ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant les sociétés de bâtisses, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour mieux définir à toutes fins quelconques les limites de *Portage du Fort* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour enlever tout doute au sujet des limites de *Portage du Fort*, province de *Québec* et les mieux déterminer."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 2407 des Statuts refondus de la province de *Québec* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Pelletier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant les Statuts refondus de la province de *Québec*, relativement à l'administration de la justice dans le district de *Saguenay*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill pour exempter des taxes municipales et scolaires, les propriétés, appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture et occupées par elles, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant l'article 275 du code de procédure civile, relativement aux témoins," étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance, pétition ou mémoire échangé entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et toute personne, au sujet d'une loi pour restreindre la vente des drogues et des médicaments.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Trudel*,

*Ordonné*, Que la cinquante-septième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle concerne le bill pour autoriser le Barreau de la province de *Québec*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres.

Sur motion de M. *Rochon*, secondé par M. *Rochelleau*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation la Société Saint Jean-Baptiste de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Basinet*, secondé par M. *Legris*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée* de *Joliette*, dans le diocèse de *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hopital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Hopital *Saint-Patrice, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Saint-Vincent de Paul, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat *St. Patrice, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine, Bon Pasteur, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue *Bonaventure, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth*, pour les enfants abandonnés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, *Asile Nazareth, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile *Nazareth, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut *Hervey, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigite, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *St. Vincent de Paul, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Hospice de *Bethléem, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St. Joseph du Bon Pasteur, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société *Israélite* des dames de bienfaisance, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Orphelinat et de l'Asile *Nazareth, Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Finlay Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigitte, Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont, Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Imigrants, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent cinquante-neuf piastres et trente trois centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Hyacinthe*, *Saint-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Saint-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, *Saint-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, *Nicolet* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville*, *Saint-Benoît* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Saint-Joseph*, *Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie*, *Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Jean*, *St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Lajemmerais*, *Varennes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.



73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie, Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph, Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital d'*Yamachiche, Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Paulin, St-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil, Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-François, Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Louis, Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph* de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, *St-Valier, Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'honorable *Elzéar Henri Juchereau Duchesnay* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Deschênes (Temiscouata)* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill confirmant un certain acte de retrocession et de résiliation de donation passé entre *Joseph Louis Carle, Louis Carle et Louis Napoléon Carle*, ès-qualité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Flynn* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de caoutchouc de *Montréal*," et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cardin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer et de navigation du Lac Saint-François ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le Recteur et les Syndics de l'Eglise de *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte autorisant le recteur et les syndics de l'église *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte ratifiant et confirmant la vente d'un certain terrain appartenant à la substitution créée par la donation entre vifs de *Marie Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte et uxor*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Flynn* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans aucun amendement.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi à 3 heures p. m., et qu'il soit permis aux différents comités de cette Chambre de siéger demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

## Lundi, 25 Février 1889.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

Du Révérend *L. Z. Lambert* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anastasie de Nelson* ; demandant qu'une enquête soit faite sur l'accaparement de la presque totalité des terres de la dite paroisse, par les commerçants de bois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*, dans le diocèse de *Montréal*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendements :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi des élections contestées de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 44-45 Vict., chap. 75, et rappelant l'acte 51-52 Vict., chap. 85, concernant l'incorporation de la ville de *Longueuil*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la Communauté des Sœurs de la Charité de la *Providence* à construire un pont au-dessus de la voie publique dans la paroisse de la *Longue Pointe*."

Bill intitulé : " Acte concernant la succession de feu *John Ogilvie*."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'association provinciale des instituteurs protestants de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " *The Second Advent Church of the Province of Québec*."

Bill intitulé : " Acte amendant les articles 1745, 5917 et 5918 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relativement aux exemptions de suisie."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*, (article 177 S. R. P. Q.)"

Et bill intitulé : " Acte validant certaines ventes de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice dans la cité de *Montréal*."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour donner à la cour supérieure et à la cour de circuit du district de *Terrebonne*, juridiction concurrente sur les cantons de *Clyde*, *Joly*, *Marchand* et *Loranger* dans le district d'*Ottawa* et les cantons *Mousseau* et *Lynch*, dans le district de *Joliette*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*, dans le diocèse de *Montréal*," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois demain.

Un message de Son honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt* Ecuier, gentilhomme huissier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills qui suivent :

Acte amendant les articles 19 et 999 du code municipal.

Acte amendant la loi électorale de *Québec*, (article 177, S. R. P. Q.)

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Goyette*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et la cour de circuit du district de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : Acte pour donner à la cour supérieure et à la cour de circuit du district de *Terrebonne*, juridiction concurrente sur les cantons de *Clyde*, *Joly*, *Marchand* et *Loranger*, dans le district d'*Ottawa* et les cantons de *Mousseau* et *Lynch*, dans le district de *Joliette*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union *St. Joseph* de *Farnham* et de la Société *St. Jean-Baptiste* de *Farnham*, tous deux pour l'année 1888. (*Documents de la session*, No. 30.)

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 février 1889, pour copie de la correspondance échangée entre *Eugène P. Bender* et le gouvernement au sujet de sa réclamation de *Manicouagan* et tous documents s'y rattachant. (*Documents de la session*, No. 120.)

L'ordre du jour pour la considération ultérieure des amendements faits en comité général au bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres, étant lu ;

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Goyette*,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>David,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte.—17.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Murphy,</i>		
<i>Maurice,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robertson,</i>	<i>Taillon.—10</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill transférant le chef-lieu du comté de *Laval*, de *Ste-Rose*, au *Pont Viau*, pour les fins d'enregistrement et autres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *de Grosbois* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. *Lynch* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,—Que tous les mots après " bill ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instructions d'en biffer l'article neuvième et dernier et de le remplacer par le suivant :

" Cette loi sera mise en vigueur le jour où le changement proposé aura reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, après que tel changement aura été soumis à l'assentiment des électeurs municipaux du comté.

" Le mode de votation sera celui en usage pour l'approbation des règlements municipaux, sous l'opération de l'article 671 du Code municipal et les articles suivants, portant sur la même matière, excepté pour ce qui a trait à la rédaction et aux formalités du règlement qui ne sera pas nécessaire, ainsi que pour ce qui concerne l'acquittement des taxes municipales et scolaires, défaut de quoi n'enlèvera pas au propriétaire le droit de voter.

" La votation devra se faire le troisième jour de mai prochain, depuis dix heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi du même jour. Le maire ou le secrétaire-trésorier de chaque paroisse devra donner, de la manière accoutumée, tous les avis requis à cette fin, et immédiatement après la votation, il fera un rapport certifié du résultat du vote au préfet du comté qui transmettra le résultat du vote dans chaque paroisse, au Secrétaire de la province."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR .

Messieurs .

<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>St. Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—16.</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs .

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Forest,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte.—26</i>

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question originale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte transférant dans la paroisse de *St-Vincent de Paul*, le chef-lieu et le bureau d'enregistrement du comté de *Laval*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant *Alexandre A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Legriz* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant la loi 47 Vict., ch. 90, et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de *Sainte-Cunégonde* ; " lesquels sont lus la seconde fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. *Lapointe*, secondé par M. *Legriz*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état donnant. 1. Le nombre d'employés nommés au palais de justice de *Montréal*, depuis le 1er février, 1887.

2. La somme des salaires réunis de ces employés, par année.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. *Trudel*,—M. *W. E. Collins* a-t-il jamais été suspendu dans ses fonctions ?

Si oui, pour quelles raisons ?

Le même M. *Collins* n'a-t-il pas été réinstallé dans ses fonctions ?

Si oui, pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—1. Oui, pour raisons de discipline et d'administration.

2. Non.

Par M. *Pilon*,—L'item " *L. A. Choquette et Frère*, tapis, etc., etc., palais de justice et prison, *Saint-Hyacinthe*, \$541.87," à la page 101 des comptes publics de la province, pour l'exercice finissant le 31 juin 1888, est-il exact ?

N'y a-t-il pas erreur dans le montant chargé à MM. *Choquette et Frère* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Il y a une erreur typographique dans la version française des comptes publics ; le montant n'est que de \$41.87, tel qu'il appert par la version anglaise.

Par M. *Cameron*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'attirer l'attention des gouverneurs du collège des médecins et chirurgiens de cette province sur l'à-propos, pour eux, d'obtenir la législation nécessaire pour permettre aux membres de ce collège de prendre avantage des dispositions du Statut Impérial, 49-50 Vict., chap. 43 ? (Medical Act 1886.)

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement croit devoir attendre que les gouverneurs du collège des médecins et chirurgiens prennent l'initiative.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire étudier la question de l'influence du déboisement sur la climatologie de la province de *Quebec* ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Le gouvernement s'est déjà occupé de cette question, puisque la loi des terres de la Couronne réserve en forêt, au bénéfice du colon et du pays, un cinquième des lots à concéder, pour prévenir en même temps les inondations futures et les sécheresses du climat par un trop grand déboisement.

Par M. *Rinfret*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger la Compagnie du chemin de fer du Pacifique à continuer sa ligne jusqu'au quai *Allan*, dans le quartier *Champlain*, *Quebec*, ainsi qu'elle y est obligée par son contrat ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement a fait et fera son possible pour arriver à ce résultat.

Par M. *Desjardins*.—Quelles sont les municipalités qui ont payé au gouvernement les \$79,996.32, reçues depuis le premier juillet jusqu'au 31 décembre 1888 ?

Quelle somme chacune de ces municipalités a-t-elle payée ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—

Ville de <i>Terrebonne</i> .....	\$ 1,000.00
<i>Saint-Théodore d'Acton</i> .....	1,911.97
<i>Saint-Romuald d'Etchemin</i> .....	15,000.00
<i>Pointe du Lac</i> .....	400.00
Ville des <i>Trois-Rivières</i> .....	61,684.35

\$79,996.32

Par M. *Desjardins*.—1. A quelles dates les compagnies de chemins de fer de *Témiscouata*, de *Montréal* et *Lac Maskinongé*, de *Quebec* et *Lac Saint-Jean*, ont-elles fait les dépôts mentionnés à la page huit de l'état des recettes et paiements de la province, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1888 ?

2. Quel intérêt le gouvernement paie-t-il sur ces dépôts ?

3. Quel est le montant des débentures de chacune de ces compagnies dont le gouvernement a garanti et doit garantir l'intérêt annuel ?

4. Quelle sera la durée de la garantie d'intérêt des débentures de chacune de ces compagnies ?

5. Quel est le taux de l'intérêt de ces débentures ?

6. Quelle somme le gouvernement aura-t-il à payer annuellement pour l'intérêt des débentures des compagnies ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—

1. <i>Témiscouata</i> .....	Août 11 1888
<i>Montréal</i> et <i>Lac Maskinongé</i> .....	Sept. 12 1888
<i>Quebec</i> et <i>Lac Saint-Jean</i> .....	Juillet 9 1888



2. Quatre pour cent.

3. *Témiscouata* ..... £324,000 stg. = \$1,576,800  
*Montréal et Lac Maskinongé* ..... 100,000  
*Québec et Lac Saint-Jean* ..... £780,000 stg. = \$3,796,000

4. *Témiscouata* ..... dix ans  
*Montréal et Lac Maskinongé* ..... sept "  
*Québec et Lac Saint-Jean* ..... dix "

5. Cinq par cent.

6. *Témiscouata* ..... \$ 78,840  
*Montréal et Lac Maskinongé* ..... 5,000  
*Québec et Lac Saint-Jean* ..... 189,800

Par l'honorable M. *Flynn*,—Est-ce l'intention du gouvernement de demander, durant cette session, un crédit ou vote spécial pour l'achat de grains de semences en faveur des municipalités dans lesquelles la récolte de l'automne dernier a été complètement ou en grande partie endommagée ou détruite par les gelées et les intempéries de la saison ?

Si non, est-ce l'intention du gouvernement d'accorder ces secours en grains de semences à même l'octroi de la colonisation ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—Cette question est à l'étude.

Par M. *LeBlanc*,—Combien M. C. T. *Côté*, inspecteur des manufactures, a-t-il reçu jusqu'à ce jour pour ses frais de voyage et autres dépenses en rapport avec ses fonctions ?

Où est son bureau ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—Pour frais de voyages, impressions, loyer et autres dépenses du bureau \$530,22.

Son bureau est au No. 12, rue *St-Pierre*, Québec.

Par M. *Duplessis*,—Quelles sommes d'argent M. A. E. *Gervais*, avocat, de la cité des *Trois-Rivières*, a-t-il reçu du gouvernement en rapport avec la charge d'avocat du percepteur du revenu de la Province, pour le district des *Trois-Rivières*, pour frais, honoraires, déboursés, consultations etc., depuis sa nomination comme tel ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—M. A. E. *Gervais*, avocat, a été nommé il y a deux ans, c'est-à-dire le 14 mars 1887, avocat du percepteur du revenu pour le district de *Trois-Rivières*. Il a reçu, depuis cette date, pour frais, honoraires, déboursés, consultations etc., \$947,46.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1889, pour :

1. Copie de tous rapports faits par les officiers du département d'agriculture et de colonisation ou toutes autres personnes, sur les chemins de colonisation dans les comtés de *Richmond et Wolfe* ; ainsi que copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement ou quelqu'un de ses membres ou les officiers du département, depuis le 1er février, 1887, jusqu'au 31 janvier 1889, soit pour demandes d'argents pour chemins de colonisation et ponts ou soit pour la distribution de ces mêmes argents.

2. Une liste des chemins sur lesquels des octrois ont été accordés, avec mention du canton et du comté où se trouvent ces chemins, aussi des sommes dépensées sur chaque chemin pour chacune des deux années fiscales 1887 et 1888.

3. Les noms des conducteurs des travaux et par qui recommandés, et enfin tous autres détails se rapportant à ce sujet.

4. Une liste des requêtes demandant de l'aide pour chemins de colonisation, avec indication des chemins y mentionnés et les noms des principaux signataires. (*Documents de la session, No. 121.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 février 1889,—pour copie de toutes correspondances, requêtes et mémoire, au sujet d'une demande d'argent, de la Société d'agriculture du comté de *Beauharnois*, aux fins de l'aider à reconstruire les bâtisses et dépendances érigées sur son terrain d'exposition et enlevées par l'ouragan du mois de juin dernier. (*Documents de la session No. 122.*)

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres et différentes personnes à propos d'un octroi pour aider à la construction d'une maison d'école dans la paroisse de *Saint-François de Salles*, dans le comté de *Laval*.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'arrêté en Conseil, du 16 septembre 1887, portant le numéro 463, ainsi que de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et le docteur *John Maximilien Mackay*, au sujet de l'offre faite par le dit *J. M. Mackay* de prendre dans son asile, à raison de \$122 par année, les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous ordres en Conseil, adoptés depuis deux ans, au sujet de la question de l'octroi gratuit des terres publiques dans certaines parties de la province.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'*Est*, ou aucune personne de la part de telle municipalité qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le département du Trésor ou aucun autre département, ou l'honorable Trésorier ou aucun autre ministre, relativement à cette dette avec ensemble, copie de toute requête ou de tout memorandum qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits.

Sur motion de M. *Pilon*, secondé par M. *Lareau*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous rapports, lettres et documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre les lettres patentes en faveur de l'honorable *Alexandre Lacoste*, du 4 décembre 1888, pour 1176 acres de terres de la Couronne situées dans le canton de *Marchand*.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant :

1. Les noms et prénoms, l'âge et la profession de chacun des membres du service civil qui ont bénéficié de la loi de 1876, insérée dans l'édition des Statuts refondus de la province de *Quebec*, au chapitre 4 et particulièrement aux sous sections 2 et 3, depuis sa sanction jusqu'à ce jour, (22 février 1889.)

2. Les noms et prénoms, l'âge et la profession de chacun des membres du service civil qui n'ont pas bénéficié des mêmes dispositions de la loi.

3. Le montant de leur traitement lors de leur nomination, en donnant la date d'icelle.

4. Le montant du traitement actuel de chacun des dits employés.

5. Le montant et la date de l'augmentation du traitement lorsqu'elle a eu lieu.

6. La classe pour laquelle ils ont obtenu un certificat du bureau des examinateurs.

7. La classe qui a été assignée à chacun d'eux par leur nomination.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de la correspondance échangée entre son Eminence le Cardinal *Taschereau*, les Archevêques et Evêques de la province de *Québec* et le Secrétaire de la Province ou aucun autre membre du gouvernement, au sujet du projet de loi présenté à la dernière session, concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès, et au sujet du projet de loi, présenté à cette session et ayant trait à la même question.

2. Copie de toute autre correspondance en la possession du gouvernement et se rapportant au même projet de loi.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées à même l'item 244 et 245 du budget de 1888-1889, (51-52, Vict., chap. I) en rapport avec le chemin de fer *Québec, Montreal, Ottawa et Occidental*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes les requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide, sous forme de grains de semences, et de toute correspondance à ce sujet.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance et de tous rapports et arrêtés en conseil au sujet de la réclamation de M. *W. P. Lockwood*, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état indiquant: 1. Les noms des personnes qui ont, depuis le premier février, 1887, produit devant le Commissaire des terres, des demandes de locations minières ou de concessions de droits de mine, dans le comté de *Gaspé*, et la date de ces demandes.

2. Une liste de locations minières ou des concessions de droits de mine ainsi accordées, indiquant les numéros, rangs et townships où elles ont été accordées, les personnes en faveur de qui, la date de ces concessions et le montant payé en chaque cas.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *deGrosbois*, secondé par M. *Dumais*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill concernant l'Association de Téléphone de *Sherbrooke*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le bill a été retiré.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Trudel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de l'enquête faite contre le shérif des *Trois-Rivières*, par M. *Walton Smith* en 1887.

Sur motion de M. *Lamieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire, de Lévis*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Tous les renseignements demandés  
par les tableaux suivants :

## ASILE DE BELMONT

TABLEAU I.

Patients aux frais du Gouvernement depuis le 24 septembre 1887, au 24 septembre  
1888.—12 mois.

	IVROGNES.			ALIÉNÉS ORDINAIRES.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
Population au 24 septembre 1887.....						
Admis dans les 12 mois.....						
Total.....						
Sortis guéris.....						
“ améliorés.....						
“ non guéris.....						
“ décédés.....						
Total des sorties.....						
Restant au 24 septembre 1888.						

TABLEAU II.

Patients aux frais du Gouvernement depuis le 24 septembre 1888, au 24 février 1889.—  
5 mois.

	IVROGNES.			ALIÉNÉS ORDINAIRES.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
Population au 24 septembre 1888.....						
Admission dans les cinq mois..						
Total.....						
Sortis guéris.....						
“ améliorés.....						
“ non-guéris.....						
“ décédés.....						
Total des sorties....						
Restant au 24 février 1889.....						

TABLEAU III.

Age, sexe, etc., des patients aux frais du Gouvernement depuis le 24 septembre 1887 jusqu'à ce jour 24 février 1889.

No. du registre des patients.	Nom de la municipalité.	Sexe.	Age.	Nature de la maladie.	Date de l'admission.	Date de la sortie.	Date de la mort.	Remarques.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre *M. Faucher de Saint-Maurice* et l'honorable Premier ministre, à propos d'une allocation à être donnée au Collège de *St. Michel de Bellechasse*, dans le but de favoriser l'instruction dans le comté de *Bellechasse*.

Sur motion de *M. Lemieux*, secondé par *M. David*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette chambre—Copie de toute correspondance suggérant d'envoyer en Europe, aux frais de la province, un certain nombre de jeunes gens de talents pour leur permettre de se perfectionner dans les arts, les lettres et les sciences, en suivant les cours qui se donnent dans les capitales.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du bill pour amender et refondre les lois concernant les dentistes de la province de *Québec*, tel qu'amendé en comité général de la Chambre ;

La Chambre, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

*M. Robidoux* propose comme amendement, secondé par *M. Murphy*,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la chambre avec instructions d'en biffer l'article 4059 et de le remplacer par le suivant :

#### ASPIRANTS A LA PRATIQUE.

" 4059. Pour être admis à subir l'examen d'admission à la pratique de la chirurgie dentaire, l'étudiant doit, au préalable, avoir subi les examens prescrits par un collège reconnu de médecine en cette province pour l'admission à l'étude, sur le français, l'anglais, le latin, l'histoire, la géographie, l'arithmétique et la géométrie et en avoir obtenu un certificat constatant qu'il a subi ces examens avec succès.

" Ces examens sont subis devant l'examineur alors en office, du collège ; et l'étudiant doit donner avis par écrit au secrétaire de l'association, au moins quinze jours avant tels examens, de son intention de s'y soumettre.

" Tout étudiant régulièrement inscrit et sous brevet peut, en tout temps, subir ces examens pendant sa cléricature, pourvu que ce soit au moins trente jours avant d'avoir donné avis de son intention de subir l'examen pour la pratique de la profession.

" 2. En se conformant aux formalités prescrites par les règlements de l'association, et en produisant un certificat de tel collège ou de telle université, constatant qu'il y a suivi les cours mentionnés dans l'article précédent, il a droit d'être admis à subir l'examen pour la pratique de la profession.

" S'il subit cet examen avec succès, il a droit d'être admis comme licencié en chirurgie dentaire."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

Messieurs

*Bernatchez,  
Blanchet,  
David.*

*Duplessis,  
Lafontaine,*

*Lynch,  
Murphy*

*Owens et  
Robidoux.—9.*

## CONTRE :

Messieurs

*Beauchamp,  
Cardin,  
Champagne,  
De Grosbois,  
Desjardins,  
Dunais,  
Faucher de Saint-  
Maurice,*

*Forest,  
Gagnon,  
Gladu,  
Goyette,  
Lapointe,  
Lareau,  
LeBlanc,  
Lemieux,*

*McIntosh,  
Mercier,  
Nantel,  
Pelletier,  
Pilon,  
Rinfret,  
Rocheleau,*

*Shehyn,  
Spencer  
Sylvestre,  
Taillon,  
Tessier,  
Trudel et  
Turcotte.—29.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour refondre et amender les lois concernant les dentistes."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

*Mardi, 26 Février 1889.*

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sylvestre* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mardi, 26 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Murphy*,—la pétition de *T. Ledroit* et autres, marchands de la cité de *Québec*.

M. *Laveau*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant le Conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* à prélever certains droits de quaiage, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, jeudi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le contrôleur du revenu de la province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-neuf mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le Fonds de l'Éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit Fonds à l'École Polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'Éducation Supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des Instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill autorisant *Alexandre A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Legrís* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de chirurgie dentaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Legrís* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*, dans le diocèse de *Montréal*. "

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honorables que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 février 1889, pour un état indiquant les noms, lieu de résidence et le salaire des employés surnuméraires dans chaque département, pour la présente session. (*Documents de la session, No. 123.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1889, pour un état donnant : 1. Le montant payé par le gouvernement, depuis le 1er février 1887 jusqu'à ce jour, pour la composition, l'impression et la relieure des Statuts refondus de la province de *Québec*.

2. Les noms des personnes, compagnies ou établissements chargés de faire ces différents ouvrages.

3. Le montant payé à chacun de ces établissements, compagnies ou personnes jusqu'à ce jour.

4. Le montant restant encore à payer sur le coût total de ces ouvrages. (*Documents de la session, No. 124.*)

La Chambre se remet en comité des subsides.

Résolutions à rapporter.



M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Murphy* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. *Rinfret dit Malouin* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, les quelles sont lues comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent quarante-deux piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif et y compris les impressions, &c., pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des département publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent trente trois piastres et trente trois centins soit accordé à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de police ; magistrats de police, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de navigation, *Québec* pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmative ment.

La troisième et la quatrième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent quatre-vingt-quinze piastres et treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement pour le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour portraits des orateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un pont à *Barachois, Gaspé* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour compléter le palais de justice, la cour de circuit et le bureau d'enregistrement du comté de *Kamouraska* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille huit cent vingt-et-une piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance due sur le prix de la ferme *Leduc*, pour l'Hôpital protestant des aliénés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réclamations en souffrance pour la construction du chemin de fer *Q., M., O. et O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les frais d'impression et la reliure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes et reliure de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement des employés du bureau du Greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication des *Débats de la Législature* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille trois cent seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de police ; juge des sessions de la paix, *Quebec*, et magistrats de police, *Montréal*, avec les emloyés, traitements et dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole de *Notre-Dame de Montfort* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La première résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La seconde et la troisième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La quatrième et la cinquième résolutions étant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La sixième résolution et les suivantes jusqu'à la vingt-quatrième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La vingt-cinquième résolution étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Et les vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Murphy* rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq par cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi de la chasse ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender la loi électorale de *Québec*, en augmentant le droit de suffrage et pour amender le code municipal, en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Faucher de Saint Maurice* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'application par l'Exécutif, des lois de cette province, étant lu ;

L'honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, par l'article 65 de l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, il était spécifié, (entre autres choses) que tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui — par tout acte du Parlement de la *Grande Bretagne*, ou du Parlement du Royaume Uni de la *Grande Bretagne* et l'*Irlande*, ou de la Législature du *Haut Canada*, du *Bas Canada*, ou du *Canada*, avant ou lors de l'Union, — étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces, ou pouvaient être par eux exercés, seraient — en tant qu'ils pourraient être exercés après l'Union, relativement au gouvernement d'*Ontario* et de *Québec*, respectivement, — conférés au Lieutenant-Gouverneur d'*Ontario* et de *Québec*, respectivement, et pourraient être par lui exercés, sujets néanmoins à révocation ou modification par les Législatures respectives d'*Ontario* et de *Québec*, sauf en ce qui regarde ceux existant en vertu d'actes du Parlement de la *Grande Bretagne*, ou du Parlement du Royaume Uni de la *Grande Bretagne* et d'*Irlande* :

Et attendu que, par l'article 92 du dit acte, il était spécifié que, dans chaque province du *Canada*, la Législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets y mentionnés, il est :

*Résolu, 1.* Que, dans les matières tombant sous la juridiction de la Législature de la province, tous les pouvoirs, attributions et fonctions, qui, relativement à ces matières, étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs des différentes provinces, formant actuellement partie de la puissance du *Canada* ou de chacune de ces provinces, ou étaient exercés par eux, d'après leurs commissions, instructions ou autrement, ou lors de l'adoption ou après l'adoption du dit acte, sont, et seront (en tant que cette Législature a le pouvoir d'agir ainsi) conférés au Lieutenant-Gouverneur ou Administrateur de cette province, pour le temps d'alors et exercés par eux, au nom de Sa Majesté, ou autrement, selon que le cas l'exigera; le tout soumis toujours à la prérogative royale comme auparavant.

*Résolu, 2.* Que la résolution précédente sera censée inclure le droit de commutation et de pardon des sentences prononcées pour contravention aux lois de cette province, ou des offenses tombant sous l'autorité législative de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, par l'article 65 de l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, il était spécifié, (entre autres choses) que tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui —par tout acte du Parlement de la *Grande Bretagne*, ou du Parlement du Royaume Uni de la *Grande Bretagne* et d'*Irlande*, ou de la Législature du *Haut Canada*, du *Bas Canada*, ou du *Canada*, avant ou lors de l'Union—étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces, ou pouvaient être par eux exercés, seraient—en tant qu'ils pourraient être exercés après l'Union, relativement au gouvernement d'*Ontario* et de *Quebec*, respectivement,—conférés au Lieutenant-Gouverneur d'*Ontario* et de *Quebec* respectivement, et pourraient être par lui exercés, sujets néanmoins à révocation ou modification par les Législatures respectives d'*Ontario* et de *Quebec*, sauf en ce qui regarde ceux existant en vertu d'actes du Parlement de la *Grande Bretagne*, ou du Parlement du Royaume Uni de la *Grande Bretagne* et d'*Irlande* ;

Et attendu que, par l'article 92 du dit acte, il était spécifié que, dans chaque province du *Canada*, la Législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets y mentionnés, il est :

*Résolu, 1.* Que, dans les matières tombant sous la juridiction de la Législature de la province, tous les pouvoirs, attributions et fonctions, qui, relativement à ces matières, étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenant-gouverneurs des différentes provinces, formant actuellement partie de la Puissance du *Canada* ou de chacune de ces provinces, ou étaient exercés par eux, d'après leurs commissions, instructions ou autrement, ou lors de l'adoption ou après l'adoption du dit acte, sont, et seront (en tant que cette Législature a le pouvoir d'agir ainsi) conférés au Lieutenant-Gouverneur ou Administrateur de cette province, pour le temps d'alors et exercés par eux, au nom de Sa Majesté, ou autrement, selon que le cas l'exigera; le tout soumis toujours à la prérogative royale comme auparavant.

*Résolu, 2.* Que la résolution précédente sera censée inclure le droit de commutation et de pardon des sentences prononcées pour contraventions aux lois de cette province, ou des offenses tombant sous l'autorité législative de la province.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans chacune des dites résolutions; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

---

*Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant l'application, par l'Exécutif, des lois de cette province.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 27 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Boyer*,—la pétition du Club pour la protection du gibier et du poisson de la province de *Québec*.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill " Acte concernant la nomination d'un inspecteur des sociétés de construction," auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale, et qu'il est d'opinion de rapporter le bill devant la Chambre sans se prononcer sur le mérite du bill, mais pour en permettre la discussion devant la Chambre.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile des Orphelins de *Québec*, pour l'année 1888. (*Documents de la session, No. 30.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre aux bills suivants :

Bill intitulé : " Acte ratifiant et confirmant la vente d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entrevifs de *Marie Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte* et *uxor*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'honorable *Elzéar Henri Duchesneau*."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill suivant sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette. (51-52 Vict., chap. 9.)"

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,—Qu'à partir de jeudi prochain, inclusivement, jusqu'à la fin de la session, il y ait, chaque jour, deux séances distinctes de la Chambre ; la première commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et l'autre commençant à 7½ heures P. M., et allant jusqu'à l'ajournement.

Et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés il sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rockon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>David,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte.—37.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>ture),</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—21.</i>
<i>couata),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—le second rapport du Secrétaire de la province de *Québec*, pour l'exercice 1887-1888. (*Documents de la session, No. 6.*)

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la province de *Quebec* pour l'année 1887-1888. (*Documents de la session, No. 5.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1889, pour copie de toute requête demandant de l'aide pour un certain nombre d'habitants de *Saint-Esprit* et de *Saint-Alexis*, comté de *Montcalm*, en considération des dommages que leur a causés l'ouragan qui a passé sur ces paroisses en juillet 1888 ; aussi copie de toute correspondance à ce sujet. (*Documents de la session, No. 125.*)

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire étudier les ressources que pourrait donner l'exploitation du fer magnétique qu'on dit être abondant dans la province de *Québec*, et que certaines autorités scientifiques affirment être en quantité encore plus considérable que les gisements du nord de l'*Europe*, entre autres ceux de la *Suède* et de la *Norvège*?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Cette question est à l'étude.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement, dès le jour où la loi défranchissant le service civil sera soumise au Conseil législatif, de proposer, comme compensation, l'inalévitabilité des employés et l'exemption de toutes taxes quelconques imposées aux employés du service civil de la province et des officiers de la Législature?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Non.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Où en est rendue la copie des manuscrits du maréchal de *Lévis*, mis si généreusement à la disposition de la Législature par M. le comte de *Nicolaï*?

A qui la tâche de faire faire cette copie a-t-elle été confiée?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Il n'y a encore rien de fait.

Par M. *Owens*.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir au secours de *James Emslie* et des autres instituteurs à la retraite, qui ont souffert une injustice, par suite des amendements à l'acte concernant les pensions, ainsi qu'il appert par le compte-rendu et la communication auxquels il est référé dans le rapport du Surintendant de l'éducation, en date du 3 juillet 1888?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Sous considération.

Sur motion de M. *David*, secondé par

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant l'admission d'*Albert Edouard Lecavalier* dans le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec*, soit remis, moins les de frais traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)*, secondé par M. *Tourigny*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des lettres patentes, titres etc., concernant la seigneurie *Shoolbred*, dans le comté de *Bonaventure*.

Copie aussi de toute requête, pétition, concernant certaines réclamations et certaines plaintes, au sujet d'une partie de terrain, aujourd'hui concédé par la Couronne, et pour laquelle les censitaires de la seigneurie *Shoolbred* se trouvent dans l'obligation de payer, en même temps, rente au seigneur.

Copie aussi de toute correspondance échangée avec le gouvernement à ce sujet.

Copie des ordres en conseil et de tous autres papiers se rapportant à ce sujet.

Copie du jugement rendu par la cour et du rapport des commissaires de l'acte seigneurial.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.



Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Boyer*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance au sujet de l'octroi de \$12.000, à la fabrique de sucre de betteraves de *Berthier*.

Sur motion de M. *Martin (Rimouski)*, secondé par M. *Sylvestre*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant les noms des personnes endettées au fonds des incendies de 1847 et 1848.

Les noms des détenteurs actuels des propriétés encore ainsi grevées, pour quel montant, avec les numéros du cadastre.

M. *David*, propose, secondé par M. *Boyer*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative à une requête de l'Association *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de *Montréal*, par la construction d'un édifice national.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Girouard* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend le débat sur la motion proposée aujourd'hui,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative à une requête de l'Association *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de *Montréal*, par la construction d'un édifice national,—et la question étant alors mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par M. *Legrís*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et l'Institution des sourds-muets de *Saint-Louis du Mile-End*, au sujet de l'allocation demandée par cette institution, pour la construction d'un édifice pouvant répondre aux besoins toujours croissants de cette institution.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport spécial du Surintendant du domaine de la Couronne et des biens des Jésuites se rattachant à la question du terrain des Jésuites, où l'on se propose d'ériger le futur Hôtel-de-Ville de *Québec*.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés du Conseil, de toute correspondance et de tous documents concernant le règlement entre le gouvernement et les corporations municipales, *re* Fonds d'emprunt municipal ; copie du rapport de M. Racicot, dans chacun de ces cas ; aussi un état détaillé des remises totales ou partielles par le gouvernement, en faveur de certaines corporations municipales ; le tout limité aux règlements qui ont eu lieu depuis le 1er février 1887.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. Boyer,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill pour régulariser la cléricature de M. Félix Serres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté au Conseil législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 28 Février 1889.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Basinet,—la petition du révérend L. P. Deschêne et autres, de la paroisse de Saint-Samuel de Gayhurst, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, la petition suivante est lue et reçue :

De T. Ledroit et autres commerçants, de la cité de Québec ; demandant que le bill relatif à la cession des biens, ne devienne pas loi.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les divers bills privés, soit prolongé jusqu'au cinquième jour du mois de mars prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Lareau, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le vingtième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant la ville de Sorel, en cité, auquel il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Quant au bill amendant la loi 41 Vict., ch. 58, intitulé : " Acte pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *J. Bte. Quesnel*," votre comité désire informer votre honorable Chambre qu'il est d'opinion de ne pas procéder davantage sur ce bill, parceque les promoteurs de cette mesure ne se sont pas présentés devant votre comité.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction et correction des épreuves, et maintenant entre les mains du comptable de l'Assemblée législative ou qui lui seront payées par la suite, pour cet objet, soient remises pour distribution, aux chefs des traducteurs français et anglais, conformément à la pratique suivie depuis 1872.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, soit de nouveau prolongé jusqu'à mardi prochain, le cinquième jour de mars prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. *Robidoux*, du comité collectif de la bibliothèque, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Le comité collectif de la bibliothèque s'est réuni dans la salle des délibérations de l'Assemblée législative, le 27 du courant, pour procéder à l'élection de son président, et à la fixation d'un quorum.

L'honorable M. *Marchand*, Orateur de la Chambre, a été élu président, et il a été décidé que sept membres formeraient le quorum de ce comité collectif.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants qu'il rapporte sans amendements à votre honorable Chambre :

Bill pour amender la 64ème section de l'acte électoral de *Quebec* (art. 228 S. R. P. Q.)

Bill pour amender l'article 5960 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, qui amende l'article 772 du code de procédure civile.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte érigeant en municipalité séparée la partie nord-ouest de la municipalité du village de la *Côte-des-Neiges-Ouest*."

Bill intitulé : " Acte autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Dame *Marie Geneviève Sophie Raymond*, à aliéner certains immeubles."

Bill intitulé : " Acte autorisant les grevés et curateurs des substitutions créées par les testaments de feu *Thomas Durocher* et de feu *Marie Coulombe*, à vendre et aliéner certains immeubles substitués."

Bill intitulé : " Acte autorisant à hypothéquer certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville*."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la société *Saint-Jean-Baptiste* de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Quebec*."

Et Bill intitulé : " Acte rendant insaisissables les bénéfices établis par les sociétés de bienfaisance constituées en corporation, en faveur de leurs membres."

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de *Notre-Dame des Neiges*," avec un amendement ; auquel il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de *Notre-Dame des Neiges*," lequel est lu deux fois et est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

*Ordonné*, Que M. *Rocheleau* ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 533 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un bill pour amender le code civil, relativement à l'enregistrement des hypothèques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 9 juillet 1888, demandant copie du dossier sur la pétition de droit de *W. C. Pentland* contre le gouvernement. (*Documents de la session*, No. 126.)

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier* :

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les subventions à certains chemins de fer.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender le chapitre 5 du titre 8 des Statuts refondus de la province de *Québec*, intitulé : " Des asiles d'aliénés," étant lu ,

L'honorable M. *Gagnon* propose, secondé par l'honorable M. *Duhamel*, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Trudel*,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du Club pour la protection du gibier et du poisson, de la province de *Quebec* ; demandant que le bill pour amender la loi de la chasse, ne devienne pas loi.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant le Statut 39 Vict., chap. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke* et les lois qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hall* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui, — Que le bill pour amender le chap. 5 du titre 8 des Statuts refondus de la province de *Québec* intitulé : " Des Asiles d'Aliénés," soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

*Vendredi, 1er Mars 1889.*

Et la question étant mise aux voix, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le contrôleur du revenu de cette province ;

L'honorable M. *Shehyn* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra nommer par commission, pour l'administration d'un bureau spécial du revenu dans le département du trésor, un contrôleur du revenu de la province.

*Résolu*, 2. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra nommer en outre, un inspecteur des bureaux extérieurs du revenu et tout autre employé jugé nécessaire au fonctionnement de ce bureau.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra nommer par commission, pour l'administration d'un bureau spécial du revenu dans le département du trésor, un contrôleur du revenu de la province.

*Résolu*, 2. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra nommer en outre, un inspecteur des bureaux extérieurs du revenu et tout autre employé jugé nécessaire au fonctionnement de ce bureau.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Girouard propose, secondé par M. Rinfret dit Malouin, Que la moitié de l'honoraire de \$200 payé sur les bills privés soit remise aux promoteurs de ces bills ; et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. de Grosbois, secondé par M. Girouard,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant l'admission de Joseph Edmond Gustave Lemieux, à l'étude de l'art dentaire, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Champagne, secondé par l'honorable M. Pelletier,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant la Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence à construire un pont au-dessus de la voie publique dans la paroisse de la Longue-Pointe, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Lareau, secondé par M. Pilon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, concernant le désaveu des lois passées par cette Législature à la dernière session.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

---

Vendredi, 1<sup>er</sup> Mars 1889.

3 heures P. M.

L'honorable M. Rhodes, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant, auquel il a apporté un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour exempter de taxes municipales et scolaires, les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture et employées pour ces sociétés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs aux compagnies à fonds social."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lotbinière et Mégantic*."

Et Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie d'améliorations de la ligne du *Saint-Laurent*."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole."

Bill intitulé : " Acte pour enlever tout doute au sujet des limites de *Portage du Fort*, province de *Quebec*, et les mieux déterminer."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de *Quebec* relatifs aux compagnies à fonds social," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lotbinière et Mégantic*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie d'améliorations de la ligne du *St-Laurent*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que M. *Basinet* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 853 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité permanent de toute la Chambre pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que M. *Cameron* ait la permission de présenter un bill concernant les médecins et les chirurgiens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1889, pour : 1. Une liste des concessions forestières adjugées à l'encan, récemment fait par le département des terres de la Couronne, indiquant l'étendue de la concession dans chaque cas, le nom de l'acquéreur et le montant de la prime payée.

2 Une liste contenant les noms des acquéreurs qui ont payé cette prime, et la date du paiement. (*Documents de la session, No. 127.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement l'article 533 du code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *McShane*,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7½ heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Robidoux*,—la pétition de la corporation des huissiers du district de *Montréal* et de *R. Laflamme* et autres, avocats de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

Du Révérend *L. P. Deschênes*, prêtre missionnaire de *St-Samuel* de *Grayhurst* et autres, du comté de *Beauce* ; demandant la rétrocession à la Couronne des terres accaparées par des propriétaires non résidents.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill autorisant *Alexander A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire, étant lu ;

M. *de Grosbois* propose, secondé par M. *Cardin*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *McIntosh* propose comme amendement, secondé par M. *Spencer*, Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'ajouter les mots suivants à l'article deux : " sur paiement de l'honoraire habituel exigible en ce cas, si la dite association refuse ou néglige de délivrer au dit *Alexander A. Graham* ce certificat dans les trois mois qui suivront la demande qui en



aura été dûment faite, alors et dans ce cas, le dit *Alexander A. Graham* pourra exercer la chirurgie dentaire dans la province, aussi pleinement et légalement que s'il était membre de la dite association."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et il est résolu affirmativement.

Et la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction d'ajouter les mots suivants à l'article deux : " sur paiement de l'honoraire habituel exigible en ce cas, si la dite association refuse ou néglige de délivrer au dit *Alexandre A. Graham* ce certificat dans les trois mois qui suivront la demande qui en aura été dûment faite, alors et dans ce cas, le dit *Alexandre A. Graham* pourra exercer la chirurgie dentaire dans la province, aussi pleinement et légalement que s'il était membre de la dite association."

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Baldwin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant *Alexander A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de chirurgie dentaire, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par M. *Spencer*,

*Ordonné*, Qu'instruction soit donnée au comité d'ajouter les mots suivants à l'article deux : " sur paiement de l'honoraire habituel exigible en ce cas, si la dite association refuse ou néglige de délivrer au dit *William S. Cotton*, ce certificat dans les trois mois qui suivront la demande qui en aura été dûment faite, alors et dans ce cas le dit *William S. Cotton* pourra exercer la chirurgie dans la province, aussi pleinement et légalement que s'il était membre de la dite association dentaire."

La Chambre se forme, alors, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cardin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession, dans la province de *Québec*, et donnant à

l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le Conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* à prélever certains droits de quaiage ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant la ville de *Sorel* en cité ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene (l'Islet)* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte incorporant la cité de *Sorel*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette Province, mais désire protester :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88) ont été réalisées, et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

2. Contre l'assertion du Trésorier à l'effet qu'il y a un surplus des recettes ordinaires régulières de l'année sur les dépenses ordinaires pour l'exercice de 1887-88, quand, de fait, il y a un déficit considérable causé par l'augmentation des dépenses annuelles ordinaires.

3. Contre l'imprévoyance du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen suffisant et efficace pour mettre fin aux déficits, pour établir une véritable politique d'économie, et pourvoir au paiement de la dette flottante qui, par la législation de la session de 1888, accordant des subventions aux chemins de fer, et par l'augmentation des dépenses ordinaires sous le ministère actuel, s'élevait à plus de quatre millions deux cent mille piastres, le premier janvier 1889.

4. Contre le système inauguré par le ministère, de porter au compte du capital des dépenses qui sont réellement des déboursés ordinaires du service public de la province, et qui pour l'exercice de 1887-88, s'élèvent au montant de \$187,767.76, parceque ce système est de nature à induire la Chambre et le public en erreur sur l'état véritable des affaires financières de la province, en permettant au Trésorier de calculer un surplus dans les opérations annuelles ordinaires du trésor, lorsqu'en réalité il y a eu un déficit, et

parce qu'il n'est pas de bonne politique et qu'il serait dangereux pour le crédit de la province d'emprunter tous les ans pour la plupart des dépenses inscrites au budget sous le titre de dépenses spéciales, ces frais devant être payés à même le revenu annuel.

50. Contre l'emploi qui a été fait, pour une grande partie du dernier emprunt de trois millions et demi de piastres ; cet emprunt destiné à l'extinction des obligations de la dette flottante, telles que calculées par le Trésorier et énumérées dans le préambule du chapitre deux, 50 Victoria, ayant été pour un montant considérable employé au payement des subventions aux chemins de fer autorisées par le chapitre 91, 51-52 Victoria (1888), ce qui laisse encore sur la dette flottante, qui, d'après le gouvernement, existait à la date du 31 janvier 1887, plus d'un million et demi de piastres non payées. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—12.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Martin, (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Desjardins,</i>	<i>ture),</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shahyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>Dumais,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de la réclamation de *W. P. Lockwood*, pour mines d'or ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds et muets, dont \$200 pour *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds et muets, *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds et muets, *Sœurs de la Providence, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal "*L'Enseignement Primaire*" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "*The Educational Record*," *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal de l'Instruction Publique, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression des règlements des écoles, formules en blanc, etc., nécessités par la codification et les changements de lois de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège commercial de *Saint-Barthélemi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sœurs des petites écoles, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège de *Saint-Remi, Napierville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Marieville, Rouville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri, Montréal*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent *Sainte-Anne*, de *Saint-Félix de Valois, Joliette*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent *St-Cyprien*, comté de *Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *St-Norbert*, comté de *Berthier*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de *Joliette*, pour construction d'une annexe pour cours commercial; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *St-Jean-Baptiste* de *Rowton*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, *Upton*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, *Varenes*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de *Chicoutimi*, pour construction (2<sup>e</sup> paiement sur les quatre à faire); pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de *Saint-Vincent de Paul*, pour construction; (1<sup>er</sup> paiement sur les trois à faire); pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

30. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité de *Amherst*, comté d'*Ottawa*, pour construction de maison d'école; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité de *Ponsonby*, comté d'*Ottawa*, pour construction de maison d'école, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de *Saint-Cuthbert*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial *West Farnham*, pour construction d'un quai afin d'empêcher le collège d'être détruit par la rivière *Yamaska*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux commissaires d'école, cité de *Hull*, (pour agrandissement du collège; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Pères Rédemptoristes, *Montréal*, pour construction d'une école à la Pointe *Saint-Charles*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de *Arthabaskaville*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *Saint-Jean de Matha*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *R. C. High School*, *Granby*, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *L'Assomption*, pour construction d'une école; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses de la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de feu l'honorable *Jean-Louis Beaudry* et pour d'autres objets," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Robidoux*,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de feu l'honorable *Jean-Louis Beaudry* et pour d'autres objets," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés, et la 60<sup>ème</sup> règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant le contrôleur du revenu de la province, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un bill concernant le contrôleur du revenu de la province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Samedi, 2 Mars 1889.

3 heures P. M.

M. Bisson, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a ajourné ses délibérations à lundi le 4 mars, désirant avant d'examiner M. Lockwood, témoin assigné devant ce comité, avoir en sa possession certains documents qui doivent être mis aujourd'hui devant votre honorable Chambre.

L'honorable M. Rhodes, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pourvoyant à la formation de sociétés agricoles et laitières, auquel il a apporté un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill amendement l'acte 49-50, Vict., chap. 6, relatif au district judiciaire d'Ottawa.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, *Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Naturaliste Canadien, conditionnellement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle de la Salle, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire *Saint-Patrice, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'œuvre du Patronage, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurrieres et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prix spéciaux pour encourager l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "*The Women's protective immigration Society*," *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un bateau à vapeur pour faire le service du *Lac St-Jean*, 2<sup>me</sup> paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la ligne maritime du *Saguenay*, 3<sup>me</sup> paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.



27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au chemin maritime de *Gaspé*, de *Fox River* à *Ste-Anne des Monts*, 3<sup>me</sup> et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont *Métapédia*, balance due sur contrat ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 25 février 1889, demandant copie de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en conseil, au sujet de la réclamation de M. *W. P. Lockwood*, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890. (*Documents de la session*, No. 128a.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain

---

### Lundi, 4 Mars 1889.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation des huissiers du district de *Montréal*, et de *R. Laflamme* et autres, avocats de la cité de *Montréal* ; demandant que l'acte constituant en corporation les huissiers du district de *Montréal*, ne soit pas révoqué.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre le ministère et le conseil de l'instruction publique, à propos de la recommandation que le gouvernement lui a faite concernant le projet de rendre l'enseignement de l'agriculture partie intégrante de l'instruction donnée dans les écoles élémentaires. (*Documents de la session*, No. 129.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 février 1889, pour copie de toute correspondance, pétition ou mémoire échangés entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et toute personne, au sujet d'une loi pour restreindre la vente des drogues et des médicaments. (*Documents de la session*, No. 130.)

Aussi,—la réponse à une ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour les renseignements demandés par les tableaux suivants, au sujet de l'asile *Belmont* :

### ASILE DE BELMONT

TABLEAU I.

Patients aux frais du Gouvernement depuis le 24 septembre 1887, au 24 septembre 1888.—12 mois.

	IVROGNES.			ALIÉNÉS ORDINAIRES.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
Population au 24 septembre 1887. ....						
Admis dans les 12 mois. ....						
Total. ....						
Sortis guéris. ....						
" améliorés. ....						
" non guéris. ....						
" décédés. ....						
Total des sorties. ....						
Restant au 24 septembre 1888. ....						

TABLEAU II.

Patients aux frais du Gouvernement depuis le 24 septembre 1888, au 24 février 1889.—5 mois.

	IVROGNES.			ALIÉNÉS ORDINAIRES.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
Population au 24 septembre 1888. ....						
Admission dans les cinq mois. ....						
Total. ....						
Sortis guéris. ....						
" améliorés. ....						
" non-guéris. ....						
" décédés. ....						
Total des sorties. ....						
Restant au 24 février 1889. ....						

TABLEAU III.

Age, sexe, etc., des patients aux frais du Gouvernement depuis le 24 septembre 1887, jusqu'à ce jour, 24 février 1889.

No. du registre des patients.	Nom de la municipalité.	Sexe.	Age.	Nature de la maladie.	Date de l'admission.	Date de la sortie.	Date de la mort.	Remarques.

(Documents de la Session, No. 131.)

Et aussi,—Rapport général du Commissaire des travaux publics de la province de Québec, pour 1888. (Documents de la session, No. 7.)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Duplessis.—M. Godfroy Lassalle, percepteur du revenu de la cité des Trois-Rivières, a-t-il, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, reçu du gouvernement des argents en sus des émoluments attachés à sa charge ?

Si oui, quels montants lui a-t-on ainsi payés ?

Quand et pourquoi ces montants lui ont-ils été payés ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte.—M. Godfroy Lassalle, percepteur du revenu de la cité des Trois-Rivières, a reçu du gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 jusqu'au 30 février 1889, la somme de \$690.69, pour payer les meubles des différents bureaux du gouvernement à Trois-Rivières et pour l'entretien de ces bureaux.

Par M. David.—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer une commission pour refondre le Code de procédure civile ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte.—Cette importante question est à l'étude.

Par M. Pilon.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une certaine somme pour aider à introduire dans quelque partie de la province, l'industrie de la féculerie, tel que recommandé dans le rapport de la commission agricole ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes.—Pas cette année.

Par M. *Picard*.—Vu que la récolte de l'année dernière a été considérablement endommagée, surtout dans les endroits nouvellement établis, et que les fréquents mauvais temps du présent hiver ont retardé, et gêné les travaux des colons, est-ce l'intention du gouvernement de faire à ces derniers une remise des droits de coupe de bois dûs pour tous bois de commerce, (excepté le pin) qu'ils feront dans le cours de l'hiver actuel, pourvu que, dans chaque cas, la quantité des billots coupés, n'excède pas trois cents ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*.—Non, pas d'une manière générale, chaque cas est et sera jugé suivant son mérite.

Par M. *Duplessis*.—M. *Thomas Philippe Pelletier*, marchand de *Trois-Pistoles*, a-t-il reçu quelques argents du gouvernement, depuis le 1er février 1887 ?

Si oui, quels montants a-t-il reçus, pour quelles raisons les a-t-il reçus et à quelles dates ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Le gouvernement a acheté de M. *Thomas P. Pelletier*, du bois qui a servi en grande partie à l'exposition provinciale de 1887. Le gouvernement lui a payé, le 26 août 1887, pour ce bois la somme de \$1.375.46.

Aucune autre somme n'a été payée à M. *Pelletier*.

Par M. *Duplessis*.—M. *Napoléon Pelletier*, ci-devant de la paroisse de *Trois-Pistoles*, et actuellement de la cité de *Québec*, a-t-il quelq'emploi du gouvernement ?

Si oui, depuis quand et quelle est la nature de ses fonctions ?

Quel est son salaire et quelles sommes a-t-il reçues jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*.—M. *Napoléon Pelletier* est employé comme clerc surnuméraire depuis le 1er avril 1888 ; il a reçu en tout depuis cette date \$537.00. Son salaire actuel est de \$60.00 par mois.

Par M. *Duplessis*.—L'honorable L. P. *Pelletier* et M. *Guillaume Amyot*, tous deux avocats, de la cité de *Québec*, ont-ils eu comme tels ou autrement, quelq'emploi du gouvernement, depuis le 1er février 1887 ?

Si oui, quelle est la nature de tel emploi ?

Quelles sommes ont-ils reçues du gouvernement jusqu'à ce jour et à quelle date chacune de ces sommes leur a-t-elle été payée ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—L'honorable L. P. *Pelletier* et M. G. *Amyot*, n'ont pas eu d'emploi du gouvernement depuis le 1er février 1887 ; avant cette date, leurs services comme avocats avaient été fréquemment requis pour représenter le gouvernement devant les tribunaux et ils ont été, de temps à autre, depuis cette date, requis de continuer à agir comme avocats du gouvernement actuel.

L'honorable M. *Pelletier* a reçu \$680.00 le 30 mai 1887, comme l'un des représentants du procureur général devant la Cour du Banc de la Reine du district de *Québec*.

Par M. *Picard*.—Le gouvernement a-t-il décidé de venir en aide aux colons des diocèses de *Québec*, *Rimouski* et *Chicoutimi* au moyen d'achat de grains de semence ?

Si oui, est-ce son intention d'accorder la même faveur aux colons de *Sherbrooke* ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Sous considération.

Par M. *Lussier*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un conférencier ou des conférenciers agricoles pour donner des lectures dans toute la province de *Québec* ou seulement devant quelques associations d'agriculture ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—Oui.

Par l'honorable M. *Flynn*,—1. M. *Robert Lindsay*, de *Douglastown*, a-t-il été nommé à quelque position sous le gouvernement ou sous l'un des départements ?

2. Si oui, quelle est cette position, quelle est la date de cette nomination et quels sont les émoluments, traitement ou salaire attachés à cette charge ?

3. Si M. *Lindsay* n'a pas été nommé, est-ce l'intention du gouvernement de lui confier sous peu une charge quelconque ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Sur les représentations faites par M. *W. H. Annett*, agent des bois de la Couronne, à *Gaspé*, que M. *James Jones* était dans l'impossibilité de faire les inspections requises touchant les coupes de bois faites dans la dite agence, M. *Robert Lindsay* fut, en conséquence, nommé garde-forestier le 25 septembre 1888 pour assister le dit M. *James Jones*, avec le salaire ordinaire des gardes-forestiers, savoir : \$1.50 par jour à titre de salaire et de \$1.50 également par jour pour frais et déboursés lorsqu'ils voyagent dans l'exercice de leurs fonctions

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. copie de toutes les requêtes et lettres adressées au gouvernement ou aucun de ses membres, depuis le quatorze de janvier dernier, au sujet de l'élection ou nomination des conseillers municipaux pour la municipalité de *Douglastown*, et de toute correspondance à ce sujet.

2. Copie de tous les rapports faits au Lieutenant-Gouverneur et de tous arrêtés au sujet de cette question.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des enquêtes, correspondances et autres documents adressés au gouvernement par des contribuables et autres personnes des paroisses de *Saint-Victor* et de *Saint-Ephrem de Tring*, dans le comté de *Beauce*, au sujet du fonds d'emprunt municipal.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance au sujet des comptes entre le gouvernement et M. *Queauvel*, ci-devant shérif du district d'*Arthabaska*, de tous rapports ou états faits par M. *Drolet*, auditeur, au sujet de ces comptes ; de tout arrêté du Conseil concernant la même affaire ; aussi un état des paiements faits par le gouvernement à M. *Queauvel*, à-compte ; le tout depuis le 1er février 1887.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill autorisant le recteur et les syndics de l'église *Saint-Thomas*, de *Montreal*, à disposer de certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *McIntosh*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous mémoires de frais, de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en Conseil, au sujet du montant de \$600 mentionné à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payé à MM. *Ross Brothers*, dans la cause *Holland*.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et de tout membre du Conseil de l'Instruction publique, concernant la résignation de tel membre du dit Conseil, depuis le 27 janvier 1887.

Sur motion de M. *Tourigny*, secondé par M. *Duplessis*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous rapports, arrêtés en conseil, mémoires de frais et autres écrits ou documents en la possession du commissaire des terres ou du gouvernement au sujet de la somme de \$2,097.41, qui paraît à la page 129 des comptes publics pour 1888, avoir été payée à MM. *King, Brothers*, dans la cause *King et Kerr*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Murphy* propose, secondé par M. *Cameron*,—Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Lawrence Lynch*, au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes les requêtes, de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en conseil en la possession du gouvernement, au sujet de la nomination de garde-forestier ou de surintendant de garde-forestier, pour aucune partie du comté de *Gaspé*, depuis le 1er février 1887.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée, depuis le mois d'août dernier, entre le commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. *Van Barneveld*, sur tout sujet se rapportant aux *Isles de la Magdeleine*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous rapports d'explorations, plans, et de toutes requêtes et d'autres écrits en la possession du gouvernement, au sujet de l'item 110 du budget des dépenses pour 1889-1890. (Grande route de *Cascapédia* à *Gaspé*.)

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Sept Heures et demie P. M.*

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1889, pour un état donnant les cantons ou parties de cantons arpentés et livrés en vente pour les fins de la colonisation, depuis janvier 1887. (*Documents de la session*, No. 132.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1889, pour copie du rapport de M. Longpré, protonotaire de la Cour Supérieure, *Montréal*, sur les affaires judiciaires de son bureau, pour l'année 1888. (*Documents de la session, No. 133.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1889, pour un état donnant les noms, prénoms et domicile des arpenteurs auxquels ont été confiés des ouvrages d'arpentage dans la Province, mentionnant en outre les localités où ils ont travaillé et le montant payé depuis le 1er février 1887 jusqu'à ce jour. (*Documents de la session, No. 134.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 20 février 1889, pour : 1. Copie de toute la correspondance échangée entre l'honorable Commissaire ou le département des Terres de la Couronne et tout adjudicataire de concessions forestières de la Province, concernant les états faits par tel adjudicataire, touchant ses opérations, depuis le 1er février 1887.

2. Copie de tous les rapports qui ont été faits par les employés du département des Terres de la Couronne ou de toutes autres personnes, depuis le 1er février 1887, concernant l'insuffisance ou l'inexactitude, des états fournis par un adjudicataire quelconque de concessions forestières de la province de *Québec*, au sujet du bois coupé par lui sur ces concessions.

3. Copie de toute la correspondance échangée entre le département des Terres de la Couronne et toute personne quelconque concernant ces états ou touchant les réclamations faites par qui que ce soit au sujet de l'insuffisance ou de l'inexactitude de ces états. (*Documents de la session, No. 135.*)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. *Casgrain*.—Les inspecteurs des asiles et prisons se sont-ils jamais prononcés, dans aucun de leurs rapports, contre l'envoi dans un même asile de patients souffrant d'aliénation mentale ordinaire et de patients souffrant d'aliénation mentale causée par l'abus des boissons fortes et narcotiques ?

Si oui, quelle est la date de chaque rapport contenant cette opinion ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Oui, le 5 janvier 1885.

Par M. *Casgrain*.—Depuis le mois de juin 1888, le Dr. de *Martigny*, ou quelqu'autre inspecteur des asiles et prisons, a-t-il fait un rapport sur l'asile de *Belmont* ?

Si oui, à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—MM. *Durocher* et *Bourgoin*, le 3 juillet 1888, et le Dr. *Vallée*, le 9 février 1889.

Par M. *Morin*.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un inspecteur des sociétés de bâtisses dans la province de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Cette question est à l'étude.

Par M. *Nantel*.—Quels sont les inspecteurs d'écoles dont les appointements ont été augmentés depuis le 1er février 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Depuis le 1er février 1887, un seul inspecteur français, M. *Edouard Savard*, a eu son traitement augmenté de \$700.00 à \$1000.00, par arrêté en Conseil du 28 juin 1887.

Par arrêté du 18 juillet 1887, les traitements de plusieurs inspecteurs anglais ont aussi subi les modifications qui suivent :

Celui de M. <i>Lyster</i> a été porté de.....	\$500.00 à \$	550.00
“ <i>Magrath</i> “ .....	700.00 à	800.00
“ <i>Hubbard</i> “ .....	900.00 à	1000.00
“ <i>Fothergill</i> “ .....	400.00 à	650.00
“ <i>Thompson</i> “ .....	700.00 à	900.00

Mais les changements opérés dans les traitements des inspecteurs anglais n'ont produit aucune augmentation dans le budget. Ils ont eu lieu en raison de la redistribution des districts d'inspection de ces inspecteurs provenant de la disparition d'autres inspecteurs anglais pour cause de décès ou de mise à la retraite.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative au projet de faire coïncider une grande Exposition universelle à *Montréal* en 1892, avec le 400ième anniversaire de la découverte de l'*Amérique*, le 250ième anniversaire de la fondation de *Montréal* et le 50ième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le *Canada*, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Laliberté*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative à la nomination d'une commission pour la refonte du Code de procédure civile.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente.—la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 25 février, 1889, demandant copie de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en conseil au sujet de la réclamation de M. *W. P. Lockwood*, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890. (*Documents de la session, No. 128b.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.



Mardi, 5 Mars, 1889.

M. Lareau, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le vingt et unième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de feu l'honorable *Jean-Louis Beaudry*, et pour d'autres objets," auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre."

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Desjardins, — Quelle somme le gouvernement a-t-il eu et aura-t-il à payer, au cours de l'exercice 1888-1889, pour l'intérêt des dépôts qu'il a reçus des compagnies des chemins de fer de *Témiscouata*, de *Montréal* et lac *Maskinongé*, de *Québec* et *Lac St-Jean*, les 11 août, 12 septembre et 9 juillet 1888 ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn, — Dépôt de la compagnie *Témiscouata* :  
 Intérêt payé décembre 1888 ..... \$12,981.47  
 Intérêt payable juin 1889 ..... 12,360.90  
 — — — \$25,342.37

Dépôt de la compagnie *Montréal* et lac *Maskinongé* :  
 Intérêt payable juin 1889 ..... 605.40

Dépôt de la compagnie *Québec* et lac *St-Jean* :  
 Le montant d'intérêt payable ne peut être donné qu'à la date où les obligations seront présentées pour obtenir la garantie.

Les dépôts des compagnies *Témiscouata*, *Montréal* et lac *Maskinongé* sont déposés à la banque et portent intérêt à quatre pour cent.

Par M. Poupart, — Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un palais de justice et une prison dans le comté de *Pontiac*, maintenant qu'on présente un amendement à la loi votée en 1886, en vertu duquel le chef-lieu du district d'Ottawa ne pourrait être porté d'*Aylmer* à *Hull* tant que le comté de *Pontiac* n'aurait pas son palais de justice et sa prison propres ?

Réponse par l'honorable M. Mercier, — Oui, aussitôt que le chef-lieu aura été fixé par qui de droit et que les autorités de *Hull* auront fait ce qu'elles doivent faire en vertu de la loi de 1886.

Par M. Nantel, — Le nommé *B. Lippens* qui a été chargé par le gouvernement de faire des conférences sur l'agriculture, est-il le même *B. Lippens*, qui est l'un des inspecteurs d'écoles de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes, — C'est le même.

Par M. Desjardins, — Le gouvernement a-t-il l'intention d'inscrire au premier budget supplémentaire de l'année financière 1889-1890, une somme pour macadamiser le chemin à l'Est du terminus actuel du chemin macadamisé à *Château-Richer*, jusqu'à *Ste-Anne* de *Beaupré* et *St-Joachim* ?

Réponse par l'honorable M. Mercier, — A l'étude.

Par M. Bernatchez,—Le gouvernement a-t-il reçu le rapport de l'enquête tenue à *Montmagny*, à la fin de janvier dernier, par M. *Aimé Geoffrion*, sur l'administration de M. *Lavergne*, comme registrateur du comté de *Montmagny* ?

Si non, est-ce sur l'ordre du gouvernement que ce retard a lieu ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Le gouvernement n'a pas encore reçu ce rapport.

Le gouvernement est tout à fait étranger à ce retard qui s'explique par le fait que M. *Geoffrion* a été appelé à faire des inspections de bureaux urgentes.

Par M. *Desjardins*,—Dans quelles banques le gouvernement a-t-il placé les dépôts de garantie des compagnies de chemins de fer de *Témiscouata*, de *Montréal* et *Lac Maskinongé*, de *Quebec* et *Lac St-Jean* ?

Le gouvernement a-t-il l'intention d'employer les fonds des dépôts de garantie de ces compagnies au paiement des échéances des subventions aux chemins de fer et autres obligations de la dette flottante ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. *Témiscouata* : Banque de *Montréal*—*Montréal* et *Lac Maskinongé* : La Banque du Peuple,—*Quebec* et *Lac St-Jean* : La Banque des Marchands du *Canada*.

2. Le gouvernement ne s'est pas encore occupé de cette question.

Par M. *Nantel*,—A quel entrepreneur ont été confiés les travaux de réparations faits au château de *Ramezay*, pour l'installation de la cour de circuit et des magistrats à *Montréal* ?

Ces travaux ont-ils été faits à l'entreprise ou à la journée ?

Ces travaux ont-ils été donnés après demande de soumissions ?

Quel est le montant payé sur ces travaux jusqu'à ce jour ?

Quel est le montant des réclamations encore dû sur ces réclamations ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. A M. *N. Trudel*, à MM. *Leclerc*, *Pelletier* et *Brosseau* et à M. *T. Bastien*.

2. A l'entreprise pour la plus grande partie.

3. Oui.

4. \$6,747.62.

5. Aucune réclamation additionnelle n'a été produite.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger les locataires des rivières à saumons, ainsi que les locataires des rivières et des lacs où se prend à la ligne le poisson, qui n'ont pas fait de rapport pendant l'année 1888, de se conformer à ce que font les autres locataires et de renseigner le département des terres de la Couronne sur le résultat de leur pêche ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Oui.

Par M. *Desjardins*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer un projet de loi pour abroger les clauses sept, huit, neuf, dix et onze du chapitre 26, 45 *Victoria*, et de charger le trésor de la province de l'amortissement et de l'intérêt annuels des débentures, au montant de deux cent mille piastres émises conformément au chapitre 26, 45 *Victoria*, et au chapitre 16, 48 *Victoria*, pour défrayer le coût de la construction du palais de justice de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—A l'étude.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Québec*, concernant les directeurs des sociétés d'agriculture ; " la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi relative, au Barreau de la province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant les articles 142, 244, 252, 398, 401, 721 et 1016 du code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Sept Heures et demie P. M.*

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill amendant la loi des élections contestées, auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre et qu'il en recommande la ré-impression.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération jeudi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de feu l'honorable M. *Jean Louis Beaudry* et pour d'autres fins " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le comité a examiné le bill et y lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1889, pour : 1o. Les noms des registrateurs qui ont négligé de transmettre au Trésorier de la province, vingt par cent de la balance, audessus de mille piastres, du montant net des honoraires perçus par eux, conformément, au dispositions de la 45 Victoria, chap. 17.

Le montant de ce pourcentage dû par chacun d'eux. (*Documents de la session, No. 136.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 janvier 1889, pour : 1o. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 21 du mois de mai dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer.

2o. Copie de tous les ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date.

3o. Un état détaillé des sommes octroyées, payées ou payables pour aider à la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes. (*Documents de la session, No. 65b.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant les articles 142, 244, 252, 398, 401, 721 et 1016 du code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le code municipal."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender la loi concernant les sociétés de bâtisses ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, jeudi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender la 64<sup>ème</sup> section de l'acte électoral de *Québec* (art. 228 S. R. P. Q); et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*, relativement à la liste des électeurs dans la cité de *Montréal*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 5960 des Statuts refondus de la province de *Québec*, qui amende l'article 772 du code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le code de procédure civile, concernant le délaissement des propriétés."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 853 du code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 853 du code municipal, relatif aux ponts municipaux."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour exempter de taxes municipales et scolaires les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture et employées par ces sociétés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *McIntosh* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pourvoyant à la formation de sociétés agricoles et laitières ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant les dentistes, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 2451, 2452, 2453 des Statuts refondus, concernant la juridiction de la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 943 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux encanteurs, étant lu ;

M. Curdin propose, secondé par M. Trudel, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Trudel fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 1571 du code civil relatif à la signification des transports de créances et droits d'actions, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les articles 1903 et 2281 des Statuts refondus de la Province de Québec, concernant l'instruction publique ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 186 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que son titre soit : " Acte amendant l'article 186 des Statuts refondus de la province de Québec, au sujet de l'avis du dépôt de la liste des électeurs."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, jeudi, le 28 de février dernier, portant,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette chambre,—1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres ou tout autre personne, et aussi entre le département des terres de la Couronne et tout autre personne au sujet des lots 10, 11, 12, 13 et 14 du 2e rang du canton Wells.

2. Copies des rapports faits au sujet de ces lots, depuis le 1er juillet 1884.

3. Copie de toutes lettres patentes émises par le département des terres de la Couronne pour tous ou partie de ces lots.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 427 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la loi électorale de Québec, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi des chemins de fer, dans le but de constater les dommages causés à la propriété d'autrui, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant les médecins et les chirurgiens ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Bernatchez*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport et des documents concernant le dessèchement de la rivière *Montréal* et de la rivière la *Tortue*.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous rapports, arrêtés du Conseil et autres documents en la possession du gouvernement, au sujet de la représentation de la province en 1888, à *Nashua*, *Atlanta*, *Chicago*, etc.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi prochain.

---

Jeudi, 7 Mars 1889.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres et différentes personnes, à propos d'un octroi pour aider à la construction d'une maison d'école, dans la paroisse de *Saint-François de Salles*, dans le comté de *Laval*. (*Documents de la session*, No. 137.)



La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender le chap. 5 du titre 8 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, intitulé : "Des Asiles d'Aliénés" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Casgrain* propose comme amendement, secondé par M. *LeBlanc*,—Que tous les mots après "maintenant", soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction d'amender le dernier paragraphe de la section 3 du dit bill, en insérant dans la première ligne du troisième paragraphe de la dite section, après les mots "*Saint-Jean de Dieu*" les mots : "et de l'Asile de *Beauport*."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par l'honorable M. *Pelletier*,  
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la chambre jusqu'à sept heures et demie P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept Heures et demie P. M.

M. l'Orateur, met devant la Chambre, l'état des affaires de l'Asile *Finlay Québec*, pour l'année 1888. (*Documents de la session, No. 30.*)

M. *Pilon*, du comité spécial nommé pour étudier la position financière des Commissions des chemins à barrières de la Rive nord et de la Rive sud de *Québec* et de celle de *Montréal*, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport que,—1. Par un acte de la ci-devant Province du *Bas-Canada*, 36 Geo. 3, chapitre 9, (1796), intitulé : "Acte pour faire réparer et changer les chemins et ponts dans cette Province et pour d'autres effets," les chemins royaux de cette Province furent mis sous la direction de grands voyers, et les occupants de terres joignant à ces chemins royaux étaient tenus à la réparation des chemins et ponts sans intervention ou contrôle de la part du Gouvernement.

2. En 1840 (3 Victoria, chapitre 31), la Législature passa une ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de *Montréal* et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet.

En 1841, certains chemins, dans le voisinage de la cité de *Québec*, étaient dans un état tel que leur amélioration devenait une nécessité urgente et immédiate.

Le gouvernement sentit qu'une législation spéciale touchant ces chemins étaient absolument nécessaires.

Dans cette intention la Législature passa et décréta l'ordonnance 4 Victoria, chapitre 17, intitulée : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le "voisinage de la cité de *Québec* et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet."

3. Le préambule des dites deux ordonnances indique clairement le but et l'intention des législateurs. Il se lit comme suit :

"Attendu que l'état des chemins ci-après mentionnés dans le voisinage de la cité de "*Québec* (et de *Montréal*) et y conduisant, est de nature à rendre leur amélioration un "objet de nécessité immédiate et urgente, et qu'il est en conséquence expédient de pourvoir "aux moyens d'effectuer telles améliorations et de créer un fonds pour subvenir aux frais "d'icelles et aux dépenses nécessaires à la tenue des dits chemins en bon état permanents.

Les dites ordonnances décrètent, en outre, que les dits chemins respectivement désignés et après le temps ci-après mentionné, seront et demeureront sous la direction, charge et contrôle exclusifs des syndics nommés par le gouvernement, et les péages sur iceux seront uniquement appliqués aux dépenses nécessaires à la direction, confection et réparation des dits chemins, et tous les pouvoirs, autorité, juridiction et contrôle sur les dits chemins ou aucun d'iceux ci-devant accordés à aucun magistrat, grand-voyer, sous-voyer des chemins ou inspecteur des chemins cesseront et expireront, depuis et après le temps auquel les dits syndics prendront le contrôle, charge et direction comme susdit ; et de plus il sera loisible au gouvernement de la dite province du *Bas-Canada* de nommer par lettres patentes sous le Grand Sceau de la Couronne, après la passation des dites ordonnances, pas moins de cinq ou plus de neuf personnes qui, ainsi que leurs successeurs, seront les syndics chargés de faire et entretenir en bon état les chemins ci-après spécifiés.

La section 3 décrète, que ces syndics pourront poursuivre et être poursuivis et acquérir des propriétés, des biens meubles et immeubles, qui, étant ainsi acquis, *appartiendront à Sa Majesté pour les usages publics de la Province.*

La section 19 pourvoit à ce que toute personne obligée par la loi alors existante à des travaux sur les chemins, soit obligée de commuer, en payant une somme annuelle.

4. La section 21 autorise les syndics à faire un emprunt sur le crédit de la garantie des péages qu'il est permis d'imposer et des autres argents qui pourront venir en la possession et être à la disposition des dits syndics sous et en vertu de cette ordonnance ; mais il ne sera pas payé à même ou chargé contre le revenu général de cette Province aucune somme ou sommes d'argent qui, en tout, n'excéderont pas vingt-cinq mille livres courant, et sur et à même les argents ainsi empruntés ainsi que sur et à même les autres argents qui pourront venir entre leurs mains, et qui ne seront pas par les présentes ordonnées d'être employés uniquement pour aucun objet spécifié, il sera loisible aux dits syndics de défrayer les dépenses qu'ils sont par les présentes autorisées d'encourir pour les objets de cette ordonnance ; en dernier lieu l'ordonnance décrète *qu'il sera rendu compte de la due application de tous les Fonds Publics dont la dépense ou la réception est autorisée par les présentes à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs par les Lords commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté pour le temps d'alors, de telle manière et forme qu'il plaira à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs de l'ordonner.*

5. En résumé, ce Statut pourvoit au prélèvement, par les syndics nommés par le gouvernement, d'un emprunt dont le remboursement est garanti par les péages dont les taux sont fixés par le gouvernement, et le produit duquel emprunt doit être employé à payer les frais d'ouverture, de construction et d'entretien de certains chemins *dévolus à Sa Majesté pour le service public de la Province.*

6. La 4 et 5 Vic., chap. 12 imposa aux syndics l'obligation de faire trois milles et demi de chemin de plus.

Dans ces trois milles et demi, il fallait construire trois ponts dispendieux, et ce Statut ne pourvoit nullement au prélèvement des fonds nécessaires pour leur construction et leur entretien. Les syndics protestèrent contre cette législation.

7. Au lieu de donner aux syndics les moyens nécessaires de faire face à leurs dépenses croissantes, la Législature, par 7 Vic., chap. 14 (1843) exempta de péage les voitures chargées d'engrais et les personnes qui allaient à l'église le dimanche et les jours de fête, occasionnant par là aux syndics une perte annuelle d'environ cinq mille piastres.

8. En 1845, sur requête de certains individus qui demandaient la réduction et même l'entière abolition des péages, on nomma à la suggestion de M. Chauveau, alors député du comté de *Quebec*, un comité spécial.

Sur le rapport de ce comité, on fit passer le bill 8 Vict., chap. 55 qui réduisait les péages de moitié, diminuant par là d'environ six mille piastres par année les garanties sur lesquelles les débentures avaient été émises.

9. Le 8 Vict., chap. 5 pourvoit de plus à une nouvelle émission de débentures pour le montant de huit mille huit cent quatre-vingt-deux louis. Dans les mois de juil-

let et décembre 1845, la réduction des péages faite par la Législature, ayant grandement affecté les revenus de la Commission, le gouvernement payait l'intérêt dû sur les débetures.

10. Sur le rapport d'un comité spécial nommé en 1846, on réduisit encore les péages sans aucun égard aux protestations des syndics (9 Vict., chap. 68.)

11. Un autre comité fut nommé en 1847, et la Législature, par le Statut 12 Vict., chap. 115, requit les syndics d'acheter le pont *Dorchester* et d'ordonner une nouvelle émission de débetures au montant de vingt-cinq mille louis.

12. Par la 13 et 14 Vict., chap. 102 (1850) le pont *Dorchester* fut acheté et reconstruit, moyennant une dépense de 10,084 louis, et par 14 et 15 Vict., chap. 132 (1851) on étendit les dispositions de l'ordonnance, et la dette fut augmentée de 17,500 louis, afin de compléter la construction de 27 milles et quart de chemins ordonnés en 1843.

13. En vertu de l'acte 12 Vict., ch. 5, le gouvernement de la province du *Canada*, payait, tel qu'il appert par les Comptes Publics de mil huit cent cinquante trois, No. 41, sous le titre : (Etat des débetures rachetées en vertu de l'autorité de la 12 Vict., chap. 5) une somme de 33,882 louis, pour le rachat des débetures de la Commission des chemins à barrières de *Québec*, émises en vertu de la dite ordonnance, 4 Vict., chap. 17, et d'un acte de la Législature, 8 Vict., chap. 55. Et quoique dans ces Comptes on donne des états spéciaux des débetures dont le gouvernement répond pour partie ou dont il ne répond que pour l'intérêt, on n'inclut pas les débetures des chemins à barrières de *Québec*.

Si l'on eut considéré que le gouvernement n'était responsable que de ces débetures, on les eut sans doute fait entrer dans ces états, au contraire dans le document 44 des Comptes Publics de 1852, tous les paiements faits en conformité du document No. 45, et comprenant le paiement de la somme de 11,790 louis fait pour le rachat des débetures de la commission des chemins à barrière de *Quebec*, sont portés comme faits en vertu de la 12 Vict., chap. 5, qui a rapport à la dette publique de la province, et les dites débetures sont considérées comme affectées à la construction des Travaux Publics. Le gouvernement reconnaissait donc que ces chemins étaient des ouvrages d'une nature publique, et que les dites débetures dont on vient de parler formaient partie de la dette publique.

Les Comptes Publics de 1854 et 1855 nous montrent de plus que la dite somme de 33,882 louis, inscrite comme payée par la Province pour le rachat des débetures en question, n'est nulle part portée au débit de la Commission des chemins à barrières par la province.

Donc le paiement de ces débetures n'était pas fait comme un prêt aux Syndics, mais pour diminuer la dette de la Province.

On trouve des états dans les dits Comptes, sous le titre (Prêts aux Compagnies incorporées,) mais on ne voit nulle part dans ces états la somme de 33,882 louis payée par le gouvernement pour les dites débetures. On la trouve au contraire portée sous le titre : "Travaux provinciaux, Commission des chemins à barrières de *Québec* : 33,882 louis," dans la même liste et catégorie que les canaux du *St. Laurent*, le canal *Welland*, le pénitencier provincial et avec tels autres Travaux Publics et institutions dont on ne peut mettre le caractère en route. Dans les Comptes Publics de 1853, dans le document No. 40 intitulé : "Etat indiquant le montant des allocations de la législature pour la construction des Travaux Publics et indiquant les débetures émises en vertu de plusieurs actes d'appropriation par rapport à cette fin, (à savoir : par rapport aux allocations de la législature pour la construction des Travaux Publics,) on inclut les débetures de la Commission des chemins à barrières de *Quebec* au montant de 22,092 louis payés en 1853, tel qu'il appert par l'état No. 41 des dits Comptes Publics.

14. Par le 14 et 15 Vic. chap. 138, les syndics furent requis d'émettre des débetures au montant de 5,000 louis pour racheter et rebâtir le pont *Montmorency*, et cela pour l'avantage et la commodité du public.

15. En 1853, le Gouvernement étendit la responsabilité de la Commission aux chemins de la Rive Sud et par 16 Victoria, chapitre 235, on ordonna aux syndics de la Rive Nord d'émettre pour 40,000 louis de débetures pour macadamiser les chemins de la

Rive Sud. Mais on ne donnait pour toutes sources de revenus que ce qui proviendrait des barrières qu'on devait construire sur la dite rive. Le paragraphe 8 de ce Statut décrète cependant que les péages prélevés aux barrières des chemins de la Rive Sud seront d'une demie plus élevés que ceux prescrits par les tarifs alors en force de la Rive Nord. Le 23 juillet 1853, quand cet acte eut force de loi, les syndics écrivirent au gouvernement, protestant très énergiquement contre cette nouvelle émission de débentures, et lui faisant remarquer qu'il n'y avait aucune disposition pourvoyant au remboursement de cette somme de 40,000 louis. Ils firent en même temps la remarque qu'une émission de débentures pour un aussi fort montant entraînerait la ruine de la Commission et la forcerait de suspendre ses opérations.

Ces remontrances furent soumises à Son Excellence en Conseil, et le 10 août 1853, on informa les syndics que la Législature ayant décrété que certains chemins seraient placés sous le contrôle d'une Commission qui devait pourvoir à leur amélioration, c'était du devoir des syndics de donner effet à ces dispositions de la loi.

Ainsi, on intimait clairement que la Législature pouvait, en n'importe quel temps, ordonner l'ouverture de différents chemins, et que pour exécuter ces ordres, les syndics étaient obligés d'émettre des débentures.

Sous ces circonstances et vu le fait que les premières débentures émises en vertu de l'ordonnance 4 Vict., et du Statut 8, Vict., en tout 33,882 louis, avaient été rachetées et payées à leur échéance par la Province, qui avait toujours joui aussi complètement et entièrement que possible de tous les chemins auxquels s'appliquaient les dispositions de la dite ordonnance de 1841, de la même manière que de toutes les autres propriétés soumises au contrôle et à la direction de Sa Majesté, tels que les canaux provinciaux, les chemins de fer, et autres ouvrages semblables, d'un contrôle Législatif et Exécutif presque illimité, le public acquit naturellement la conviction que le gouvernement se portait garant de ces débentures, et elles furent achetées aussitôt après leur émission.

16. Par l'acte 20 Victoria, chapitre 125 (1857) on établit deux Commissions séparées, l'une pour la Rive Nord et l'autre pour la Rive Sud.

Cette législation violant tous les principes de justice, décrète que la Commission des chemins de la Rive Nord sera responsable du capital et des intérêts de toutes les débentures émises et de toutes les dettes et responsabilités contractées jusqu'au temps de la séparation, et des dépenses occasionnées par les poursuites alors pendantes, et comprenant les 40,000 louis de débentures émises pour pourvoir à l'ouverture et à la construction des chemins de la Rive Sud. Le même acte autorise l'émission de douze mille louis de débentures par la Commission de la rive sud et garanties par une hypothèque ayant la priorité sur celles qui assuraient le paiement des 40,000 louis. L'effet de l'acte en dernier lieu mentionné fut de compromettre gravement les droits et les garanties des porteurs de débentures émises antérieurement. Par exemple, l'obligation de payer le capital et les intérêts des débentures émises au montant de 40,000 louis, employées à l'amélioration des chemins de la rive sud du fleuve *St-Laurent*, fut transférée aux Syndics de la Rive Nord, qui, pour payer cette nouvelle dette n'avait d'autre revenu que les péages provenant des chemins de la Rive Nord du fleuve *St-Laurent*. Et depuis la passation du dit acte, aucun des péages prélevés sur les chemins de la Rive Sud n'a été appliqué au paiement en capital ou intérêt du dit emprunt de 40,000 louis.

17. 1861. Cette année la Législature, sur requête des porteurs de débentures, nomma un comité spécial, qui, après un examen attentif des faits, déclara dans un rapport en date du 30 mai 1862, que les allégués de la dite requête étaient fondés et que la Législature devait intervenir afin de rendre justice aux dits pétitionnaires, qui, après tout, ne réclamaient que ce qui leur était dû. Dans ce but, le comité recommanda entre autres choses, que la province prit à sa charge le paiement des £40,000 dépensés sur les chemins de la Rive Sud.

18. Il paraîtrait que le rapport du comité, adopté par la Législature, n'a pas eu de suite, mais la question fut encore soumise à la considération du gouvernement, et finalement, le 24 avril 1875, trois commissaires, MM. *Defoy*, *DeBlois* et *Mackay* furent nommés par une Commission du Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

dans le but de s'enquérir de certaines matières relatives à la position financière des Syndics des chemins à barrières des Rives Nord et Sud. Le 4 décembre 1875, les commissaires firent leur rapport, et dans les conclusions ils disent entre autre choses : " Il est inutile de perdre son temps en récriminations par rapport aux faits dont on vient de parler. Si l'on permet que cet état de choses dure, on portera un coup terrible à la Commission et on fera perdre aux porteurs de débentures une partie de ce qui leur est dû. Mais que doit-on faire pour régler ces difficultés dans les circonstances actuelles ? En 1862, le gouvernement nomma un comité chargé d'étudier la position dans laquelle se trouvait la Commission de la Rive Nord, en vertu de l'acte de 1857, qui la rendait responsable des sommes dépensées sur la Rive Sud. Dans son rapport, ce comité recommande au gouvernement de prendre à sa charge la dette de 40,000 louis et de racheter les débentures de cette émission à un escompte de 25 pour cent."

" Considérant la position dans laquelle furent placés les porteurs de débentures par la législation dont nous venons de parler, nous ne sommes pas prêts à proposer un arrangement qui leur ferait perdre une partie de la dette qui leur est due.

" La cause principale de la difficulté financière de la Commission de la Rive Nord doit être attribuée à la dette de la Rive Sud. Tant que subsistera cet état de choses, les Syndics de la Commission du nord ne pourront sortir de leur présente difficulté financière.

" Les soussignés ne peuvent recommander trop fortement l'arrêt immédiat de l'emploi des revenus des chemins de la Rive Nord pour payer les intérêts sur les sommes dépensées pour la Rive Sud.

" Mais qui paiera cette partie de la dette de la Commission de la Rive Nord ? Peut-on la mettre à la charge de la Rive Sud ? Les soussignés sont d'opinion que ce moyen serait inefficace, parcequ'il serait impossible de prélever ce montant des péages de la Rive Sud.

" Il n'y a aucun doute qu'une direction habile et la disparition de quelques abus dans l'administration de la Commission des chemins à barrières de la Rive Nord, donnerait à cette dernière le moyen de se procurer des revenus satisfaisants qui, dans la suite des années, suffiraient peut-être à rembourser une partie de la dette ; mais une organisation nouvelle, quelque bonne et avantageuse qu'elle peut-être, ne pourrait procurer les moyens de réaliser des profits assez élevés pour faire face aux présentes difficultés.

" Tous les moyens que nous venons d'indiquer seraient donc tout à fait insuffisants pour payer la dette de la Commission de la Rive Nord qui s'élève à £139,777,13.4 d., sans compter les 3,000 louis dus au gouvernement de cette province."

Ici encore, on paraît s'être contenté de recevoir le rapport de cette nouvelle Commission sans lui donner suite. Pour ce qui regarde la Commission de *Montréal* particulièrement, nous avons constaté un fait par le témoignage de M. *Machin*, assistant-trésorier de la Province, fait assez surprenant et qui demande quelques explications, savoir : que le gouvernement fédéral porte chaque année, depuis 1867, au débit du gouvernement de la province de *Québec*, une somme de \$7,200 payée par le gouvernement fédéral, comme intérêt sur \$120,000 de débentures émises par les Syndics des chemins à barrières de *Montréal*.

Nous ne voyons pas comment, ni pourquoi cette somme est payée par le gouvernement, pendant qu'on fait peser sur la Commission de la Rive Nord de *Québec* la dette de 40,000 louis contractée pour ouvrir et maintenir des chemins sur la Rive Sud dont on leur a enlevé complètement le contrôle. De la législation qui a donné lieu à la construction des chemins à barrières et à l'émission des débentures, il apparaît clairement :

1. Que la Législature ordonnait suivant son bon plaisir l'ouverture et la construction des chemins ;
2. Que ces chemins, une fois ouverts et construits, devenaient *la propriété de Sa Majesté pour l'usage public de la Province* ;
3. Que, pour procurer les moyens d'ouvrir et de construire ces chemins, la Législature autorisait et même ordonnait l'émission de débentures ;

4. Que le paiement de l'intérêt et du capital des dites débetures était garanti par un fonds consistant dans les péages prélevés sur ces chemins, lesquels péages, la Législature fixait et qu'elle augmentait ou diminuait sans contrôle ou référence aux porteurs de débetures qu'elle devait protéger ;

5. Que les syndics étaient des créatures du gouvernement, nommés par lettres patentes, sujets à être changés à volonté, et sans aucun contrôle, soit sur le choix des chemins à faire, soit sur les taux des péages à collecter ;

6. Que la valeur des débetures s'élevant à 40,000 louis émises pour la construction des chemins de la Rive Sud, sur le péage desquelles elle constituait une hypothèque, a été détruite par l'acte de la Législature qui créa les deux Commissions et rendit la Commission de la Rive Nord seule responsable du paiement de cette somme.

De la preuve faite par les témoins que nous avons examinés, il découle :

1. Que bien que la Commission de la Rive Nord ait administré avec sagesse et économie, il y a des arrérages d'intérêt se montant à la somme de \$172,450 dues aux porteurs de débetures ;

2. Que les taux de péages sont maintenant tellement élevés qu'il n'est pas possible de pouvoir les hausser davantage.

3. Qu'une somme de \$7,200 est payée chaque année par le gouvernement fédéral comme intérêt sur \$120,000 de débetures émises par les Commissaires de *Montréal* ;

4. Que les Syndics de la Rive Sud de *Quebec* ne peuvent pas payer les intérêts dus sur les sept mille louis de débetures émises en 1857, et ne pourront jamais rien payer sur les intérêts ou le capital des 40,000 louis.

En conclusion, le comité croit devoir mettre devant la Chambre, comme rapport préliminaire, les faits ci-haut mentionnés, avec deux suggestions qui lui ont été faites et qu'il recommande à la considération formelle de la Chambre, savoir :

1o En adoptant le moyen suggéré par le rapport de 1861 qui a été subséquentement ratifié et confirmé par les Commissaires nommés en 1875, savoir : Que le gouvernement pourvoie au remboursement de la dette des £40,000 encourue pour les chemins de la Rive Sud et dont l'intérêt est payé par la Commission de la Rive Nord, ce qui donnerait le résultat suivant sans aucune garantie du gouvernement :

Revenu 1887.

Total des débetures et intérêts...	\$606,080.00	\$46,400.00	
Débetures du sud en mains du public.....	\$124,000.00		
Intérêts sur do .....	178,500.00		
Remboursable par le gouvernement à charger à Commission du Sud.....	\$302,500.00		
Balance.....	\$303,525.00		
Intérêt sur balance à six pour cent		\$18,211.00	
Amortissement 1 pour cent.....		3,035.00	
Dépense d'entretien des chemins 1887.....		22,292.00	
			\$43,538.00
Surplus.....		\$2,862.00	\$2,862.00

La Commission étant chargée seulement du montant dû pour déboursés sur ses propres chemins, pourrait avec économie rencontrer ses engagements et réduire graduellement le taux des barrières.

## 2ÈME PROPOSITION

2. Que le gouvernement garantisse les débentures de la Commission en diminuant l'intérêt à quatre pour cent, y compris les arrérages d'intérêt, ce qui donnerait le résultat suivant :

		Revenu 1887.
Total de la dette.....	\$606,080.00	\$46,400.00
Intérêt à 4 pour cent.....		\$24,243.00
Dépenses d'entretien des chemins 1887.....		22,292.00
		<hr/> \$46,535.00
Déficit.....		\$135.00

Avec de l'économie, ce petit déficit pourrait probablement disparaître, sauf les années où il survient de grands travaux.

Par ce moyen, le gouvernement pourrait rendre négociables les débentures de la Commission en ne déboursant aucune somme d'argent. Avec un octroi du gouvernement de \$10,000 par année, à être employées à la re-construction et réparation des ponts de la Commission, surtout en les construisant en fer, évitant les dépenses d'entretien et leur donnant une durée beaucoup plus longue ; de cette manière la Commission pourrait former un fonds d'amortissement et diminuer graduellement les taux de péage.

Le comité attire de plus l'attention de la Chambre sur ce fait :

Depuis plus d'un quart de siècle les habitants de *Beaumont*, comté de *Bellechasse*, payent les barrières pour un chemin qui aurait dû être fait d'après le paragraphe 1er de la section 8 de l'acte 16 Victoria, chapitre 235, savoir : " Le chemin à partir du rivage du fleuve *Saint-Laurent*, vis-à-vis de *Quebec*, à l'endroit appelé le " passage de *Bégin*, " jusqu'à la paroisse de *Beaumont*, en passant par le chemin appelé la " *Petite Route*, " l'espace et distance de trois lieues et demie, " mais qui n'a pas été fait. Il recommande le parachèvement de ce chemin par la Commission des chemins à barrières de la Rive Sud.

(Signé) Jos. PILON,  
Président.

L'honorable M. *Taillon*, membre pour le district électoral de *Montcalm*, à l'Assemblée législative de *Quebec*, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

Le journal, "*l'Electeur*," a publié ce matin, 7 mars 1889, un article ayant en tête les mots :

" A PROPOS DE TRIPOTAGES "

" UNE BONNE OCCASION POUR LES DENICHEURS DE SCANDALE "

" COMMENT L'EX-GOUVERNEMENT ROSS-TAILLON A SOUTIRÉ \$100,000 EN BILLETS  
PROMISSOIRES DE DEUX ENTREPRENEURS PUBLICS.

et dans lequel se trouve le passage qui suit :

" Mais ce qu'il y a de mal, par exemple, c'est l'action d'un gouvernement qui fait des " propositions scabreuses à ses entrepreneurs, et s'entend avec eux pour dépouiller le public " et se partager par moitié, pour des fins de corruption électorale, le produit de ce marché " honteux. C'est pourtant ce qu'a fait le gouvernement *Ross-Taillon* en 1886, à la veille

“des élections générales. Deux entrepreneurs étaient alors en instances auprès des ministres pour obtenir le paiement de deux réclamations de \$100,000 chacune que le département des Travaux Publics refusait de reconnaître. Après bien des pourparlers, on en vint à une entente : les ministres, faute de fonds, promettant de reconnaître la légitimité de ces réclamations contestées, à la seule condition que les entrepreneurs souscriraient généreusement au fond électoral par billets promissoires de \$50,000 chacun. Avec cette contribution, obtenue au détriment du trésor, on espérait empêcher M. Mercier d'arriver au pouvoir ; mais la somme n'était pas assez forte pour corrompre les nationaux de la province de Québec, et aujourd'hui le chat sort du sac. *Murder will out*, comme disent pittoresquement les Anglais.

“En voilà assez pour mettre l'eau à la bouche des dénicheurs de scandales de l'opposition, MM. Flynn, Nantel, LeBlanc et autres. Nous n'avons pas besoin, nous, de sortir du terrain politique pour leur indiquer des occasions superbes d'exercer leurs merveilleuses aptitudes pour le métier de détective et d'accusateur public. De plus, nous ne parlons pas à la légère, comme M. Nantel le fait en ce moment dans ses lettres à son journal la *Presse*, où il écrit toutes sortes de polissonneries indignes d'un gentilhomme ; ces deux billets de \$50,000 on les a vus, de ses yeux vus, ce qui s'appelle vu !

“M. Flynn, qui faisait alors partie du ministère et qui a dû avoir connaissance de la transaction, n'a qu'à assigner devant le comité des comptes publics le directeur de ce journal : M. Pacaud se fera un plaisir de désigner au comité la personne qui est actuellement en possession des deux billets promissoires.

“L'invitation s'adresse aussi à vous, monsieur Nantel, qui déversez quotidiennement dans votre journal la *Presse* tout le fiel que peut contenir le viscère qui vous tient lieu de cœur, à vous qui pratiquez la courtoisie qu'on se doit entre confrères en parlant des journalistes ministériels comme on parle de son domestique, à vous qui savez vous venger si spirituellement de ceux qui ne pensent pas comme vous en leur refusant systématiquement le nom de *monsieur*. Il paraît que vous avez juré de dénicher au moins l'ombre d'un petit scandale avant la clôture de la session : en voici un, bien réel, bien tangible. Hâtez-vous de convoquer le comité des comptes publics et de le saisir des étranges révélations de l'*Electeur* : c'est votre devoir d'homme vertueux et probe. Vite ! car d'autres pourraient bien vous devancer.”

Les membres de cette Chambre, ci-après nommés, ont été membres du cabinet Ross de 1884 à janvier 1887, savoir :

M. Blanchet,	député de	Beauce,
“ Flynn,	“	“ Gaspé,
“ Robertson,	“	“ Sherbrooke,
“ Lynch,	“	“ Brome,
“ Taillon,	“	“ Montcalm.

Cette accusation, portée contre le cabinet Ross et contre ceux qui en ont fait partie n'est qu'une infâme calomnie ; elle est entièrement fausse.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Lynch,  
*Résolu*, Que l'intérêt public, la dignité de cette Chambre et l'honneur de ceux qui composaient l'administration Ross, exigent une enquête sur les faits et choses mentionnés dans les lignes ci-dessus citées de l'*Electeur*, et qu'il soit nommé un comité spécial composé de cinq membres (dont l'auteur de la motion ne fera pas partie) pour faire telle enquête ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de prendre les témoignages sous serment et par écrit, de faire rapport de temps à autre et, s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature.



Ordonné, Que M.M. David, Lafontaine, Larreau, Casgrain et Desjardins composent le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. McShane, secondé par M. Hall,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et l'Hôpital Général de *Montréal*, pour une augmentation de leur octroi annuel.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 février 1889, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, concernant la désaveu des lois passées par cette Législature, à la dernière session. (*Documents de la session, No. 138.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant,—Que le bill pour amender le titre 8 du chap. 5 des Statuts refondus de la province de *Québec*, intitulé : "Des Asiles d'Aliénés," soit maintenant lu la troisième fois ; et lequel amendement comporte,—Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité général avec instruction d'amender le dernier paragraphe de la section 3 du dit bill, en insérant dans la première ligne du troisième paragraphe de la dite section, après les mots "*Saint-Jean de Dieu*" les mots "et de l'Asile de *Beauport*."

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

L'honorable M. Blanchet propose en sous-amendement, secondé par M. Faucher de *Saint-Maurice*,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : "Vu qu'il n'y a dans les contrats entre le gouvernement et ces deux asiles aucune différence essentielle au point de vue du traitement médical, et qu'il résulte des déclarations ministérielles que la loi proposée n'est que le résultat d'un compromis entre le gouvernement et l'asile *St-Jean de Dieu*."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,	Duplessis,	LeBlanc,	Picard,
Beauchamp,	Faucher de Saint-	Lynch,	Poupore,
Blanchet,	Maurice,	Martin (Bonaventure),	Spencer,
Casgrain,	Flynn,	McIntosh,	Taillon et
Desjardins,	Lapointe,	Owens,	Tourigny.—19.

CONTRE :

Messieurs

Basinet,	De Grosbois,	Legris	Rinfret,
Bernatchez,	Dumais,	Lussier,	Robidoux,
Bisson,	Duhamel,	McShane,	Rocheleau,
Bourbonnais,	Forest,	Martin (Rimouski),	Rochon,
Boyer,	Gagnon,	Mercier,	Shelyn,
Cameron,	Gladu,	Morin,	Sylvestre,
Cardin,	Goyette,	Murphy,	Tessier,
Champagne,	Lafontaine,	Pelletier,	Trudel et
David,	Lenioux,	Pilon,	Turcotte.—37.
Dechene (l'Islet),			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement sur la même division que la précédente.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—37.</i>
<i>Dechene (l'Islet).</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint.</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—19.</i>

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et le titre soit : " Acte pour amender le titre 8 du chap. 5 des Statuts refondus de la province de Québec, intitulé : " Des asiles d'aliénés," la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—37.</i>
<i>Dechene l'Islet),</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—19.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture d'une certaine résolution relative à certain contrat pour l'entretien des aliénés étant lu ;

L'honorable M. *Gagnon* propose, secondé par l'honorable M. *Duhamel*, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

L'honorable M. *Pelletier* propose comme amendement, secondé par M. *Champagne*, Que tous les mots après " maintenant " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyée de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions d'ajouter la résolution suivante à celle soumise à cette Chambre :

" 2. Le dit contrat ne sera pas mis à exécution avant que le dit J. M. *Mackay* ait donné les garanties nécessaires à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil qu'il est parfaitement en état de l'exécuter."

M. *Duplessis* propose comme sous amendement, secondé par M. *Beauchamp*, Que les mots " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions d'ajouter la résolution suivante à celle soumise à cette Chambre :

" 2. Le dit contrat ne sera pas mis à exécution avant que le dit J. M. *Mackay* ait donné les garanties nécessaires à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil qu'il est parfaitement en état de l'exécuter," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Prenant en considération les conclusions du rapport de la majorité de la Commission des asiles d'aliénés de la province de *Quebec*, laquelle se déclare en faveur de l'acquisition des asiles d'aliénés par le gouvernement et de leur administration par une communauté religieuse (page 79, 168 et 171 du rapport de la majorité) ; prenant également en considération les vues de la minorité de la susdite commission qui se déclare en faveur de l'administration de nos asiles par des communautés religieuses (pages 25 et 26 du rapport de la minorité) ; mettant hors de cause l'asile d'aliénés que les protestants veulent avoir ; cette Chambre est d'opinion qu'elle ne doit pas ratifier avec le docteur *John Maximilien Mackay* un arrangement qui, s'il était conclu, serait en opposition directe aux vues exprimées et par la majorité et par la minorité de la Commission des asiles d'aliénés de la province de *Quebec*."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—La Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>St. Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—16.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—36.</i>

So it passed in the Negative.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. *Boyer* propose comme sous-amendement, secondé par M. *David*, Que les mots " mais tout en votant cette seconde résolution, la Chambre exprime le désir que le gouvernement confie le plus tôt possible le soin des idiots aux communautés religieuses, en autant que les circonstances le permettent " soient ajoutés à la fin du dit amendement.

Et le sous-amendement proposé étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et la Chambre ayant continuée de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 8 Mars 1889.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que cette Chambre approuve le contrat passé le 17 décembre 1888, devant M<sup>re</sup> *Sirois*, notaire, de *Quebec*, entre le gouvernement de cette province et *John Maximilien Mackay*, écuyer, médecin, de la cité de *Quebec*, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel contrat soumis maintenant à la Chambre et marqué A.

2. Le dit contrat ne sera mis à exécution avant que le dit *J. M. Mackay* ait donné les garanties nécessaires, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil qu'il est parfaitement en état de l'exécuter.

Mais tout en votant cette seconde résolution, la Chambre exprime le désir que le gouvernement confie, le plus tôt possible, le soin des idiots aux communautés religieuses, en autant que les circonstances le permettent.

## A

L'an mil huit cent quatre-vingt huit, le dix-septième jour de décembre.

En présence de *Louis Philippe Sirois*, notaire public pour la province de *Québec*, résidant en la cité de *Québec* ;

Sa Majesté la Reine *Victoria*, représentée par l'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon*, demeurant à la *Rivière-Ouelle*, Secrétaire de la province de *Québec*, agissant pour le gouvernement de la province de *Québec*, en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, en Conseil, en date du vingt-trois de novembre dernier, sous le No. 750, et *John Maximilien Mackay*, de la cité de *Québec*, écuyer, docteur en médecine et maître en chirurgie, ont fait les conventions suivantes, savoir :

1. Le dit *J. M. Mackay* s'engage à recevoir, à compter de ce jour, et jusqu'au trente d'avril mil huit cent quatre-vingt-treize, date à laquelle le présent contrat prendra fin, tous les aliénés que le gouvernement de la Province pourra lui confier, à leur donner un logement convenable, à leur fournir une nourriture saine et suffisante, à les vêtir convenablement, et à leur procurer les soins de médecins compétents et tous autres soins nécessaires à leur sûreté, à leur confort et à leur guérison.

2. Le gouvernement ne sera pas tenu de confier au dit *J. M. Mackay* un nombre déterminé d'aliénés. D'après le marché passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de *Beauport*, devant *A. Gauvreau*, notaire, le quatorze avril, mil huit cent quatre-vingt trois, le gouvernement est tenu d'envoyer à cet asile au moins huit cent cinquante aliénés ; par les présentes il est convenu que tous les aliénés en sus de huit cent cinquante que les propriétaires de l'asile de *Beauport* peuvent exiger, devront être confiés au dit *J. M. Mackay*.

3. Cependant le gouvernement ou l'honorable Secrétaire de la Province pourra, comme par le passé, envoyer les idiots à l'asile de *Saint-Ferdinand d'Halifax* et les aliénés de la division de *Montréal*, telle que définie par la loi pour les fins de la Cour du Banc de la Reine siégeant en appel, à l'asile de *Saint-Jean de Dieu*.

4. Le gouvernement ou le Secrétaire de la Province pourra, en aucun temps, choisir parmi les patients du dit *J. M. Mackay*, ceux dont il aurait besoin pour compléter le nombre requis à l'asile de *Beauport*, huit cent cinquante.

5. Le présent marché est fait en conformité à l'acte relatif aux asiles d'aliénés, 48 Vict., chap. 34, *Québec*, et le dit *J. M. Mackay* devra se conformer à toutes les obligations imposées par cet acte aux propriétaires des asiles d'aliénés de la province, à tous les arrêtés du Lieutenant-Gouverneur en Conseil passés suivant la loi, ainsi qu'à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances qui lui seront données par les médecins visiteurs et par les inspecteurs de prisons nommés par le gouvernement.

6. Le dit *J. M. Mackay* devra faire, à ses frais, aux bâtiments maintenant en usage pour recevoir les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques, ou à tous autres édifices qu'il pourrait acquérir et employer comme asile, tous les changements et améliorations qui peuvent être demandés par les médecins visiteurs et par les inspecteurs des asiles et prisons, pour la classification et le traitement des patients qu'il recevra, ainsi que pour la ventilation des appartements.

7. Le dit *J. M. Mackay* ne pourra céder, de quelque manière que ce soit, les droits lui appartenant en vertu du présent contrat, à qui que ce soit sans le consentement de l'honorable Secrétaire de la Province ; et s'il faisait une semblable cession sans avoir au préalable obtenu l'assentiment de l'honorable Secrétaire de la Province, celui-ci pourra annuler le présent contrat de plein droit.

8. Enfin le dit honorable *C. A. E. Gagnon*, és-qualité, s'engage, pour le gouvernement de la province de *Québec*, à payer au dit *J. M. Mackay*, tous les trois mois, d'après des comptes préparés suivant les formules adoptées et fournies par le Secrétaire de la Province, la somme de huit piastres et trente-trois cents par mois (ou cent piastres par année) pour chaque aliéné, jusqu'à l'expiration du présent contrat ; et aucune autre

charge ou réclamation ne pourra être faite par le dit *J. M. Mackay*. Le dit *J. M. Mackay* aura néanmoins le droit de réclamer du gouvernement trois piastres pour frais de sépulture, y compris le cercueil, et tous autres frais quelconques s'y rapportant, de chaque patient confié à sa garde qu'il fera inhumer pendant la durée du présent contrat.

9. Ce marché ne liera la Province de *Québec* qu'en autant qu'il aura été approuvé par l'Assemblée Législative à la prochaine session.

Fait à *Québec* sous le numéro quatre mille soixante-sept des minutes du dit *L. P. Sirois*. Et les parties ont signé avec le notaire lecture faite.

(Signé)

*J. M. MACKAY.*

*CHS. A. ERN. GAGNON, Sec. Prov.*

*L. P. SIROIS, N. P.*

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

*L. P. SIROIS, N. P.*

Résolutions à rapporter.

*M.* l'Orateur reprend le fauteuil, et *M. Boyer* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

*M. Boyer* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, Que cette Chambre approuve le contrat passé le 17 décembre 1888, devant *Mtre Sirois*, notaire, de *Québec*, entre le gouvernement de cette Province et *John Maximilien Mackay*, écuyer, médecin, de la cité de *Québec*, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel contrat soumis maintenant à la Chambre et marqué *A*.

2. Le dit contrat ne sera pas mis à exécution avant que le dit *J. M. Mackay* ait donné les garanties nécessaires, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil qu'il est parfaitement en état de l'exécuter.

Mais, tout en votant cette seconde résolution, la Chambre exprime le désir que le gouvernement confie, le plus tôt possible, le soin des idiots aux communautés religieuses, en autant que les circonstances le permettent.

### A

L'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le dix-septième jour de décembre.

En présence de *Louis Philippe Sirois*, notaire public pour la Province de *Québec*, résidant en la cité de *Québec* ;

Sa Majesté, la Reine Victoria, représentée par l'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon*, demeurant à la *Rivière-Ouelle*, Secrétaire de la Province de *Québec*, agissant pour le gouvernement de la Province de *Québec*, en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, en Conseil, en date du vingt-trois de novembre dernier, sous le No. 750, et *John Maximilien Mackay*, de la cité de *Québec*, écuyer, docteur en médecine et maître en chirurgie, ont fait les conventions suivantes, savoir :

1. Le dit *J. M. Mackay* s'engage à recevoir à compter de ce jour, et jusqu'au trente d'avril mil huit cent quatre-vingt-treize, date à laquelle le présent contrat prendra fin, tous les aliénés que le gouvernement de la Province pourra lui confier, à leur donner un logement convenable, à leur fournir une nourriture saine et suffisante, à les vêtir convenablement, et à leur procurer les soins de médecins compétents et tous autres soins nécessaires à leur sûreté, à leur confort et à leur guérison.

2. Le gouvernement ne sera pas tenu de confier au dit *J. M. Mackay* un nombre déterminé d'aliénés. D'après le marché passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de *Beauport*, devant *A. Gauvreau*, notaire, le quatorze avril, mil huit cent quatre-vingt trois, le gouvernement est tenu d'envoyer à cet asile au moins huit cent cinquante aliénés ; par les présentes il est convenu que tous les aliénés en sus de huit cent cinquante, que les propriétaires de l'asile de *Beauport* peuvent exiger, devront être confiés au dit *J. M. Mackay*.

3. Cependant le gouvernement ou l'honorable Secrétaire de la Province pourra, comme par le passé, envoyer les idiots à l'asile de *Saint-Ferdinand d'Halifax* et les aliénés de la division de *Montréal*, telle que définie par la loi pour les fins de la Cour du Banc de la Reine siégeant en appel, à l'asile de *Saint-Jean de Dieu*.

4. Le gouvernement ou le Secrétaire de la Province pourra, en aucun temps, choisir parmi les patients du dit *J. M. Mackay*, ceux dont il aurait besoin pour compléter le nombre requis à l'asile de *Beauport*, huit cent cinquante.

5. Le présent marché est fait en conformité à l'acte relatif aux asiles d'aliénés, 48 Vict., chap. 34, *Québec*, et le dit *J. M. Mackay* devra se conformer à toutes les obligations imposées par cet acte aux propriétaires des asiles d'aliénés de la Province, à tous les arrêtés du Lieutenant-Gouverneur en Conseil passés suivant la loi, ainsi qu'à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances qui lui seront données par les médecins visiteurs et par les inspecteurs de prisons nommés par le gouvernement.

6. Le dit *J. M. Mackay* devra faire, à ses frais, aux bâtiments maintenant en usage pour recevoir les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques, ou à tous autres édifices qu'il pourrait acquérir et employer comme asile, tous les changements et améliorations qui peuvent être demandés par les médecins visiteurs et par les inspecteurs des asiles et prisons, pour la classification et le traitement des patients qu'il recevra, ainsi que pour la ventilation des appartements.

7. Le dit *J. M. Mackay* ne pourra céder, de quelque manière que ce soit, les droits lui appartenant en vertu du présent contrat, à qui que ce soit, sans le consentement de l'honorable Secrétaire de la Province ; et s'il faisait une semblable cession sans avoir au préalable obtenu l'assentiment de l'honorable Secrétaire de la Province, celui-ci pourra annuler le présent contrat de plein droit.

8. Enfin le dit honorable *C. A. E. Gagnon*, *ex-qualité*, s'engage, pour le gouvernement de la Province de *Québec*, à payer au dit *J. M. Mackay*, tous les trois mois, d'après des comptes préparés suivant les formules adoptées et fournies par le Secrétaire de la Province, la somme de huit piastres et trente-trois cents par mois (ou cent piastres par année) pour chaque aliéné jusqu'à l'expiration du présent contrat ; et aucune autre charge ou réclamation ne pourra être faite par le dit *J. M. Mackay*. Le dit *J. M. Mackay* aura néanmoins le droit de réclamer du gouvernement trois piastres pour frais de sépulture, y compris le cercueil, et tous autres frais quelconques, s'y rapportant de chaque patient confié à sa garde qu'il fera inhumer pendant la durée du présent contrat.

9. Ce marché ne liera la Province de *Québec* qu'en autant qu'il aura été approuvé par l'Assemblée législative à la prochaine session.

Fait à *Québec* sous le numéro quatre mille soixante-sept des minutes du dit *L. P. Sirois*. Et les parties ont signé avec le notaire lecture faite.

(Signé)

*J. M. MACKAY.*

*CHS. A. ERN. GAGNON, Sec. Prov.*

*L. P. SIROIS, N. P.*

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

*L. P. SIROIS, N. P.*

Et la question étant mise aux voix, — Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

*Ordonné*, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit renvoyée à la prochaine séance de la chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

### Vendredi, 8 Mars 1889.

M. David, du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les accusations portées par le journal *l'Electeur* contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon*, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. L. O. David pour son président ;

Et il recommande qu'il soit résolu que " dans le but d'entendre des témoignages seulement, le quorum de ce comité se composera de trois membres."

Et si, dans le cours de l'enquête, il surgissait quelque question litigieuse, telle question sera soumise à la considération de tous les membres de ce comité et décidée par eux.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative à la cession des biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées, hier, du comité de toute la Chambre relatives à certain contrat pour l'entretien des aliénés ;

Et la question étant mise aux voix, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, — Elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur certaines résolutions concernant les subventions à certains chemins de fer.

L'honorable M. Shehyn informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

#### (EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit d'accorder, aux conditions qu'il lui plaira de déterminer, à la Compagnie du chemin de fer *Québec Central*, pour l'aider à la construction de sa ligne depuis *Saint-François*, dans le comté de *Beauce*, jusqu'à la frontière de l'Etat du *Maine*, une subvention de deux mille deux cent cinquante piastres et deux mille deux cent cinquante acres de terre par mille, sur une distance n'excédant pas cinquante-deux milles ;



Que, avant le paiement de cette subvention et dans le but de surveiller son emploi et d'exercer un contrôle sur la compagnie, dans l'intérêt de la Province, le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de nommer, et ensuite chaque année, deux des neuf directeurs de cette compagnie, qui auront les mêmes pouvoirs que les autres directeurs.

*Résolu, 2.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de retenir, sur la subvention susdite, la somme de soixante mille piastres jusqu'à ce que cette Compagnie ait relié sa ligne à celle de l'extension Est du chemin de fer International, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil; laquelle somme sera déduite proportionnellement de chaque paiement à faire à la compagnie sur cette subvention.

*Résolu, 3.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit d'accorder à la Compagnie de chemin de fer, dite: *The Orford Mountain Railway Company*, aux conditions qu'il lui plaira de déterminer, sur la balance non gagnée de la subvention forfaitaire de la Compagnie de chemin de fer de la vallée de *Missisquoi*, une somme de deux mille cinq cents piastres par mille du chemin qui devra être construit, et ne devant pas excéder trente huit milles et demi.

*Résolu, 4.* Que, aussitôt qu'une compagnie de chemin de fer subventionnée par cette province aura déposé, dans le bureau du Commissaire des travaux publics, les plans et profils exigés par la loi, le Lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit d'accorder à cette compagnie de chemin de fer, sur sa subdivision, une avance de soixante-quinze piastres par mille afin de l'aider à déterminer le tracé de sa ligne; cette avance devant être faite conformément aux termes et conditions de garantie et autres qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné,* Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu, 1.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit d'accorder, aux conditions qu'il lui plaira de déterminer, à la Compagnie du chemin de fer *Québec Central*, pour l'aider à la construction de sa ligne depuis *Saint-François*, dans le comté de *Beauce*, jusqu'à la frontière de l'*Etat du Maine*, une subvention de deux mille deux cent cinquante piastres et deux mille deux cent cinquante acres de terre par mille, sur une distance n'excédant pas cinquante-deux milles.

Que, avant le paiement de cette subvention et dans le but de surveiller son emploi et d'exercer un contrôle sur la compagnie, dans l'intérêt de la province, le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de nommer, et ensuite chaque année, deux des neuf directeurs de cette compagnie, qui auront les mêmes pouvoirs que les autres directeurs.

*Résolu, 2.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de retenir, sur la subvention susdite la somme de soixante mille piastres jusqu'à ce que cette compagnie ait relié sa ligne à celle de l'extension Est du chemin de fer International, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil; laquelle somme sera déduite proportionnellement de chaque paiement à faire à la compagnie sur cette subvention.

*Résolu, 3.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit d'accorder à la Compagnie de chemin de fer, dite: *The Orford Mountain Railway Company*, aux conditions qu'il lui plaira de déterminer, sur la balance non gagnée de la subvention forfaitaire de la Compagnie de chemin de fer de la vallée de *Missisquoi*, une somme de deux mille cinq cents piastres par mille du chemin qui devra être construit, et ne devant pas excéder trente huit milles et demi.

*Résolu*, 4. Que, aussitôt qu'une compagnie de chemin de fer subventionnée par cette province aura déposé, dans le bureau du Commissaire des Travaux Publics, les plans et profils exigés par la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit d'accorder à cette compagnie de chemin de fer, sur sa subvention, une avance de soixante-quinze piastres par mille afin de l'aider à déterminer le tracé de sa ligne ; cette avance devant être faite conformément aux termes et conditions de garantie et autres qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la chambre aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant l'application par l'Exécutif des lois de cette province ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant le contrôleur du revenu de la province étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte créant un bureau de revenu dans le département du Trésor."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'acte 49-50 Victoria, chapitre 6, relatif au district judiciaire d'Ottawa.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La chambre se forme, en conséquence, et le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la compagnie dite : *The Montreal Safe Deposit Company*."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*."

Aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte autorisant le recteur et les syndics de l'église *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*."

Et bill intitulé : " Acte amendant les Statuts refondus de la province de *Québec*, relativement à l'administration de la justice dans le district de *Saguenay*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation *The Montreal Safe Deposit Company*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-un mille six cent cinquante sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, y compris l'impression et la reliure, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante neuf mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix, — Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles pour les sourds et muets, dont \$200 pour *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds et muets, *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds et muets, *Soeurs de la Providence, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal "*L'Enseignement Primaire*" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "*The Educational Record*," *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal de l'Instruction Publique, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression des règlements des écoles, formules en blanc, etc., nécessités par la codification et les changements de lois de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège commercial de *Saint-Barthelemi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sœurs des petites écoles, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège de *Saint-Remi, Napierville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Murierville, Rouville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri, Montreal*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent *Sainte-Anne*, de *Saint-Félix de Valois, Joliette*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent *St-Cyprien*, comté de *Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *St-Norbert*, comté de *Berthier* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de *Joliette*, pour construction d'une annexe pour cours commercial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *St Jean-Baptiste* de *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, *Upton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, *Varennas*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de *Chicoutimi*, pour construction (2e paiement sur les quatre à faire) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de *Saint-Vincent de Paul*, pour construction ; (1er paiement sur les trois à faire) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité de *Amherst*, comté d'*Ottawa*, pour construction de maison d'école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité de *Ponsonby*, comté d'*Ottawa*, pour construction d'une maison d'école, etc., ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de *Saint-Cuthbert*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial *West Farnham*, pour construction d'un quai afin d'empêcher le collège d'être détruit par la rivière *Yamaska* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux commissaires d'école, cité de *Hull*, (pour agrandissement du collège ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Pères Rédemptoristes, *Montréal*, pour construction d'une école à la *Pointe Saint-Charles* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège d'*Arthabaskaville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *Saint-Jean de Matha*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *R. C. High School, Granby*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de *L'Assomption*, pour construction d'une école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses de la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquels sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, *Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Naturaliste Canadien, conditionnellement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle de la Salle, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire *Saint-Patrice*, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'œuvre du Patronage, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurrieres et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prix spéciaux pour encourager l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " *The Women's protective immigration Society*," *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un bateau à vapeur pour faire le service du *Lac St-Jean*, 2<sup>me</sup> paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la ligne maritime du *Saguenay*, 3<sup>me</sup> paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au chemin maritime de *Gaspé*, de *Fox River* à *Ste-Anne des Monts*, 3<sup>me</sup> et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont *Métapédic*, balance due sur contrat ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bisson,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'inclure dans les estimés supplémentaires une somme d'argent, aux fins d'aider la Société d'agriculture du comté de *Beauharnois* à reconstruire les bâtisses et dépendances érigées sur son terrain d'exposition et enlevées par l'ouragan du mois de juin dernier, suivant la demande qu'elle en a faite au gouvernement en janvier dernier ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Sous considération.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder à MM. Lacroix et Toussaint, une subvention pour leur aider à faire connaître et à propager, parmi les cultivateurs de cette province, le procédé à l'aide duquel on fait éclore les œufs, en entretenant une chaleur pareille à celle que donne la couveuse, et que l'on désigne sous le nom d'incubation artificielle ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Sous considération.

Par M. LeBlanc,—M. François Langelier, avocat et maire de *Québec*, a-t-il reçu, à titre d'honoraires ou autrement, quelques sommes d'argent du gouvernement, dans l'affaire de la réclamation de *William P. Lockwood* ?



Si oui, quel montant ?

Si non, a-t-il filé à propos de cette affaire, un compte au gouvernement ou à aucun de ses membres et pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—L'honorable M. Langelier a reçu à titre d'honoraires la somme de \$200.

Par l'honorable M. Flynn,—Est-ce l'intention du gouvernement d'accéder, à même les deniers qui pourraient être appropriés durant cette session pour les ponts en fer, à la demande des habitants du *Cap Chatte* qui offrent de contribuer pour la valeur de mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière de ce nom, à la condition que le gouvernement fournisse les autres deniers nécessaires pour telle entreprise ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le gouvernement n'est pas suffisamment renseigné sur le coût éventuel de cette entreprise pour pouvoir se prononcer maintenant sur ce sujet.

Par M. Picard,—Est-ce l'intention du gouvernement de remettre aux colons de bonne foi, ayant rempli toutes les conditions d'établissement, le surplus des droits de coupe de bois qui, d'après l'article 1342 des Statuts refondus de la province de Québec, doit retourner à la Couronne ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Oui, aussitôt que le gouvernement sera payé pour le prix de ces lots suivant la loi.

Par M. Picard,—Le gouvernement se propose-t-il d'empêcher les colons établis sur leurs terres, de couper du bois de commerce en dehors de leurs défrichements ?

Si oui, pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Le gouvernement s'en tiendra à la loi sur ce point.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention de faire faire une copie, destinée à être déposée aux archives de la province de Québec, des vieux registres de *Sainte-Anne de Ristigouche* ?

Ils contiennent des renseignements précieux sur les officiers, les sous-officiers et les matelots de la flotte française, tués en 1760, au combat naval livré par le capitaine Byron, commandant les frégates anglaises le *Fame*, le *Dorsetshire*, l'*Achille*, le *Scarborough*, le *Repulse*, au capitaine Danjac, commandant les frégates le *Machault*, l'*Espérance*, le *Bienfaisant* et le *Marquis de Marloze*.

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le gouvernement va s'enquérir de la valeur de ces registres et agira suivant le résultat des informations qu'il recevra.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Le gouvernement est-il informé qu'un congrès international d'aliénistes doit se tenir cette année à *Paris, France* ?

Le gouvernement a-t-il l'intention d'envoyer un spécialiste prendre part à ce congrès ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le gouvernement n'a pas été informé officiellement de ce congrès.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—Sur quelle recommandation M. *Cyrias Roy*, a-t-il été nommé avocat du percepteur du revenu du district de *Montmagny* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—M. *Cyrias Roy* a été nommé percepteur du revenu du district de *Montmagny* à la recommandation du député de *Montmagny*.

Sur motion de M. *de Grosbois*, secondé par M. *Dumais*,  
Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalités distinctes les paroisses de *Saint-Ignace* de *Stanbridge* et de *Notre-Dame de Stanbridge*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire remettre devant cette Chambre,—1. Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage, ou autrement, sans recourir aux tribunaux, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de l'objet de la demande, de la date à laquelle remonte chaque réclamation, du montant accordé et payé par le gouvernement dans chaque cas, de la date du règlement et de celle du paiement.

2. Liste des pétitions de droit, et de toutes causes généralement, contenant des réclamations contre la Couronne, qui étaient pendantes le 27 janvier 1887, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de la nature de la demande, de la date à laquelle elle a été portée devant les tribunaux, des noms des avocats des parties dans la cause, et des frais payés à chacun d'eux par la Couronne ; aussi avec mention des procédures faites dans chacune de ces causes, depuis le 27 janvier 1887, de la nature de la défense, de tous jugements rendus en icelles, de tous paiements faits et généralement tous détails concernant ces réclamations.

3. Liste des pétitions de droit et généralement de toutes réclamations contre la Couronne portées devant les tribunaux depuis le 27 janvier 1887, avec les mêmes détails et renseignements que ci-dessus.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des requêtes des citoyens du *Château-Richer*, de *Sainte-Anne de Beaupré* et de *Saint-Joachim*, demandant de l'aide pour macadamiser le chemin à l'Est du terminus actuel du chemin macadamisé à *Château-Richer*.

Aussi, copie de toute correspondance et de tous documents sur le même sujet.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des items de dépenses pour le chemin de fer *Q. M. O.* et *O.*, savoir de \$21,800.00 pour construction, et de \$8,000.00 pour exploitation, mentionnés à la page 11 de l'état des recettes et paiements de la province, pour la période écoulée du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1888.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill amendant l'acte 44-45 Victoria, chapitre 75, et abrogeant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 85, concernant la ville de

*Longueuil*, soit remis, moins les frais de traduction, et d'impression. Le but de ce projet de loi étant d'exempter des taxes municipales la propriété de l'église et dépendances de la paroisse de *Longueuil*.

Sur motion de M. *Murphy*, secondé par M. *Pilon*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous documents et de toutes correspondances, *re Mary Jane Ross vs. W. H. Lambly*, registrateur.

Sur motion de M. *Legrise*, secondé par M. *Goyette*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant,—1. Les sommes payées pour les travaux de colonisation dans le comté de *St-Maurice*, depuis l'année 1878 inclusivement à ce jour.

2. Les noms de ceux à qui les divers montants ont été payés.

3. Copie des rôles de paie des conducteurs qui ont fait exécuter ces travaux.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

*Sept Heures et demie P. M.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Hall*,—la pétition du Révérend *John Nicolls* et autres, de la cité de *Montréal*.

*Ordonné*, Que la pétition du Révérend *John Nicolls* et autres, de la cité de *Montréal*, présentée ce jour, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que l'amendement au bill de la cité de *Montréal* à l'effet de permettre la vente de certains effets le dimanche, ne devienne pas loi.

Un bill pour amender la loi concernant les Sociétés de bâtisses est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les voitures d'hiver ;

M. *Beauchamp* propose, secondé par M. *Lapointe*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour pour la prise en considération des amendements faits en comité général au bill revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant proposée,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois :

L'honorable M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Sylvestre*, Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant la section 250 par la suivante "la rue *Notre-Dame*, dans la cité, devra être élargie de ses deux côtés, de la rue *McGill* à la rue des *Inspecteurs*, jusqu'à ce qu'elle ait cinquante pieds."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel.—18.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>couata),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—26.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 25 février 1889, demandant un état indiquant :  
1. Les noms des personnes qui ont, depuis le premier février 1887, produit devant le Commissaire des terres, des demandes de locations minières ou de concessions de droits de mine, dans le comté de Gaspé, et la date de ces demandes.

2. Une liste des locations minières ou des concessions de droits de mine ainsi accordées, indiquant les numéros, rangs et townships où elles ont été accordées, les personnes en faveur de qui, la date de ces concessions et le montant payé en chaque cas. (*Documents de la session, No. 139.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 12 mai 1887, demandant : 1. Un état, année par année, de toutes les sommes payées par la province à quel titre que ce soit à MM. *Lacoste, Globensky et Bisailon*, avocats de *Montréal*, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887.

2. Copie de chacun des comptes et mémoires de frais sur lesquels ces sommes ont été payées. (*Documents de la session, No. 140.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que M, l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

*Samedi, 9 Mars 1889.*

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*,—  
“ Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais elle regrette de constater que, comparées aux déboursés faits pendant l'exercice de 1885-86 pour les branches du service public ci-dessous énumérées, les dépenses de l'exercice 1887-88 par le gouvernement actuel pour les mêmes fins, ont été augmentées d'une manière alarmante pour l'avenir des finances de la province, comme il appert par les chiffres officiels suivants extraits des comptes publics de 1885-86 et 1887-88 :

Intérêts de la dette, rachat et frais d'administration 1887-88	\$1,103,710.94
do do do 1885-86	977,760.32

Augmentation	\$ 125,950.62
--------------	---------------

Législation 1887-88	\$228,994.88
do 1885-86	181,987.75

Augmentation	\$ 47,007.13
--------------	--------------

Gouvernement civil 1887-88	\$208,677.61
do do 1885-86	183,675.41

Augmentation	\$ 25,002.20
--------------	--------------

Administration de la justice 1887-88	\$438,755.10
do do do 1885-86	363,746.48

Augmentation	\$ 75,008.62
--------------	--------------

Police 1887-88.....	\$19,090.00
do 1885-86.....	14,090.00
Augmentation.....	\$ 5,000.00
Inspection des bureaux publics 1887-88.....	\$7,592.84
do do do 1885-86.....	6,337.33
Augmentation.....	\$1,255.51
Institutions littéraires et scientifiques 1887-88.....	\$11,739.78
do do do 1885-86.....	8,388.75
Augmentation.....	\$ 3,352.03
Travaux et édifices publics 1887-88.....	\$145,096.91
Travaux et édifices publics entrés comme dépenses spéciales à la page 13 des comptes publics de 1887-88.....	66,922.83
	\$212,019.74
Travaux et édifices publics en 1885-86.....	82,584.40
Augmentation.....	\$129,435.34
Institutions de bienfaisance 1887-88.....	\$280,316.00
do do 1885-86.....	267,776.00
Augmentation.....	\$ 12,540.00
Divers en général 1887-88.....	\$31,419.75
do do 1885-86.....	29,000.00
Augmentation.....	\$ 2,419.75
Commission royale des asiles d'aliénés.....	\$10,000.00
Département des Terres de la Couronne 1887-88.....	\$184,594.93
do do do 1885-86.....	130,000.00
Augmentation.....	\$ 54,594.93
Paievements par les officiers du revenu à même les perceptions faites par eux 1887-88.....	\$41,666.05
do 1885-86 do	26,531.79
Augmentation.....	\$15,134.26

“La Chambre est d'opinion, qu'avec une sage économie et une politique financière prudente, ces augmentations dans les dépenses de la province ci-dessus énumérées pour l'exercice de 1887-88, comparées à celles de 1885-86 pour les mêmes fins, auraient pu être évitées, et que le gouvernement n'avait pas des sources de revenu suffisantes pour les défrayer, sans avoir recours aux recettes extraordinaires qu'il aurait dû employer au paiement des subventions aux chemins de fer et des autres obligations extraordinaires de la province.

Que, pour ces augmentations dans les dépenses du service public, contrairement aux promesses d'une politique d'économie qu'il a faites aux électeurs de la province, le ministère a mérité la censure de cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—18</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>couata,)</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Martin (Rimouski,)</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy.</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechené (L'Islet),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Turcotte.—28.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Hemmingford Institute Library Association* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Pharmacie, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la mise à effet des dispositions de l'acte des manufactures de *Québec* ; 48 V., c. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole vétérinaire et professeurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui, à la prochaine séance.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, aujourd'hui, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de *Nicolet*."

Et Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de l'*Est*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de *Nicolet*," lesquels sont lus la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de l'*Est*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Samedi, 9 Mars 1889.

*Trois Heures, P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi de la pêche en cette province."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer le *Nord Central*."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la *Péninsule* et de *Gaspé*."

Bill intitulé : " Acte confirmant un certain acte de rétrocession et de résiliation de donation, passé entre *Joseph-Louis Carle*, *Jovis Carle* et *Louis-Napoléon Carle*, ès-qualité."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi de la chasse."

Et bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer et de navigation du lac *Saint-François*."



Et aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire des incendies de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Matane*."

Et bill intitulé : " Acte amendant l'article 533 du Code municipal."

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de *Nicolet*," lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Secrétaire et registraire de la province de *Quebec* pour l'année 1887-88, (division du Secrétaire.) (*Documents de la session*, No. 6).

*Ordonné*, Que le dit rapport soit imprimé.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

Qu'à partir de lundi prochain, le 18 du courant inclusivement, il y ait chaque jour trois séances distinctes, la première commençant à 11 heures A. M. et finissant à 1 heure P. M., la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M. et la troisième de 7½ P. M. jusqu'à l'ajournement.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par M. *Desjardins*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, vendredi le 8 courant, concernant les subventions à certains chemins de fer ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un bill concernant les subventions à certains chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi relative à la cession des biens ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. *McShane* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Beauchamp* propose comme amendement, secondé par M. *Lapointe*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais elle regrette de constater que, pendant l'exercice de 1887-88, le gouvernement actuel a dépensé la somme de \$56,566.40 pour le nouveau Palais du Parlement, entrée sous ce titre dans le chapitre des comptes publics de 1887-88, intitulé : " Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics," lorsque l'ancien gouvernement n'a dépensé que \$28,112.60, pour la même fin, pendant l'exercice de 1885-86.

" Cette Chambre croit de son devoir de blâmer le gouvernement pour cette augmentation des dépenses de la province."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR :

##### Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—17.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>	

#### CONTRE :

##### Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—22</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lussier,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration à *Montréal* et à *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation de *Trois-Rivières*, *Chicoutimi* et *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à un bateau à vapeur allant des *Grandes Piles* à la *Tuque* ; 2e paiement sur trois paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement de *Norton Creek*, comté de *Chateauguay*, afin de rendre cultivables 5,000 acres de terrain d'alluvion, 3e paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière *Lacolle*, afin de prévenir les inondations et rendre cultivable une grande étendue de bon terrain ; à voter de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la *Petite Rivière*, *Montréal*, 3e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la grande route, dans l'intérieur des comtés de *Gaspé* et de *Bonaventure*, de *Cascapédiac* à *Gaspé* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière *Lacadie*, dans *Huntingdon* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement des 20e et 21e rangs d'*Upton*, pour rendre cultivables 4000 à 5000 acres de bon terrain dans les paroisses de *Saint-Ephrem* et *Sainte-Hélène*,

pourvu que les parties intéressées fournissent une somme égale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographie, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du dessèchement de la rivière *Saint-Pierre*, à *Saint-Hermas*, balance de \$1,200.00 accordée par l'honorable *J. J. Ross*, le 14 juillet 1886, et confirmée sous sa signature le 21 janvier 1889 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du dessèchement des marais de *Ste-Brigette*, comté d'*Iberville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Rinfret dit Malouin* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la loi concernant les enquêtes dans le cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies de la cité de *Montréal*," lesquels sont lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Matane*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'article 533 du code municipal," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendements.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Morin*,—Quel est le montant encore dû, y compris les intérêts, sur le prêt aux Syndics des chemins à barrières de la Rive Nord de *Quebec*, pour la réparation du pont *Dorchester*, en vertu de l'acte 33 Victoria, chap. 48, et pourquoi ce montant n'a-t-il pas été payé ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—\$24,585.21.

Paiement des arrérages a été demandé mais nous n'avons reçu aucune réponse à ces demandes.

Par M. *LeBlanc*,—A quelles personnes a été payée la somme de \$1,081.22 mentionnée à l'état des recettes et des dépenses de la province de *Quebec*, pour la période écoulée du 1er juillet au 31 décembre 1888, sous le titre de "Arbitrages entre *Ontario* et *Québec*."

Combien à chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—

Hon. <i>F. Langelier</i> , pour frais d'arbitrage .....	\$ 500 00
" <i>Juge J. B. Bourgeois</i> , id. ....	500 00
" <i>J. Shehyn</i> , pour frais de voyage à <i>Ottawa</i> .....	81 22
	<hr/>
	\$1,081 22

Par M. *LeBlanc*,—Quelles sommes ont été payées par le gouvernement ou par le shérif de *Saint-Hyacinthe*, à M. *Esdras Bernier*, député aux Communes pour le comté de *Saint-Hyacinthe*, depuis janvier 1887 à mars 1889 ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Il n'a rien été payé à *Esdras Bernier*, écr., ni par le gouvernement ni par le shérif de *Saint-Hyacinthe*, de janvier 1887 à mars 1889.

Par M. *LeBlanc*,—Combien M. *O. Desmarais*, avocat de la Couronne à *Saint-Hyacinthe*, a-t-il reçu pour aider des constables à transporter des prisonniers de la prison de *Montréal* à la prison de *Saint-Hyacinthe*, dans l'hiver de 1887-88 ?

Quel était le nombre des prisonniers et combien de constables ont été employés avec *Desmarais* à effectuer ce transport ?

Quelle somme a été payée à ces constables ?

Quels sont les noms de ces constables ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—M. *O. Desmarais*, avocat de la couronne à *Saint-Hyacinthe*, n'a reçu aucun honoraire pour aider les constables à transporter des prisonniers de la prison de *Montréal* à celle de *Saint-Hyacinthe*, dans l'hiver de 1887-1888.

Le nombre des prisonniers ainsi transportés a été de douze et celui des constables employés à ce transport a été de quatre, plus le député-shérif.

Il a été payé à ces constables la somme de \$47.55.

Les noms des constables ne sont pas mentionnés.

Par M. *LeBlanc*,—Depuis quand *Hector Desmarais* est-il employé au palais de justice de *Saint-Hyacinthe* ?

Quelles sont ses fonctions et quel salaire reçoit-il ?

Quelles sommes lui ont été payées depuis son entrée en fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte.—M. Hector Desmarais a été employé au palais de justice de *Saint-Hyacinthe*, du deux juin au trente juin 1888, et quarante et un jours dans le trimestre finissant le trente et un décembre 1888.

Monsieur Desmarais est employé comme assistant tourne-clefs à raison de \$1.00 par jour.

Il lui a été payé \$70.00 jusqu'au trente et un décembre 1888, date du dernier rapport du shérif.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn, Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à 3 heures P. M.

Et alors la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

### Lundi, 11 Mars 1889.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 février 1889, demandant copie de toute correspondance entre le Gouvernement et diverses personnes en 1887 et depuis, au sujet d'un immeuble situé à *Hull*, près du pont suspendu, et connu sous le nom de "table de roc," (*Table Rock*), lequel immeuble appartenait à la Couronne et a été vendu à un nommé *Roe*, vers la fin de l'année 1887 ou au commencement de l'année 1888 ; aussi copies de tout arrêté du Conseil concernant cette vente, de l'acte de vente par la Couronne à M. *Roe*, de l'acte de vente par ce dernier à M. *Herdmann*, passé devant M<sup>re</sup> *Brault*, notaire, vers septembre ou octobre derniers, et généralement de tout document qui se rattache à cette propriété. (*Documents de la session, No. 141.*)

### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Desjardins,—1. Quelle somme le gouvernement a-t-il payé pour le comté de *Montmorency*, depuis le premier de juillet 1888, en vertu de la section 7 du chapitre 110 des Statuts refondus du *Bas-Canada* ?

2. Cette somme a-t-elle été payée directement aux conseils municipaux du comté de *Montmorency*, No. 1 et No. 2 ?

3. Si non, à qui a-t-elle été payée, et qui en a donné quittance ?

4. Comment cette somme a-t-elle été distribuée entre les différentes municipalités du comté de *Montmorency* ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. \$1860.00.

2. Non.

3. Chas. Langelier, écr. M. P., dûment autorisé à la recevoir et à en donner quittance par résolutions des deux conseils du comté de *Montmorency*, produites au département du procureur-général.

4. Cette somme ayant été payée par autorité des deux conseils municipaux, le gouvernement n'a pas ces détails, mais peut les demander et les mettre devant la Chambre aussitôt que possible, si l'honorable député veut demander un ordre de cette Chambre à cet effet.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—Des démarches ou correspondances ont-elles été faites au sujet du règlement du fonds d'emprunt municipal de la paroisse de *Saint-Jean, Isle d'Orléans* ; et, si oui, par quelles personnes et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. Oui.

2. Dans le cours de l'été dernier, MM. *Chs. Langelier* et *Jos. Turcotte* ont eu une entrevue avec le Trésorier à ce sujet, et vers la fin d'octobre 1888, une députation composée de ces mêmes messieurs, du maire et de plusieurs citoyens de la paroisse de *St-Jean*, a de nouveau fait valoir auprès du gouvernement les droits de la municipalité à une remise de sa dette au fonds d'emprunt municipal.

Aujourd'hui le (11 mars 1889) le Trésorier a reçu de M. *Desjardins*, M. P. P. une lettre attirant son attention au règlement en question.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'inscrire au premier budget supplémentaire de l'année financière 1889-90, une somme pour macadamiser le chemin de *Beaumont*, ainsi que l'exige le paragraphe 1 de la section 8 de l'acte 16 Victoria, chapitre 235, savoir :

"Le chemin à partir du rivage du fleuve *Saint-Laurent*, vis-à-vis *Québec*, à l'endroit appelé "passage de *Bégin*", jusqu'à la paroisse de *Beaumont*, en passant par le chemin appelé "la petite route," l'espace et distance de trois lieues et demie ?"

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Non, parceque c'est l'affaire de la Commission des chemins à barrières de la Rive Sud.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de créer un jardin botanique sur le terrain qui entoure le Palais législatif, terrain où l'on réunirait toutes les essences forestières et toutes les plantes de la province de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Non, le terrain est trop petit et n'offre pas les conditions requises.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer, parmi les cultivateurs de la province, la lettre de M. *Arthur Desfossés*, datée de *Saint-Jérôme*, et tendant à démontrer que la vigne sauvage du *Canada* est susceptible de devenir l'une des grandes ressources du pays ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—A l'étude.

Par M. *Hall*,—Est-ce que les \$460,000 dont il est question dans la loi passée à la dernière session, 51-52 Victoria, chapitre 13, "Acte concernant le règlement de la question des biens des Jésuites," doivent être prises à même les deniers provenant de ces biens, laissant le reste pour être affecté à l'enseignement supérieur, ainsi qu'il a été fait jusqu'à présent ; ou si cette somme doit être prise à même le revenu consolidé de la Province, en laissant ces biens généralement désignés sous le nom de "Biens des Jésuites," dans la situation où ils étaient avant la promulgation de cette loi ?

Est-ce que la loi de la dernière session 51-52 Victoria, chapitre 13, "Acte concernant le règlement de la question des biens des Jésuites," doit être considérée comme annéantissant le Fonds de placement de l'enseignement supérieur, et le Fonds de Revenu de l'enseignement supérieur, tel que défini par les dispositions des Statuts refondus du *Bas-Canada*, chapitre 15, articles un jusqu'à cinq inclusivement et autres, ou si la garantie et les dispositions que comportent ces articles vont être conservées ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le meilleur moyen de répondre à cette interpellation est de donner l'extrait suivant d'une lettre à Son Eminence le Cardinal *Simeoni*, Préfet de la Propagande à Rome :

Extrait d'une lettre envoyée à Son Eminence le Cardinal *Simeoni*, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande, à Rome, en date du 25 octobre 1888 :

*Première question.*

"Le gouvernement de la province de *Québec* se propose-t-il de continuer à donner, à l'avenir, soit aux trois Archevêques, soit aux cinq Evêques du *Bas-Canada*, soit encore aux Pères Jésuites, les allocations accordées jusqu'à présent à l'éducation supérieure, même après avoir payé aux parties indiquées par le Saint-Père, la somme accordée par la loi de la dernière session, en règlement de la question des biens des Jésuites ?"

Réponse.—Oui.

En vertu d'une ancienne loi, les revenus des biens des Jésuites forment un fonds spécial d'éducation dont le montant, qui n'a guère varié depuis 1867, se trouve maintenant être de soixante-dix-huit mille quatre cent dix piastres (\$78,410.00), dont soixante et six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) à la disposition des catholiques et douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00), à celle des protestants.

Le gouvernement se propose de laisser ce montant intact à la disposition du Conseil de l'Instruction Publique.

Ce Conseil est composé :

1. *Ex-officio* de tous les évêques catholiques romains de la province et d'un laïque catholique romain, nommé par le gouvernement pour chaque tel Evêque.
2. D'un certain nombre de protestants à la nomination aussi du gouvernement.

Le conseil ne se réunit que très rarement et seulement pour discuter des matières d'intérêt général sur l'éducation ; les affaires sont pratiquement réglées par deux comités séparés.

1. L'un appelé "*Comité Catholique*," formé des évêques catholiques romains et des laïques catholiques romains nommés comme dit et susdit.
2. L'autre appelé "*Comité Protestant*," formé des protestants nommés aussi comme dit et susdit, et d'un certain nombre de membres adjoints nommés par ce même comité.

Chaque comité siégeant séparément fait chaque année la distribution des sommes ci-dessus mentionnées, savoir : 1. Le comité catholique, soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) ; 2. Le comité protestant, douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00).

Le document A, ci-annexé, fait voir comment cette somme de soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) a été distribuée par le comité catholique cette année et l'an dernier, limitant les détails aux collèges classiques et mettant en bloc les sommes accordées aux couvents et autres institutions de moindre importance dans chaque diocèse.



## DOCUMENT A.

Somme accordée par la Législature de Québec, pour l'Éducation Supérieure, pendant chacune des années 1886-87 et 1887-88.....		\$78,410 00
Part revenant aux catholiques.....	\$66,240 00	
“ “ “ protestants.....	12,170 00	
Total.....		\$78,410 00

La somme de \$66,240 revenant aux catholiques est partagée comme suit :

<b>DIOCÈSE DE MONTRÉAL.</b>		
(Sa Grâce Mgr. l'Archevêque Fabre).		
Collèges classiques :		
L'Assomption.....	\$1,643 00	
Joliette.....	760 00	
Montréal (Col. Ste. Marie Jésuites).....	1,710 00	
Rigaud.....	1,430 00	
St. Laurent.....	475 00	
Ste. Thérèse.....	1,833 00	
		\$ 7,851 00
Université Laval.....		2,000 00
Autres institutions.....		15,761 00
		\$25,612 00
<b>DIOCÈSE DE QUÉBEC.</b>		
(Son Eminence le Cardinal Taschereau).		
Collèges classiques :		
Lévis.....	1,330 00	
Ste. Anne.....	1,900 00	
		3,230 00
Autres institutions.....		9,850 00
Total pour le diocèse de Québec.....		13,080 00
<b>DIOCÈSE DE ST. GERMAIN DE RIMOUSKI</b>		
(Sa Grandeur Mgr. Langevin).		
Collèges classiques :		
Rimouski.....	\$ 2,308 00	
Autres institutions.....	1,585 00	
Total pour le diocèse de Rimouski.....		\$ 3,893 00

DIOCÈSE DE ST. HYACINTHE.			
(Sa Grandeur Mgr. Moreau).			
Collèges classiques :			
St. Hyacinthe.....	760 00		
Ste. Marie de Monnoir.....	760 00		
		1,520 00	
Autres institutions.....		2,175 00	
Total pour le diocèse de St. Hyacinthe.....			3,695 00
DIOCÈSE DE CHICOUTIMI.			
(Sa Grandeur Mgr. Racine, décédé)			
Collège classique :			
Chicoutimi.....	2,263 00		
Autres institutions.....	1,139 00		
Total pour le diocèse de Chicoutimi.....			3,402 00
DIOCÈSE DE TROIS-RIVIÈRES.			
(Sa Grandeur Mgr. Laflèche).			
Collège classique :			
Trois-Rivières.....		2,046 00	
Autres institutions.....		1,216 00	
Total pour le diocèse des Trois-Rivières.....			3,262 00
DIOCÈSE DE SHERBROOKE.			
(Sa Grandeur Mgr. Racine).			
Collège classique :			
Sherbrooke.....	2,118 00		
Autres institutions.....	1,020 00		
Total pour le diocèse de Sherbrooke.....			3,138 00
DIOCÈSE DE NICOLET.			
(Sa Grandeur Mgr. Gravel).			
Collège classique :			
Nicolet.....	\$ 1,370 00		
Autres institutions.....	1,505 00		
Total pour le diocèse de Nicolet.....			\$ 2,875 00

DIOCÈSE D'OTTAWA.			
(Sa Grâce Mgr. l'Archevêque Duhamel).			
Institutions supérieures.....			1,329 00
VICARIAT APOSTOLIQUE DE PONTIAC.			
(Sa Grandeur Mgr. Lorrain)			
Institutions supérieures.....			200 00
Allocations aux écoles des Sourds-Muets et des Aveugles (Montréal).....	2,915 00		
Allocation pour l'achat des livres de récompense.....	2,915 00		
			5,830 00
Total.....			66,316 00
Balance.....			76 00
			\$66,240 00

Par M. *Trudel*.—Le gouvernement a-t-il été informé, par le Souverain Pontife, de la distribution des \$400,000 concernant les biens des Jésuites ?

Si oui, quelle est cette distribution ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Non.

Par M. *Desjardins*.—La somme de \$10,000 payée pendant l'exercice de 1887-88 pour l'Asile des aliénés protestants, à Montréal, a-t-elle été donnée ou prêtée ?

2. Si elle a été prêtée, à quelles conditions d'intérêt et de remboursement ?

3. Si elle a été prêtée, pourquoi n'a-t-elle pas été inscrite dans l'état No. 4 des placements et prêts faits par la province de *Quebec* jusqu'à la date du 30 juin 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Sheehy*.—La somme de \$10,000 a été donnée à l'Asile des aliénés protestants, à *Montréal*, pendant l'exercice de 1887-88, à la place de la ferme *Leduc*, qui était destinée pour cette fin. La ferme *Leduc* a été depuis vendue et le gouvernement va se rembourser de la somme ainsi donnée par le produit de cette vente.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le dernier supplément de la Gazette du *Canada* daté, *Ottawa*, le 2 Mars 1889, contient un avis de la Société Royale d'Agriculture d'*Angleterre*, annonçant qu'une grande Exposition agricole doit se tenir cette année sous la présidence de Sa Majesté la Reine, pour célébrer le cinquantième anniversaire de la fondation de cette société.

Les prix accordés représentent une somme de douze mille louis sterlings.

Le dernier jour des entrées est fixé au premier de mai.

Est-ce l'intention du gouvernement de mettre la province de *Quebec* en état de prendre part à cette exposition ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*.—A l'étude.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, d'après les rapports transmis au département des terres de la Couronne, le nombre d'arbres plantés, le dernier jour de la fête des arbres (1888).

Sur motion de M. *Beauchamp*, secondé par M. *Lapointe*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du compte de M. *P. E. Tremblay*, présenté au gouvernement comme agent de repatriement.  
2. Etat détaillé des sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage et autres causes.

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par M. *Duplessis*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre l'Association agricole des Cantons de l'Est et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant une aide à cette association.

Sur motion de M. *Dechene* (L'Islet), secondé par M. *Laliberté*,  
*Résolu*, Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est important que le gouvernement prenne, aussitôt que possible, des mesures de nature à honorer et à perpétuer le souvenir de notre grand historien national, *François-Xavier Garneau*, en lui érigeant une statue en face du Palais de la Législature de Québec.

Sur motion de M. *Poupore*, secondé par M. *deGrosbois*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes pétitions et correspondances au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et le premier ministre de la province, à propos des renseignements donnés par M. *Burcey*, de *Syracuse*, état de *New-York*, à propos de la distillation du bois.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Baldwin*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes les suppliques adressées au gouvernement ou à l'un quelconque des ministres, et de toute correspondance échangée avec ces derniers touchant l'augmentation du traitement des juges de sessions de la paix et des magistrats de police de la cité de *Montréal*.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des recettes et des paiements de la province de *Québec*, du premier juillet 1888 au onze mars 1889 inclusivement ; le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du onze mars 1889, déduction faite de la balance, à cette date, des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer de *Témiscouata*, de *Montréal* et *Lac Maskinongé* et de *Québec* et *Lac St-Jean*, ainsi que la somme encore à payer pour l'intérêt et le rachat de la dette publique du onze mars au 30 juin 1889.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M. aujourd'hui sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

*Sept Heures et demie P. M.*

Sur motion de M. *Legris*, secondé par M. *Bourbonnais*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mise devant cette Chambre,—copie des documents ayant rapport à la promotion de *Georges Leclerc*, du secrétariat du conseil d'agriculture à la position de directeur de l'agriculture dans cette province.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous documents relatifs au règlement de la somme due au fonds d'emprunt municipal par la municipalité de *Saint-Jean, Isle d'Orleans, comté de Montmorency*, depuis le premier janvier 1882.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale, ou du notariat, étant lu ;

L'honorable M. *Lynch* propose, secondé par l'honorable M. *Robertson*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. *Pelletier* propose comme amendement, secondé par M. *Trudel*,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*.

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement la loi des élections contestées ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendement la loi concernant le Barreau de la province de *Quebec* ;

L'honorable M. *Lynch* propose, secondé par l'honorable M. *Blanchet*—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. *Lafontaine* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Dechene (l'Islet)*, que le mot "maintenant", soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Legrin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin, (Bonaven-</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>ture),</i>	<i>Tourigny and</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Trudel.—26.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>David,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Turcotte.—23.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi de la chasse,

M. *Sylvestre* propose, secondé par M. *Martin (Rimouski)*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Boyer* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *David*,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à après minuit, mardi matin ;

*Mardi, 12 Mars 1889.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Turcotte.—26.</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Leyris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel.—24.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mardi, 12 Mars 1889.

3 heures P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hall,—la pétition du Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la é de *Montréal*,—et la pétition de E. Hagar & Cie et autres, de la cité de *Montréal*.

M. Robidoux, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à la Cour du recorder de la cité de *Québec*, et ses amendements " auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant la section 33 de l'acte 32 Victoria, chap. 16, concernant l'éducation dans les cités de *Québec* et de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a agréé les amendements faits par la Chambre au bill intitulé : " Acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de feu l'honorable *Jean-Louis Beaudry*, et pour d'autres objets."

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 483a du Code de procédure civile, ajouté par l'article 5905 des Statuts refondus de la province de *Québec*, concernant la révision des jugements.

Et bill intitulé : " Acte pour exempter des taxes municipales et scolaires les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture, et employées par ces sociétés."

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour un état détaillé des sommes payées à même l'item 244 et 245 du budget de 1888-1889. (51-52, Vict. chap. I) en rapport avec le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (*Documents de la session*, No. 142.)

L'honorable M. Gagnon, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Le dix-neuvième rapport des inspecteurs de prisons, asiles et bureaux publics de la province de *Québec* pour l'année 1888. (*Documents de la session*, No. 143.)

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, à la prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi relative aux inhumations et exhumations ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifiée.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant les subsides à certains chemins de fer ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable Trésorier *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,  
Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. *LeBlanc* propose comme amendement, secondé par M. *Casgrain*,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais vu qu'il est constaté par les documents officiels, et notamment par le document No. 101 de la session de 1888 :

1. Que, par une dépêche du onze octobre 1887, l'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la Province, a chargé M. *C. Beausoleil*, avocat, de *Montréal*, de percevoir dans certains districts les taxes imposées sur les corporations commerciales par le Statut 45 Vict., Chap. 22, au lieu de faire faire la perception de ces taxes par l'officier indiqué par la loi, savoir : le percepteur du revenu.

2. Que la rémunération à accorder à M. *Beausoleil*, pour cet ouvrage, n'a pas été fixée d'avance.

3. Que M. *Beausoleil* a perçu diverses sommes, s'élevant en tout à \$519,507. 14



4. Que la presque totalité des sommes ainsi perçues par lui l'ont été dans le mois d'octobre et novembre 1887, les seules sommes perçues après novembre étant les suivantes :

6 décembre 1887.—	Exchange Bank of Canada.....	\$640 00
9 " " "	Employers' Liability Ass. Corporation.....	510 00
10 " " "	Union Mutual Life. N. Y.....	1266 00
22 février 1888.—	Mutual Reserve, Life Fund Assurance.....	1000 00
9 décembre 1887.—	Doran & Wright Co.....	486 00
22 " " "	Eddy Manufacturing Co.....	320 00
12 " " "	Pullman Palace Car Co.....	1053 00
20 " " "	Lands Loans Co.....	102 85
22 " " "	Spott Patent America.....	205 00
29 " " "	Philips Pharmaceutical Co.....	125 00
" " " "	South American Trading Co.....	153 75
30 " " "	Granby Rubber Co.....	672 00
" " " "	Schild & Field Co.....	317 00
" " " "	Montreal Furniture Co.....	150 00
" " " "	Moncton Sugar Refinery Co.....	150 00
12 janvier 1888.—	Holmes Electric Protective Co.....	451 04
2 mai " "	Megantic Mining Co.....	154 60
7 juin " "	Henderson Lumber Co.....	317 50

\$8074 64

5. Que M. Beausoleil n'a remis au gouvernement que \$488.000.00 par diverses sommes et que la dernière remise a été faite le 6 décembre 1887.

6. Que M. Beausoleil a conséquemment retenu \$31,507.14.

Cette Chambre regrette que le gouvernement ait permis à M. Beausoleil de retenir une si forte somme, lorsqu'une somme de deux à trois mille piastres serait une rémunération suffisante pour ses services."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Baldwin,	Flynn,	Lussier,	Picard,
Beauchamp,	Hall,	Lynch,	Poupore,
Casgrain,	Lafontaine,	Martin (Bonaventure),	Robertson.
Desjardins,	Lapointe,	McIntosh,	Spencer,
Duplessis,	Lareau,	Nantel,	Taillon et
Faucher de Saint-Maurice,	LeBlanc,	Owens,	Tourigny.—24.

CONTRE :

Messieurs

Basinet,	De Grosbois,	Lemieux,	Rocheleau,
Bernatchez,	Dumais,	Legrin,	Rochon,
Bisson,	Duhamel,	McShane,	Shekyn,
Boyer,	Forest,	Martin (Rimouski),	Sylvestre,
Cameron.	Gagnon,	Mercier.	Tessier,
Carlin,	Girouard,	Morin,	Trudel et
Champagne,	Gladu,	Pilon,	Turcotte.—34.
David,	Goyette,	Rinfret,	
Dechene (l'Islet),	LaLiberté,	Robidoux,	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;  
*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : *Beauport*, *Longue-Pointe*, *Saint-Ferdinand d'Halifax* et maison de santé *Belmont* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui, à la seconde séance.

M. *Boyer* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que aujourd'hui, à sa seconde séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

Sur motion de M. *Dechene (L'Islet)*, secondé par M. *Laliberté*,

*Ordonné*, Que le bill pour amender l'acte des chemins de fer et spécialement l'article 5170 soit remis sur l'ordre du jour, nonobstant tout ordre à ce contraire.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 1er avril 1887, demandant copie de tous documents se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de *Longueuil* et la corporation du Bassin de *Chambly*, au sujet du fonds d'emprunt municipal. (*Documents de la session, No. 144.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 janvier 1889, pour copie de toute correspondance entre le conseil municipal de *Saint-Gabriel-Ouest* ou de *Valcartier* et le gouvernement de cette province; ainsi que de toutes pétitions adressées au dit gouvernement, au sujet de la construction de l'embranchement de *Saint-Gabriel* à la *Rivière aux Pins*, sur le chemin de fer du *Lac Saint-Jean*. (*Documents de la session, No. 145.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 février 1889, pour copie des états et rapports faits par les commissaires des chemins à barrières à *Montréal* pour les six mois terminés respectivement le 30 juin 1887, le 30 décembre 1887, le 30 juin 1888 et le 30 décembre 1888. (*Documents de la session, No. 146.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1889, pour un état montrant : 1. les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à *Joliette*, devant le juge *Dugas, re Lavallée*.

2. Les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à *Montréal*, devant le même juge, dans la même affaire.

3. Les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue devant la commission royale, dans la même affaire, la somme dépensée pour l'impression du rapport de cette commission.

4. Les dépenses encourues par la Cour du Banc de la Reine (juridiction criminelle) à *Joliette*, dans la même affaire.

5. Les dépenses encourues par le gouvernement pour les procédures devant la Cour du Banc de la Reine (juridiction criminelle) à *Montréal*, dans la même affaire.

6. Les dépenses encourues pour l'enquête devant un comité du Conseil législatif dans la même affaire.

7. Les sommes qui ont été payées, dans cette affaire, à MM. *Dugas* (juge), *Fitzpatrick*, avocat, *F. O. Dugas*, avocat, et *Alphonse Turgeon*.

8. Les autres dépenses encourues par le gouvernement dans cette affaire. (*Documents de la session, No. 147.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie des requêtes, correspondances et autres documents adressés au gouvernement, par des contribuables et autres personnes des paroisses de *Saint-Victor* et de *Saint-Ephrem* de *Tring*, dans le comté de *Beauce*, au sujet du fonds d'emprunt municipal. (*Documents de la session, No. 148.*)

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable Trésorier *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,  
Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais elle regrette de constater que, comparées aux déboursés faits pendant l'exercice de 1885-86 par le ministère précédent, pour les branches du service public ci-dessous énumérées, les dépenses de l'exercice 1888-89 par le

gouvernement actuel pour les mêmes fins sont augmentées d'une manière alarmante pour l'avenir des finances de la province, comme il appert par les chiffres officiels suivants extraits des comptes publics de 1885-86 et du budget des dépenses de la province de *Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1890 :

Legislation 1888-89.....	\$224,544 16
do 1885-86.....	\$181,987 75
Augmentation.....	\$ 42,556 41
Gouvernement civil 1888-89.....	\$231,763 50
do do 1885-86.....	\$183,675 41
Augmentation.....	\$ 48,088.09
Administration de la Justice 1888-89.....	\$402,770 98
do do 1885-86.....	\$363,746 48
Augmentation.....	\$ 39,024 50
Police 1888-89.....	\$ 19,049 33
do 1885-86.....	\$ 14,090 00
Augmentation.....	\$ 4,959 33
Inspection des bureaux publics 1888-89.....	\$ 9,000 00
do do 1885-86.....	\$ 6,337 33
Augmentation.....	\$ 2,662 67
Travaux et édifices publics 1888-89.....	\$116,168 13
Travaux et édifices publics entrés, pour l'exercice 1888-89, comme dépenses spéciales aux pages 29, 30 et 31 du Budget des dépenses de la province pour l'exercice finis- sant le 30 juin 1890.....	\$119,400 00
Montant en 1888-89.....	\$235,568 13
Travaux et édifices publics en 1885 86.....	82,584 40
Augmentation.....	\$152,983 73
Commission royale des asiles d'aliénés 1888-89.....	\$6,000 00
Département des Terres de la Couronne 1888-89.....	\$201,200 00
do do 1885-86.....	130,000 00
Augmentation.....	\$ 71,200 00

La Chambre est d'opinion qu'avec une sage économie et une politique financière prudente, ces augmentations dans les dépenses de la province ci-dessus énumérées pour l'exercice de 1888-89, comparées à celles de 1885-86 pour les mêmes fins, auraient pu et pourraient être évitées, et que le gouvernement n'a pas des sources de revenu suffisantes pour les défrayer sans avoir recours aux recettes extraordinaires qu'il devrait employer au paiement des subventions aux chemins de fer et des autres obligations extraordinaires de la province.

Que, pour ces augmentations dans les dépenses du service public, contrairement aux promesses d'une politique d'économie qu'il a faites aux électeurs de la province, le ministère mérite la censure de cette Chambre. ”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 13 mars 1889.*

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
		<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochelleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—37.</i>
<i>Dumaïs,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné,* Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de bureau d'un agent en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, S. R. B. C. chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin, 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé trois résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Hemmingford Institute Library Association* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Pharmacie, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la mise à effet des dispositions de l'acte des manufactures de *Québec* ; 48 V., c. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole vétérinaire et professeurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Rinfret dit Malouin rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration à *Montréal* et à *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation de *Trois-Rivières*, *Chicoutimi* et *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à un bateau à vapeur allant des *Grandes Piles* à la *Tuque* ; 2e paiement sur trois paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement de *Norton Creek*, comté de *Chateauguay*, afin de rendre cultivables 5,000 acres de terrain d'alluvion, 3e paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière *Lacolle*, afin de prévenir les inondations et rendre cultivable une grande étendue de bon terrain ; à voter de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la *Petite Rivière, Montréal*, 3e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la grande route, dans l'intérieur des comtés de *Gaspé* et de *Bonaventure*, de *Cascapédia* à *Gaspé* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière *Lacadie*, dans *Huntingdon* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement des 20e et 21e rangs d'*Upton*, pour rendre cultivables 4000 à 5000 acres de bon terrain dans les paroisses de *Saint-Ephrem* et *Sainte-Hélène*, pourvu que les parties intéressées fournissent une somme égale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographie, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du dessèchement de la rivière *Saint-Pierre*, à *Saint-Hermas*, balance de \$1,200.00 accordée par l'honorable *J. J. Ross*, le 14 juillet 1886, et confirmée sous sa signature le 21 janvier 1889 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du dessèchement des marais de *Ste-Brigitte*, comté d'*Iberville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 13 Mars 1889.

---

*Trois Heures P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Hall,—la pétition de Sa Grâce l'Archevêque catholique romain de *Montréal* et autres ;—la pétition du Révérendissime Evêque anglican de *Montréal* et autres,—et la pétition du Révérend A. Nercam et autres, tous de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de *Montréal*,—et de E. Hagar et autres de la cité de *Montréal* ; demandant que l'acte 32 33 Victoria, concernant l'Education en cette Province, soit amendé, à l'effet de permettre que les taxes prélevées pour fins scolaires, dans la cité de *Montréal*, et payées par les protestants, soient remises au Bureau des Commissaires d'écoles protestantes, et que celles payées par les catholiques au Bureau des Commissaires d'écoles catholiques.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant le paragraphe 6 de l'article 556 du Code de procédure civile tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus de la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins."

Et Bill intitulé : " Acte pourvoyant à la formation des sociétés agricoles et laitières."

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative au barreau de la province de *Québec*."

Et Bill intitulé : " Acte amendant les articles 1903 et 2281 des Statuts refondus de la province de *Québec*, concernant l'instruction publique."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pourvoyant à la formation des sociétés agricoles et laitières," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant le paragraphe 6 de l'article 556 du Code de procédure civile tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus de la province de *Québec*," lesquels sont lus la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.



*Ordonné*, Que M. *Dechené (L'Islet)* ait la permission de présenter un bill amendant l'article 2319 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, relativement à la résidence des juges.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 18 avril 1887, demandant copie de tous les documents relatifs à la dette du canton d'*Acton*, au fonds d'emprunt municipal du *Bas-Canada*; lettres, rapports du commissaire, états de comptes, ordres en conseil, etc., etc. (*Documents de la session, No. 149.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 mai 1888, pour un état des sommes d'argents obtenues depuis le 1er mai 1887, en règlement des montants dûs au fonds d'emprunt municipal; le dit état devant mentionner la liste des municipalités avec lesquelles le gouvernement a réglé, depuis la date précédemment indiquée, les montants qui étaient dûs par ces municipalités et les sommes acceptées par le gouvernement en paiement de ces dettes au fonds d'emprunt municipal. Aussi la correspondance et les documents relatifs aux règlements de compte avec ces municipalités. (*Documents de la session, No. 150.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, pour copie de toutes correspondances échangées entre les diverses municipalités du comté de *Shefford* et le gouvernement, relativement aux sommes dues par elles au gouvernement de cette province en rapport avec le fonds d'emprunt municipal. Aussi un état constatant quelles sommes ont été remises par le gouvernement actuel à la corporation municipale du comté de *Shefford*, en rapport avec le fonds d'emprunt municipal. (*Documents de la session, No. 151.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 juin 1888, demandant copie de toutes correspondances échangées entre aucune personne ou personnes et le gouvernement de cette province ou quelqu'un de ses membres, concernant le règlement de la somme due par le canton de *Stanbridge* au fonds d'emprunt municipal; aussi copie de tous ordres en conseil à ce sujet. (*Documents de la session, No. 152a.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1889, demandant copie de toutes correspondances échangées entre aucune personne ou personnes et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, concernant le règlement de la somme due par le canton de *Stanbridge* au fonds d'emprunt municipal; aussi copie de tous ordres en conseil à ce sujet. (*Documents de la session, No. 152b.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 janvier 1889, demandant : 1. Liste des municipalités auxquelles des remises ont été faites sur le fonds de l'emprunt municipal depuis le 1er février 1887.

2. Le montant emprunté par chacune de ces municipalités, ainsi que la somme due en capital et intérêt en 1880, par chacune d'elles.

3. Le montant dû par chacune en vertu de la loi de 1880.

4. Le montant payé au gouvernement par chacune de ces municipalités, en règlement de ces emprunts. (*Documents de la session, No. 153.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 janvier 1889, demandant: arrêtés en conseil, correspondances, mémoires et tous documents se rapportant aux remises faites aux diverses municipalités sur ce qu'elles devaient au gouvernement, re fonds d'emprunt municipal. (*Documents de la session, No. 154.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 février 1889, pour un état indiquant 1. Quelles sont les municipalités auxquelles le gouvernement a fait, depuis le 1er janvier 1887, une remise totale ou partielle de ce qu'elles devaient au fonds d'emprunt municipal.

2. Quel est le montant de ces remises pour chaque municipalité. (*Documents de la session, No. 155.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 février 1889, demandant copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondance et de tous documents concernant le règlement entre le gouvernement et les corporations municipales, re fonds d'emprunt municipal ; copie du rapport de M. Racicot, dans chacun de ces cas ; aussi, un état détaillé des remises totales ou partielles par le gouvernement, en faveur de certaines corporations municipales ; le tout limité aux règlements qui ont eu lieu depuis le 1er février 1887. (*Documents de la session, No. 156.*)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de fonder une école supérieure des arts et métiers ou de continuer l'aide actuelle aux écoles déjà existantes ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le budget pour l'année prochaine contient la demande du crédit ordinaire pour cette fin.

Par M. Lussier,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir la police provinciale et de l'affilier à la police municipale des grandes villes, qui peut remplir le même rôle, en étendant ses pouvoirs ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Non, les fonctions de la police provinciale n'étant pas du tout celles des diverses polices municipales.

Par M. Tessier,—Le gouvernement a-t-il l'intention de réajuster les salaires des employés de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de Québec, de manière à donner aux anciens employés, un salaire proportionné à leurs années de service et à leur capacité ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—La question est à l'étude.

Par M. LeBlanc,—M. Beausoleil, chargé par le gouvernement de percevoir les impôts sur les corporations commerciales et à en donner quittance au nom du gouvernement, a-t-il remis au gouvernement le compte que MM. Lacoste & Cie., ont rendu à M. Beausoleil, constatant le montant d'argent par eux reçu du gouvernement pour frais et honoraires dans les poursuites judiciaires relatives aux impôts en question ?

Réponse par l'honorable M. Sheehy,—M. Beausoleil a remis au gouvernement un état reçu de MM. Lacoste & Cie, lequel état indique une certaine somme comme ayant été reçue par MM. Lacoste & Cie à titre de frais et d'honoraires dans les poursuites intentées en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 22.

Les chiffres donnés dans cet état seront contrôlés lors d'un règlement définitif avec MM. Lacoste & Cie.

Par M. Duplessis,—M. J. C. Langelier, mentionné dans la réponse à un ordre de la Chambre, pour copie des comptes en détail de la commission des asiles d'aliénés (*documents de la session, No. 110*), comme ayant reçu à la date du 14 juillet 1888, \$360.00, est-il le même M. Langelier qui est déjà employé par le gouvernement comme assistant registraire de la province ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui.

Par M. Legris,—1. Combien coûte au gouvernement de cette province le volume qui a été distribué dernièrement aux députés, ayant pour titre "Dictionnaire du langage des nombres" ?

2. Cet ouvrage a-t-il été acheté par le gouvernement actuel ou par l'ex-gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Voir l'item 249 du budget de 1889-90.

Par M. Nantel,—Est-ce l'intention du gouvernement de se faire rembourser la somme de \$500.00, payée à M. P. E. Tremblay, qui n'a fait aucun rapport sur le rapatriement de nos compatriotes de l'état de *New-York*, qui lui était spécialement assigné comme champ d'opération ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—M. P. E. Tremblay ayant rempli sa mission aux *Etats-Unis*, suivant son engagement, mais ayant été empêché depuis son retour de faire rapport par suite de maladie, ainsi que le gouvernement en a été informé, ce n'est pas l'intention de celui-ci de se faire rembourser la somme payée au dit M. Tremblay.

Par M. LeBlanc,—Depuis quelle date A. Germain, avocat, résidant à *Sorel*, agit-il comme substitut du procureur-général pour le district judiciaire de *Richelieu* ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. Germain, avocat de *Sorel*, agit comme substitut du procureur-général pour le district judiciaire de *Richelieu*, depuis le terme du mois de janvier 1888.

Sur motion de l'honorable M. Lynch, secondé par l'honorable M. Robertson, Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un des ministres et toute compagnie ou personne quelconque touchant le développement des ressources minières de la Province.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un des ministres et toute compagnie ou personne quelconque, relativement à la construction d'un chemin de fer pour faciliter le transport du produit des mines de phosphate de la vallée de la *Lièvre*.

Et étant six heures, P. M. M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

*Sept heures et demie, P. M.*

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1889, pour copie de tous mémoires, papiers, documents et correspondances adressés au gouvernement ou à quelqu'un de ses membres par quelques Sauvages de la tribu des Hurons de Lorette, à propos des réclamations et des droits de cette tribu sur certains terrains compris dans les seigneuries formant partie des biens des Jésuites. (*Documents de la session, No. 157.*)

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner aux membres de la Législature provinciale, l'ouvrage intitulé : "Cinq mois en Europe, ou voyage du curé Labelle en France" par M. l'Abbé Proulx, et de le distribuer en prix aux écoles de la province ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Oui.  
2. Oui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte pour amender le paragraphe 6 de l'article 556 du Code de procédure civile tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus de la province de Québec," et les dits amendements étant lus la seconde fois.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. Baldwin,

*Résolu*, Que cette Chambre ne concoure pas avec le Conseil législatif dans les dits amendements pour les raisons suivantes :

"Parceque cela ébranlerait le principe et la base sur lesquels repose le paragraphe 4, surtout alors que la valeur totale des articles exemptés n'est pas augmentée, pendant que la valeur normale d'une machine à coudre est proportionnellement considérable, si on tient compte du fait que le prix en est acquitté par versement et à long terme ;

Parceque, depuis 1886, jusqu'à la dernière session, les machines à coudre ont été exemptées, et qu'avec les mots qu'on désire biffer, la question de savoir si elles sont saisissables donne lieu à litige et à des frais tout à fait inutiles et hors de proportion avec tout avantage provenant des résultats ; et de plus, ces mots semblent impliquer contradiction sur le paragraphe 9.

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre n'adopte pas les dits amendements et priant respectueusement leurs Honneurs de les reconsidérer.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message (avec le bill et les amendements) au Conseil législatif.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant la somme payée à la maison Picot, de Paris, France, soit directement, soit indirectement, par l'entremise de son agent, Alexandre Boiron ci-devant de Saint-Cajetan d'Armagh, Bellechasse, et actuellement de Montréal, et pourquoi cette somme a été ainsi payée.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par M. *Picard*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des amendes et pénalités reçues par le trésor, des différents greffiers de la paix, pour chacun des districts de la province, pendant les cinq dernières années.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Duplessis*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copie de la plainte ou dénonciation, *in re Regina vs. Charland et al*, causes entendues vers les mois de juin et juillet 1888, dans le district judiciaire de *Richelieu*.

2. Etat constatant à quelle date les causes ont d'abord été fixées, puis la date à laquelle elles ont été remises et fixées de nouveau ; les noms, prénoms et résidences des témoins assignés dans cette affaire.

3. Copie de la lettre ou circulaire envoyée à ces témoins par *A. Germain*, avocat et substitut du Procureur général, les avertissant de considérer leur assignation comme nulle et de nul effet.

4. Copie de la lettre des petits jurés assermentés dans cette cause ; aussi copie des notes du juge sur la preuve, ainsi que du verdict rendu dans chaque cas.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres, de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *McShane*, secondé par M. *Sylvestre*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le trésorier ou les directeurs de l'Hôpital général de *Montréal* et le gouvernement, demandant une augmentation d'allocation pour cet hôpital.

Sur motion de M. *Legris*, secondé par M. *Champagne*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative au " Dictionnaire du langage des nombres."

Sur motion de M. *de Grosbois*, secondé par l'honorable M. *Pelletier*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant *Alexander A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'Association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; vu que le dit *Graham* a été obligé de faire des dépenses considérables, et qui ont été depuis considérées injustes, par l'association des dentistes qui aurait dû accorder la licence du dit *Graham* sans le forcer de s'adresser à la Législature.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'Association des dentistes de la province de *Québec*, l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que par les amendements faits au Conseil législatif, le dit *Cotton* est obligé de subir les examens, ce qui le prive des principaux avantages que son bill demandait.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de cette province à octroyer à *Joseph Désy*, médecin, une licence pour l'exercice de la profession médicale, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill n'a pas été adopté.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Hall*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre qui de droit et le Conseil de l'Instruction publique, sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires; aussi copie de la correspondance demandant l'accroissement des heures de sommeil, la diminution du temps consacré aux travaux intellectuels, la répartition de ce temps sur les récréations et les exercices physiques, sur l'aération et sur l'éclairage, et sur les progrès de l'hygiène et de la gymnastique et de la natation dans nos écoles.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 844 des *Status* refondus de la province de *Quebec* (1888);

M. *Duplessis* propose, secondé par l'honorable M. *Flynn*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. *Turcotte*, propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. *Gagnon*, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans trois mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

## POUR:

## Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	

## CONTRE:

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—22.</i>
<i>Deschenes (Témiscouata,)</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,  
*Ordonné*, Que le bill soit lu la seconde fois dans trois mois à dater d'aujourd'hui.

M. David, du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les accusations portées par le journal *l'Electeur* contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon*, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre Honorable Chambre, que vu que M. Ernest Pacaud, de la cité de Québec, dans le district de Québec, directeur du papier-nouvel *l'Electeur*, a commencé à donner son témoignage et a mis devant le comité certains écrits et documents ;

Que les questions suivantes lui furent alors posées et à chacune d'elles il a refusé de répondre, savoir :

" 1. Quelles sont ces personnes qui vous ont remis ces documents et donné ces informations ? "

" 2. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous refusez de nommer les personnes qui vous ont donné ces informations ? "

Que le témoin a répondu comme suit : " Parceque ce sont les personnes qui m'ont remis ces documents et je refuse de dire leurs noms. "

Que votre comité a décidé que le témoin était obligé de répondre aux dites questions, vu que les raisons qu'il donne pour refuser d'y répondre ne sont pas satisfaisantes.

Que le témoin malgré l'ordre du comité, a persisté dans son refus de répondre aux dites questions.

Que le comité a décidé, après le refus répété du témoin de répondre aux dites questions, de faire rapport à votre Honorable Chambre, afin qu'elle décide si le témoin, Ernest Pacaud, doit ou ne doit pas répondre aux dites questions.

M. David propose, secondé par M. Lareau, — Que cette Chambre concoure dans le dit rapport ; et la question étant mise aux voix, — elle est résolue affirmativement.

M. David propose, secondé par M. Lareau, — Que, vu qu'il appert par le deuxième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur les accusations portées par le papier-nouvel "*l'Electeur*," contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon*, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, Monsieur Ernest Pacaud, directeur du papier-nouvel "*l'Electeur*" de la cité de Québec, dans le district de Québec, a commencé à donner son témoignage et qu'il mis devant le comité certains papiers et documents ;

Qu'aux questions suivantes qui lui furent alors posées et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir :

" 1. Quelles sont ces personnes qui vous ont remis ces documents et donné ces informations ? "

" 2. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous refusez de nommer ces personnes qui vous ont donné ces informations ? "

Et que, vu que le dit Ernest Pacaud a refusé de répondre aux dites questions malgré que le comité lui ait ordonné de ce faire, cette Chambre maintient la décision du dit comité, et ordonne au dit Ernest Pacaud de comparaître devant le dit comité à tel jour et telle heure que le dit comité fixera, et de répondre aux dites questions.

M. Robidoux propose comme sous amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel, Que les mots " cette Chambre maintient la décision du dit comité, et ordonne au dit Ernest Pacaud de comparaître devant le dit comité à tel jour et telle heure que le dit comité fixera, et de répondre aux dites questions, " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Que le dit M. Ernest Pacaud ne reçoive pas ordre de cette Chambre de répondre à la question à laquelle il a refusé de répondre, attendu que la connaissance du nom de la personne qui a communiqué au dit M. Pacaud des documents ou des informations n'ajouterait aucune force probante à tels documents ou à telles informations, et attendu

que le dit comité a uniquement mission de s'enquérir de la vérité des faits énoncés dans la motion qui le constitue."

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 14 Mars 1889.*

Et le débat se continuant ;

M. *Tessier* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Sylvestre*. Que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux.</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>David,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>Dumais,</i>			

CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tourigny.—25.</i>
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte décrétant de nouveau et amendant la loi concernant les dentistes."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les sociétés de construction."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la cession de biens."



La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte décrétant de nouveau et amendant la loi concernant les dentistes," lesquels sont lus pour la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la loi concernant les sociétés de construction," lesquels sont lus pour la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative à la cession de biens," et les dits amendements sont lus pour la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte donnant à la Cour Supérieure et à la Cour de Circuit du district de *Terrebonne* juridiction concurrente sur les cantons de *Clyde*, *Joly*, *Marchand* et *Loranger* dans le district d'*Ottawa*, et les cantons de *Mousseau* et *Lynch* dans le district de *Joliette*," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Jéudi, 14 Mars 1889.

*Trois Heures, P. M.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Sa Grâce l'Archevêque catholique romain de *Montréal* et autres ;—du Révérendissime Evêque anglican de *Montréal* et autres ;—et du Révérend *A. Nercam* et autres, tous de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement certains amendements à la loi des licences.

*M. Pilon*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre sans amendement.

*M. l'Orateur* informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte créant un bureau du revenu dans le département du Trésor."

Bill intitulé : " Acte autorisant *Alexander A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Québec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Québec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire."

Bill intitulé : " Acte amendant le Statut 39 Vict., chap. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke* et les lois qui l'amendent."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 49-50 Vict., chap. 6, relatif au district judiciaire d'*Ottawa*."

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé hier à la question portant,—Que, vu qu'il appert par le deuxième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur les accusations portées par le papier-nouvelles *l'Electeur* contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon*, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, *M. Ernest Pacaud*, directeur du papier-nouvelles *l'Electeur*, de la cité de *Québec*, dans le district de *Québec*, a commencé à donner son témoignage et qu'il a mis devant le comité certains papiers et documents ;

Qu'aux questions suivantes qui lui furent alors posées et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir :

" 1. Quelles sont les personnes qui vous ont remis ces documents et donné ces informations ? "

" 2. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous refusez de nommer ces personnes qui vous ont donné ces informations ? "

Et que, vu que le dit *Ernest Pacaud* a refusé de répondre aux dites questions malgré que le comité lui ait ordonné de ce faire, cette Chambre maintient la décision du dit comité, et ordonne au dit *Ernest Pacaud* de comparaître devant le dit comité à tel jour et telle heure que le dit comité fixera, et de répondre aux dites questions.

Lequel amendement comporte,—Que les mots " cette Chambre maintient la décision du dit comité, et ordonne au dit *Ernest Pacaud* de comparaître devant le dit comité à tel jour et telle heure que le dit comité fixera, et de répondre aux dites questions," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Que le dit *M. Ernest Pacaud* ne reçoive pas ordre de cette Chambre de répondre à la question à laquelle il a refusé de répondre, attendu que la connaissance du nom de la personne qui a communiqué au dit *M. Pacaud* des documents ou telles informations, n'ajouterait aucune force probante à tels documents ou à telles informations, et attendu que le dit comité a uniquement mission de s'enquérir de la vérité des faits énoncés dans la motion qui le constitue."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

*Bernatchez,*  
*Bisson,*  
*Boyer,*  
*Cameron,*  
*Cardin,*  
*Dechene (l'Islet),*  
*De Grosbois,*  
*Dumais,*

*Duhamel,*  
*Forest,*  
*Gagnon,*  
*Girouard,*  
*Gladu,*  
*Goyette,*  
*Laliberté,*  
*Lemieux,*

*Legris,*  
*McShane,*  
*Martin (Rimouski),*  
*Morin,*  
*Pelletier,*  
*Pilon,*  
*Rhodes,*  
*Rinfret,*

*Robidoux,*  
*Rocheleau,*  
*Rochon,*  
*Shehyn,*  
*Sylvestre,*  
*Tessier,*  
*Trudel et*  
*Turcotte.—32.*

## CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis.</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint Mau-Lynch,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>rice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—37</i>
<i>David,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>Deschênes (Témiscouata,)</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Picard,</i>	
	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

*Résolu*, Que, vu qu'il appert par le deuxième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur les accusations portées par le papier nouvelles *l'Electeur* contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon*, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, Monsieur *Ernest Pacaud*, directeur du papier nouvelles *l'Electeur*, de la cité de *Quebec*, dans le district de *Quebec*, a commencé à donner son témoignage et qu'il a mis devant le comité certains papiers et documents ;

Qu'aux questions suivantes qui lui furent posées alors et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir :

" 1. Quelles sont ces personnes qui vous ont remis ces documents et donné ces " informations ? "

" 2. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous refusez de nommer ces personnes " qui vous ont donné ces informations ? "

Et que, vu que le dit *Ernest Pacaud* a refusé de répondre aux dites questions malgré que le comité lui ait ordonné de ce faire.

Que le dit M. *Ernest Pacaud* ne reçoive pas ordre de la Chambre de répondre à la question à laquelle il a refusé de répondre, attendu que la connaissance du nom de la personne qui a communiqué au dit M. *Pacaud* des documents ou des informations n'ajouterait aucune force probante à tels documents ou à telles informations, et attendu que le dit comité a uniquement mission de s'enquérir de la vérité des faits énoncés dans la motion qui le constitue.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 mars 1889, demandant copie de toute correspondance et de tous rapports, arrêtés du conseil et autres documents en la possession du gouvernement, au sujet de la représentation de la province en 1888, à *Nashua*, *Atlanta*, *Chicago*, etc. (*Documents de la session*, No. 158.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, le 11 mars courant, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité sur le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale ou du notariat.

Lequel amendement comporte,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre se formera en comité général d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

Beauchamp,  
Cardin,  
Dechene (l'Islet),  
Deschênes (Témis-  
couata),  
Dumais,  
Duplessis,

Forest,  
Gagnon,  
Girouard,  
Lafontaine,  
Laliberté,  
Legris

Lussier,  
Martin (Bonaventure),  
Martin (Rimouski),  
Pelletier,  
Rinfret,  
Rocheleau,

Shehyn,  
Sylvestre,  
Tourigny,  
Trudel et  
Turcotte.—23.

## CONTRE :

## Messieurs

Baldwin,  
Bernatchez,  
Bisson,  
Blanchet,  
Boyer,  
Cameron,  
Casgrain,  
Champagne,  
David,

De Grosbois,  
Desjardins,  
Duhamel,  
Faucher de Saint-  
Maurice,  
Flynn,  
Hall,  
Lapointe,  
Lareau,

Lenieux,  
Lynch,  
McShane,  
McIntosh,  
Murphy,  
Nantel,  
Owens,  
Picard,

Pilon,  
Poupore,  
Rhodes,  
Robertson,  
Robidoux,  
Rochon,  
Spencer et  
Tessier.—33.

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,  
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Poupore fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

## Sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill reconnaissant le diplôme de bachelier-ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale ou du notariat; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Poupore fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte reconnaissant le diplôme de bachelier-ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte donnant à la Cour supérieure et à la Cour de circuit du district de *Terrebonne* juridiction concurrente sur les cantons de *Clyde, Joly, Marchand* et *Loranger* dans le district d'*Ottawa* et les cantons de *Mousseau* et *Lynch* dans le district de *Joliette*."

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, vendredi le 8 mars courant, portant,—Que le bill amendant la loi concernant les voitures d'hiver soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois, elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, mercredi, le 20 de février dernier, portant,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la lettre adressée par M. *Beausoleil* au gouvernement, en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes *re taxes* sur les corporations commerciales.

Copie de la lettre de l'honorable M. *Shehyn* sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de *Mégantic*.

Aussi copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. *Beausoleil*, et de tout document sur le même sujet.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriale des Cours Supérieure et de circuit du district de *Quebec* ;"

L'honorable M. *Pelletier* propose, secondé par M. *Bourbonnais*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. *Blanchet* propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. *Lynch*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Baldwin,*  
*Bernatchez,*  
*Blanchet,*  
*Duplessis,*

*Gagnon,*  
*Lapointe,*  
*Lussier,*  
*Lynch,*

*Martin (Bonaventure), Owens,*  
*McIntosh,* *Picard et*  
*Nantel,* *Spencer.—14.*

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Rochelneau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte. —26.</i>
<i>Deschènes (Témiscouata),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26 intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relativement à la Cour du recorder de la cité de Québec et ses amendements ; "

M. *Dechene (l'Islet)* propose, secondé par M. *Laliberté*, —Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. *Rinfret dit Malouin* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Laliberté*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, —la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Lapointe, *</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Tessier. —9.</i>
<i>Duplessis,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschènes (Témiscouata),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>St. Maurice,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Rochelneau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sylvestre. —35.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>McShane,</i>	
		<i>Martin (Rimouski),</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 2319 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, relativement à la résidence des juges ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les sociétés de construction," lesquels sont lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Boyer*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger de *J. C. Auger*, registra-  
teur de *Montréal-Est*, le paiement de la somme de \$4,057.09, qu'il doit au gouverne-  
ment ?

Si oui, quand ?

Si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Oui, le gouvernement a l'intention d'exiger  
de M. *Auger*, ainsi que des autres registrateurs endettés, le montant qu'ils doivent au  
Trésor. Ces registrateurs retardataires ont déjà été notifiés de se mettre en règle au  
plus tôt.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 15 Mars 1889.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant sans amendement :

Bill intitulé : " Loi autorisant le barreau de la province de *Quebec*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres.

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Quebec* et donnant à l'association des dentistes de la province de *Quebec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire."

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, relatif aux directeurs des sociétés d'agriculture."

Et Bill intitulé : " Acte autorisant le conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* à prélever certains droits de quaiage."

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, et 697 et la sous-section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus et y substituer les articles y mentionnés, auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Quebec* et donnant à l'association des dentistes de la province de *Quebec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, relatif aux directeurs des sociétés d'agriculture," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte autorisant le conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* à prélever certains droits de quaiage," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour copie des documents ayant rapport à la promotion de *Georges Leclerc*, du secrétariat du conseil d'agriculture à la position de directeur de l'agriculture dans cette Province. (*Documents de la session*, No. 159.)



Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1889, pour,—  
1. Un état approximatif de la quantité d'acres de terres de la couronne sous licences comme limites à bois.

2. La quantité de lots non vendus, arpentés, pour fins de colonisation.

3. Combien de lots concédés pour colonisation depuis 1867, et combien de ces lots, concédés depuis 1867, ont été patentés.

4. Combien il y a de cantons arpentés et subdivisés en lots de ferme pour colonisation, dans lesquels respectivement le nombre des lots concédés pour colonisation est moindre de cent, ainsi que les noms de ces cantons et la quantité de lots contenus dans chacun d'eux. (*Documents de la session, No, 160.*)

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la cession de biens ; "

Le premier amendement étant lu la première fois, est adopté.

Le second amendement étant lu la seconde fois comme suit : " Clause 1re, ligne 6, retranchez le mot " nombre " et remplacez-le par le mot " valeur. "

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Duhamel,

*Résolu*, Que cette Chambre ne concoure pas avec le Conseil législatif dans le dit amendement pour la raison suivante : " parce que, par cet amendement, la nature du bill est complètement changée ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs la raison pour laquelle cette Chambre ne concoure pas dans le dit amendement, et priant respectueusement leurs Honneurs de vouloir bien le reconsidérer.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message (avec le bill et les amendements) au Conseil législatif.

M. Rinfret dit Malouin rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu* Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : *Beauport, Longue-Pointe, Saint-Ferdinand d'Halifax* et maison de santé *Belmont* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix.—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois, la chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La seconde résolution et les suivantes ainsi que la sixième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Boyer* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de bureau d'un agent en *France* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, S. R. B. C. chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin, 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour pour que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Beauchamp* propose comme amendement, secondé par M. *Lapointe*, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement ait payé à M. *Frs., Langelier, C. R.*, le compte qui suit, savoir :

Québec, 11 janvier 1889.

Le gouvernement de *Quebec*,

Dt. à l'honorable *F. Langelier, C. R.*,

Dans l'affaire de la traverse de l'embranchement de la montagne de *Pembina* du chemin de fer du *Pacifique* par le chemin de fer de la vallée de la rivière *Rouge*.

1888, Nov.	2.—Conférence avec l'honorable M. <i>Mercier</i> et discussion de la question constitutionnelle.....	\$ 50 00
"	3.—Conférence avec l'honorable M. <i>Mercier</i> et discussion de la question constitutionnelle.....	50 00
"	4 à 19.—Honoraire pour préparation à la cause, entrevues avec l'honorable M. <i>Mercier</i> , correspondance avec l'honorable M. <i>Mowat</i> , recherches d'autorités, correspondance avec agent à <i>Ottawa</i> , etc.....	2,000 00
"	19 à 25.—Voyage à <i>Ottawa</i> pour la plaidoirie de la cause.....	600 00
	Frais de voyage et déboursés.....	300 00
		<b>\$,3.000 00</b>

Approuvé ce 12 janvier 1888, à prendre sur les divers en général.

(Signé)

HONORÉ MERCIER,

Premier Ministre.

D'autant plus que notre province n'avait aucun intérêt dans l'affaire en question, et vu que ce compte est exorbitant, les documents mis devant cette Chambre constatant :

1. Que M. *Langelier* n'a eu à s'occuper de cette cause que du 2 novembre 1888 au 25 du même mois.

2. Qu'il n'a eu à s'absenter de son bureau pour cette cause que du 19 au 25 du même mois.

3. Qu'il a reçu le *case* tout préparé par l'honorable M. *Mowat*.

4. Qu'il a joué le rôle d'un personnage muet devant la Cour suprême, quoique cette Cour lui ait offert de l'entendre, à laquelle demande il a répondu en déclarant qu'il n'avait rien à dire.

5. Qu'à part quelques études qu'il peut avoir faites sur la question, tout son travail a consisté à écrire quelques lettres à l'honorable premier Ministre de cette province, des lettres où il s'applique surtout à apprécier le travail des autres.

6. Cette Chambre est d'opinion qu'au lieu de se faire représenter par M. *Frs. Langelier* devant la Cour suprême dans une cause entre la province de *Manitoba* et la Compagnie du chemin de fer du *Pacifique*, le gouvernement aurait mieux fait d'employer pour la colonisation et l'agriculture la somme de \$3,000 payée à M. *Langelier* pour de prétendus services professionnels d'aucune utilité pour la province.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier* secondé par M. *Champagne*.  
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un bill pour faire disparaître des doutes dans la section 2, de l'acte 51-52 Vict., chapitre 116, concernant la Compagnie royale d'électricité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures, M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. *Pelletier*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour annexer les cantons de *Clyde*, *Joly*, *Marchand* et *Loranger* dans le district d'*Ottawa*, et les cantons de *Mousseau* et *Lynch*, dans le district de *Joliette* au comté de *Terrebonne* pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques," auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre.

Votre comité recommande de plus la ré-impression de ce bill telle qu'amendé.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente, — la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 mars 1889, pour un état détaillé des *items* de dépenses pour le chemin de fer Q. M. O. & O.; savoir de \$21,800.00 pour construction et \$8,000 pour exploitation, mentionnés à la page 11 de l'état des recettes et paiements de la province, pour la période écoulée du 1<sup>er</sup> juillet jusqu'au 31 décembre 1888. (*Documents de la session, No. 161.*)

M. David, du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les accusations portées par le journal "l'Electeur" contre l'ex-gouvernement Ross-Taillon, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre Honorable Chambre, que vu que M. Alphonse Charlebois, de la cité de Québec, dans le district de Québec, entrepreneur, a commencé à donner son témoignage; que sur la question suivante qui lui fut alors posée, il a refusé de répondre, savoir :

"Veuillez dire, si subséquemment à la date du billet, c'est-à-dire le 15 juillet 1886, "jusqu'au 14 octobre 1886, époque des élections générales, vous avez souscrit des sommes "d'argent au fonds électoral du parti alors au pouvoir."

Que le témoin, malgré l'ordre du comité a persisté dans son refus de répondre à la dite question.

Que le comité a décidé, après le refus répété du témoin de répondre à la dite question, de faire rapport à votre Honorable Chambre, afin qu'elle décide si le témoin, Alphonse Charlebois doit ou ne doit pas répondre à la dite question.

Votre comité a l'honneur de faire encore rapport que, vu les difficultés qui surgissent au cours de l'enquête, il ne croit pas qu'il puisse terminer cette enquête avant plusieurs jours.

Qu'attendu qu'il peut s'élever des doutes, sur le pouvoir du comité de siéger après la prorogation de la Chambre, votre comité recommande que, lorsque les autres travaux de la session seront terminés, la Chambre s'ajourne au quinzième jour du mois de mai prochain pour lui permettre de terminer l'enquête qu'il est chargé de faire.

Le Comité croit devoir recommander cet ajournement de la Chambre pour éviter à la Province les frais de la continuation de la session en attendant la fin de l'enquête, et aux députés l'inconvénient d'attendre pendant plusieurs jours au siège du gouvernement que le comité ait terminé ses travaux.

L'honorable M. Lynch propose, secondé par l'honorable M. Blanchet, — Que cette Chambre s'ajourne maintenant, et la question étant mise aux voix, — Elle est résolue négativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender le Code civil du Bas-Canada."

Et Bill intitulé : "Acte pour amender le Code de procédure civile du Bas-Canada."

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Duhamel, Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte pour amender le Code civil du Bas-Canada" soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour amender le Code  
de procédure civile du *Bas-Canada* " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée  
pour demain. .

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le  
message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte revisant et refondant la charte  
de la cite *Montréal* et les divers actes qui l'amendent," avec certains amendement auxquels  
il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements,  
auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la cité de *Sorel*."

Bill intitulé : " Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre  
*Fergus Murphy* au nombre de ses membres, après examen."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Con-  
seil législatif au bill intitulé : " Acte revisant et refondant la charte de la cité de  
*Montréal* et les divers actes qui l'amendent," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Hon-  
neurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil  
législatif au bill intitulé : " Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à  
admettre *Fergus Murphy*, au nombre de ses membres, après examen," lesquels sont lus  
deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs  
Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Con-  
seil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la cité de *Sorel*,"  
lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Hon-  
neurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. *David* propose, secondé par M. *Lareau*,—Que cette Chambre concoure dans le  
troisième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les accusations  
portées par le journal *L'Electeur* contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon* ;

Et un débat s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

*Samedi, 16 mars 1889.*

L'honorable M. *Turcotte* propose comme amendement, secondé par l'honorable M.  
*Gagnon*,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés  
et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : il soit résolu,—Que, vu l'époque avancée  
de la session, les dépenses qu'entraînerait la prolongation de la session pour permettre  
au comité de terminer ses travaux et afin d'arriver plus promptement au résultat que la  
Chambre avait en vue en constituant ce comité, et pour éviter les embarras et les retards

causés au comité par le refus de répondre déjà fait par le témoin *Charlebois* et par les refus de répondre qui peuvent arriver à l'avenir, cette Chambre est d'opinion que le comité suspende ses travaux et qu'un statut analogue *mutatis mutandis* au chapitre 3 de la 47<sup>e</sup> Vict., soit passé pour constituer les membres du comité commissaires, avec les mêmes pouvoirs, privilèges et immunités que ceux donnés aux commissaires nommés par ce statut."

L'honorable M. *Taillon* propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. *Blanchet* que les mots : "il soit résolu,—Que, vu l'époque avancée de la session, les dépenses qu'entraîneraient la prolongation de la session pour permettre au comité de terminer ses travaux et afin d'arriver plus promptement au résultat que la Chambre avait en vue en constituant ce comité, et pour éviter les embarras et les retards causés au comité par le refus de répondre déjà fait par le témoin *Charlebois* et par les refus de répondre qui peuvent arriver à l'avenir,—cette Chambre est d'opinion que le comité suspende ses travaux et qu'un statut analogue *mutatis mutandis* au chapitre 3 de la 47<sup>e</sup> Vict., soit passé pour constituer les membres du comité commissaires, avec les mêmes pouvoirs, privilèges et immunités que ceux donnés aux commissaires nommés par ce statut," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "le rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'accusation de l'*Electeur* ne soit pas maintenant reçu, mais que ce comité soit convoqué pour demain matin à dix heures, et qu'il reçoive instruction de procéder à l'audition des autres témoins, en attendant la décision de cette Chambre sur les questions mentionnées en ce rapport."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—20.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux.</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legriz,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lustier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé,

M. *LeBlanc* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Casgrain*, que les mots "il soit résolu,—Que vu l'époque avancée de la session, les dépenses qu'entraînerait la prolongation de la session pour permettre au comité de terminer ses travaux et afin d'arriver plus promptement au résultat que la Chambre avait en vue en constituant ce comité, et pour éviter les embarras et les retards causés au comité par le refus de répondre déjà fait par le témoin *Charlebois* et par les refus de répondre qui peuvent arriver à l'avenir,—Cette Chambre est d'opinion que le comité suspende ses travaux et qu'un statut analogue *mutatis mutandis* au chapitre 3 de la 47 Vict., soit passé pour constituer les membres du comité commissaires, avec les mêmes pouvoirs, privilèges et immunités que ceux donnés aux commissaires nommés par ce statut," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est d'opinion que, vu l'importance d'utiliser le temps qui s'écoulera jusqu'à la prorogation et pour éviter des dépenses inutiles, le comité continue l'enquête jusqu'à la veille de cette prorogation, qu'à cette date elle pourra décider la question de savoir s'il y a lieu d'autoriser le comité de siéger pendant la vacance."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—21.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—34</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi il est résolu négativement]

Et l'amendement étant mis aux voix la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>Dumais,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—22.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Gagnon met devant la Chambre,—réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour copie de la correspondance échangée, entre M. Faucher de Saint-Maurice et le Premier Ministre de la Province, à propos des renseignements donnés par M. Burcey, de Syracuse, état de New-York, à propos de la distillation du bois. (*Documents de la session, No. 162.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides), lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement ait payé à M. Frs. Langelier, C. R., le compte qui suit, savoir :

Québec, 11 janvier 1889.

Le gouvernement de Québec

Dt. à l'honorable F. Langelier, C. R.,

Dans l'affaire de la traverse de l'embranchement de la montagne de Pembina du chemin de fer du Pacifique par le chemin de fer de la vallée de la rivière Rouge.

1888, Nov.	2.—Conférence avec l'honorable M. Mercier et discussion de la question constitutionnelle.....	\$ 50 00
"	3.—Conférence avec l'honorable M. Mercier et discussion de la question constitutionnelle.....	50 00
"	4 à 19.—Honoraires pour préparation à la cause, entrevues avec l'honorable M. Mercier, correspondance avec l'honorable M. Mowat, recherches d'autorités, correspondance avec agent à Ottawa, etc.....	2,000 00
"	19 à 25.—Voyage à Ottawa pour la plaidoirie de la cause.....	600 00
	Frais de voyage et déboursés.....	300 00
		<b>\$3,000 00</b>

Approuvé ce 12 janvier 1888, à prendre sur les divers en général.

(Signé)

HONORÉ MERCIER,  
Premier-Ministre.



D'autant plus que notre province n'avait aucun intérêt dans l'affaire en question, et vû que ce compte est exorbitant ; les documents mis devant cette Chambre constatant :

1.—Que M. *Langelier* n'a eu à s'occuper de cette cause que du 2 novembre au 25 du même mois.

2. Qu'il n'a eu à s'absenter de son bureau pour cette cause que du 19 au 25 du même mois.

3. Qu'il a reçu le *case* tout préparé par l'honorable M. *Mowat*.

4. Qu'il a joué le rôle d'un personnage muet devant la Cour Suprême, quoique cette Cour lui ait offert de l'entendre, à laquelle demande il a répondu en déclarant qu'il n'avait rien à dire.

5. Qu'à part quelques études qu'il peut avoir faites sur la question, tout son travail a consisté à écrire quelques lettres à l'honorable premier Ministre de cette province, des lettres où il s'applique surtout à apprécier le travail des autres.

6. Cette Chambre est d'opinion qu'au lieu de se faire représenter par M. *Frs. Langelier* devant la Cour suprême dans une cause entre la province de *Manitoba* et la Compagnie du chemin de fer du *Pacifique*, le gouvernement aurait mieux fait d'employer pour la colonisation et l'agriculture la somme de \$3,000 payée à M. *Langelier* pour de prétendus services professionnels d'aucune utilité pour la province."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Legris,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny.—22</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—33</i>
<i>DeGrosbois</i>			

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale était mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides

---

(EN COMITÉ)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'enregistrement, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolution à rapporter

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Boyer* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, aujourd'hui, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour faire disparaître des doutes dans la section 2 de l'acte 51-52 Vict., chap. 116, concernant la Compagnie royale d'électricité ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hall* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Samedi, 16 Mars 1889

Trois Heures P. M.

M. *Lafontaine*, du comité spécial nommé pour s'enquérir de la vérité des accusations portées par le journal *l'Electeur* contre l'ex-gouvernement *Ross-Taillon*, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Vu la décision prise par votre honorable Chambre, la nuit dernière, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre qu'il rapporte tous les documents produits et dépositions données dans le cours de l'enquête.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, samedi, le 9 de mars courant, portant, —Qu'à partir de lundi prochain, le 18 courant, inclusivement, il y ait chaque jour trois séances distinctes ; la première commençant à 11 heures de l'avant-midi et finissant à 1 heure de l'après-midi, la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M., et la troisième commençant à 7½ heures P. M. et allant jusqu'à l'ajournement.

Et le débat se continuant ;

M. Desjardins propose, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que cette Chambre s'ajourne maintenant ;

Et objection étant faite par l'honorable M. Gagnon, —Que l'honorable membre pour Montmorency, ayant déjà parlé sur la question maintenant soumise à la Chambre, ne peut pas proposer l'ajournement de cette Chambre.

M. l'Orateur décide que l'honorable membre ne peut soumettre cette question d'ajournement, attendu qu'il a déjà pris la parole sur la question maintenant devant la Chambre.

LeBlanc propose, secondé par M. Nantel, —Que cette Chambre s'ajourne maintenant ; et la question étant mise aux voix, —la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

Personne.

## CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Legrès,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte.—46.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix, —Qu'à partir de lundi prochain, le 18 courant, inclusivement, il y ait chaque jour trois séances distinctes ; la première commençant à 11 heures de l'avant-midi et finissant à 1 heure de l'après-midi, la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M., et la troisième commençant à 7½ heures P. M. et allant jusqu'à l'ajournement ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legrès,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—30</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—17.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. *Martin (Bonaventure)* propose comme amendement, secondé par M. *Tourigny*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle croit devoir constater :

1. Qu'il appert à la page 103 des comptes publics de 1886-87 et à la page 31 des comptes publics de la Province pour l'année 1887-88, que les sommes suivantes ont été payées pour la négociation de l'emprunt de \$3.500.000 autorisé par le chapitre 2, 50 Victoria :

## COMPTES PUBLICS de 1886-87 :

Hon. M. <i>H. Mercier</i> , premier ministre, pour frais de voyage et déboursés à <i>New-York</i> pour affaires publiques.....	\$ 600 00
Hon. M. <i>Jos. Shehyn</i> , trésorier de la Province, pour frais de voyage et déboursés à <i>New-York</i> pour affaires publiques.	\$ 349 72

## COMPTES PUBLICS de 1887-88.

Hon. <i>H. Mercier</i> , premier ministre, frais de voyage en <i>Europe</i> , pour le nouvel emprunt.....	\$2 480 00
Hon. <i>P. Garneau</i> , frais de voyage, en <i>Europe</i> , pour le nouvel emprunt.....	416 71
Hon. <i>J. Shehyn</i> , frais de voyage à <i>New-York</i> , pour le nouvel emprunt.....	546 80
Hon. <i>J. A. Ross</i> , frais de voyage à <i>New-York</i> , pour le nouvel emprunt.....	509 14

Ces diverses sommes forment un total de \$4 902 37.

2. Qu'il appert à la page 65 des comptes publics de la Province pour l'année 1873-74 et à la page 71 des comptes publics de 1874-75 que les frais de voyage de l'honorable M. *J. G. Robertson*, alors trésorier de la Province, en Angleterre pour l'emprunt de 1874, n'ont été que de \$591,54.

3. Qu'il appert à la page 72 des comptes publics de la province pour l'année 1875-76, que les frais de voyage de l'honorable *L. R. Church*, alors trésorier de la province, pour l'emprunt de 1876, n'ont été que de \$300,00.

4. Qu'il appert à la page 69 des comptes publics de la province pour l'année 1880, et à la page 80 des comptes publics pour l'année 1882, que les frais de voyage de l'honorable *J. C. Wurtele* en France, pour l'emprunt de 1880, ont été de \$3.100,00.

5. Qu'ainsi il appert que les frais de voyage en Angleterre et en France, des Honorables MM. *Robertson*, *Church & Wurtele*, successivement trésoriers de la province, pour les trois emprunts de 1874, 1876, 1880, n'ont été que de \$3,991,54, tandis que les frais

de voyage de plusieurs des membres du ministère actuel à *New-York* et en *Europe* pour le dernier emprunt de \$3,500,000 ont été de \$4,902,37, soit \$910,83 de plus que pour les trois emprunts de 1874, 1876, et 1880.

6. Cette Chambre regrette que des déboursés aussi considérables aient été encourus pour les frais de voyage des ministres pour l'emprunt de \$3,500,000 en 1888.

Cette Chambre regrette de plus que, par l'imprévoyance des négociations qu'il avait, mais sans succès, conduites à *New-York*, pour le dernier emprunt de \$3,500,000, le gouvernement ait eu à payer \$765 à MM. *Conder* frères, avocats, de *New-York* pour moitié de leur compte pour services professionnels et déboursés re emprunt de 1888, comme il appert à la page 31 des comptes publics de 1887-88.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin, (Bonaven-</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—16</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Légris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dechenes (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—30.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-six mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de pêcheries, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des orphelins de *Sherbrooke*, 2e et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cent trente et une piastres et soixante et quinze cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de rapport du Surintendant de l'instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la distribution aux instituteurs de la province de "*L'Enseignement primaire*" de *Magnan*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la distribution des amendements faits au Code municipal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour l'exposition des comités de *Chicoutimi* et *Saguenay*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à *Joseph Dussault* pour 10,000 copies de "*La Baie d'Hudson*" pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital de *Fraserville*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital *Témiscamingue*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôtel-Dieu, *St-Hyacinthe*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs Grises, *St-Jérôme*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège de *St-Bernardin de Waterloo*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant le Code civil du *Bas-Canada* " étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant le Code de procédure civile du *Bas-Canada*," étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*,—*F. H. Préfontaine*, de *Sainte-Anastasia de Nelson*, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, quel est son salaire et quelles sont ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—*F. H. Préfontaine*, de *Sainte-Anastasia de Nelson*, est employé temporairement, aide garde-forestier, pour effectuer le comptage des bois qui se fabriquent dans l'agence de *Grandville*, en destination pour le *Nouveau-Brunswick*.

Son salaire est de \$3.00 par jour durant le temps qu'il sera ainsi employé, y compris les transports.

Par M. *Lussier*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un inspecteur des sociétés et des écoles d'agriculture ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Le Conseil d'agriculture a nommé un comité pour faire ces inspections.

Par l'honorable M. *Pelletier*,—A la demande de quelle personne, et sur quelles instances le gouvernement a-t-il accordé cette année, un subside en argent et en terres au chemin de fer le *Québec Central* ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Ce subside a été accordé, dans l'intérêt public, à la demande et sur les représentations du Dr *Godbout*, député fédéral du comté de *Beauce*, et d'après le désir exprimé par la chambre de commerce de *Québec*.

Par l'honorable M. *Lynch*,—Quelle partie de la subvention votée à la dernière session en faveur de la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel* a été payée, quelle est la date du paiement, et à qui a-t-il été fait ?

Le gouvernement a-t-il pris toutes les précautions nécessaires pour assurer le paiement des créanciers de la compagnie ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—La subvention entière a été payée le 13 août 1888, à la Banque du Peuple, représentant MM. *R. Préfontaine*, *F. X. Choquet* et *C. N. Armstrong*, fidéi-commissaires nommés par la compagnie pour régler les réclamations en souffrance conformément à la loi.

Par M. *McIntosh*.—M. *Geo. Daveluy*, inspecteur d'assurances, a-t-il visité les principaux bureaux des diverses compagnies d'assurance contre le feu, de cette province, tel que requis par l'article 5378, des Statuts refondus de la province de *Québec* ?

Si oui, quand a-t-il fait ces visites ?

A quelle date le traitement de l'inspecteur d'assurance a-t-il été augmenté ?

Les compagnies d'assurance qui sont obligées de payer ce traitement ont-elles été consultées au sujet de cette augmentation ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—1 et 2. L'inspecteur des assurances mutuelles, M. *G. Daveluy*, a fourni le rapport annuel jusqu'au 31 août 1888, tel que requis par l'article 3378 des Statuts refondus de la province de *Québec*, lequel rapport a été imprimé par ordre de l'Assemblée Législative.

3 et 4. Le salaire de l'inspecteur n'a pas été augmenté.

Par M. *Tessier*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir une ferme modèle expérimentale à proximité de la capitale de cette province, sous le contrôle immédiat du département de l'agriculture, à l'instar de celle établie par le gouvernement fédéral à proximité de la capitale de la Confédération du *Canada* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—A l'étude.

Par M. *LeBlanc*.—Quelles sommes ont été payées par le gouvernement et le shérif du district de *Saint-Hyacinthe*, depuis janvier 1887 à mars 1889, à M. *Odilon Desmarais*, avocat, de *Saint-Hyacinthe*, et pour quels services ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Les sommes suivantes ont été payées à M. *O. Desmarais*, avocat, de *St-Hyacinthe* :

Le 5 juillet 1887, \$120.00 comme substitut, et \$25.00 *re Caouette* et *St-Germain* et le procureur-général, intervenant.

Le 24 octobre 1887, \$113.00 dans une cause d'avortement.

Le 26 mars 1888, \$754.26 comme substitut.

Le 14 mai 1888, \$123.70 *re Caouette* et la corporation de *St-Hyacinthe* et le procureur-général intervenant.

En juillet 1888, \$40.00 comme substitut.

Le 25 janvier 1889, \$241.26 comme substitut.

Sur motion de M. *Dechene (L'Islet)*, secondé par M. *Rochon*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance au sujet d'une demande d'allocation, par la Société d'horticulture du comté de *L'Islet*.

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *McIntosh*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un des ministres et Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, le Cardinal *Simeoni* ou toutes autres personnes, depuis le 12 juillet dernier, relativement aux biens des Jésuites.



Sur motion de M. *Dechene (l'Islet)*, secondé par M. *Rochon*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant le barreau de la province de *Quebec* à admettre *Fergus Murphy* au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. *Pelletier*, secondé par M. *Legris*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant le barreau de la province de *Quebec* à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des comptes, reçus, correspondances, et recommandations, se rapportant à l'achat de la lessive *Phoenix*, pour l'usage des ministères et édifices publics, prisons, palais de justice, etc.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération des amendements faits en comité général au bill amendant la loi concernant les voitures d'hiver ;

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relatif aux directeurs des sociétés d'agriculture."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriale des cours supérieur et de circuit du district de *Quebec* ; "

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, avec un amendement.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec un amendement, auquel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relativement à la cour du recorder de la cité de *Québec* et ses amendements ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte permettant appel des décisions des cours du recorder en certains cas."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour annexer les cantons de *Clyde*, *Joly*, *Marchand* et *Loranger*, dans le district d'*Ottawa*, et les cantons de *Mousseau* et *Lynch*, dans le district de *Joliette*, au comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques."

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à lundi prochain, à trois heures P. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain

---

Lundi, 18 Mars 1889.

*Trois heures P. M.*

M l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant l'article 186 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, au sujet de l'avis du dépôt de la liste des électeurs," sans amendement.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un bill nommant commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill pour amender l'acte 24 Vict., chap. 26, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à la Cour du Recorder de la cité de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Picard,—Le gouvernement a-t-il sérieusement considéré la demande des autorités municipales et des citoyens du canton de *Weedon*, faite d'abord en 1886, et répétée depuis, en 1887-88-89, à l'effet d'obtenir une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Saint-François* ?

Si oui, est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cette aide, soit sur les argents qui seront votés pour la colonisation dans la présente session, soit par un octroi spécial mis dans les estimés supplémentaires ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Le gouvernement a considéré cette question sérieusement.

2. La décision du gouvernement sera connue lorsque la distribution des deniers de colonisation aura été faite.

Par M. Martin (*Bonaventure*),—1. Les réparations à faire au pont sur la rivière *Matapédia*, dans le comté de *Bonaventure*, ont-elles été données par contrat ?

2. Si oui, est-ce qu'il y a eu des soumissions demandées par le gouvernement pour ces réparations ?

3. Quels ont été les noms des soumissionnaires, avec les montants et les dates de chaque soumission ?

4. Quel a été le soumissionnaire à qui le contrat a été accordé, avec la date et le montant du contrat ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui.

2. Non, parce que la saison était trop avancée.

3. Non.

4. Entrepreneur : *François Dion*.

" Date du contrat : le 27 septembre 1888.

" Montant du contrat : \$7,000.00.

Par M. Casgrain,—Le gouvernement a-t-il reçu quelque offre pour l'achat du terrain autrefois occupé par le collège des *Jésuites*, vis-à-vis la Basilique de *Québec* ou d'une partie d'icelui ?

Si oui, de quelle personne et quelle est la nature de cette offre et le prix offert ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Aucune offre officielle n'a été reçue.

Par M. LeBlanc,—Quelles sont les personnes que le gouvernement de *Québec* a déléguées pour représenter la province de *Québec* à la réunion de l'Association internationale américaine à *Chicago*, l'automne dernier ?

Ces personnes ont-elles fait rapport sur le résultat de leur mission ?

Quelle était leur mission ?

Combien chacune de ces personnes a reçu du gouvernement pour ce voyage ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon, — MM. A. A. Stevenson, C. Duquet, L. P. Morin. M. A. A. Stevenson a eu l'honneur d'être nommé président de l'Association internationale américaine. MM. Stevenson et Duquet sont membres du Conseil des arts et manufactures de la province.

2. Ces messieurs n'ont pas encore fait leur rapport.

3. Leur mission, comme membres du comité permanent des expositions provinciales, était d'étudier le fonctionnement des expositions aux *Etats-Unis*, et d'étudier la possibilité d'avoir une exposition internationale à *Montréal*.

4. Pour frais de voyage :

M. A. Stevenson a reçu	\$ 91.87
" C. Duquet "	104.00
" L. P. Morin "	81,00

Par M. Tourigny, — Y a-t-il un M. Mercier qui a été nommé dernièrement à un emploi dans le service public de la Province, à *Montréal* ?

Si oui, quel est son prénom ?

A quelle date a-t-il été nommé ?

Quel est son salaire ?

Quelle sont ses fonctions et qui les remplissaient avant lui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte, — Sur l'ordre du procureur général, M J. A. Mercier devait en venir au bureau du Shérif de *Montréal*, le 22 février dernier, avec un traitement de \$1,800.

Cette nomination ayant été faite hors de la connaissance du premier ministre, celui-ci y objecta dès qu'il la connût, et en conséquence, M. J. A. Mercier a été forcé de donner sa démission.

Ses fonctions devaient être les suivantes :

1. Surveiller les menus ouvrages de réparations et d'entretien au Palais de Justice, à la nouvelle Cour de Magistrats et à la prison de *Montréal*.

2. Acheter sous les ordres du Shérif, le bois, le charbon etc., et de voir aux réparations des meubles et à leur renouvellement.

Par M. Champagne, — Est-ce l'intention du gouvernement à ce qu'il y ait une exposition à *Montréal*, dans le cours de l'automne prochain ? Si oui, quel est le montant que le gouvernement voudra bien disposer pour le succès d'icelle ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes, — A l'étude.

Par M. Champagne, — Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à l'Institution des sourds-muets, dont les ateliers viennent d'être complètement détruits par le feu ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon, — Oui.

Par M. Faucher de Saint-Maurice, — Est-ce l'intention de M. Pilon, député de *Bagot* et président du comité spécial nommé par la Législature, lors de la séance du jeudi, 24 janvier 1889 " pour étudier la position financière des commission des chemins à barrières, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, afin de faire rapport aux Chambres, sur la meilleure manière, tout en protégeant les intérêts des porteurs de débetures, soit d'abolir les barrières de péage, soit de diminuer sensiblement les taux,"

de proposer l'adoption du deuxième rapport du comité présenté par lui à la Chambre, le 7 mars 1889, ainsi qu'il appert par les procès verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec ?

Entr'autres conclusions et suggestions ce rapport attire l'attention de la Chambre sur ce fait :

" Depuis plus d'un quart de siècle les habitants de *Beaumont*, comté de *Bellechasse* payent les barrières pour un chemin qui aurait dû être fait d'après le paragraphe 1er de la section 8, de l'acte 16 Victoria, chapitre 235, savoir : " Le chemin à partir du rivage du fleuve *Saint-Laurent* vis-à-vis de *Quebec*, à l'endroit appelé " le Passage de *Bégin*," jusqu'à la paroisse de *Beaumont*, en passant par le chemin appelé " la *Petite Route*," l'espace et distance de trois lieues et demie " mais qui n'a pas été fait. Il recom n n le le " parachèvement de ce chemin par la Commission des chemins à barrières de la Rive Sud."

Réponse par M. *Pilon*.—Je réfère l'honorable député à l'article 16 de l'ordre du jour.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 21 janvier 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, et les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, depuis le premier janvier 1887 jusqu'à ce jour, 16 janvier 1889. (*Documents de la session, No. 163.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 24 janvier 1889, pour copie de tout document et de la correspondance échangée entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, avec le curé de *Longueuil* et la corporation de la ville de *Longueuil*, au sujet de l'imposition de la taxe de l'eau sur l'église catholique de la ville et de la paroisse de *Longueuil*. (*Documents de la session, No. 164.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le docteur A. *Vallée*, surintendant médical de l'asile des aliénés de *Quebec*, et les propriétaires du dit asile, depuis 1884 ; et aussi les rapports annuels, depuis cette dernière époque, faits par le docteur A. *Vallée*, surintendant médical du dit asile des aliénés de *Quebec*. (*Documents de la session, No. 165.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 février 1889, demandant : 1. Etat indiquant par numéros et rangs, de tous les lots octroyés par lettres patentes, en l'année 1878 et 1879, dans les townships de *Marston*, *Hampden* et *Ditton* pour le bénéfice, soit d'une Compagnie d'Ecosse " *The Glasgow Colonisation Land and Timber Company, (Limited)* ou soit d'un nommé *Aeneas McMaster*, représentant la dite compagnie, avec mention du nombre des patentes pour tels octrois, de la date de leur émission et du nombre total d'acres de terre ainsi octroyés

2. Copie de tous les rapports et certificats d'agents ou autres officiers du Département des terres, au sujet de la question de l'accomplissement des conditions d'établissement.

3. Copie de toutes décisions du Commissaire des terres touchant cette dernière question et toutes correspondances au sujet de la concession de ces lots ; ainsi que de tous ordres en Conseil s'y rapportant (*Documents de la session, No. 166.*)

Sur motion de M. *Cardin*, secondé par M. *Trudel*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—1. copie de tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, ordres en conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$5,000, ainsi mentionnée à la page 81 des comptes publics pour 1882 :

"G. A. Gouin, en règlement final de toutes réclamations pour dommages causés à certaines limites sur la *Rivière Rouge*, \$5,000."

2. De tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, plans, ordres en Conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$15,443.00, ainsi mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883 :

"T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, montant de la gratification qui lui a été accordée pour des dommages résultant de l'arpentage défectueux de ses limites à bois, "\$15,443.00."

3. Copie de l'ordre en Conseil No. 23, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 juin 1882, et de tous les mémoires, lettres, papiers, plans et documents quelconques, sur lesquels est basé cet ordre en Conseil, accordant une certaine compensation à D. Aikman et al, à propos de la concession d'une île dans la rivière *Bécancour* ; aussi, copie de tous les documents faisant voir ce qui a été fait par le gouvernement pour donner suite à cet ordre en Conseil.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des dépositions prises aux enquêtes préliminaires devant le juge de la cour de police de *Québec*, ainsi que copie des convictions dans les causes de la Reine vs. *Febich*, et la Reine vs. *Lhebreu* (madame *Febich*.)

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre l'honorable colonel *Rhodes* ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de *Bellechasse*.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des comptes échangés entre le gouvernement et M. Ernest Pacaud, la compagnie qui imprime "*l'Électeur*," papier-nouvelles, à propos des milliers d'exemplaires du numéro illustré de ce journal, publié le 1er janvier 1889, et distribué aux députés de cette Chambre.

M. Pilon propose, secondé pour M. Lareau, Que le rapport du comité spécial nommé pour étudier la position financière des syndics des chemins à barrières de la Rive Nord et de la Rive Sud de *Québec*, et de la Commission des chemins à barrières de *Montréal*, soit adopté.

M. Dechene (*l'Islet*) propose comme amendement, secondé par M. Morin, Que tous les mots après "rapport" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "ne soit ni adopté ni rejeté, mais qu'il soit résolu que :

"Pour se conformer à l'esprit de la constitution, cette Chambre laisse à l'Exécutif la responsabilité de l'action à prendre sur la question mentionnée dans le rapport."

Et le dit amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Pilon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant le montant des dépenses de voyage des personnes chargées de négocier les divers emprunts de la province.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Légris,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, documents, mémoire de frais et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause re: la Reine vs. Charles Auguste Cornéliier et Pierre Evariste LeBlanc. No. 14, terme de mars 1885.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances et documents, concernant la demande des Syndics des chemins à barrières pour l'Isle de Montréal (*Turnpike Trust*), que le gouvernement fasse tous les travaux nécessaires pour prévenir et empêcher, à l'avenir, les éboulis et l'effondrement du chemin *Lachine* en face de la ferme connue sous le nom de ferme *Leduc*, dans la paroisse de *Notre-Dame de Grâce*, dans le comté d'*Hochelaga*

L'ordre pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, 697, et la sous-section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus et de leur substituer certains articles y mentionnés, étant lu ;

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Pilon*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. *Lafontaine* propose comme amendement, secondé par M. *Dechene* (*L'Islet*),—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre se formera en comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit.

## POUR :

## Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dechene</i> ( <i>L'Islet</i> ),	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tourigny.</i> —24.
<i>Duplessis,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin</i> ( <i>Bonaventure</i> ),	<i>Rochon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Turcotte.</i> —31.
<i>Dumais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,  
*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lareau* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour copie de toute correspondance et de tous documents relatifs au règlement de la somme due au fonds d'emprunt municipal par la municipalité de *Saint-Jean, Isle d'Orléans*, comté de *Montmorency*, depuis le premier janvier 1882. (*Documents de la session, No. 167.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 mars 1889, demandant : 1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres ou toute autre personne, et aussi entre le département des terres de la Couronne et toute autre personne au sujet des lots 10, 11, 12 13 et 14 du 2<sup>e</sup> rang du canton *Wells*.

2. Copies des rapports faits au sujet de ces lots, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1884.

3. Copie de toutes lettres patentes émises par le département des terres de la Couronne pour tous ou parties de ces lots. (*Documents de la session, No. 168.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 février 1889 demandant copie de l'arrêté du Conseil ou autre document, nommant M. *John Langelier* à la charge de député registraire.

Copie de tout arrêté du Conseil, de toute correspondance, et de tout écrit, concernant son salaire.

Copie de la pétition de droit prise par M. *Langelier* à ce sujet, et de la déclaration par laquelle il a renoncé à cette pétition de droit, et généralement de toute correspondance et de tout écrit concernant cette affaire, (*Documents de la session, No. 169.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, 697, et la sous-section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus et de leur substituer certains articles y mentionnés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, mercredi, le 20 de février dernier à la motion portant,—Que le rapport préliminaire de la Commission agricole, nommée en vertu d'un ordre en conseil, en date du 18 août 1887, a été mis devant cette Chambre le 17 mai (1888), et que, sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, il a été le 8 juillet dernier (1888), référé au comité permanent de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration.

Que le dit comité a fait rapport, le 10 juillet dernier (1888), déclarant qu'il approuvait les parties les plus importantes du dit rapport et les recommandaient à la favorable considération de la Chambre.

Que le moteur de la présente motion à proposé, le 10 juillet dernier, que ce rapport du comité de l'agriculture, de colonisation et d'immigration soit adopté, et que, le même jour, sur motion de M. *Nantel*, le débat fut ajourné.

Que la prorogation de la Législature eut lieu le 12 juillet dernier sans la reprise des débats, et, conséquemment, sans une adjudication sur la dite proposition,

Que, dans les circonstances, il est opportun de déclarer que cette Chambre concourt dans la partie suscitée du dit rapport du comité de l'agriculture, de colonisation et d'immigration, en date du 10 juillet dernier.



Et lequel amendement comporte,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu’à la fin de la question soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ vu l’importance de la question agricole, cette Chambre attendra pour l’adoption du projet préliminaire de la commission agricole, que la dite commission ait fait un rapport final de ses travaux et de ses observations.”

Et l’amendement étant de nouveau proposé.

M. *Legris* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Goyette*,—Que les mots “ vu l’importance de la question agricole, cette Chambre attendra pour l’adoption du projet préliminaire de la commission agricole, que la dite commission ait fait un rapport final de ses travaux et de ses observations,” soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre considère que le rapport préliminaire de la commission agricole, fait en 1887, contient des renseignements très utiles et des suggestions d’un mérite incontestable.

“ Que, sans vouloir se prononcer maintenant sur tous les points mentionnés dans le dit rapport, elle apprécie hautement le travail fait par la Commission, et sera prête à considérer chaque question en particulier au fur et à mesure que le gouvernement de cette province lui en suggérera l’adoption.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dechene (l’Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cameron.</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Picard,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny.—15.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et l’amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

L’ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l’acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : “ Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de Québec.”

M. *Lemieux* propose, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s’en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu’à après minuit, mardi matin ;

*Mardi, 19 Mars 1889.*

Et la question étant mise aux voix, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant les licences ;

L'honorable M. *Shehyn* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que, pour la confirmation du certificat de licence d'auberge, dans la cité de *Montréal* :

1o. Un greffier des autorités compétentes sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

2o. Un greffier-assistant sera nommé par les autorités compétentes, dans le cas de maladie ou d'absence du greffier, pour agir comme tel ;

3o. Le salaire du greffier, qui ne devra pas excéder la somme de huit cents piastres, ainsi que l'endroit où il tiendra son bureau, seront fixés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

*Résolu*, 2. Que toute personne qui aura l'intention de demander la confirmation d'un certificat devra s'en procurer la formule au bureau du greffier, et payer une taxe de deux piastres en timbres apposés sur cette formule.

Que, quand il s'agira d'un transfert de licence, la taxe sera de vingt piastres, payable en timbres apposés sur la formule de ce transfert.

Que les autorités compétentes ne pourront prendre connaissances de pareils certificats que s'ils sont revêtus des timbres requis.

*Résolu*, 3. Que, dans l'intérêt public, et afin d'exercer un contrôle restrictif plus efficace sur la vente des liqueurs enivrantes, une licence spéciale pour la vente de liqueurs enivrantes aux grandes réunions telles qu'il s'en rencontre aux expositions agricoles et industrielles, dans les piques-niques d'associations nationales ou commerciales, et aux courses, pourra être accordée par le trésorier de la province, sur arrêté en Conseil à cette fin, aux associations, clubs et corporations qui en auront le contrôle, ou à la personne qu'ils recommanderont, à tels taux et conditions et pour tel terme que le dit arrêté en Conseil déterminera.

*Résolu*, 4. Que, dans aucune auberge, restaurant, taverne dans les mines, buvette de bateau à vapeur et buffet de chemin de fer, il ne devra être, en aucun temps, débité [sciemment,] des liqueurs enivrantes aux personnes ivres, ni aux mineurs, ni après huit heures du soir, aux soldats, matelots, apprentis et serviteurs.

*Résolu*, 5. Que tout membre de la police du revenu, portant l'uniforme, aura droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de toute personne munie d'une licence en vertu de la loi ; et que telle personne sera sujette à une pénalité de vingt piastres pour refus de l'y laisser entrer.

*Résolu*, 6. Que le curateur aux biens d'une personne qui aura fait cession de biens, en vertu de la loi pourra lui-même vendre ces biens à l'encan en prenant une licence d'encanteur.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que, pour la confirmation du certificat de licence d'auberge, dans la cité de *Montréal* :

1. Un greffier des autorités compétentes sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ;

2. Un greffier-assistant sera nommé par les autorités compétentes, dans le cas de maladie ou d'absence du greffier, pour agir comme tel ;

3. Le salaire du greffier, qui ne devra pas excéder la somme de huit cents piastres, ainsi que l'endroit où il tiendra son bureau, seront fixés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

*Résolu*, 2. Que toute personne qui aura l'intention de demander la confirmation d'un certificat devra s'en procurer la formule au bureau du greffier, et payer une taxe de deux piastres en timbres apposés sur cette formule.

Que, quand il s'agira d'un transfert de licence, la taxe sera de vingt piastres, payable en timbres apposés sur la formule de ce transfert.

Que les autorités compétentes ne pourront prendre connaissance de pareils certificats que s'ils sont revêtus des timbres requis.

*Résolu*, 3. Que, dans l'intérêt public, et afin d'exercer un contrôle restrictif plus efficace sur la vente des liqueurs enivrantes aux grandes réunions telles qu'il s'en rencontre aux expositions agricoles et industrielles, dans les pique-niques d'associations nationales ou commerciales, et aux courses, pourra être accordée par le Trésorier de la province, sur arrêté en Conseil à cette fin, aux associations, clubs et corporations qui en auront le contrôle, ou à la personne qu'ils recommanderont, à tels taux et conditions et pour tel terme que le dit arrêté en Conseil déterminera.

*Résolu*, 4. Que, dans aucune auberge, restaurant, taverne dans les mines, buvette de bateau à vapeur et buffet de chemin de fer, il ne devra être, en aucun temps, débité [sciemment,] des liqueurs enivrantes aux personnes ivres, ni aux mineurs, ni après huit heures du soir, aux soldats, matelots, apprentis et serviteurs.

*Résolu*, 5. Que tout membre de la police du revenu, portant l'uniforme, aura droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de toute personne munie d'une licence en vertu de la loi ; et que telle personne sera sujette à une pénalité de vingt piastres pour refus de l'y laisser entrer.

*Résolu*, 6. Que le curateur aux biens d'une personne qui aura fait cession de biens, en vertu de la loi, pourra lui-même vendre ces biens à l'encan en prenant une licence d'encanteur.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un bill concernant les licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. *Taillon*, député du district électoral de *Montcalm*, se lève de son siège et lit à la Chambre une déclaration, laquelle il est ordonné qu'elle soit insérée dans les Journaux de cette Chambre, et elle est comme suit :

Nous, soussignés, *J. J. Ross, J. G. Robertson, W. W. Lynch, Jean Blanchet, E. J. Flynn* et *L. O. Taillon*, faisons les déclarations suivantes :

Nous avons été les seuls membres de l'administration *Ross*.

Nous avons pris communication de l'écrit publié dans *l'Electeur* du jeudi, 7 mars courant (1889), et cité au long dans le procès-verbal de la séance de cette Chambre, même jour.

Cet écrit est entièrement faux. Ni l'administration *Ross*, ni aucun de ses membres n'ont fait à M. *Whelan*, ou à M. *Charlebois*, soit directement, soit indirectement par quelqu'intermédiaire, des propositions de la nature de celles mentionnées dans cet écrit.

Ni l'administration *Ross* ni aucun de ses membres n'ont promis, soit directement, soit indirectement par quelqu'intermédiaire, de reconnaître la légitimité des réclamations contestées que ces deux entrepreneurs prétendaient avoir contre le gouvernement, à la seule condition qu'ils souscriraient au fonds électoral pour les conservateurs.

Ni l'administration *Ross*, ni aucun de ses membres, soit directement, soit indirectement par quelqu'intermédiaire, n'ont eu des pourparlers et n'en sont venus à une entente quelconque avec ces deux entrepreneurs au sujet de leurs réclamations contestées, pour des fins de corruption électorale, ou même pour obtenir des souscriptions de quelque nature que ce soit, pas plus à la veille des élections générales de 1886 qu'en tout autre temps.

Aucun paiement n'a été fait à ces entrepreneurs, sous l'administration *Ross*, en vue de souscriptions pour fins électorales, soit à la veille des élections générales de 1886, soit en tout autre temps.

S'il y a eu des pourparlers ou des conventions entre ces deux entrepreneurs et M. *Théo. Hamel*, l'administration *Ross* y est tout à fait étrangère de même que chacun de nous.

JOHN ROSS,  
J. J. ROBERTSON,  
W. W. LYNCH,  
J. BLANCHET,  
E. J. FLYNN,  
L. O. TAILLON.

Quebec, 18 mars 1889.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mardi, 19 Mars 1889.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant le Code municipal, " avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriale de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de *Québec*."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*, relativement à la liste des électeurs dans la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi des manufactures de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi électorale de *Québec*, en étendant le droit de suffrage, et amendant le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation."

Et bill intitulé : " Acte pour faire disparaître des doutes dans la section 2 de l'acte 51-52 Vict., chap. 116, concernant la ' Compagnie royale d'électricité.' "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pour amender le Code municipal, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill nommant commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée Législative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du département de la Couronne, pour service d'enregistrement : pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-six mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de pêcheries, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des orphelins de *Sherbrooke*, 2e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cent trente et une piastres et soixante et quinze cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de rapport du Surintendant de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la distribution aux instituteurs de la province de "*L'Enseignement primaire*" de *Magnan* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la distribution des amendements faits au Code municipal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour l'exposition des comités de *Chicoutimi* et *Saguenay* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital de *Fraserville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital *Témiscamingue* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôtel-Dieu, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs Grises, *St-Jérôme* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège de *St-Bernardin de Waterloo* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Owens*,—1. N'est-il pas vrai que le montant des frais de voyage de l'honorable M. *Mercier*, à Rome, au sujet des biens des Jésuites, est compris dans l'item \$2,480, qui figure à la page 31 des comptes publics de 1888, comme frais de voyage en Europe, au sujet du nouvel emprunt ?

2. Si oui, Quel est ce montant ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Oui, mais il n'est pas possible de diviser ce montant.

Par M. *Tourigny*,—1. A quelle date M. *Geoffrion* a-t-il été substitué à M. *Lacoste*, dans les causes entre le gouvernement et les corporations commerciales ?

2. Les causes étaient-elles alors préparées pour être soumises au Conseil Privé ?

3. Quand ont-elles été plaidées devant le Conseil Privé ?

4. Quand ont-elles été jugées ?

5. Combien le gouvernement a-t-il payé à M. *Geoffrion* dans ces causes ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. M. *Geoffrion* a été substitué à M. *Lacoste* le 8 mars 1887.

2. Les causes étaient alors inscrites.

3. Les causes ont été plaidées durant le terme commencé en juin 1887.

4. Elles ont été jugées le 12 juillet 1887.

5. Le gouvernement a payé \$4,000.00 à M. *Geoffrion*.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. A quelle date M. *Riel* a-il été remplacé par M. *Sénécal* comme secrétaire de la Commission des chemins à barrières de Montréal ?

2. Est-il à la connaissance du gouvernement que M. *Riel* a réclamé des dommages à cause de cette destitution, et que les tribunaux lui ont accordé \$1,800.00, ou environ ?

3. Cette condamnation affecte-t-elle la Province soit directement ou indirectement ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Il n'y a pas de correspondance à ce sujet.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Quand le gouvernement a-t-il l'intention de déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance échangée dernièrement entre M. *Faucher de Saint-Maurice*, député de Bellechasse, et l'honorable Colonel *Rhodes*, Ministre d'agriculture ?

Quelles sont les dates de ces lettres ?

Quel est le texte de cette correspondance ?

Réponse par l'honorable M. *Rhodes*,—1o. Dès que cette correspondance aura été transmise à l'honorable Secrétaire provincial, il la déposera sur le bureau de la Chambre.

2o. La lettre de M. *Faucher de Saint-Maurice*, porte la date du 12 mars courant ; la réponse de l'honorable Colonel *Rhodes*, celle du 14 courant.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

*Trois Heures P. M.*

M. *Lareau*, du comité de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant qu'il rapporte sans amendement à votre honorable Chambre :

Bill pour amender l'article 427 des Statuts refondus."

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a apporté des amendements qu'il soumet respectueusement :

Bill pour amender l'acte des chemins de fer et spécialement l'article 5170."

Bill pour amender les codes civils et de procédure civile et ajouter de nouvelles dispositions à ces codes."

Bill pour amender le code civil du *Bas-Canada*.

M. *Bernatchez*, du comité conjoint des deux chambres sur la bibliothèque de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Le comité collectif de la bibliothèque soumet respectueusement le rapport suivant :

Il croit aller au-devant des vœux de la Législature, en s'efforçant de faire ici une bibliothèque parlementaire aussi complète que possible.

Il est d'avis que le bibliothécaire ferait bien de se rendre à *Ottawa*, en temps opportun, pour étudier la bibliothèque du parlement fédéral, et y prendre au sujet du choix des livres nouveaux, les renseignements nécessaires.

Il croit devoir recommander une augmentation du traitement des deux commis de la bibliothèque.

Il pense aussi qu'il serait utile de fermer, par une grille, certains compartiments de la bibliothèque, afin d'en interdire l'accès au public.

Enfin votre comité pense que l'attention des chambres devrait être appelée sur l'inconvénient qu'il y a d'avoir un bureau public dans la bibliothèque.

L'honorable M. *Pelletier*, du comité spécial sur le bill pour assurer une traverse régulière (*Ferry*) entre la cité de *Québec*, et la ville de *Lévis*, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu. (*Appendice G.*)

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 18 janvier 1889, demandant copie de toute correspondance, arrêté du Conseil, et de tous papiers ayant rapport au changement de limites des municipalités scolaires de la paroisse et du village de *Laprairie*. (*Documents de la session, No. 170.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 mars 1889, pour copie de la correspondance relative au "Dictionnaire du langage des nombres." (*Documents de la session, No. 171.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour un état indiquant d'après les rapports transmis au département des Terres de la Couronne, le nombre d'arbres plantés, le dernier jour de la fête des arbres (1888). (*Documents de la session, No. 172.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 mars 1889, pour un état détaillé des amendes et pénalités reçues par le trésor, des différents greffiers de la Paix, pour chacun des districts de la province, pendant les cinq dernières années. (*Documents de la session, No. 173.*)



## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. *LeBlanc*,—A quelles dates, entre le 3 juillet 1886 et le 1er juillet 1887, M. *Obalski*, l'ingénieur des mines, a-t-il rendu les services pour lesquels il lui a été payé, par le département des terres de la Couronne, la somme de \$1,442.65 ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Si M. *LeBlanc* fait allusion au montant mentionné dans une réponse donnée l'année dernière en Chambre par l'honorable M. *Duhamel*, les dates auxquelles les services payés ont été rendus sont les suivantes :

1886		
Juin 25 à juillet 20.—Exploration dans les <i>Cantons de l'Est</i> ....	\$317 00	
Déc. 27 à déc. 30.—Exploration à l' <i>Ile des Chats</i> .....	50 65	
		\$367 65
1887		
Juillet 12 à août 6.—Exploration dans le comté de <i>Pontiac</i> ....	\$396 00	
Août 13 à août 15.— <i>Beauce</i> .....	158 00	
Sept. 2 à sept. 7.— <i>Escoumins</i> .....		
Sept. 9. — <i>Chambly</i> .....		
Août 23 à Sept. 1.— <i>Sainte-Anne des Monts</i> .....	147 00	
Oct. 14 à Oct. 31.—Voyage en <i>Pensylvanie</i> , etc.....	374 00	
		1,075 00
		\$1,442 65

Par L'honorable M. *Robertson*,—1. L'indemnité de \$460,000, accordée par le bill des Jésuites, lors de la dernière session, aux successeurs des ci-devant Pères Jésuites et à l'éducation supérieure protestante, a-t-elle pour effet de priver le fonds d'éducation supérieure de la province, des revenus provenant de la balance des dits biens, à être ci-après distribués conformément au chapitre 15 des Statuts refondus du *Bas-Canada* ?

2. L'indemnité sus-mentionnée et la dite loi de la dernière session ont-elles pour effet, réellement ou virtuellement, d'abroger ou révoquer les clauses du dit chapitre 15 des Statuts refondus du *Bas-Canada*, concernant la distribution des revenus du fonds des biens des Jésuites ?

3. Les subventions en faveur de l'éducation supérieure, qui pourront être accordées à l'avenir d'année en année, le seront-elles à même le fonds de revenu consolidé de la province, indépendamment des revenus des dits biens des Jésuites, et de la même manière et au même effet que si la totalité des dits biens avait été absorbée ou placée, par la loi de la dernière session, dans le fonds consolidé de la province ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1. D'abord, l'assertion que le bill des Jésuites de la dernière session accorde \$460,000 aux successeurs des ci-devant Pères Jésuites et à l'éducation supérieure protestante, est tout à fait inexacte ; ensuite il a été déjà dit que l'allocation ordinaire au fonds d'éducation restera la même à l'avenir et je confirme cette déclaration.

2. C'est une question de droit assez difficile à résoudre et que le gouvernement va étudier.

3. La même allocation sera accordée à l'avenir comme par le passé.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. A-t-il été payé une commission à MM. *Lacoste & Cie*, sur les sommes reçues par eux des corporations commerciales ?

2. A quelles conditions les percepteurs du revenu font-ils la perception de ces taxes ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. Non ; parce que MM. *Lacoste & Cie.* n'ont pas agi comme percepteurs, mais simplement en qualité d'avocats du gouvernement. M. *Lamb* agissait comme percepteur et il lui a été payé une commission de cinq pour cent sur ses perceptions.

2. Ces conditions ne sont pas encore arrêtées. Dans une circulaire adressée du département du Trésor aux percepteurs du revenu, à la date du 30 août, 1888, il leur est dit :

“ Le montant de la rémunération à être accordée aux percepteurs pour les perceptions faites en rapport avec ce service, sera fixé plus tard.

“ D'ici là, chaque percepteur devra transmettre à ce département le montant entier des taxes perçues par lui, sans rien retenir à titre de commission.”

Par M. *Beauchamp*,—1. Depuis quand *Charles L. Champagne*, magistrat de district, à Montréal, retire-il son salaire, et à quel taux ? Y a-t-il eu promesse faite d'augmenter ce salaire ? A quel montant et quand doit se faire cette augmentation ? De quelle date doit-elle courir ?

2. Combien de jours a siégé le dit *Charles L. Champagne* à la Cour des magistrats de Montréal, avant le 9 janvier 1889 ?

3. Combien depuis cette date ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. Depuis sa nomination. Salaire \$1200. Non, il n'y a pas eu promesse d'augmentation.

Il y aura augmentation quand le bill concernant la cour des magistrats du district de Montréal, adopté par la Chambre durant cette session, sera devenue loi. Cette augmentation datera du jour de la sanction de ce bill.

2. L'honorable M. *Champagne* a siégé chaque fois qu'il en a été requis.

Par M. *McIntosh*,—Si le traitement de l'Inspecteur des assurances n'a pas été augmenté, pourquoi les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, qui sont soumises à l'autorité législative de cette province, ont-elles été requises de payer la somme de \$550 au Trésorier de la province pour l'année expirée le 31<sup>ème</sup> jour d'août dernier, 1888, lorsque la somme de \$400 seulement avait été répartie sur les dites compagnies l'année précédente ?

Les compagnies qui sont obligées par la loi de payer les dépenses du bureau de l'Inspecteur, ont-elles été consultées au sujet de l'augmentation de ces dépenses de \$400 à \$550 ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—L'augmentation du montant exigé des compagnies d'assurance, en vertu de l'article 5388 des Statuts refondus de la province de Québec, est due à ce que les dépenses de voyage du ci-devant Inspecteur ont été moins considérables que celles de l'Inspecteur actuel, le premier pouvant visiter les bureaux des compagnies d'assurance tout en faisant son tour d'inspection des bureaux publics du gouvernement.

Les compagnies n'ont pas été consultées à ce sujet.

Par M. *Lemieux*,—1. L'honorable M. *J. Blanchet*, député de *Beauce*, l'honorable *L. N. Larochelle*, alors député de *Dorchester*, et *F. X. Lemieux*, écuyer, député de *Lévis*, n'ont-ils pas demandé au gouvernement, pendant la session de 1888, d'accorder un subside au *Quebec-Central* ?

2. Le gouvernement n'a-t-il pas déclaré alors qu'il était disposé à considérer favorablement cette demande ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1. Oui]

2. Oui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Picard* propose comme amendement, secondé par M. *Duplessis*, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais vu que le produit de l'emprunt de trois millions et demi de piastres, négocié en 1888 et les recettes extraordinaires perçues depuis le mois de février 1887, ont été dépensés.

Vu qu'il est évident qu'un nouvel emprunt deviendra nécessaire pour payer la dette flottante créée par le gouvernement actuel et augmentée par les déficits annuels.

Vu qu'il est impossible de continuer un tel état de choses sans exposer la Province à des difficultés financières très sérieuses et la conduire à la taxe directe.

Cette Chambre prie les ministres de ne plus retarder à remédier à cette situation inquiétante, et est d'opinion qu'ils mériteront le blâme sévère de la province, si, persévérant dans l'inaction coupable qui a caractérisé leur politique depuis leur avènement au pouvoir, ils ne soumettent bientôt, et surtout avant les prochaines élections générales, quelques mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits et à empêcher de nouveaux emprunts."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard</i>	<i>Tourigny.—19.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier</i>
<i>Champagne,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte.—32.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent douze mille sept cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du parlement, y compris \$10,000 pour les statues de la fontaine (48,000 non employées à accorder de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, *Québec*, murs et contreforts, mobilier, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood* ; serre, cave aux légumes, remise, loge du gardien etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui à la troisième séance.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, aujourd'hui, à la troisième séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

*Sept heures et demie, P. M.*

M. *Boyer*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le troisième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que, voulant obtenir certains renseignements touchant la réclamation de M. *W. P. Lockwood*, mentionné à l'item 16 des *Estimés Supplémentaires* de 1888-1889, et touchant la manière dont cette réclamation avait été réglée par le gouvernement et les circonstances qui s'y rattachent, votre comité a interrogé certaines personnes, savoir : M. *William Perfect Lockwood* lui-même, M. *Ernest Pacaud*, M. *William Cook*, M. *L. L. Rivard*, M. *E. E. Taché*, les Honorables MM. *George Irvine*, *Frs. Langelier* et *Pierre Garneau*, M. *J. A. Defoy* et autres.

Votre comité soumet à la considération de la Chambre les notes sténographiques des dépositions des témoins, les documents produits devant le comité et un extrait du journal des procédés du comité sur ce sujet.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mars 1889, pour copie de la correspondance échangée entre l'honorable colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse. (*Documents de la session, No. 94.*)

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill nommant commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée législative ;

L'honorable M. Turcotte propose, secondé par l'honorable M. Mercier, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. LeBlanc, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en y insérant ce qui suit, après l'article 1 :—

"Et attendu que l'écrit de l'*Electeur*, dont la commission créée par le présent acte est chargée de s'enquérir, contient une accusation spécifique ;

Attendu que le comité spécial, auquel a été référé cet écrit, n'a pas limité l'enquête à l'accusation y contenue, mais a permis la preuve de souscriptions faites par les entrepreneurs, dont il est question dans le dit écrit, non-seulement en faveur du parti conservateur généralement, mais même en faveur des candidats de ce parti ;

Les dits commissaires s'enquerront aussi des souscriptions qu'ont pu faire les dits entrepreneurs en faveur du parti actuellement au pouvoir, ou des candidats et amis de ce parti, dans la politique provinciale, soit pendant la campagne électorale de 1886, soit depuis, afin que l'on puisse juger de la véritable signification des souscriptions faites par ces entrepreneurs dans le même temps en faveur du parti conservateur ou de ses candidats."

L'honorable M. Mercier propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Que tous les mots, "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en y insérant ce qui suit, après l'article 1 :—

"Et attendu que l'écrit de l'*Electeur*, dont la commission créée par le présent acte est chargée de s'enquérir, contient une accusation spécifique ;

Attendu que le comité spécial, auquel a été référé cet écrit, n'a pas limité l'enquête à l'accusation y contenue, mais a permis la preuve de souscriptions faites par les entrepreneurs, dont il est question dans le dit écrit, non-seulement en faveur du parti conservateur généralement, mais même en faveur des candidats de ce parti ;

Les dits commissaires s'enquerront aussi des souscriptions qu'on pu faire les dits entrepreneurs en faveur du parti actuellement au pouvoir, ou des candidats et amis de ce parti, dans la politique provinciale, soit pendant la campagne électorale de 1886, soit depuis, afin que l'on puisse juger de la véritable signification des souscriptions faites par ces entrepreneurs dans le même temps en faveur du parti conservateur ou de ses candidats," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que l'enquête dont il s'agit dans ce bill, a été demandé par l'honorable chef de l'opposition à cause des accusations contenues dans le journal "*L'Electeur*," contre le gouvernement Ross-Taillon.

Attendu que le gouvernement a accordé cette enquête par courtoisie : la question dont il s'agit n'étant pas une question de privilège. Aucun député n'ayant répété dans cette Chambre l'accusation faite par "*L'Electeur*" et l'accusation de "*L'Electeur*" remontant à des faits qui ont précédé les dernières élections générales ;

Attendu que les accusés ont le droit de demander aux tribunaux le redressement des griefs dont ils se plaignent ;

Attendu qu'il est évident par l'amendement qu'elle vient de proposer, que l'opposition veut étouffer cette enquête, malgré que le gouvernement lui ait donné toutes les chances possibles de la faire, qu'il n'est pas dans l'intérêt public de continuer une enquête, nécessairement très dispendieuse et que ceux mêmes qui semblaient la désirer ne veulent pas voir continuer :

Qu'il soit résolu,—Que cette Chambre passe à l'ordre du jour suivant. ”

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny.—18.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question sur l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il n'insiste pas sur ses amendements au bill intitulé : “ Acte amendant la loi relative à la cession de biens,” et qu'il a passé ce bill avec de nouveau amendements auxquels il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Acte amendant la loi relative à la cession de biens,” lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de la réclamation de *W. P. Lockwood*, pour mines d'or ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La dite résolution étant lue la seconde fois,

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de la dite résolution soit remise à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de ponts en fer dans les municipalités ; (\$50,000.00 à voter de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de nouvelles voûtes pour les palais de justice et les prisons dans les districts ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des explorations dans les comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *L'Islet*, *Kamouraska*, *Montmagny*, *Témiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au second rapport du comité d'agriculture, adopté à l'unanimité par l'Assemblée législative le 14 juin 1886 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour face aux dépenses de la cour de circuit et bureau d'enregistrement de *Kamouraska* ; pour construction de l'étage supérieur, logement du greffier de la cour et mobilier fixe du palais de justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Bibliothèque du Code civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent quatre-vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat du Dictionnaire numérique de *de Boucherville*, ordre du surintendant de l'instruction publique, en date du 15 avril 1886, approuvé par l'honorable *J. J. Ross*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les héritiers *John Langelier*, règlement de procès sur pétition de droit accordée le 5 novembre 1884 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des portraits des Orateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quatorze piastres et cinquante trois cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au paiement de réparations faites à l'école de Frère *Arnold* à *Montréal*, par *Jno. Farrell* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de la bibliothèque de l'hon. juge *Polette* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent quatre-vingt-deux piastres et quarante cents soit accordée à Sa Majesté, pour règlement avec les héritiers de l'honorable *T. J. J. Loranger*, frais de voyage, de bureau, et traitement du secrétaire à *Montréal*, du 1er mai 1882 à mars 1885, et la codification des lois, montant réclamé par la succes-

sion et basé sur un Ordre en Conseil du 11 mars 1885. Réduction de cinq piastres à trois piastres par jour, par entente mutuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une nouvelle carte de la province par le ministère des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, demain.

M. *Murphy* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à la première séance, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant le Code civil du *Bas-Canada*."

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 20 Mars 1889.

*Onze Heures A. M.*

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures, dans le district de *Montréal*, pour l'année 1888. (*Documents de la session, No. 174.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi des élections contestées."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux inhumations et exhumations."



Bill intitulé : " Acte concernant l'application, par l'Exécutif, des lois de cette Province."

Bill intitulé : " Acte concernant les subventions à certains chemins de fer."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens."

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 2319 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la résidence des juges."

*Ordonné*, Que M. Faucher de Saint-Maurice ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux chemins à barrières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Lémieux,—Le gouvernement est-il disposé à faire la remise d'un quart sur les arrérages des rentes seigneuriales, aux censitaires de la seigneurie de Lauzon, jusqu'à décembre 1889, tel que fait depuis 1884 ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, autant que l'intérêt public le permettra.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les comptes entre le département des travaux publics ou aucun autre département et MM. Béland et Martineau, marchands de bois, de Saint-Roch de Québec, ou M. Béland, seul, ou M. Martineau seul, pour les frais de l'exposition provinciale de 1887 ou pour d'autres fins.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous comptes pour achat de bois pour les frais de l'exposition provinciale qui a eu lieu à Québec, dans le mois de septembre 1887.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'à ce jour, 18 mars 1889, ainsi que la nature de telles lettres de crédit et la raison pour laquelle elles ont été émises ; aussi le nombre et le montant respectif de celles qui ont été honorées et de celles qui sont encore dues.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Robertson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des hommes appartenant à la force de police de la province, avec mention de la date de la nomination de chacun, ainsi que les devoirs qui leur sont assignés.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des surintendants garde-forestiers, des garde-forestiers, et des assistants garde-forestiers, le 27 janvier 1887 ; aussi une liste des surintendants garde-forestiers, des garde-forestiers, et des assistants garde-forestiers nommés depuis cette date jusqu'à ce jour, avec mention de la date de la nomination de chacun, du salaire, des conditions de paiement et de la région assignée à chacun.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et ceux qui sont à la tête de l'Ecole d'agriculture de *L'Assomption*, au sujet du maintien ou de la suppression de cette école, et tous papiers concernant cette matière, le tout depuis le 1er février 1887.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Picard*, secondé par M. *McIntosh*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de tous documents ou demandes adressés au gouvernement et plus particulièrement à l'honorable Commissaire des terres, depuis l'année 1886 jusqu'à cette date, à l'effet de faire remise des droits de coupes de bois, en faveur des colons établis, de bonne foi sur les terres de la Couronne.

2. Aussi copie de toutes correspondances échangées à ce sujet, depuis la même date, entre le gouvernement et les membres de cette Chambre ou toutes autres personnes.

Sur motion de M. *Dechène (l'Islet)*, secondé par M. *Laliberté*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre ou autre ministre du gouvernement et les commissaires des écoles protestantes de la cité de *Montréal*, au sujet de la perception et de la distribution des argents fournies par le gouvernement ou prélevées en vertu de la loi de l'instruction publique.

Sur motion de M. *Pilon*, secondé par M. *Rochon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation et *Ozro Baldwin*, écuyer, député de *Stanstead*, depuis la session 1888, au sujet de la distribution des argents de la colonisation dans son comté.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses employés et aucune personne, à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les palais de justice de *Montréal* et de *Québec*, depuis le 1er février 1887.

2. Copie de tous les comptes présentés au gouvernement, aucun de ses membres ou employés à propos de telle papeterie, impression et reliure, etc.

3. Etat constatant les montants des sommes payées sur ces comptes, avec la date de ces paiements.

4. Copie des lettres de crédit données par le gouvernement ou aucun de ses membres à propos de ces comptes.

5. Etat des sommes qui restent dues sur tels comptes.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre ou autre ministre du gouvernement et les commissaires des écoles protestantes de la cité de *Montréal*, au sujet de la perception et de la distribution

et de la distribution des argents fournies par le gouvernement ou prélevées en vertu de la loi de l'instruction publique. (*Documents de la session, No. 175.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 9 mars 1889, demandant,—1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres ou toute autre personne, et aussi entre le département des Terres de la Couronne ou toute autre personne au sujet des lots 10, 11, 12 13 et 14 du 2e rang du canton Wells.

2. Copie des rapports faits au sujet de ces lois, depuis le 1er juillet 1884.

3. Copie de toutes lettres patentes émises par le département des Terres de la Couronne pour tous ou partie de ces lots. (*Documents de la session, No. 168b.*)

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les raisons pour lesquelles M. J. B. Beaulieu, garde-forestier pour la division ouest du comté de Rimouski a été destitué et par qui il a été remplacé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Gagnon, propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel, Que tous les mots après " soit " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce que le salaire du recorder soit fixé à \$2,000 mais qu'il puisse être élevé par le conseil de ville à \$3,000."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Basinet,	Dumais,	Legris	Pilon,
Boyer,	Duhamel,	Lussier,	Rocheleau et
Cardin,	Gagnon,	Pelletier,	Trudel.—13.
Champagne,			

CONTRE :

Messieurs

Baldwin,	Desjardins,	Martin (Bonaventure),	Rinfret,
Beauchamp,	Duplessis,	McIntosh,	Robertson,
Bernatchez,	Flynn,	Mercier,	Rochon,
Bisson,	Forest,	Murphy,	Shehyn,
Blanchet,	Gladu,	Nantel,	Spencer
Bourbonnais,	Lareau,	Owens,	Sylvestre,
Cameron,	LeBlanc,	Picard,	Taillon,
Casgrain,	Lenieux,	Poupore,	Tourigny et
Dechene (l'Isle),	Lynch,	Rhodes,	Turcotte.—38.
De Grosbois,	McShane,		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mis aux voix.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte 24 Victoria chapitre 27, intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de *Québec*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte des chemins de fer et spécialement l'article 5170 ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte amendant la loi des chemins de fer."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le Code civil et le Code de procédure civile et ajoutant de nouvelles dispositions à ces codes ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte amendant certain articles du code civil et ajoutant de nouvelles dispositions à ce code."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Trois heures P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : "Acte amendant le code civil du *Bas Canada*."

Et aussi, le Conseil législatif a passé sans amendement le bill intitulé : "Acte amendant le chapitre cinquième du titre huitième des Statuts refondus de la province de *Québec*, concernant les asiles d'aliénés."

M. *Tessier* propose, secondé par M. *Pilon*,—Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill confirmant la vente de certaines propriétés par dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

M. *Robidoux* propose, secondé par M. *Murphy*,—Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill nommant un fidéi-commissaire à la succession de *Horace Dryden Clark*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,—Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill autorisant la vente des biens substitués, en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture dite Lamonde* soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; vu qu'il s'agit de biens de minime valeur et que les intéressés sont pauvres ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

M. *LeBlanc* propose, secondé par M. *Casgrain*,—Qu'un comité spécial composé de cinq membres, savoir : MM. *Tessier*, *Gladu*, *Pelletier*, *Duplessis* et *Nantel* soit nommé avec instruction de faire une enquête sur la vente, par le gouvernement de cette province, à *George Rowe*, d'un immeuble situé à *Hull*, près du pont suspendu, et connu sous le nom de "table de roc" (*table rock*), vers la fin de l'année 1887, ou le commencement de l'année 1888, pour le prix de \$3,000.00, payable en cinq versements égaux, annuels et consécutifs, lorsque cet immeuble avait, à raison de son utilité particulière, une valeur d'au moins \$12,000.00, et sur tous les faits et circonstances, antérieurs et postérieurs à cette vente, qui sont propres à faire connaître à cette Chambre la nature de cette transaction ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, de faire rapport de temps à autre, d'interroger les témoins sous serment, de prendre leur témoignage par écrit, et de siéger après la prorogation, si cela est nécessaire ; et que tous les papiers mis sur la table de cette Chambre, en réponse à une adresse, datée du 20 février 1889, soient renvoyés au dit comité.

L'honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que la prorogation doit avoir lieu demain ;

Attendu que les documents concernant cette transaction ont été mis devant cette Chambre, le 11 mars courant, et que cette motion aurait dû être faite plus tôt ;

Attendu que cette motion ne contient aucune accusation ni contre le gouvernement, ni contre aucun membre du gouvernement, ni aucun membre de cette Législature ;

Attendu que l'enquête demandée entraînerait des dépenses considérables et complètement inutiles ;

Cette Chambre croit devoir repousser cette demande d'enquête dans les circonstances et dans la forme dans laquelle elle est faite."

Et l'amendement étant alors mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs.

*Basinet*,  
*Bernatchez*,  
*Bisson*,  
*Bourbonnais*,  
*Boyer*,  
*Cameron*,  
*Cardin*,  
*Champagne*,  
*Deehene (l'Islet)*,

*De Grosbois*,  
*Dumais*,  
*Duhamel*,  
*Forest*,  
*Gagnon*,  
*Gladu*,  
*Goyette*,  
*Laliberté*,

*Lareau*,  
*Lemieux*,  
*Legris*,  
*Lussier*,  
*McShane*,  
*Mercier*,  
*Murphy*,  
*Pelletier*,

*Pilon*,  
*Rinfret*,  
*Rocheleau*,  
*Rochon*,  
*Shehyn*,  
*Sylvestre*,  
*Trudel et*  
*Turcotte*.—33.

## CONTRE :

## Messieurs

Baldwin,  
Beauchamp,  
Blanchet,  
Casgrain,  
Desjardins,

Duplessis,  
Flynn,  
LeBlanc,  
Lynch,

Martin (Bonaven-  
ture),  
McIntosh,  
Nantel,

Owens,  
Picard,  
Poupore,  
Spencer et  
Taillon.—17.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 mars 1889, demandant copie de toutes les requêtes, de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en Conseil, en la possession du gouvernement, au sujet de la nomination de garde-forestiers ou de surintendant de garde-forestiers, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er février 1887. (*Documents de la session, No. 176.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 mars 1889, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et de tout membre du Conseil de l'Instruction publique, concernant la résignation de tel membre du dit Conseil, depuis le 27 janvier 1887. (*Documents de la session, No. 177.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour copie de la correspondance échangée entre l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation et Ozro Baldwin, écr., député de Stanstead, depuis la session 1888, au sujet de la distribution des argents de colonisation dans son comté. (*Documents de la session, No. 178.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 18 mars, 1889, demandant : 1. Copie de tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, ordres en Conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$5,000, ainsi mentionnée à la page 81 des comptes publics pour 1882 :

"G. A. Gouin, en règlement final de toutes réclamations pour dommages causés à "certaines limites sur la Rivière-Rouge, \$5,000."

2. De tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, plans, ordres en Conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$15,443.00, ainsi mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883 :

"T. et C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, montant de la gratification qui lui a "été accordée pour des dommages résultant de l'arpentage défectueux de ses limites à "bois, \$15,443.00."

3. Copie de l'ordre en Conseil No. 23, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 juin 1882, et de tous les mémoires, lettres, papiers, plans et documents quelconques, sur lesquels est basé cet ordre en Conseil, accordant une certaine compensation à D. Aikman et al, à propos de la concession d'une île dans la rivière Bécancour ; aussi, copie de tous les papiers et documents faisant voir ce qui a été fait par le gouvernement pour donner suite à cet ordre en Conseil. (*Documents de la session, No. 179.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte amendant la loi concernant les voitures d'hiver," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la loi concernant les voitures d'hiver," lequel est lu la première fois.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit lu la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour étant lu la seconde lecture du bill amendant la loi des licences de *Québec* ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure dans les dits amendements, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. *Robertson* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Lynch*, Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre pour y insérer la clause suivante :

"Le conseil de ville de la cité de *Montréal* aura le pouvoir qui lui est conféré par le présent acte, de limiter dorénavant le nombre des licences pour la vente des liqueurs enivrantes à un chiffre qui ne sera pas moindre que 650 par année, dans les limites de la dite cité, et les autorités compétentes n'accorderont pas plus de licences que le nombre ainsi limité par le dit conseil, dans les limites de la dite cité.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise,—et la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte des licences de *Québec* ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. *Boyer*, du comité permanent des Comptes publics présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport que, désirant avoir certaines informations touchant certains travaux faits au Palais de justice dans la ville de *Québec*, ainsi que concernant la commission de codification des Statuts de la province de *Québec*, il a entendu durant la dernière session et la présente, les témoignages de différentes personnes.

Votre comité a de plus l'honneur de soumettre à la considération de la Chambre les dépositions reçues, ainsi que les documents produits devant le comité sur ces deux sujets.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Sept heures et demie P. M.*

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Tourigny*,—la pétition de *L. G. J. Fosbrooke*, de la ville de *Sorel*,—et la pétition de *Pierre Noël Boisvert* et *Pierre Roberge*, de la ville de *Nicolet*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant certains articles du code civil et ajoutant de nouvelles dispositions à ce code " sans amendement.

---

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *McIntosh*,—1. M. *Stenson*, inspecteur d'école, était-il en congé pendant les mois de janvier et février 1887 ?

2. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il a, pendant ce temps, travaillé très activement à l'élection du candidat libéral dans *Richmond* et *Wolfe*, faisant la cabale, pérorant dans les assemblées publiques et dirigeant la lutte généralement ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—L'administration actuelle n'est pas responsable de ce que les officiers publics ont pu faire dans les élections, avant son arrivée au pouvoir.

2. Le gouvernement n'a reçu aucune plainte à ce sujet.

---

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 février 1889, pour copie du rapport spécial du surintendant du domaine de la Couronne et des biens des Jésuites se rattachant à la question du terrain des Jésuites où l'on se propose d'ériger le futur Hôtel-de-Ville de *Quebec*. (*Documents de la session, No. 180.*)

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte décrétant de nouveau et amendant la loi concernant les dentistes."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.



Le bill pour amender l'article 427 des Statuts refondus de la province de *Quebec* concernant la loi électorale de *Quebec*, est en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant les voitures d'hiver " ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit amendement soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides,

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des réclamations pour la construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes en souffrance (dépenses du trafic.) (Revenu) du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Murphy* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à la prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution suivante, rapportée du comité des subsides, mardi, le 19 courant :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de la réclamation de *W. P. Lockwood*, pour mines d'or ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. *Casgrain* propose comme amendement, secondé par M. *LeBlanc*,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" cette Chambre constate que le trois octobre 1888, l'honorable Trésorier de la province donnait à M. *William Perfect Lockwood*, une lettre promettant de faire voter une somme de \$10,000 en règlement de la réclamation du dit *Lockwood*, mentionnée en une pétition de droit obtenue par ce dernier, le trois juillet de cette année et sur laquelle il n'avait pas procédé ;

Que le 20 décembre 1887, la lettre suivante a été adressée d'après les instructions de l'honorable Commissaire des terres à M. *Lockwood* :

2nd December, 1887.

Sir,

"I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 28th June last, addressed to the Honorable the Commissioner of Crown Lands, requesting indemnification at the hands of Government of this Province, for losses you state have been sustained by you in connection with certain mining enterprises in the Seigniorship of *Rigaud-Vaudreuil*, etc., etc., and in reply, I beg to inform you that after a most careful examination of the whole matter by the Honorable the Solicitor-General, as well as by this department, the Government consider that in view of no injustice having been practised on you by them, they are of opinion that you are consequently not entitled to any compensation from them, either by right or in equity.

I have the honor to be,

Sir,

Your obedient servant,

(Signed) E. E. TACHÉ,

Asst. Commissioner of C. L.

To

WM. P. LOCKWOOD, Esq.

etc., etc.

Quebec, P. Q. }

[Traduction.]

2 décembre 1887.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 28 juin dernier, adressée à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, demandant à être indemnisé par le gouvernement de cette province, pour pertes que vous dites avoir subies en rapport avec les mines de la seigneurie *Rigaud-Vaudreuil*, etc., etc., et en réponse, j'ai l'honneur de vous informer qu'après un examen minutieux de toute l'affaire par l'honorable Solliciteur Général, aussi bien que par ce département, le gouvernement considère que, vu qu'il n'a commis aucune injustice envers vous, il est d'opinion qu'en conséquence vous n'avez droit à aucune compensation par lui, soit en droit ou en équité.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) .

E. E. TACHÉ,

Assist.-Comm. T. de la C.

Que cette lettre était basée sur l'opinion de l'honorable Solliciteur Général et sur un rapport spécial de M. L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne dans le Département des Terres ;

Que le 28 juin 1887, M. Lockwood produisit pour la première fois une réclamation contre la Couronne bien que les faits sur lesquels il appuyait cette réclamation se fussent produits, d'après lui, depuis le mois de juin 1877 jusqu'au mois de septembre 1878 ;

Qu'en 1879, le dit Lockwood se dessaisit de tous ses droits au lot 12, concession *Saint Charles*, seigneurie *Rigaud-Vaudreuil*, et au sujet duquel la difficulté qui serait la cause principale de la réclamation en question se serait présentée en 1877 entre lui et une compagnie dite *Saint-Onge* ;

Que cette difficulté, ainsi que toute autre difficulté qui ont pu se présenter en 1877 et 1878 au sujet de l'exercice des droits miniers et du droit à la propriété de la surface dans la Division Minière de la *Beauce* et auxquelles M. Arthur Lockwood ou M.M. A. Lockwood & Co., étaient mêlés, ont reçu de l'administration de *Boucherville* l'attention voulue et l'honorable A. R. Angers, alors Procureur-Général, donna les deux opinions suivantes :

" Québec, ce 30 Novembre 1877.

" Je ne vois aucune disposition de la loi qui donne pouvoir à l'inspecteur des mines d'or d'intervenir dans la difficulté entre M. *Lockwood* et M. *St. Onge*. Si M. *Lockwood*, comme possédant le droit de mine, est troublé dans la jouissance de son droit, c'est à lui comme à tout autre propriétaire à se protéger contre les empiétements (*trespasses*) des tiers."

(Signé)

A. R. ANGERS,  
Procureur Général."

" Québec, 7 décembre 1877.

" Les difficultés survenues entre les MM. *St. Onge* et M. *Lockwood* sont des difficultés privées que l'inspecteur n'a pas le pouvoir de régler. Les intéressés peuvent à leur discrétion soumettre leurs prétentions aux tribunaux judiciaires."

(Signé)

A. R. ANGERS,  
Proc. Général."

Que ces opinions de l'honorable Procureur Général n'avaient trait qu'au droit de l'inspecteur des mines de décider la question de propriété relativement à la surface et aux mines et non à la forme même de la licence, ainsi qu'il appert aux mémoires, rapports, requêtes produits ;

Que le premier avril 1878, l'honorable *F. Langelier*, alors commissaire des terres, faisait adresser à M. *Duchesnay*, inspecteur des mines, la lettre suivante :

Département des Terres de la Couronne, 1er avril 1878.

Monsieur,

Relativement à votre mémoire du 23 ultimo, sur certaines difficultés entre M. *Lockwood* et la compagnie *Saint-Onge*, au sujet des mines d'or de la *Chaudière*, l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, me donne instruction de vous répondre :

1. Que vous devez vous conformer à l'opinion des officiers en loi du 30 novembre 1877.

2. Que vous ne devez pas intervenir dans les difficultés qui peuvent s'élever au sujet du droit de miner sur tel ou tel terrain, ces difficultés devant être laissées à la décision des tribunaux.

3. Que vous devez comprendre que la licence donnée par vous autorise son porteur à miner seulement, à l'égard de la Couronne, elle ne peut toucher aux droits des tiers.

4. Que, pour éviter toute fausse interprétation des licences, vous devez faire usage d'une nouvelle formule, laquelle dirait simplement qu'en ce qui la concerne, la Couronne n'a aucune objection à ce que le porteur mine, mais ne dirait rien du droit des tiers ; droits dont les tribunaux sont seuls juges.

M. le Commissaire est toutefois d'avis que vous pourrez vous servir de l'ancienne formule en biffant comme dans le blanc que je vous envoie ci-inclus, tous les mots depuis, "*but*," dans la 3ème ligne jusqu'au mot "*company*" dans la 6ème ligne ces deux mots inclus.

Enfin je vous renvoie les quelques documents annexés à votre mémoire et transmis à ce bureau pour l'information de M. le Commissaire.

(Signé)

E. E. TACHÉ.

Que M. *Lockwood* base sa réclamation principalement sur une modification dans la forme de licence pour miner sur les terrains des particuliers, modification consistant en ce que certains mots ayant trait à la compagnie *De Lery*, savoir les mots auxquels il est fait allusion dans la dernière partie de la lettre ci-dessus, aient été biffés ;

Que la preuve officielle produite démontre que ce changement n'a pu être fait que depuis le 1er avril 1878, et que par lettre de l'honorable Commissaire des terres, portant la date du dix mai 1878, l'inspecteur des mines reçut instruction de ne pas émettre, jusqu'à nouvel ordre, de licences pour miner sur les terrains des particuliers ;

Que le fait qu'une licence, portant la date du 23 juin 1877, ait pu être émise en faveur d'un nommé *Bolduc* avec les mots biffés, fait non reconnu par M. *Rivard*, qui était l'inspecteur des mines à cette époque, non reconnu par l'assistant-Commissaire des terres, et fait contraire à toute la preuve documentaire produite, que ce fait n'a pu causer aucun préjudice à M. A. *Lockwood* ou à A. *Lockwood & Cie.* pour la raison que ce mineur était au service de A. *Lockwood* ou A. *Lockwood & Cie* et qu'une licence pour *Bolduc* a été émise à leur demande ;

Que prenant en considération les faits ci-dessus et les autres faits et circonstances mentionnés dans les documents et la preuve testimoniale soumis à cette Chambre, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement n'aurait pas dû régler cette réclamation de M. *Lockwood* pour plusieurs raisons, et entre autres pour les raisons suivantes :

1. Parce que le réclamant n'a pas établi d'une manière légale ni d'une manière satisfaisante à aucun point de vue sa prétention ;

2. Parce qu'après avoir pris les précautions ordinaires, le gouvernement, par l'entremise du département des terres, a jugé que cette réclamation était mal fondée en droit et en équité et l'a complètement rejetée le 2 décembre 1887, et parce qu'il n'avait pas de raison suffisante pour revenir sur cette décision ;

3. Parce que l'action prise par les gouvernements de *Boucherville* et *Joly* en rapport avec cette question, devait engager le gouvernement actuel à ne pas reconnaître comme bien fondé la demande du réclamant ;

4. Parce que la cause ou l'origine de cette réclamation se rattache uniquement à des intérêts particuliers, et que les tribunaux du pays étaient d'après la loi, les seuls juges compétents des difficultés qui ont pu se présenter au sujet de ces intérêt particuliers, ainsi que le disait si bien l'honorable Procureur-Général en 1877 ;

5. Parce que le gouvernement ayant une fois accordé la pétition de droit comme il l'a fait le 3 juillet 1888, n'aurait pas dû dans les circonstances, arrêter la procédure sur cette pétition, mais aurait dû agir avec plus de prudence et provoquer, dans l'intérêt public, une décision des tribunaux du pays sur la question.

M. *Duplessis* propose comme sous-amendement, secondé par M. *McIntosh*,

Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : "Que de plus, cette Chambre regrette que l'enquête faite sur cette affaire et l'ensemble des circonstances qui s'y rattachent, sont de nature à faire croire que le règlement intervenu entre le gouvernement et monsieur *Lockwood* a été influencé par le désir de favoriser un des amis de l'administrations actuelle, savoir : M. *Ernest Pacaud*."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms, étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Poupoire et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon.—12.</i>
<i>Desjardins,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—25.</i>
<i>Duhamel,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée ;

L'honorable M. *Mercier* propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. *Shehyn*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question; soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"il appert, par les documents produits, que la réclamation de M. *Lockwood*, était pour \$75,000 basée sur des dommages résultants de changements illégaux, faits en 1877, par le Département des Terres, dans les permis des licences de mineurs.

Que les avocats du gouvernement lui ont conseillé de régler ce procès dont l'issue d'après eux, devait être favorable à M. *Lockwood*.

Que, dans un rapport en date du 3 octobre 1888, fait à l'honorable M. *Duhamel*, ils disent :

"En réponse à votre lettre de ce matin, nous devons vous dire que si M. *Lockwood* est prêt à accepter \$10,000, et à donner au gouvernement quittance complète et finale de toutes réclamations, nous vous conseillons d'accepter cette offre. Bien que nous ne soyons pas en état de dire quel montant de dommages serait accordé à M. *Lockwood*, nous n'avons aucun doute quelconque, d'après ce que nous connaissons des faits de la cause, que devant les arbitres il obtiendrait au moins le double du montant que vous le voyez disposé à accepter.

"Nous savons qu'il a fait des déboursés ruineux pour exploiter les mines sur une grande échelle. La conduite du gouvernement l'a pratiquement mis dans l'impossibilité de les exploiter. Il a été obligé de défendre sa propriété contre des empiètements incessants commis par des gens s'appuyant sur la décision du gouvernement.

"Plusieurs de ceux qui ont exploité les mines en violation de ses droits et grâce à la protection illégale que leur a donnée le gouvernement, ont fait beaucoup d'argent, un seul passe pour avoir fait au-delà de \$30,000...."

Que le gouvernement a agi avec prudence, dans les circonstances, en réglant pour \$10,000 une réclamation de \$75,000 considérée comme très sérieuse et en faisant un procès dont le résultat probable pouvait être, d'après l'avis des avocats du gouvernement, très défavorable à la province."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>M. Shane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—25.</i>
<i>Duhamel,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pouppore et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Tuillon.—12.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendé étant alors mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement sur la même division que la précédente.

Alors la question principale étant mise aux voix ;  
*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans la dite résolution.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à *Joseph Dussault* 10,000 copies de *La Baie d'Hudson* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet)</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—25</i>
<i>Duhamel,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon.—12.</i>
	<i>Maurice,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent douze mille sept cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du parlement, y compris \$10,000 pour les statues de la fontaine (48,000 non employées à accorder de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, *Quebec*, murs et contreforts, mobilier, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood* ; serre, cave aux légumes, remise, loge du gardien etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La seconde résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. *Tourigny* propose comme amendement, secondé par M. *Duplessis*, Que les mots suivants soient ajoutés à la dite résolution :

“ Mais en concourant dans cette résolution, cette Chambre se rappelant que l'honorable Trésorier dans son discours sur le budget, le 12 avril 1887, a déclaré que la somme de \$75,000 suffirait pour finir complètement l'Hôtel du Parlement, regrette que le gouvernement, après avoir fait voter en 1888 une somme de \$300,000 en sus des \$75,000 votées en 1887, ait mis si peu de soin à surveiller l'exécution des travaux, qu'il se trouve obligé de demander encore une somme de \$112,760 (comprenant \$48,000 déjà votées). ”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Taillon.—12.</i>
	<i>Maurice,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—25.</i>
<i>Duhamel,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La quatrième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. *Murphy* rapporté du comité des subsides, divers résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de ponts en fer dans les municipalités ; (\$50,000.00 à voter de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de nouvelles voûtes pour les palais de justice et les prisons dans les districts ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des explorations dans les comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *L'Islet*, *Kamouraska*, *Montmagny*, *Témiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au second rapport du comité d'agriculture, adopté à l'unanimité par l'Assemblée législative le 14 juin 1886 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la cour de circuit et bureau d'enregistrement de *Kamouraska* ; pour construction de l'étage supérieur, logement du greffier de la cour et mobilier fixe du palais de justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Bibliothèque du Code civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent quatre-vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat du Dictionnaire numérique de *de Boucherville*, ordre du surintendant de l'instruction publique, en date du 15 avril 1886, approuvé par l'honorable *J. J. Ross*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les héritiers *John Langelier*, règlement de procès sur pétition de droit accordée le 5 novembre 1884 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des portraits des Orateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quatorze piastres et cinquante trois cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au paiement de réparations faites à l'école de Frère *Arnold* à *Montréal*, par *Jno. Farrell* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de la bibliothèque de l'hon. juge *Polette* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent quatre-vingt-deux piastres et quarante cents soit accordée à Sa Majesté, pour règlement avec les héritiers de l'honorable *T. J. J. Loranger*, frais de voyage, de bureau, et traitement du secrétaire à *Montréal*, du 1er mai 1882 à mars 1885, re la codification des lois, montant réclamé par la succession et basé sur un Ordre en Conseil du 11 mars 1885. Réduction de cinq piastres à trois piastres par jour, par entente mutuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une nouvelle carte de la province par le ministère des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La quatrième et la cinquième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.



Et la question étant mise aux voix, — Que la sixième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la question étant mise aux voix, — Que la septième résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochelleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Palletier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudet et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret</i>	<i>Turcotte.—26.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>		

Contre :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin, (Bonaven-</i>	<i>Poupore et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon.—12.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La huitième résolution et les suivantes jusqu'à la douzième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Murphy* rapporte, du comité des subsides, deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des réclamations pour la construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes en souffrance (dépenses du trafic.) (Revenu) du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$104,392.01, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

---

*Résolu*, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,110,776.94, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin, mil huit cent quatre-vingt-dix, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$104,392.01, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

*Résolu*, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,110,776.94, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin, mil huit cent quatre-vingt-dix, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un bill pour octroyer à Sa Majesté les derniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1889 et le 30 juin 1890 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre demain.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Que, pour venir en aide à l'école des sourds-muets à *Mile End*, près de *Montréal* et pour venir au secours d'un certain nombre de cultivateurs qui demandent de l'assistance ;

Il soit présenté une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur d'émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province, pour la somme de trois mille piastres, pour aider la dite école des sourds-muets, et la somme de cinquante mille piastres pour l'achat de grains de semence, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

---

Jeudi, 21 Mars 1889.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1889 et le 30 juin 1890 et pour d'autres fins du service public, étant lu ;

L'honorable M. *Shekyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Robertson*,—Que les mots suivants :

“ Attendu qu'il est de notoriété publique qu'à l'occasion des nominations à un emploi sous le gouvernement de cette province ou dans aucun des départements, ou de l'obtention de certaines faveurs ministérielles, il est devenu d'usage, pour le parti actuellement au pouvoir et pour certains de ses amis, dans l'entourage du gouvernement, et sans que les ministres puissent l'ignorer, de faire payer des sommes d'argent plus ou moins élevées, sinon en considération directe de telles nominations ou obtention de faveurs, au moins en rapport avec icelles.

“ Attendu que le gouvernement actuel a été publiquement accusé d'avoir payé une somme de \$15,000 à M. *Daniel Ford*, malgré le protêt de l'entrepreneur, M. *J. P. Whelan* et dans des circonstances qui indiqueraient que ce paiement a été fait contrairement à l'intérêt public et pour des raisons ou considérations non justifiables.

“ Attendu que des sommes considérables ont été payées par l'administration actuelle à M. *J. P. Whelan*, constructeur du palais de justice à *Québec*, et à M. *Alphonse Charlebois*, constructeur du palais législatif.

“ Attendu que plusieurs réclamations contestées, pour des montants très élevés, ont été réglées par la dite administration.

“ Attendu qu'il est de notoriété publique que, sur et à même les sommes ainsi payées, les dits entrepreneurs ont payé ou souscrit à diverses dates, en faveur du parti actuellement au pouvoir ou des amis de ce parti, des sommes assez considérables pour donner lieu au soupçon.

“ Attendu qu'il est de notoriété publique que, sur et à même les montants payés, sous l'administration actuelle, comme subventions aux chemins de fer, les compagnies de chemins de fer ont eu à payer des sommes considérables à des entremetteurs pour obtenir le paiement de leurs subsides.

“ Cette Chambre croit devoir protester contre ces faits qui sont de nature à inspirer des craintes sur l'administration des affaires de la province et qui ne peuvent qu'être préjudiciables à l'intérêt public,” soient ajoutés à la motion.

M. *Lemieux* propose comme sous amendement, secondé par M. *Tessier*, Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ il n'y a aucune preuve devant cette Chambre et dans le public des faits allégués dans la dite motion, lesquels doivent être considérés faits gratuitement et d'une manière calomnieuse, pour un but de succès de parti et de manière à déprécier nos institutions provinciales.

“ Que le système d'insinuation suivi par l'opposition est regrettable et que, dans l'intérêt de sa propre dignité et celui de la province, elle devrait renoncer à ce système, et porter courageusement et d'une manière directe toute accusation qu'elle peut avoir à porter.

“ Que cette Chambre a confiance dans le gouvernement actuel et croit être à cet égard, l'expression de l'opinion publique.”

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms ant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte. — 24.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon. — 12.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,  
*Ordonné,* Que le bill soit maintensnt lu la seconde fois.  
 Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.  
*Ordonné,* Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.  
 Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.  
*Résolu,* Que le bill passe.  
*Ordonné,* Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mars courant, pour un état donnant le montant des dépenses de voyage des personnes chargées de négocier les divers emprunts de la province. (*Documents de la session, No. 181.*)

L'honorable M. *Gagnon*, Sécértaire de la province, met devant la Chambre,—un état des travaux de la présente session, 1889 ; étant la 3ième de la 6ième Législature, lequel est lu comme suit :

L'ouverture de la Session a eu lieu le 9 janvier 1889.

La prorogation aura lieu le 21 mars 1889.

Nombre de jours de séance.....	53
“ “ session.....	72 jours
La Chambre a voté.....	64 fois

Nombre de pétitions présentées.....	429
“ d'adresses ordonnées.....	49
“ d'ordres de la Chambre ordonnés.....	147
“ de documents de la session, réponses aux adresses et ordres de la Chambre.....	182
“ de bills présentés à l'Assemblée législative.....	181
“ “ “ au Conseil législatif.....	23
“ “ venus du “ “.....	14
“ “ devant être sanctionnés.....	116
“ d'avis de motions ayant rapport aux interpellations..	252
“ “ “ “ aux bills.....	108
“ “ “ “ aux adresses et ordres.....	212
“ “ “ “ aux comités.....	7
“ “ “ “ à divers sujets.....	76
“ total des avis de motions.....	655
La Chambre s'est formée en comité général sur résolutions.....	12 fois
“ “ “ “ “ sur subsides.....	14 “
“ “ “ “ “ sur bills.....	154 “
Total.....	180 “

Nombre de rapports faits par les comités permanents et spéciaux suivants :

Bills privés.....	21
Chemins de fer.....	8
Ordres permanents.....	10
Législation.....	13
Agriculture.....	6
Comptes publics.....	4
Bibliothèque.....	2
Impressions.....	2
Industries.....	1
Privilèges et Elections.....	2
Chemins à barrières.....	2
Enquête <i>re l'Electeur vs. Gouvernement Ross-Taillon</i> .....	4
Traverse ( <i>Québec et Lévis</i> ).....	2
Code municipal.....	2
Total.....	78 rapp.

M. Tessier propose, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice, Que la moitié de l'honoraire payé sur le bill concernant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que la requérante est une veuve, une personne pauvre, chargée d'une nombreuse famille, et que les biens à l'égard desquels le dit bill a été demandé sont d'une valeur peu considérable ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par M. *Tessier*, Que la moitié de l'honoraire payé sur le bill autorisant la vente des biens substitués, en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture* dite *Lamonde*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; vu qu'il s'agit de biens de minime valeur et que les intéressés sont pauvres ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 2 heures 30 p.m., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Deux heures et demie P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill, intitulé : Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1889, et le 30 juin 1890, et pour d'autres fins du service public."

Bill, intitulé : " Acte amendant la loi des chemins de fer."

Bill, intitulé : Acte pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de *Québec*."

Bill, intitulé : " Acte amendant la loi des licences de *Québec*."

M. *Murphy*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la législature, présente à la Chambre, le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression des suivants :

No. 89a.—Réponse à une adresse, du 21 janvier 1889, pour copie de tout arrêté en Conseil, ou toute dépêche chargeant l'honorable *F. Langelier* d'occuper dans la contestation soulevée au sujet de la construction de certains chemins de fer dans le *Manitoba* ; et de toute correspondance entre le gouvernement et l'honorable *F. Langelier*, au sujet de cette affaire ; aussi de tout mémoire, factum, et toutes écritures généralement produites par l'honorable *F. Langelier*, dans la dite affaire ; et de plus, copie du compte produit par l'honorable *F. Langelier* pour ses honoraires.

No. 89b.—Réponse à une adresse, du 24 janvier 1889, pour copie du jugement ou de la décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des chemins de fer à *Manitoba* ; copie des questions soumises au tribunal ; copie des mémoires ou factums des parties intéressées et représentées devant le tribunal, ainsi que des notes sténographiques des plaidoyers et des avocats, ainsi que les témoignages et documents s'y rapportant.

No. 92.—Réponse à adresse, du 7 février 1889, demandant copie de tous les arrêtés du Conseil rendus au sujet du tarif ou des tarifs à être suivis devant les magistrats de district ou la cour des magistrats de district.

No. 100.—Réponse à ordre, du 14 février pour un état montrant quel montant a été perçu chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement, pour cens et rentes et à compte du capital. Quel a été, dans chaque seigneurie et pour chaque année, le montant des frais de perception. Quel est dans chacune de ces seigneuries, le montant du capital sur lequel les rentes sont basées.

4. Quel est le pourcentage qui a été accordé ou retenu par les agents du gouvernement sur les perceptions faites dans chacune de ces seigneuries.

No. 114.—Réponse à ordre, du 13 février 1889, pour copie du premier rapport annuel de *J. B. Charleson*, en date du 15 décembre dernier, sur les opérations forestières de 1888-88.

No. 128a.—Réponse à ordre, du 25 février 1889, demandant copies de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en Conseil, au sujet de la réclamation de *M. W. P. Lockwood*, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890.

No. 128b.—Réponse supplémentaire à adresse, du 25 février, 1889, demandant copie de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en Conseil au sujet de la réclamation de *M. W. P. Lockwood*, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890. Ainsi que les témoignages et documents s'y rapportant.

No. 138.—Réponse à ordre, du 18 février 1889, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, concernant la désaveu des lois passées par cette Législature, à la dernière session.

No. 140.—Réponse à adresse, du 12 mai 1887, demandant : 1. Un état, année par année, de toutes les sommes payées par la province, à quel titre que ce soit, à *MM. Lacoste, Globensky et Bisillon*, avocats de *Montréal*, ou à l'un quelconque de ces messieurs du 30 juin 1880 au 31 de janvier 1887.

2. Copie de chacun des comptes et mémoires de frais sur lesquels ces sommes ont été payées.

No. 166.—Réponse à adresse, du 7 février 1889, demandant : 1. Etat indiquant par numéros et rangs, tous les lots octroyés par lettres patentes, en l'année 1878 et 1879 dans les townships de *Marston, Hampden* et *Ditton* pour le bénéfice, soit d'une compagnie d'Ecosse "*The Glasgow Colonization Land and Timber Company, (Limited)*," ou soit d'un nommé *Aeneas McMaster*, représentant la dite compagnie, avec mention du nombre des patentes pour tels octrois, de la date de leur émission et du nombre total d'acres de terre ainsi octroyés.

2. Copie de tous les rapports et certificats d'agents ou autres officiers du département des terres, au sujet de la question de l'accomplissement des conditions d'accomplissement.

3. Copies de toutes décisions du Commissaire des terres touchant cette dernière question et toutes correspondances au sujet de la concession de ces lots ; ainsi que de tous ordres en Conseil s'y rapportant.

No. 177.—Réponse à adresse, du 4 mars 1889, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et de tout membre du Conseil de l'Instruction publique, concernant la résignation de tel membre du dit Conseil, depuis le 27 janvier 1888.

Votre comité recommande de plus que l'ordre donné dans le dernier rapport du comité pour l'impression des documents suivants soit annulé :

Nos. 19, 36, 44, 47, 49, 55, 57, 58, 63, 64, 65, 69, 69½, 71, 76, 83.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier à la *Verge Noire* :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

- B.—Acte à l'effet de réduire le capital social de la compagnie d'entrepôt de *Quebec*.
- C.—Acte ratifiant et confirmant la vente d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entre vifs de *Marie Anne Corbeil* en faveur de *Pierre Picotte* et *Uxor*.
- D.—Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'honorable *Elzéar Henri Juchereau Duchesnay*.
- E.—Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif.
- G.—Acte pour confirmer et ratifier la vente de certains biens de la succession testamentaire de feu *Louis Taché*.
- L.—Loi constituant en corporation la Compagnie des caoutchoucs d'*Hochelaga*.
- N.—Loi pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de feu l'honorable *Jean-Louis Beaudry*, et pour d'autres objets.
- O.—Acte étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de *Quebec*.
- U.—Acte pour amender le code civil du *Bas-Canada*.
- 2.—Acte amendant la loi des élections contestées de *Québec*.
- 3.—Acte amendant les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie.
- 4.—Acte concernant les commissions des employés publics.
- 6.—Acte amendant le chapitre cinquième du titre huitième des Statuts refondus de la province de *Quebec*, concernant les asiles d'aliénés.
- 7.—Acte amendant les lois relatives aux terres publiques.
- 8.—Acte amendant la loi relative aux magistrats de district.
- 9.—Acte créant un bureau du revenu dans le département du trésor.
- 11.—Acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole.
- 14.—Acte permettant au ministre de la justice du *Canada* de comparaître devant les tribunaux de cette province, et amendant la loi du barreau à cette fin.
- 15.—Acte amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de *Quebec*, relatif aux compagnies à fonds social.
- 16.—Acte amendant la loi de la pêche en cette province.
- 17.—Acte amendant la loi de l'instruction publique.
- 18.—Acte amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies de la cité de *Montréal*.
- 20.—Acte amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages.
- 21.—Loi constituant en corporation le *Bel-Air-Jockey-Club*.
- 22.—Loi autorisant le conseil municipal de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* à prélever certains droits de quaiage.
- 23.—Acte amendant l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 75, et abrogeant l'acte 51-52 *ria*, chapitre 85, concernant l'incorporation de la ville de *Longueuil*.
- 24.—Loi nommant un fideicommissaire à la succession de feu *Horace Dryden Clark*.
- 25.—Loi constituant en corporation "l'Union *Saint-Vincent de Montréal*."
- 26a.—Loi autorisant *Alexandre A. Graham*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Quebec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Quebec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire.
- 26b.—Loi autorisant *William S. Cotton*, chirurgien dentiste, à exercer sa profession dans la province de *Quebec*, et donnant à l'association des dentistes de la province de *Quebec* l'autorisation et l'ordre de lui accorder un certificat de licence de chirurgie dentaire.
- 27.—Loi constituant en une corporation spéciale le curé de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire de Lévis*.
- 28.—Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*.
- 29.—Loi érigeant en municipalité séparée la partie Nord-Ouest de la municipalité du village de la *Côte-des-Neiges-Ouest*.



30.—Loi autorisant la communauté des Sœurs de charité de la Providence à construire un pont au-dessus de la voie publique, dans la paroisse de la *Longue-Pointe*.

32.—Loi amendant le statut 39 Vict., chap. 50, incorporant la cité de *Sherbrooke* et les lois qui l'amendent.

33.—Acte détachant du canton de *Stanbridge* un certain territoire et l'érigeant séparément sous le nom de "la municipalité de *Stanbridge Station*."

34.—Loi détachant du canton de *Stanbridge* et érigeant en municipalités distinctes les paroisses de *Saint-Ignace de Stanbridge* et de *Notre-Dame de Stanbridge*.

36.—Loi constituant en corporation la ville de *Notre-Dame-des-Neiges*.

38.—Loi autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Fergus Murphy* au nombre de ses membres, après examen.

39.—Loi concernant la succession de feu *John Ogilvie*.

40.—Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de feu *Dame Marie Geneviève Sophie Raymond*, à aliéner certains immeubles.

41.—Loi modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de *Lachine* et conférant d'autres pouvoirs à cette corporation.

44.—Acte concernant la protection des bois contre le feu.

48.—Acte amendant la loi relative au Barreau de la province de *Quebec*.

50.—Acte amendant le code municipal.

51.—Acte décrétant de nouveau et amendant la loi concernant les dentistes.

53.—Loi amendant l'acte de l'ancienne province du *Canada*, 9 Victoria, chapitre 99 intitulé : "Acte pour incorporer la communauté des Filles de la charité, de la paroisse de *Saint-Hyacinthe*, dans le district de *Montréal*, pour le soin des personnes infirmes et des malades et pour d'autres fins."

55.—Loi amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 90, et conférant de nouveaux pouvoirs à la ville de *Sainte-Cunégonde*.

56.—Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de *Saint-Gabriel*.

59.—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de *Matane*.

60.—Loi détachant certains lots du comté de *Nicolet* pour les annexer au comté de *Arthabaska* ainsi qu'à la paroisse de *Sainte-Anne du Sault* érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots.

61.—Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de l'Est.

62.—Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la *Péninsule de Gaspé*.

63.—Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Le Nord Central*.

64.—Loi constituant en corporation la Compagnie du pont des ville et paroisse de *Nicolet*.

66.—Loi autorisant les grevés et curateurs des substitutions créées par les testaments de feu *Thomas Durocher* et de feu *Marie Coulombe*, à vendre et aliéner certains immeubles substitués.

67.—Loi autorisant la vente des biens substitués, en vertu du testament de *Marie Geneviève Couture* dite *Lamonde*.

68.—Loi autorisant l'admission de M. *Joseph-Edmond-Gustave Lemieux*, de la cité de *Quebec*, à l'étude de l'art dentaire.

69.—Loi amendant les actes concernant la Compagnie du Gaz de *Québec*.

70.—Loi concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires du testament de feu *Taylor Little* et leur remplacement.

71.—Loi autorisant le barreau de la province de *Quebec* à admettre, après examen, *Lawrence Lynch*, au nombre de ses membres.

72.—Loi constituant en corporation "*The Second Advent church of the province of Québec*."

74.—Loi validant, pour les effets de la loi de la province de *Québec* relative aux droits réels et civils, le mariage contracté entre *Odilon Mongenais* et *Marie Anny McMillan*.

75.—Loi revisant et refondant la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent.

76.—Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lotbinière* et *Mégantic*.

77.—Loi amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 162, des Statuts du Parlement de l'ex-province du *Canada*, constituant en corporation le Collège Congrégationel de l'*Amérique Britannique du Nord*.

78.—Loi amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont-Neuf de *Saint-Hyacinthe* et les actes qui l'amendent.

79.—Loi autorisant à hypothéquer certains immeubles substitués en faveur des enfants de *François Mandeville*.

80.—Loi constituant la cité de *Sorel* en corporation.

81.—Loi constituant en corporation la Compagnie d'amélioration de la ligne du *Saint-Laurent*.

82.—Loi autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de Dame *Emilie Henriette Hélène Taché*.

83.—Loi constituant en corporation "l'Association provinciale des instituteurs protestants de *Québec*."

89.—Acte amendant la loi des élections contestées.

90.—Acte amendant la loi électorale de *Québec*.

91.—Acte amendant les articles 1745, 5917 et 5918 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relativement aux exemptions de saisie.

94.—Acte amendant la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

96.—Acte amendant la loi électorale de *Quebec*, relativement à la liste des électeurs dans la cité de *Montréal*.

100.—Loi confirmant un certain acte de rétrocession et de résiliation de donation, passé entre *Joseph-Louis Carle* et *Louis-Carle* et *Louis-Napoléon Carle*, ès-qualité.

102.—Loi pourvoyant plus efficacement à la construction, à l'ameublement et à la décoration de l'église et de la sacristie de la paroisse de *Saint-Charles Borromée* de *Joliette* dans le district de *Montréal*.

105.—Acte amendant l'article 483a du code de procédure civile, ajouté par l'article 5905 des Statuts refondus de la province de *Québec*, quant à la révision des jugements.

106.—Loi confirmant la vente de certaines propriétés par Dame *Elise Cloutier* à sieur *Philippe Richard*.

107.—Loi constituant en corporation la Société *Saint Jean-Baptiste* de bienfaisance d'*Aylmer*, province de *Québec*.

108.—Acte déclarant insaisissables les bénéfices établis par les sociétés de bienfaisance, constituées en corporation, en faveur de leurs membres.

110.—Acte validant certaines ventes de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice, dans la cité de *Montréal*.

115.—Loi constituant en corporation la Compagnie dite "*The Montreal safe deposit company*,"

116.—Acte amendant la loi relative aux inhumations et exhumations.

122.—Acte amendant la loi des manufactures de *Québec*.

123.—Acte amendant la loi de la chasse.

126.—Loi autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Louis Philippe Robitaille* au nombre de ses membres.

127.—Acte amendant la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette. (51-52 Vict., chap. 9.)

129.—Acte amendant la loi des compagnies pour l'empierrement des chemins.

135.—Acte amendant les articles 1903 et 2281 des Statuts refondus de la province de *Québec*, concernant l'instruction publique.

136.—Acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer et de navigation du *Lac Saint-François*.

137.—Loi autorisant le recteur et les syndics de l'église *Saint-Thomas, Montréal*, à disposer de certaines propriétés à eux léguées par feu *Thomas Molson*.

138.—Acte pour enlever tout doute au sujet des limites de Portage du Fort, province de *Québec*, et les mieux déterminer.

139.—Acte amendant la loi électorale de *Québec*, en étendant le droit de suffrage, et amendant le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation.

141.—Acte amendant l'article 186 des Statuts refondus de la province de *Québec*, au sujet de l'avis du dépôt de la liste des électeurs.

142.—Acte amendant la loi concernant les sociétés de construction.

143.—Acte amendant certains articles du code civil et ajoutant de nouvelles dispositions à ce code.

146.—Acte amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relatif aux directeurs des sociétés d'agriculture.

154.—Acte amendant les Statuts refondus de la province de *Québec*, relativement à l'administration de la justice dans le district de *Saguenay*.

156.—Acte pour exempter de taxes municipales et scolaires les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture, et employées par ces sociétés.

158.—Acte amendant la loi électorale de *Québec*.

169.—Acte pourvoyant à la formation de sociétés agricoles et laitières.

172.—Acte amendant la loi des chemins de fer.

173.—Acte concernant l'application, par l'Exécutif, des lois de cette province.

179.—Acte concernant les subventions de certains chemins de fer.

180.—Acte amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

182.—Acte amendant l'article 533 du Code municipal.

184.—Acte amendant l'acte 49-50 Victoria, chapitre 6, relatif au district judiciaire d'*Ottawa*.

185.—Acte amendant la loi relative à la cession de biens.

187.—Acte amendant l'article 2319 des Statuts refondus de la province de *Québec*, relativement à la résidence des juges.

190.—Acte pour faire disparaître des doutes dans la section 2 de l'acte 51-52 Vict., chap. 116, concernant la Compagnie royale d'électricité.

192.—Acte pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de *Québec*."

194.—Acte amendant la loi des licences de *Québec*.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative adresse la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur :

" Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1889 et le 30 juin 1890 et pour d'autres fins du service public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce Bill la sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres, le discours suivant :

---

*Honorables messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

En venant mettre fin aux travaux importants de cette session, je dois vous féliciter de l'intelligence avec laquelle vous avez rempli vos devoirs publics et de la courtoisie qui a distingué toutes vos discussions. C'est en donnant souvent des preuves d'une telle intelligence et d'une pareille courtoisie que notre Législature donnera de nouvelles forces à nos institutions provinciales, et leur assurera le respect de tous les habitants de ce grand pays.

Vous avez adopté des lois importantes qui contribueront, je l'espère, à la prospérité publique.

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Les subsides que vous avez votés à Sa Majesté pour le service public seront employés, je l'espère, avec une intelligente économie ; et tout en vous remerciant de ces subsides au nom de Sa Majesté, j'aime à croire que leur emploi contribuera considérablement à favoriser l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je vous remercie de votre zèle dans l'accomplissement de vos travaux législatifs et fais des vœux pour votre bonheur, celui de vos familles et la prospérité de cette province

Alors l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif :*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que cette Législature soit prorogée à mardi, le trentième jour d'avril prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au trentième jour d'avril prochain.

---

# ANNEXES

---

## LISTE DES ANNEXES, 1889

---

- A.**—Barreau de la Province de Québec,—Requête du Conseil général du—.
- B.**—Université McGill,—Requête de l'—.
- C.**—Bishop's College, Lennoxville,—Requête du—.
- D.**—Université McGill,—Requête de la Faculté de droit de l'—.
- E. & F.**—L'Electeur *vs.* l'ex-gouvernement Ross-Taillon,—Comité d'enquête *in re*—.
- G.**—Traverse entre Québec et Lévis,—Second rapport du comité spécial sur le Bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de Québec et la ville de Lévis.
-



# ANNEXE A

*A l'Assemblée Législative*

*De la province de Québec*

L'humble requête du Conseil Général du Barreau de la Province de Québec expose respectueusement :

Qu'à une séance du conseil général du barreau de la province de Québec, tenue à Québec, au Palais de Justice, le 30 janvier courant, à laquelle tous les membres du dit Conseil étaient présents, savoir : Rouer Roy, écr., C. R., Batonnier Général, et l'honorable Rodolphe Laflamme, tous deux de Montréal, l'honorable François Langelier et Geo. Lampson, écr., de la cité de Québec, l'honorable A. Turcotte et J. L. Hould, écr., C. R., des Trois-Rivières, William T. White, écr., C. R., et L. E. Panneton, écr., C. R., de Sherbrooke, Eug. Crépeau, écr., C. R. d'Arthabaska, J. P. Noyes, écr., de Bedford, et S. Pagnuelo, écr., C. R., Secrétaire-Général et membre du dit Conseil.

Il a été résolu unanimement de représenter par requête à Votre Honorable Chambre que le dit Conseil Général du Barreau est opposé :

1. Au bill No. 47 pour admettre aux professions libérales, sans examen, les porteurs de diplômes de bacheliers ès-arts ;

2. Au bill tendant à enlever au Barreau le droit de déterminer les cours de droit qui doivent être suivis par les élèves pour conférer au degré de bachelier ès-loi le privilège de l'exemption d'un an d'étude ;

3. Au bill tendant à constituer en section le Barreau du district d'Ottawa, et

4. Aux bills privés maintenant soumis à la Législature pour admettre à la profession les pétitionnaires sans leur faire subir l'examen préliminaire pour l'admission à l'étude.

Les motifs qui engagent le Conseil Général à s'opposer à ces diverses mesures sont, entr'autres, les suivantes :

1. Quant au bill No. 47, l'expérience acquise aux examens du Barreau a démontré que les degrés universitaires accordés dans cette province ne sont pas toujours une preuve de la qualification des gradués, surtout si l'on en juge par les degrés accordés pour les études légales.

En deuxième lieu, l'université McGill, ainsi qu'il a été démontré devant un comité de cette chambre, en 1886, accorde le degré de bachelier ès-arts à tous les élèves qui terminent leur cours à la faculté des arts, tandis que le degré de bachelier ès-arts ne s'accorde qu'à un très petit nombre d'élèves dans les collèges affiliés à l'Université-Laval, et il existe dans cette province des collèges classiques qui n'ont pas le droit d'accorder des degrés universitaires. Pour rendre justice égale à tous les collèges classiques, il faudrait admettre sans examen tous les élèves qui ont suivi un cours complet d'études dans les collèges classiques de cette province ; Or il est constaté par l'expérience acquise aux examens du Barreau que les études dans les collèges classiques dans un très-grand nombre de collèges ne sont pas assez élevées pour accepter leurs certificats ou diplômes sans plus ample examen ; que plusieurs sciences considérées importantes sont très négligées dans la plupart des collèges ; que le programme et le mode d'examen adoptés par le

Barreau ont eu l'effet de forcer les collèges classiques à soigner d'avantage leurs cours d'études et à forcer les élèves à les suivre avec plus de soin et d'assiduité. Nous croyons pouvoir affirmer que ce programme et ces examens ont eu l'effet déjà de relever le niveau des études classiques et que ce serait rétrograder que d'adopter la mesure proposée par le bill No. 47.

II.—La loi depuis 1866 accorde aux gradués en loi des universités le privilège de l'exemption d'un an d'études. Ce privilège est basé sur la présomption que les gradués ont suivi des cours sérieux de droit pendant trois ans. Or il est parfaitement connu que les degrés en loi ont été accordés à venir jusqu'à tout dernièrement à des élèves qui avaient suivi des cours pour la forme seulement, et que des facultés de droit ne donnaient aussi des cours que pour la forme. La même loi de 1866 accordait au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la faculté de prescrire aux universités le cours de droit qu'elles seraient tenues de suivre pour donner à leurs diplômés le privilège en question. Le Barreau a fait des instances répétées auprès du gouvernement pour l'induire à prescrire ce programme, mais sans aucun résultat. En 1885, les officiers en loi de la Couronne ont finalement informé le Barreau que cette matière n'était pas du ressort du gouvernement et qu'elle appartenait au Barreau. En conséquence la loi a été changée en 1886, transférant au Conseil Général du Barreau les pouvoirs qui ont appartenu pendant vingt ans au gouvernement et qui pendant vingt ans ont été lettre morte. Le Conseil Général du Barreau, après avoir étudié les cours annoncés par les facultés de droit et avoir consulté les mêmes facultés, a passé un règlement pour déterminer le nombre de leçons qui doivent être suivies par les élèves durant le cours de trois ans, sur chaque branche enseignée dans les Universités, ce règlement est en force depuis le premier janvier, 1887, seulement et déjà tout le monde reconnaît qu'il a eu les plus heureux résultats, en forçant les élèves à suivre les cours plus régulièrement, et en forçant les universités à donner les cours d'une manière sérieuse. Le projet de loi maintenant soumis à la Législature pour enlever au Conseil Général le pouvoir en question aurait un effet désastreux sur l'enseignement du droit et sur la haute éducation en général ; c'est pourquoi vos pétitionnaires vous supplient au nom de l'intérêt public et de la profession légale de ne pas enlever ce pouvoir au Conseil Général.

III.—D'après la loi du Barreau de 1886, il existe six sections dans la province, dont chacune a ses représentants au Conseil Général et sur le bureau provincial des examinateurs ; il est également pourvu que le Conseil Général pourra établir des sections nouvelles dans les districts où il aura au moins trente avocats résidents. L'établissement d'une section donne droit au district d'être représenté au Conseil Général et sur le bureau des examinateurs. Chacune des sections actuelles a trois représentants sur le bureau des examinateurs et un ou deux représentants au Conseil Général. Le barreau d'Ottawa n'a pas, d'après le tableau, le nombre de membres requis pour être constitué en section nouvelle ; de plus il ne s'est jamais adressé au Conseil Général à cette fin. Le Conseil proteste contre l'intervention de la Législature pour créer des sections nouvelles en dehors de la loi générale, si le barreau d'Ottawa veut se constituer une bibliothèque pour lui-même, la loi actuelle lui donne toutes les facilités de le faire en se constituant en association de bibliothèque. La multiplicité des sections n'est pas désirable dans l'intérêt général et vos pétitionnaires soumettent respectueusement que cette loi d'exception constituerait un précédent dangereux qui aurait pour effet de bouleverser l'organisation du barreau sans aucune utilité apparente.

IV.—Au sujet des bills privés maintenant pendant devant cette Législature pour admettre les pétitionnaires à la pratique du droit, sans subir l'examen requis pour l'admission à l'étude, les soussignés exposent que le conseil général a seul le contrôle des examens pour l'admission à l'étude et à la pratique, et que les pétitionnaires de ces bills privés auraient dû s'adresser au conseil général pour lui exposer les raisons qu'ils pouvaient avoir de ne pas se soumettre à la loi commune.



Autrefois chaque section avait le droit d'admettre à l'étude et à la pratique du droit. Ce système a été changé et le contrôle des examens est confié au conseil général et à un bureau unique d'examineurs pour la province, dans le but, 1o. d'établir un niveau uniforme dans toute la province et par conséquent plus juste pour tout le monde ; 2o de relever le niveau des études classiques et légales dans l'intérêt du public et de la profession ; 3o de soustraire les examinateurs aux influences locales et personnelles et aux obsessions des parents et amis des candidats.

Le système actuel fonctionne à la satisfaction générale et a déjà produit de très bons résultats.

Les soussignés espèrent que votre Honorable Chambre protégera la profession contre toute tentative de violer sa constitution et ses droits et privilèges et qu'elle n'aura point d'égard aux recommandations qui pourraient être données par les conseils de sections qui sont toujours soumis plus ou moins aux influences locales et personnelles et ne sont pas chargés des examens.

Lorsqu'il pourra se présenter des cas favorables de faire une exception à la règle commune, le conseil général est le seul chargé par la loi d'accorder ce privilège et le seul en état de juger de la valeur de ces demandes.

En conséquence, vos pétitionnaires vous supplient de ne pas avoir égard aux demandes de bills privés qui pourraient être faites sans l'approbation du conseil général et dans tous les cas de ne pas accorder la faveur de bills privés sans soumettre les pétitionnaires à l'obligation de subir l'examen préliminaire à l'étude du droit aussi bien que l'examen final sur le droit.

Ils vous supplient encore de ne pas accepter de demandes de changer ou amender la loi du Barreau sans avoir consulté le conseil général, gardien né de ses intérêts.

Et les requérants ne cesseront de prier.

ROUER ROY,

Batonnier général.

S. PAGNUELO,

Secrétaire-trésorier

du conseil-général.

## ANNEXE B

A l'honorable Assemblée législative de la province de *Quebec*, en session.

La requête des soussignés, représentant l'Université *McGill*, expose respectueusement :

Qu'à la dernière session de la Législature vos requérants ont représenté à votre honorable Chambre les difficultés provenant de certaines incapacités dont se trouvait frappé l'Université et par cela même l'enseignement professionnel, par les règlements du Conseil du barreau, ainsi que la nécessité de faire reconnaître ici, comme dans les autres pays, le degré de bachelier ès-arts, comme suffisant à l'admission à l'étude des professions.

Que le but désiré n'a pas été obtenu, et qu'il y a encore devant la Législature des projets de loi à cet effet.

Que des représentations ont été faites à votre honorable Chambre, dans un mémoire signé par le bâtonnier général et le secrétaire du Conseil du barreau, se plaignant qu'on avait accordé des degrés à des étudiants en droit qui n'avaient "suivi les cours que pour la forme," et que la Faculté n'avait donné des "cours que pour la forme."

Nous nions ces faits comme contraires à la vérité, en tant que cette université s'y trouve concernée, et nous sommes prêts à le prouver par les archives de notre Faculté de droit, depuis nombre d'années, ainsi que par les succès obtenus par nos gradués lors de leurs examens pour l'admission à la pratique.

On a aussi représenté, dans le même mémoire, que l'Université donne le titre de Bachelier ès-arts à tous les étudiants qui complètent le cours suivi dans la Faculté des arts. Si cet axancé n'a trait qu'aux examens définitifs exigés pour obtenir le degré, c'est là tout ce à quoi on pourrait s'attendre dans bien des cas, puisque les élèves de la Faculté des arts de cette université doivent d'abord subir un examen d'immatriculation, où ils échouent dans une proportion qui dépasse 28 pour cent, et doivent ensuite suivre un cours qui comprend au-delà de trois ou quatre ans d'études, et dans lequel il faut encore subir huit examens à chacun desquels quelques-uns des aspirants sont renvoyés, de sorte qu'il y en a peu qui échouent aux examens définitifs, ceux qui se font inscrire pour le titre de B. A., n'y parviennent cependant que dans une proportion restant au-dessous de 52 pour cent. Ces faits sont appuyés par des statistiques publiées dans les journaux et dans les rapports de cette Université. Il est tout de même évident que cet axancé a été fait dans le but de mettre le public sous l'impression que le degré de Bachelier ès-arts est accordé par cette Université sans exiger de l'élève les connaissances requises, ce qui est absolument inexact. Nous nions par conséquent la vérité de cet axancé, quant au sens qu'il comporte dans le mémoire en question, et nous affirmons de nouveau, comme nous l'avons déjà allégué dans une requête précédente, que, pour ceux qui ont obtenu le degré de Bachelier ès-arts d'une université, ce degré doit être reconnu comme leur donnant le droit d'être admis à l'étude d'une profession sans autre examen. C'est là un privilège accordé dans tous les autres pays qui possèdent des universités, et la raison en est on ne peut plus évidente, puisque c'est le moyen d'engager l'aspirant à obtenir une parfaite éducation libérale. Nous soumettons de plus à ce sujet que le cours des arts, dans les universités protestantes, est en tout point suffisante, et peut être comparé à ceux que l'on donne en d'autres pays, où on leur accorde les privilèges en question.

Nous pouvons donner la preuve la plus complète de ces faits si on le désire.

Vos requérants vous prient, en conséquence, de ne pas ajouter foi aux allégations et faux avancés qui font le sujet des dénégations ci-dessus, et de vouloir bien nous accorder l'acte de justice que nous réclamons par les présentes ; et vos requérants ne cesseront de prier.

Pour l'Université,

JOHN H. R. MOLSON,

Président provisoire.

J. WM. DAWSON, C. M. G. L. L. D.

Vice-Chancelier.



J. W. BRACKENRIDGE, B. C. L.,

Secrétaire

### COLLÈGE MCGILL DE MONTRÉAL

#### FACULTÉ DES ARTS.

Comparaison du nombre des aspirants à l'immatriculation au cours de première année, avec le nombre des élèves de la même classe qui ont obtenu le degré de B. A., quatre ans après.

Session.	Inscription (Nombre des aspirants.)	B. A.	Année.
1879-80	32 sur lesquels	16 ont gradué en avril	1883
1880-81	34 do	18 do do	1884
1881-82	36 do	18 do do	1885
1882-83	40 do	23 do do	1886
1883-84	41 do	21 do do	1887
1884-85	43 do	20 do do	1888

Total des inscriptions

en six ans..... 226 sur lesquels..... 116 ont gradué à l'expiration des quatre années.

Proportion.....  $\frac{116}{226} = .513$

Ainsi, en moyenne, dans ces six années, moins de 52 pour cent de ceux qui se sont portés aspirants à l'immatriculation pour une année quelconque, sont parvenus à conquérir le degré de B. A. ; pour la classe i. e. environ la moitié seulement des aspirants ont réussi.

---

Pour dresser ce tableau tous les aspirants ont été comptés, soit qu'ils se soient présentés pour l'examen d'immatriculation dans le mois de septembre de l'une ou l'autre de ces années, qu'ils aient passé ensuite à Noël ou en avril suivant, ou qu'ils aient été admis à la classe à l'immatriculation des élèves de dernière année (inscription pour la deuxième année) dans le mois de septembre suivant.

ALEXANDER JOHNSON, L. L. D.

Doyen, Faculté des arts.

---

## ANNEXE C

---

A l'honorable Assemblée Législative de la province de Québec ;

Pétition du *Bishop's College*, de Lennoxville, représenté par le chancelier de l'université et le principal du collège.

Attendu que le conseil général du barreau a jugé à propos de s'opposer par voie de pétition à l'adoption du bill (n° 47) intitulé : " Acte reconnaissant le diplôme de bachelier ès arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale " et a, dans sa requête, donné comme motif de son opposition " que l'expérience acquise aux examens du barreau a établi que les degrés universitaires, conférés en cette province, ne constituent pas toujours une preuve de la capacité des gradués, " et, de plus, que " l'université McGill confère le degré de bachelier ès arts à tous les étudiants qui font le cours complet dans la faculté des arts, pendant que le degré de bachelier ès arts n'est conféré qu'à un fort petit nombre d'étudiants des collèges affiliés à l'université Laval " et attendu que dans cette pétition du conseil général du barreau, il n'est aucune ment fait mention des gradués de l'université du *Bishop's College*, quant à l'enseignement donné dans ce collège, bien que cette université existe depuis près de quarante ans et possède des facultés de théologie, des arts, de droit et de médecine ;

Il nous semble nécessaire, tant dans l'intérêt de l'enseignement supérieur dans cette province, que dans celui de notre université, de contredire immédiatement les énoncés faits par le conseil général du barreau et d'affirmer positivement au contraire que la meilleure preuve qui puisse être fournie de la capacité des aspirants à l'admission à l'étude des professions, est celle que donne le degré universitaire conféré par l'université du *Bishop's College* et les autres universités de la province. Et pour que votre honorable Assemblée puisse se mettre en état de juger de la valeur de ce degré, nous soumettons les détails suivants relatifs à l'immatriculation et au cours d'études suivi dans notre université :

### IMMATRICULATION.

Les aspirants à l'immatriculation sont tenus de subir les examens mentionnés dans le document imprimé annexé à la présente pétition, et dans ces examens, ils sont tenus de conserver au moins quarante pour cent de la totalité des points.

Si un aspirant échoue sur une ou plusieurs matières, il peut rester un an au collège en qualité d'aspirant, et à l'expiration de cette année il peut subir un nouvel examen.

Il y a toujours plus ou moins de ces aspirants ou étudiants qui se préparent au collège.

## COURS DU COLLÈGE.

Le cours régulier est de trois ans d'une durée de neuf mois chacun. Chaque année se partage en trois termes : le terme d'automne, le terme d'hiver et le terme du printemps. Les examens se font à l'expiration des termes d'automne et d'hiver. Ces examens sont faits sous la surveillance du personnel du collège. A la fin de chaque année il y a des examens spéciaux. Les examens de la fin de la deuxième année donnent aux aspirants qui ont obtenu les points de première classe, le privilège d'opter entre compléter leur cours sur les matières classiques et le compléter sur les mathématiques. La série des matières de chacun de ces groupes est plus étendue et plus difficile que pour le degré ordinaire. Les aspirants qui réussissent à passer sur ces matières sont désignés sous le nom de "*Honor Men*."

Cependant le degré ordinaire équivaut au degré correspondant des universités anglaises d'Oxford et de Cambridge. Nul degré n'est conféré, dans le cours, aux étudiants qui n'ont pas subi d'examen. Les examens annuels se font sous la direction d'examineurs gradués d'autres établissements d'enseignement, à part le personnel régulier du collège. En examinant le calendrier de l'année 1888-89, aux pages 17 et suivantes, qui est annexé à la présente requête, on verra quelles sont les matières et les lignes de classe requises pour les examens de fin d'année en juin prochain.

Pour la première classe, il faut conserver au moins 75 pour cent de la totalité des points requis.

Pour la deuxième classe, au moins 50 pour cent.

Pour la troisième classe, au moins 33½ pour cent.

Il est absurde de prétendre qu'un homme qui a ainsi travaillé ardemment pendant trois ou quatre années consécutives et qui a subi au moins six examens de terme et trois examens annuels, — soit neuf en tout — sur toutes les différentes matières du cours, dont le dernier, subi à la fin de la troisième année, lui donne seul le droit à son degré ; il est, disons-nous, absurde de prétendre que cet homme n'a pas reçu une "éducation libérale."

Cette université ne recrimine pas contre le fait de voir le barreau ou toute profession quelconque insister pour que ceux qui aspirent à l'étude de ces professions donnent des preuves d'instruction libérale. Elle se plaint de ce que le barreau repousse la meilleure preuve et accepte celle qui lui fait admettre des hommes inférieurs.

L'objet de l'enseignement inférieur est de préparer des hommes par l'étude continue des hautes matières faite sous la direction de professeurs de renom, de façon à les rendre capables des études techniques portant sur la théologie, le droit, la médecine ou la science appliquée dans ses différentes branches. La restriction que le barreau veut imposer tend à abaisser le niveau des études en éloignant les gens des universités.

C'est pourquoi vos pétitionnaires soumettent respectueusement que le changement qu'on propose d'apporter à la loi au moyen du bill n° 47, est désirable dans l'intérêt de la société en général et ils prient votre honorable Chambre de voter ce bill.

R. W. HENEKER, D. C. L.

Chancelier.

THOS. ADAMS, D. C. L.

Principal.

Bishop's Collège,

Lennoxville Québec,

13 février, 1889.

### COURS DES ARTS.

Les candidats à l'immatriculation dans la faculté des arts, sont tenus de subir un examen sur les sujets suivants :

Latin :—César de bello galli, 1., et Grammaire.

Grec :—Xenophon, Anabase, vol. 1, et Grammaire.

Mathématiques :—Les règles ordinaires de l'Arithmétique. Euclide, vols. 1 et II  
Algèbre jusqu'aux Equations simples.

Anglais :—Grammaire et Analyse ; composition. Principaux événements de l'Histoire d'Angleterre.

Les aspirants doivent se présenter au commencement de chaque terme ou à l'époque de la convocation annuelle de juin. L'examen prochain aura lieu en septembre, et commencera le mardi, 11, à 9 heures de l'avant-midi.

L'honoraire à payer pour l'immatriculation est de \$5.00, ou de \$10 si l'examen a lieu ailleurs qu'à Lennoxville.

Il faut, pour être aspirant au degré de bachelier ès arts, être élève immatriculé du collège Bishop et avoir fait neuf termes scolaires complets depuis son immatriculation. Le temps passé dans toute autre université en renom compte cependant pour autant en déduction de ces neufs années scolaires.

Quant au programme des examens, voir statuts, etc., p. 32.

Voici les matières de l'examen du mois de juin 1889 :

### TROISIEME ANNÉE. (EXAMEN FINAL.)

#### EXAMENS ORDINAIRES.

1. *Théologie*.—Histoire de l'Ancien Testament. Livres de Samuel, la Septante. Evangile de Saint-Luc. Paley's Evidences, 1re et 2ème parties.
2. *Latin*.—Tacite, Histoire, 4 et 5. Littérature latine. Les prosateurs. Composition latine en prose.
3. *Grec*.—Démosthène, De Coronâ. Littérature grecque. "Les Orateurs." Composition grecque en prose.
4. *Méthématiques*.—Grande Arithmétique et Euclide, IV et VI. Algèbre jusqu'aux Progressions. Eléments de Trigonométrie et de Mécanique.
5. *Anglais*.—European History, A. D., 1700-1763.

6. *Français*.—Racine, Les Plaideurs. Boileau, Art poétique. Littérature française. Grammaire ; traduction d'anglais en français. The Vicar of Wakefield.

7. *Hebreu*.—Isaïe, chap. VI.-XI ou l'équivalent.

8. *Physique*.—Chimie.

EXAMEN DES ASPIRANTS ADMIS A OPTER.

A. *Groupe classique.*

1. a. Perse, Satires.  
b. Tacite, Histoire, IV et V.
2. a. Homère. Odyssée, V et VI.  
b. Demosthène. De coronâ.
3. a. Composition latine et grecque en prose.  
b. Grammaire, Philosophie, Critique, Prosodie grecque et latine.  
c. Questions historiques soulevées par les ouvrages sus-mentionnés de Tacite, Perse, Homère et Démosthène.
4. a. Littérature latine, Prosateurs.  
b. Littérature grecque, Les orateurs.  
c. Histoire de la Philosophie grecque.

B. *Groupe des Mathématiques*

1. a. Algèbre, Equations simples jusqu'au Binôme de Newton.  
b. Théorie des Equations.
  2. a. Euclide, I-VI et II 1-21.  
b. Trigonométrie.
  3. a. Section coniques géométriques.  
b. Géométrie des coordonnées planes.
  4. a. Mécanique.  
b. Hydrostatique élémentaire.  
c. Optique élémentaire.
- a. *Langues et littératures modernes.*
1. a. Français (comme dans l'examen ordinaire).  
b. Littérature française.
  2. a. Langue et Littérature anglaise, 1800 1860.  
b. Littérature Européenne, 16e siècle, ou Grammaire et Traduction allemande.
- b. *Philosophie.*
1. a. Histoire de Philosophie morale.  
b. Economie politique.
  2. a. Logique déductive.  
b. Logique inductive.

c. *Théologie.*

1. a. Hébreu (comme dans l'examen ordinaire).  
b. Septante, Evangile de St. Luc.
2. a. Paley's Evidences, 1ère et 2ème parties.  
b. Hardwick's Reformation ; et Histoire de l'Eglise du moyen âge jusqu'aux croisades.



*d. Droit et Histoire :*

1. *a.* Phillimore's Private Law.  
*b.* Histoire Constitutionnelle d'Angleterre.—Période anglo-saxonne.
2. *a.* Histoire européenne de 1700 à 1763.  
*b.* Histoire de l'Ancienne Perse.

*e. Sciences Naturelles :*

1. *a.* Botanique.  
*b.* Géologie.
2. *a.* Zoologie.  
*b.* Géographie physique.

*Honneurs Classiques. 1—10. Matière du groupe A*

11. Troduction latine à première vue.
12. do grecque do
13. Cicéron. De finibus
14. Catulle. Les villes.
15. Aristote. Politique I.
16. Hésiode. "Le bouclier d'Hercule.
17. (*Facultatif*) Composition en vers grecs et latins

*Degrés en Mathématiques :*

1. Sujets de la section B,
2. Calcul différentiel.
3. Calcul intégral.
4. Dynamique d'une molécule.
5. Astronomie.
6. Problème divers.

Les candidats aux degrés qui sont tenus d'apprendre l'hébreu peuvent être dispensés de l'un des auteurs 13-16 dans les degrés classiques, et de l'un des numéros 3-4-5-6 dans les mathématiques.

## SECONDE ANNÉE.

1. *Théologie.*—Histoire de l'ancien testament. Livre de Ruth et de Samuel.  
Testament, version grecque. Evangile de St. Luc.  
*Paley's Evidences.* 1ère partie.
2. *Latin.*—Virgile. Géorgiques, 1 et 2.  
Tacite. Histoire, 4 et 5.  
Composition en prose.
3. *Grec.*—Arrien. Anab. Liv. 3.  
Démosthènes. De Coronâ  
Composition en prose.

- 
4. *Mathématiques*.—Trigonométrie.  
Mécanique.
  5. *Anglais, etc.*.—Langue et littérature anglaises, A. D. 1830-1870  
*Deductive Logic* (Fowler)  
Histoire de Rome, 201-132 A. C.  
Histoire de la Grèce, 371-300 A. C.
  6. *Français*.—Grammaire et exercices (Darey)  
Le conserit. Erckmann-Chatrian
  7. *Hébreu*.—Le 1er titre de Samuel, chap. 1-3 ou l'équivalent (Harper)

#### PREMIÈRE ANNÉE

1. *Théologie*.—Histoire de l'ancien testament. Exode.  
Testament, version grecque, Evangile de St-Marc.
2. *Latin*.—Virgile. Géorgiques I, II,  
Cicéron. Pro Plancio.  
Composition en prose
3. *Grec*.—Arrien. Anabase, III  
Euripide. Alceste  
Composition en prose
4. *Mathématiques*.—Arithmétique et Euclide I-IV et VI  
Algèbre jusqu'aux Progressions (Todhunter)
5. *Anglais etc.*.—Rhétorique et Analyse grammaticale  
Langue et littérature anglaises A. D. 1830-1870  
Histoire de la philosophie morale  
Histoire de Rome et de la Grèce (comme dans la 2me année)
6. *Français*.—Grammaire (Dary,) exercices jusqu'à la syntaxe  
Molière. "Bourgeois Gentilhomme"
7. *Hébreu*.—Grammaire, exercices et traduction préliminaire.

Les bacheliers ès arts de trois ans de date peuvent obtenir le degré de maîtres ès arts sans nouvel examen.

Pour les adoucissements particuliers apportés aux règlements quant à la résidence dans le cas des *clergymen*, voyez "Statuts, etc." p. 39.

---

Liste des gradués avec distinction dans cette faculté :

DEGRÉS MATHÉMATIQUES.—1882.—W. Morris, 2<sup>nde</sup> classe.  
“ “ 1884.—G. A. Smith, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ 1886.—M. O. Smith, 1<sup>ère</sup> classe.  
DEGRÉS CLASSIQUES.—1882.—R. F. Morris, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ 1883.—H. J. H. Petry, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ 1884.—G. A. Smith, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ 1886.—M. O. Smith, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ “ —H. D. Hamilton, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ “ —H. W. Welch, 2<sup>nde</sup> classe.  
“ “ 1887.—A. Sharpe, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ “ —G. H. A. Murray, 1<sup>ère</sup> classe.  
“ “ “ —R. W. Wright, 2<sup>nde</sup> classe.  
“ “ “ —E. A. Robertson, 2<sup>nde</sup> classe.  
“ “ “ —Rév. J. B. Williams, 2<sup>nde</sup> classe.

---

## ANNEXE D

A l'honorable Assemblée Législative de la province de Québec ;

La requête de la Faculté de Droit de l'Université McGill expose respectueusement :

1. Qu'à et avant l'époque de la Confédération, la dite université avait et possède encore, en vertu de pouvoirs formels à elle accordés par charte royale et sanctionnés par la loi, une faculté de droit régulièrement organisée, avec un personnel complet de professeurs dont les cours, depuis l'établissement de cette faculté, ont constitué une partie importante des travaux de l'université et de l'enseignement du droit dans la province.

2. Que, parmi les droits et privilèges qui lui ont été si expressément accordés, et sujets seulement à l'approbation de l'Exécutif de la province du Canada, suivant les dispositions du statut 29 et 30 Victoria, chap. 27, la dite université avait et exerçait, jusqu'à l'injuste intervention dont se plaignent vos requérants, le droit d'organiser et de diriger son cours d'études de manière à y inclure un cours complet de droit autorisant l'étudiant qui suit ces cours jusqu'au degré de B. C. L., à être admis à la pratique du droit, après trois ans de cléricature simultanée et un examen par le barreau.

3. Que vos requérants se plaignent de l'intervention injuste et inopportune du conseil du barreau au détriment des droits et privilèges légalement accordés et dont la dite université jouit depuis si longtemps, et que par le statut de cette province 49 et 50 Victoria, chapitre 34, article 49, et par les règlements du conseil du barreau faits en vertu du dit statut, la dite université a été de fait privée des dits droits et privilèges, qui lui avaient été expressément accordés par une charte royale et par la loi, d'organiser et de diriger son cours d'études de droit de manière à fonder un cours de droit, sujet seulement au contrôle et à l'approbation de l'Exécutif de la province, et s'est trouvé assujéti, relativement à tels cours, et même au nombre de leçons à donner sur chaque sujet, au contrôle absolu et illimité du conseil du barreau, corporation sans responsabilité ni stabilité, qui ne peut à aucun titre exercer tel contrôle sur la dite université et la priver du droit de régler les détails de son cours d'étude, comme le fait en ce moment le Conseil, de manière à proscrire effectivement la dite université et son cours de droit comme école et cours de droit dans cette province.

4. Que le nombre de leçons prescrit par le dit conseil du barreau, sous l'opération de ses règlements susmentionnés, comme étant essentiel à la formation d'un cours d'études légales, est, dans l'opinion de vos pétitionnaires déraisonnablement et inutilement excessif, sinon positivement préjudiciable à la donnée de cours pertinemment classifiés dans les différentes années, et à l'acquisition convenable des matières et de la pratique pour les étudiants.

5. Que vos pétitionnaires soutiennent que la dite université ne devrait pas être dépouillée, comme elle l'a été, de ces droits et privilèges et de cette précieuse garantie constitutionnelle dont elle jouissait lors de la Confédération et dont elle a joui depuis dans les matières d'enseignement—de ne relever que de l'Exécutif responsable de la province quant à la suffisance de son cours d'études de droit susdit, et devrait n'être pas obligée de se soumettre au conseil irresponsable du barreau et au pouvoir concédé à ce dernier,—ainsi qu'il a été fait—de clore effectivement à son gré la Faculté de Droit de la dite université pour toutes les fins pratiques, en prescrivant des cours d'études auxquels la dite université est dans l'impossibilité de se conformer.

Qu'il n'existe aucune cause en justification pour la législation injuste et les actes dont se plaignent vos Requérants par ces présentes ;

Que les allégations du dit conseil du barreau au soutien de sa requête, présentée à votre honorable assemblée à cette session, demandant que le remède proposé par vos requérants ne soit pas accordé, n'ont aucun fondement, quant à la dite université ; que l'allégation contenue dans la dite requête du conseil du barreau "que des degrés en droit étaient, jusqu'à une date très rapprochée, conférés à des étudiants qui ne suivaient les cours que *pro forma*," et "que les facultés de droit ne donnaient des cours que *pro forma*," n'est pas vraie quant à la dite université ;

Que la dite université s'en rapporte avec confiance aux résultats de ses travaux, dans le grand nombre des gradués qui se sont prévalus de son cours de droit, parmi lesquels il s'en trouve plusieurs qui occupent des positions élevées et honorables sur le banc, au barreau, et dans les législatures, tant de cette province que des autres provinces ;

Que pas moins de 193 des avocats pratiquants de la province, d'après le tableau des avocats, sont gradués en droit de la dite université, et que, sur le nombre des avocats de langue anglaise dans la province, pas moins de 110, ou une majorité considérable, sont ses gradués, et dans le district de Montréal presque tous les avocats de langue anglaise, admis depuis l'établissement de la faculté de droit, y compris, à de rares exceptions près, ceux qui transigent les matières légales de ce barreau, sont aussi de ses gradués. La liste des hommes instruits dans la dite université et leur haute position actuelle sont la meilleure réfutation de toutes les calomnies qu'on cherche à déverser sur cette faculté de droit, et la meilleure preuve quant à savoir si une telle institution et ses cours d'études doivent être soumis au contrôle du conseil du barreau sous peine de proscription.

Que si l'allégation du conseil du barreau relativement aux cours ou degrés *pro forma* est vraie pour quelque institution de cette province, une protection suffisante est ou peut être fournie au public et au barreau par l'intermédiaire de l'Exécutif, et par le droit à l'examen possédé par le barreau ou accordé par la législature, sans priver nécessairement cette université des droits dont elle jouit depuis longtemps, et sans la mettre dans la position humiliante qu'on lui impose actuellement. Que les dites lois et la législation injustes dont se plaignent vos requérants sont destinées à inspirer et inspirent réellement des craintes pour l'avenir de cette université, ainsi que pour ses droits et privilèges les plus chers ; lesquelles lois et législation sont considérées comme un empiètement injustifiable, et qu'elles causent et causeront un grand tort à cette université ainsi qu'à la cause de l'éducation, notamment parmi la minorité de la province. Que dès que la dite université a pris connaissance de ces lois et de cette législation, elle a protesté contre elles et n'a cessé de le faire jusqu'aujourd'hui.

Que pour les raisons qui précèdent entre autres, vos requérants demandent qu'il plaise à cette honorable Chambre d'adopter une loi révoquant le dit article 49 de la dite loi 49-50 Vict., chap. 34, et de remettre à la dite université ses droits, privilèges et garanties ; et que vos requérants soient entendus à l'appui de cette requête, et vos requérants ne cesseront de prier.

Montréal, le 19 février 1889.

N. W. TRENHOLME,

Doyen.

J. S. ARCHIBALD,

Professeur de droit criminel.

M. HUTCHINSON,

Professeur de droit romain.

L. H. DAVIDSON, D. C. L.,

Professeur de droit commercial.

ARCH. MCGOUN,

Professeur de procédure civile.

# ANNEXE E

## COMITE TAILLON.

M. Ernest Pacaud, est appelé à compléter sa déclaration.

M. Pacaud :—J'ai déclaré hier au Comité que M. Théophréd Hamel m'avait dit au mois d'avril 1887, qu'une partie des argents payés par les deux signataires des deux billets de \$50,000 avait été donnée aux membres du cabinet Ross-Taillon et à des députés conservateurs de cette époque. Je me suis procuré depuis certains documents qui me font croire que M. Hamel m'avait bien informé.

Je produis une lettre de l'honorable Jean Blanchet, Secrétaire Provincial dans le cabinet Ross-Taillon, et qui se lit comme suit :

M. Taillon :

Q. Quelle est la date de cette lettre ?

R. Datée du 10 octobre 1886, 4 jours avant la votation aux élections générales.

Cette lettre est produite à l'enquête comme pièce numéro deux.

(Lettre)

My dear Charlebois,

No. 2. Could you send me the balance of the papers by mail at St. Joseph and the orders from Mr. Ford, it is very important.

Yours very truly,

(Signed), J. BLANCHET.

St. Joseph Beauce,

10 Oct. 1886,

\$500.

Je produis aussi une lettre signée par Sir Ad. Caron, adressée à M. Whelan et que je produis comme pièce numéro trois.

Cette lettre se lit comme suit :

## MILITIA AND DEFENCE, CANADA.

(PRIVATE.)

MINISTERS OFFICE,

Quebec, 11th Nov., 1886.

Dear Mr. Whelan,

No. 3. Will you kindly call at my office to-morrow, at ten o'clock, I would like to see you for one moment.

Believe me,

Yours truly,

(Signed), ADOLPHE P. CARON.

J. P. WHELAN, Esq.,

Quebec.

J'ai aussi en ma possession un reçu du 12 octobre 1886, le jour suivant, un reçu de Mr. J. P. Whelan & Cie., signé par M. A. Benoit, pour M. Chalifoux, par M. Casgrain.

Q. Par M. A. Benoit pour qui ?

R. Pour M. Chalifoux.

Ce reçu se lit comme suit :

Québec, 12 octobre 1886.

No. 4. Received from J. P. Whelan & Co., the sum of two hundred dollars on account —\$200.00.

(Signed,)

" A. BENOIT,

For Mr. CHALIFOUX.

Par M. Casgrain :

Q. Qu'est-ce que vous voulez démontrer par là ?

R. Que M. Benoit donnait un reçu pour M. Chalifoux qui était M. Casgrain.

Q. Prétendez-vous que ce M. Chalifoux était moi-même ?

R. Je dis que oui.

Q. Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Quelles sont les personnes qui vous ont informées de cela ?

R. Pas nécessaire de le dire.

Q. Quel est ce M. A. Benoit ?

R. C'est le secrétaire Privé de Sir A. P. Caron, je crois.

Je produis aussi un chèque de M. J. P. Whelan & Co., qui se lit comme suit :

Quebec, Sept. 15th, 1887.

No. B9, 85, 997, 891

C 3176

The Bank of British North America incorporated by royal charter.

No. 5. Pay W. J. Poupore or order five hundred dollars.

J. P. WHELAN & Co.

\$500.00

125 D

M. Taillon. Il est question ici des élections générales de 1886 et vous produisez un document de septembre 1887.

R.—Je produis des documents devant le comité pour faire la preuve.

M. Taillon. Si l'on permet pareil genre de preuve, j'espère qu'on nous permettra la même chose.

Le témoin continue sa déclaration.

Je produis aussi devant le Comité une lettre signée par Louis Lamontagne, et qui se lit comme suit :

Le Journal de Québec

Québec, 6 Déc. 1886

8, Rue du Pont

Québec.

M. FORD

Monsieur,

No. 6. Veuillez donc s. v. p. donner à M. Dion, ce que vous deviez me donner à moi-même.

Il m'est impossible de laisser le bureau.

\$300.00

Votre etc.,

LOUIS LAMONTAGNE.

Le témoin continue sa déclaration.

J'ai aussi en ma possession un billet signé par M. P. E. LeBlanc, qui se lit comme suit :

St. Lawrence Hall.)  
Henry Hogan.)

Montreal, September 10th, 1887.

No. 7. Three months after date, I promise to pay to J. P. Whelan or order, the sum of one hundred dollars, at his office, 761, Craig street.

P. E. LeBLANC.

\$100.00.

De plus, je produis devant le comité un télégramme adressé à M. J. P. Whelan. Le voici :

To J. P. Whelan,

St. Louis Hotel, Quebec.

No. 8. From Montreal 31.

July 31st, 1886.

Please do worth double now.

LeBLANC.

M. LeBlanc : Ce télégramme n'est pas de moi.

Le témoin : Maintenant voici aussi un état des argents qui auraient été payés par M. Whelan sur le billet de \$50,000 dont il est question. Elisée Beaudet.... \$3,000  
2 chèques de \$1,500 sur B. N. A. McConville et son associé Renaud, \$1,700 par lettre et par traite de Renaud.

No. 9. W. W. Lynch .... \$1,500 par chèque à l'ordre de Poupore sur B. N., A.

Jean Blanchet, .... \$500 sur traite.

Sir A. P. Caron pour l'élection de Casgrain \$500 sur lettre de son secrétaire, aussi \$200 à A. Benoit pour Chalifoux 12 octobre 1886.



P. LeBlanc .... \$500, traite \$100 billet.

Taillon pour Montcalm, \$400. Pas de billet ni de lettre, mais données en argent à Omara, à Edmond St. Louis et J. M. Dufresne. Le billet de LeBlanc pour une partie Doherty .... \$500 billet donné à P. escompté pour et payé par W. E. F.

P. G. Huot, .... \$350, billet.

Théo. Hamel .... \$1,000, chèque sur B. N. A.

M. Pacaud, après production de ces différents documents, continue :

Je déclare que je n'ai pas eu connaissance personnellement des paiements mentionnés dans les différents documents que je viens de produire ; mais je me suis cru justifiable en voyant les documents que je produis et connaissant l'existence des deux billets promissoires, je me suis cru justifiable et je me crois encore justifiable de porter les accusations que j'ai portées dans le journal "l'Electeur."

Par M. Casgrain :

Q. Je veux connaître la date à laquelle chacun des paiements mentionnés dans ces documents ont été faits.

R. Je n'ai pas eu connaissance d'aucun de ces paiements et par conséquent je ne saurais vous en donner la date.

Q. Donc ces paiements ont pu être faits après les élections générales de 1886, longtemps après et pour d'autres fins ?

R. Plusieurs des paiements mentionnés dans ces documents ont pu être faits subé-  
quemment aux élections générales. Je ne sais pas la date de ces paiements à moins que ce ne soit indiqué dans les documents qui ont été produits.

Q. Pour quelles fins les paiements en question ont-ils été faits ?

R. Ces paiements, d'après ce que j'ai compris ont été faits pour des fins électorales.

Q. Vous dites "*d'après ce que vous avez compris.*" Qui est-ce qui vous a fait comprendre que ces paiements avaient été faits pour des fins électorales ?

R. Je ne suis pas obligé de dire cela.

M. Casgrain : M. le Président j'exige que le témoin réponde à la question que je lui pose et je fais motion pour cela.

Le témoin ; je refuse de répondre.

M. Casgrain : Monsieur le Président, je vous demanderai d'ordonner au témoin de répondre.

M. David, président ; je suis d'opinion que la question posée au témoin est légale et que le témoin doit répondre.

Le témoin ; ce sont les personnes qui m'ont remis les documents en question, mais je refuse de dire le nom de ces personnes.

Par M. Casgrain :

Q. Quelles sont ces personnes qui vous ont remis ces documents et donné ces informations ?

R. Je refuse de répondre.

M. Casgrain ; j'insiste à ce que le témoin réponde, M. le président ; nous avons le droit de savoir qui lui a donné ces documents et informations, afin de faire assigner ces personnes et constater, si ces informations sont correctes.

Il n'y a pas une seule raison qui puisse exempter le témoin de répondre ; Est-ce qu'il invoque son privilège d'avocat ? Est-ce un *common informer* ? Non ; c'est un témoin ordinaire et je demande qu'il réponde à ma question. Nous avons le droit de le transquestionner.

M. Taillon dit que le témoin a produit plusieurs documents, mais qu'il ne veut pas dire au comité d'où ils viennent, il faut au moins en connaître la provenance ; ce n'est pas un acte authentique, officiel ou notarié, ça peut être n'importe quel morceau de papier. Si nous ne connaissons pas les personnes qui ont remis ces documents comment pourrions-nous les faire assigner ? On veut nous mettre ici à la merci de nos accusateurs !

M. le Président prie le témoin de donner les raisons pour lesquelles il refuse de nommer les personnes qui lui ont donné ces informations.

*Le témoin* : Parce que ce sont ces personnes qui m'ont remis ces documents ; et je refuse de dire leur nom.

Par Mons. Lareau :

Q. Vous refusez de dévoiler le nom de ces personnes ?

R. Oui.

Q. Est-ce à leur demande ?

R. Oui, à leur demande.

Par le Président :

Q. Ces personnes vous ont demandé de ne pas dire leur nom ?

R. Oui, et je le leur ai promis.

Par Mons. Taillon :

Q. Vous leur avez promis cela ?

R. Oui.

Mons. Taillon demande si un témoin a le droit de se retrancher derrière une telle promesse et de refuser de répondre.

---

Par M. Lafontaine :

Q. A part les raisons personnelles que vous pouvez avoir, y a-t-il des raisons d'intérêt qui vous empêchent de répondre ?

R. Je refuse de répondre malgré tout le respect que je puis avoir pour le Comité. Mes adversaires ne peuvent pas en souffrir, ils peuvent faire assigner les parties à cette transaction et examiner les personnes indiquées dans ces documents.

Q. Serait-il dommageable à votre enquête de faire connaître les noms des personnes qui vous ont donné le document ?

R. Non. La raison pour laquelle je ne veux pas dévoiler leurs noms, c'est que je le leur ai promis, et de plus je ne crois qu'il soit nécessaire de le dire.

M. David propose de remettre la décision de la question à demain, mais cette proposition n'est pas adoptée.

MM. Robidoux, Taillon, Casgrain et Gagnon prennent part au débat.

Le président décide que le témoin est obligé de répondre à la question, vu que les raisons qu'il donne pour refuser d'y répondre ne sont pas satisfaisantes.

Le témoin: Avec tout le respect que j'ai pour le comité, je persiste dans mon refus.

*La question est référée à la Chambre.*

M. Taillon.—Je me réserve le droit de questionner le témoin quand la Chambre aura décidé.

Le comité s'ajourne au 14 mars à 10 hrs. A. M.

---

## ANNEXE F

---

Alphonse Charlebois, contracteur, résidant à Québec, âgé de 48 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose et dit :

Par M. Robidoux :

Q. En 1886, M. Charlebois, étiez-vous contracteur pour la construction du palais législatif de Québec ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre communication de cet écrit-ci ?

Le témoin prend communication du document et le lit comme suit :

(Québec, 15 juillet 1886.

En cas d'un règlement avec le Gouvernement de Québec, des réclamations que j'ai contre lui, comme entrepreneur de la Chambre d'Assemblée de Québec, jusqu'à ce jour, je m'engage à payer au porteur de la présente et à vue, la somme de cinquante mille piastres (50,000) pour bonne et valable considération à condition cependant que tel règlement se fasse avant les prochaines élections locales.)

Q. Ce document est signé par A. Charlebois ?

R. A propos de ce document ci. ....

Q. C'est signé de votre nom, c'est votre signature ?

R. Oui, c'est moi qui l'ai signé.

Q. A l'époque où vous avez signé ce document, étiez-vous le créancier de la province de Québec pour aucune somme en rapport avec les travaux faits par vous au palais législatif ?

R. Avant de répondre à cette question, j'aimerais à faire comprendre au comité, sous quelle circonstance j'ai donné ce document.

Q. M. Charlebois, veuillez dire si subséquemment à la date du billet en question, c'est-à-dire, depuis le 15 juillet 1886, jusqu'au 14 octobre 1886, époque des élections générales, vous avez souscrit des sommes d'argent au fond électoral du parti alors au pouvoir ? si oui, veuillez dire quels sont les montants que vous avez souscrits et le nom des personnes à qui ces souscriptions ont été faites ?

L'honorable M. Taillon, je m'objecte à la question, parcequ'il ne devrait pas être permis, pour le moment du moins, de faire cette preuve avant que l'on ait prouvé ou essayé de prouver ce qui est dit dans l'article de *L'Electeur* du 7 mars 1889, savoir : " Que le Gouvernement Ross aurait fait des propositions scabreuses à ses entrepreneurs (M. Charlebois, le témoin en était un) et qu'il se serait entendu avec eux pour dépouiller le public et se partager le produit de ce marché honteux pour des fins de corruption électorales, et qu'après bien des pourparlers on en est venu à une entente, les ministres faute de fond, promettant de reconnaître la légitimité de ces réclamations contestées, etc."

Le président permet la question.

L'honorable M. Taillon, permettez-vous la question toute ronde ?

Le président fait remarquer à M. Robidoux qu'il serait peut-être mieux de ne pas demander de suite au témoin, les noms des personnes à qui ces souscriptions ont été faites. Et la question est posée comme suit :

Q. M. Charlebois, veuillez dire si subséquemment à la date du billet en question, c'est-à-dire depuis le 15 juillet 1886 jusqu'au 14 octobre 1886, époque des élections générales, avez-vous souscrit des sommes d'argent au fonds électoral du parti alors au pouvoir, et si oui, veuillez dire les montants qui ont été souscrits ?

R. Ma réponse est celle-ci : Je n'ai jamais payé ni souscrit aucun montant à qui que ce soit, ni à des ministres, ni à aucun des députés de la Chambre, ni à aucun président de comité que ce soit, en rapport avec la transaction Hamel, ni directement ni indirectement, monsieur.

Q. La question qui vous est posée est de savoir si vous avez payé aucun montant pour aider aux élections du parti conservateur à partir du 15 juillet 1886 au 14 octobre 1886 ?

R. L'honorable, M. Taillon : Je m'objecte à cette question, attendu que en face de la réponse qui vient d'être donnée elle est évidemment illégale et en dehors des matières dont le comité est chargé de s'enquérir ; je réfère à l'acte d'accusation.

Le président permet la question,

R. Je déclare de nouveau, que dans la question du billet Hamel, je n'ai rien souscrit ni rien payé à aucun ministre ni aucun membre de la Chambre, ni à aucun député ou aucune autre personne, aucune somme, aucun montant en rapport avec cette transaction ; et je décline de répondre à des questions qui ne concernent que mes affaires privées, et que je ne crois pas appartenir à ce comité.

M. Lareau, propose qu'il soit résolu, que le témoin réponde à cette question ; et le comité donne ordre au témoin de répondre.

La proposition est adoptée.

Le témoin : Je ne suis point un délateur, le comité n'a pas besoin de savoir ce que je ne suis pas tenu de lui dire et je ne le dirai pas. Que la Chambre décide ce qu'elle voudra, je vous dis que je ne répondrai pas.

Le comité décide que vu la persistance du témoin à ne pas répondre à la question qui lui est posée, rapport soit fait à la Chambre afin que les procédures requises soient adoptées.

---

L'honorable M. Taillon : Je propose, maintenant, que l'on procède à l'examen des autres témoins, et je demande que M. Pacaud continue son enquête.

Cette proposition est secondée par M. Casgrain qui demande qu'on entende de suite M. Théophred Hamel qui est présent.

Après discussion la proposition est renvoyée, puis le comité siège à huis-clos, et s'ajourne ensuite au 16 mars à dix heures A. M.

---

## ANNEXE G

---

L'honorable M. Pelletier, du comité spécial sur le Bill (No. 104), pour assurer une traverse régulière (ferry) entre la cité de Québec et la ville de Lévis, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a siégé à différentes reprises ; qu'il a entendu un grand nombre de témoins et qu'il a sérieusement étudié la question de donner satisfaction au public au sujet de la traverse entre la cité de Québec et la ville de Lévis.

Cette traverse se fait maintenant par la Compagnie dite “ The Québec & Lévis Ferry Company,” compagnie dûment incorporée, qui a pour président M. Edwin Jones, de la cité de Québec, et pour gérant M. James Patton, aussi de la cité de Québec.

En vertu d'un acte du Parlement, la corporation de la cité de Québec a le droit de disposer du monopole de la traverse entre la cité de Québec et la ville de Lévis, et de donner à cette fin un contrat qu'elle vend au plus haut et dernier enchérisseur.

En vertu de ce que ci-haut, il existe entre la corporation de Québec et la Compagnie dite “ The Québec & Lévis Ferry Company, limited,” un contrat en date du 2 juin 1888 passé à Québec devant M<sup>re</sup> Tourangeau, notaire, en vertu duquel la corporation de la cité de Québec a conféré à la présente compagnie le monopole de la traverse, la compagnie payant pour l'usage de ce monopole cinq mille piastres par année, dont la moitié est ensuite remise par la corporation de la cité de Québec à celle de la ville de Lévis.

En vertu de ce contrat la compagnie n'est obligée de faire le transport des passagers entre Québec et Lévis que d'une manière bien limitée, et pas du tout de façon à donner un passage régulier et satisfaisant pour rencontrer les besoins du public voyageur et ceux du commerce. Cela est dû sans aucun doute au prix considérable que la compagnie paye à la cité de Québec pour l'usage de ce monopole.

La compagnie met au service du public deux bateaux traversiers le “ Polaris ” et le “ Pilot ” en hiver le “ North ” et le “ South ” pour la saison d'été. Elle a de plus un troisième bateau d'hiver le “ Queen ” qui est maintenant exclusivement consacré au transport du freight de la compagnie du Grand-Tronc, en vertu d'un contrat passé entre la compagnie et ce chemin de fer.

Cette compagnie paie de gros dividendes à ses actionnaires. Un seul de ses bateaux, le “ Polaris ” est suffisant quant à la force et à la solidité de construction pour faire les traverses difficiles pendant l'hiver ; l'autre, le “ Pilot ” n'a pas les qualités requises pour ce service.

La traverse pendant la saison d'été, se fait de manière à donner satisfaction au public voyageur mais non au commerce ; sous ce dernier rapport, la compagnie ne donne pas satisfaction, ni en hiver ni en été. Elle n'a pas de freight sheds ni d'agent de freight ; et des marchands de la cité de Québec, entendu devant le comité, ont déclaré que le commerce en souffrait considérablement.

La traverse, pendant la saison d'hiver, se fait d'une manière très irrégulière. Le contrat passé avec la corporation de Québec n'oblige la compagnie à faire marcher ses bateaux que dans des conditions excessivement faciles pour elle et nullement de manière à rencontrer les exigences du service public. Il a été démontré devant votre comité que des plaintes innombrables se font dans le public, que les bateaux ne font que le service local entre Québec et Lévis et ne s'occupent pas du tout de l'heure de l'arrivée des trains de l'Intercolonial. Il en résulte que, surtout pendant la saison d'hiver, les passagers qui arrivent par les trains de l'Intercolonial et par ceux du Québec-Central, sont considérablement retardés et sont très fréquemment obligés de passer la nuit à la Pointe-Lévis, même quand le temps est très beau et que le fleuve est libre de glaces.

Comme conséquence de cela, il a été démontré devant votre comité que les passagers qui viennent à Québec y arrivent très souvent plus tard que n'arrivent à Montréal ceux qui se rendent à cette ville. Dans ces circonstances, la ville de Québec se trouve privée de la présence de beaucoup de personnes qui y passeraient autrement et qui, vu le défaut d'une traverse régulière, prennent immédiatement le train du Grand-Tronc pour se rendre à Montréal, sans passer par Québec. Ceux qui, dans ces circonstances, veulent se rendre immédiatement à Québec le même soir, qui y ont des affaires pressantes, sont obligés de faire des dépenses énormes pour traverser en canot, à des prix variant de \$2 à \$5 par tête. Il en résulte des dommages considérables pour la cité de Québec et pour le public voyageur.

Votre comité est d'opinion que cet état de chose est intolérable et ne serait subi dans aucun autre endroit par une population intelligente et désirant marcher dans la voie du progrès et de la prospérité.

Le Bureau de Commerce de la cité de Québec partage cette opinion, si l'on peut en juger par une résolution qui a été adoptée unanimement le 12 mars courant et qui a été produite devant votre comité par Ferdinand Henry Andrews, secrétaire du Bureau de Commerce. Cette résolution se lit comme suit :

“ Proposé par Dr. Ed. Morin, secondé par George Lefebvre :

“ Vu que des membres de ce bureau, à plusieurs reprises, se sont plaint dans les assemblées que la compagnie de la traverse entre Québec et Lévis ne donne pas satisfaction au public voyageur ni au commerce ;

Qu'elle n'a pas de salle d'attente pour les passagers, ni de hangar pour le fret ;

Que malgré toute la bonne volonté de ce bureau à régler cette question, il n'a jamais pu arriver à aucun résultat ;

Que ce bureau voit avec satisfaction que ce sujet important occupe l'attention de l'Assemblée Législative et de la Chambre des Communes, et qu'il espère que le comité spécial nommé par l'Assemblée Législative pour étudier cette question et y apporter un remède réussira à obtenir de la compagnie actuelle les concessions nécessaires pour que le public n'ait plus raison de se plaindre comme maintenant.”



"I hereby certify that the foregoing is a true copy of a resolution passed at a special general meeting of the Quebec Board of Trade, held on the 21st day of February 1889.

Office of the Quebec Board of Trade,

12th March, 1889.

(Signed) F. H. ANDREWS,  
Secretary."

La compagnie n'a pas non plus de salle d'attente pour les passagers, qui soit assez confortable ni tenue ouverte en tout temps; et il arrive que des passagers pauvres, surtout des femmes et des enfants qui n'ont pas les moyens d'aller dans les hôtels, sont par là exposés à grelotter de froid sur le quai, en attendant l'arrivée irrégulière des bateaux. Ce fait et les autres qui sont signalés dans le présent rapport ont été établis par des témoins intelligents et désintéressés.

Votre comité croit cependant devoir déclarer que la compagnie remplit à peu près les obligations auxquelles elle est tenue par son contrat avec la cité de Québec. Ce qui laisse à désirer, c'est la nature défectueuse de ce contrat et le peu de satisfaction que ses clauses donnent au public.

Votre Comité croit juste de dire aussi, que dans certaines circonstances, la compagnie a fait plus qu'elle n'y était tenue par son contrat, ce qui n'est pas encore beaucoup. La compagnie a à son service des hommes réellement désireux de satisfaire le public, et il est juste de mentionner ici spécialement le nom de M. Rouleau, capitaine du bateau le "Polaris," à qui la compagnie laisse une grande discrétion et qui fait tout en son possible pour obvier par son obligeance au mal dont le public se plaint.

Quand à la compagnie, nous ne croyons pas qu'il y ait réellement beaucoup de mauvais vouloir de sa part, ou du moins s'il y en a, ce mauvais vouloir a été tempéré par les plaintes du public et de la Presse de la cité de Québec, à ce sujet. Ainsi, depuis que le projet de loi, qui est actuellement soumis au présent comité, a été déposé devant la Chambre et depuis que la Presse a dénoncé les abus qui existaient, il est démontré par les témoins que votre comité a entendus que la compagnie a fait des efforts pour remédier au mal existant, dans une proportion, nous ont dit des témoins, de 25 pour cent. Il y aurait encore, en conséquence, beaucoup d'amélioration à faire.

Votre Comité est d'opinion que la passation du bill qui lui est soumis serait un empiètement sur le contrat passé entre la cité de Québec et la compagnie. Cette dernière ne pourrait pas, à la vérité se plaindre beaucoup de la violation de son contrat, parce qu'elle a elle-même trouvé moyen de se soustraire à l'une des allégations de son contrat. Ainsi, tel qu'il appert par le témoignage de M. Patton, gérant de cette compagnie, elle n'avait pas le droit, en vertu de son contrat, d'empêcher un pont de glace de se former devant la cité de Québec. Cependant, la compagnie a pris sur elle de donner l'exemple de la violation de cette allégation de son contrat en faisant passer par le parlement fédéral un acte qui lui permet maintenant de briser la glace et d'empêcher le pont de se former. Avant la passation de cet acte, la corporation de Québec était obligée, pour faire respecter son contrat, de tenir très fréquemment des hommes de police à bord des bateaux. La

compagnie s'est libérée de cette surveillance et de cette obligation de son contrat en faisant passer par le parlement fédéral la loi ci-haut mentionnée.

Votre Comité ne croit pas cependant qu'il soit nécessaire de suivre l'exemple donné par la compagnie, pour le moment, vu que la compagnie se déclare prête à faire ce qu'elle pourra pour donner plus ample satisfaction au public et aussi pour les autres raisons mentionnées plus bas.

La plus grande cause du mal existant résulte du fait, qu'il n'y a pas de traverse régulière pour les passagers arrivant par les chars de l'Intercolonial et par ceux du Québec Central, et partant de Québec par les mêmes lignes.

La compagnie a un contrat pour le transport des passagers du Grand-Tronc qu'elle exécute plus ou moins régulièrement, mais elle n'en a pas du tout avec le chemin de fer Intercolonial ni avec celui du Québec Central. Aussi ne s'occupe-t-elle que peu ou point du transfert des passagers arrivant par les chars sur ces deux lignes.

Votre comité a constaté un état de choses extraordinaire, sur lequel il croit devoir attirer l'attention publique. La compagnie de la traverse, qui n'est pas obligée par son contrat de transporter les voyageurs de l'Intercolonial et du Québec Central, le fait cependant régulièrement pendant la saison d'été et à diverses reprises pendant la saison d'hiver, cependant, elle n'y est pas obligée. Même elle a offert aux autorités et aux gérants de ces chemins de fer de transporter leurs passagers régulièrement, à des conditions excessivement faciles. Ces offres ont été refusées pour des raisons de mesquine économie, qui sont une véritable injustice pour la cité de Québec et pour une moitié de la province de Québec.

D'après la preuve faite devant votre comité, les autorités du chemin de fer Intercolonial auraient refusé les offres faites par la compagnie pour le transport de leurs passagers, sur la futile raison que le nombre des passagers et les profits du tarif ne justifiaient pas une dépense comme celle-là. Cependant la loi du pays nous déclare que le chemin de fer Intercolonial devait être bâti depuis la cité de Québec jusque dans les provinces maritimes, ce qui n'empêche pas aujourd'hui les autorités de ce chemin de se rendre seulement à la Pointe-Lévis et de refuser de faire les dépenses minimales qui seraient nécessaires pour transporter les voyageurs jusqu'à Québec. Cet état de choses est regrettable et votre comité croit devoir y attirer l'attention publique d'une manière énergique.

En conséquence de tout ce que ci-haut, votre comité conclut qu'il est préférable de remettre la passation du projet de loi qui lui est soumis jusqu'à une session ultérieure de cette Législature ; et il se contente pour le moment de déclarer que le public souffre considérablement de l'état de chose actuel, que la faute en est moins à la compagnie de la traverse qu'au contrat existant avec la cité de Québec et au refus des autorités de l'Intercolonial de pourvoir d'une manière efficace au transfert de leurs passagers jusqu'à Québec.

Votre comité espère que d'ici à quelque temps les intéressés comprendront que l'on peut remédier au mal dont le public se plaint par d'autres moyens que par la passation du projet de loi actuel.

Il suggère, en conséquence, que les autorités de l'Intercolonial fassent leur part et dépensent ce qu'il faut pour donner satisfaction au public, que la compagnie de la traverse fasse la sienne en se soumettant aux demandes légitimes qui lui seront faites, et il

---

espère qu'un contrat semblable à celui du deux juin mil huit cent quatre-vingt-trois entre la cité de Québec et la Compagnie, s'il est renouvelé, le sera de manière à assurer au public et au commerce un service plus efficace.

Votre comité désire rendre au bureau de direction de la compagnie de la traverse et à son gérant le témoignage qu'ils se sont prêtés de bonne grâce aux recherches du comité, et qu'ils sont raisonnablement disposés à faire leur part pour remédier à un mal considérable et dont ils reconnaissent l'existence.



# INDEX

## DU

# VINGT-TROISIEME VOLUME

---

52 VICTORIA, 1889.

---

**A**NDON OU CESSON DE BIENS :—Voir *Statuts refondus*, 18.

**ACTES** :—Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec, et amender le code civil à ce sujet, (M. *Cardin*), présenté et renvoyé au comité de Législation, 192.

**ACTE ÉLECTORAL :**

1. Bill amendant la loi électorale, (l'honorable M. *Pelletier*), présenté, 46. Lu la 2<sup>e</sup> fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 54. Rapporté amendé, 99. Motion pour comité général, amendement de M. *Casgrain* pour renvoyer le comité général à six mois, négativé; bill renvoyé à un comité général sur division; considéré; amendé; rapporté sur division; réimpression ordonnée, 124. Motion pour concours dans les amendements; débats 137, 139. Débats repris, 139. Amendement de M. *Robidoux*, 139. Débat, 139, 143, 144. Sous-amendement de M. *David*; débat ajourné, 156. Sous-amendement adopté, 167. Motion principale ainsi amendée, adoptée; bill renvoyé à un comité général, considéré; amendé; rapporté, 168. Motion pour 3<sup>e</sup> lecture; amendement de l'honorable M. *Gagnon* pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté sur division; bill renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; amendements adoptés sur division. 179. Motion pour 3<sup>e</sup> lecture; amendement de M. *Boyer* pour renvoyer la 3<sup>e</sup> lecture à six mois, négativé, 210. Bill lu la 3<sup>e</sup> fois et passé, 210. Par le Conseil, 303. S. R., 422. (52 Vict., ch. 6.)

2. Bill pour amender la section 64 de l'acte électoral de Québec, (M. *Robidoux*), présenté, 64. Lu la 2<sup>e</sup> fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 54. Rapporté, 255. Considéré en comité général; rapporté; passé, 281. Par le Conseil, 385. S. R., 422. (52 Vict., ch. 9.)

3. Bill amendant la loi électorale de Québec, concernant les manœuvres frauduleuses, (M. *David*), présenté; lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 86. Rapporté amendé, 99.

4. Bill pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'intractions à l'acte électoral de Québec, (M. *Lemieux*), présenté, 102.

**ACTE ÉLECTORAL :—*Snite.***

5. Bill pour amender la loi électorale de Québec, en augmentant les droits de suffrage, et pour amender le Code Municipal, en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, (l'honorable M. *Mercier*), présenté, 150. Lu la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé à un comité général, 222. Considéré; amendé; rapporté; passé, 248. Par le Conseil, 385. S. R., 423. (52 Vict., ch. 4.)

6. Bill pour amender la loi électorale de Québec, (l'honorable M. *Turcotte*), présenté, 187. Lu la seconde fois; renvoyé à un Comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 222. Par le Conseil avec amendements, 303. Amendements considérés et adoptés, 303. S. R., 423. (52 Vict., ch. 5.)

7. Bill amendant la loi électorale de Québec (article 177 des S. R. P. Q.), (l'honorable M. *Gagnon*), présenté; lu la seconde fois, renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 213. Par le Conseil, 232. S. R., 233. (52 Vict., ch. 7.)

8. Bill pour amender l'article 427 des Statuts Refondus, concernant la loi électorale de Québec, (M. *Hall*), présenté, 199. Ordre pour la seconde lecture rescindé; bill renvoyé au comité de Législation, 283. Rapporté, 388. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 405.

**ACTON :—Voir 1 des Documents de la Session**

Administration de la justice dans le district du Saguenay, 150.—Voir *Statuts Refondus*, 14.

**Adresses :**

**A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :**

1. *Discours du Trône*,—Copie du—obtenue par M. l'Orateur, 15. Devant être pris en considération, 16. Motion pour une adresse en réponse au—à l'ouverture de la Session, 21. Adoptée et renvoyée à un comité spécial; adresse rapportée, 23. Adoptée; ordre d'en faire la grosse; devant être présentée par toute la chambre, 23. Réponse, 68.

2. *Ecole des Sourds-Muets, Mile End et grains de semence*.—Priant Son Honneur d'émettre un mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province, pour la somme de trois mille piastres, pour aider la dite école des sourds-muets, et la somme de cinquante mille piastres pour l'achat de grains de semence, 414.

**AGRICULTURE :**

*Enseignement de l'—dans les écoles*.—Voir 2, des Documents de la Session.

**AGRICULTURE ET COLONISATION**

1. Bill amendant la loi de l'—, (M. *Beauchamp*), présenté, 145. Lu la seconde fois et renvoyé au comité d'agriculture, 181. Rapporté amendé, 197. Motion pour comité général; débat ajourné, 211.

2. Rapport du Commissaire :—Voir 3, des Documents de la Session.

---

**AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :**

1. Comité permanent nommé, 17, 27. M. *Dumais* substitué à M. *Gladu* dans le comité, 45. Premier rapport, annonçant la nomination de l'honorable M. *Rhodes*, comme président et demandant que le *quorum* soit réduit à sept, 66 ; adopté, 66. Membres ajoutés, 126. Second rapport, adopté, 197. Troisième, 206. Quatrième, 258. Cinquième, 267. Sixième, 349. Bills renvoyés à ce comité, 168, 181, 195, 213, 224.

2. Motion de M. *Bernatchez*, pour que la Chambre concoure dans certaine partie du rapport du comité permanent d'agriculture du 10 juillet 1888, au sujet du rapport de la commission agricole ; amendement de M. *Dechené*, l'Islet, que vu l'importance de la question agricole, cette Chambre attendra pour l'adoption du projet préliminaire de la commission agricole que la dite commission ait fait un rapport final de ses travaux et de ses observations ; débat ajourné, 204. Débat repris, 380. Sous amendement de M. *Legris*, adopté, 381.

**AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :**—Bill amendant l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, (M. *Robidoux*), présenté, 53. Lu la seconde fois et renvoyé au comité d'agriculture, 168. Rapporté, 349. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 373.

**AIKMAN, GOVIN & SMITH :**—Réclamations de MM. :—Voir 88, *des Documents de la Session*.

**ALIÉNÉS :**—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives à certain contrat pour l'entretien des aliénés, 27, 41. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 41. Résolution à rapporter, 43. Rapportée ; lue la seconde fois sur division et adoptée sur division, 50. Procédés relatifs au concours déclarés nuls ; résolution remplacée sur les ordres du jour pour concours, 54. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'honorable M. *Pelletier*, et sous-amendement de M. *Duplessis*, 296. Sous-amendement négatif, 296. Autre sous-amendement de M. *Boyer*, adopté, motion principale, ainsi amendée, adoptée, 297. Résolutions renvoyées de nouveau à un comité général ; considérées ; amendées, 297. Rapportées, 299. Lues la seconde fois sur division, 300. Adoptées sur division, 301.

**AMENDES ET PENALITÉS :**—Remises au Trésor par différents Greffiers de la Paix :—Voir 4, *des Documents de la Session*.

**APPLICATION PAR L'EXÉCUTIF DES LOIS DE CETTE PROVINCE :**

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'application par l'Exécutif des lois de cette province, 212, 248. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 248. Résolutions rapportées et adoptées sur division, 249. Bill basé sur ces résolutions, 250. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant l'application par l'Exécutif des lois de cette province, (l'honorable M. *Mercier*), présenté, 250. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 302. Par le Conseil, 397. S. R., 423. (52 Vict., ch. 12.)

**ARPENTEURS :**—Voir 5, *des Documents de la Session*.

**ARPENTEURS ET ARPENTAGES** :—Bill amendant la loi relative aux, (l'honorable M. Duhamel), présenté, 126. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 222. Par le Conseil avec amendements, 317. Amendements considérés et adoptés, 320. S. R., 420. (52 Vict., ch. 41.)

**ARRÉRAGES DUS AU GOUVERNEMENT** :—Voir 6, *des Documents de la Session*.

**ARTS, LETTRES ET SCIENCES** :—Voir A, *des Documents de la Session*.

**ASILE BELMONT** :—Voir 7, 8, 9, 129, *des Documents de la Session*.

**ASILE, COMMISSION DES** :—Voir 52, R, *des Documents de la Session*.

**ASILES D'ALIÉNÉS** :—Bill pour amender le chap. 5 du titre 8 des Status Refondus de la province de Québec, intitulé : "Des Asiles d'Aliénés," (l'honorable Mr. Gagnon), présenté, 27. Motion pour 2e lecture ; débat ajourné, 256. Débat repris, motion adoptée ; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 257. Considéré ; rapporté ; motion pour 3e lecture ; Amendement de M. Casgrain ; débat ajourné, 285. Débat repris, sous-amendement de l'honorable M. Blanchet, négativé ; amendement rejeté ; bill lu la 3e fois sur vote et passé sur vote, 294. Par le Conseil, 400. S. R., 420. (52 Vict., ch. 35.)

**ASILE DE BEAUPORT** :—Voir 10, B, R, *des Documents de la Session*.

**ASILE DE LA LONGUE-POINTE** :—Voir 11, *des Documents de la Session*.

## Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur ; à la barre du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1.—, à la clôture de la Session 419.

2. Message nommant les membres de la Commission de l'Economie interne, 36.

### *Réunions et ajournements de la Chambre :*

3. Continue à siéger après minuit, 76, 257, etc.

4. Motion pour trois séances par jour ; débat, 317. Débat repris ; motion adoptée, 367.

5. Devant avoir deux séances le même jour, 251. Trois séances, 367.

6. Siége le samedi, 311.

7. Motions pour ajourner la Chambre, négativées, 360, 367. Autre motion déclarée hors d'ordre, 367.

8. Ajourne à une heure plus tôt qu'à l'ordinaire, 195.

9. Ajourne du 11 au 15 janvier, 25.

10. Ajourne du 22 au 25 février, 231.



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*

11. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 256, 260, etc.

12. Bill nommant Commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée Législative, (l'honorable M. *Turcotte*), présenté, 374. Voir *Commissaires*.

ASSOCIATION AGRICOLE DES CANTONS DE L'EST :—Voir *C, des Documents de la Session*.

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE :—Bill constituant en corporation les Associations de bienfaisance et les sociétés nationales, (M. *Lareau*), présenté, 30. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 64. Considéré; amendé; rapporté, 75. Passé, 92.

ASSOCIATION DES DENTISTES :—Voir *Dentistes*.

ASSOCIATION DE TÉLÉPHONE DE SHEERBROOKE :—Voir *Sherbrooke*.

ASSOCIATION DITE "LA LIGUE DES CITOYENS" :—Formée dans l'intérêt de la tempérance, 81. Voir 116, *des Documents, Ligue des Citoyens*.

ASSOCIATION PROVINCIALE D'INSTITUTEURS PROTESTANTS DE QUÉBEC :—Voir *Instituteurs Protestants*.

ATKINSON, HENRY :—Voir 12, *des Documents de la Session*.

AYLMER :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de la "Société Saint-Jean-Baptiste de Bienfaisance d'Aylmer," 86. Avis, 95. Bill, (M. *Rochon*), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général; rapporté; passé, 187. Par le Conseil, 255. Honoraire remis, 224. S. R., 422. (52 Vict., ch. 69).

BACHELIER ES-ARTS :—Voir *Profession légale, etc.*

BAIE DES CHALEURS :—Pour correspondance au sujet de la construction d'un chemin de fer de Paspebiac au Bassin de Gaspé, 48, 88.—Voir 13, *des Documents de la Session*.

BARACHOIS :—Pour un pont sur la rivière, 166.—Voir 15, *des Documents de la Session*.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

1. Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec, (M. *Rochon*), présenté, 46. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de législation, 76. Rapporté amendé, 208. Considéré en comité général; rapporté; passé, 279. Par le Conseil, 340. S. R., 421. (52 Vict., ch. 37.)

2. Bill amendant la loi concernant le Barreau de la province de Québec, (l'honorable M. *Turcotte*), présenté, 60. Lu la 2e fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 148. Par le Conseil, 198. S. R., 420. (52 Vict., ch. 38.)

3. Bill amendant la loi concernant le Barreau de la province de Québec, (l'honorable M. *Lynch*), présenté, 72. Motion pour 2e lecture; amendement de M. *Lafontaine* pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois, adopté sur vote, 329.

---

**BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—*Suite.***

4. Pétition du Conseil général du Barreau de la province de Québec ; demandant de ne pas accorder la faveur de bills privés sans soumettre les pétitionnaires à l'obligation de subir l'examen préliminaire à l'étude du droit, aussi bien que l'examen final sur le droit, et de ne pas changer ou amender la loi du Barreau sans l'approbation du Conseil général du Barreau de la province de Québec ; reçue et lue ; devant être imprimée et insérée dans les Journaux de la Chambre comme appendice, 116.—Voir *Appendice A.*

5. Pétition de l'Université du collège McGill ; demandant certains privilèges et contredisant certaines allégations de la requête du Conseil général du Barreau de la province de Québec ; reçue et lue ; devant être imprimée et insérée dans les Journaux de la Chambre comme appendice, 162.—Voir *Appendice B.*

6. Pétition de l'Université de Bishop's College ; contredisant certains avancés de la requête du Conseil général du Barreau ; reçue et lue et insérée dans les Journaux de la Chambre comme appendice, 170.—Voir *Appendice C.*

**BASSIN DE CHAMBLY :—**Au sujet du fonds d'emprunt municipal.—Voir 73, *des Documents de la Session.*

**BASSIN DE GASPÉ :—**Pétition demandant qu'une charte soit accordée à toute compagnie qui s'engagera de construire et de mettre en opération, dans l'espace de trois années une ligne courte de chemin de fer partant du Bassin de Gaspé et se reliant au chemin de fer Intercolonial, 206.

**BATISCAN :—**Pont sur la rivière,—Voir 132, *des Documents de la Session.*

**BATISSES DE L'EXPOSITION, MONTRÉAL :—**Voir 16, *des Documents de la Session.*

**BEAUCE :**

1. Barreau du district de,—Voir 17, *des Documents de la Session.*

2. Cours du district de,—Voir D, *des Documents de la Session.*

**BEAUDET, CHARLOTTE ODILE :—**Pétition de,—veuve de feu Louis Taché ; demandant un acte pour ratifier la vente de certains biens de la succession de feu Louis Taché ; motion de M. Casgrain, demandant que la dite pétition soit présentée et renvoyée au comité permanent des ordres permanents, négative, 94. Pétition lue et reçue, 133.—Voir *Taché, Louis.*

**BEAUDRY, HON. JEAN LOUIS :—**Pétition de Rouer Roy et autres, exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu l'honorable Jean Louis Beaudry, demandant un acte pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de l'honorable Jean Louis Beaudry, et pour autres fins, 30. Avis, 78. Bill, (du Conseil Législatif) ; lu la première et la seconde fois et renvoyé à un comité, et 60e règle suspendue, 266. Rapporté amendé, 277. Considéré en comité général, rapporté ; passé, 280. Amendements adoptés par le Conseil, 331, S. R., 420. (52 Vict., ch. 100.)

**BEAUDRY, F. X. :—**Pétition demandant un acte autorisant l'aliénation de certains immeubles substitués par feu—à François Mandeville, 86.—Voir *Mandeville, François.*

- 
- BEAUHARNOIS :—Société d'agriculture du comté de.—Voir 18, *des Documents de la Session*.
- BEAULIEU, J. B. :—Ci-devant garde forestier pour la division ouest du comté de Rimouski.—Voir E, *des Documents de la Session*.
- BEAUMONT, MACADAMISAGE DU CHEMIN DE, 75, 142 :—Voir 19, *des Documents de la Session*.
- BEAUSOLEIL, M. :—Voir F, *des Documents de la Session*.
- BEAUSOLEIL, M. EVANGELISTE :—Documents se rattachant à la vente à—de certains lots dans Brandon, 20.—Voir 20, *des Documents de la Session*.
- BEL-AIR JOCKEY CLUB :—Petition de James P. Dawes et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Bel-Air Jockey Club," 51. Avis, 70. Bill (M. Boyer), présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 116. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 131. Par le Conseil avec amendements, 198. Amendements considérés et adoptés, 198. S. R., 420. (52 Vict., ch. 76).
- BELAND & MARTINEAU :—Bois pour Exposition provinciale en 1897.—Voir G, *des Documents de la Session*.
- BELLECHASSE :
1. Argents de colonisation dépensés dans.—Voir 21 et 22, *des Documents de la Session*.
  2. Demandes pour grains de semence.—Voir 23, *des Documents de la Session*.
  3. Collège de St. Michel.—Voir OOO, *des Documents de la Session*.
  4. Couvent de St. Michel.—Voir NNN, *des Documents de la Session*.
- BENDER, EUGÈNE P. :—Réclamation de Manicouagan.—Voir 24, *des Documents de la Session*.
- BERTHIER :—Fabrique de sucre de betteraves de.—Voir H, *des Documents de la Session*.
- BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :
1. Comité conjoint de la.—Membres nommés par le Conseil, 51. Membres nommés par l'Assemblée, 51. Premier rapport nommant l'honorable M. Marchand, président et fixant à sept membres le *quorum* de ce comité ; adopté par la Chambre, 255. Second, 388.
  2. Rapport du Conservateur de la—, 17. Voir 25, *des Documents de la Session*.
- BIENS DES JÉSUITES :—Voir 26, 27, 28, I, 92, *des Documents de la Session*. Voir aussi Hurons de Lorette.
- BILODEAU LOUIS :—Voir 29, *des Documents de la Session*.

**Bills :**

1. Rapport que le préambule d'un Bill n'est pas prouvé, 198.
2. Présentés ; lus les trois fois et passés, 213.
3. Présentés ; lus la première fois et renvoyés à un comité, 192, 199.
4. Présentés ; lus les première et seconde fois et renvoyés à un comité, 34, 53, 87, 120, 183, 190, 195, 213, 256, 259.
5. Motions pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, négativées, 160, 354. Adoptées, 329, 330, 346.
6. Ordre pour seconde lecture, rescindé, 168, 169, 181, 223, 224, 282, 283.
7. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés ; passés, 148, 159, 180, 223, 224, 284, 302.
8. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; amendés, rapportés ; passés, 180, 222, 282, 318.
9. Motions pour renvoyer de nouveau un bill à un comité général, rejetées sur divisions, 150, 152, 157, 234, 241, 294, 312. Adoptées, 180, 209, 261.
10. Motions pour renvoyer à six mois un comité général sur bill ; adoptée, 124.
11. Motion pour renvoyer la 3<sup>e</sup> lecture d'un bill à six mois, négativée, 193, 210.
12. Ordre pour troisième lecture, déchargé, bill renvoyé de nouveau à un comité général ; considéré ; amendé &c., 137.
13. Lus la troisième fois sur division et passés sur division, 295.
14. Remis sur l'ordre du jour, 334.
15. Bill répudié, 193.
16. Renvoyé de nouveau à un comité permanent après rapport, 187.
17. Renvoyé à un comité spécial, 93, 114.
18. Re-impression ordonnée, 121, 124, 145, 197, 212. •
19. Bill retiré, 145, 162, 195.
20. Amendés par le Conseil, 134, 186, 198, 210, 212, 232, 255, 259, 303, 316.
21. Amendements du Conseil considérés et adoptés de suite, 134, 186, 198, 210, 212, 232, 256, 259, 303, 316.
22. Considérés et seconde lecture remise à plus tard, 212, 232, 316, 340, 349. Lus la seconde fois et adoptés, 317, 355, 404.

---

**BILLS :—*Suite.***

23. Renvoyé au Conseil pour être reconsidérés, 344, 357.
24. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 394.
25. Bills du Conseil Législatif, 119, 149, 190, 266, 232, 360.
26. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 373. Amendements adoptés par le Conseil, 250, 331, 400.
27. Sanctionnés, 232, 420, 421, 422, 423.

**Bills Privés :**

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 17, 26. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum*. *Quorum* devant être de sept, 45. Membres ajoutés à ce comité, 45, 126. Autres rapports sur divers bills, 65, 82, 95, 99, 109, 116, 125, 133, 140, 145, 157, 161, 170, 182, 191, 197, 206, 243, 254, 277.
  2. Bills renvoyés à ce comité, 52, 53, 60, 73, 80, 84, 89, 106, 113, 121, 153, 166, 191.
  3. Partie du 7<sup>e</sup> rapport suspendue, 116. Partie de ce rapport, non reçue, 125.
  4. Prise en considération des bills privés, en vertu de la 19<sup>me</sup> règle, 72, 105, 112, 137, 149, 158, 209, 221.
  5. Remise des honoraires sur bills, 177, 181, 182, 204, 206, 209, 224, 239, 252, 254, 258, 273, 274.
  6. Motions pour la remise de la moitié des honoraires, négativées, 258. Adoptées, 417, 418.
  7. Motions pour remise de l'honoraire, rejetées, 401.
  8. Rapport recommandant que les sommes d'argent payées pour traduction et correction des épreuves des bills privés soient remises aux chefs des traducteurs français et anglais, 255.
  9. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 209.
  10. Rapport recommandant qu'il soit permis de retirer un bill, 145, 162.
  11. Comité chargé de diviser un bill de manière à en faire deux bills, 187.
- BISSEAU, ELIE HERCULE :—**Documents relatifs à son élection contestée, 2. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 4. Pétition d'élection renvoyée avec dépens, 5.
- BOIS, DISTILLATION DU :—**Correspondance à propos des renseignements donnés par M. Burcey, de Syracuse, Etat de New-York, à propos de la distillation du bois. Voir 62, des Documents de la Session.

BOIS POUR EXPOSITION PROVINCIALE :—A Québec, en septembre, 1887.—Voir *G et K, des Documents de la Session.*

BOIS POUR TRAVAUX PUBLICS :—Droit de couper du bois sur les terres de la Couronne pour travaux publics, 74, 194.—Voir *30, des Documents de la Session.*

BOIS, PROTECTION DES—CONTRE LE FEU :—Voir *Protection des bois contre le feu.*

BONAVENTURE :

1. Argents de colonisation, 18. Voir *31, des Documents de la Session.*

2. Beurrerie ou fromagerie dans.—Voir *Documents 184.*

3. Rôles de paie pour travaux de colonisation dans, 87.—Voir *32, des Documents de la Session.*

BOURASSA, AIMÉ—Mis en cause dans l'élection contestée de Laprairie, 9, 13.

BRANDON :—Voir *20, des Documents de la Session.*

BURCEY, M. :—Au sujet de la distillation du bois.—Voir *62, des Documents de la Session.*

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—Bill amendant l'article 514 du Code Municipal, relatif aux bureaux d'enregistrement, (M. *Basinet*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 87. (Voir *Code Municipal*, 17)

BUREAU DE REVENU :—Bill créant un—dans le département du Trésor, (L'honorable M. *Shehyn*), présenté, 266. Lu la seconde fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; lu la troisième fois sur division et passé, 302. Par le Conseil, 349. S. R., 420. (52 Vict., ch. 14).

BUREAU DU GOUVERNEMENT, MONTRÉAL :—Voir *33, des Documents de la Session.*

CADASTRE :—Des cantons de Malbaie, Douglas et York, par M. Petrus Gauvreau, 48. Voir *82, des Documents de la Session.*

CADASTRE DES ISLES DE LA MAGDELEINE :—Voir *34, des Documents de la Session,*

CANTONS ARPENTÉS :—Voir *35, des Documents de la Session.*

CARLE, JOSEPH L. :—Pétition de—et autres ; demandant un acte pour enlever tout doute sur la validité de certains arrangements entre Louis Carle et Joseph L. Carle, 82. Avis, 95. Bill, (L'honorable M. *Taillon*), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté, 197. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 230. Par le Conseil, 316. S. R., 422. (52 Vict., ch. 111.)

CARRIER, ACHILLE :—Sommes payées à—Voir *36, des Documents de la Session.*

CASCAPÉDIAC A GASPÉ, ROUTE DE :—Voir *L, des Documents de la Session.*

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *37, des Documents de la Session.*

CENS ET RENTES SEIGNEURIALES :—Voir 38, *des Documents de la Session*.

CESSIONS DE BIENS :

1. Bill amendant la loi relative à la cession de biens, (l'honorable M. Turcotte), présenté, 300. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 317. Par le Conseil avec amendements, 348. Amendements considérés, 349. Premier amendement lu la seconde fois et adopté, deuxième amendement lu la seconde fois ; motion de l'honorable M. Gagnon pour renvoyer de nouveau le bill au Conseil Législatif, adoptée, 357. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, mais a amendé le bill de nouveau, 394. Amendements considérés et adoptés, 394. S. R., 423. (52 Vict., ch. 51.)

2. Bill relatif à la—(M. Dechene, l'Islet), présenté, 174. Pétition contre ce bill, 254.

3. Voir *Statuts Refondus*, 18.

CHAMBLEY :

1. *Hospice St. Joseph* :—Etat des affaires, 29.—Voir 96, *des Documents de la Session*.

2. *Salle d'Asile* :—Etat des affaires, 29.—Voir 96, *des Documents de la Session*.

CHAMPAGNE, CHS. DIT LAPLANTE :—Documents relatifs à son élection contestée, 2. Lus et entrés dans les Journaux de la Chambre, 2. Election maintenue, 3.

CHAMPLAIN :—Sommes dépensées pour la colonisation dans le comté de.—Voir 39, *des Documents de la Session*.

CHAPEAU, COUR DE CIRCUIT A :—Relativement à l'abolition de la.—Voir 40, 41, *des Documents de la Session*.

CHARLAND :—La Reine *vs.*—Voir K K, *des Documents de la Session*.

CHARLESON, J. B. :—Rapport annuel de.—Voir 42, *des Documents de la Session*.

CHASSE :

1. Bill amendant la loi de la chasse, (M. Sylvestre), présenté, 150. Motion pour 2e lecture ; Amendement de M. Boyer pour renvoyer la 2e lecture à six mois, adopté sur vote, 330. Pétition contre ce bill, 256.

2. Bill amendant la loi de la chasse de Québec, (l'honorable M. Duhamel) présenté, 126. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 223. Considéré ; rapporté ; passé, 248. Par le Conseil, 316. S. R., 422. (52 Vict., ch. 19.)

3. Pétitions demandant des amendements à la loi de la chasse, 78, 86.

CHATEAUGUAY :—Rapports faits depuis 1876 sur la tenue du bureau d'enregistrement de—, Voir 43, *des Documents de la Session*.

CHATEAU RICHER :—Pour copie des requêtes demandant de l'aide pour macadamiser le chemin public à—, Voir M, *des Documents de la Session*.

CHAUVEAU, L'HON. P. J. O. :—Intervenant dans l'élection contestée de Laprairie, 9. Son intervention maintenue, 11.

CHEMINS À BARRIÈRES :

1. Comptes et rapports des syndics des chemins à barrières de la rive sud à Québec, 64. Voir *N*, des *Documents de la Session*.

2. Copie des jugements dans la cause, Belleau vs. La Reine, 19. Voir 44, des *Documents de la Session*.

3. Rapports faits par les Commissaires des —, Montréal,—143. Voir 45, des *Documents de la Session*.

4. Documents concernant la demande des syndics des —, de l'Isle de Montréal au sujet du chemin Lachine. Voir *O*, des *Documents de la Session*.

5. Bill pour amender le chapitre 125 du Statut 20 Victoria, intitulé : " Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec en deux Commissions distinctes et établir d'autres dispositions pour cet objet. (M. Casgrain), présenté, 79.

6. Motion de M. Casgrain pour la formation d'un comité spécial chargé d'étudier la position financière des chemins à barrières de la rive nord à Québec ; amendement de M. Boyer, que certains noms soient ajoutés au dit comité et que les mots " rive sud," " et de Montréal," soient ajoutés à la dite motion ; sous-amendement de M. Picard, qu'il soit aussi donné instruction au dit comité d'étudier la question de l'abolition des taux sur les ponts de péage dans la province ; amendement et sous-amendement adoptés ; motion principale, ainsi amendée, adoptée, 80. Premier rapport, nommant M. Pilon président, et recommandant que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq, 100. Adopté, 100. Second rapport, 285. Motion de M. Pilon pour l'adoption de ce rapport ; amendement de M. Dechêne (l'Islet), proposé et adopté, 378. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 378.

7. Bill amendant la loi relative aux chemins à barrières, (M. Faucher de Saint Maurice), présenté et renvoyé au comité de Législation, 397.

CHEMINS DE FER :

1. Bill amendant la loi des chemins de fer, (M. Robidoux), présenté, 53. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 93. Rapporté, 99. Motion pour comité général ; amendement de l'honorable M. Pelletier pour renvoyer le comité général à 6 mois adopté sur division, 123.

2. Bill pour amender l'acte des chemins de fer et spécialement l'article 5170, (M. Dechêne, l'Islet), présenté, 206. Bill remis sur l'ordre du jour et renvoyé au comité de Législation, 334. Rapporté, amendé, 488. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; rapporté ; passé, 400. Par le Conseil, 418. S. R., 428. (52 Vict., ch. 44.)

3. Bill amendant la loi des chemins de fer dans le but de constater les dommages causés à la propriété d'autrui, (M. Bissot), présenté, 206. Ordre pour la 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législaion, 284.



CHEMINS DE FER :—*Suite.*

4. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les subventions à certains chemins de fer, 256, 300. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 300. Résolutions rapportées, 301. Lues la seconde fois sur division et adoptées sur division, 317. Bill basé sur ces résolutions, 317. Voir *ci-dessous*, 5.

5. Bill concernant les subventions à certains chemins de fer, (l'honorable M. *Shehyn*), présenté, 317. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 332. Par le Conseil, 397. S. R., 423. (52 Vict., ch. 86.)

6. Rapports et statistiques transmis au gouvernement par les Compagnies de, 174. Voir 46, *des Documents de la Session.*

7. Comité permanent nommé, 17, 26. M. *Dumais* substitué à M. *Rochon*, dans ce comité, 45. Premier rapport annonçant la nomination de M. *Cameron* comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 66. Autres rapports, 86, 119, 125, 133, 140, 170, 198. Membres ajoutés, 126. Bills renvoyés à ce comité, 60, 73, 113, 166.

CHEMINS DE FER, A MANITOBA :—Copie du jugement au sujet de la construction de certains,—81, 174.—Voir 47, *des Documents de la Session.*

CHEMIN MARITIME DE LA RIVE SUD :—Voir 48, *des Documents de la Session.*

## CHICOUTIMI :

1. Pétition demandant un acte pour annexer à la division No. 2 du comté de Chicoutimi, pour fins municipales et d'enregistrement, tout le côté nord de la Grande Décharge et du Lac St. Jean, depuis le canton Taché inclusivement, 86.

2. Bill pour détacher certains townships et territoires, pour les fins municipales agricoles et d'enregistrement, de la division No. 1 du comté de Chicoutimi pour les annexer à la division No. 2, M. (*Dumais*), présenté, 183.

CLARK, HORACE DRYDEN :—Pétition demandant qu'un exécuteur testamentaire soit nommé à la succession de feu Horace Dryden Clark, 52. Avis, 66. Bill, (M. *Robidoux*), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 109. Considéré en comité général, rapporté, 120. Lu la 3e fois et passé, 131. Par le Conseil, 186. Motion pour remise de l'honoraire, négativé, 401. S. R., 420. (52 Vict., ch. 101.)

CLOUTIER, DAME ELISE :—Pétition demandant un acte pour confirmer une certaine vente faite par elle à M. Philippe Richard, 78. Avis, 95. Bill, (M. *Tessier*), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté, 145. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 153. Par le Conseil avec amendements, 212. Amendements, considérés et adoptés, 212. Motion pour remise de l'honoraire, négativé, 401. S. R., 422. (52 Vict., ch. 107.)

CLUB POUR LA PROTECTION DU GIBIER ET DU POISSON :—Pétition demandant que le bill pour amender la loi de la chasse, ne devienne pas loi, 256.

CLYDE :—Cours du Canton de—, Voir *Terrebonne.*

## CODE CIVIL :

1. Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender le Code Civil du Bas-Canada, (l'honorable M. *Gagnon*) ; Lu la première fois, 360. Ordre pour seconde lecture, déchargé, bill renvoyé au comité de Législation, 371. Rapporté amendé, 388. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 396. Amendements adoptés par le Conseil, 400. S. R., 420 (52 Vict., ch. 48.)

2. Bill amendant certains articles du Code Civil, relatifs aux registres de l'état civil, (l'honorable M. *Gagnon*), présenté, 102. Lu la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé à un comité général, 148. Considéré, rapporté, 182. Ordre pour 3<sup>e</sup> lecture, rescindé, 193.

3. Bill amendant l'article 2157 du Code Civil, (M. *Cardin*), présenté, 46. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 76.

4. Bill amendant le Code Civil du Bas-Canada, (M. *Cardin*), présenté, 53. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 76.

5. Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec, et amender le Code Civil à ce sujet (M. *Cardin*), présenté et renvoyé au comité de Législation, 192.

6. Bill amendant l'article 1571 du Code Civil relatif à la signification des transports de créances et droits d'action, (M. *Robidoux*), présenté, 157. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 282.

7. Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile et ajouter de nouvelles dispositions à ces codes, (M. *Cardin*), présenté, 150. Ordre pour seconde lecture, rescindé, bill renvoyé au comité de Législation, 181. Rapporté, 388. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 400. Par le Conseil, 404. S. R., 423. (52 Vict., ch. 26.)

8. Bill amendant le Code Civil relativement à l'enregistrement des hypothèques, (l'honorable M. *Blanchet*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 256.

## CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill (du Conseil législatif), amendant l'article 34 du—, (l'honorable M. *Mercier*), présenté, 120. Ordre pour seconde lecture, déchargé : bill renvoyé au comité de Législation, 182.

2. Bill amendant le paragraphe 6 de l'article 556 du Code de Procédure Civile, tel que contenu dans l'article 5917 des Statuts Refondus de la province de Québec, (M. *Hall*), présenté, 134. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 181. Par le Conseil avec amendements, 340. Amendements considérés, 330. Motion pour seconde lecture ; amendement de M. *Hall* ; message renvoyé au Conseil donnant les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements, 344.

3. Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte amendant le Code de Procédure Civile du Bas-Canada ", (l'honorable M. *Turcotte*) ; lu la première fois, 361. Ordre pour seconde lecture, rescindé, bill renvoyé au comité de Législation, 371.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

4. Bill amendant le Code de Procédure Civile relativement aux matières sommaires, (M. David), présenté, 145.

5. Bill amendant l'article 650 du—et validant certaines ventes faites par autorité de justice dans Montréal, 87. Voir *Ventes par autorité de justice*.

6. Bill pour amender l'article 5960 des S. R. P. Q. qui amende l'article 772 du Code de Procédure Civile, (M. Robidoux), présenté, 134. Voir *Statuts Refondus*, 18.

7. Bill amendant l'article 483a du Code de Procédure Civile, ajouté par l'article 5905 des S. R. P. Q., quant à la révision des jugements, 80.—Voir *Statuts Refondus*, P. Q., 17.

8. Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile et ajouter de nouvelles dispositions à ces codes (M. Cardin), présenté, 150. Ordre pour seconde lecture, rescindé; bill renvoyé au comité de Législation, 181.—Voir *Code Civil*, 7.

9. Bill du Conseil Législatif pour amender l'article 275 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, (l'honorable M. Pelletier), 191. Ordre pour seconde lecture, rescindé; bill renvoyé au comité de Législation, 224.

10. *Commission pour la refonte du* :—Voir P, *des Documents de la Session*.

11. Mémoire du Conseil général du Barreau concernant les bills pour amender le 124.—Voir 49, *des Documents de la Session*.

## CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender les articles 19 et 999 du Code Municipal, (l'honorable M. Gagnon), présenté, 27. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 34. Considéré; rapporté, 43. Passé, 49. Par le Conseil, 119. S. R., 233. (52 Vict., ch. 56.)

2. Bill amendant le Code Municipal, (M. Goyette), présenté; lu la seconde fois et renvoyé au comité sur le Code Municipal, 199. Voir *Infra*, 17.

3. Bill amendant le Code Municipal, (l'honorable M. Pelletier), présenté, 60. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 93.—Voir *Infra*, 17.

4. Bill amendant les articles 19, 165, 375, 755, 765 et 939 du Code Municipal, (M. Tessier), présenté, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 174. Voir *infra*, 17. Rapporté amendé, 212.

5. Bill amendant l'article 203 du Code Municipal, (M. de Grosbois), présenté, 45. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 76. Voir *ci-dessous*, 17.

6. Bill pour amender les articles 142, 244, 252, 348, 401, 721 et 1016 du Code Municipal, (M. Tessier), présenté, 72. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 93. Rapporté amendé et réimpression ordonnée, 212. Considéré en comité général; rapport de progrès est fait, 229. Considéré de nouveau; amendé rapporté; passé, 280. Par le Conseil avec amendements, 385. Amendements considérés et adoptés, 385. S. R., 431. (52 Vict., ch. 54).

CODE MUNICIPAL:—*Suite.*

7. Bill pour amender l'article 533 du Code Municipal, (M. *Rocheleau*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 256. Considéré ; amendé ; rapporté sur division et passé, 260. Par le Conseil avec amendements, 317. Amendements, considérés et adoptés, 320. S. R., 423. (52 Vict., ch. 55).

8. Bill amendant l'article 514 du Code Municipal, relatif aux bureaux d'enregistrement, (M. *Basinet*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 87. Voir *infra*, 17.

8½. Bill amendant l'article 821 du Code Municipal relatif à la contribution aux travaux des chemins, (M. *Faucher de Saint Maurice*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 87. Voir *infra*, 17.

9. Bill amendant l'article 615 du Code Municipal, (M. *Legrís*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 120. Voir *infra*, 17.

10. Bill amendant l'article 774 du Code Municipal, (M. *Hall*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 183. Voir *infra*, 17.

11. Bill amendant l'article 853 du Code Municipal, (M. *Basinet*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 259. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 281.

12. Bill amendant les articles 941 and 998 du Code Municipal, (M. *Rochon*), 46. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 76. Voir *ci-dessous*, 17.

13. Bill amendant l'article 1042 du Code Municipal, (M. *de Grosbois*), présenté, 46. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 64. Voir *ci-dessous*, 17.

14. Bill amendant l'article 1080 du Code Municipal concernant certaines dispositions exceptionnelles (l'honorable M. *Rhodes*), présenté, 46. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 55. Voir *ci-dessous*, 17.

15. Bill pour amender la loi électorale de Québec, en augmentant les droits de suffrage et pour amender le Code Municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, (l'honorable M. *Mercier*), présenté, 150. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 222. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 248. Par le Conseil, 385. S. R., (52 Vict., ch. 4.)

16. Pétition des commissaires d'écoles de Ste. Marie de Monnoir ; demandant des amendements au Code Municipal à l'effet de prélever un impôt sur le revenu pour les fins scolaires et municipales, 86.

17. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code Municipal, 55. Bills renvoyés à ce comité, 55, 64, 76, 87, 93, 120, 256, 259. Premier rapport, nommant M. *Bisson* président, et demandant que le quorum soit réduit à cinq membres, 78. Second rapport, 211. Adopté, 212.

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Pétition demandant que tout applicant qui désire être exempté de certaines formalités de la loi pour être admis à la pratique de la profession médicale, soit tenu de fournir l'opinion du bureau sur les raisons qui motivent sa demande, 29.

COLONISATION :—Concernant les personnes mises en accusation pour fraudes des fonds de la—, Voir *Q*, des *Documents de la Session*.

COMITÉS :

1. Résolution pour la nomination des divers comités permanents pour la présente Session, 17. Comité nommé pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 25. Rapport, 26. Adopté, 30. Voir *Ordres permanents*, *Privilèges et Elections*, *Chemins de fer*, *Bills privés*, *Législation et Lois expirantes*, *Industries*, *Comptes publics*, *Agriculture*.—Voir aussi *Bibliothèque*, *Impressions*. Membres ajoutés à des comités, 45, 126. Noms substitués à d'autres, 45.

2. Motions pour comités généraux, 25, 27, 28, 83, 93, 146, 195, 212, 243, 256, 300, 331.

3. Comités généraux, 31, 33, 41, 83, 146, 147, 195, 243, 256, 263, 296, 300, 315, 319.

4. Comités spéciaux nommés.—Voir *Code Municipal*,—Chemins à barrières, 80 ; Traverse entre Québec et Lévis, 114. "L'Électeur" *vs.* Ross-Taillon, 293.

5. Comités ayant la permission de siéger durant l'ajournement de la Chambre, 231. Un comité siégeant sur un bill se lève sans faire de rapport, 380.

6. Partie d'un rapport du comité non adoptée, 116, 125.

7. Permis à un comité de siéger le samedi, 231.

8. Appel étant fait à M. l'Orateur d'une décision du Président d'un comité ; M. l'Orateur confirme sa décision, 139.

9. Rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 139, 144, 149, etc.

10. Partie d'un rapport adoptée, 125.

11. Un comité, auquel un bill a été renvoyé, rapporte qu'il a divisé le dit Bill en deux projets de loi, 192.

RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :

12. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 65. Second rapport, 197. Troisième, 206. Quatrième, 258. Cinquième, 267. Sixième, 349.

13. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 51. Membres nommés par l'Assemblée, 51. Premier rapport fixant à sept membres le *quorum* de ce comité ; adopté par la Chambre, 255. Second rapport, 388.

14. *Bills privés* :—Premier rapport, 45. Adopté, 45. Second, 65. Troisième, 82. Quatrième, 95. Cinquième, 99. Sixième, 109. Septième, 116. Partie de ce rapport suspendue, 116. Non reçue, 125. Huitième, 125. Neuvième, 133. Dixième, 140. Onzième, 145. Douzième, 157. Treizième, 161. Quatorzième, 170. Quinzième, 182. Seizième, 191. Dix-septième, 197. Dix-huitième, 206. Dix-neuvième, 243. Vingtième, 254.

---

**COMITÉS :—Suite.**

15. *Chemins à barrières* :—Comité spécial nommé pour étudier la position financière des Commissions des—, 81. Premier rapport ; Second rapport, 285.

16. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 66. Second, 86. Troisième, 119. Quatrième, 125. Cinquième, 133. Sixième, 140. Septième, 170. Huitième, 198.

17. *Comptes publics* :—Premier rapport, 45. Second, 267. Troisième, 392. Quatrième, 403.

18. *Code Municipal* :—Premier rapport, 78. Second rapport, 211.

19. *Impressions* :—Premier rapport, 114. Second, 170. Troisième, 418.

20. *Industries* :—Premier rapport, 52.

21. *Législation* :—Premier rapport, 45. Second, 95. Troisième, 99. Quatrième, 133. Cinquième, 208. Sixième, 250. Septième, 250. Huitième, 255. Neuvième, 279. Dixième, 331. Onzième, 356. Douzième, 359. Treizième, 388.

22. *Liste des membres devant composer les Comités permanents* :—Premier rapport, 26.

23. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 36. Second, 44. Troisième, 52. Quatrième, 66. Cinquième, 70. Sixième, 78. Septième, 94. Huitième, 100. Neuvième, 140. Dixième, 254.

24. *Privilèges et Elections* :—Premier rapport, 45. Second rapport, 117. Adopté sur division, 119.

+ 25. *Taillon vs. L'Electeur* :—Comité spécial nommé, 293. Premier rapport, 300. Second, 347. Troisième, 360. Quatrième, 366.

26. *Traverses entre Québec et Lévis* :—Comité spécial nommé, 114. Premier rapport, 197. Second rapport, 388.

**RAPPORTS DES COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES A—**

1. Application par l'exécutif des lois de cette province, 248.
2. Concours agricoles, 195.
3. Contrat avec le Dr. Mackay pour l'entretien des aliénés, 296.
4. Contrôleur du revenu, 257.
5. Dépôt dans l'appel de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées, 33.
6. Enquêtes dans les cas d'incendie, 146.
7. Entretien des aliénés, 41.

---

RAPPORTS DES COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS  
RELATIVES A :—*Suite.*

8. Licences, 331.
9. Magistrats de district, 31.
10. Protection des bois contre le feu, 83.
11. Registres de l'état civil, 146.
12. Subventions à certains chemins de fer, 300, 317.

Voir *Subsides et Voies et Moyens*

COMMISSAIRES :—Bill nommant commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée Législative, (l'honorable M. *Turcotte*), présenté, 374. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 385. Motion pour troisième lecture ; amendement de M. *Nantel* pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, 393. Sous-amendement de l'hon. M. *Mercier* proposé, 393. Adopté, 394. Bill lu la troisième fois et passé, 394.

COMMISSAIRES DES ÉCOLES PROTESTANTES :—Voir 98, *des Documents de la Session.*

COMMISSAIRE DES INCENDIES, MONTRÉAL :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de—, 93, 146. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le comité délibère, 146. Résolutions rapportées, 146. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 158.

2. Bill amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies de la cité de Montréal, (l'honorable M. *Turcotte*), présenté, 158. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 182. Considéré ; rapporté ; passé, 222. Par le Conseil avec amendements, 317. Amendements considérés et adoptés, 320. S. R., 420. (52 Vict., ch. 31).

3. Pétition de l'association des Compagnies canadiennes d'assurance contre le feu ; demandant que le traitement du commissaire des incendies pour la cité de Montréal ne soit pas augmenté, 149.

COMMISSION AGRICOLE :—Motion de M. *Bernatchez*, que cette chambre concoure dans certaine partie du rapport du comité permanent d'agriculture, du 10 juillet 1888, au sujet du rapport de la—, 204. Amendement de M. *Dechene* (l'Islet), que, vu l'importance de la question agricole, cette Chambre attendra pour l'adoption du projet préliminaire de la commission agricole, que la dite commission ait fait un rapport final de ses travaux et de ses observations, débat ajourné, 204. Débat repris, 380. Sous-amendement de M. *Legris*, adopté, 381.

COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE :—Message du Lieutenant-Gouverneur, transmettant les noms des commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 36.

COMMISSION DES ASILES :—Voir 52, *R., des Documents de la Session.*

COMMISSIONS DES EMPLOYÉS PUBLICS :—Voir *Employés publics*.

COMMUNAUTÉ DES FILLES DE LA CHARITÉ DE ST. HYACINTHE :—Voir *St. Hyacinthe*.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs aux compagnies à fonds social. Voir *Statuts Refondus*, 16.

COMPAGNIE D’AFFICHAGE :—Voir 104, des *Documents de la Session* : *Lamb vs Compagnie*, etc.

COMPAGNIES D’ASSURANCE :—Copie des polices de chacune des,—faisant affaires dans la province, 59. Voir 50, des *Documents de la Session*.

COMPAGNIES D’ASSURANCES CANADIENNES CONTRE LE FEU :—Pétition demandant que le traitement du commissaire des incendies pour le cité de Montréal ne soit pas augmenté, et pour d’autres fins, 149.

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Concernant les subsides aux—, 106, 135. Voir 51, des *Documents de la Session*.—Voir aussi *chemins de fer*.

COMPAGNIE D’ENTREPÔT DE QUÉBEC : Pétition de la—, (*Quebec Warehouse Company*) ; demandant un acte amendant son acte d’incorporation aux fins de réduire le capital de la dite compagnie, 29. Rapport de l’avis, 44. Bill (du Conseil Législatif), 149. Présenté, (l’honorable M. *Rhodes*), 150. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 185. S. R., 420. (52 Vict., ch. 71).

COMPAGNIE DE CAOUTCHOUC D’HOCHELAGA :—Bill (du Conseil Législatif), constituant en corporation la—, (M. *Boyer*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 190. Rapporté, 198. Voir *Hochelaga*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS :—Voir des *Documents de la Session*, 13. *Baie des Chaleurs*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC :—Voir *St. Jean Deschailions*.

COMPAGNIE DU GAZ DE QUÉBEC :—Pétition demandant un acte amendant les actes concernant la dite compagnie, 30. Rapport de l’avis, 44. Bill (M. *Murphy*), 45. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 60. Rapporté, 86. Considéré en comité général ; rapporté, 105. Passé, 112. Par le Conseil, 162. S. R., 421. (52 Vict., ch. 73).

COMPAGNIES POUR L’EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Voir *Empièrrement des chemins*.

COMPAGNIE ROYALE D’ÉLECTRICITÉ :—Bill pour faire disparaître des doutes dans la section 2 de l’acte 51-52 Vict., ch. 116, concernant la—, (M. *Boyer*) présenté, 359. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 366. Par le Conseil, 385. S. R., 423. (52 Vict., ch. 47).

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 17, 26. Premier rapport nommant *Arthur Boyer*, Ecr., président et demandant que le *quorum* soit réduit à sept, 45. Adopté, 45. Second rapport (affaire *Lockwood*), 267.



COMPTES PUBLICS DE LA PROVINCE :—Voir 53, des *Documents de la Session*.

CONCOURS AGRICOLES :

1. Bill créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole, (l'honorable M. *Rhodes*), présenté, 120. Résolution devant accompagner ce bill ; Ordre pour seconde lecture, déchargé ; bill retiré, 195.

2. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération une certaine résolution accompagnant le bill concernant les concours régionaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, 146, 195. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolution rapportée et adoptée, 195. Bill, voir *infra*. 3.

3. Bill créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole, (l'honorable M. *Rhodes*), présenté et renvoyé au comité d'agriculture ; 45<sup>me</sup> règle suspendue, 195. Rapporté ; réimpression ordonnée, 197. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 223. Par le Conseil, 259. S. R., 420. (52 Vict., ch. 20).

CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE :—Motion de M. *Duplessis* pour un état donnant les détails des dépenses relatives à la— ; amendement de l'honorable M. *Mercier* ; débat ajourné, 177. Débat repris ; sous-amendement de M. *Dechen* (l'Islet) proposé et adopté ; motion ainsi amendée, adoptée, 179.

CONGREGATIONAL COLLEGE OF CANADA :—Pétition de " *The Congregational College of British North America* " ; demandant un acte l'autorisant à changer son nom en celui de—, et pour autres fins, 44. Avis, 66. Bill, (l'honorable M. *Robertson*), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 105. Par le Conseil, 162. Honneurs remis, 182. S. R., 422. (52 Vict., ch. 65).

CONTRÔLEUR DU REVENU :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant le Contrôleur du revenu de la province, 243, 257. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 257. La Chambre en comité ; résolutions rapportées, 258. Lues la seconde fois et adoptées, 266. Bill basé sur ces résolutions, 266. Voir *Bureau du Revenu*.

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Au sujet de la résignation de certains membres. Voir 54, des *Documents de la Session*.

CONSEIL LÉGISLATIF :

*Messages envoyés au Conseil :—*

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du Comité collectif au sujet des impressions, 51. De la Bibliothèque, 51.

2. Communiquant à leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre ne court pas dans les amendements faits par le Conseil au bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile, 344,—au bill relatif à la cession de biens, 357.

---

**CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.****Messages du Conseil :*

3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 51.

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 98.

5. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 119, 149, 190, 232, 266, 360.

6. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 197, 277. Amendements adoptés par le Conseil, 250, 331, 400.

7. Adoptant les bills de la Chambre sans amendement, 119, 134, 141, 162, 183, 198, 212, 255, 258, 303, 316, 331, etc. Avec amendements, 134, 186, 198, 210, 212, 232, 255, 258, 303, 316.

8. Amendements du Conseil considérés de suite, 134, 186, 198, 210, 212, 255, 258, 303. Seconde lecture remise à plus tard, 212, 232, 316, 340.

9. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 394.

10. *Membres du Conseil Législatif*:—Bill du (Conseil Législatif) nommant les—, juges de paix *ex-officio*, (l'honorable M. *Mercier*), présenté, 119. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général, 159. Ordre pour comité général rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 222.

11. *Orateur du Conseil Législatif*:—Bill (du Conseil Législatif) concernant l'Orateur du Conseil Législatif, (l'honorable M. *Mercier*). Lu la 1ère fois, 119. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général ; 159. Considéré sur division ; rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé, 196. S. R., (51 Vict., ch. 3.)

*Conseillers Législatifs*:—Au sujet des—, qui ont été nommés depuis le 29 janvier, 1887, 21.—Voir 55, *des Documents de la Session*.

**CONVERSION DE LA DETTE :**

1. Bill amendant la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, (l'honorable M. *Shehyn*), présenté, 120. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 159. Par le Conseil, 250. S. R., 422. (52 Vict., ch. 2.)

2. Voir 56, *des Documents de la Session*.

**CORBEIL, MARIE-ANNE**:—Pétition demandant une loi ratifiant et confirmant la vente d'une propriété appartenant à la substitution créée par la donation entre-vifs de Marie-Anne Corbeil en faveur de Pierre Picotte et *uxor*, 133. Avis, 140. Bill, (du Conseil Législatif) ; (M. *Casgrain*) ; lu la première et la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 190. Rapporté amendé, 197. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 231. Amendements adoptés par le Conseil, 250. S. R., 420. (52 Vict., ch. 103.)

CORNELLIER & LEBLANC :—La Reine *vs.*—, Voir *TT*, des *Documents de la Session*.

CORONERS, ENQUÊTES PAR LES:—Voir 57, des *Documents de la Session*.

CÔTE DES NEIGES :—Pétition de Paul Desmarchais et autres de la municipalité du village de la Côte des Neiges ; demandant que la partie nord-ouest de la dite municipalité soit constituée en municipalité distincte, 60. Avis, 95. Bill, (M. *Bourbonnais*), présenté, 151. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté amendé, 133. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 158. Par le Conseil, 255. S. R., 420. (52 Vict., ch. 59.)

CÔTE ST. ANTOINE :—Pétition de la corporation du village de la—, demandant des amendements à sa charte, 60. Avis, 66. Bill, (M. *Champagne*), présenté, 79. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapport recommandé qu'il soit permis aux promoteurs de retirer ce bill, 162. Honoraire remis, 162.

COTTON, WILLIAM S. :—Bill autorisant Alexandre A. Graham et William S. Cotton, chirurgiens-dentistes, à exercer leur profession dans la province de Québec, et donnant à l'association des dentistes de la province de Québec, l'autorisation et l'ordre de leur accorder des certificats de licence de chirurgie-dentaire, (M. *de Grosbois*), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté, 99. Le comité recommande que chacun des pétitionnaires soit tenu de payer l'honoraire de \$200 exigé par la règle, 58, 99. 57<sup>e</sup> règle suspendue, 187. Ordre pour comité général déchargé ; bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 187. Le comité rapporte deux bills, (26a, A. A. *Graham*) et (26b W. S. *Cotton*), 192. Considéré en comité général ; rapport de progrès est fait 244. Instruction donnée au comité de l'amender ; considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 261. Par le Conseil avec amendements, 356. Amendements considérés et adoptés, 356. Honoraire remis, 345. S. R., 420. (52 Vict., ch. 117.)

COULOMBE, MARIE :—Voir *Durocher, Thomas*.

COURSOL, CHARLES JOSEPH QUESNEL, ET MARIE HENRIETTE :—Pétition demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués, 59.

COURS CIVILES DU DISTRICT DE QUÉBEC :—Bill pour changer les limites des Cours Civiles du district de Québec et leur donner juridiction concurrente, (M. *Dechène, l'Islet*), présenté, 174.

COURS DES MAGISTRATS DE DISTRICT :—Au sujet de l'augmentation de juridiction des—, Voir *S*, des *Documents de la Session*.

COUR DU BANC DE LA REINE :—Bill pour amender les articles 2451, 2452, 2453 des Statuts refondus, concernant la juridiction de la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles, (l'honorable M. *Blanchet*), présenté, 150. Ordre pour la seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de législation, 282.

COUR DU RECORDER, QUÉBEC :

1. Bill amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à la Cour du recorder de la cité de Québec et ses amendements," (M. *Dechene, l'Islet*), présenté, 87. Ordre pour 2<sup>e</sup> lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de législation, 180. Rapporté amendé, 321. Motion pour 2<sup>e</sup> lecture ; amendement de M. *Rinfret* pour renvoyer la 2<sup>e</sup> lecture à 6 mois, négatif ; bill lu la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé à un comité général, 354. Considéré ; rapporté, passé, 374.

COUR DU RECORDER QUÉBEC :—*Suite.*

2. Bill pour amender l'acte 24 Vict., ch. 26, intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois relatives à la Cour du recorder de la cité de Québec," (M. *Lemieux*), présenté, 375. Lu la 2<sup>e</sup> fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapport de progrès est fait 381. Considéré de nouveau ; rapporté ; motion pour 3<sup>e</sup> lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, 399. Négativé, 400. Lu la 3<sup>e</sup> fois et passé, 400. Par le Conseil, 418. S. R., 423. (52 Vict., ch. 58.)

COUR SUPÉRIEURE ET COUR DE CIRCUIT DU DISTRICT DE QUÉBEC :—Bill, (du Conseil Législatif) étendant la juridiction de la—, (l'honorable M. *Pelletier*) ; Lu la première fois, 233. Ordre pour la seconde lecture ; amendement de l'honorable M. *Blanchet* pour renvoyer la seconde lecture à six mois, négativé ; bill lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 354. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 373. Amendements adoptés par le Conseil, 384. S. R., 420. (52 Vict., ch. 28.)

COUTURE, URBAIN DITE LAMONDR :—De la paroisse de Saint-Valier ; demandant un acte l'autorisant à vendre certains biens substitués, 30. Avis, 66. Bill, (M. *Faucher de St. Maurice*), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général ; rapporté, 105. Passé, 112. Par le Conseil, 183. Motion pour remise de l'honoraire négativée, 401. S. R., 421. (52 Vict., ch. 112.)

**D**EBENTURES PROVINCIALES :—Rachat des—, Voir *Conversion de la dette*.  
—Voir aussi 56, des *Documents de la Session*.

DEMARTIGNY, DR. :—Rapport au sujet de l'asile Belmont, 64, 166. Voir 8, des *Documents, Asile Belmont*.

## DENTISTES :

1. Bill amendant la loi des dentistes, (M. *deGrosbois*), présenté, 109. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 282.

2. Bill pour refondre et amender les lois concernant l'Association des dentistes de la province de Québec, (M. *Robidoux*), présenté, 53. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 93. Rapporté amendé, 133. Considéré en comité général ; amendé, 211. Motion pour la réception du rapport ; amendement de M. *Robidoux* pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté sur division ; bill lu la troisième fois et passé, 241. Par le Conseil avec amendements, 348. Amendements considérés, 349. Adoptés, 404. S. R., 421. (52 Vict., ch. 40.)

3. Pétitions de l'Association des dentistes de la province de Québec ; demandant que W. S. Cotton et A. A. Graham ne soient pas admis à la pratique de l'art dentaire et que J. E. G. Lemieux, ne soit pas admis à l'étude, sans examen préliminaire, 205.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :—Bill amendant l'acte concernant le—, Voir *Agriculture et Travaux Publics*.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—Acte créant un bureau de revenu :—Voir *Bureau du revenu et Contrôleur du revenu*.

DÉPÔT DANS LES ÉLECTIONS CONTESTÉES :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées, 27. Motion pour comité ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 33. Résolution rapportée, 33. Résolution lue la seconde fois sur division et adoptée sur division, 38.

DÉPUTÉS :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 15, 28.—Sur la production de leur Indenture en double seulement, 100.

2. L'honorable M. Gagnon se lève de son siège et déclare que le bill portant le No. 19, concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province, n'est pas le bill qu'il a remis au greffier en loi pour impression et qu'en conséquence il le désavoue, 183.

3. L'honorable M. Taillon se lève de son siège et déclare que l'accusation portée contre le cabinet Ross et ceux qui en ont fait partie et publiée le 7 mars 1889 dans un article de "*l'Electeur*" est entièrement fausse, 291. Fait motion qu'un comité spécial soit nommé pour faire une enquête sur les faits et choses mentionnés dans l'article sus-cité ; motion adoptée, 291. Premier rapport, 300. Second rapport, 347. Adopté sur division, 347. Motion de M. David à l'effet qu'il soit ordonné à M. Pacaud de comparaître devant le comité et répondre à certaines questions ; amendement de M. Robitoux à l'effet que le dit M. Pacaud ne reçoive pas ordre de la Chambre de répondre à la question à laquelle il a refusé de répondre, 347. Sous amendement de M. Tessier que le débat soit ajourné, adopté, 348. Débat repris ; amendement adopté, 350. Troisième rapport, 360. Motion pour concours ; amendement de l'honorable M. Tyrrotte, 361. Sous-amendement de l'honorable M. Taillon négatif, 362. Amendement adopté, 362. Sous-amendement de M. LeBlanc négatif, 363. Motion principale amendée, adoptée, 364. Quatrième rapport, 366.

4. Déclaration des membres de l'ex-gouvernement Ross-Taillon en rapport avec l'article publié dans "*l'Electeur*," le 7 mars 1889, 384.

DÉSAVEU :—Concernant le désaveu des lois passées à la dernière Session.—Voir 58, 131, des Documents de la Session.

DESJARDINS, LOUIS GEORGES :—Jugement relatif à son élection contestée, mis devant la Chambre, 164. Pétition d'élection renvoyée ; élection maintenue, 165.

DESSECHÈMENT DES RIVIÈRES MONTRÉAL ET LA TORTUE :—Voir F, des Documents de la Session.

DESSUREAULT, HUBERT :—Dans l'affaire Godfroy Lassalle &c—, 143, 192. Voir 59, des Documents de la Session.

DÉSY, JOSEPH :—Pétition demandant un acte ordonnant au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de lui accorder une licence pour la pratique de la médecine, etc., etc., 44. Avis, 66. Bill, (M. de Grosbois), présenté, 66. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général ; rapporté, 106. 4e section de la 57e règle suspendue, 111. Lu la 2e fois et passé, 112. Honoraire remis, 345.

DICIONNAIRE DU LANGAGE DES NOMBRES :—Voir 60, des Documents de la Session.

DICIONNAIRE GÉNÉALOGIQUE DE L'ABBÉ TANGUAY :—Voir 61, des Documents de la Session.

DIPLÔME DE BACHELIER ÈS-ARTS :—Voir Professions légales, notariale &c.

DIRECTEURS DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Voir Statuts Refondus, 9 et 10.

DISTILLATIONS DES BOIS :—Voir 62, des Documents de la Session.

DOCUMENTS :—Bill pourvoyant à la découverte et à la production des documents dans les causes civiles, (M. Hall), présenté, 135. Ordre pour 2e lecture rescindé; bill renvoyé au comité de Législation, 169.

### Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

*Manquant #*

*69 1/2-88*

(REMARQUE.—Dans l'Index, les Documents portant un chiffre sont ceux qui ont été demandés et mis devant la Chambre et dont quelques uns ont été imprimés; (voir liste à la fin de l'Index) et ceux portant des lettres A. B, etc., sont ceux qui ont été demandés ou ordonnés, mais n'ont pas été mis devant la Chambre. Le chiffre à gauche du document n'est pas le No. de ce document, mais est mis comme No. de référence.)

X 1. *Acton* :—Copie de tous les documents relatifs à la dette du canton d'Acton, au fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada, etc. .... (Document No. 149.)

Par Ordre,  
du 18 avril '87.

341

X 2. *Agriculture* :—Correspondance échangée entre le ministère et le Conseil de l'Instruction Publique à propos de la recommandation que le gouvernement lui a faite concernant le projet de rendre l'enseignement de l'Agriculture partie intégrante de l'Instruction donnée dans les écoles élémentaires. (Document No. 129.)

Par Ordre,  
91.

269

X 3. *Agriculture et Colonisation* :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation pour l'année 1888. .... (Document No. 2.)

Par Ordre du  
Lieut.-Gouv.

183

X 4. *Amendes et pénalités* :—Etat détaillé des amendes et pénalités reçues par le Trésor, des différents greffiers de la Paix, pour chacun des districts de la province, pendant les cinq dernières années. (Document No. 173.)

Par Ordre,  
345.

388

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
X 5. <i>Arpenteurs</i> :—Etat donnant les noms, prénoms et domicile, montant payé à chacun des arpenteurs auxquels ont été confiés des ouvrages d'arpentage dans la province; depuis le 1er février 1887, jusqu'à ce jour.... ( <i>Document No. 134.</i> )		Par Ordre, 38.	275
X 6. <i>Arrérages dûs au gouvernement</i> :—Copie de tout ordre en Conseil ou instructions données, depuis le 12 juillet 1888, par le département des terres de la Couronne, accordant des remises sur les arrérages dûs au gouvernement par les personnes endettées envers la Couronne.... ( <i>Document No. 105.</i> )		Adresse, 92.	192
A. <i>Arts, lettres et sciences</i> :—Correspondance suggérant d'envoyer en Europe, aux frais de la province, un certain nombre de jeunes gens de talents pour leur permettre de se perfectionner dans les arts, les lettres et les sciences, en suivant les cours qui se donnent dans les capitales.		Par Ordre, 241.	
X 7. <i>Asile Belmont</i> :—Nombre, total des patients actuels pour lesquels le gouvernement paie à l'Asile Belmont; nombre des patients internes pour cause d'ivrognerie et pour lesquels le gouvernement paie; les endroits d'où viennent tous ces patients..... ( <i>Document No. 47.</i> )		Par Ordre, 63.	75
8. <i>Asile Belmont</i> :—Copies de tous rapports faits par le Dr de Martigny, ou autres inspecteurs des prisons, etc., sur l'Asile de Belmont, depuis le 1er janvier 1887, jusqu'à ce jour inclusivement, 18 janvier 1889..... ( <i>Document No. 83.</i> )		Par Ordre, 64.	166
X 9. <i>Asile Belmont</i> :—Pour tableaux indiquant les noms, âge, sexe des patients, aux frais du gouvernement dans l'—, depuis le 24 septembre 1887. ( <i>Document No. 131.</i> )		Par Ordre, 240.	270
X 10. <i>Asile de Beauport</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les propriétaires de l'—, du 1er janvier 1887 au 16 janvier 1889. ( <i>Document No. 163.</i> )		Par Order, 63.	377
B. <i>Asile de Beauport</i> :—Correspondance entre les propriétaires de l'Asile de Beauport et les membres du bureau médical, depuis le 1er janvier 1887 et le 19 janvier 1889, inclusivement.		Adresse, 63.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE. — <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 11. <i>Asile de la Longue Pointe</i> :—Copie du contrat passé entre le gouvernement de cette province et les propriétaires de l'Asile de la Longue Pointe, le 20 juillet 1875.....( <i>Document No. 49.</i> )	Par Ordre, 81.	84
C. <i>Association agricole des Cantons de l'Est</i> :—Correspondance échangée entre l'Association agricole des Cantons de l'Est et le gouvernement ou aucun de ses membres concernant une aide à cette association.	Par Ordre, 328.	
X 12. <i>Atkinson, Henry</i> :—Copie de la correspondance à propos de la réclamation de Henry Atkinson, au sujet de certains lots de terre dans Metger mette-Nord.....( <i>Document No. 102.</i> )	Par Ordre, 91.	187
X 13. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Correspondance depuis le 12 juillet dernier, entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, au sujet de la construction de ce chemin depuis Paspébiac jusqu'au bassin de Gaspé, ou depuis ce dernier endroit jusqu'à un point quelconque sur l'Intercolonial. ( <i>Document No. 57.</i> )	Par Ordre, 48.	88
X 14. <i>Baptêmes, mariages et sépultures</i> :—Etat général des —, dans le district de Montréal pour l'année 1888.....( <i>Document No. 174.</i> )	.....	396
X 15. <i>Barachois</i> :—Correspondance entre la municipalité de St-Pierre de la Malbaie No. 1, et le gouvernement etc., au sujet de la construction d'un pont sur la rivière dite "Barachois." ( <i>Document No. 86.</i> )	Ordre du 5 juillet 1888. 326, 328.	166
X 16. <i>Bâtisses de l'exposition, Montréal</i> :—Etat détaillé des sommes dépensées par le gouvernement sur le terrain et les bâtisses de l'exposition à Montréal avec mention des travaux faits, et ceux restant à faire.....( <i>Document No. 62.</i> )	Par Ordre, 58.	96
D. <i>Beauce, cours du district de</i> :—Requête et correspondances s'opposant aux changements des limites judiciaires du district de Beauce et à l'extension de la juridiction des cours du district de Québec sur icelui.	Par Ordre, 209.	



DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 17. <i>Beauce, Barreau du district de</i> .—Correspondance entre l'Association du barreau du district de Beauce et le gouvernement, au sujet du remboursement des droits payés aux officiers de justice, en vertu de l'acte 43-44 Vict., chap. 9, s. 9..... ( <i>Document No. 109.</i> )	Par Ordre, 163.	193
X 18. <i>Beauharnois</i> .—Requêtes et mémoire, au sujet d'une demande d'argent, de la Société d'agriculture du comté de Beauharnois, aux fins de l'aider à reconstruire les bâtisses et dépendances érigées sur son terrain d'exposition et enlevées par l'ouragan du mois de juin dernier. ( <i>Document No. 122.</i> )	Par Ordre, 208.	238
E. <i>Beaulieu, J. B.</i> .—Etat indiquant les raisons pour lesquelles M. J. B. Beaulieu, garde forestier pour la division ouest du comté de Rimouski, a été destitué et par qui il a été remplacé.	Par Ordre, 399.	
X 19. <i>Beaumont, macadamisage du chemin de</i> .—Correspondance etc., documents se rapportant au macadamisage du chemin de Beaumont, comté de Bellechasse, ainsi que rapport sur les travaux faits et à faire..... ( <i>Documents No. 81.</i> )	Par Ordre, 75.	142
F. <i>Beausoleil, M.</i> .—Copie de la lettre adressée par M. Beausoleil au gouvernement en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes re taxes sur les corporations commerciales.		
Copie de la lettre de l'honorable M. Shehyn sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de Mégantic.		
Aussi copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. Beausoleil, et de tout document sur le même sujet.	Adresse, 205, 353.	
X 20. <i>Beausoleil, M. Evangeliste</i> .—Documents se rattachant à la vente par le gouvernement à—, des lots 16 et 17 du 13e rang de Brandon. <i>Impression ordonnée, 171</i> ..... ( <i>Document No. 20.</i> )	Adresse du 23 juin 1888. 285.	20
G. <i>Béland &amp; Martineau</i> .—Copie de tous les comptes entre le département des travaux publics ou aucun autre département et MM. Béland et Martineau, marchands de bois, de Saint-Roch de Québec, ou M. Béland, seul, ou M. Martineau, seul, pour les frais de l'exposition provinciale de 1887 ou pour d'autres fins.	Par Ordre, 397.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 21. <i>Bellechasse</i> :—Correspondance au sujet des argents de colonisation dépensés, depuis la dernière Session, dans le comté de—..... ( <i>Document No. 43.</i> )	Par Ordre, 28.	60
X 22. <i>Bellechasse</i> :—Correspondance échangée entre l'honorable colonel Rhodes, ministre de l'Agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse..... ( <i>Document No. 24.</i> )	Par Ordre, 378.	393
X 23. <i>Bellechasse</i> :—Copie d'une résolution du Conseil Municipal du comté de Bellechasse, tenue à Saint-Michel, le 12 décembre 1888, concluant à ce que le gouvernement vienne en aide aux colons pauvres de certains cantons dans ce comté, en leur accordant également les argents destinés à la colonisation et aux travaux publics ordinairement employés à la réparation des chemins, pour être employés à acheter des grains de semence..... ( <i>Document No. 84.</i> )	Par Ordre, 104.	146
X 24. <i>Bender, Eugène P.</i> :—Correspondance échangée entre Eugène P. Bender et le gouvernement au sujet de sa réclamation de Manicouagan et tous documents s'y rapportant. ( <i>Document No. 120.</i> )	Par Ordre, 123.	233
H. <i>Berthier</i> :—Correspondance au sujet de l'octroi de \$12.000, à la fabrique de sucre de betteraves de Berthier.	Par Ordre, 253.	
X 25. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du Conservateur de la—,	111me règle,	17
X 26. <i>Biens des Jésuites</i> :—Etat détaillé des—, dont le gouvernement a pris possession en 1800. Montant des revenus sur chaque propriété depuis 1800, etc..... ( <i>Document No. 21.</i> )	Ordre du 23 juin 1888. 245.	20
X 27. <i>Biens des Jésuites</i> :—Correspondances et documents se rattachant à l'exécution de la loi adoptée à la dernière Session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits "Biens des Jésuites." ( <i>Document No. 55.</i> )	Adresse, 35.	87
X 28. <i>Biens des Jésuites</i> :—Copie du rapport spécial du Surintendant du domaine de la Couronne et des biens des Jésuites se rattachant à la question du terrain des Jésuites, où l'on se propose d'ériger le futur Hôtel de Ville de Québec. ( <i>Document No. 180.</i> )	Par Ordre, 253.	404

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
I. <i>Biens des Jésuites</i> .—Correspondance échangée entre le Gouvernement ou l'un des ministres et Son Eminence le Cardinal Taschereau, le Cardinal Simeoni ou toute autre personne, depuis le 12 juillet 1888, relativement aux biens des Jésuites.	Par Ordre, 372.	
X 29. <i>Bilodeau, Louis</i> .—Copie de tout ordre en Conseil, pétition de droit, correspondances et documents quelconques, se rapportant à la réclamation de M. Louis Bilodeau, es-qualité, vs la Reine.....( <i>Document No. 99</i> ).	Par Ordre, 164.	176
J. <i>Boiron, Alexandre</i> .—Etat indiquant la somme payée à la maison Picot, de Paris, France, soit directement soit indirectement, par l'entremise de son agent, Alexandre Boiron, ci-devant de Saint-Cajetan d'Armagh, Bellechasse, et actuellement de Montréal, et pourquoi cette somme a été ainsi payée.	Par Ordre, 344.	
K. <i>Bois pour Exposition provinciale</i> .—Copie de tous comptes pour achat de bois pour les frais de l'Exposition provinciale qui a eu lieu à Québec dans le mois de septembre 1887.	Par Ordre, 397.	
X 30. <i>Bois pour travaux publics</i> .—Copie des règlements autorisant le Commissaire des terres d'accorder la permission de couper sur les terres de la Couronne le bois nécessaire pour la construction des travaux publics ; Aussi copie de toutes les requêtes et de toute correspondance sur le même sujet, depuis le 27 janvier 1887, en ce qui regarde le district de Gaspé. ( <i>Document No. 111</i> ).	Adresse, 74.	194
X 31. <i>Bonaventure</i> .—Divers documents ayant rapport aux argents de colonisation dépensés et travaux faits dans le comté de—, Copie des rôles de paie des conducteurs des travaux pour 1884, 1885 et 1886 ; rapports faits au gouvernement ; copie des poursuites intentées contre conducteurs, etc. ( <i>Document No. 9</i> ).	Adresse du 30 mai 1888. 103.	18
X 32. <i>Bonaventure</i> .—Copie des rôles de paie de chaque surintendant pour travaux de colonisation dans le comté de—, en 1887.....( <i>Document No. 53</i> ).	Ordre du 5 juillet 1888. 329.	87
X 33. <i>Bureau du gouvernement, Montréal</i> .—Etat détaillé des dépenses contingentes et autres du bureau du gouvernement à Montréal, (No. 76, rue St. Gabriel) pour les années fiscales 1885-86 et 1886-87.	Par Ordre,	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X34. <i>Cadastré des Isles de la Magdeleine</i> :—Rapports d'inspection ou vérification du cadastre des Isles de la Magdeleine, de toute correspondance à ce sujet, avec un état des dépenses payées ou payables pour telle inspection ou vérification. ( <i>Document No. 90.</i> )	Par Ordre, 75.	167
X35. <i>Cantons arpentés</i> :—Etat donnant les cantons ou partie des cantons arpentés et livrés en vente pour les fins de la colonisation, depuis janvier 1887.....( <i>Document No. 132.</i> )	Par Ordre, 38.	274
X36. <i>Carrier, Achille</i> :—Etat des sommes payées par le gouvernement de la province de Québec et l'Assemblée Législative de la province de Québec à Achille Carrier, avocat de Québec, depuis le 1er février 1887.....( <i>Document No. 113.</i> )	Par Ordre, 143.	203
L. <i>Cascapédiac à Gaspé, route de</i> :—Copies de toute correspondance et de tous rapports d'explorations, plans, et de toutes requêtes et d'autres écrits en la possession du gouvernement, au sujet de l'item 110 du budget des dépenses pour 1889-90. ( <i>Grande route de Cascapédiac à Gaspé.</i> )	Par Ordre, 274.	
X37. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—donnés par les officiers publics de la province de Québec, depuis le 24 mai 1888 au 17 janvier 1889. ( <i>Document No. 45.</i> )	Par Acte.	68
X38. <i>Cens et rentes Seigneuriales</i> :—Etat montrant quel montant a été perçu, chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement, pour cens et rentes et à compte du capital ; le montant des frais de perception ; le montant du capital sur lequel elles sont basées ; le pourcentage qui a été accordé ou retenu par les agents du gouvernement sur les perceptions faites dans chacune de ces seigneuries. ( <i>Impression ordonnée, 418</i> ).....( <i>Document No. 100.</i> )	Par Order, 176.	176.
X39. <i>Champlain</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de Champlain, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la Session de 1887. ( <i>Document No. 32.</i> )	Ordre du 23 juin 1888. 245.	31
X40. <i>Chapeau, Cour de Circuit à</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne ou personnes, relativement à l'abolition de la cour de circuit à Chapeau. ( <i>Document No. 56a.</i> )	Par Ordre, 47.	88

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X41. Rapport supplémentaire.....( <i>Document No. 56b.</i> )	.....	114
X42. Charleson, J. B.:—Copie du premier rapport annuel de J. B. Charleson, en date du 15 décembre dernier, sur les opérations forestières de 1887-88. <i>Impression ordonnée, 419.</i> ( <i>Document No. 114.</i> )	Par Ordre, 164.	208
X43. Chateauguay :—Rapports faits, depuis 1876, par les inspecteurs des bureaux publics sur la tenue du Bureau d'enregistrement du comté de—, ( <i>Document No. 25.</i> )	Ordre du 5 juillet 1888, 330.	20
M. Château-Richer :—Copie des requêtes des citoyens du Château-Richer, de Ste-Anne de Beaupré et de St. Joachim, demandant de l'aide pour macadamiser le chemin à l'est du terminus actuel du chemin macadamisé à Château-Richer.	Par Ordre, 210.	
N. Chemins à barrières :—Rapports et comptes fournis au gouvernement par "les Syndics des chemins à barrières de la rive sud à Québec ;"	Par Ordre, 64	
44. Chemins à barrières de la rive Nord :—Copie des jugements dans la cause de Belleau vs. la Reine, et documents relatifs à l'abolition des taux de péage sur les—, <i>Impression ordonnée, 171.</i> ( <i>Document No. 141.</i> )	Adresse du 7 juin 1888. 144	19
X45. Chemins à barrières, Montréal :—Copie des états et rapports faits par les commissaires des chemins à barrières à Montréal, pour les six mois terminés respectivement le 30 juin 1887, le 30 décembre 1887, le 30 juin 1888 et le 30 décembre 1888. ( <i>Document No. 146.</i> )	Par Ordre, 143.	335
O. Chemins à barrières de l'Isle de Montréal :—Documents, concernant la demande des Syndics des chemins à barrières pour l'Isle de Montréal ( <i>Turnpike Trust</i> ), que le gouvernement fasse tous les travaux nécessaires pour prévenir et empêcher, à l'avenir, les éboulis et l'effondrement du chemin Lachine en face de la ferme connue sous le nom de ferme Leduc, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dans le comté d'Hochélaça.	Par Ordre, 379.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
46. <i>Chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des clauses 28, 30, 31 et 32 de l'acte refondu de chemins de fer de Québec, de 1880. ( <i>Document No. 93.</i> )	Par Acte.	174
47. <i>Chemins de fer à Manitoba</i> :—Copie du jugement ou de la décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des chemins de fer à Manitoba ; Copie des questions soumises au tribunal ; Copie des mémoires ou factums des parties intéressées et représentées devant le tribunal, ainsi que des notes sténographiques des plaideurs et des avocats. <i>Impression ordonnée, 418.</i> . . . . .( <i>Document No. 89b.</i> )	Adresse, 81.	174
48. <i>Chemin maritime de la Rive Sud</i> :—Copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (Rive Sud,) depuis un an. . . . .( <i>Document No. 80.</i> )	Par Ordre, 75.	142
49. <i>Code de Procédure Civile</i> :—Mémoire du conseil général du Barreau de la province de Québec, concernant les bills pour amender le code de procédure civile. <i>Impression ordonnée, 124.</i> . . . . .( <i>Document No. 70.</i> )	.....	124
P. <i>Code de Procédure Civile</i> :—Correspondence relative à la nomination d'une Commission pour la refonte du Code de procédure civile.	Par Ordre, 276.	
Q. <i>Colonisation</i> :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation ; accusation contre chacune d'elles ; conviction ; sentence, etc., etc.	Par Ordre, 203.	
50. <i>Compagnies d'assurance</i> :—Pour copie des polices d'assurances émises par chacune des Compagnies d'assurance faisant affaires dans cette province. ( <i>Document No. 112.</i> )	Par Ordre, 59.	203
51. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Ordres en Conseil, depuis le 12 juillet 1888, autorisant le paiement des subsides à toute Compagnie de chemins de fer. <i>Impression ordonnée, 173.</i> . . . . .( <i>Document No. 79.</i> )	Adresse, 106.	135

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE. — *Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
52. <i>Commission des asiles</i> :—Copie des comptes en détail fournis au gouvernement par la Commission des asiles ou par aucun des membres de la dite commission ; et un état des sommes payées à chacun d'eux, distinguant ce qui était pour dépenses encourues et ce qui était pour honoraires. .... ( <i>Document No. 110.</i> )	Par Ordre, 64.	194
R. <i>Commission Royale des asiles</i> :—Correspondance échangée entre la Commission Royale chargée de faire rapport sur les asiles d'aliénés de cette province et les propriétaires de l'asile de Beauport, jusqu'au 16 janvier 1889.	Adresse, 59.	
53. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—, de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1888. ( <i>Document No. 3.</i> )	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	109
54. <i>Conseil de l'Instruction publique</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et tout membre du Conseil de l'Instruction publique, concernant la résignation de tel membre du dit Conseil, depuis le 27 janvier 1887. <i>Impression ordonnée, 419</i> . . . . . ( <i>Document No. 177.</i> )	Adresse, 274.	402
55. <i>Conseillers Législatifs</i> :—Correspondance au sujet des —, qui ont été nommés depuis le 29 janvier 1887. .... ( <i>Document No. 28.</i> )	Adresse du 28 mai, 1888, 89.	21
56. <i>Conversion de la dette</i> :—Correspondance avec le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du chapitre 9, 51-52 Vict., concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette. .... ( <i>Document No. 83.</i> )	Par Ordre, 137.	142
57. <i>Coroners</i> :—Etat indiquant le nombre d'enquêtes faites par les Coroners des districts de Montréal et de Québec, depuis 1883. . ( <i>Document No. 19.</i> )	Adresse du 23 juin 1888, 245.	20
S. <i>Cour des Magistrats de district</i> :—Copie de toutes pétitions et correspondances au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district.	Par Ordre 328.	
58. <i>Désaveu</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, concernant le désaveu des lois passées par cette Législature à la dernière Session. <i>Impression ordonnée, 419</i> . . . . . ( <i>Document No. 138.</i> )	Par Ordre, 258.	294

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

T. *Dessèchement des rivières Montréal et la Tortue*.—  
Copie du rapport et documents concernant le  
dessèchement de la rivière Montréal et de la  
rivière la Tortue.

Par Ordre,  
284.

59. *Dessureault, Hubert*.—Correspondances, lettres et dé-  
pêches télégraphiques échangées entre le gou-  
vernement ou aucun de ses membres et God-  
froy Lassalle, écr., percepteur du revenu de la  
province, de la cité des Trois-Rivières et L. P.  
Guillet, écr., avocat, de la même cité, relative-  
ment à l'affaire de Hubert Dessureault, culti-  
vateur de la paroisse de Sainte-Anne de la Péra-  
de, requérant en *mandamus*, et Godfroy Lasalle,  
écr., percepteur du revenu de la province, pour  
le district des Trois-Rivières, intimé, tant en  
première instance qu'en appel.

(Document No. 107.)

Par Ordre,  
143.

192

60. *Dictionnaire du Langage des nombres*.—Copie de la  
correspondance relative au Dictionnaire du lan-  
gage des nombres.....(Document No. 171.)

Par Ordre,  
345.

388

61. *Dictionnaire généalogique*.—Correspondance et re-  
quêtes de MM. Eusèbe Sénécal et Fils, relative-  
ment au Dictionnaire généalogique de l'abbé  
Tanguay.....(Document No 118.)

Par Ordre,  
111.

213

62. *Distillation du bois*.—Correspondance échangée en-  
tre M. Faucher de Saint-Maurice et le premier  
ministre de la province à propos des renseigne-  
ments donnés par M. Burcey, de Syracuse, état  
de New-York, à propos de la distillation du bois.

(Document No. 162.)

Par Ordre,  
328.

364

63. *Dorchester*.—Etat des sommes dépensées dans le  
comté de Dorchester, à même les fonds votés  
pour la colonisation, dans la Session de 1887.

(Document No. 31.)

Par Ordre du  
23 juin 1888,  
245.

27

U. *Douglastown*.—Requêtes et lettres adressées au gou-  
vernement ou à aucun de ses membres, depuis le  
quatorze janvier dernier, au sujet de l'élection  
ou nomination de conseillers municipaux pour  
la municipalité de Douglastown, et toute  
correspondance à ce sujet, etc.

Adresse,  
273.



DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
64. <i>Durham</i> :—Etat des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisation, dans Durham, de 1879 à 1886 ; noms des conducteurs des travaux et copie des rôles de paie de chaque conducteur des dits travaux. . . . . ( <i>Document No. 40.</i> )	Par Ordre, 36.	56
V. <i>Ecole d'agriculture de l'Assomption</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et ceux qui sont à la tête de l'école d'agriculture de l'Assomption, au sujet du maintien ou de la suppression de cette école, et tous papiers concernant cette matière, le tout depuis le 1er février 1887.	Adresse, 398.	
65. <i>Employés de la Chambre</i> :—Noms, lieu de résidence et salaire de toutes les personnes employées au service de la Chambre pour la présente Session. ( <i>Document No. 103.</i> )	Par Ordre, 156.	187
66. <i>Employés du Gouvernement</i> :—Copie des rôles de paie des divers bureaux du gouvernement pour les districts de Montréal, Québec et Trois-Rivières pour les mois de janvier 1887 et mai 1888. <i>Impression ordonnée, 171. . . . . (Document No. 16.)</i>	Ordre du 18 juin 1888, 208.	19
W. <i>Employés des Palais de Justice</i> :—Copie des liste de paie, avec une liste des noms et du salaire des employés qui ne sont pas généralement donnés sur ces listes de paie, pour tous les employés des palais de justice de Montréal, Québec et Trois-Rivières, pour le mois de décembre 1888.	Par Ordre, 38.	
67. <i>Employées surnuméraires</i> :—Noms, lieu de résidence et salaire des—, dans chaque département pour la présente Session. . . . . ( <i>Document No. 123.</i> )	Par Ordre, 156.	241
X. <i>Emprunt</i> :—Etat des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50e Vict., chap. 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit acte.	Par Ordre, 136.	
68. <i>Emprunts</i> :—Etat donnant le montant des dépenses de voyage des personnes chargées de négocier les divers emprunts de la province. ( <i>Document No. 181.</i> )	Par Ordre, 378.	416
69. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1890 ; renvoyés au comité des subsides. ( <i>Voir Subsides</i> ). . . . . ( <i>Document No. 1.</i> )	Par Message.	184

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
70. Estimés supplémentaires pour 1889 ; renvoyés au comité des subsides. (Voir <i>Subsides.</i> ) ( <i>Document No. 1.</i> )	Par Message.	184
71. <i>Exploration dans les comtés du Sud</i> :—Etat des sommes dépensées, par qui et où dépensées, en rapport avec l'exploration des comtés de Dorchester, Lévis, Bellechasse, Montmagny, Kamouraska, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska et Wolfe, conformément au deuxième rapport du comité d'agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886.....( <i>Document No. 54.</i> )	Par Ordre, 28.	87
72. <i>Fête des arbres</i> :—Etat indiquant, d'après les rapports transmis au département des Terres de la Couronne, le nombre d'arbres plantés, le dernier jour de la fête des arbres (1888). ( <i>Document No. 172.</i> )	Par Ordre, 327.	388
73. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Copie de tous documents se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de Longueuil et la corporation du Bassin de Chambly, au sujet du fonds d'emprunt municipal. ( <i>Document No. 144.</i> )	Ordre du 1er avril 1887.	335
74. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Documents adressés au gouvernement, par des contribuables et autres personnes des paroisses de Saint-Victor et de Saint-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet du fonds d'emprunt municipal. ( <i>Document No. 148.</i> )	Par Ordre, 273.	335
75. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Etat des sommes obtenues, depuis le 1er mai 1887, en règlement des montants dûs au.....( <i>Document No. 150.</i> )	Ordre du 30 mai 1888, 102.	341
76. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Liste des municipalités, auxquelles des remises ont été faites sur le fonds de l'emprunt municipal depuis le 1er février 1887 ; montant emprunté ainsi que la somme due en capital et intérêt en 1880, par chacune d'elles ; montant dû par chacune en vertu de la loi de 1880 ; et montant payé au gouvernement par chacune de ces municipalités, en règlement.....( <i>Document No. 153.</i> )	Adresse, 48.	341

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
77. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Documents se rapportant aux remises faites aux diverses municipalités sur ce qu'elles devaient au gouvernement, <i>re</i> fonds d'emprunt municipal. ( <i>Document No. 154.</i> )	Adresse, 48.	341
78. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Etat indiquant quelles sont les municipalités auxquelles le gouvernement a fait, depuis le 1er janvier 1887, une remise totale ou partielle de ce qu'elles devaient au fonds d'emprunt municipal ; et quel est le montant de ces remises pour chaque municipalité.....( <i>Document No. 155.</i> )	Par Ordre, 208.	342
79. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Documents concernant le règlement entre le gouvernement et les corporations municipales, <i>re</i> Fonds d'emprunt municipal ; copie du rapport de M. Racicot, dans chacun de ces cas, etc.....( <i>Document No. 156.</i> )	Adresse, 254.	342
80. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Correspondance et tous documents relatifs au règlement de la somme due au fonds d'emprunt municipal par la municipalité de Saint-Jean Isle d'Orléans, comté de Montmorency, depuis le premier janvier 1882.....( <i>Document No. 167.</i> )	Par Ordre, 329.	380
Y. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, ou aucune personne de la part de telle municipalité qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le Département du Trésor ou aucun autre département, ou l'honorable Trésorier ou aucun autre ministre, relativement à cette dette ; avec ensemble, copie de toute requête ou de tout memorandum qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits.	Par Ordre, 238.	
Z. <i>Fonds des incendiés</i> :—Etat donnant les noms des personnes endettées au fonds des incendiés de 1847 et 1848.	Par Ordre, 253.	
AA. <i>Fraudes contre les cultivateurs</i> :—Correspondance à propos de certains actes frauduleux qui consistent à induire les cultivateurs à donner leurs billets promissoires et garanties, s'élevant en totalité à une somme considérable, pour des grains de semence, pour des instruments agricoles et autres effets et marchandises, sous divers faux prétextes.	Par Ordre, 208.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
81. <i>Frères des Ecoles Chrétiennes</i> :—Copie d'une requête d'un grand nombre de citoyens de Montréal, demandant une subvention pour aider les Frères des Ecoles Chrétiennes à établir une école supérieure d'éducation commerciale et d'industrie.....( <i>Document No. 119.</i> )	Par Ordre, 111.	213
82. <i>Gauvreau, Petrus</i> :—Correspondances, lettres, instructions, au sujet de la confection du cadastre par M. Petrus Gauvreau, des cantons de la Malbaie, Douglas et York, ou aucune autre partie du comté de Gaspé, depuis le 20 janvier dernier, etc.. etc.....( <i>Document No. 87.</i> )	Par Ordre, 48.	166
83. <i>Gardes Forestiers</i> :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et noms des agences des gardes forestiers. <i>Impression ordonnée, 171.....(Document No. 26.)</i>	Ordre du 5 juillet 1888, 330.	20
BB. <i>Garde Forestiers</i> :—Listes des surintendants garde forestiers, des garde forestiers, et des assistants garde forestiers, le 27 janvier 1887, aussi une liste des surintendants garde forestiers, des garde forestiers, et des assistants garde forestiers nommés depuis cette date jusqu'à ce jour, avec mention de la date de la nomination de chacun, du salaire, des conditions de paiement, de la région assignée à chacun.	Par Ordre, 398.	
84. <i>Garde Forestier, Gaspé</i> :—Correspondance, rapports et arrêtés en Conseil en la possession du gouvernement, au sujet de la nomination de garde forestier ou de surintendant de garde forestiers, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er février 1887.....( <i>Document No. 176.</i> )	Adresse, 274.	402
85. <i>Germain, M.</i> :—Copie des instructions données à M. Germain, C. R., substitut du Procureur Général, au dernier terme de la Cour criminelle à Sorel, en rapport avec la cause de la Reine vs. Charland. <i>Impression ordonnée, 171.....(Document No. 29.)</i>	Ordre du 9 juillet 1888, 393.	21
86. <i>Girard, J. B.</i> :—Documents concernant la nomination de J. Bte. Girard comme conseiller municipal du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford.....( <i>Document No. 116.</i> )	Adresse, 35.	208

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
87. <i>Glasgow Colonization Land and Timber Co.</i> :—Etat indiquant par numéros et rangs, tous les lots octroyés par lettres patentes, en l'année 1878 et 1879 dans les townships de Marston, Hampden et Ditton, pour le bénéfice, soit d'une compagnie d'Ecosse, The Glasgow Colonization Land and Timber Company, (Limited), ou soit d'un nommé Aeneas McMaster, représentant la dite compagnie, avec mention du nombre de patentes pour tels octrois, de la date de leur émission et du nombre total d'acres de terre ainsi octroyés, &c., &c., <i>Impression ordonnée, 419. . . . . (Document No. 166).</i>	Adresse, 142.	377
88. <i>Gouin, Smith and Aikman, réclamation de MM</i> :—Documents quelconques, ordres en Conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$5,000, ainsi mentionnée à la page 81 des comptes publics, pour 1882. "G. A. Gouin, en règlement final de toutes réclamations, pour dommages causés à certaines limites sur la Rivière Rouge, \$5000." Documents quelconques, plans, ordres en Conseil, sur lesquelles le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$15,443.00, ainsi mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883; "T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, montant de la gratification qui lui a été accordée pour des dommages résultant de l'arpentage défectueux de ses limites à bois, \$15,443.00." Documents quelconques, sur lesquels est basé cet ordre en Conseil, accordant une certaine compensation à D. Aikman <i>et al</i> , à propos de la concession d'une île dans la rivière Bécancour. <i>(Document No. 179).</i>	Adresse, 377.	402
CC. <i>Grains de Semence</i> :—Copies de toutes les requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide, sous forme de grains de semences, et de toute correspondance à ce sujet.	Par Ordre, 239.	
89. <i>Grand Juré</i> :—Copie du rapport fait par le grand jury du district de Québec, au dernier terme de la Cour du Banc de la Reine. ( <i>Crown side.</i> ) <i>(Document No. 64).</i>	Par Ordre, 81.	97
DD. <i>Hôpital Général, Montréal</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et l'Hôpital Général de Montréal, pour une augmentation de leur octroi annuel.	Par Ordre, 293.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
E.E. <i>Hopital Général, Montréal</i> :—Correspondance entre le trésorier ou les directeurs de l'Hôpital-Général de Montréal et le gouvernement, demandant une augmentation d'allocation pour cet Hôpital.	Par Ordre, 345.	
90. <i>Huntingdon</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de—, à même les fonds de la colonisation votés dans la Session de 1887. ( <i>Document No. 22</i> ).	Ordre du 23 juin 1888, 245.	20
91. <i>Huntingdon</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de—, à même les fonds de la colonisation votés dans la Session de 1887. ( <i>Document No. 38</i> ).	Ordre du 23 juin 1888, 245.	56
92. <i>Hurons de Lorette</i> :—Documents et correspondances, adressés au gouvernement par quelque Sauvages de la tribu des Hurons de Lorette à propos des droits de cette tribu sur certains terrains compris dans les seigneuries formant partie des biens des Jésuites. . . . . ( <i>Document No. 157</i> ).	Par Ordre, 137.	344
F. F. <i>Hygiène et gymnastique dans les écoles</i> :—Correspondance échangée entre qui de droit et le Conseil de l'Instruction publique, sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires.	Par Ordre, 346.	
93. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière Session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts. . . . . ( <i>Document No. 46</i> ).	Par Message,	68
94. <i>Intercolonial</i> :—Correspondance au sujet des terrains occupés par le chemin de fer—, chaque côté de sa ligne, dans la Vallée Matapédia. ( <i>Document No. 71</i> ).	Ordre du 27 juin 1888, 262.	126
95. <i>Inspecteurs de prisons</i> :—19e Rapport des—, asiles et bureaux publics de la province de Québec pour 1888. . . . . ( <i>Document No. 143</i> ).	Par Acte.	331

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*96. *Institutions Littéraires, de Charité et Hôpitaux :—Rapports annuels &c., des—, ci-dessous mentionnées, savoir :*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Hôpital St. Joseph.	Chambly.	29
Salle d'Asile.	do	29
Union St. Jean-Baptiste.	Farnham.	233
Union St. Joseph.	do	233
Asile de la Providence.	Montréal.	18
Asile de St. Joseph du B. P. rue Fullum.	do	59
Asile de St. Vincent de Paul.	do	18
Asile pour les femmes abandonnées.	do	18
Church Home	do	43
Hôpital St. Patrice.	do	18
Monastère de N.-D. de Charité, B. P.	do	98
Société bienveillante des Dames Juives.	do	18
Hôpital Général.	Pembroke.	18
Asile Finlay.	Québec.	285
Asile des Orphelins.	do	250
Œuvre du Patronage.	do	36
Women's Christian Association.	do	29
Hospice des Sœurs de la Charité.	Rimouski.	18
Hôpital Général.	Sorel.	29
Hospice St. Joseph.	Ste. Anne de Lapocatière.	196
Asile de la Providence.	Ste-Elizabeth.	18
Hospice Ste. Anne.	Yamachiche.	18

97. *Instruction publique :—Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1887-1888.*

(Document No. 5.)

Par Ordre du  
Lieut.-Gouv. 25198. *Instruction publique, Montréal :—Correspondance entre l'honorable Premier ministre ou autre ministre du gouvernement et les commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, au sujet de la perception des argents fournies par le gouvernement ou prélevés en vertu de la loi de l'Instruction publique.*

(Document No. 175.)

Par Ordre,  
398. 398GG. *Isles de la Magdeleine :—Correspondance échangée depuis le mois d'août dernier, entre le commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tout sujet se rapportant aux Isles de la Magdeleine.*Par Ordre,  
274.HH. *Juges des sessions de la paix et Magistrats de police, Montréal :—Copie de toutes les suppliques adressées au gouvernement ou à l'un quelconque*

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*HH. *Juges des sessions de la paix et Magistrats de police Montréal :—Suite.*

des ministres, et de toute correspondance échangée avec ces derniers touchant l'augmentation du traitement des juges de sessions de la paix et des magistrats de police de la cité de Montréal.

II. *King vs. Kerr :—Documents en la possession du Commissaire des terres ou du gouvernement au sujet de la somme de \$2,097.41, qui parait, à la page 129 des comptes publics pour 1888, avoir été payée à MM. King Brothers, dans la cause King vs. Kerr.*99. *Labrador :—Copie des requêtes des colons du Labrador, maintenant residant dans le comté de Beauce, demandant de l'aide au gouvernement, avec aussi la correspondance à ce sujet.*  
(Document No. 72.)JJ. *Lacoste, l'hon. Alexandre :—Documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre les lettres patentes en faveur de l'honorable Alexandre Lacoste, en date du 4 décembre 1888, pour 1176 acres des terres de la Couronne situées dans le canton de Marchand.*100. *Lacoste, Globensky et Bisaillon :—Etat, année par année, de toutes les sommes payées par la province à quel titre que ce soit à MM. Lacoste, Globensky et Bisaillon, avocats de Montréal, ou à l'un quelconque de ces messieurs du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887.*  
*Impression ordonnée, 419.....(Document No. 140.)*101. *Lac St-Jean :—Correspondance entre le gouvernement de cette province et celui du Canada et entre le gouvernement de cette province et toutes autres personnes au sujet du droit de pêcher dans les eaux du Lac Saint-Jean..(Document No. 101.)*102. *Lac St-Jean, embranchement St-Gabriel :—Correspondance au sujet de la construction de l'embranchement de Saint-Gabriel à la Rivière aux Pins, sur le chemin de fer du Lac Saint-Jean.*  
(Document No. 145.)103. *Laiterie :—Correspondance échangée entre le département de l'agriculture et toute autre personne au sujet des produits de la laiterie dans cette province.....(Document No. 108.)*

ORDONNÉS.

PRÉ-  
SENTÉS.Par Ordre,  
328.Adresse,  
274.Ordre du 5  
juillet 1888,  
329.

126

Adresse,  
238.Adresse du 12  
mai 1887.

313

Adresse,  
48.

187

Par Ordre,  
111.

335

Par Ordre,  
163.

193



DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
104. <i>Lamb vs. la Cie d'affichage</i> :—Correspondance entre le gouvernement et la société Chapleau, Hall, Nicolls, Brown et Beausoleil, au sujet des frais dans la cause de—.....( <i>Document No. 33.</i> )	Adresse du 5 juin 1888, 129.	31
105. <i>Langelier, John</i> :—Copie du document nommant M. John Langelier à la charge de député registraire; correspondance et tout écrit, concernant son salaire; copie de la pétition de droit prise par M. Langelier à ce sujet; et de la déclaration par laquelle il a renoncé à cette pétition de droit; et généralement de toute correspondance et de tout écrit concernant cette affaire. ( <i>Document No. 169.</i> )	Adresse, 205.	380
106. <i>Langelier, l'honorable Frs.</i> :—Correspondance entre le gouvernement et l'honorable M. Langelier, au sujet de la contestation soulevée en rapport avec la construction de certains chemins de fer dans Manitoba; aussi de tout mémoire, factum et toutes écritures produits dans la dite affaire; et de plus, copie du compte produit par l'honorable M. Langelier pour ses honoraires. <i>Impression ordonnée, 118.</i> .....( <i>Document No. 89a.</i> )	Adresse, 64.	166
107. " <i>La Paix</i> " :—Etat des sommes payées à <i>La Paix</i> , depuis le 1er février 1887, pour impressions, &c. ( <i>Document No. 24.</i> )	Ordre du 5 juillet 1888, 330.	20
108. <i>Laprairie</i> :—1. Correspondance à propos de la nomination des officiers-rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de— ( <i>Document No. 10.</i> )	Adresse du 4 juin 1888, 118.	19
109. <i>Laprairie</i> :—Noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de—, et qui ont reçu quelque chose du gouvernement. ( <i>Document No. 11.</i> )	Ordre du 4 juin 1888, 118.	19
110. Correspondance, arrêté du Conseil, et de tous papiers ayant rapport au changement de limites des municipalités scolaires de la paroisse et du village de Laprairie.....( <i>Document No. 170.</i> )	Adresse, 58.	388
KK. <i>La Reine vs. Charland</i> :—Copie de la plainte ou dénonciation <i>in re</i> , <i>Regina vs. Charland et al</i> , causes entendues vers le mois de juin et juillet 1888, dans le district judiciaire de Richelieu.	Adresse, 345.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
LL. <i>La Reine vs. Febich</i> :—Copie des dépositions prises aux enquêtes préliminaires devant le juge de la Cour de police de Québec, ainsi que copie des convictions dans les causes de la Reine <i>vs. Febich</i> , et la Reine <i>vs. L'hebreu</i> (Madame Febich.)	Par Ordre, 378.	
111. <i>La Reine vs. Vallée et Trudel</i> :—Correspondance au sujet du pardon ou immunité à être accordé à certains témoins assignés ou entendus dans l'enquête devant Son Honneur le juge Dugas, à Québec, dans la cause de la Reine <i>vs. R. P. Vallée</i> , écr., et Benj. Trudel. ( <i>Document No. 69.</i> )	Par Ordre, 64.	114
112. <i>Lavallée</i> :—Etat montrant les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à Joliette, devant le juge Dugas, <i>re Lavallée</i> ; les sommes qui ont été payées, dans cette affaire, à MM. Dugas (juge), Fitzpatrick, avocat, F. O. Dugas, avocat, et Alphonse Turgeon; les autres dépenses encourues par le gouvernement dans cette affaire..... ( <i>Document No. 147.</i> )	Par Ordre, 202.	335
113. <i>LeBel, C. A.</i> :—Copie des instructions données à M. C. A. Lebel de Montréal, touchant les Iles de la Magdeleine, et du rapport par lui fait de son inspection ou exploration et de toute correspondance à ce sujet; état des dépenses encourues pour exploration..... ( <i>Document No. 67.</i> )	Par Ordre, 75.	102
114. <i>Leclerc, Georges</i> :—Copie des documents ayant rapport à la promotion de Georges Leclerc, du secrétariat du Conseil d'Agriculture à la position de directeur de l'agriculture dans cette province. ( <i>Document No. 159.</i> )	Par Ordre, 328.	356
MM. " <i>L'Electeur illustré</i> " :—Correspondance entre le gouvernement et M. Ernest Pacaud, la compagnie qui imprime " <i>L'Electeur</i> ," à propos du numéro illustré de ce journal publié le 1er janvier 1889, et distribué aux députés.	Par Ordre, 378.	
NN. <i>Lessive "Phoenix"</i> :—Etat, comptes, reçues, correspondances, et recommandation, se rapportant à l'achat de la lessive Phoenix, pour l'usage des ministères et édifices publics, prisons, palais de Justice, etc.	Par Ordre, 373.	
115. " <i>L'Etendard</i> " :—Etat des sommes payées ou dues aux propriétaires ou administrateurs de l—, Montréal, depuis le premier février 1887. ( <i>Document No. 15.</i> )	Ordre du 7 juin 1888. 145.	19

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
OO. <i>Lettres de crédit</i> :—Etat indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 18 mars 1889.	Adresse, 397.	
116. <i>Ligue des Citoyens</i> :—Documents échangés entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et l'Association dite "La ligue des citoyens" formée dans l'intérêt de la tempérance. ( <i>Document No. 104.</i> )	Par Ordre, 81.	192
117. <i>Limites</i> :—Correspondance entre le département des terres et tout adjudicataire de concessions forestières de la province, concernant les états faits par tel adjudicataire, touchant ses opérations, depuis le 1er février 1887. Rapports, depuis le 1er février 1887, concernant l'insuffisance ou l'inexactitude des états fournis par un adjudicataire quelconque de concessions forestières de la province de Québec au sujet du bois coupé par lui sur ces concessions. Correspondance concernant ces états ou touchant les réclamations faites par qui que ce soit au sujet de l'insuffisance ou de l'inexactitude de ces états. . . . .( <i>Document No. 135.</i> )	Par Ordre, 205.	275
118. <i>Limites à bois</i> :—Liste des concessions forestières adjudgées à l'encan, récemment faite par le département des terres de la Couronne, indiquant l'étendue de la concession dans chaque cas, le nom de l'acquéreur et le montant de la prime payée ; une liste contenant les noms des acquéreurs qui ont payé cette prime, et la date du paiement. . . . .( <i>Document No. 127.</i> )	Par Ordre, 204.	259
119. <i>Limites à bois</i> :—Un état approximatif de la quantité d'acres de terres de la Couronne sous licences comme limites à bois ; la quantité de lots non vendus, arpentés pour fins de colonisation ; combien de ces lots concédés pour colonisation depuis 1867 et combien de ces lots concédés depuis 1867 ont été patentés. Combien il y a de cantons arpentés et subdivisés en lots de ferme pour colonisation, dans lesquels respectivement le nombre des lots concédés pour colonisation est moindre de cent, ainsi que les noms de ces cantons et la quantité de lots concédés dans chacun d'eux. . . . .( <i>Document No. 160.</i> )	Par Ordre, 163.	357

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
PP. <i>L'Islet</i> :—Correspondance au sujet d'une demande d'allocation par la société d'horticulture du comté de—	Par Ordre, 372.	
120. <i>Livres donnés en prix dans les écoles</i> :—Liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la province depuis la dernière Session.....( <i>Document No. 61.</i> )	Ordre du 4 juin 1888, 119.	96
121. <i>Lockwood, W. P.</i> :—Copie de correspondance et de tous rapports et arrêtés en Conseil au sujet de la réclamation de M. W. P. Lockwood, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890. <i>Impression ordonnée, 419.....(Document No. 128a.)</i>	Adresse, 239.	269
122. <i>Rapport supplémentaire.</i> <i>Impression ordonnée, 419.....Document No. 128b.)</i>	239.	276
123. <i>Longpré, M.</i> :—Copie du rapport de M. Longpré, protonotaire de la Cour Supérieure, Montréal, sur les affaires judiciaires de son bureau, pour l'année 1888.....( <i>Document No. 133.</i> )	Par Ordre, 164.	275
124. <i>Longueuil</i> :—Documents et correspondance, au sujet de l'imposition de la taxe de l'eau sur l'église catholique de la ville et de la paroisse de Longueuil.....( <i>Document No. 164.</i> )	Par Ordre, 81.	377
125. <i>Lots</i> :—Etat des lots pris dans chaque comté, dans la province, depuis 1882, jusqu'à l'année 1887-88. <i>(Document No. 8.)</i>	Adresse du 28 mai 1888, 88.	18
126. <i>Lots de grève</i> :—Copie du mémoire transmis aux autorités fédérales protestant contre l'empiètement des droits de cette province au sujet des lots de grève; et tous autres documents se rattachant à cette affaire. <i>Impression ordonnée, 56.....(Document No. 42.)</i>	Adresse, 35.	56
127. <i>Mackay, Dr.</i> :—Copie du contrat passé entre le gouvernement et le—, pour le soin des ivrognes. <i>Impression ordonnée, 172.....(Document No. 34.)</i>	Par Ordre, 28.	31
128. <i>Mackay, John M.</i> :—Copie de l'ordre en Conseil No. 750, en date du 23 novembre 1888, en vertu duquel le gouvernement de cette province a fait certaines conventions avec John M. Mackay, de la cité de Québec, écuyer, médecin. Aussi, de toute correspondance entre le dit J. M. Mackay et le gouvernement ou aucun de ses membres. <i>(Document No. 58.)</i>	Par Ordre, 64.	88

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
129. <i>Mackay, John M.</i> :—Copie de la licence accordée au Dr J. M. Mackay, propriétaire de l'asile Belmont, en vertu de laquelle le dit Mackay est autorisé à tenir un asile pour le traitement des ivrognes.....( <i>Document No. 63.</i> )	Par Ordre, 64.	97
QQ. (1.) <i>Mackay, J. M.</i> :—Copie de l'arrêté en Conseil du 16 septembre 1887, portant le numéro 463, ainsi que de toute correspondance au sujet de l'offre faite par le docteur J. M. Mackay de prendre dans son asile, à raison de \$122 par année, les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques.	Adresse, 238.	
130. <i>McGreevy, Hon. Thomas</i> :—Copie de la pétition de droit de l'—, pour déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord. <i>Impression ordonnée, 171.....(Document No. 13.)</i>	Adresse du 6 juin 1888, 133.	19
131. <i>Magistrats de District</i> :—Correspondance au sujet de la loi relative aux magistrats de district sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral. <i>Impression ordonnée, 85.....(Document No. 52.)</i>	Par Ordre, 35.	85
132. <i>Massicotte, N. P.</i> :—Etat indiquant les détails de la somme de \$300 dépensée par—, sur le pont de la rivière Batiscan.....( <i>Document No. 37.</i> )	Ordre du 12 juin 1888, 180.	55
133. <i>Métapédia, pont sur la rivière</i> :—Copie du rapport de l'ingénieur des travaux publics au sujet des réparations à faire au pont sur la rivière Métapédia ; aussi copie du rapport du conducteur des travaux et copie des rôles de paie. <i>(Document No. 59.)</i>	Par Ordre, 75.	88
134. <i>Michaud, Joseph R.</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et M. Joseph R. Michaud, et toutes autres personnes, au sujet de l'établissement d'une manufacture d'emploi, dans le comté de Bonaventure.....( <i>Document No. 50.</i> )	Par Ordre, 59.	84
QQ. (2.) <i>Mines</i> :—Correspondance entre le gouvernement ou l'un des ministres et toute compagnie ou personne quelconque touchant le développement des ressources minières de la Province. Correspondance relativement à la construction d'un		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*QQ. (2.) *Mines* :—*Suite.*

chemin de fer pour faciliter le transport du produit des mines de phosphate de la vallée de la Lièvre.

135. *Mines, dans Gaspé* :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont, depuis le premier février 1887, produit devant le Commissaire des Terres, des demandes de locations minières ou de concessions de droits de mine, dans le comté de Gaspé, et la date de ces demandes. Une liste des locations minières ou des concessions de droits de mine ainsi accordées.

(Document No. 139.)

136. *Montréal, Cité de* :—Copie de la quittance mutuelle et réciproque entre la cité de—, et le gouvernement dont il est question dans l'ordre en Conseil No. 362 du 8 août 1887.

(Document No. 18.)

RR. *Montréal, Cité de* :—Correspondance relative à une requête de l'Association St. Jean-Baptiste de Montréal, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal, par la construction d'un édifice national.

SS. (1.) *Montréal, Exposition Universelle à* :—Correspondance relative au projet de faire coïncider une grande Exposition universelle à Montréal en 1892, avec le 400ième anniversaire de la découverte de l'Amérique, le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal et le 50ième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le Canada, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables.

137. *Montréal, Palais de Justice* :—Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de Justice de Montréal.

Impression ordonnée, 171. . . . . (Document No. 23.)

SS. (2.) *Montréal, Palais de Justice* :—Etat donnant le nombre d'employés nommés au—, depuis le 1er février 1887 ; somme des salaires réunis, par année.

138. *Nantel, J. P.* :—Copie de la requête signée par tous les curés et par un grand nombre de personnages influents des deux partis, habitant la circons-

ORDONNÉS.

PRÉ-  
SENTÉS.Par Ordre,  
343.Adresse, .  
239.

312

Ordre du 11  
juin 1888,  
165.

20

Par Ordre,  
253.Par Ordre,  
276.Adresse du 27  
juin 1888,  
262.

20

Par Ordre,  
235.

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*138. *Nantel, J. P. :—Suite.*

cription scolaire de J. P. Nantel, inspecteur d'école ; ainsi que des recommandations faites par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique demandant que le traitement de cet officier soit augmenté.  
(*Document No. 73.*)

Par Order,  
47.

PRÉ-  
SENTÉS.

135

139. *Nashua* :—Copie de correspondance et de tous rapports, arrêtés du Conseil et autres documents en la possession du gouvernement, au sujet de la représentation de la province en 1888, à Nashua, Atlanta, Chicago, etc. . . . . (*Document No. 158.*)

Adresse,  
284.

351

140. *New Carlisle* :—Copie du rapport transmis par le shérif du comté de Bonaventure à l'honorable commissaire des travaux publics, concernant certains travaux et certaines réparations à faire à la prison de New-Carlisle. . . . . (*Document No. 98.*)

Par Ordre,  
92.

176

141. *Ordres en Conseil* :—Copie de tous les arrêtés en Conseil faits depuis la dernière Session, soumis à l'Assemblée Législative, en vertu de la section sept cent trente et un (731) des Statuts révisés.  
(*Document No. 41.*)

56

142. *Ottawa* :—Documents se rapportant à la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection pour le comté d'—  
*Impression ordonnée, 171. . . . . (Document No. 12.)*

Adresse du 4  
juin 1888,  
119.

19

TT. *Pagnuelo, M.* :—Documents, et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause *re la Reine vs. Charles Auguste Cornellier et Pierre Evariste LeBlanc*. No. 14, terme de mars 1885.

Par Ordre,  
378.

143. *Palais de la Législature, (Quebec)* :—Correspondances échangées entre les peintres, les sculpteurs, ou autres artistes à propos des peintures, sculptures, fontaines destinées à l'embellissement du Palais de la Législature de Québec.  
(*Document No. 115.*)

Par Ordre,  
190.

208

UU. *Palais de Justice de Montréal et de Québec* :—Correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses employés et aucune personne, à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les palais de Justice de Montréal et de Québec, depuis le 1er février 1887.

Par Ordre,  
398.

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
144. <i>Palais de Justice, Trois-Rivières</i> :—Etat des sommes payées pour le coût d'ameublement du— ( <i>Document No. 96.</i> )	Ordre du 7 juin 1888, 144.	55
VV. <i>Paroisses</i> :—Etat de toutes les paroisses érigées canoniquement et civilement dans la province ; de toutes les municipalités rurales et de village.	Par Ordre, 104.	
145. <i>Pentland, W. C.</i> :—Copie du dossier sur la pétition de droit de W. C. Pentland contre le gouvernement. . . . .( <i>Document No. 126.</i> )	Adresse du 9 juin 1888, 393.	256
146. <i>Percé et New Carlisle</i> :—Copie des rapports d'inspection relativement aux travaux à faire au Palais de Justice et prison de Percé et New Carlisle et de toute correspondance à ce sujet depuis deux ans ; soumissions pour la confection de ces travaux ; et état détaillé des sommes payées ou encore dues. . . . .( <i>Document No. 96.</i> )	Par Ordre, 48.	176
147. <i>Poisson</i> :—Etat donnant l'espèce, le nombre et le poids du poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les diverses rivières louées par le Commissaire des Terres de la Couronne ; aussi correspondance au sujet de la destruction du poisson par certains oiseaux. . . . .( <i>Document No. 106.</i> )	Par Ordre, 123.	192
WW. <i>Police Provinciale</i> :—Liste des hommes appartenant à la force de police de la Province, avec mention de la date de la nomination de chacun, ainsi que les devoirs qui leur sont assignés.	Par Ordre, 397.	
148. <i>Pont en fer</i> :—Correspondance depuis le 21 du mois de mai dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer. Etat détaillé des sommes octroyées, payées ou payables pour aider à la construction de tels ponts, ainsi que de toutes les autres dépenses incidentes, &c., &c. . . . .( <i>Document No. 65a.</i> )	Adresse, 48.	102
149. <i>Réponse supplémentaire</i> . . . . .( <i>Document No. 65b.</i> )	48.	280
XX. <i>Ponts en fer</i> :—Etat indiquant dans quelles municipalités des ponts en fer ont été construits avec une aide du gouvernement, depuis que la somme de \$25,000 a été votée en 1887 ; montant de l'aide accordé par le gouvernement, dans chaque cas ; ainsi que le montant promis et non payé.	Par Ordre, 58.	



DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
150. <i>Protection des forêts contre le feu</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et les marchands de bois et autres personnes, relative- ment à la passation d'un projet de loi pour pro- téger les forêts contre le feu. ( <i>Document No. 66.</i> )	Par Ordre, 75.	102
151. <i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item 244 et 245 du budget de 1888-1889, (51-52, Vict., chap. I) en rapport avec le chemin de fer Q. M. O. & O. ( <i>Document No. 142.</i> )	Par Ordre, 239.	331
152. <i>Q. M. O. &amp; O.</i> :—Etat détaillé des items de dépenses pour le chemin de fer Q. M. O. & O., savoir de \$21,800.00 pour construction, et de \$8,000.00 pour exploitation, mentionnés à la page 11 de l'état des recettes et paiements de la province, pour la période écoulée du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1888.....( <i>Document No. 161.</i> )	Par Ordre, 210.	360
YY. <i>Québec Oriental</i> :—Documents, plans, etc., pouvant renseigner la Chambre sur la construction pro- jetée du chemin de fer de—,	Par Ordre, 28.	
ZZ. <i>Quesnel, M.</i> :—Correspondance au sujet des comptes entre le gouvernement et M. Quesnel, ci-devant shérif du district d'Arthabaska, et tous rap- ports ou états faits par M. Drolet, auditeur, au sujet de ces comptes ; le tout depuis le 1er février 1887.	Adresse, 273.	
153. <i>Rapports Municipaux</i> :—Statistiques municipales ou —, pour l'année expirée le 31 décembre 1887, 51-52 Vict., ch. 29, s. 3 ; art. 186b du Code Municipal. <i>Inprimé, 174.</i> ( <i>Document, No. 95.</i> )	Par Acte.	174
AAA. <i>Recettes et dépenses de la Province</i> :—Etat des recettes et des dépenses de la Province, depuis le premier juillet 1888 jusqu'au premier janvier 1889.	Par Ordre, 35.	
154. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat des—, de la Province du 1er avril au 1er juin 1888. ( <i>Document No. 35</i> )	Ordre du 6 juin 1888, 133.	55
155. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des recettes et paiements de la province de Québec, povenant de toutes sources du 1er juillet au 31 décembre 1888. ( <i>Document No. 85.</i> )	35.	183

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
BBB. <i>Recettes et paiements de la Province</i> :—Etat des recettes et des paiements de la Province de Québec, du premier juillet 1888 au onze mars 1889 inclusivement ; le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du onze mars 1889, &c.	Par Ordre, 328.	
CCC. <i>Réclamations contre la Couronne</i> :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage. Liste des pétitions de droit, contenant des réclamations contre la Couronne, qui étaient pendantes le 27 janvier 1887. Liste des pétitions de droit, et généralement de toutes réclamations contre la Couronne, portées devant les tribunaux depuis le 27 janvier 1887.	Adresse, 310.	
156. <i>Registrateurs</i> :—Noms des registrateurs qui ont négligé de transmettre au Trésorier de la Province, vingt par cent de la balance, au-dessus de mille piastres, du montant net des honoraires perçus par eux, conformément aux dispositions de la 45 <sup>e</sup> Victoria, chap. 17 ; le montant de ce pourcentage dû par chacun d'eux . . . . . ( <i>Document No. 136.</i> )	Par Ordre, 63.	280
157. <i>Remise de droits &amp;c.</i> :—Etat détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du Revenu,) remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 15 mai 1888 au 9 janvier 1889, tel que requis par l'article 826 des Statuts Refondus de la province de Québec. ( <i>Document No. 69½.</i> )	Par Acte.	124
DDD. <i>Remise des droits de Coupes de bois</i> :—Documents adressés au gouvernement depuis l'année 1886, à l'effet de faire remise des droits de coupes de bois, en faveur des colons établis de bonne foi sur les terres de la Couronne.	Par Ordre, 398.	
158. <i>Repatriement des Canadiens</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et ses agents de repatriement, et des rapports et suggestions faits par ces derniers, sur les moyens à adopter pour le repatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis, et leur établissement sur les terres publiques . . . . . ( <i>Document No. 78.</i> )	Par Ordre, 98,	135

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
EEE. <i>Réserve forestière</i> .—Etat indiquant quelle partie de la réserve forestière, abolie l'année dernière, a été arpentée depuis le 12 juillet dernier. Dans quels districts ont été faits ces arpentages. Combien de lots ont été vendus de ces nouveaux arpentages depuis cette date.	Par Ordre, 163.	
159. <i>Rétrocession à la Couronne, de certaines terres</i> .—Correspondance échangée entre les colons des cantons de l'Est et le gouvernement, relativement à la rétrocession à la Couronne des terres concédées à des propriétaires non résidents et sur lesquelles les conditions de défrichement et d'occupation n'ont pas été remplies. Avec copie des lettres patentes accordées à la <i>British American Land Company</i> et toutes autres Compagnies. . . . . (Document No. 97)	Adresse, 74.	176
160. <i>Richmond et Wolfe</i> .—Copie de tous rapports faits par les officiers du département d'agriculture et de colonisation ou toutes autres personnes, sur les chemins de colonisation dans les comtés de Richmond et Wolfe; ainsi que copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement ou quelqu'un de ses membres ou les officiers du département, depuis le 1er février 1887, jusqu'au 31 janvier 1889, soit pour demandes d'argent pour chemins de colonisation et ponts, ou soit pour la distribution de ces mêmes argents. . . . . (Document No. 121.)	Par Ordre, 164.	237
161. <i>Rivière Jésus, Pont sur la</i> .—Correspondance à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et le village de St-François-de-Salles. <i>Impression ordonnée, 172.</i> . . . . . (Document No. 60.)	Par Ordre, 75.	88
FFF. <i>Ross Brothers</i> .—Copie de tout mémoire de frais, de toute correspondance et de tout rapport et arrêté en Conseil, au sujet du montant de \$600 mentionné à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payé à MM. Ross Brothers, dans la cause Holland.	Adresse, 273.	
GGG. <i>Ross vs. Lambly</i> .—Copie de tous documents et de toutes correspondances, <i>re Mary Jane Ross vs W. H. Lambly</i> , registrateur.	Par Ordre, 311.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
162. <i>Secrétaire et Registraire de la Province</i> :—Second Rapport du—, de Québec, pour l'exercice 1887-88.....( <i>Document No. 6.</i> )	Par Acte.	251
163. <i>Secrétaire et Registraire de la Province</i> :—Rapport du Secrétaire et Registraire de la province pour l'année 1887-1888 (division du secrétaire.) ( <i>Document No. 6.</i> )	Par Acte.	317
HHH. <i>Service Civil</i> :—Etat détaillé indiquant les noms et prénoms, l'âge et la profession de chacun des membres du service civil qui ont bénéficié de la loi de 1876, insérée dans l'édition des Statuts Refondus de la province de Québec, au chapitre 4 et particulièrement aux sous sections 2 et 3, depuis sa sanction jusqu'à ce jour, (22 février 1889.)	Par Ordre, 238.	317
164. <i>Shefford</i> :—Etat des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisation, dans le comté de Shefford, pendant les années 1880 à 1886 ; les noms des conducteurs des travaux et les rapports constant dans quels cantons du comté de Shefford ces divers montants ont été appliqués. ( <i>Document No. 39.</i> )	Par Ordre, 36.	56
165. <i>Shefford</i> :—Correspondance avec les diverses municipalités du comté de Shefford au sujet du fonds d'emprunt municipal.....( <i>Document No. 151.</i> )	Ordre du 4 juin 1888, 117.	341
III. <i>Shérif des Trois-Rivières</i> :—Copie de l'enquête faite contre le shérif des Trois-Rivières par M. Walton Smith en 1887.	Par Ordre, 239.	
JJJ. <i>Shoolbred</i> :—Copie des lettres-patentes, titres, etc., concernant la seigneurie—, dans le comté de Bonaventure.	Adresse, 252.	
166. <i>Société littéraire et historique de Québec</i> :—Correspondance échangée entre la Société littéraire et historique de Québec et le gouvernement, à propos de la remise de certains documents. Liste de ces documents.....( <i>Document No. 48.</i> )	Par Ordre, 47.	80
167. <i>Soulanges, Comté de</i> :—Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans le comté de Soulanges, depuis 1887....( <i>Document No. 17.</i> )	Ordre du 9 juin 1888, 160.	19

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
168. <i>Stanbridge</i> :—Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de Stanbridge au fonds d'emprunt municipal ; aussi copie de tous ordres en Conseil à ce sujet. ( <i>Document No. 152b.</i> )	Adresse, 36.	341
169. <i>Stanbridge</i> :—Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de—, au fonds d'emprunt municipal. . . . .( <i>Document 152a.</i> )	Adresse du 7 juin 1888. 147.	341
170. <i>Stanstead</i> :—Correspondance échangée entre l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation et Ozro Baldwin, écr., député de Stanstead, depuis la Session 1888, au sujet de la distribution des argents de colonisation dans son comté. . . . .( <i>Document No. 178.</i> )	Par Ordre, 398.	402
KKK. <i>Statistiques des naissances, mariages et décès</i> :—Correspondance échangée entre son Eminence le Cardinal Taschereau, &c., et aucun autre membre du gouvernement, au sujet du projet de loi, présenté à la dernière session, concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès, et au sujet du projet de loi, présenté à cette Session et ayant trait à la même question.	Par Ordre, 239.	
171. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits des rapports, statistiques judiciaires pour 1888.( <i>Document No. 117.</i> )	.....	213
172. <i>Statuts Refondus de la Province de Québec</i> :—Etat indiquant le montant payé, depuis le 1er février 1887, pour composition, impression et reliure des—, à qui payé et quel montant à chacun. ( <i>Document No. 124.</i> )	Par Ordre, 203.	244
173. <i>Ste Christine</i> :—Correspondances et documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de Ste Christine, dans le diocèse de Nicolet. ( <i>Document No. 68a.</i> )	Par Ordre, 47.	109
174. Réponse supplémentaire. . . . .( <i>Document No. 68b.</i> )	.....	127
175. <i>St. Esprit et St. Alexis</i> :—Copie de toute requête demandant de l'aide pour un certain nombre d'habitants de St. Esprit et de St. Alexis, comté de Montcalm, en considération des dommages que leur a causés l'ouragan qui a passé sur ces paroisses en juillet 1888 ; aussi, copie de toute correspondance à ce sujet...( <i>Document No. 125.</i> )	Par Ordre, 164.	251

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
176. <i>St. François de Salles</i> :—Correspondance à propos d'un octroi pour aider à la construction d'une maison d'école dans la paroisse de Saint-Fran. de Salles, dans le comté de Laval. . . . . ( <i>Document No. 137.</i> )	Par Ordre, 238.	284
LLL. <i>St. Louis du Mile-End</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et l'Institution des sourds-muets de St. Louis du Mile-End, au sujet de l'allocation demandée par cette institution.	Par Ordre, 253.	
177. <i>Saint-Maurice, comté de</i> :—Etat détaillé des argents dépensés pour travaux de colonisation dans le—, pendant l'été de 1886. . . . . ( <i>Document No. 27.</i> )	Ordre du 6 juillet 1888, 366.	20
MMM. <i>St. Maurice</i> :—Etat indiquant les sommes payées pour les travaux de colonisation dans le comté de St. Maurice, depuis l'année 1878.	Par Ordre, 311.	
NNN. <i>St. Michel de Bellechasse</i> :—Copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre et le député de Bellechasse, à propos d'une allocation à être donnée au Couvent de Saint-Michel de Bellechasse.	Par Ordre, 91.	
OOO. <i>St. Michel de Bellechasse</i> :—Correspondance à propos d'une allocation à être donnée au Collège de St. Michel de Bellechasse, dans le but de favoriser l'instruction dans le comté de Bellechasse.	Par Ordre, 241.	
PPP. <i>Ste Rose de Watford</i> :—Correspondance au sujet de certains aliénés venant de la paroisse de Sainte-Rose de Watford.	Par Ordre, 64.	
178. <i>Subventions aux chemins de fer</i> :—Etat montrant les montants restant à payer, le premier février 1889, pour les subventions en argent accordées aux chemins de fer. Les balances, le premier février 1889, des subventions en terre accordées à certains chemins de fer, converties et non converties en subvention en argent. La balance, le premier février 1889, de la subvention à 35 cts. l'acre lorsque les terres ont été vendues ou payées. . . . . ( <i>Document No. 91.</i> )	Par Ordre, 136.	167
179. <i>Suède</i> :—Correspondance priant le gouvernement d'attirer l'attention des cultivateurs sur l'importante industrie qui existe aujourd'hui en <i>Suède</i> , et qui consiste à extraire différentes substances produites par l'épuration de l'acide pyroligneux extrait des bois. . . . . ( <i>Document No. 82.</i> )	Par Ordre, 123.	142

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE. — <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
180. <i>Table Rock</i> :—Copie de toute correspondance, en 1887 et depuis, au sujet d'un immeuble situé à Hull, près du pont suspendu, et connu sous le nom de ( <i>Table Rock</i> ), lequel immeuble appartenait à la Couronne et a été vendu à un nommé Roe, vers la fin de l'année 1887 ou au commencement de l'année 1888, etc. . . . . ( <i>Document No. 141.</i> )	Adresse, 204.	322
181. <i>Tarifs des Cours de Magistrats de District</i> . — Copie de tous les arrêtés du Conseil, rendus au sujet du tarif ou des tarifs, à être suivis devant les magistrats de district ou la cour des magistrats de district. <i>Impression ordonnée</i> , 418. . . . . ( <i>Document No. 92.</i> )	Adresse, 143.	167
182. <i>Taxes sur propriétés religieuses</i> . — Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et Son Eminence le Cardinal Taschereau, au sujet de l'exemption de taxes de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité. . . . . ( <i>Document No. 44.</i> )	Par Ordre, 63.	63
QQQ. <i>Taxes Scolaires</i> . — Correspondance avec le gouvernement ou aucun de ses membres, toute résolution du Conseil de l'Instruction publique, et tous autres documents de record dans les bureaux publics se rattachant à une nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires.	Adresse, 63.	
183. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des —, pour les douze mois finissant le 30 juin 1888. . . . . ( <i>Document No. 4.</i> )	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	88
RRR. <i>Terres de la Couronne</i> :—Motion pour une adresse demandant un état détaillé des concessions de terres de plus de cent acres chacune, faites par la Couronne en cette Province, depuis 1788; débat, 92. Débat repris, motion adoptée.	Adresse, 92, 169.	
SSS. <i>Terres Publiques</i> . — Copies de tous ordres en Conseil adoptés depuis deux ans au sujet de la question de l'octroi gratuit des terres publiques dans certaines parties de la Province.	Par Ordre, 238.	
184. <i>Thibaudeau, Jean Hyacinthe</i> : — Correspondance échangée entre le gouvernement et M. Jean Hyacinthe Thibaudeau et toutes autres personnes, au sujet de l'établissement d'une froma-		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*184. *Thibaudeau, Jean Hyacinthe* :—*Suite.*gerie ou d'une beurrerie, dans le comté de Bonaventure.....(*Document No. 51.*)

ORDONNÉS.

PRÉ-  
SENTÉS.Par Ordre,  
59.

85

185. *Travaux Publics* :—Rapport général du Commissaire des—, de la province de Québec, pour l'année 1888.....(*Document No. 7.*)

Par Acte.

271

TTT. *Tremblay, P. E.* :—Copie du compte de M. P. E. Tremblay, présenté au gouvernement comme agent de repatriement ; état détaillé des sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage et autres causes.Par Ordre,  
328186. *Vallée, Dr. A.* :—Correspondance entre le gouvernement et le docteur—, au sujet de l'asile des aliénés de Québec, depuis 1884 ; aussi, copie de ses rapports annuels.....(*Document No. 165.*)Par Ordre,  
104.

377

187. *Vallée, L. A.* :—Copie du rapport de L. A. Vallée, Ecr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de construire un pont dans la paroisse de St. Valérien, comté de Rimouski.(*Document No. 74.*)Par Ordre,  
92.

127

188. *Vallée, L. A.* :—Copie du rapport de L. A. Vallée, Ecr., ingénieur du gouvernement, sur l'état du pont sur la rivière Amqui, comté de Rimouski et la nécessité d'en construire un neuf.(*Document No. 75.*)Par Ordre,  
92.

127

189. *Vallée, L. A.* :—Copie du rapport de L. A. Vallée, Ecr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de reconstruire le pont sur la rivière Grand Mechin, comté de Rimouski.(*Document No. 77.*)Par Ordre,  
92.

127

190. *Vente des drogues et médicaments* :—Correspondance et documents au sujet d'une loi pour restreindre la—,.....(*Document No. 130.*)Par Ordre,  
224.

269

191. *Wells* :—Motion pour copie de la correspondance au sujet des lots 10, 11, 12, 13 et 14 du 2<sup>e</sup> rang du canton de Wells, débat ajourné, 191. Débat repris, motion adoptée, 283.(*Document No. 168a.*)Adresse,  
191, 283.

380

192. Réponse supplémentaire.....(*Document No. 168b.*)

283.

399



DORCHESTER :—Sommes dépensées pour colonisation dans —, 27. Voir 63, *des Documents de la Session*.

DORCHESTER :—Exploration dans,—Voir 71, *des Documents de la Session*.

DOUGLASTOWN :—Au sujet de la nomination des conseillers municipaux pour—, Voir U, *des Documents de la Session*.

DRESSER, JOHN :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de l'Est, 60. Voir *Est, Compagnie du chemin de fer de l.*

DRUMMOND :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de—, demandant des amendements à sa charte, 59. Avis, 66. Bill, (M. Girouard), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 73. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté, 121. Lu la 3e fois et passé, 131. Par le Conseil avec amendements, 210. Amendements considérés et adoptés, 210. S. R., 420. (52 Vict., ch. 88.)

DUCHESNAY, E. H. J. :—Bill (du Conseil Législatif) intitulé : “ Acte autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'honorable Elzéar Henri Juchereau Duchesnay,” (l'hon. M. Pelletier). Lu la première fois, 190. Renvoyé au comité des bills privés, 190. Rapporté amendé, 206. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 230. Amendements adoptés par le Conseil, 250. S. R., 420. (52 Vict., ch. 102.)

DUCHESNAY, MAURICE J. :—Pétition de— et autres ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués, 60. Avis, 66. Voir *Supra Duchesnay, Hon. E. H. J.*

DURIAM :—Sommes octroyées et dépensées pour colonisation dans—, 36, 56. Voir 64, *des Documents de la Session*.

DUROCHER, THOMAS :—Pétition de MM. Geoffrion, Dorion, Lafleur & Poirier ; procureurs des grevés des substitutions créées par le testament de feu Thomas Durocher et feu Marie Coulombe, son épouse ; demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles, 60. Avis, 94. Bill, (M. Nantel,) présenté, 95. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil, 255. S. R., 421. (52 Vict., ch. 109.)

**E**COLE D'AGRICULTURE DE L'ASSOMPTION :—Voir V, *des Documents de la Session*.

ECOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE :—Bill amendant les lois relatives aux—, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 27. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; rapporté, 34. Lu la 3e fois et passé, 38. Par le Conseil, 119, S. R., 420. (52 Vict., ch. 35.)

ECOLES, HYGIÈNE ET GYMNASTIQUE DANS LES :—Voir FF, *des Documents de la Session*.

ECONOMIE INTERNE :—Message du Lieutenant-Gouverneur, transmettant les noms des Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 36.

EDUCATION :

1. Bill amendant la section 33 de l'acte 32 Vict., ch. 16, concernant l'éducation dans les cités de Québec et Montréal, (M. *Hall*), présenté, 331.

2. Pétitions demandant que l'acte 32-33 Vict., concernant l'éducation en cette Province soit amendé, à l'effet de permettre que les taxes scolaires prélevées dans Montréal et payées par les protestants soit remises au bureau des commissaires d'écoles protestantes, et celles payées par les catholiques, au bureau des commissaires d'écoles catholiques, 340.

EGLISE ST-THOMAS :—Pétition demandant un acte autorisant le recteur et les syndics de l'église Saint-Thomas, Montréal, à disposer de certaine propriété à eux léguée par feu Thomas Molson, 133. Avis, recommandant la suspension de la 57e règle, 140. Bill (l'hon. M. *Lynch*), présenté, 140. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 166. Rapporté amendé, 197. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 231. Par le Conseil, 303. Honoraire remis, 273. S. R., 422. (52 Vict., ch. 110.)

ÉLECTIONS :

Mandats émis durant la vacance :

Page.	District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.	Page.
1	Nicolet .....	Ls. Tréflé Dorais, Ecr.	Election déclarée nulle.	7
7	Dorchester .....	Ls. N. Laroche, Ecr.	Nommé Cons. Législatif.	7
13	Laprairie .....	Odilon Goyette, Ecr.	Election déclarée nulle.	9
13	Montréal Centre.....	Hon. James McShane.	.....	13

ELECTIONS CONTESTÉES :—1. Documents relatifs aux—, suivantes mis devant la Chambre :

Beauharnois, 2. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 4.

Hochélaga, 2. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 2.

Laprairie, 8. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 8.

Laval, 2. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 3.

L'Assomption, 2. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 5.

Montmagny, 164. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 164.

2. *Laprairie* :—Motion,—que certains documents concernant l'élection contestée de—, soient renvoyés au comité des privilèges et élections avec instruction d'examiner si le rapport des juges déclarant que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant la dite élection par l'hon. M. *McShane*, a rendu son siège vacant ; débat ajourné, 72. Débat repris ; motion adoptée, 73. Bref d'appel, 107. Rapport que le siège n'est pas vacant, 117. Motion pour concours dans le rapport ; deux amendements proposés et négatifs, 118. Rapport adopté, 119.

ELECTIONS CONTESTÉES :—*Suite.*

3. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées, 27. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le comité délibère, 33. Résolution rapportée, 33. Lue la seconde fois sur division et rapportée sur division, 38.

4. Bill amendant la loi des—, (l'hon. M. *Mercier*), présenté, 27. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 43. Ordre rescindé et bill renvoyé au comité de Législation, 54. Rapporté amendé, 95. Renvoyé à un comité général sur division ; considéré ; amendé ; rapporté, 147. Motion pour 3e lecture ; amendement de l'hon. M. *Taillon* pour renvoyer de nouveau ce bill à un comité général, négative ; bill lu la 3e fois sur division et passé, 157. Par le Conseil, 232. S. R., 420, (52 Vict., ch. 10.)

5. Bill amendant la loi des élections contestées (l'hon. M. *Pelletier*), présenté, 46. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 54. Rapporté amendé, 279. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 329. Par le Conseil, 396. S. R., 422. (52 Vict., ch. 11.)

6. Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, (l'hon. M. *Lynch*), présenté, 45. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 55.

7. Dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées, 27. Voir *Dépôt &c.*

8. Voir aussi *Acte electoral.*

EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Bill pour amender le Statut 33 Vict., chap. 32, intitulé : "Acte pour pourvoir à la formation de Compagnies pour l'empierrement des chemins," (M. *Boyer*), présenté, 120. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté, 181. Lu la 3e fois et passé, 211. Par le Conseil avec amendements, 340. Amendements considérés et adoptés, 340. S. R., 422. (52 Vict., ch. 43.)

EMPLOYÉS DE LA CHAMBRE :—Voir 65, *des Documents de la Session.*

EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT :—Voir 66, *des Documents de la Session.*

EMPLOYÉS DU PALAIS DE JUSTICE :—Voir W, *des Documents de la Session.*

## EMPLOYÉS PUBLICS :

1. Bill concernant les Commissions des employés publics, (l'hon. M. *Gagnon*), présenté, 27. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 34. Considéré ; rapporté, 43. Passé, 49. Par le Conseil, 141. S. R., 420. (52 Vict., ch. 13.)

2. Saisie des salaires des—, 102. Voir *Saisie, etc.*

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Voir 67, *des Documents de la Session.*

EMPRUNTS :—Montants des dépenses de voyage des personnes chargées de négocier les divers—, de la Province. Voir 68, *des Documents de la Session.*

EMPRUNT AUTORISÉ PAR LA 52 VICT., CH. 2 :—Voir *X*, des *Documents de la Session*.

ENCANTEURS :—Bill amendant l'article 943 des Statuts Refondus de la province de Québec, relatifs aux encanteurs, (M. *Cardin*), présenté, 150. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 282.

ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIES :—Voir *Commissaires des incendies*.

ENQUÊTES PAR LES CORONERS :—Voir 57, des *Documents de la Session*.

ENREGISTREMENT DES HYPOTHÈQUES :—Bill amendant le Code Civil, relativement à l'—, (l'hon. M. *Blanchet*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 256.

EST, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE L' :

1. Pétition de Josias Nelson Rogers et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la " Compagnie du chemin de fer de l'Est," 78. Avis, 100. Bill, (M. *Lemieux*), présenté, 101. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 113. Rapporté, amendé, 140. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 152. Par le Conseil avec amendements, 316. Amendements considérés et adoptés, 316. S. R., 421. (52 Vict., ch. 92.)

2. Pétition de John Dresser, demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de l'Est, 60.

ESTIMÉS :—Voir 69, 70, des *Documents de la Session*. Voir aussi *Subsides*, 1.

EXÉCUTIF :—Bill concernant l'application par l'—, des lois de cette Province. Voir *Application par l'Exécutif, etc.*

EXEMPTION DE SAISIE :—Voir *Statuts Refondus*.

EXEMPTION DE TAXES :—Correspondance au sujet de l'—, de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, 63. Voir 182, des *Documents de la Session*.

EXPLORATION DANS LES COMTÉS DU SUD :—Voir 71, des *Documents de la Session*.

EXPOSITION PROVINCIALE :—A Québec en septembre 1887. Voir *G et K*, des *Documents de la Session*.

EXPROPRIATIONS :—Bill intitulé : " Lois d'expropriations," (M. *Robidoux*), présenté, 54.

## FARNHAM :

1. Union St-Jean-Baptiste de—, Etat des affaires, 233. Voir 96, des *Documents de la Session*.

2. Union St. Joseph de—, Etat des affaires, 233. Voir 96, des *Documents de la Session*.

FEBICH, LA REINE vs. :—Voir *LL*, des *Documents de la Session*.

FÊTE DES ARBRES :—Etat indiquant d'après les rapports transmis au Département des Terres de la Couronne, le nombre d'arbres plantés, le dernier jour de la fête des arbres (1888). Voir 72, *des Documents de la Session*.

FONDS DES INCENDIÉS :—Voir Z, *des Documents de la Session*.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :

1. Acton.—Voir 1, *des Documents de la Session*.
2. Bassin de Chambly et Longueuil.—Voir 73, *des Documents de la Session*.
3. Corporations municipales re fonds d'emprunt municipal.—Voir 79, *des Documents de la Session*.
4. Municipalités auxquelles des remises d'intérêts ont été faites.—Voir 76, 77 et 78 *des Documents de la Session*.
5. Municipalité des Cantons de l'Est.—Voir Y, *des Documents de la Session*.
6. Saint-Jean, Isle d'Orléans.—Voir 80, *des Documents de la Session*.
7. Saint-Victor et Saint-Ephrem de Tring.—Voir 74, *des Documents de la Session*.
8. Sommes obtenues depuis le 1er mai 1887.—Voir 75, *des Documents de la Session*.
9. Shefford.—Voir 165, *des Documents de la Session*.
10. Stanbridge.—Voir 168 et 169, *des Documents de la Session*.

FOREST, LUDGER :—Documents relatifs à son élection contestée, 2. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 5. Election déclarée nulle, 6. Ré-élu ; certificat de son élection, 14.

FORÊTS, PROTECTION DES,—contre le feu : 75, 102. Voir 150, *des Documents de la Session*.

FRAUDES CONTRE LES CULTIVATEURS :—Voir AA, *des Documents de la Session*.

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES :—Voir 81, *des Documents de la Session*.

FRÈRES DE SAINT-GABRIEL :—Voir *Institut des*.

GARDE FORESTIERS :—Voir 83, BB, *des Documents de la Session*.

GARDE FORESTIER, GASPÉ :—Voir 84, *des Documents de la Session*.

GARNEAU, F. X. :—Motion de M. Dechene (*l'Islet*), que, dans l'opinion de cette Chambre, il est important que le gouvernement prenne autant que possible des mesures de nature à honorer et à perpétuer le souvenir de notre historien national—, en lui érigeant une statue en face du Palais de la Législature, 328.

GASPÉ, CONCESSIONS MINIÈRES DANS :—Voir 135, *des Documents de la Session*.

- GAUVREAU, ANT. :—Pétition du Révérend—, prêtre, curé de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire de Lévis ; demandant un acte constituant en corporation spéciale, le Curé de la dite paroisse, 44. Avis, 52. Bill, (M. Lemieux,) présenté ; lu la seconde fois ; 60e règle suspendue et bill renvoyé au comité des bills privés, 53. Rapporté amendé, 82. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 88. Par le Conseil, 134. Honoraire remis, 239. S. R., 421. (52 Vict., ch. 66.)
- GAUVREAU, PETRUS :—Cadastre des cantons de Malbaie, Douglas et York par M.—, 48, 166. Voir 82, *des Documents de la Session*.
- GERMAIN, M. :—Dans la cause de la Reine vs. Charland. Voir 85, *des Documents de la Session*.
- GIRARD, J.-B. :—Concernant la nomination de—, comme conseiller municipal de Roxton Falls, 35, 208. Voir 86, *des Documents de la Session*.
- GLASGOW COLONIZATION LAND AND TIMBER CO. :—Lots octroyés en 1878 et 1879 à la—, 142. Voir 87, *des Documents de la Session*.
- GOUIN, SMITH & AIKMAN :—Réclamation de MM.—Voir 88, *des Documents de la Session*.
- GOYETTE, ODILON :—Documents relatifs à son élection contestée, 8. Lus et entrés dans les journaux de la Chambre, 8. Son élection déclarée nulle, 8. Motion de l'honorable M. Mercier,—Que certains documents dans la cause de l'élection contestée de Odilon Goyette et dans laquelle l'honorable M. McShane et autres, sont mis en cause, soient renvoyés au comités des privilèges et élections ; débat, 72. Débat repris ; motion adoptée, 73. Prête serment et prend son siège en produisant seulement son Indenture en double, 100. M. l'Orateur met devant la Chambre le bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie, 107. Certificat d'élection de M. Goyette, 108.
- GRAHAM, ALEXANDER A. :—Pétition de Alexander A. Graham et de William S. Cotton ; demandant un acte autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à leur accorder des licences comme dentistes, 44. Avis 66. Bill, (M. de Grosbois), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comités des bills privés, 73. Rapporté, 99. Le comité recommande que chacun des pétitionnaires soient tenus de payer l'honoraire de \$200 exigé par la règle 58, 99. 57e règle suspendue, 187. Ordre pour comité général déchargé ; bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 187. Le comité rapporte deux bills (26a, A. A. Graham) et (26b, W. S. Cotton), 192. Considéré en comité général ; rapport de progrès est fait, 235. Considéré de nouveau ; amendé, rapporté, 244. Motion pour 3e lecture ; amendement de M. McIntosh pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 260. Par le Conseil, 350. Honoraire remis, 345. S. R., 420. (53 Vict., ch. 118.)
- GRAINS DE SEMENCE :—Voir 23 et 66, *des Documents de la Session*.
- GRAND JURÉ :—Rapport du—, au dernier terme de la Cour, à Québec, 81, 97. Voir 89, *des Documents de la Session*.
- GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Certificats ayant rapport aux élections suivantes ; Nicolet, 1 ; Dorchester, 13 ; Mégantic ; L'Assomption, 14. Laprairie, 108.
- GREFFIERS DE LA PAIX :—Amendes et pénalités remises par eux, depuis cinq ans, au Trésor. Voir 4, *des Documents de la Session*.

**HAM-NORD** :—Pétition de Alexis Demers et autres ; demandant que les cantons de Ham-Nord et de Wolfestown soient détachés du district de Saint-François et annexés au district d'Arthabaska, pour fins judiciaires, 116.

**HONORAIRES SUR BILLS PRIVÉS** :—Motion,—Que la moitié de l'honoraire de \$200 payé sur les bills privés, soit remise aux promoteurs de ces bills ; motion négative, 258. Voir *Bills privés*, 6.

**HOCHÉLAGA** :

1. Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Caoutchouc d'Hochéлага, 86. Avis, 100. Bill, (M. Boyer) présenté, 109.

2. Bill (du Conseil Législatif) intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie de Caoutchouc d'Hochéлага (M. Boyer) ; lu la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 190. Rapporté, 198. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 230. S. R., 420. (52 Viet., ch. 78.)

**HUISSIERS** :

1. Pétition demandant que l'acte incorporant les—, du district de Québec soit révoqué, 182.

2. Pétition de la corporation des huissiers du district de Montréal, et de R. Laflamme et autres, avocats de la cité de Montréal, demandant que l'acte constituant en corporation les huissiers du district de Montréal, ne soit pas révoqué, 269.

**HULL ET TROIS-RIVIÈRES** :—Dispositions spéciales concernant—, Voir *Statuts Refondus*.

**HUNTINGDON** :—Sommes dépensées pour colonisation dans le comté d'—, 20, 26. Voir 90, 91, des *Documents de la Session*.

**HURONS DE LORETTE** :—Réclamations de la tribu et des Hurons relativement à certains terrains compris dans les biens des Jésuites, 137. Voir 92, des *Documents de la Session*.

**HYGIÈNE ET GYMNASTIQUE DANS LES ÉCOLES** :—Voir *FF*, des *Documents de la Session*.

**HYPOTHÈQUES** :—Bill amendant le Code Civil, relativement à l'enregistrement des—, (l'hon. M. Blanchet), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 256.

**IMPRESSIONS** :

1. *Comité conjoint des* :—Membres nommés par l'Assemblée ; Message envoyé au Conseil, 51. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 98. Premier rapport ; Président nommé et *quorum* réduit, 114. Second rapport, 170 ; adopté, 173.

2. Documents dont l'impression est ordonnée sans le renvoi au comité des—, 56, 85, 162, 174.

---

**IMPRESSIONS :—*Suite.***

3. Documents imprimés sur la recommandation du comité, 171 à 173.

4. Ordre pour l'impression du document No. 13 de la Session de 1888, annullé, 146.

5. Pour liste des documents dont l'impression a été ordonnée.—Voir à la fin de cet *index*.

**IMPRIMEUR DE LA REINE :—**Rapport de l'—, 68. Voir 93, *des Documents de la Session*.

**INDUSTRIE :—**Comité permanent nommé, 17, 27. Premier rapport nommant M. Pilon président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 52. Membres ajoutés, 126.

**INHUMATIONS ET EXHUMATIONS :—**Bill amendant la loi relative aux—, (l'hon. M. Gagnon,) présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 182. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 332. Par le Conseil, 396. S. R., 422. (52 Vict., ch. 36.)

**INSPECTEURS DES BEURRERIES ET FROMAGERIES :—**Pétition demandant la nomination d'un inspecteur de beurrieres et fromageries pour les comtés de Chicoutimi, Saguenay et Charlevoix, 78.

**INSPECTEURS DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—**Voir *Sociétés de bâtisses*.

**INSPECTEURS DES PRISONS :—**Rapports des—, pour 1888. Voir 95, *des Documents de la Session*.

**INSTITUT DES FRÈRES DE SAINT-GABRIEL MONTRÉAL :—**Pétition demandant un acte d'incorporation, 44. Avis, 70. Bill (M. David), présenté, 72. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 125. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 137. Par le Conseil, 212. Honoraire remis, 177. S. R., 421. (52 Vict., ch. 67.)

**INSTITUTEURS PROTESTANTS :—**Pétition de S. P. Robins et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " L'Association Provinciale d'Instituteurs protestants de Québec," 86. Avis, 100. Bill (M. Cameron) présenté, 101. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 162. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 178. Par le Conseil, 232. Honoraire remis, 191. S. R., 422. (52 Vict., ch. 70.)

**INSTITUTIONS LITTÉRAIRES DE CHARITÉ ET HOPITAUX :—**Rapports annuels &c., des—, Voir 96, *des Documents de la Session*.

**INSTRUCTION PUBLIQUE :**

1. Bill pour amender les articles 1973 et 2010 des Statuts Refondus de la province de Québec, relatifs à l'Instruction publique (l'hon. M. Gagnon), présenté, 87. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 98. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 149. Par le Conseil, 212. Honoraire remis, 191. S. R., 422. (52 Vict., ch. 24.)



INSTRUCTION PUBLIQUE :—*Suite.*

B. 135

2. Bill amendant les articles 1903 et 2281 des Statuts Refondus de la province de Québec, concernant l'Instruction, publique (M. Cameron), présenté, 162. Lu la 2<sup>e</sup> fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 282. Par le Conseil, 340. S. R., 422. (52 Vict., ch. 23.)

3. Rapport du Surintendant pour 1887-88. Voir 97, des *Documents de la Session*.

INSTRUCTION PUBLIQUE, MONTRÉAL :—Voir 98, des *Documents de la Session*.

INTERCOLONIAL :—Terrains occupés par le chemin de fer—, chaque côté de sa ligne dans la Vallée Matapédia, 126. Voir 94, des *Documents de la Session*.

## ISLES DE LA MAGDELEINE :

1. Cadastre de—. Voir 34, des *Documents de la Session*.

2. Correspondance avec M. A. S. D. Van Barneveld. Voir 66, des *Documents de la Session*.

3. Instructions données à C. A. LeBel. Voir 13, des *Documents de la Session*.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Basinet, 189.

Beauchamp, 199, 390.

Bernatchez, 278.

Bisson, 308.

Blanchet, 90, 103, 135, 136, 174.

Bourbonnais, 34, 128.

Boyer, 355, 371.

Cameron, 236.

Casgrain, 58, 62, 74, 90, 104, 127, 142, 163, 275, 375.

David, 271.

Dechene (l'Islet), 206, 309, 323.

De Grosbois, 35.

Deschênes (Témiscouata), 89.

Desjardins, 121, 129, 136, 141, 154, 236, 277, 278, 322, 327.

Duplessis, 141, 155, 189, 199, 237, 271, 272, 278, 343.

Faucher de Saint-Maurice, 28, 37, 56, 61, 62, 89, 121, 128, 154, 202, 236, 252, 278, 309, 310, 323, 327, 344, 376, 387.

Flynn, 57, 74, 207, 237, 273, 309.

Hall, 323.

Lapointe, 201.

Lareau, 163.

LeBlanc, 56, 201, 207, 206, 237, 309, 321, 342, 343, 371, 372, 375, 389.

Lemieux, 90, 390.

Legris, 207, 343.

Lussier, 103, 121, 135, 175, 188, 272, 342, 371.

Lynch, 155, 200, 371.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Martin (Bonaventure), 91, 128, 375.  
Martin (Rimouski), 90.  
McIntosh, 90, 200, 371, 390, 404.  
Morin, 275, 321.  
  
Nantel, 34, 275, 277, 278, 343.  
  
Owens, 57, 252, 387.  
  
Pelletier, 46, 103, 109, 110, 127, 135, 175, 371.  
Picard, 129, 272, 309, 375.  
Pilon, 235, 271.  
Poupore, 46, 277.  
  
Rinfret, 236.  
Robertson, 389.  
Rocheleau, 155.  
  
Taillon, 47, 62, 155, 387, 389.  
Tessier, 73, 175, 342, 372.  
Tourigny, 129, 202, 376, 387.  
Trudel, 90, 235, 327.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—:

Acadiens, expulsion des—, 61.  
Acte médical de 1881.—Le gouvernement va-t-il attirer l'attention du collège des médecins et chirurgiens sur cet acte ? 236.  
Aliénés.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abroger les dispositions de la loi imposant aux municipalités la moitié du coût de l'entretien des—? 201.  
Ameublement des bureaux.—Quels sont les bureaux où l'ameublement a été renouvelé en tout ou en partie depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 ? 206.  
Arbitrages entre Ontario et Québec.—A quelles personnes a été payée la somme de \$1,081.72 pour—? 321.  
Archives françaises dans les greffes, 61.  
Arrérages de taxes sur Corporations Commerciales.—Combien le gouvernement a-t-il reçu depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1888 pour—? 154.  
Arrérages de rentes seigneuriales.—Le gouvernement est-il disposé à faire la remise d'un quart sur les—, aux censitaires de la seigneurie Lauzon, jusqu'à décembre 1889 ? 397.  
Asile Belmont, rapports de MM. Durocher et Bourgouin le 3 juin 1888, et du Dr. Vallée, le 9 février 1889, 275.  
Asile des aliénés protestants, Montréal.—La somme de \$100,000 payée pour l'— en 1887-88 a-t-elle été donnée ou prêtée ? 327.  
Association Internationale Américaine de Chicago.—Quelles sont les personnes que le gouvernement de Québec, a déléguées pour le représenter à la réunion de l'— l'automne dernier ? 375.  
Auger, J. C.—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger de—, registrateur de Montréal Est, le paiement de ce qu'il doit au gouvernement ? 371.  
Auger, J. C.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger de lui le paiement d'une certaine somme qu'il lui doit comme registrateur ? 355.  
Angers, M. Michel.—Est-il employé par le gouvernement ? 155.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Beauchène, M. Ferd.—Est-il employé à la prison du district d'Arthabaska ? 129.
- Beaumont, chemin de.—Est-ce l'intention du gouvernement d'inscrire une somme au budget supplémentaire pour macadamiser le chemin de—? 323.
- Beausoleil, C.—A-t-il réglé ses comptes avec le gouvernement au sujet des taxes sur Corporations Commerciales ? 34.
- Beausoleil, M.—A-t-il remis au gouvernement le compte que MM. Lacoste & Cie. lui avait rendu au sujet du montant par eux perçu des frais et honoraires dans les poursuites pour taxes sur Corporations Commerciales ? 342.
- Beausoleil, M. C.—A-t-il reçu instruction de percevoir les frais taxés dans les causes des Corporations Commerciales ? 200. Le gouvernement a-t-il réglé ses comptes avec lui ? 200.
- Bélanger, M. P. R. A., arpenteur, de l'Islet.—A-t-il été employé par le gouvernement depuis le mois d'octobre 1879, jusqu'au 27 janvier 1887 ? Quelle somme a-t-il reçu du gouvernement, à quelque titre que ce soit depuis le 27 janvier 1887 ? 207.
- Bernier.—Quelle somme a été payée à M. Esdras—, depuis janvier 1887 à mars 1889 ? 321.
- Biens des Jésuites.—Le gouvernement a-t-il été informé par le Souverain Pontife de la distribution des \$460,000, concernant les— ? 327.
- Biens des Jésuites.—Sur quels biens ou fonds seront prises les \$460,000 pour le règlement des— ? 323.
- Bonaventure.—Balance réclamée pour travaux sur le pont de la rivière—, 128.
- Bossé, J. G., dans les causes de McDonald & McGreevy vs. La Reine, 56.
- Bureau d'enregistrement de Montmagny.—Le gouvernement a-t-il reçu le rapport de l'enquête de M. Geoffrion sur le—? 278.
- Bureau du protonotaire, Montréal.—La dépense de ce bureau a-t-elle augmenté et y a-t-il eu augmentation correspondante de recettes ? 174.
- Butterworth.—Quelle position entend prendre le gouvernement au sujet des résolutions de M—, de l'Ohio, concernant l'union du Canada avec les Etats-Unis ? 122.
- Cap Chatte.—Est-ce l'intention du gouvernement d'aider à la construction d'un pont en fer au—? 309.
- Carrier, Achille.—Est-il actuellement à l'emploi du gouvernement, et quelles sommes a-t-il reçues ? 129.
- Carrier, Achille.—Pour quelle fin la somme de \$215 lui a-t-elle été payée en 1887 ? 109.
- Carrier, Achille.—Quels sont les paiements faits en argent, par le gouvernement à—, depuis le 1er février 1887 ? 201.
- Carroll, James.—Impression du discours du budget, 63.
- Casapédia.—Le gouvernement doit-il faire terminer le pont sur la petite rivière—? 128.
- Cens électoral.—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre un projet de loi pour étendre le—? 121.
- Champagne, M. Charles.—Depuis quand retire-t-il son salaire et à quel taux, comme magistrat de district ? 390.
- Champagne, Charles.—Quel a été le résultat de ses démarches au sujet des fraudes commises dans le comté d'Ottawa ? 127.
- Chapeau.—La Cour de Circuit a-t-elle été abolie ? 46.
- Charbon.—Des soumissions pour le—, pour les bâtisses du parlement et des départements ont-elles été demandées ? 127. Pour le Palais de Justice de Québec ? 127. Pour la prison de Québec ? 128.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Chassé, M. Honoré—, avocat, de Québec.—Est-il à quelque titre que ce soit, employé ou payé par le gouvernement ? 189.
- Château de Ramezay.—A quel entrepreneur ont été confiés les travaux de réparation faits au — ? 278.
- Chemins à barrières.—Est-ce l'intention de M. Pilon de proposer l'adoption du second rapport du comité spécial chargé d'étudier la position financière des— ? 376.
- Chemins à barrières, Montréal.—A quelle date M. Riel a-t-il été remplacé par M. Sénécal comme secrétaire de la Commission des— ? 387.
- Chevalier, M. Joseph—, des Trois-Rivières.—A-t-il quelq'emploi du gouvernement ? 141.
- Choquet et frères.—N'y a-t-il pas erreur dans l'item chargé à MM.—, à la page 101 des comptes publics pour 1888 ? 235.
- Church.—Combien a-t-il été payé à l'honorable L. R.—, dans l'affaire du dépôt, par le gouvernement, à la Banque d'Echange ? 110. Combien lui a-t-il été payé dans l'affaire des Tanneries ? 110.
- Classification des employés.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre cette loi à exécution ? 202.
- Code de Procédure Civile.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une Commission pour refondre le — ? 271.
- Code Municipal.—A-t-il été distribué en anglais dans le comté de Shefford ? 35.
- Collins.—M. W. E.—A-t-il jamais été suspendu dans ses fonctions ? 235.
- Commission des asiles.—l'Hon M. Rhodes a-t-il fait un rapport distinct ? 62.
- Compagnies d'assurance.—Pourquoi ont-elles été requises de payer au Trésorier de la Province \$550 au lieu de \$400 comme l'année précédente ? 390.
- Corporations Commerciales.—Combien le gouvernement a-t-il reçu depuis le 1er juillet 1888, pour arrérages de taxes sur— ? 154.
- Compagnies de chemins de fer.—Quelles sont les—, qui se sont conformées aux dispositions de l'article 5176 des S. R. P. Q. ? 175. Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer les subsides votés à ces compagnies ? 175.
- Compagnies de chemins de fer subventionnées.—Quels montants leur ont été payés depuis le 1er juillet 1888 ? 154.
- Compagnie du chemin de fer de Montréal et Sorel.—Sera-t-elle tenue de mettre sa voie en opération ? 135.
- Compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel.—Sur les \$112,000\* à elle payées par le gouvernement, quel montant a été payé à des personnes du comté de Chambly ? 155.
- Compagnie du chemin de fer du Pacifique.—Le gouvernement va-t-il l'obliger à continuer sa ligne jusqu'au quai Allan, quartier Champlain, Québec ? 236.
- Compagnie du chemin de fer du St. Laurent et Nord-Ouest.—Combien de paiements a-t-elle reçus pour exploration ? 155.
- Conférenciers agricoles.—Est-ce l'intention de nommer des—, pour donner des lectures ? 272.
- Congrès International d'aliénistes.—Le gouvernement est-il informé qu'il doit se tenir cette année, à Paris, un— ? 309.
- Conseil d'agriculture.—Sera-t-il maintenu, 103.
- Conseil d'agriculture.—Comment rend-il ses comptes ? 121.
- Conversion de la dette, 57.
- Corporations Commerciales.—Quels montants ont été payés aux avocats dans les causes contre les— ? 110. Messieurs Lacoste, Globensky et Bisailon, doivent-ils une balance sur la collection faite par eux de la taxe sur les— ? 110.
- Côté, C. T.—Est-il employé par le gouvernement ? 104.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite*,

Côté, M. C. T.,—Combien a-t-il reçu jusqu'à ce jour comme inspecteur des manufactures ; et où est son bureau ? 237.

Coupe de bois.—Le gouvernement se propose-t-il d'empêcher les colons de couper du bois de commerce en dehors de leurs défrichements ? 309.

Coupes de bois.—Quel est le montant reçu pour les—, vendues à l'enchère le 17 octobre 1888 ? 141.

Cour d'appel,—Doit-il y avoir des changements relatifs à sa juridiction ? 136.

Daveluy, M. Geo.,—A-t-il visité les bureaux des diverses compagnies d'assurance, tel que requis par la loi ? 372.

Déboisement.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire étudier la question de l'influence du—, sur la climatologie de la Province ? 236.

DelaBruère, l'hon. M.,—A-t-il touché son salaire comme Orateur du Conseil Législatif ? 103.

Délégués pour la réunion de l'Association Internationale Américaine à Chicago.—Quels sont ceux qui ont été nommés pour représenter la province de Québec comme— ? 375.

Délibérations du Conseil Souverain de 1624 à 1663, 61.

DeMartigny, Le Dr.,—ou aucun autre inspecteur des asiles ont-ils depuis le mois de juin 1888, fait aucun rapport sur l'Asile Belmont ? 275.

Demers et frères,—Impression du discours du budget, 62.

Dépôts de certaines Compagnies de chemins de fer,—Quelle somme le gouvernement aura-t-il à leur payer pour intérêt sur montant déposé ? 277. Dans quelles banques ces dépôts ont-ils été placés ? 278.

Dépôts faits par certaines Compagnies de chemin de fer,—A quelles dates ont-ils été faits &c. ? 236.

Desfossés, M. Arthur.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer parmi les cultivateurs la lettre de—, au sujet de la vigne sauvage du Canada ? 323.

Desjardins, L. G.—Combien le gouvernement a-t-il payé pour l'impression du discours sur le budget, prononcé par M.— ? 135.

Desmarais, M. O.—Combien a-t-il reçu pour aider au transfert des prisonniers de la prison de Montréal à celle de St. Hyacinthe, pendant l'hiver de 1887-88 ? 321.

Desmarais, M. Hector.—Depuis quand est-il employé au palais de Justice de St. Hyacinthe ; quel est son salaire ? 321.

Desmarais, M. Odilon,—Quelles sommes lui ont-elles été payées depuis janvier 1887 à mars 1889, par le gouvernement ou le shérif de St. Hyacinthe, et pour quels services ? 372.

Dictionnaire du langage des nombres.—Combien coûte au gouvernement le— ? 343.

Dominion Bridge Company à Saint-Raymond, 73.

Droits de coupe de bois.—Est-ce l'intention du gouvernement de remettre aux colons de bonne foi, le surplus des— ? 309.

Duchesneau et Lavoie Drs.—62.

Dumont, M. J. B. O.,—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 188.

Dumont, M. Onésime des Trois-Rivières,—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 141.

Durocher et Bourgouin ont fait un rapport sur l'Asile Belmont le 3 juillet 1888 et le Dr. Vallée le 9 février 1889, 275.

Ecoles,—Combien dans la province ? 89.

Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal.—A quoi ont servi les dépenses encourues pour les annonces de la vente de l'ancienne propriété de l—, et dans quels journaux ces annonces ont-elles été faites ? 199.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Ecole Normale, Montréal.—Pourquoi la vente du terrain de l'—, n'a-t-elle pas eu lieu ? 135.

Ecole Supérieure des Arts et Métiers.—Est-ce l'intention du gouvernement de fonder une—, ou de continuer l'aide actuelle aux écoles déjà existantes ? 342.

Empièrrement des chemins, 47.

Employés du Service Civil.—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer comme compensation de la loi défranchissant le Service Civil, l'immovibilité des employés et l'exemption de toutes taxes quelconques ? 252

Emprunt.—Y a-t-il encore une balance disponible sur le produit du dernier emprunt ? 201.

Emslie, James.—Est-ce l'intention du gouvernement de lui venir en aide, ainsi qu'à d'autres instituteurs à la retraite qui ont souffert une injustice par suite des amendements à l'acte concernant les pensions ? 252.

Encanteurs.—Combien le gouvernement a-t-il reçu, depuis 1888, des encanteurs, sur les ventes de gros, entre marchands ? 136.

Exposition à Montréal.—Est-ce l'intention du gouvernement qu'il y ait une—, dans le cours de l'automne prochain ? 376.

Exposition de comté.—Le gouvernement est-il disposé à leur venir en aide ? 175.

Expropriation des propriétés avoisinant le Palais de la Législature, 28.

Exposition Régionale, Trois-Rivières.—Entre les mains de quelles personnes a été remise la somme de \$1,000 payée pour—, ? 199.

Exposition Universelle de Paris, de 1889.—Le gouvernement a-t-il nommé quelques personnes pour le représenter à l'—, 200.

Faribault.—Collections recueillies par M.—, 61.

Faucher de St-Maurice.—Quand le gouvernement a-t-il l'intention de déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance échangée dernièrement entre M.—, et l'hon. M. Rhodes ? 387.

Féculerie.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une certaine somme pour aider l'industrie de la— ? 271.

Fer magnétique.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire étudier les ressources que pourrait donner l'exploitation du—, dans la Province ? 252.

Ferme modèle.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir à proximité de la capitale de cette Province une ferme modèle ? 372.

Ferron, M. Charles, des Trois-Rivières.—A-t-il quelqu'emploi du gouvernement ? 141.

Fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, 136.

Fonds d'emprunt municipal.—Quelles remises ont été faites aux municipalités ? 34.

Fonds d'emprunt municipal.—Quelles sont les municipalités qui ont payé la somme de \$79,996.32, reçu du 1er juillet au 31 décembre 1889 ? 236.

Fonds d'emprunt municipal.—Le gouvernement espère-t-il arriver sous peu à un règlement avec les municipalités des Cantons de l'Est endettés au— ? 200.

Garde forestier.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un—, pour les forêts du comté de Verchères et autres ? 188.

Gauvreau, Petrus.—Cadastre de certains townships, 74.

Gazeliers au palais de justice, Québec.—Combien de— ? 103.

Genest, L. U. A. greffier de la paix, Trois-Rivières.—Quel est son salaire ? 175.

Geoffrion, M.—A quelle date a-t-il été substitué à M. Lacoste dans les causes entre le gouvernement et les Corporations Commerciales ? 387.

Germain.—Depuis quelle date M. A.—, de Sorel, agit-il comme substitut du Procureur-Général pour le district judiciaire de Richelieu ? 343.

Gervais.—M. A. E.—, des Trois-Rivières.—Combien a-t-il reçu comme avocat du percepteur du revenu ? 237.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Grains de semence.—Pétitions demandant de l'aide pour—, 89.

Grains de semence.—En sera-t-il fourni aux colons ? 90.

Grains de semence.—Est-ce l'intention du gouvernement de demander durant cette Session un crédit ou vote spécial pour l'achat de—, ou d'accorder ces secours à même l'octroi de colonisation ? 237.

Grains de semence.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux colons de certains diocèses au moyen de— ? 272.

Grenville.—Pont en fer dans le comté de—, 57.

Hamel, M. Severe.—A-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 189.

Impressions Officielles.—Le gouvernement a-t-il fait ou donné des contrats pour les —, depuis la dernière Session ? 174.

Indemnité pour biens des Jésuites.—Affectera-elle le fonds d'éducation supérieure ? 389.

Indemnité Sessionnelle.—Quand a-t-elle été de \$800 ? 103.

Indemnité Sessionnelle.—Par qui a-t-elle été refusée ? 103.

Inspecteurs des asiles et prisons ; 275.

Inspecteurs d'écoles.—Quels sont ceux dont les salaires ont été augmentés ? 275.

Inspecteur de fromage, 35.

Inspecteur des sociétés et écoles d'agriculture.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un— ? 371.

Inspecteur de sociétés de construction.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un— ? 275.

Instituteurs à la retraite.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir au secours de James Emslie et des autres—, qui ont souffert une injustice par suite des amendements faits à l'acte des pensions ? 252.

Jardin botanique.—Est-ce l'intention du gouvernement de créer un—, sur le terrain qui entoure le Palais Législatif ? 323.

Journaux de la Chambre.—Liste alphabétique des députés, etc., 128.

Kirwan, M. W.—Est-il employé du gouvernement, 91.

Labelle.—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer aux membres et de donner en prix dans les écoles, l'ouvrage intitulé " Cinq mois en Europe ou voyage du curé Labelle en France " ? 344.

Lacoste, l'hon. M.—Combien a-t-il été payé à—, pour examen du contrat de vente du Q. M. O. et O ? 104.

Lacoste & Cie., MM.—Leur a-t-il été payé une commission sur les sommes reçues par eux des Corporations Commerciales ? 389.

Lacoste, l'hon., ou Lacoste Globensky & Bisailon.—Quelles sommes ont été payées à—, *in re* les timbres sur exhibits & Régina intervenante ? 109. Quel est le montant payé aux mêmes *in re* arbitrage du pont Jones ? 110.

Lacroix & Toussaint.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une subvention à MM.— ? 308.

Langelier, l'hon. Frs.—Combien a-t-il reçu dans l'affaire au sujet des chemins de fer de Manitoba ? 47. A quelle date a-t-il été chargé d'agir ? 62.

Langelier, l'hon. Frs.—A-t-il reçu quelques sommes d'argent dans l'affaire de la réclamation de M. W. P. Lockwood ? 308.

Langelier, M. J. C.,—mentionné dans le compte de la Commission des asiles comme ayant reçu \$360 est-il le même M. Langelier qui est déjà employé par le gouvernement comme assistant registraire de la province ? 343.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE:—*Suite.*

- Langelier, J. C.—Pourquoi la somme de \$150, lui a-t-elle été payée ? 111.
- Langelier & Pelletier dans les causes de McDonald & McGreevy, 56.
- Lassalle, M. Godfroy, des Trois-Rivières,—A-t-il reçu, depuis le 1er février 1887, des argents, en sus des émoluments attachés à sa charge ? 252.
- Lavergne,—Le Gouvernement a-t-il reçu le rapport de M. Geoffrion sur le bureau d'enregistrement de M. Ed.— ? 278.
- Le Bourdais.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de s'occuper des deux frères— ? 154.
- Leclerc, M. George,—Est-il encore secrétaire du conseil d'agriculture et est-ce l'intention du gouvernement de le mettre à la retraite ? 207.
- Legendre, C. J. O., huissier, des Trois-Rivières,—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 155.
- Lesage, Siméon,—Est-ce l'intention du gouvernement de le mettre à la retraite ? 128.
- Lindsay, M. Robert, de Douglastown,—A-t-il été nommé à quelque position sous le gouvernement ? 273.
- Lippens,—le nommé B.—qui a été chargé de faire des conférences sur l'agriculture est-il le même B. Lippens qui est l'un des inspecteurs d'école de la province ? 277.
- Liste alphabétique des députés &c.,—128.
- Longpré.—A quelle date M.—a-t-il été nommé protonotaire à Montréal ? 163.
- Longpré, M., Protonotaire, Montréal,—A-t-il transmis un état des affaires judiciaires du bureau, pour l'année 1888 ? 155.
- Macquet, M. Gerard.—Voyage en Belgique de—, 34.
- Magistrat de district,—Quel est le salaire de celui qui est chargé des districts des Trois-Rivières, Arthabaska et Richelieu ? 176.
- Manuscrits du Maréchal de Lévis.—Où en est rendue la copie des— ? 252.
- Martin.—Quel montant a été payé à M. Joseph —, avocat de Québec, depuis le 1er février 1887 ? 201.
- Masson, M. Moïse, des Trois-Rivières,—A-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 189.
- McDonald & McGreevy *vs.* La Reine, 56.
- Mercier, l'honorable M.—N'est-il pas vrai que le montant de ses frais de voyage à Rome au sujet des biens des Jésuites sont inclus dans le compte pour frais de voyage en Europe, au sujet du nouvel emprunt ? 387.
- Mercier, M.—Y a-t-il un—, qui a été nommé dernièrement à un emploi dans le Service Public de la province à Montréal ? 376.
- Montmorency.—Quelle somme a été payée, depuis le 1er juillet et comment a-t-elle été distribuée aux différentes municipalités du comté de— ? 322.
- Montréal et Sorel.—Quel montant a été payé, depuis la Session dernière à la Compagnie du chemin de fer de— ? 371.
- Murray, Denis.—Pourquoi la somme de \$100 lui a-t-elle été payée en 1887 ? 111.
- Noël, Dr. M. A.,—Est-il employé par le gouvernement ? 62. Pour quel établissement ? 74.
- Obalski, M.—Quels sont les services pour lesquels il a été payé, depuis le 3 juillet 1886 au 1er juillet 1887 ? 389.
- Pagé, M. Charles, des Trois-Rivières,—A-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 188.



INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Palais de Justice, Québec.—Est-ce l'intention du gouvernement de charger le Trésor de la Province de l'amortissement et de l'intérêt annuel des débetures ? 278.
- Palais de Justice de Québec.—Les comtés intéressés ont-ils payé ? 90.
- Palais de Justice, Trois-Rivières.—Quel est le dépositaire des vieux meubles du— ? 155.
- Pêche.—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger les locataires des rivières louées pour la pêche de faire rapport ? 278.
- Pelletier, l'hon. L. P.—et M. Guillaume Amyot, avocats, de Québec, ont-ils eu, depuis le 1er février 1887, quelque emploi du gouvernement ? 272.
- Pelletier, M. Napoléon, des Trois-Pistoles.—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 272.
- Pelletier, M. Ths. Philippe, des Trois-Pistoles.—A-t-il reçu quelques argents du gouvernement, depuis le 1er février 1887 ? 272.
- Phaneuf, E. G., huissier, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ? 201.
- Polette.—Quel montant a ou devra être payé pour la bibliothèque de l'hon. Juge— ? 189.
- Police provinciale.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir la—, et de l'affilier à la police municipale des grandes villes ? 342.
- Pont en fer à St. Raymond, 73.
- Pont en fer dans Grenville, 57.
- Ponts en fer.—Combien de municipalités ont demandé à se prévaloir de la loi ? 103.
- Ponts en fer.—Existe-t-il une loi de cette Province se rapportant à la construction des— ? 207.
- Ponts en fer, octrois pour construction, 57.
- Ponts en fer, projet de loi pour construction, 58.
- Ponts et chemins à barrières du comté de Laval.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir les taux de péage sur les— ? 201.
- Pont sur la rivière Métapédia.—Les réparations à faire à ce pont, ont-elles été demandées par contrat ? 375.
- Pont sur la rivière St. François.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une aide aux citoyens du canton de Wotton pour construire un— ? 375.
- Pontiac.—Est-ce l'intention du gouvernement de construire un palais de justice et une prison dans le comté de— ? 277.
- Préfontaine, F. X., de St. Anastasie de Nelson.—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 371.
- Prisonniers militaires, 56.
- Québec Central.—A la demande de quelle personne le gouvernement a-t-il accordé cette année un subside au— ? 371.
- Québec Central.—Est-ce l'intention du gouvernement de lui accorder un subside additionnel ? 135.
- Québec Central.—Les honorables M. Blanchet et Larochelle et M. Lemieux, n'ont-ils pas demandé au gouvernement, pendant la Session de 1888, d'accorder un subside au— ? 390.
- Québec, Comté de.—A-t-il payé sa part de contribution due pour Palais de Justice de Québec ? 104.
- Quinn, M.—Est-il encore employé à la Codification des lois ? 47.
- Quinn.—Quel a été le salaire de M.—, employé à la Codification ? 200.
- Quinn, M. F. A.—Est-il employé par le gouvernement ? 91.
- Régistrateurs.—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger ce qui lui est dû par les— ? 355.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Registres de la Prévôté, 61.  
Registres de l'Etat Civil sous la Domination française, 62.  
Remington, S. J.—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 163.  
Remise des droits de coupe de bois.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire une— ? 272.  
Rhodes, l'hon. M.—Commissaire des asiles, 62.  
Riel, M.—A quelle date a-t-il été remplacé par M. Sénécal comme Secrétaire de la Commission des chemins à barrières de Montréal ? 387.  
Ritchie.—Combien a été payé à T. W.—dans l'affaire des Tanneries ? 110.  
Robitaille, M. George, des Trois-Rivières.—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 141.  
Roy.—Sur quelle recommandation M. Cyrias—, a-t-il été nommé avocat du percepteur du revenu du district de Montmagny ? 310.  
Roy, M. George.—Combien a-t-il reçu pour cadastre ? 91.
- Salaires des employés des cours du district de Québec.—Est-ce l'intention du gouvernement de ré-ajuster les— ? 342.  
Sénécal, M.—A quelle date a-t-il remplacé M. Riel comme secrétaire de la Commission des chemins à barrières de Montréal ? 387.  
Shefford, Code Municipal en anglais, 35.  
Shehyn.—Discours de l'hon. M.—, 58, 62.  
Société d'Agriculture du comté de Beauharnois.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une somme d'argent à la—, pour l'aider à reconstruire les bâtisses pour exposition ? 308.  
Société Royale d'Agriculture d'Angleterre.—Le gouvernement entend-t-il prendre part à l'exposition agricole que doit tenir cette année la— ? 327.  
Soumissions pour combustible pour les bâtisses sous le contrôle du gouvernement,— Dans quels journaux ont-elles été annoncées ? 142.  
Sourds-Muets.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à l'institution des—, dont les ateliers viennent d'être détruits par le feu ? 376.  
Ste. Anne de Ristigouche.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire une copie des vieux registres de— ? 309.  
St. Jean, Isle d'Orléans.—Par quelles personnes et à quelle date ont été faites les démarches pour le règlement du fonds d'emprunt municipal pour la paroisse de— ? 323.  
St. Petersburg.—Documents historiques à la bibliothèque de—, 61.  
Statuts Refondus de la province.—Ont-ils été distribués aux Juges de Paix ? 207.  
Statuts Refondus de la province.—Seront-ils distribués aux Juges de Paix, 90.  
Stenson, M.—inspecteur d'école.—Etait-il en congé pendant les mois de janvier et février 1887.—Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il a, pendant un mois, travaillé très activement à l'élection du candidat libéral dans Wolfe et Richmond ? 404.  
Subventions aux chemins de fer.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder à cette session de nouvelles— ? 136.  
Subventions aux chemins de fer.—Quel montant a été payé relatif aux— ? 129.  
Surintendants des gardes forestiers.—Ont-ils découvert quelques fraudes ? 104.  
Syndics des chemins à barrières de la Rive Nord.—Combien doivent-ils encore sur le prêt pour réparation du pont Dorchester ? 321.
- Taux de péage sur les ponts et chemins du comté de Laval.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir les— ? 201.  
Taxe sur vente en gros par encan, 90.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Terrain des Jésuites.—Le gouvernement a-t-il reçu quelque offre pour l'achat du terrain autrefois occupé par le collège des Jésuites ? 375.

Thibault, M. Cyprien, des Trois-Rivières.—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 141.

Timbrés sur exhibits, seront-ils remboursés ? 103.

Tremblay.—Est-ce l'intention du gouvernement de se faire rembourser la somme de \$500 payée à M. P. E.—pour repatriement ? 343.

Tremblay P. E.—de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ? 34.

Turcotte.—Le Dr. G. A. est-il à l'emploi du gouvernement, et quelle sommes lui ont été payées ? 129.

Veillette, M. Casimir.—des Trois-Rivières.—A-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 189.

Verchères.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un garde forestier pour protéger les forêts du comté de—et autres ? 188.

Vigne sauvage.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer, parmi les cultivateurs, la lettre de M. Arthur Desfossés, au sujet de la vigne sauvage du Canada ? 323.

Weir, W. A.—Est-il employé par le gouvernement ? 90.

JÉSUS, PONT SUR LA RIVIÈRE—, 75, 88. Voir 161, des *Documents de la Session*.

JEUNES GENS DE TALENTS :—Correspondance suggérant d'envoyer en Europe, aux frais de la Province, un certain nombre de—pour leur permettre de se perfectionner dans les arts, les lettres et les sciences. Voir A, des *Documents de la Session*.

JOLY :—Cours du Canton.—Voir *Terrebonne*.

## JOURNAUX DE LA CHAMBRE :

1. Bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie devant être entré dans les—, 107.
2. Déclaration des membres de l'ex-gouvernement Ross-Taillon entrée dans les journaux de la Chambre, 388.
3. Entrée dans les journaux de la Chambre déclarée nulle et *item* remis sur les ordres du jour, 54.
4. Ordre que certains documents relatifs à diverses élections contestées soient insérés dans les—, 2-8, 165.
5. Pétitions imprimées et insérées dans les journaux comme appendices, 116, 162, 170, 197.

JUGEMENTS, RÉVISIONS DES— :—Voir *Statuts Refondus*, 17.

JUGES :—Voir *Résidence des Juges*. Voir aussi *Statuts Refondus*, 13.

JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX, MONTRÉAL :—Demandant une augmentation de traitement. Voir HH, des *Documents de la Session*.

**K**ING vs. KERR :—Documents concernant le compte payé à MM. King, Brothers dans la cause—, Voir *II, des Documents de la Session.*

**L**ABRADOR :—Pêcheurs du—, établis dans la Beauce, 126. Voir *99, des Documents de la Session.*

LACHINE :—Pétition du Conseil de Ville de—; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 70. Avis, 79. Bill, (M. Boyer) présenté, 79. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 85. Rapporté amendé, 125. Considéré en comité général; amendé; rapporté; passé, 138. Par le Conseil avec amendements, 198. Amendements considérés et adoptés, 198. S. R., 421. (52 Vict., ch. 83.)

LACOSTE, L'HON. ALEXANDRE :—Lots patentés en faveur de—. Voir *JJ, des Documents de la Session.*

LACOSTE GLOBENSKY & BISAILLON :—Sommes payées à MM.—Voir *100, des Documents de la Session.*

LAC SAINT-FRANÇOIS :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer et de navigation du Lac Saint-François, 133. Avis, 140. Bill, (l'hon. M. Rhodes,) présenté, 141. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 166. Rapporté amendé, 198. Considéré en comité général; rapporté; passé, 230. Par le Conseil, 316. S. R., 422. (52 Vict., ch. 90.)

LAC ST. JEAN :

1. Droit de pêcher dans les eaux du— 48, 187.—Voir *101, des Documents de la Session.*

2. Embranchement St. Gabriel,—111.—Voir *102, des Documents de la Session.*

LAITERIE :—Correspondance au sujet des produits de la—, 163, 193.—Voir *103, des Documents de la Session.*

LAMB vs CIE D'AFFICHAGE :—Voir *104, des Documents de la Session.*

LANGAGE DES NOMBRES :—Pour copie de la correspondance relative au "Dictionnaire du langage des nombres."—Voir *60, des Documents de la Session.*

LANGELIER, JOHN :—Documents le nommant député registraire, etc.—Voir *105, des Documents de la Session.*

LANGELIER, L'HON. FRs. :—Documents, mémoire, factum et compte dans l'affaire de la contestation au sujet des chemins de fer à Manitoba, 64, 166.—Voir *89a, des Documents de la Session.*

"LA PAIX" :—Etat des sommes payées à—, depuis le 1er février 1887, pour impressions.—Voir *107, des Documents de la Session.*

LAPRAIRIE :—Voir 108, 109, 110, *des Documents de la Session*.

LA REINE *vs.* CHARLAND.—Voir 85, KK, *des Documents de la Session*.

LA REINE *vs.* CORNELLIER ET LEBLANC :—Voir TT, *des Documents de la Session*.

LA REINE *vs.* FEBICH :—Voir LL, *des Documents de la Session*.

LA REINE *vs.* VALLÉE ET TRUDEL :—Voir 111, *des Documents de la Session*.

LAROCHELLE, LOUIS NAPOLÉON :—Lettre de MM. Turcotte et Gagnon informant M. l'Orateur que le siège pour Dorchester est vacant par suite de l'entrée de—, au Conseil Législatif, 7.

LASSALLE, GODFREY :—Dans l'affaire de Hubert Dessureault et—, 143, 192. Voir 59, *des Documents de la Session*.

L'ASSOMPTION :—Ecole d'agriculture de—. Voir V, *des Documents de la Session*.

LAVAL :—Pétition du Conseil Municipal du comté de Laval ; demandant le transfert du chef-lieu du comté de Laval, du village de Sainte-Rose au Pont Viau, en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, 44. Avis, 70. Bill, (M. David), présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 153. Rapporté amendé, 191. Considéré en comité général ; rapporté ; motion pour 3<sup>e</sup> lecture ; amendement de l'hon. M. Lynch pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé sur vote ; bill lu la 3<sup>e</sup> fois et passé, 234. Pétitions contre le bill, 99.

LAVALLEE :—Enquête tenue à Joliette devant le juge Dugas *re* Lavallée. Voir 112, *des Documents de la Session*.

LEBEL, C. A. :—Copie des instructions données à—, touchant les Isles de la Magdeleine, 75, 102. Voir 113, *des Documents de la Session*.

LEBLANC, PIERRE EVARISTE :—Documents relatifs à son élection contestée, 2. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 3. Pétition d'élection renvoyée avec dépens, 3.

LECAVALIER, ALBERT EDOUARD :—Pétition demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, 44, avis, 70. Bill (M. David,) présenté, 72. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté, 140. Considéré ; rapporté ; passé, 153. Honoraire remis, 252.

LECLERC, GEORGES :—Documents ayant rapport à la promotion de Georges Leclerc du Secrétariat du conseil d'agriculture à la position de directeur de l'agriculture dans cette Province.—Voir 114, *des Documents de la Session*.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 17, 26. Premier rapport nommant M. Robidoux président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 45. Adopté, 45. Autres rapports, 95, 99, 133, 208, 250, 255, 279. Second rapport adopté sur division, 96. Bills renvoyés à ce comité, 76, 82, 86, 93, 169.

L'ÉLECTEUR :—Voir *député*, 3 et 4.

“ L'ÉLECTEUR ILLUSTRÉ ” :—Voir *MM*, des *Documents de la Session*.

LEMIEUX, JOSEPH-EDMOND-GUSTAVE :—Pétition demandant un acte autorisant l'association des dentistes de la province de Québec, à l'admettre à l'étude de l'art dentaire, 44. Avis, 70. Bill (M. deGrosbois) présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté, 116. Considéré en comité général ; rapporté, 137. Lu la 3e fois et passé, 144. Par le Conseil, 212. Honoraire remis, 258. S. R., 421. (52 Vict., ch. 116.)

LESSIVE “ PHOENIX ” :—Voir *NN*, des *Documents de la Session*.

“ L'ÉTENDARD ” :—Sommes payées depuis le 1er février 1887 à—, 19. Voir 115, des *Documents de la Session*.

LETTRES DE CRÉDIT :—Emises depuis le 18 mars 1889 par le gouvernement. Voir *OO* des *Documents de la Session*.

LÉVIS, NOTRE-DAME DE LA VICTOIRE :—Bill constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de—, 53, 82. Voir *Gauvreau*, *Ant.*

#### LICENCES :

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences, 331, 382. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 382. Résolutions rapportées, 283. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 384. Bill basé sur ces résolutions, 384. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill concernant la loi des licences, (l'hon. M. *Shehyn*), présenté, 384. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 403. Par le Conseil, 418. S. R., 423. (52 Vict., ch. 15.)

3. Pétition demandant que le pouvoir de limiter le nombre de licences soit accordé au Conseil de la Ville de Montréal, 133.

4. Pétitions demandant certains amendements à la loi des licences, 349.

### Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la Session, 15. Jour fixé pour la prise en considération, 16. Motion pour une adresse à Son Honneur, 21. Voir *Adresses*, 1.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures 31, 33, 41, 83, 146, 257, 301.

3. Sanctionne les bills, 232, 420.

4. Son discours à la clôture de la Session, 423

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

MESSAGES DE SON HONNEUR :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil Législatif.— A l'ouverture de la Session 1. Pour la sanction de bills, 332. A la clôture de la Session, 419.

6. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 68.

7. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 68. Voir 93 *des Documents de la Session.*

8. Transmettant les estimés, 184. Les estimés supplémentaires, 184.

9. Transmettant copie de l'ordre en Conseil, du 11 Janvier 1889, nommant les Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 36.

LIGUE DES CITOYENS :—Voir 116, *des Documents de la Session.*

LIMITES A BOIS :—Voir 117, 118, 119, *des Documents de la Session.*

L'ISLET, SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE DU COMTÉ DE—, Voir PP, *des Documents de la Session.*

LITTLE, TAYLOR :—Pétitions des Commissaires d'écoles du cantons de Hatley et autres ; demandant la passation d'un acte nommant des exécuteurs testamentaires à la succession de feu Taylor Little, 29. Avis, 52. Bill (M. Baldwin), présenté, 52. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 60. Rapporté, 82. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 88. Par le Conseil, 162. Honoraire remis, 204. S. R., 421. (52 Vict., ch. 96.)

LIVRES DONNÉS EN PRIX DANS LES ÉCOLES :—Voir 120, *des Documents de la Session.*

LOCKWOOD, W. P. :

1. Au sujet de la réclamation de— ; Voir 128a, *des Documents de la Session.*

2. Réponse Supplémentaire,—Voir 128b, *des Documents de la Session.*

3. Lettre du Département des Terres à—, 406.

LOIS DE CETTE PROVINCE :—Bill concernant l'application par l'Exécutif des—Voir *Application par l'Exécutif.*

LOIS D'EXPROPRIATIONS :—Bill intitulé : "Lois d'expropriations" (M. Robidoux) présenté, 54.

LOI ÉLECTORALE :—Bill pour amender l'article 427 des S. R. P. Q., concernant la loi électorale (M. Hall) présenté, 199. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 284.

LONGPRÉ, M. :—Rapport de M.—, protonotaire à Montréal. Voir 133, *des Documents de la Session.*

## LONGUEUIL :

1. Au sujet de la taxe de l'eau sur l'église catholique de la ville de—. Voir 124, *des Documents de la Session*.

2. Au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir 73, *des Documents de la Session*.

3. Pétition du révérend L. Guyon et autres curés ; demandant exemption de taxes en faveur de la fabrique de la paroisse de Longueuil et des autres fabriques assujetties aux taxes par des statuts spéciaux, 116.

4. Pétition de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Longueuil ; demandant des amendements à la charte de la ville de Longueuil, 78. Avis, 95. Bill (M. Rocheleau) présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 157. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 165. Par le Conseil, 232, S. R., 420. (52 Vict., ch. 81.)

LONGUE-POINTE :—Pétition de la Communauté de Sœurs de Charité de la Providence, Montréal ; demandant un acte les autorisant à construire un pont élevé au-dessus de la voie publique, à la Longue-Pointe, 70. Avis, 95. Bill (M. Champagne) présenté, 101. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté amendé, 157. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 166. Par le Conseil, 232. Honoraire remis, 258. S. R., 421. (52 Vict., ch. 94.)

LORANGER :—Cours du canton—, Voir *Terrebonne*.

LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC :—Pétition demandant l'incorporation d'une Compagnie pour construire un chemin de fer de St. Jean Deschaillons, comté de Lotbinière jusqu'à Glen Lloyd, dans le comté de Mégantic, 51. Avis, 78. Bill, (M. Laliberté), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 106. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 185. Par le Conseil avec amendements, 259. Amendements considérés et adoptés, 259. S. R., 422. (52 Vict., ch. 89.)

LOTS :—Etat des lots pris dans chaque comté dans la province depuis 1882 jusqu'à 1887-88. Voir 125, *des Documents de la Session*.

LOTS DE GRÈVE :—Voir 126, *des Documents de la Session*.

LYNCH :—Cours du canton—, Voir *Terrebonne*.

LYNCH, LAWRENCE :—Pétition demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat, après examen, 29. Avis, 52. Bill (M. Murphy,) présenté, 52. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 60. Rapporté, 82. Motion pour la suspension de la 57<sup>e</sup> règle de cette Chambre ; débat ajourné, 105, 106. M. Murphy demande à M. l'Orateur de déclarer quelle est l'interprétation qui doit être donnée à cette règle dans son application à ce bill ; décision de M. l'Orateur, 112. Débat repris, motion adoptée, 112. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 113. Par le Conseil 162. Honoraire remis, 274. S. R., 421. (52. Vict., ch. 115.)



**M**ACKAY, DR. :—Voir 127, 128, 129, QQ, des Documents de la Session.

**MAGISTRATS DE DISTRICT :**

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux magistrats de district, 28. Motion pour que la Chambre se forme en comité ; le Lieutenant-Gouverneur recommande ces résolutions ; la Chambre en comité, 31 ; résolutions rapportées, 33. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'hon. M. Blanchet, proposé et négativé, 38. Autre amendement de l'hon. M. Taillon, aussi négativé ; motion principale adoptée, 40. Résolutions lues la seconde fois et adoptées, 41 ; Bill basé sur ces résolutions, 41. Voir *infra*, 2.

2. Bill pour amender la loi relative aux magistrats de district, 41. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 55. Considéré en comité ; rapport de progrès est fait, 65. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté sur division, 69. Lu la 3e fois sur division et passé, 76. Par le Conseil, 119. S. R., 420. (52 Vict., ch. 30.)

3. Au sujet du désaveu de la loi relative aux—, passée en juillet 1888, 35, 85. Voir 131, des Documents de la Session.

**MAGISTRATS DE POLICE, MONTRÉAL :**—Concernant l'augmentation du traitement des—. Voir HH, des Documents de la Session.

**MALBAIE, DOUGLAS ET YORK :**—Cadastre de—, par M. Petrus Gauvreau. Voir 82, des Documents de la Session.

**MANDEVILLE, FRANÇOIS :**—Pétition de MM. Gagnon et Bruchesi ; demandant un acte les autorisant à aliéner certains immeubles substitués par acte de donation entre vifs de feu F. X. Beaudry à François Mandeville, 86. Avis, 100. Bill, (M. Champagne), présenté, 102. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté amendé, 145. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 158. Par le Conseil, 255. S. R., 422. (52 Vict., ch. 104.)

**MANICOUAGAN :**—Réclamation de Eugène P. Bender. Voir 24, des Documents de la Session.

**MANŒUVRES FRAUDULEUSES DANS LES ÉLECTIONS :**—Voir Acte électoral.

**MANUFACTURES :**—Bill amendant la loi des—, de Québec (l'hon. M. Rhodes), présenté, 120. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 159. Par le Conseil, 385. S. R., 422. (52 Vict., ch. 32.)

**MANUFACTURE D'EMPOI :**—Voir 134, des Documents de la Session.

**MARCHAND :**—Cours du canton—. Voir Terrebonne.

**MARSTON :**—Pétition du révérend A. A. Gagnon et autres, du canton de Marston, comté de Compton ; demandant la rétrocession à la Couronne, de certains terrains et que l'article de la loi relative au délai de trente mois soit abrogé, 86.

**MASSICOTTE, N. P. :**—Au sujet d'un pont sur la rivière Batiscan. Voir 132, des Documents de la Session.

MASSON, JOSEPH :—Voir *Raymond, Marie G. S.*

MASSON, L'HON. M. :—Pétition de John Atkinson et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu Dame Marie Sophie Geneviève Raymond, veuve de feu—; demandant l'autorisation de vendre des biens substitués, 94. Voir *Raymond*.

MATANE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de Matane," 78. Avis, 100. Bill, (M. *Martin, Rimouski*), présenté, 101. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 113. Rapporté, amendé, 125. Considéré en comité général; rapporté; passé, 138. Par le Conseil avec amendements, 317. Amendements considérés et adoptés, 320.. S. R., 421. (52 Vict., ch. 93.)

MCGILL, COLLÈGE :—Pétition de l'Université du—, demandant certains privilèges, 162. Voir *Appendice B.*

MCGILL, UNIVERSITÉ :—Pétition de la Faculté de droit de l'—. Voir *Appendice D.*

MCGREEVY, HON. THOMAS :—Voir 130, *des Documents de la Session.*

MCMASTER, ÆNEAS :—Voir 87, *des Documents de la Session.*

MCMILLAN, MARIE ANNY :—Voir *Mongenais, Odilon.*

MC SHANE, L'HON. JAMES :—Mis en cause dans l'élection de Laprairie, 9, 11.

MC SHANE :—Motion de l'hon. M. Mercier,—Que certains documents dans la cause de l'élection contestée de Odilon Goyette et dans laquelle l'hon. M. McShane est mis en cause, soient renvoyés au comité des privilèges et élections; débat, 72. Débat repris; motion adoptée, 73.  
M. l'Orateur met devant la Chambre le bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie, 107.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill amendant la loi concernant les—, (M. *Cameron*), présenté, 259. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 284. Par le Conseil, 397. S. R., 423. (52 Vict., ch. 39.)

MEMBRES DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Bill nommant les—, Juges de Paix *ex-officio*, 119. Voir *Conseil Législatif.*

MÉTAPÉDIA :—Pont sur la rivière—, 75, 88. Voir 133, *des Documents de la Session.*

METGERMETTE NORD :—Réclamations de M. Henry Atkinson au sujet de certains lots de terre dans—, 91, 187. Voir 12, *des Documents de la Session.*

MICHAUD, J. R. :—Au sujet d'une manufacture d'emploi dans le comté de Bonaventure, 59, 84. Voir 134, *des Documents de la Session.*

#### MINES :

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions accompagnant le bill concernant la loi des mines, 93.

2. Correspondance touchant le développement des ressources minières de la Province. Voir QQ, *des Documents de la Session.*

MINES :—*Suite.*

3. Bill pour amender et refondre la loi des mines, (l'hon. M. *Duhamel*,) présenté, 30. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill retiré, 146.

MINES DANS GASPÉ :—Demandes de locations minières ou concessions de droits de mines —. Voir 135, *des Documents de la Session.*

MINISTRE DE LA JUSTICE DU CANADA :—Bill permettant au ministre de la Justice du Canada de comparaître devant les tribunaux de cette Province, et amendant la loi du Barreau à cette fin, 60.—Voir *Barreau*, 3.

MONGENAI, ODILON :—Pétition de Odilon Mongenais ; demandant un acte validant son mariage avec Marie Anny McMillan, 60. Avis, 70. Bill, (l'hon. M. *Lynch*), présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 109. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 120. Par le Conseil avec amendements, 198. Considérés et adoptés, 198. S. R., 421. (52 Vict., ch. 108.)

MONTMORENCY :—Copie du jugement relatif à l'élection contestée de—, mise devant la Chambre, 164. Jugement lu et entré dans les journaux de la Chambre, 164.

MOUSSEAU :—Cours du canton.— Voir *Terrebonne.*

MURPHY, FERGUS :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de Québec, à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres, 59. Avis, 66. Bill, (M. *Dechene*, l'Islet), présenté, 68. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 133. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 158. Par le Conseil avec amendements, 361. Amendements considérés et adoptés, 361. Honoraire remis, 373. S. R., 421. (52 Vict. ch. 114.)

## MONTREAL :

1. *Asile de la Providence* :—Etat des affaires, 18. Voir 96, *des Documents de la Session.*

2. *Asile de Saint-Joseph du B. P., rue Fullum* :—Etat des affaires, 59. Voir 96, *des Documents de la Session.*

3. *Asile de Saint-Vincent de Paul* :—Etat des affaires, 18. Voir 96, *des Documents de la Session.*

4. *Asile pour les femmes abandonnées* :—Etat des affaires, 18. Voir 96, *des Documents de la Session.*

5. *Bâtisses de l'exposition* :—Voir 16, *des Documents de la Session.*

6. *Church Home* :—Etat des affaires, 43. Voir 96, *des Documents de la Session.*

## CITÉ DE :

1. Pétition de la corporation de la cité de—, demandant des amendements à sa charte, 60, avis, 66. Bill, (M. *Hall*,) présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 89. Rapporté amendé, 206. Considéré en comité général, rapport de progrès est fait, 253. Considéré de nouveau ; amendé, 280. Motion pour la réception du rapport ; amendement de l'hon. M. *McShane* pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté sur vote ; bill lu la 3e fois et passé, 311. Par le Conseil avec amendements, 361. Amendements considérés et adoptés, 361. S. R., 421. (52 Vict., ch. 79.)

CITÉ DE :—*Suite.*

2. Pétition demandant que le pouvoir de limiter le nombre de licences soit accordé au Conseil de la Ville de—, 133.

3. Demande d'une subvention pour le 250e anniversaire de sa fondation —Voir *RR*, des *Documents de la Session*.

4. Exposition Universelle à Montréal.—Voir *SS*, des *Documents de la Session*.

5. Règlement avec le gouvernement, 30. Voir 136, des *Documents de la Session*.

6. Commissaire des incendies :—Voir *Commissaire des incendies*.

7. Education dans la cité de Montréal :—Bill amendant le paragraphe 33 de l'acte 32 Vict., ch. 16, concernant l'—, (Mr. Hall), présenté, 331.

8. Hôpital-Genéral :—Au sujet d'une demande pour augmentation de subvention. —Voir *DD*, *EE*, des *Documents de la Session*.

9. Hôpital St. Patrice :—Etat des affaires, 18.—Voir 96, des *Documents de la Session*.

10. Liste des électeurs :—Bill amendant la loi électorale de Québec, relativement à la liste des électeurs dans la cité de Montréal: 54.—Voir *Acte électoral*.

11. Monastère de N. D. de Charité du B. P.—Voir 96, des *Documents de la Session*.

12. Montreal Safe Deposit Company :—Pétition demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "The—," 78. avis, 94. Bill, (M. Hall,) présenté, 95. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 153. Rapporté amendé, 182. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 188. Par le Conseil avec amendements, 303. Amendements considérés et adoptés, 303. S. R., 422. (52 Vict. ch. 72.)

13. Palais de Justice :—Contrat de la papeterie pour les divers bureaux des—, Voir 137, des *Documents de la Session*.

14. Nombre d'employés au—depuis le 1 février 1887.—Voir *SS* (2), des *Documents de la Session*.

15. Société bienveillante des Dames Juives :—Etat des affaires 18.—Voir 96, des *Documents de la Session*.

16. Taxes scolaires :—Pétition demandant que l'acte 31–32 Vict., concernant l'Education en cette Province, soit amendé, à l'effet de permettre que les taxes prélevées pour fins scolaires, dans la cité de Montréal, et payées par les protestants, soient remises au Bureau des Commissaires d'écoles protestantes, et que celles payées par les catholiques au Bureau des Commissaires d'écoles catholiques, 340.

17. Union St. Vincent de Montréal :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 59. Avis, 66. Bill, (M. Hall,) présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 105. Par le Conseil, 162. Honoraire remis, 181. S. R., 420. (52 Vict., ch. 64.)

MONTREAL, DISTRICT DE :—Baptêmes, mariages et sépultures dans le— pour 1888.—Voir 14, des *Documents de la Session*.

**N**ANTEL, J. P. :—Requêtes, demandant que son salaire soit augmenté, 47, 135.—Voir 138, *des Documents de la Session*.

NASHUA :—Documents au sujet de la représentation de la Province à— et autres lieux, en 1888 —Voir 139, *des Documents de la Session*.

NEW CARLISLE :—Concernant certains travaux à faire à la prison de—, 92, 176.—Voir 140, *des Documents de la Session*.

NICOLET :

1. Bill détachant certains lots du comté de Nicolet, pour les annexer au comté d'Arthabaska ainsi qu'à la paroisse de Ste. Anne du Sault, érigeant la dite paroisse en municipalité et y annexant certains autres lots, 53.—Voir *Ste Anne du Sault*.

2. Pétition demandant l'incorporation d'une Compagnie pour la construction d'un pont de péage sur la rivière—, 44. Avis, 70. Bill, (M. *Tourigny*,) présenté, 70. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 161. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 188. Par le Conseil avec amendements, 316. Amendements considérés, 316. Adoptés, 317. S. R., 421. (52 Vict., ch. 75.)

NORD CENTRAL, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU :—Pétition de Edward Gordon Rogers et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer du Nord Central," 82. Avis, 100. Bill, (M. *Trudel*,) présenté, 101. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 113. Rapporté amendé, 125. Considéré en comité général ; le président fait rapport qu'il a décidé une question soulevée en comité et qu'appel a été fait de sa décision ; M. l'Orateur maintient la décision du président du comité. La Chambre se remet en comité ; rapporte progrès, 139. Considéré de nouveau, 144, 149. Rapporté ; motion pour 3e lecture ; deux amendements de M. *Nantel*, négatifs ; bill lu la troisième fois et passé, 150. Par le Conseil, 316. S. R., 421. (52 Vict., ch. 87.)

NORTH ELY :—Municipalité de—44.—Voir *Ste Christine de Bagot*.

NOTRE DAME DES ANGES DE STANBRIDGE :—Voir *Stanbridge*.

NOTRE DAME DES NEIGES :—Pétition du Conseil municipal du village de la Côte des Neiges, demandant un acte incorporant le dit village en ville sous le nom de—, 44. Avis, 70. Bill, (M. *David*,) présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 89. Rapporté amendé, 133. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 153. Par le conseil avec amendement, 255. Amendement considéré et adopté, 256. S. R., 421. (52 Vict., ch. 85.)

NOTRE DAME DE LA VICTOIRE, LÉVIS :—Bill constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de—, 53, 82. Voir *Gauvreau, Ant*.

**O**FFICIERS PUBLICS :—Cautionnement des—, Voir 37, *des Documents de la Session*.

Ogilvie, John :—Pétition demandant un acte définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu—, 59. Avis, 66. Bill, (M. *Hall*,) présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés 73. Rapporté amendé, 125. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 138. Par le Conseil, 232. S. R., 421. (52 Vict., ch. 97.)

## ORATEUR :

1. Il se rend avec la Chambre auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil Législatif, à l'ouverture de la Session, 1. Pour la sanction des bills, 232. A la clôture de la Session, 419.

2. Il fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la Session, 15.

3. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 256, 260, 279, 285, 311, 328, &c.,

4. Communique à la Chambre divers rapports, 18, 29, 36, 43, 59, 98, 156, 196, 233, 285.

5. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 17.

6. Décide sur des questions de forme et d'ordre, 58, 112, 114, 131, 139, 168, 367, Pour ses décisions, Voir *Questions*.

7. Remet sa décision à plus tard, 93, 106.

8. Maintient la décision du président d'un comité, 139.

9. Nommé président du comité conjoint de la bibliothèque, 255.

10. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Hochélaga, Laval, Beauharnois et l'Assomption, 2. Laprairie, 8.

11. Informe la Chambre qu'il a émis de nouveau brefs d'élection pour les districts électoraux de l'Assomption, Dorchester, 7 ; Laprairie et Montréal Centre, 13.

12. Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie les certificats d'élection pour les districts électoraux de Nicolet, 1 ; Dorchester, 13 ; Mégantic ; l'Assomption, 14.

13. Informe la Chambre qu'il a reçu avis d'une vacance survenue dans la représentation du district électoral de Dorchester, par suite de l'entrée de L. H. Larochelle, ecr., au Conseil législatif, 7.

14. Met devant la Chambre le bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie ; Lu et entré dans les journaux de la Chambre, 107.

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Bill, (du Conseil Législatif) concernant l'—, (l'hon. M. *Mercier*), présenté, 119. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 159. Considéré sur division ; rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé. 196. S. R., 420. (52 Vict., ch. 3.)

## ORDRES DU JOUR :

1. Entrée dans les journaux de la Chambre ayant rapport au concours dans une résolution relative à certain contrat pour l'entretien des aliénés déclarée nulle et de nul effet ; résolution remplacée sur les ordres du jour pour concours, 54.

2. Ordre rescindé, 69, 282, 353, 371.

ORDRES DU JOUR :—*Suite.*

3. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 211.
4. La Chambre passe à l'ordre du jour suivant, 394.

## ORDRES PERMANENTS :

1. Comité permanent nommé, 17, 26. Premier rapport, *quorum* réduit à quatre membres, 36. Second rapport, 44. Autres rapports sur différentes pétitions, 52, 66, 70, 79, 94, 99, 140.
2. Que les avis sont suffisants, 44, 52, 66, 70, 79, 140.
3. Recommande la suspension de la 51<sup>ème</sup> règle, 70, 79, 140.

## ORDRES SESSIONNELS :

1. Prolongation du temps pour recevoir les rapports sur bills privés, 125, 133, 134, 198, 254, 255.
2. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 251. Trois séances, 367.
3. La Chambre devant, pour le reste de la Session, siéger tous les samedis, de 3 h. P. M., à 6 P. M., et les ordres du gouvernement devant avoir la priorité ces jours-là, 211.
4. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.

ORDRES EN CONSEIL :—Copie de tous les—, depuis la dernière Session, 56. Voir 141, des *Documents de la Session*.

## OTTAWA :

1. Bill amendant l'acte 49-50 Vict., ch. 6, relatif au district judiciaire d'Ottawa, (l'hon. M. *Turcotte*), présenté, 267. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 302. Par le Conseil, 350. S. R., 423. (52 Vict., ch. 53.)
2. Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour donner à la cour supérieure et à la cour de circuit du district de Terrebonne, juridiction concurrente sur les cantons de Clyde, Joly, Marchand et Loranger, dans le district d'Ottawa et les cantons de Mousseau et Lynch, dans le district de Joliette, 232. Voir *Terrebonne*.
3. Documents se rapportant à la nomination d'un officier-rapporteur à la dernière élection pour le comté d'—, 19. Voir 142, des *Documents de la Session*.

P  
ACAUD, ERNEST :

1. Au sujet du numéro illustré de "L'Electeur".—Voir *MM*, des *Documents de la Session*.
2. Au sujet d'un article de "L'Electeur" contre les membres de l'ex-gouvernement Ross-Taillon. Voir *Duputés*, 3 et 4.

PAGNUELO, M. :—Sommes payées à M.—, in *r<sup>e</sup>* La Reine vs C. A. Corneiller et P. E. LeBlanc. Voir *T T*, des *Documents de la Session*.

PALAIS DE LA LÉGISLATURE, QUÉBEC :—Au sujet de l'embellissement du—, 190. Voir 143, des *Documents de la Session*.

PALAIS DE JUSTICE :—Copie des rôles de paie pour le mois de décembre 1888 des employés des—, de Montréal, Québec et Trois-Rivières.—Voir *W*, des *Documents de la Session*, *Employés des Palais de Justice*.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL QUÉBEC ET TROIS-RIVIÈRES :—Au sujet de la papeterie, impressions et reliure pour les—, Voir *UU*, des *Documents de la Session*.

PALAIS DE JUSTICE DES TROIS-RIVIÈRES :—Etat des sommes payées pour le coût de l'ameublement du—, 55.—Voir 144, des *Documents de la Session*.

PAROISSES :—Etat de toutes les paroisses érigées, canoniquement et civilement, dans la Province, 104.—Voir *FF*, des *Documents de la Session*.

PÊCHERIES NATIONALES :—Bill concernant les—, (l'hon. M. Duhamel,) présenté, 83. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 148. Considéré ; rapport de progrès est fait, 149. Considéré de nouveau ; amendé, 159. Amendements adoptés sur division ; Bill lu la 3e fois et passé, 221. Par le Conseil, 316. S. R. 420. (52 Vict., ch. 18.)

PÊCHEURS DU LABRADOR :—Etablis dans la Beauce. Voir 99, des *Documents de la Session*.

PELLETIER, LOUIS PHILIPPE :—Certificat de son élection, 14. Prête serment et prend son siège, 29.

PEMBROKE :—Hôpital général de—, état des affaires, 18. Voir 96, des *Documents de la Session*.

PENINSULA AND GASPÉ SHORT LINE RAILWAY COMPANY :—Pétition de A. Carrier et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The—*, 70. Avis, 100. Bill, (M. Dechene, l'Islet), présenté, 102. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 113. Rapporté amendé, 134. Considéré en comité général ; rapporté, 150. Motion de l'honorable M. Flynn pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; bill lu la 3e fois et passé, 152. Par le Conseil, 316. S. R., 421. (52 Vict., ch. 91.)

PENTLAND, W. C. :—Copie du dossier sur la pétition de droit de—, contre le gouvernement. Voir 145, des *Documents de la Session*.

PERCÉ ET NEW CARLISLE :—Rapport d'inspection des travaux à faire au Palais de Justice et prison de—, 48, 176. Voir 146, des *Documents de la Session*.

PICOT :—Somme payée à la Maison—, par l'entremise de son agent, Alexandre Boiron. Voir *J*, des *Documents de la Session*.



## PÉTITIONS :

1. Reques et lues, 116, 140, 162, 170, 197.
2. Motion pour la suspension de certaines règles relatives à une pétition, négative, 94, 100.
3. Devant être imprimées et insérées dans les journaux de la Chambre comme appendice, 116, 162, 170, 197.

## POINTE-AUX-TREMBLES :

1. Motion de M. *Champagne* qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la Pointe-aux-Trembles, demandant un acte l'autorisant à prélever certains droits de quaiage ; rejetée, 100.

2. Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté d'Hochelaga ; demandant une loi les autorisant à prélever des taux de quaiage sur un quai situé dans la dite paroisse, 133. Avis, 140. Bill (M. *Champagne*,) présenté, 140. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 166. Rapporté amendé, 243. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 262. Par le Conseil avec amendements, 356. Amendements considérés et adoptés, 356. S. R., 420. (52 Vict., ch. 95.)

POISSON :—Au sujet de la quantité de poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les diverses rivières louées par le gouvernement, 147.

POLICES D'ASSURANCE :—Pour copie des—, de chacune des Compagnies d'assurances faisant affaires dans la Province, 59. Voir 50, des *Documents de la Session*.

POLICE PROVINCIALE :—Nombre d'hommes, lieu de résidence, ainsi que leurs devoirs, etc. Voir *W W*, des *Documents de la Session*.

## PONTS :

1. Amqui, pont sur la rivière—, 92, 127. Voir 188, des *Documents de la Session*.
2. Barachois, pont sur la rivière—, 166. Voir 15, des *Documents de la Session*.
3. Batiscan, pont sur la rivière—, 55. Voir 132, des *Documents de la Session*.
4. Grand Mechin, pont sur la rivière—, 92, 127. Voir 189, des *Documents de la Session*.
5. Jésus, pont sur la rivière—, 75, 88. Voir 161, des *Documents de la Session*.
6. Métapédia, pont sur la rivière—, 75, 88. Voir 133, des *Documents de la Session*.
7. St. Valérien, pont dans—, 92, 127. Voir 187, des *Documents de la Session*.
8. Pétition des Sœurs de la Providence ; demandant un acte les autorisant à construire un pont élevé au-dessus de la voie publique à la Longue-Pointe, 70. Avis, 95. Voir *Longue-Pointe*.

PONTS DE PÉAGE :—Comité spécial chargé d'étudier la question de l'abolition des taux sur les—, 81. Voir *Chemins à barrières*.

PONTS EN FER :—Correspondance au sujet de la demande d'aide pour la construction de—, 48, 102. Voir *Document 65a*. Réponse supplémentaire. Voir *65b, des Documents de la Session*.

PONTS MUNICIPAUX :—Voir *Code Municipal, 11*.

PORTAGE DU FORT :—Pétition du Conseil Municipal du village de— ; demandant un acte pour mieux définir les limites du dit village ; reçue et lue, 140. Bill, (M. *Poupore*), présenté, 145. Lu la 2<sup>e</sup> fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé ; 223. Par le Conseil, 259. S. R., 423. (52 Vict., ch. 57.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 17, 26. Premier rapport nommant M. *Lafontaine* Président, recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 45. Adopté, 45. Second rapport, 117. Motion pour adoption ; amendement et sous-amendement proposés et négatifs ; 2<sup>e</sup> rapport adopté sur division, 119. Motion de l'honorable M. *Mercier*.—Que certains documents dans la cause de l'élection contestée de *Odilon Goyette*, écr., et dans laquelle l'honorable M. *McShane* est mis en cause, soient renvoyés au comité des privilèges et élections, débat, 72. Débat repris, motion adoptée, 73.

PROCÉDURE CIVILE :—Bill amendant les lois de la—, (M. *Lareau*), présenté, 30. Ordre pour 2<sup>e</sup> lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 168.

PROCÉDURE EN MATIÈRES COMMERCIALES :—Bill amendant l'acte concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité, (M. *Robidoux*), présenté, 53. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 76. Rapporté amendé, 99. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté, 131. Ordre pour 3<sup>e</sup> lecture rescindé ; bill renvoyé de nouveau à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 137. Par le Conseil, 186. S. R., 422. (52 Vict., ch., 52.)

PROCLAMATIONS :—Convoquant et prorogeant le Parlement, V à VIII.

PROFESSIONS LÉGALE, NOTARIALE ET MÉDICALE :—Bill reconnaissant le diplôme de bacheliers ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des—, (l'hon. M. *Lynch*), présenté, 45. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 76. Rapporté, 250. Motion pour comité général ; amendement de l'honorable M. *Pelletier* pour renvoyer le comité général à 6 mois ; débat ajourné, 329. Débat repris ; amendement négatif ; motion principale adoptée ; bill considéré en comité général ; rapport de progrès est fait, 351. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 352.

PROFESSION MÉDICALE :—Voir *Collège des Médecins et Chirurgiens*.

PROTECTION DES BOIS CONTRE LE FEU :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la—, 76, 83. Le Lieutenant-Gouverneur recommande cette motion ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées ; lues la seconde fois sur division ; adoptées, 83. Renvoyées au comité de toute la Chambre sur le bill concernant la protection des bois contre le feu, 84.

2. Bill concernant la protection des bois contre le feu, (l'hon. M. *Duhamel*), présenté, 30. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 55. Résolutions renvoyées à ce comité, 84. Bill considéré en comité général ; rapporté, 93. Lu la seconde fois sur division et passé, 97. Par le Conseil, S. R., 421. (52 Vict., ch. 17.)

PROTECTION DES FORÊTS CONTRE LE FEU :—Voir 150, *des Documents de la Session*.

PROTONOTAIRES :—Bill pour donner certains pouvoirs aux—, (M. Cardin), présenté, 192.

## QUÉBEC :

1. *Asile Finlay* :—Etat des affaires, 285. Voir 96, *des Documents de la Session*.

2. *Asile des Orphelins* :—Etat des affaires, 250. Voir 96, *des Documents de la Session*.

3. *Cour du Recorder* :—Voir *Cour du Recorder*.

4. *Œuvre du Patronage* :—Etat des affaires, 36. Voir 96, *des Documents de la Session*.

5. *Women's Christian Association* :—Etat des affaires, 29. Voir 96, *des Documents de la Session*.

QUEBEC & LEVIS FERRY :—Voir *Traverse entre Québec et Lévis*.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA & OCCIDENTAL :—Voir 151, 152, *des Documents de la Session*.

QUÉBEC ORIENTAL :—Construction projetée du chemin de fer—, 25. Voir YY, *des Documents de la Session*.

QUEBEC WAREHOUSE COMPANY :—Voir *Compagnie d'entrepôt de Québec*.

QUESNEL, JEAN-BAPTISTE :—Pétition de—, et Louis Amédée Quesnel ; demandant des amendements à l'acte 41 Vict., ch. 58, relatif à certains biens substitués, 82. Avis, 100. Bill, (M. Boyer) présenté, 102. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapport contre ce bill, 255.

QUESNEL, M. :—Réclamations de—. Voir ZZ, *des Documents de la Session*.

## QUESTIONS :

1. Débats ajournés, 69, 85, 92, 98, 105, 139, 144, 156, 191, 205. Parce que M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 72, 137, 143, 177, 253. Débats repris, 73, 85, 97, 112, 143, 156, 178, 253, 283.

2. Sous-amendements proposés et négatifs, 115, 118, 293, 295. Adoptés, 69, 97, 115, 167, 179, 296.

3. Motion remplacée par un amendement, 124, 167, 296.

4. Question devant être mise séparément sur chaque paragraphe d'une motion, 23.

5. M. Casgrain demande à M. l'Orateur de décider si une déclaration de l'hon. M. Shehyn est une réponse à son interpellation. On objecte d'autre part que M. Casgrain n'a pas le droit de la commenter. M. l'Orateur ne lui refuse pas le droit de soumettre sa question d'ordre et décide que l'honorable Trésorier ayant déclaré que l'information demandée étant la matière d'une adresse, il ne peut lui contester cette prétention, 58.

QUESTIONS :—*Suite.*

6. M. *Murphy* demande à M. l'Orateur de vouloir bien déclarer quelle est l'interprétation qui doit être donnée à la section 4 de la 57<sup>e</sup> règle de cette Chambre en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Lawrence Lynch au nombre de ses membres ; M. l'Orateur décide que le préambule du dit bill aurait dû constater qu'il a été approuvé par le Conseil général du Barreau de la province au lieu du Conseil du Barreau du district de Québec, 112.

7. M. l'Orateur (sur l'objection soulevée que le bill pour assurer une traverse régulière entre Québec et Lévis est un bill *hybride*, qu'il se rattache à des intérêts privés et qu'il ne peut pas être considéré comme un bill public) décide que la question soulevée dépend de l'interprétation de l'acte 29 Vict., ch. 57 à l'égard des privilèges dont il est question. C'est une question de droit plutôt qu'une question d'ordre ; qu'elle échappe en conséquence à sa juridiction et qu'il la soumet à la décision de la Chambre, 114.

8. Objection étant faite par l'hon. M. *Gagnon*, que le député de Montréal-Ouest lui fait dire des paroles qu'il n'a pas prononcées et fait allusion à un débat antérieur, contrairement aux règles de la Chambre.—M. l'Orateur décide que tout ce que dit un député à titre d'explication doit être pris pour la vérité et ne plus être ensuite remis en question ; qu'il est aussi contraire aux règles de cette Chambre de faire allusion à un débat antérieur, 131.

9. Le Président d'un comité général fait rapport que le député de Terrebonne s'étant assis après avoir parlé et l'hon. Premier ministre s'étant levé pour parler le député de Terrebonne a demandé la parole disant qu'il s'était assis parce qu'il avait posé une question au député de Champlain. Que lui (le Président), a décidé que le député de Terrebonne s'étant assis, avait perdu le droit de reprendre la parole et qu'appel a été fait de cette décision. M. l'Orateur maintient la décision du Président du comité, 139.

10. A la motion, pour que le bill pour amender la section 926 des S. R. P. Q., objection est faite par l'hon. M. *Lynch*, que ce bill aurait dû être précédé de résolutions ; M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 93. Décide que l'objection est mal fondée, 168.

11. M. *Desjardins* ayant proposé,—Que la Chambre s'ajourne maintenant,—objection est faite par l'hon. M. *Gagnon* que l'hon. Membre pour Montmorency ayant déjà parlé sur la question maintenant soumise à la Chambre ne peut pas proposer l'ajournement de cette Chambre.—M. l'Orateur décide que l'hon. Membre ne peut soumettre cette question d'ajournement, attendu qu'il a déjà pris la parole sur la question maintenant devant la Chambre, 367.

## RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE :—Voir 153, des Documents de la Session.

RAYMOND, MARIE GENEVIÈVE SOPHIE :—Pétition des exécuteurs testamentaires et administrateurs fidéi-commissaires de la succession de feu Dame Marie Geneviève Sophie Raymond, veuve de feu l'hon. Joseph Masson ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens rétrocédés, 60. Avis, 94. Bill, (M. *Hall*,) présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé aux comités des bills privés, 106. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil, 255. S. R., 421. (52 Vict., ch. 106.)

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir AAA, 154, *des Documents de la Session.*

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :—Voir 155, BBB, *des Documents de la Session.*

RÉCLAMATIONS CONTRE LA COURONNE :—Voir CCC, *des Documents de la Session.*

REGISTRATEURS :—Voir 156, *des Documents de la Session.*

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

49ème règle suspendue, 125.

51ème “ “ 70, 79, 140.

57ème “ “ 111, 112.

60ème “ “ 52, 53, 266.

69ème “ “ 125.

78ème “ “ 55.

85ème “ “ 125.

94ème “ “ 56, 85.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les registres de l'Etat Civil, 107, 147. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur. La Chambre en comité. Résolution rapportée et adoptée, 148.

2. Bill pour amender certains articles du Code Civil, relatifs aux—, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 102. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 148. Considéré ; rapporté, 182. Ordre pour 3e lecture rescindé, 193.

REMISES DES ARRÉRAGES DUS AU GOUVERNEMENT :—Voir 6, *des Documents de la Session.*

REMISES DE DROITS DE COUPES DE BOIS :—Voir DDD, *des Documents de la Session.*

REMISES DE DROITS, TAUX, INFRACTIONS, PÉNALITÉS &c. :—Voir 157, *des Documents de la Session.*

REPATRIEMENT DES CANADIENS :—Voir 158, *des Documents de la Session.*

RÉSERVE FORESTIÈRE :—Voir EEE, *des Documents de la Session.*

RÉSIDENT DES JUGES :—Bill pour amender l'article 2319 des S. R. P. Q., relativement à la—, (M. Dechene, l'Islet), présenté, 341. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 355. Par le Conseil, 397. S. R., 423. (52 Vict., ch. 27.)

---

**RÉTROCESSION A LA COURONNE :**

1. Pétition demandant la rétrocession à la Couronne de certains terrains dans les cantons y mentionnés et dans les cantons de l'Est, 29, 44, 78, 86, 260.

2. Adresse pour correspondance ayant rapport à l'—, de certaines terres dans les cantons de l'Est, 74. Voir 159, *des Documents de la Session*.

**RÉTROCESSION A LA COURONNE DE CERTAINES TERRES :—**Voir 159, *des Documents de la Session*.

**RÉVISIONS DES JUGEMENTS :—**Bill amendant l'article 483a du Code de Procédure Civile, ajouté par l'article 5905 des Statuts Refondus de la Province de Québec, quant à la révision des jugements. Voir *Statuts Refondus P. Q.*, 17.

**RHODES, WILLIAM :—**Certificat de son élection, 14. Prête serment et prend son siège, 15

**RICHARD, PHILIPPE :—**Voir *Cloutier, Dame Elise*.

**RICHMOND ET WOLFE :—**Chemins de colonisation dans—, 164. Voir 160, *des Documents de la Session*.

**RIMOUSKI :—**Hospice des Sœurs de Charité, 18. Voir 96, *des Documents de la Session*.

**RIVIÈRE JÉSUS :—**Au sujet de la construction d'un pont en fer sur la—, 75, 88. Voir 161, *des Documents de la Session*.

**RIVIÈRES MONTRÉAL ET LA TORTUE :—**Dessèchement des—. Voir *F.*, *des Documents de la Session*.

**ROBITAILLE, LOUIS PHILIPPE :—**Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres, 78. Avis, 100. Bill, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 109. Lu la 2e fois et renvoyé au Comité des bills privés, 153. Rapporté, 182. Motion pour comité général ; amendement de M. Lafontaine, pour renvoyer le comité général à 6 mois, négativé ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 194. Motion pour 2e lecture des amendements ; amendement de l'honorable M. Duhamel, pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté sur division, 209. Considéré en comité général ; amendé, 221. 57e règle suspendue, 224. Motion pour l'adoption des amendements faits en comité général, adoptée sur vote ; bill lu la 3e fois sur division et passé, 233. Par le Conseil, 356. Honoraire remis, 373. S. R., 422. (52 Vict., ch. 113.)

**ROSS BROTHERS :—**Au sujet du montant de \$600 payé à MM.—, dans la cause Holland, —. Voir *FFF*, *des Documents de la Session*.

**ROSS, MARY JANE vs. W. H. LAMBLY :—**Voir *GGG*, *des Documents de la Session*.

**ROSS-TAILLON :—**Déclaration des membres de l'ex-gouvernement—, 384. Voir *l'Electeur vs Ross-Taillon*.

**ROY, ROUER :—**Pétition de—, au sujet du testament de feu J. L. Beaudry, 30. Voir *Beaudry*.

**SAGUENAY, ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DANS LE :—**Bill amendant les Statuts Refondus de la province de Québec relativement à l'administration &c. Voir *Statuts Refondus*, 14.

**STE ANASTASIE DE NELSON :—**Pétition demandant qu'une enquête soit faite sur l'accaparement de la presque totalité des terres de la dite paroisse par les commerçants de bois, 232.

**STE ANNE DE LA POCATIÈRE :—**Hospice St. Joseph.—Etat des affaires, 190. Voir 96, *des Documents de la Session*.

**SAINTE-ANNE DU SAULT :—**Pétition du révérend C. Lafond et autres, de la paroisse de Sainte-Anne du Sault ; demandant que la dite paroisse soit érigée en municipalité distincte, 29. Avis, 52. Bill, (M. Girouard), présenté, 53. Lu la seconde fois renvoyé au comité des bills privés, 60. Rapporté amendé, 99. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 113. Par le Conseil avec amendements, 186. Amendements considérés et adoptés, 187. S. R., 421. (52 Vict., ch. 61.)

**SAINT-CHARLES BORROMÉE DE JOLIETTE :—**Pétition demandant un acte pourvoyant d'une manière plus efficace au parachèvement de l'église et de la sacristie de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Joliette, 86. Avis, 100. Bill, (M. Basinet) présenté, 101. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 162. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 177. Par le Conseil avec amendements, 232. Amendements considérés, 232. Adoptés, 244. Honoraire remis, 224. S. R., 422. (52 Vict., ch. 105.)

**STE. CHRISTINE :—**Documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de—, 47, 109. Voir *Documents 68a*. Réponse supplémentaire, 127. Voir 68b, *des Documents de la Session*.

**STE. CHRISTINE DE BAGOT :**

1. Pétition du Révérend J. L. Tourigny et autres ; demandant que la paroisse de Sainte-Christine de Bagot soit érigée en municipalité distincte, pour fins municipales et scolaires, 30. Avis, 70. Bill, (M. Pilon), présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 197. Honoraire remboursé, 206.

2. Pétition demandant que certains lots de terre du canton d'Acton ne soient pas annexés à la municipalité de Ste. Christine de Bagot, 109.

3. Pétitions demandant respectivement que certains rangs de la municipalité de North Ely ne soient pas annexés à la municipalité de Sainte-Christine de Bagot, 44.

**STE. CUNÉGONDE :**

1. Pétition demandant un acte amendant la loi 47 Vict., ch. 90 et ses amendements, 44. Avis, 70. Bill, (M. David), présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 140. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 153. Par le Conseil avec amendements, 212. Amendements considérés, 212. Adoptés, 235. S. R., 421. (52 Vict., ch. 84.)

---

**STE. CUNÉGONDE :—*Suite.***

2. Pétition des commissaires d'écoles de Sainte-Cunégonde ; demandant qu'une certaine partie du territoire de la ville de Sainte-Cunégonde ne soit pas annexée à la municipalité du village de la Côte Saint-Antoine, pour fins scolaires, 116.

**STE. ELIZABETH, ASILE DE LA PROVIDENCE :—**Etat des affaires, 18. Voir 96, *des Documents de la Session.*

**ST. ESPRIT ET ST. ALEXIS :—**Au sujet d'une demande d'aide par les paroisses de—, comté de Montcalm, en considération des dommages que leur a causés l'ouragan qui a passé sur ces paroisses en juillet 1888, 164. Voir 175, *des Documents de la Session.*

**ST. FRANÇOIS DE SALLE :—**Au sujet d'une demande d'aide pour la construction d'une maison d'école. Voir 176, *des Documents de la Session.*

**ST. HYACINTHE :—**Pétition de la Communauté des Filles de Charité de l'Hôtel-Dieu de St. Hyacinthe ; demandant des amendements à l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 Vict., ch. 99, concernant leur incorporation, 29. Avis, 52. Bill, (l'hon. M. Mercier), présenté ; 60e règle suspendue ; lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 53. Rapporté amendé, 66. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 72. Par le Conseil avec amendements, 124. Amendements considérés et adoptés, 134. Honoraire remis, 177. S. R., 421. (52 Vict., ch. 68.)

**ST. IGNACE DE NORTH STANBRIDGE :—**Voir *Stanbridge.*

**ST. JEAN DESCHAILLONS :—**Pétition de James King et autres ; demandant un acte les constituant en corporation, pour la construction d'un chemin de fer depuis la paroisse de St. Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, jusqu'à Glen Lloyd dans le comté de Mégantic, 51. Avis, 78. Bill, (M. Laliberté), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 106. Voir *Lotbinière et Mégantic.*

**ST. JEAN, ISLE D'ORLÉANS :—**Documents relatifs au règlement de la somme due au fonds d'emprunt municipal par la municipalité de Saint-Jean, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, depuis le premier janvier 1882. Voir 80, *des Documents de la Session.* *Fonds d'emprunt municipal.*

**ST. LAWRENCE IMPROVEMENT COMPANY :—**Pétition de l'hon. Louis Tourville et autres ; demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de "The—," 44. Avis 94. Bill (M. Cardin), présenté, 95. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 106. Rapport recommandant la suspension de certaine règle quant à ce bill, 134. Rapport, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 185. Par le Conseil avec amendements, 259. Amendements considérés et adoptés, 259. S. R., 422. (52 Vict., ch. 77.)

**ST. LOUIS DU MILE END :—**Au sujet d'une allocation demandée pour l'Institution des Sourds-Muets de—, Voir *L L L, des Documents de la Session.*

**ST. LOUIS DE MONTRÉAL :—**Pétition demandant des amendements au chapitre 18 des Statuts Refondus, 44. Avis, 70. Bill, (M. David), présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapport,—Que le comité est d'opinion de ne pas procéder sur cette mesure, 116. Partie du 7e rapport du comité des bills privés suspendue en autant qu'elle concerne ce bill, 116. Partie de ce rapport non reçue ; bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés pour y être re-consideré, 125. Rapport que les promoteurs désirent retirer ce bill, 145. Honoraire remis, 145. Pétition contre ce bill, 86.



SAINTE-MARIE DE MONNOIR :—Pétition des Commissaires d'écoles de— ; demandant des amendements au Code municipal à l'effet de prélever un impôt sur le revenu, pour les fins scolaires et municipales, 86.

SAINT-MAURICE :

1. Etat détaillé des argents dépensés pour travaux de colonisation dans le comté de—, pendant l'été de 1886. Voir 177, *des Documents de la Session*.

2. Sommes payées, depuis 1878, pour travaux de colonisation dans le comté de—. Voir *MMM*, *des Documents de la Session*.

SAINT-MICHEL DE BELLECHASSE :

1. Collège de—. Voir *OOO*, *des Documents de la Session*.

2. Couvent de—. Voir *NNN*, *des Documents de la Session*.

SAINTE-ROSE DE WATFORD :—Au sujet de certains aliénés venant de la paroisse de—, 64. Voir *PPP*, *des Documents de la Session*.

SAISIE DES SALAIRES DES EMPLOYÉS PUBLICS :—Bill pour amender la loi concernant la—, (l'hon. M. Lynch), présenté, 102.

SAISIE, EXEMPTION DE—:—Voir *Statuts Refondus*.

SALAIRES DES EMPLOYÉS PUBLICS :—Voir *Saisie des éc.*

SAUMONS :—Pétition demandant qu'une prime soit offerte pour la destruction des canards bec-scies, à l'effet de protéger les jeunes saumons, 133.

SECOND ADVENT CHURCH :—Pétition demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "The Second Advent Church of the Province of Quebec," 78. Avis, 94. Bill, (M. de Grosbois,) présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 157. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 165. Par le Conseil, 232. Honoraire remis, 209. 421. (52 Vict., ch. 63.)

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—Rapports du—pour 1887-88. Voir 162 et 163, *des Documents de la Session*.

SEIGNEURIES DU GOUVERNEMENT :—Montant perçu chaque année, depuis 1880, dans les—. Voir 38, *des Documents de la Session*.

SÉNÉCAL, EUSÈBE & FILS :—Au sujet du dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay, 111. Voir 61, *des Documents de la Session*.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation du serment d'office, (l'hon. M. Mercier,) lu la première fois, *pro-forma*, 15.

SERRES, FÉLIX :—Pétition de—, demandant un acte couvrant les vices de forme de son certificat d'admission à l'étude de la médecine, 52. Avis, 66. Bill (M. Lafontaine), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté, 95. Considéré en comité général ; rapporté, 105. Passé, 112. Lu la 3e fois et passé, 112. Honoraire remis, 254.

SERVICE CIVIL :—Liste des employés du—, qui ont bénéficié de la loi de 1876. Voir *HHH, des Documents de la Session.*

SHEFFORD :

1. Argents de colonisation dépensés dans—, de 1880 à 1886, 36, 56. Voir *164, des Documents de la Session.*

2. Au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir *165, des Documents de la Session.*

SHÉRIF DES TROIS-RIVIÈRES :—Copie de l'enquête faite contre lui en 1887, par M. Walton Smith. Voir *III, des Documents de la Session.*

SHERBROOKE :

1. Pétition de la corporation de la cité de— ; demandant des amendements à sa charte, 29. Avis suffisants ; 51<sup>e</sup> règle suspendue, 79. Bill amendant l'acte 39 Vict., ch. 50, pour incorporer la cité de Sherbrooke et les actes qui l'amendent, (l'hon. M. *Robertson*), présenté, 79. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté, amendé et ré-impression ordonnée, 145. Considéré en comité général ; rapport de progrès est fait, 221. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 257. Par le Conseil, 350. S. R., 421. (52 Vict., ch. 82.)

2. Pétition de Charles King et autres, de Sherbrooke ; demandant des amendements à la charte de la dite cité, 44. Rapport de l'avis et recommandant la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, 70. Bill amendant l'acte 39 Vic., ch. 50, incorporant la cité de Sherbrooke, tel qu'amendé par les actes 40 Vict., ch. 27 et 42-43 Vict., ch. 60 et 47 Vict., ch. 84 et 48 Vict., ch. 69, (M. *de Grosbois*), présenté, 79. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapport que les promoteurs désirent retirer ce bill, 145. Honoraire remis, 145.

SHERBROOKE TELEPHONE ASSOCIATION :—Pétition de *The*— ; demandant des amendements à sa charte et à augmenter son capital, 52. Avis, 70. Bill, (M. *de Grosbois*) présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 80. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapporté, 121. Ré-impression ordonnée, 121. Honoraire remis, 239.

SHOOLBRED :—Copie des lettres patentes concernant la Seigneurie—dans le comté de Bonaventure. Voir *III, des Documents de la Session,*

SIGNIFICATION DE TRANSPORTS DE CRÉANCES &c :—Voir *Code Civil,*

SMITH, GOUIN ET AIKMAN :—Réclamations de MM.—Voir *88, des Documents de la Session.*

SMITH, WALTON :—Copie de l'enquête faite par lui en 1887, contre le Shérif des Trois-Rivières. Voir *III, des Documents de la Session.*

SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES :—Bill pourvoyant à la formation de—, (M. *Spencer*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité d'agriculture, 212. Rapporté amendé, 267. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 282. Par le Conseil avec amendements, 340. Amendements considérés et adoptés, 340. S. R., 423. (52 Vict., ch. 22.)

## SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—

Bill amendant l'article 1651 des S. R. P. Q., relatif aux directeurs des—. Voir *Statuts Refondus &c.*, 9.

2. Bill relatif aux—de district, 373. Voir *Agriculture et Travaux Publics*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET D'HORTICULTURE :—Bill pour exempter des taxes municipales et scolaires, les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture et occupées par elles, (M. *Spencer*), présenté, 174. Lu la 2e fois et renvoyé au comité d'agriculture, 224. Rapporté amendé, 258. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 281. Par le Conseil, 331. S. R., 423. (52 Vic., ch. 25.)

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE BEAUHARNOIS :—Voir 18, des *Documents de la Session*.

SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE DU COMTÉ DE L'ISLET :—Voir PP., des *Documents de la Session*.

SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE ET HISTORIQUE DE QUÉBEC :—Au sujet de la remise de certains documents, 47, 80. Voir 166, des *Documents de la Session*.

SOCIÉTÉS DE BATISSES :—Bill pour amender la loi concernant les—, (M. *Dechene*, L'Islet), présenté, 145. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 223. Rapporté amendé, 250. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; rapporté, 280. Lu la 3e fois et passé, 311. Par le Conseil avec amendements, 348. Amendements considérés, 349. Adoptés, 355. S. R., 423. (52 Vict., ch. 45.)

SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE :—Bill rendant insaisissables les bénéfices établis par les sociétés de bienfaisance constituées en corporation, en faveur de leurs membres, (M. *David*), présenté, 86. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 180. Par le Conseil, 255. S. R., 422. (52 Vict., ch. 33.)

SOCIÉTÉ DU PASSAGE DU PONT NEUF DE SAINT-HYACINTHE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 44. Avis, 52. Bill, (l'hon. M. *Mercier*), présenté ; 60e règle suspendue ; lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 52. Rapporté amendé, 66. Considéré en comité ; amendé ; rapporté ; passé, 144. Par le Conseil avec amendements, 186. Amendements considérés et adoptés, 187. S. R., 422. (52 Vict., ch. 74.)

SOCIÉTÉS NATIONALES :—Voir *Associations de bienfaisance*.

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE D'AYLMER :—Voir *Aylmer*.

## SOREL :

1. Pétition de la corporation de la ville de— ; demandant des amendements à sa charte et pour autres fins ; 60. Avis, 66. Bill, (M. *Cardin*), présenté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 195. Rapporté amendé 254. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 262. Par le Conseil avec amendements, 361. Amendements considérés et adoptés, 361. S. R., 422. (52 Vict., ch. 80.)

2. *Hôpital Général* :—Etat des affaires, 29. Voir 93, des *Documents de la Session*.

SOULANGES :—Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans le comté de—, depuis 1887, 19. Voir 167, *des Documents de la Session*.

STATISTIQUES DES NAISSANCES, MARIAGES ET CAUSES DE DÉCÈS :

1. Correspondance avec Son Eminence le Cardinal Taschereau, au sujet du projet de loi présenté à la dernière Session relativement à la compilation des—. Voir KKK, *des Documents de la Session*.

2. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions accompagnant le bill relatif à la compilation des statistiques de naissances, mariages, et causes de décès de l'Etat Civil, 146; Ordre pour comité général rescindé, 193.

3. Bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 87. Déclaration de l'hon. M. Gagnon désavouant ce bill, 183. Ordre pour seconde lecture rescindé, 192.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Extraits des rapports—, pour 1888. Voir 171, *des Documents de la Session*.

STANBRIDGE :

1. Au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir 168 169, *des Documents de la Session*.

2. Pétition demandant que la paroisse de Notre-Dame des Anges ne soit pas annexée à une partie du canton de Stanbridge, 160.

3. Pétition demandant un acte détachant du canton de Stanbridge et érigeant séparément les municipalités des paroisses de St-Ignace de North Stanbridge et de Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge, 30. Avis, 70. Bill, (M. de Grosbois), présenté, 70. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 99. Considéré en comité général; rapporté; passé, 113. Par le Conseil avec amendements, 186. Amendements considérés et adoptés, 186. Honoraire remis, 304. S. R., 421. (52 Vict., ch. 62.)

STANBRIDGE STATION :—Pétition de Julien Campbell et autres; demandant un acte détachant du canton de Stanbridge et érigeant séparément "La municipalité de Stanbridge Station," 82. Avis, 95. Bill, (M. de Grosbois), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 145. Considéré en comité général, rapporté; passé, 152. Par le Conseil avec amendements, 212. Amendements considérés et adoptés, 212. S. R., 421. (52 Vict., ch. 60.)

STATUTS DE LA LÉGISLATURE DE L'ANCIENNE PROVINCE DU CANADA :—Bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., ch. 162 des—, 67. Voir *Congregational College*.

STATUTS REFONDUS :—Chap. 18. Voir *St. Louis de Montréal*.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

1. Sommes payées pour composition, impression et reliure des— Voir 172, *des Documents de la Session*.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—*Suite.*

2. Bill pour amender l'article 186 des Statuts Refondus, au sujet de l'avis du dépôt de la liste des électeurs, (M. *Cameron*), présenté, 162. Lu la 2e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 283. Par le Conseil, 374. S. R., 423. (52 Vict., ch. 8.)

3. Bill pour amender l'article 427 des Statuts Refondus, concernant la loi électorale de Québec, (M. *Hall*), présenté, 199. Ordre pour la seconde lecture rescindé, bill renvoyé au comité de Législation, 284. Rapporté, 388. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 405.

4. Bill pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, 697, et la sous-section 2 de l'article 5931, des Statuts Refondus et de leur substituer certains articles y mentionnés, (M. *Robidoux*), présenté, 102. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 169. Rapporté amendé, 356. Motion pour comité général ; amendement de M. *Lafontaine* pour renvoyer le comité général à six mois, négatif ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapport de progrès est fait, 379. Considéré de nouveau ; Le comité se lève sans faire de rapport, 380.

5. Bill amendant l'article 844 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1888, (M. *Duplessis*), présenté, 162. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'hon. M. *Turcotte* pour renvoyer la seconde lecture à trois mois ; adopté, 346.

6. Bill pour amender l'article 926 des Statuts Refondus de la Province de Québec, (M. *Robidoux*), présenté, 54. Motion pour seconde lecture ; objecté que ce bill aurait dû être présenté après avoir été précédé de résolutions ; M. l'Orateur remet la décision à une séance ultérieure, 93. Décide que l'objection est mal fondée, 168. Ordre pour 2e lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de Législation, 169.

7. Bill amendant l'article 943 des Statuts Refondus de la province de Québec, relatif aux encanteurs, (M. *Cardin*), présenté, 150. Lu la seconde fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 282.

8. Bill pour amender l'article 1618 des Statuts Refondus de la province de Québec, (M. *Dumais*), présenté, 183.

9. Bill pour amender l'article 1651 des—, (M. *Gladu*), présenté, 145. Lu la seconde fois et renvoyé au comité d'agriculture, 181. Rapporté, amendé, 206. Considéré en comité général ; rapport de progrès est fait, 242. Considéré de nouveau, 276, 279. Amendé ; rapporté et passé sur division, 279. Par le Conseil avec amendements, 356. Amendements considérés et adoptés, 356. S. R., 423. (52 Vict., ch. 21.)

10. Bill pour amender l'article 1651 des Statuts Refondus de la Province de Québec, relatif aux directeurs des sociétés d'agriculture. Voir *Statuts Refondus*, 9.

11. Bill amendant les articles 1745, 5917 et 5918 des—, relativement aux exemptions de saisie, (l'hon. M. *Flynn*), présenté, 46. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 82. Rapporté, 99. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 123. Par le Conseil, 232. S. R., 422. (52 Vict., ch. 50.)

12. Bill amendant les articles 1903 et 2281 des Statuts Refondus de la province de Québec, concernant l'instruction publique, (M. *Cameron*), présenté, 162. Voir *Instruction Publique*.

---

**STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—*Suite.***

13. Bill pour amender l'article 2319 de Statuts Refondus de la Province de Québec, relativement à la résidence des juges (M. *Dechene*, l'Islet), présenté, 341. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 355. Par le Conseil, 397. S. R., 423. (52 Vict., ch. 27.)

14. Bill pour amender l'article 2407 des—(L'hon. M. *Flynn*), présenté, 150. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 224. Par le Conseil, 303. S. R., 423. (52 Vict., ch. 29.)

15. Bill pour amender les articles 2451, 2452, 2453 des Statuts Refondus, concernant la juridiction de la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles, (l'hon. M. *Blanchet*), présenté, 150. Ordre pour seconde lecture déchargé, bill renvoyé au comité de Législation, 282.

16. Bill amendant les articles 4653 et 4696, des Statuts Refondus de la province de Québec, (l'hon. M. *Mercier*), présenté, 82. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'hon. M. *Taillon* pour renvoyer la seconde lecture à 6 mois, négative ; motion principale adoptée ; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 160. Considéré ; rapporté, 182. Motion pour 3e lecture ; amendement de M. *Nantel* pour renvoyer la 3e lecture à 6 mois, négative ; bill lu la 3e fois et passé, 193. Par le Conseil avec amendements, 258. Amendements considérés et adoptés, 258. S. R., 420. (52 Vict., ch. 42.)

17. Bill pour amender l'article 5905 des—, concernant la revision des jugements, (M. *Robidoux*), présenté, 80. Lu la seconde fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considérée ; rapport de progrès est fait, 106. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 168. Par le Conseil, 331. S. R., 422. (52 Vict., ch. 109.)

18. Bill pour amender l'article 5960 des Statuts refondus de la province de Québec, qui amende l'article 772 du Code de procédure civile, (M. *Robidoux*), présenté, 134. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de Législation, 170. Rapporté, 255. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 281.

STOKE :—Pétition de David Marquis et autres, du canton de Stoke ; demandant la rétrocession à la Couronne de certains terrains dans le dit canton, 44.

**SUBSIDES :**

1. Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1890 ; renvoyé au comité des subsides, 184. Estimés supplémentaires ; renvoyés, 184. Voir 69, 70, des *Documents de la Session*.

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 25.

3. La Chambre se forme en comité des subsides, 185, 213, 243, 263, 267, 315, 319, 334, 337, 369, 391, 405.

4. Résolutions rapportées et adoptées, 221, 224, 245, 303, 304, 306, 338, 357 395, 410.

5. Considération d'une certaine résolution remise à plus tard, 395.

---

SUBSIDES :—*Suite.*

6. La Chambre se remet en comité, 245.
7. Motion, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; débat, ajourné, 261. Débat repris ; amendement de M. *Desjardins*, proposé et négativé, 262 ; motion principale adoptée, 263.
8. Amendements proposés et négativés,—à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—M. *Desjardins*, 313. M. *Beauchamp*, 318, 358, 364. M. *LeBlanc*, 332. L'hon. M. *Taillon*, 335. M. *Martin* (Bonaventure), 368. M. *Picard*, 391.
9. Amendements proposés et négativés lors du concours dans certaines résolutions rapportées du comité des subsides,—M. *Casgrain*, 405. Sous-amendement de M. *Duplessis*, négativé, 408. Amendement de M. *Tourigny*, négativé, 411.
10. Bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1889 et le 30 juin 1890, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. *Shehyn*), présenté, 414. Ordre pour 3e lecture ; amendement de l'hon. M. *Taillon*, négativé, 415. Lu les 2e et 3e fois et passé, 416. Par le Conseil, 418. S. R., 423. (52 Vict., ch. 1.)
11. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 25.
12. La Chambre en comité des voies et moyens, 413. Résolutions rapportées et adoptées, 414.

SUBSIDES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Voir 51, *des Documents de la Session.*

SUBVENTIONS A CERTAINS CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer.*

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :—Voir 178, *des Documents de la Session.*

SUÈDE :—Industrie importante concernant les bois. Voir 179, *des Documents de la Session.*

**T**ABLE ROCK :—Motion de M. *LeBlanc* pour la formation d'un comité spécial chargé de s'enquérir d'un immeuble situé à Hull et connu sous le nom de "*Table & Rock*"; amendement de l'hon. M. *Mercier*, proposé et adopté, 401. Motion principale négativée, 402. Voir aussi 180, *des Documents de la Session.*

TACHÉ, DAME EMILIE HENRIETTE HÉLÈNE :—Pétition de J. Duchesnay et autres ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués, 60. Avis, 66. Bill, (M. *Murphy*), présenté, 79. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté amendé, 125. Considéré en comité général ; rapporté ; lu la 3e fois et passé sur division, 138. Par le Conseil, 186. S. R., 422. (52 Vict., ch. 98.)

TACHÉ, LOUIS :—Pétition de Dame Charlotte Odile Beaudet, veuve de feu—, motion qu'elle soit présentée et renvoyée à un comité, rejetée, 94. Lue et reçue, 133. Avis, 140. Bill, (du Conseil Législatif,) (M. Casgrain,) lu la première fois, 190. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 191. Rapporté, 197. Considéré en comité général; rapporté; passé, 231. S. R., 420. (52 Vict., ch. 99.)

TANGUAY, L'ABBÉ :—Dictionnaire généalogique de—, 111. Voir *61, des Documents de la Session.*

TASCHEREAU, SON EMINENCE LE CARDINAL :

1. Biens des Jésuites : Voir *I, des Documents de la Session.*
2. Statistiques des naissances, mariages et décès.—Voir *KKK, des Documents de la Session.*
3. Taxes sur propriétés religieuses.—Au sujet de l'exemption des. Voir *182, des Documents de la Session.*

TARIFS DES COURS DES MAGISTRATS DE DISTRICTS :—Voir *181, des Documents de la Session.*

TAUX SUR LES PONTS DE PÉAGE :—Comité spécial chargé d'étudier la question des—, 81. Voir *Chemins à barrières.*

TAXES SCOLAIRES :—Au sujet d'une nouvelle division des—. Voir *QQQ, des Documents de la Session.*

TAXES SUR PROPRIÉTÉS RELIGIEUSES :—Au sujet de l'exemption des—, 63. Voir *182, des Documents de la Session.*

TAYLOR, LITTLE :— Voir *Little, Taylor.*

TERREBONNE :—Cours Supérieure et de Circuit: Bill du (Conseil Législatif) intitulé: "Acte pour donner à la cour supérieure et à la cour de circuit du district de Terrebonne, juridiction concurrente sur les cantons de Clyde, Joly, Marchand et Loranger, dans le district d'Ottawa et les cantons de Mousseau et Lynch, dans le district de Joliette," (M. David), Lu la première fois, 233. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 349. Ordre rescindé; bill renvoyé au comité de Législation 353. Rapporté amendé; ré-impression ordonnée, 359. Considéré en comité général; rapporté; passé, 374.

TERRES :—Pétition demandant qu'une enquête soit faite sur l'accaparement de la presque totalité des terres de la paroisse de Ste. Anastasie de Nelson par les commerçants de bois, 232

TERRES DE LA COURONNE :

1. Concessions forestières. Voir *117, 118, des Documents de la Session.*
3. Nombre d'acres sous licences comme limites à bois. Voir *119, des Documents de la Session.*



---

 TERRES DE LA COURONNE :—*Suite.*

3. Etat des concessions de plus de 100 acres faites depuis 1788, 92, 169. Voir *RRR, des Documents de la Session.*

4. Rapport du Commissaire, 88. Voir *183, des Documents de la Session.*

## TERRES PUBLIQUES :

1. Bill amendant les lois relatives aux—, (l'hon. M. Duhamel) ; présenté, 30. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 65. Considéré ; amendé ; motion pour la réception du rapport ; amendement de M. Picard, pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; sous-amendement de l'hon. M. Pelletier ; débat ajourné, 69. Débat repris et ajourné de nouveau, 85. Débat repris ; sous-amendement adopté, 98. Débat ajourné de nouveau, 98. Débat repris ; motion adoptée ; bill lu la 3e fois et passé, 131. Par le Conseil, 212. S. R., 420. (52 Vict., ch. 16.)

2. Octroi gratuit, depuis 2 ans, des.—Voir *SSS, des Documents de la Session.*

THETFORD SUD :—Pétition de J. N. Leclerc et autres, du canton de Thetford Sud ; demandant la rétrocession de certains terrains à la Couronne, 78.

THIBAudeau, JEAN HYACINTHE :—Au sujet de l'établissement d'une fromagerie ou d'une beurrerie dans le comté de Bonaventure, 59, 85. Voir *184, des Documents de la Session.*

TOURIGNY, HENRI BRUNELLE :—Certificat de son élection, 1. Prête serment et prend son siège, 15.

TRAVAUX DES CHEMINS :—Bill amendant l'article 821 du Code Municipal, relatif à la contribution aux travaux des chemins, (M. Faucher de Saint Maurice), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 87. Voir *Code Municipal* 8½.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire pour l'année 1888. Voir *185, des Documents de la Session.*

TRAVERSE ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS :—Bill pour assurer une traverse régulière (*ferry*) entre la cité de Québec et la ville de Lévis, (M. de Grosbois), présenté, 79. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 98. Motion pour comité général.—Objecté que ce bill ne peut être considéré comme bill public ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 106. Soumet la question à la décision de la Chambre ; motion en amendement pour renvoyer le bill à un comité spécial ; sous-amendement que certains noms soient ajoutés à la liste des membres du comité projeté ; objection que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre,—M. l'Orateur maintient l'objection, 114. Autre sous-amendement pour renvoyer le comité général à six mois, proposé et négativé ; amendement pour comité spécial adopté, 115. Premier rapport, *quorum* réduit, 197. Second rapport, 388. *Appendice G.*

TREMBLAY, P. E.—Compte, et sommes payés à,—comme agent de repatriement. Voir *TTT, des Documents de la Session.*

TRÉSOR, DÉPARTEMENT DU :—Bill pour créer un bureau du revenu dans le— : Voir *Bureau du revenu.*

TRUDEL, BENJAMIN :—Voir 111, *des Documents de la Session*.

UNIVERSITÉ DE BISHOP'S COLLEGE :—Pétition demandant que le diplôme de bachelier ès-arts soit suffisant pour l'admission à l'étude des professions libérales etc ; reçue et lue et insérée dans les journaux de la Chambre, comme appendice, 170. Voir *Appendice C*.

UNIVERSITÉ MCGILL :—Pétition demandant certains privilèges et contredisant certaines allégations de la requête du Conseil général du Barreau de la province de Québec ; reçue et lue ; et impression ordonnée, et devant être insérée dans les journaux de la Chambre comme *Appendice B*, 162. Pétition de la Faculté de droit ; demandant que la section 49 de l'acte 49-50 Vict., soit révoquée et la continuation de certains privilèges ; Lue et reçue, et insérée dans le journal de la Chambre comme appendice, 197. Voir *Appendice D*.

UNION ST. VINCENT DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*.

VALLÉE, A. Dr. :—Correspondance au sujet de l'asile des aliénés de Québec, depuis 1884, 104. Voir 186, *des Documents de la Session*.

VALLÉE, L. A. :—

1. Pont dans la paroisse de St. Valérien. Voir 187, *Documents de la Session*.
2. Pont sur la rivière Anqui. Voir 188, *des Documents de la Session*.
3. Pont sur la rivière Grand Méchin. Voir 189, *des Documents de la Session*.

VALLÉE ET TRUDEL :—LA REINE vs : Voir 111 *des Documents de la Session*.

VALLÉE, R. P. :—Voir 111, *des Documents de la Session*.

VAN BARNEVELD, M. A. S. D. :—Voir 66, *des Documents de la Session*.

VENTES DE DROGUES ET MÉDICAMENTS :—Voir 190, *des Documents de la Session*.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE :—Bill validant certaines ventes de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice dans la cité de Montréal et amendant l'article 650 du Code de Procédure Civile, (M. David), présenté, 87. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 180. Par le Conseil, 232. S. R., 422. (52 Vict., ch. 46.) Pétition contre ce bill, 311.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*.

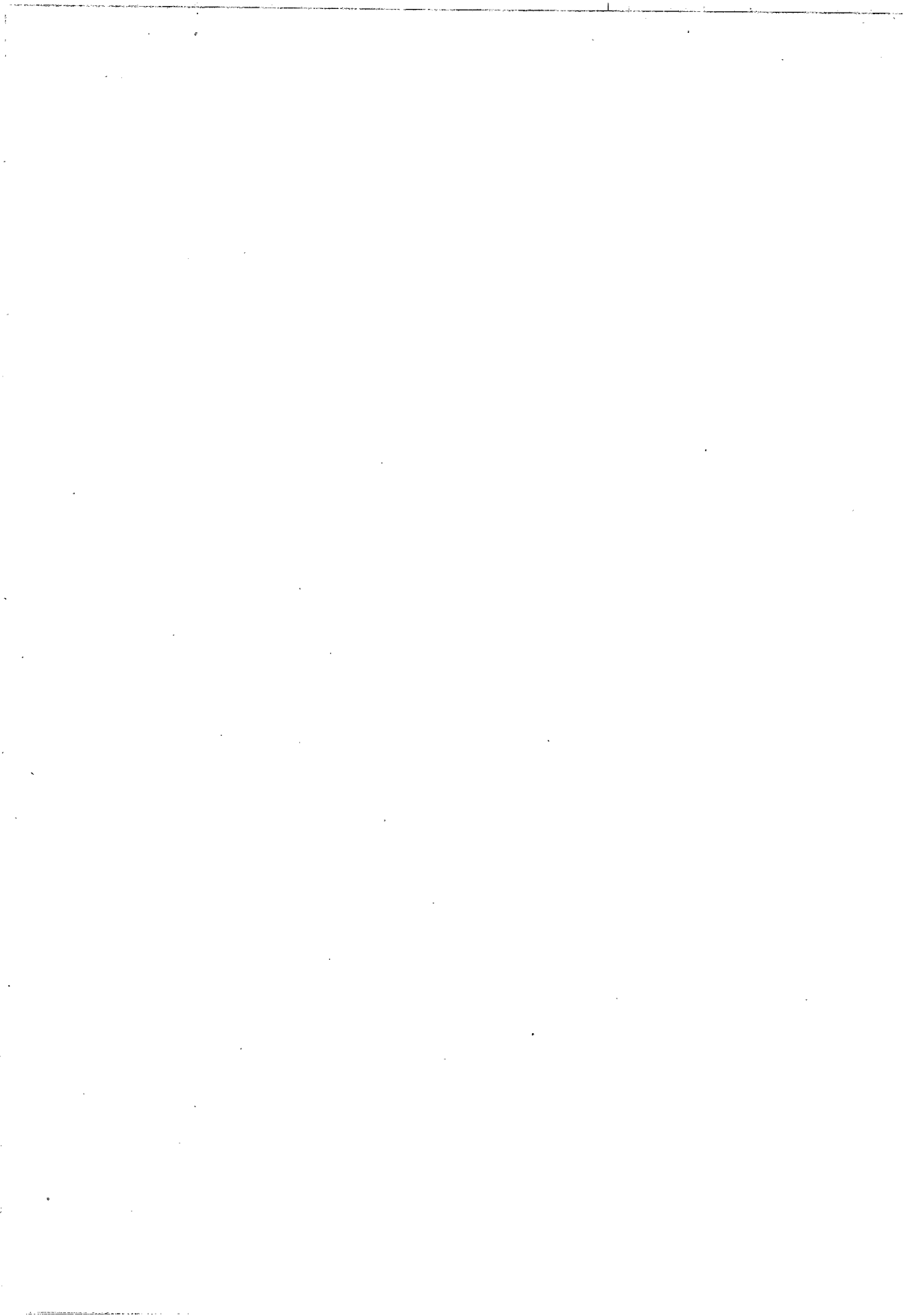
VOITURES D'HIVER :—Bill amendant la loi concernant les—, (M. Beauchamp), présenté, 199. Motion pour seconde lecture ; débat ajourné, 311. Débat repris ; bill lu la seconde fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 353. Rapporté ; passé, 373. Par le Conseil avec un amendement, 402. Lu la 1ère fois 403. Motion pour seconde lecture, négative, 405.

---

**W**ATFORD :—Aliénés de Ste. Rose de—, Voir *Documents, Ste. Rose de Watford.*

**WELLS, CANTON DE** :—Au sujet de certains lots dans le canton de—, 191. Voir 191, des *Documents de la Session.* Réponse supplémentaire. Voir 192, des *Documents de la Session.*

**Y**AMACHICHE :—Hospice Ste Anne : Etat des affaires, 18. Voir 96, des *Documents de la Session.*



---

## ERRATA

---

Page 19, ligne 21, *au lieu de* “ Supérieure,” *lisez* “ Suprême.”

Page 85, ligne 7, *au lieu de* “ No. 54,” *lisez* “ No. 51.”

Page 88, ligne 13, *après le mot* “ aussi,” *inserez les mots* “ la réponse à un ordre de la  
Chambre du 21 janvier 1889.”

Page 94, ligne 4, *au lieu de* “ Ovide,” *lisez* “ Odile.”

Page 123, ligne 17, *au lieu de* “ acide prodigieux “ *lisez* “ acide pyroligneux.”

Page 127, ligne 3, *au lieu de* “ No. 73,” *lisez* “ No. 686.”

Page 128, ligne 33, *au lieu de* “ retraitre,” *lisez* “ retraite.”

Page 168, ligne 28, *au lieu de* “ 905,” *lisez* “ 5905.”

Page 176, ligne 42, *au lieu de* “ 1884,” *lisez* “ 1889.”

Page 140, ligne 2, *au lieu de* “ premier,” *lisez* “ dixième.”

Page 183, ligne 23, *au lieu de* “ des Travaux Publics,” *lisez* “ de la Colonisation.”

Page 190, ligne 39, *au lieu de* “ de Montréal,” *lisez* “ d’Hochelaga.”

Page 197, ligne 1, *au lieu de* “ 791,” *lisez* “ 197.”

Page 198, ligne 15, *au lieu de* “ de Montréal,” *lisez* “ d’Hochelaga.”

---



---

# INDEX SUPPLÉMENTAIRE

---

## LISTE ALPHABÉTIQUE

DES DÉPUTÉS ET DES DIFFÉRENTS SUJETS ET MATIÈRES QUI  
LES CONCERNENT.

---

**B**ALDWIN, OZRO :—Député pour le comté de STANSTEAD.

*Bill présenté :*

Little, Taylor :—Acte concernant la nomination d'exécuteurs testamentaires de feu—,  
52. Honoraire remis, 204.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 27 ; Code Municipal, 55.

**B**ASINET, LOUIS :—Député pour le comté de JOLIETTE.

*Bills présentés :*

Bureaux d'enregistrement :—Bill amendant l'article 514 du Code municipal relatif aux—,  
87.

Code Municipal :—Pour amender l'article 853, 259.

St. Charles Borromée de Joliette :—Bill pour la construction et la décoration de l'Eglise  
et de la sacristie de—, 101. Honoraire remis, 224.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26.

*Interpellation au ministère :*

Chassé, M. Honoré, avocat, de Québec :—Est-il employé ou payé par le gouvernement ?  
189.

BASINET, LOUIS :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

De Louis Basinet et autres, 77. Lue et reçue, 86.

Du Révérend L. P. Deschênes et autres, de St. Samuel de Gayhurst, comté de Beauce, 254.

**B**EAUCHAMP, BENJAMIN :—Député pour le comté des DEUX MONTAGNES.

*Bills présentés :*

Agriculture et Colonisation :—Acte amendant la loi de—, 145.

Voitures d'hiver :—Acte amendant la loi concernant les—, 199.

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture, 27 ; Bills privés ; Industries, 27 ; Code municipal, 55.

*Interpellations au ministère :*

Beausoleil, M. C. :—A-t-il reçu instruction de percevoir les frais taxés dans les causes des Corporations Commerciales ? 200. Le gouvernement a-t-il réglé ses comptes avec lui ? 200.

Champagne, M. Charles L. :—Depuis quand retire-t-il son salaire et à quel taux comme magistrat de district ? 390.

Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal :—A quoi ont servi les dépenses encourues pour les annonces de la vente de l'ancienne propriété de l'—, et dans quels journaux ont-elles été faites ? 199.

Quinn :—Quel a été le salaire de M.—, employé à la codification ? 200.

*Motions :*

Amendements proposés à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, 318, 358, 364. Négatives, 318, 365.

*Ordre de la Chambre :*

Tremblay, P. E. :—Compte de—, comme agent de repatriement. Sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage etc., 328.

**B**ERNATCHEZ, NAZAIRE :—Député pour le comté de MONTMAGNY.

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture, 27 ; Ordres permanents ; Chemins de fer, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Code Municipal, 55. Traverse entre Québec et Lévis, 115.



BERNATCHEZ, NAZAIRE :—*Suite.*

Présente le second rapport du comité d'Agriculture, 197.

Présente le premier rapport du comité conjoint de la Bibliothèque, 388.

*Interpellations au ministère :*

Bureau d'enregistrement de Montmagny :—Le gouvernement a-t-il reçu le rapport de l'enquête de M. Geoffrion sur le —? 278.

*Motions :*

Lors de la motion pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour assurer une traverse régulière entre Québec et Lévis, propose que ce bill soit renvoyé à un comité spécial ; amendement adopté après avoir été modifié, 115.

Que cette Chambre concoure dans certaine partie du rapport du comité d'agriculture, de l'an dernier et mis devant la Chambre le 10 juillet 1888, et concernant le rapport de la Commission agricole,—amendement de M. Dechene (l'Islet) débat ajourné, 204. Débat repris ; sous-amendement de M. Legris, adopté, 381. Motion principale ainsi amendée,—adoptée, 381.

*Ordre de la Chambre :*

Emprunt :—Montant des dépenses de voyage des personnes chargées de négocier les divers emprunts de la Province, 378. Réponse, 342. (*Document No. 181.*)

**B**ISSON, ELIE HERCULE :—Député pour le comté de BEAUXHARNOIS.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 4. Pétition d'élection renvoyée avec dépens, 5.

*Bill présenté :*

Chemins de fer :—A été amendant la loi des —, dans le but de constater les dommages causés à la propriété d'autrui, 206.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer ; Bills privés ; Comptes publics, 26 ; Code Municipal, 55.

Nommé Président du comité sur le *Code Municipal*, 78.

Présente le 3e rapport du comité de *Législation*, 99.

Présente le 2e rapport du comité des *Comptes publics*, 267.

BISSON, ELIE HERCULE :—*Suite.*

*Interpellation au ministère :*

Société d'agriculture du comté de Beauharnois :—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une somme d'argent à la—pour l'aider à reconstruire les bâtisses pour exposition ? 308.

*Ordre de la Chambre :*

Beauharnois :—Société d'agriculture du comté de—, Requête et mémoire au sujet d'une demande d'argent pour les aider à reconstruire les bâtisses pour exposition, 208. Réponse, 238. (*Document No. 122.*)

**B**LANCHET, HON. JEAN :—Député pour le comté de BEAUCE.

*Adresses et Ordres votés :*

Amendes et pénalités :—Montants reçus par le trésor, pendant les 5 dernières années, des greffiers de la paix pour—, 345. Réponses, 388. (*Document No. 173.*)

Arrérages dûs au gouvernement :—Instructions données par le département des terres, depuis le 12 juillet 1888, au sujet des remises sur les—, 92. Réponse, 192. (*Document No. 105.*)

Beauce, Barreau du district de :—Correspondance au sujet du remboursement des droits payés aux officiers de Justice, 163. Réponse, 193. (*Document No. 109.*)

Beauce, Cours du district de :—Correspondance s'opposant aux changements des limites judiciaires de ce district, 209.

Employés de la Chambre :—Noms, salaire &c., des personnes au service de la Chambre pour la présente Session, 156. Réponse, 187. (*Document No. 103.*)

Employés surnuméraires :—Noms, salaire &c., des—, dans chaque département pour la présente Session, 156. Réponse, 224. (*Document No. 123.*)

Fonds d'emprunt municipal :—Documents se rapportant aux paroisses de St. Victor et St. Éphrem de Tring, 273. Réponse, 335. (*Document No. 148.*)

*Bills présentés :*

Enregistrement des hypothèques :—Acte amendant le Code Civil relativement à l'—, 256.

Session de la Cour du Banc de la Reine :—Acte concernant les—, en matières criminelles, 150.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Législation et Lois Expirantes, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions, 51 ; Listes des membres devant faire partie des comités permanents, 25 ; Chemins à barrères, 81 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

BLANCHET, HON. JEAN :—*Suite.*

*Interpellations au Ministère :*

Cour d'Appel :—Doit-il y avoir des changements relatifs à sa juridiction ? 136.

Encanteurs :—Combien le gouvernement a-t-il reçu depuis 1888, des—, sur les ventes de gros, entre marchands ? 136

Fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire, 136.

Impressions Officielles :—Le gouvernement a-t-il fait ou donné des contrats pour les—, depuis la dernière Session ? 174.

Québec Central :—Est-ce l'intention du gouvernement de lui accorder un subside additionnel ? 135.

Taxe sur vente en gros par encan, 90.

Timbres sur exhibits seront-ils remboursés ? 103.

*Motions :*

Amendement proposé à la seconde lecture des résolutions concernant les magistrats de district, négativé, 38.

Sous-amendement à la motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les asiles d'aliénés, négativé, 293.

Pour renvoyer à six mois, la seconde lecture du bill pour étendre la juridiction territoriale des Cours Supérieure & de Circuit du district de Québec ; motion négativée, 353.

*Divers :*

Déclaration en rapport avec l'accusation portée par l'*Electeur*, dans son numéro du 9 mars 1889, contre l'ex-gouvernement Ross et Taillon, 384.

**B**OURBONNAIS, AVILA G. :—Député pour le comté de SOULANGES.

*Bill présenté :*

Côte des Neiges :—Acte érigeant en municipalité séparée la partie nord-ouest de la municipalité du village de la—, 101.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer ; Privilèges et Elections, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Code Municipal, 55.

BOURBONNAIS, AVILA G. :—*Suite.*

*Interpellation au ministère :*

Mâquet, M. Gérard :—A-t-il reçu une mission officielle du gouvernement pour aller en Belgique ? 34.

Lesage, Siméon :—Est-ce l'intention du gouvernement de le mettre à la retraite ? 128.

*Ordre de la Chambre :*

Protection des forêts contre le feu :—Correspondance relativement à un projet de loi pour protéger les forêts contre le feu, 75. Réponse, 102. (*Document No. 66.*)

*Pétition présentée :*

De Paul Desmarchais et autres, de la municipalité du village de Notre-Dame des Neiges, 51. Lue et reçue, 60.

**B**OYER, ARTHUR :—Député pour le comté de JACQUES-CARTIER.

*Bills présentés :*

Bel-Air Jockey Club :—Acte d'incorporation, 71.

Compagnie de Caoutchoux d'Hochelaga :—Acte d'incorporation, 109.

do do do Bill du Conseil Législatif constituant en corporation la—, 190.

Compagnies pour l'empierrement des chemins :—Amendements, 120.

Compagnie Royale d'électricité :—Amendements, 359.

Lachine :—Pour modifier les actes relatifs à la corporation de la ville de—, 79.

Quesnel :—Autorisant la vente des biens substitués par feu J. B.—, 102.

*Fait partie des Comités suivants :*

Ordres permanents ; Comptes publics, 26 ; Impressions, 51 ; Listes des membres devant composer les comités permanents, 25 ; Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23. Chemins à barrières, 81.

Présente divers rapports du comité des *Ordres permanents*, 36, 94.

Nommé Président du comité des *Comptes publics*, 45. Présente des rapports de ce comité, 45, 392, 403.

*Interpellations au ministère :*

Auger, J. C. :—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger de—, registrateur de Montréal Est, le paiement de ce qu'il doit au gouvernement ? 371.

BOYER, ARTHUR :—*Suite.*

Auger, J. C. :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger de—, le paiement d'une certaine somme qu'il lui doit comme registrateur ? 355.

Réregistrateur de Montréal Est :—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger ce qui lui est dû par le— ? 355.

*Motions :*

Propose l'adresse en réponse au discours du Trône, 21.

Amendement proposé et adopté à la motion pour la formation d'un comité spécial pour étudier la position financière des Commissions des chemins à barrières, 81.

Pour renvoyer à six mois la 3e lecture du bill pour amender la loi électorale ; négative, 210.

Sous-amendement proposé à l'amendement pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre certaine résolution relative à l'entretien des aliénés ; adopté, 296.

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill pour amender la loi de la chasse, débat ; Motion adoptée, 330.

*Pétitions présentées :*

De James Dawes et autres, 36. Lue et reçue, 51.

Du Conseil de ville de la ville de Lachine, 59. Lue et reçue, 70.

De J. B. Quesnel et Louis Amédée Quesnel, 69.<sup>1</sup> Lue et reçue, 82.

De Henry Hogan et autres, et de Alphonse Brasseur et autres de Saint-Louis de Montréal, 77. Lue et reçue 86.

Du Club de pêche et de chasse, de la province de Québec, 250. Lue et reçue, 256.

CAMERON, DR. ALEXANDER :—Député pour le comté de HUNTINGDON.

*Bills présentés :*

Instruction Publique :—Acte amendant les lois concernant l'—, 162.

Médecins et Chirurgiens :—Acte amendant la loi concernant les—, 259.

Association des instituteurs protestants :—Acte d'incorporation, 101. Honoraire remis, 191.

Avis de dépôt de la liste des électeurs :—Acte concernant l'—, 162.

---

CAMERON, DR. ALEXANDER :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Chemins de fer ; Comptes publics ; Ordres permanents, 26 ; Code Municipal, 55 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions, 51.

Nommé Président du comité des chemins de fer, 66. Présente divers rapports de ce comité, 66, 119, 125, 140, 198.

*Interpellation au ministère :*

Acte médical de 1886 :—Le gouvernement va-t-il attirer l'attention du collège des médecins et chirurgiens sur cet acte ? 236.

*Pétition présentée :*

De S. P. Robins, L.L.D. et autres, 77. Lue et reçue, 86.

CARDIN, LOUIS PAUL :—Député pour le comté de RICHELIEU.

*Adresse votée :*

Gouin, Smith et Aikman :—Documents concernant certaines réclamations de—, 377.  
Réponse, 402. (*Document No. 179.*)

*Bills présentés :*

Code Civil :—Acte amendant l'article 2157 du—, 46.

Code Civil :—Acte amendant le Code Civil et le Code de procédure Civile, 150.

Code Civil du Bas-Canada :—Acte amendant le—, 53.

Compagnie d'amélioration de la ligne du St. Laurent :—Acte d'incorporation, 95.

Encanteurs :—Acte amendant la loi relative aux—, 150.

Exécution de certains actes :—Acte pour rendre uniforme l'—, 192.

Protonotaires :—Acte pour donner certains pouvoirs aux—, 192.

Sorel :—Acte constituant en corporation la ville de—, 67.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics ; Industrie, 26 ; Code Municipal, 55.

CARDIN, LOUIS PAUL :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

De l'hon. Louis Tourville et autres, 29. Lue et reçue, 44.

De la corporation de la ville de Sorel, 51. Lue et reçue, 60.

De Jacques D. Guilbault et autres, de St. Pierre, Ste. Anne, et St. Joseph de Sorel, 82.  
Lue et reçue, 86.

De l'Association des dentistes de la province de Québec, trois pétitions, 191. Lues et reçues, 205.

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—Député pour le comté de QUÉBEC.

*Adresses et Ordres votes :*

Asile Belmont :—Rapports faits par le Dr de Martigny sur l'—, 64. Réponse, 166.  
(*Document No. 88.*)

Asile Belmont :—Tableaux indiquant les noms, âges, sexe etc., des patients aux frais du gouvernement, depuis le 24 sept. 1887 dans l'—, 240. Réponse, 270. (*Document No. 131.*)

Asile Belmont :—Nombre total de patients actuels pour lesquels le gouvernement, paie, etc., 63. Réponse, 75. (*Document No. 47.*)

Asile de Beauport :—Correspondance entre le gouvernement et les propriétaires de l'—, du 1er janvier 1887 au 16 janvier 1889, 63. Réponse, 377. (*Document No. 163.*)

Asile de Beauport :—Correspondance entres les propriétaires de l'—, et les membres du Bureau médical, du 1er janvier au 17 janvier 1889, 63.

Chemins à barrières :—Rapports et comptes fournis au gouvernement par les Syndics des—, de la Rive Sud, à Québec, 64.

Commission royale des Asiles,—Correspondance entre la Commission et les propriétaires de l'Asile de Beauport, jusqu'au 16 janvier 1889, 59.

Commission des Asiles :—Comptes fournis en détail au gouvernement par la—, sommes payées à chacun de ses membres etc., 64. Réponse, 194. (*Document No. 110.*)

La Reine vs Charland :—Copie de la plainte ou dénonciation entendue dans cette cause en 1888. 345.

La Reine vs Vallée et Trudel :—Correspondance au sujet du pardon aux témoins assignés dans cette cause, 64. Réponse, 114. (*Document No. 69.*)

Lettres de crédit :—Etat indiquant le nombre, la date etc., des—émises par le gouvernement, du 27 janvier 1887 au 18 mars 1889. 397.

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—*Suite.*

MacKay, John M. :—Copie de l'ordre en Conseil No. 750 du 23 novembre 1888,—au sujet des conventions avec—, 64. Réponse, 88. (*Document No. 53.*)

MacKay :—Copie de la licence accordée au Dr—, 64. Réponse, 97. (*Document No. 63.*)

MacKay :—Correspondance au sujet de l'offre faite par le Dr.—, de prendre des patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes 238.

Lac St. Jean :—Correspondance au sujet de la construction de l'embranchement de St. Gabriel à la rivière aux Pins, 111. Réponse, 335. (*Document No. 145.*)

*Bills présentés :*

Chemins à barrières :—Acte pour diviser la Commission des—, 79.

Picotte, Pierre et *uxor* :—Acte confirmant une vente de terrain à—, 190. (Du Conseil.)

Taché, Louis :—Acte confirmant et ratifiant la vente de certains biens de feu—, 190. (Du Conseil.)

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics ; Législation, 26 ; Privilèges et Elections, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Listes des membres devant faire partie des comités permanents, 25 ; Chemins à barrières, 81 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115. Enquête *in re* L'Electeur, *vs* ex-gouvernement Ross-Taillon, 293.

*Interpellations au ministère :*

Asile Belmont ; Rapports de MM. Durocher et Bourgoin, le 3 juin 1888 et du Dr Vallée, le 9 février 1889 ? 275.

Charbon :—Des soumissions pour le—, pour les bâtisses du Parlement et des départements ont-elles été demandées ? 127. Pour le Palais de Justice de Québec ? 127. Pour le chauffage de la prison de Québec ? 128.

Commission des Asiles :—L'hon. M. Rhodes a-t-il fait un rapport distinct ? 62.

De Martigny :—Le Dr. ou aucun autre inspecteur des asiles, ont-ils, depuis le mois de juin 1888, fait aucun rapport sur l'Asile Belmont ? 275.

Discours sur le budget par l'hon. M. Shehyn, 58, 62.

Durocher et Bourgoin ont fait un rapport sur l'Asile Belmont le 3 juillet 1888 et le Dr Vallée, le 9 février 1889, 275.

Inspecteurs des Asiles et prisons :—Se sont-ils prononcés contre l'envoi dans un même asile des patients souffrant d'aliénation mentale ordinaire et des ivrognes d'habitude ? 275.

Longpré :—A quelle date M.—a-t-il été nommé protonotaire à Montréal ? 163.



CASGRAIN, THOMAS CHASE :—*Suite.*

Noël, Dr M. A :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 62. Pour quel établissement, 74

Palais de Justice, Québec. Les comtés intéressés ont-ils payé ? 90.

Palais de Justice de Québec. Le comté de Québec a-t-il payé une certaine somme pour construction du—, 104.

Soumissions pour combustible pour les bâtisses sous le contrôle du gouvernement, dans quels journaux ont-elles été demandées ? 142.

Terrain des Jésuites :—Le gouvernement a-t-il reçu quelque offre pour l'achat du terrain autrefois occupé par le Collège des Jésuites ? 375.

*Motions :*

Qu'un comité spécial pour étudier la position financière de la Commission des chemins à barrières etc., soit nommé ; Motion adoptée après avoir été amendée, 81.

Qu'il lui soit permis de présenter une pétition de Dame veuve Louis Taché, de Saint-Hyacinthe ; négative, 94.

Pour renvoyer à six mois le rapport du comité général sur le bill pour amender la loi électorale ; négative, 124.

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les asiles des aliénés ; débat ajourné, 285. Débat repris ; motion négative, 294.

Amendement proposé lors du concours dans certaines résolutions rapportées du comité des subsides, 405. Négative, 408.

*Pétitions présentées :*

De J. O. Dion et autres, de Saint-Hyacinthe, 125. Lue et reçue, 133.

De Dame Charlotte Odile Beaudet, veuve de feu Louis Taché, de Saint-Hyacinthe, 125  
Lue et reçue, 133.

CHAMPAGNE, CHARLES L. :—Député pour le comté d'HOCHELAGA.

*Adresses et Ordres votés :*

Chemins à barrières de l'Ile de Montréal :—Correspondance au sujet du chemin Lachine, 379.

Pagnuelo, M. :—Documents, etc., et sommes payées à—, dans la cause La Reine vs. Cornellier et LeBlanc, 378.

Paroisses :—Etat de toutes les paroisses érigées civilement et canoniquement, 104.

St. Louis du Mile End :—Correspondance au sujet d'une allocation demandée par l'Institution des Sourds-Muets de—, 253.

---

CHAMPAGNE, CHARLES L. :—*Suite.*

*Bills présentés :*

Côte St. Antoine :—Acte amendant certains actes concernant le village de—, 79.

Longue-Pointe :—Acte autorisant les Sœurs de la Providence à construire un pont au-dessus de la voie publique, 101.

Mandeville, François :—Acte autorisant la vente de biens substitués en faveur des enfants de—, 102.

Pointe-aux-Trembles :—Acte autorisant le conseil municipal de la—, à prélever certains droits de quaiage, 140.

Fait partie des *Comités* suivants :

Industries, 27 ; Chemins à barrières, 81 ; Bills privés, 126 ; Chemins de fer, 126.

*Interpellations au ministère :*

Sourds-Muets :—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à l'Institution des—, dont les ateliers viennent d'être détruits par le feu ? 376.

Exposition à Montréal :—Est-ce l'intention du gouvernement qu'il y ait une—, dans le cours de l'automne prochain ? 376.

*Motions :*

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la Pointe-aux-Trembles ; négative, 100.

Que les 49e et 69e règles soient suspendues et que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit étendue ; adoptée, 125.

*Pétitions présentées :*

Du Rév. Abel Tremblay et autres, de Emberton, 26. Lue et reçue, 30.

De la corporation du village de la Côte St. Antoine, 51. Lue et reçue, 60.

De la communauté des Sœurs de Charité, Montréal, 59. Lue et reçue, 70.

De MM. Gagnon et Bruchési, 78. Lue et reçue, 86.

Des commissaires d'écoles de Ste. Cunégonde, 99. Lue et reçue, 116.

Du conseil municipal de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, 133. Lue et reçue, 133.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 2. Election maintenue, 3.

**D**AVID, LAURENT OLIVIER :—Député pour MONTREAL-EST.

*Adresses et Ordres votés :*

Code de procédure Civile :—Correspondance relative à la nomination d'une Commission pour la refonte du—, 124.

Dictionnaire généalogique :—Correspondance et requêtes de MM. Eusèbe Sénécal & fils, relativement au— de l'abbé Tanguay, 111. Réponse, 213. (*Document No. 118.*)

Frères des Ecoles Chrétiennes :—Requête des citoyens de Montréal, demandant une subvention pour les—, 111. Réponse, 213. (*Document No. 119.*)

Montréal, Cité de :—Correspondance relative à une requête de l'association St. Jean-Baptiste, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de—, 253.

Montréal, Cité de :—Correspondance relative au projet de faire coïncider une grande exposition universelle à Montréal en 1892, avec le 400<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique et le 250<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Montréal, 276.

*Bills présentés :*

Acte électoral :—Relativement aux manœuvres frauduleuses, 86.

Code de procédure :—Amendant le— relativement aux matières sommaires, 145.

Cours Supérieure et de Circuit :—Pour donner juridiction concurrente à certaines Cours des districts de Terrebonne et Joliette, 233.

Institut des Frères de St. Gabriel :—Acte d'incorporation, 71.

Laval :—Acte concernant le transfert du chef-lieu, 71.

LeCavalier, A. E. :—Acte pour l'admettre à la pratique de la médecine, 71.

Notre-Dame des Neiges :—Acte constituant en corporation la ville de—, 71.

Société de bienfaisance :—Pour rendre insaisissable les bénéfices des—, 86.

Ste. Cunégonde :—Acte pour donner de nouveaux pouvoirs à la ville de—, 71.

St. Louis de Montréal :—Acte concernant l'érection civile de la paroisse de—, 71.

Ventes de meubles et d'immeubles dans Montréal :—Pour ratifier la—, par autorité de Justice, 87.

*Fait partie des Comités suivants :*

Bills privés ; Législation, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Chemins à barrières, 81 ; Enquête L'Electeur *vs.* Ross-Taillon, 293.

Nommé Président du comité d'enquête *in re* L'Electeur *vs.* Ross-Taillon, 300. Présente le 1<sup>er</sup> rapport, 300. Second rapport, adopté, 347. Troisième rapport, 360.

DAVID, LAURENT OLIVIER :—*Suite.*

*Interpellation au ministère :*

Code de procédure Civile :—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une commission pour refondre le—? 271.

*Motions :*

Que le 7<sup>e</sup> rapport du comité des bills privés ne soit pas reçu, quant au bill concernant l'érection civile de la paroisse de St. Louis de Montréal ; adoptée, 125.

Sous-amendement à la motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender la loi électorale ; débat ajourné, 156. Débat repris, sous-amendement adopté, 167.

Propose que la Chambre concoure dans le second rapport du comité spécial sur l'enquête, L'Electeur *vs.* Ross-Taillon ; adopté, 347.

Propose que le comité d'enquête Ross-Taillon ayant ordonné à M. Pacaud de répondre à certaines questions à lui posées, cette Chambre maintienne la décision du comité, 347. Amendement de M. Robidoux, 347. Débat ajourné, 348. Débat repris, 350. Amendement adopté, 350. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 351.

Propose que le 3<sup>e</sup> rapport du comité d'enquête *in re* L'Electeur soit adopté ; amendement de l'hon. M. Turcotte, 361. Adopté, 363. Sous-amendement de l'hon. M. Taillon et de M. LeBlanc, négatifs, 362. Motion, ainsi amendée, adoptée, 364.

*Pétition présentée :*

DeRoüer Roy et autres, exécuteurs testamentaires de feu l'hon. Jean Louis Beaudry, 26. Lue et reçue, 30.

**D**ECHENE, FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—Député pour le comté de L'ISLET.

*Bills présentés :*

Cession de biens :—Acte relatif à la—, 173.

Chemins de fer :—Amendant l'acte des—, et spécialement l'article 5170, 206.

Compagnie du Chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et Gaspé, 102.

Cour du Recorder de Québec :—Pour amender et refondre les lois relatives à la—, 87.

Cour du Recorder de Québec :—Pour amender 24 Vict., ch. 26, 375.

Cours civiles du district de Québec :—Pour leur donner juridiction concurrente, 174.

Inspecteur des Sociétés de construction :—Concernant la nomination d'un—, 145.

Murphy, Fergus :—Acte pour l'admettre au barreau, 68.

Résidence des Juges :—Acte relatif à la—, 341.

DECHENE, FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Bills privés ; Chemins de fer, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

Présente le 3e rapport du comité des ordres permanents, 52.

Présente le 5e rapport du comité des chemins de fer, 133.

*Interpellations au ministère :*

Bélanger, M. P. R. A. Arpenteur, de l'Islet :—A-t-il été employé par le gouvernement, depuis le mois d'octobre 1879, jusqu'au 27 janvier 1887 ? Quelle somme a-t-il reçu du gouvernement, à quelque titre que ce soit, depuis le 27 janvier 1887 ? 207.

Roy :—Sur quelle recommandation M. Cyrias Roy, a-t-il été nommé avocat du percepteur du revenu du district de Montmagny ? 310.

St. Jean, Isle d'Orléans :—Par quelles personnes et à quelle date ont été faites les démarches pour le règlement du fonds d'emprunt municipal pour la paroisse de— ? 323.

*Motions :*

Que la 4e section de la 57e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill relatif à Joseph Désy, 111. Sous-amendement proposé à la motion de M. Duplessis, pour un ordre de la Chambre demandant certains détails des dépenses relatives à la Conférence inter-provinciale ; adopté, 179.

Amendement proposé, à la motion de M. Bernatchez, portant,—Que la Chambre concoure dans certaine partie du rapport (mis devant la Chambre le 10 juillet 1888), du comité d'agriculture et relatif au rapport de la Commission agricole ; débat ajourné, 204.

Que le bill pour amender l'acte des chemins de fer et spécialement l'article 5170, soit remplacé sur les ordres du jour : adoptée, 334.

Amendement proposé à la motion de M. Pilon, que la Chambre concoure dans le second rapport du comité spécial sur les chemins à barrières ; adopté, 378.

*Ordres de la Chambre :*

Instruction Publique, Montréal :—Correspondance au sujet de la perception, et de la distribution des argents fournis par le gouvernement ou prélevés en vertu de la loi de l'Instruction Publique, 398. Réponse, 398. (*Document No. 175.*)

L'Islet :—Correspondance au sujet d'une demande d'allocation par la Société d'Horticulture du comté de—, 372.

DECHENE, FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—*Snite.*

*Pétitions présentées :*

De Félix Serre, de Montréal, étudiant en médecine, 36. Lue et reçue, 52.

De Fergus Murphy, de Québec, étudiant en droit, 43. Lue et reçue, 59.

De A. P. Carrier et autres, 59. Lue et reçue, 70.

DE GROSBOIS, TANCRÈDE BOUCHER :—Député pour le comté de SHEFFORD.

*Adresses et Ordres votés :*

Durham :—Etat des argents octroyés et dépensés, de 1879 à 1886, pour colonisation dans —, 36. Réponse, 56. (*Document No. 40*)

Girard J. B. :—Documents concernant la nomination de— comme conseiller municipal du village de *Roxton Falls*, 35. Réponse, 208. (*Document No. 116.*)

Shefford :—Etat des argents octroyés et dépensés pour fins de colonisation dans le comté de—, de 1880 à 1886, 36. Réponse, 56. (*Document No. 39.*)

Stanbridge,—Correspondance concernant le règlement de la somme due au fonds d'emprunt municipal par le canton de—, 36.

Ste Christine :—Documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de—, 47. Réponse, 109. (*Document No. 68a.*) Réponse supplémentaire, 127. (*Document No. 68b.*)

*Bills présentés :*

Association du téléphone de Sherbrooke, amendant sa charte, 71. Honoraire remis, 239.

Code Municipal :—Amendant l'article 203 du—, 45.

Code Municipal :—Amendant l'article 1042 du—, 46.

Cotton, William S, pour être reçu dentiste, 67. Honoraire remis, 345.

Dentistes :—Amendant la loi des—, 109.

Désy, Joseph :—Pour être reçu médecin, 61. Honoraire remis, 345.

Graham, Alexandre A, pour être reçu dentiste, 67. Honoraire remis, 345.

Lemieux, Jos. Ed. Gustave :—Pour être admis à l'étude de l'art dentaire, 71.

Sherbrooke :—Amendant la charte de la cité de—, 79.

Second Advent Church of the Province de Québec :—Acte d'incorporation, 96. Honoraire remis, 208.

DEGROSBOIS, TANCRÈDE BOUCHER :—*Suite.*

St. Ignace et Notre-Dame de Stanbridge :—Pour ériger en municipalités distinctes les paroisses de—, 70. Honoraire remis, 310.

Stanbridge Station :—Pour ériger en municipalité séparée, 96.

Traverse régulière entre Québec et Lévis :—Pour assurer une—, 79.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Bills privés ; Chemins de fer, 26 ; Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23. Traverse entre Québec et Lévis, 115.

*Interpellations au ministère :*

Code Municipal :—A-t-il été distribué en anglais dans Shefford ? 35.

Inspecteur de fromage.—Est-ce l'intention du gouvernement d'en nommer un pour Brome, Missisquoi & Shefford ? 35.

*Motions :*

Seconde l'adresse en réponse au discours du Trône, 21.

Que la 4e section de la 57e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill relatif à *Graham* et *Cotton* ; adoptée, 187.

*Pétitions présentées :*

De Hubert Ferland et autres, de St. Ignace et N. D. de Stanbridge, 26. Lue et reçue, 30.

De Rév. Aubert Hamelin et autres, de Hereford, 26. Lue et reçue, 30.

De Jean Bouffard et autres, de Stanbridge, 26. Lue et reçue, 30.

De Chas. King et autres, de Sherbrooke, 29. Lue et reçue, 44.

De Jos. Ed. Gustave Lemieux, de Québec, 29. Lue et reçue, 44.

De Joseph Désy, Docteur en médecine, de St. Cuthbert, 29. Lue et reçue, 44.

De Alexander A. Graham, de Granby, 29. Lue et reçue, 44.

De William S. Cotton, de Cowansville, 29. Lue et reçue, 44.

De P. P. Fowler et autres, de North Ely, 29. Lue et reçue, 44.

De Wm. Jamieson et autres “ “ 29. Lue et reçue, 44.

De Richard Hodgeson “ “ 29. Lue et reçue, 44.

---

DEGROSBOIS, TANCRÈDE BOUCHER :—*Suite.*

Du Révérend N. C. Hurlbut et autres, 65. Lue et reçue, 78.

De The Sherbrooke Telephone Association, 36. Lue et reçue, 52.

**D**ESCHÈNES, GEORGES HONORÉ :—Député pour le comté de TÉMISCOUATA.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer ; Ordres permanents, 26 ; Code Municipal, 55.

*Interpellation au ministère :*

Grains de semence :—Aide pour—, 89.

**D**ESJARDINS, LOUIS GEORGES :—Député pour le comté de MONTMORENCY.

*Adresses et Ordres votés :*

Château Richer :—Copie des requêtes demandant de l'aide pour macadamiser le chemin à l'Est du terminus actuel du chemin macadamisé, à—, 210.

Conversion de la dette :—Correspondance concernant le rachat des débentures provinciales et la—, 137. Réponse, 142. (*Document No. 83.*)

Emprunt :—Etat des sommes payées à même l'emprunt autorisé par la 52 Vict., ch. 2, 136.

Fonds d'emprunt municipal :—Documents relatifs au règlement de la somme due par St. Jean, Isle d'Orléans, 329. Réponse, 380. (*Document No. 167.*)

Recettes et dépenses :—Etat des—de la Province, du 1er juillet 1888 au 1er juillet 1889, 35.

Recettes et paiements :—Etat des—de la Province. du 1er juillet 1888 au 11 mars 1889, etc., 328.

Subventions aux chemins de fer :—Montant restant à payer, le 1er février 1888, pour les subventions en argent,—balance des subventions en terre,—balance de la subvention à 35c. l'acre lorsque les terres ont été vendues ou payées, 136. Réponse, 167. (*Document No. 91.*)

Fait partie des *Comités* suivants :

Chemins de fer :—Comptes publics, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Chemins à barrières, 81 ; Agriculture, 126 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115 ; Enquête l'Electeur vs. Ross-Taillon, 293.

Documents relatifs à son élection contestée ; pétition d'élection renvoyée et élection maintenue, 165.



DESJARDINS, LOUIS GEORGES :—*Suite.*

*Interpellations au ministère :*

Arrérages de taxes sur corporations commerciales :—Combien le gouvernement a-t-il reçu depuis le 1er juillet 1888 pour— ? 154.

Asile des aliénés protestants, Montréal :—La somme de \$100,000 payée pour l'—, en 1887-88 a-t-elle été donnée ou prêtée ? 327.

Cens électoral :—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre un projet de loi pour étendre le— ? 121.

Compagnies de chemins de fer subventionnées :—Quels montants ont été payés depuis le 1er juillet 1888 aux— ? 154.

Coupes de bois :—Quel est le montant reçu pour les—vendues à l'enchère le 17 octobre 1888 ? 141.

Dépôts de certaines Compagnies de chemins de fer :—Quelle somme le gouvernement aura-t-il à leur payer pour intérêts sur montant déposé ? 277. Dans quelles banques ont été placés ces dépôts ? 278.

Dépôts faits par certaines Compagnies de chemins de fer :—A quelles dates l'ont-ils été etc ? 236.

Fonds d'emprunt municipal :—Quelles sont les municipalités qui ont payé la somme de \$79,996.32, reçue du 1er juillet au 31 décembre 1888 ? 236.

Montmorency :—Quelle somme a été payée, depuis le 1er juillet 1887 et comment a-t-elle été distribuée, aux différentes municipalités du comté de— ? 322.

Palais de Justice, Québec :—Est-ce l'intention du gouvernement de charger le Trésor de la Province de l'amortissement et de l'intérêt annuel des débentures ? 278.

Subventions aux chemins de fer :—Quel montant a été payé relatif aux— ? 129.

Subventions aux chemins de fer :—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder, à cette Session, de nouvelles— ? 136.

*Motions :*

Amendement à la motion des subsides ; négativé, 262.

Autre amendement pour le même objet ; négativé, 313.

Lors du débat sur la motion de l'hon. M. *Mercier*, pour qu'à compter du 18 mars inclusive-ment jusqu'à la fin de la Session, il y ait 3 séances par jour,—M. *Desjardins* propose,—que la Chambre s'ajourne maintenant. Et objection étant faite par l'hon. M. *Gagnon*, M. l'Orateur décide que M. *Desjardins* ne peut soumettre cette motion d'ajournement, attendu qu'il a déjà pris la parole sur la question maintenant devant la Chambre, 367.

**D**UHAMEL, HON. GEORGE :—Député pour le comté d'IBERVILLE.

*Bills présentés :*

Arpenteurs et arpentages :—Amendant la loi relative aux—, 126.

Chasse :—Acte amendant la loi de la—, 126.

Mines :—Pour amender et refondre la loi des—, 30.

Pêcheries provinciales :—Acte concernant les—, 83.

Protection des bois contre le feu :—Acte concernant la—, 30.

Terres publiques :—Amendant les lois relatives aux—, 30.

*Fait partie des Comités suivants :*

Bills privés ; 26 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions, 51 ; Liste des membres devant composer les comités permanents, 25.

Commissaire pour Economie interne de la Chambre, 36.

*Divers :*

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 82

*Met devant la Chambre le document suivant :*

Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne. (*Document No. 4*), 88.

*Motions :*

Pour que la Chambre se forme en comité sur certaines résolutions relatives à la protection des bois contre le feu, 76, 83. Que le bill basé sur ces résolutions soit lu la troisième fois ; adoptée, 97, accompagnant le bill concernant la loi des mines, 93

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill autorisant le Barreau à admettre L. P. Robitaille au nombre de ses membres ; adoptée, 209.

*Pétition présentée :*

De Julien Campbell et autres, 70. Lue et reçue, 82.

**D**UMAIS, SÉVÉRIN :—Député pour les comtés de CHICOUTIMI et SAGUENAY.

*Bills présentés :*

Chicoutimi :—Pour détacher certaines parties de ce comté de la division No. 1 et les annexer à la division No. 2, 189.

Statuts Refondus de la province de Québec :—Pour amender l'article 1618 des—, 189.

DUMAIS, SÉVÉRIN :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Chemins de fer ; Bills privés, 45.

*Pétitions présentées :*

De A. Gravel et autres, de Bagotville, 65. Lue et reçue, 78.

Du Rév. H. Cimon et autres, du S Cœur de Marie et St Henri, etc., 82. Lue et reçue, 86.

**D**UPLESSIS, LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—Député pour le comté de SAINT-MAURICE.

*Adresses et Ordres votés :*

Béland et Martineau :—Comptes de MM.—, marchands de bois pour les frais de l'exposition provinciale de 1887, 397.

Bois pour exposition provinciale :—Compte pour achat de—, en septembre 1887, 397

Dessureault Hubert :—Correspondance etc., dans l'affaire de—et Godfroy, Lasalle, 143  
Réponse, 192. (*Document No. 107.*)

Ross Brothers :—Correspondance au sujet d'une somme de \$600, portée à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payée à MM. Ross Brothers dans la cause Holland, 273.

*Bill présenté :*

Bill amendant l'article 844 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1888, 162.

Fait partie des *Comités* suivants :

Ordres permanents ; Comptes publics ; Bills privés ; Législation et Lois expirantes, 26 ; Chemins de fer, 126.

*Interpellations au ministère :*

Chevalier, M. Joseph, des Trois-Rivières :—A-t-il quelque'emploi du gouvernement ? 141.

Compagnie du chemin de fer du St. Laurent et Nord-Ouest :—Combien de paiements a-t-elle reçu pour exploration ? 155.

Dumont, M. J. B. O. :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 188.

Dumont, M. Onésime, des Trois-Rivières :—A-t-il quelque'emploi du gouvernement ? 141.

Exposition régionale, Trois-Rivières :—Entre les mains de quelles personnes a été remise la somme de \$1,000 payée pour— ? 199.

---

DUPLESSIS, LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—*Suite.*

Ferron, M. Charles, des Trois-Rivières :—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 141.

Gervais, M. A. E., avocat des Trois-Rivières :—Combien a-t-il reçu comme avocat du percepteur du revenu ? 237.

Hamel, M. Sévère :—A-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 189

Langelier, M. J. C. :—Mentionné dans le compte de la commission des asiles comme ayant reçu \$360.00, est-il le même M. Langelier qui est déjà employé par le gouvernement comme assistant registraire de la province ?

LaSalle, M. Godfroy, des Trois-Rivières :—A-t-il reçu, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, des argents, en sus des émoluments attachés à sa charge ? 271.

Legendre, C. J. O., huissier, des Trois-Rivières :—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 155.

Masson, M. Moïse—, des Trois-Rivières, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 189.

Pagé, Mr. Charles—, des Trois-Rivières, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 188.

Palais de Justice, Trois-Rivières :—Quel est le dépositaire des vieux meubles du— ? 155.

Pelletier, L'honorable L. P.— et M. Guillaume Amyot, avocats, de Québec, ont-ils eu, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, quelque emploi du gouvernement ? 272.

Pelletier, M. Napoléon—, des Trois-Pistoles, a-t-il quelque emploi du gouvernement ? 272.

Pelletier, M. Ths. Philippe—, des Trois-Pistoles, a-t-il reçu quelques argents du gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 ? 272.

Polette, Juge :—Quel montant a-t-il ou devra-t-il être payé pour la bibliothèque de l'honorable— ? 189.

Robitaille, M. Georges—, des Trois-Rivières, a-t-il quelque emploi du gouvernement ? 141.

Thibault, M. Cyprien—, des Trois-Rivières, a-t-il quelque emploi du gouvernement ? 141.

Veillette, M. Casimir, des Trois-Rivières, a-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 189.

*Motions :*

Conférence inter-provinciale :—Motion pour un état donnant certains détails relatifs à la—, amendement de l'hon. M. *Mercier* ; Débat, ajourné, 177 ; Débat repris ; sous-amendement de M. *Dechene* (L'Islet) adopté ; motion principale amendée, 178.

DUPLESSIS, LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—*Suite.*

Sous amendement proposé à l'amendement de l'hon. M. *Pelletier* pour renvoyer de nouveau à un comité général certaine résolution relative à l'entretien des aliénés ; négativé, 295.

Sous-amendement à l'amendement de M. *Casgrain* proposé lors du concours dans certaines résolutions rapportées du comité des subsides ; négativé, 408.

**F**AUCHER DE SAINT-MAURICE, NARCISSE HENRI EDOUARD :—Député pour le comté de BELLECHASSE :

*Adresses et Ordres votés :*

Agriculture :—Correspondance concernant le projet de rendre l'enseignement de l'agriculture partie intégrante de l'instruction donné dans les écoles élémentaires, 91. Réponse, 269. (*Document No. 129.*)

Beaumont :—Documents se rapportant au macadamisage du chemin de—, 75. Réponse, 142. (*Document No. 81.*)

Bellechasse :—Correspondance au sujet des argents de colonisation dépensés, depuis la dernière Session, dans le comté de—, 28. Réponse, 60. (*Document No. 43.*)

Bellechasse :—Correspondance au sujet des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de—, 378. Réponse, 393. (*Document No. 94.*)

Bellechasse :—Résolution du 12 décembre 1888, du conseil municipal du comté de—, demandant que les argents de colonisation pour le comté soient employés à acheter des grains de semence, 104. Réponse, 146. (*Document No. 84.*)

Biens des Jésuites :—Copie du rapport du Surintendant du domaine de la Couronne se rattachant à la question du terrain des Jésuites ou l'on se propose d'ériger le futur Hotel-de-Ville, 253. Réponse, 404. (*Document No. 180.*)

Distillation du bois :—Correspondance à propos des renseignements donnés par M Burcey, à propos de la—, 328. Réponse, 364. (*Document No. 162.*)

Exploration dans les comtés du sud :—Etat des sommes dépensées en rapport avec l'—, 28. Réponse, 87. (*Document No. 54.*)

Fraudes contre les cultivateurs :—Correspondance à propos de certains actes frauduleux pratiqués contre les cultivateurs, 208.

Hygiène et gymnastique dans les écoles :—Correspondance sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires, 346.

Nantel, J. P. :—Correspondance recommandant que le traitement de—, inspecteur d'école, soit augmenté, 47. Réponse, 135. (*Document No. 73.*)

---

**FAUCHER DE SAINT-MAURICE, NARCISS HENRI EDOUARD :—*Suite.***

Palais de la Législature, Québec :—Correspondance au sujet de l'embellissement du—, 190. Réponse, 208. (*Document No. 115.*)

Québec Oriental :—Documents etc., pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer de—, 28.

Service Civil :—Etat détaillé des membres du—, qui ont bénéficié de la loi de 1876, 238.

Société littéraire et historique de Québec :—Correspondance à propos de la remise de certains documents, 47. Réponse, 80. (*Document No. 48.*)

St. Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos d'une allocation à être donnée au couvent de—, 91.

St. Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos d'une allocation à être donnée au collège de—, 241.

Suède :—Correspondance priant le gouvernement d'attirer l'attention des cultivateurs sur une importante industrie qui existe en Suède, et qui consiste à extraire différentes substances des déchets de bois, 123. Réponse, 142. (*Document No. 82.*)

*Bills présentés :*

Couture, Marie Geneviève, dite Lamonde :—Acte autorisant la vente de biens substitués en vertu du testament de—, 67.

Contribution aux travaux des chemins :—Amendant l'article 821 du Code Municipal relatif à la—, 87.

Chemins à barrières :—Pour amender la loi concernant les—, 397

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Bills privés, 45 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions , 51 ; Chemins à barrières, 81. Industries, 126.

*Interpellations au ministère :*

Acadiens, expulsion des—, 61.

Archives françaises dans les greffes des Palais de Justice, 61.

Beaumont, chemin de :—Est-ce l'intention du gouvernement d'inscrire une somme au budget supplémentaire pour macadamiser le chemin de— ? 323.

Butterworth :—Quelle position entend prendre le gouvernement au sujet des résolutions de M.—, de l'Ohio, concernant l'union du Canada avec les Etats-Unis ? 122.

Chemins à barrières :—Est-ce l'intention de M. Pilon de proposer l'adoption du second rapport du comité spécial chargé d'étudier la position financière des— ? 376.

FAUCHER DE SAINT-AURICE, NARCISSE HENRI EDOUARD :—*Suite.*

Classification des employés :—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre cette loi à exécution ? 202.

Congrès International d'aliénistes :—Le gouvernement est-il informé qu'il doit se tenir cette année à Paris, un— ? 309.

Déboisement et climatologie :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire étudier la question de l'influence du déboisement sur la climatologie de la province ? 236.

Délibérations du Conseil Souverain de 1624 à 1663, 61.

Desfossés, M. Arthur :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer parmi les cultivateurs la lettre de—, au sujet de la vigne sauvage du Canada ? 323.

Écoles, combien dans la Province ? 89.

Employés du Service Civil :—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer, comme compensation de la loi défranchissant le Service Civil, l'immovibilité des employés et l'exemption de toutes taxes quelconques ? 252.

Expropriation des propriétés avoisinant le Palais de la Législature, 28.

Faribault, M. :—Collections recueillies par—, 61.

Faucher de Saint-Maurice :—Quand le gouvernement a-t-il l'intention de déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance échangée dernièrement entre M.— député de Bellechasse et l'hon. M. Rhodes, ministre de l'agriculture ? 387.

Fer magnétique :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire étudier les ressources que pourrait donner l'exploitation du—, dans la Province ? 252.

Jardin botanique :—Est-ce l'intention du gouvernement de créer un—, sur le terrain qui entoure le Palais Législatif ? 323.

Journaux de la Chambre :—Liste alphabétique des députés, 128.

Labelle :—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer aux membres et de donner en prix dans les écoles, l'ouvrage intitulé " Cinq mois en Europe ou Voyage du curé Labelle en France. " ? 344.

Lacroix et Toussaint :—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une subvention à MM.— ? 308.

LeBourdais :—Le gouvernement a-t-il l'intention de s'occuper des deux frères— ? 154.

Liste alphabétique des députés etc., 128.

Manuscrits du maréchal de Lévis :—Où en est rendue la copie ? 252.

Pêche :—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger les locataires des rivières à sau-mons ou autres rivières louées pour la pêche de faire rapport ? 278.

---

**FAUCHER DE SAINT-MAURICE, NARCISSE HENRI EDOUARD :—*Suite.***

Prisonniers militaires dans la Province, 56.

Registres de la Prévôté, 61.

Registres de l'Etat Civil sous la Domination Française, 62.

Sainte-Anne de Ristigouche :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire une copie des vieux registres de— ? 309.

Saint-Petersbourg, Documents historiques à la bibliothèque de—, 61.

Société Royale d'Agriculture d'Angleterre :—Le gouvernement entend-il prendre part à l'exposition agricole que doit tenir cette année la— ? 327.

Vigne Sauvage :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer parmi les cultivateurs, la lettre de M. Arthur Desfossés, au sujet de la vigne sauvage du Canada ? 323.

*Motion :*

Que l'honoraire payé sur le bill autorisant la vente des biens substitués en vertu du testament de Marie Genviève Couture dit Lamonde soit remis ; motion négative.  
401. Que la moitié de l'honoraire payé sur ce bill soit remise ; motion adoptée, 417,

**F**LYNN, HON. EDMUND JAMES :—Député pour le comté de GASPÉ.

*Adresses et Ordres votés :*

Baie des Chaleurs :—Correspondance au sujet de la construction du chemin de fer de la—, depuis Paspébiac jusqu'au Bassin de Gaspé, 48. Réponse, 88. (*Document No. 57.*)

Bois pour travaux publics :—Copie des règlements concernant la permission de couper sur les terres de la Couronne le bois nécessaire pour—, 74. Réponse, 194. (*Document No. 111.*)

Cadastre des Isles de la Magdeleine :—Rapport d'inspection du—, 75. Réponse, 167. (*Document No. 90.*)

Cascapédiac à Gaspé :—Correspondance au sujet de l'item 110 du budget de 1889-90 pour la grande route de—, 274.

Chemins de fer, Manitoba :—Copie du jugement ou décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des—, 81. Réponse 174. (*Document No. 89b.*)

Chemin maritime de la Rive Sud :—Copie des rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le—, depuis un an, 75. Réponse, 142. (*Document No. 80.*)

Compagnies de chemins de fer :—Ordres en Conseil depuis le 12 juillet, 1888, autorisant le paiement des subsides à toutes—, 106. Réponse, 135. (*Document No. 79.*)



---

FLYNN, HON. EDMUND JAMES :—*Suite.*

Douglastown :—Documents au sujet de l'élection ou nomination des conseillers municipaux pour—, 273.

Garde forestier, Gaspé,—Correspondance ou sujet de la nomination d'un—, 274. Réponse, 402. (*Document No. 176.*)

Gauvreau, Petrus :—Correspondance au sujet de la confection des cadastres de Malbaie, Douglas et York par—, 48. Réponse, 166. (*Document No. 87.*)

Grains de semence :—Copie de toute requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide sous forme de grains de semence, 239.

Isles de la Magdeleine,—Correspondance entre le gouvernement et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tout sujet se rapportant aux—, 274.

Lac St. Jean :—Correspondance au sujet du droit de pêcher dans les eaux du—, 48 Réponse, 187. (*Document No. 101.*)

Lebel, C. A. :—Copie des instructions données à—, au sujet des Isles de la Magdeleine 75. Réponse, 102. (*Document No. 67.*)

Lockwood, W. P.—Rapports et ordres en Conseil au sujet de la réclamation de—, 239 Réponse, 269. (*Document No. 128a.*) Réponse supplémentaire. (*Document No. 128b.*) 276.

Mines dans Gaspé :—Etat des personnes qui, depuis le 1er février 1887, ont produit des demandes de locations minières, 239. Réponse, 312. (*Document No. 139.*)

Nashua :—Documents au sujet de la représentation de la Province en 1888 à—Atlanta, Chicago, &c., 284. Réponse 351. (*Document No. 158.*)

Percé et New-Carlisle :—Au sujet des travaux à faire au Palais de Justice et prison de— 48. Réponse, 176. (*Document No. 96.*)

Poisson :—Etat concernant le poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les rivières louées par le gouvernement; 123. Réponse, 192. (*Document No. 106.*)

Ponts en fer :—Correspondance, depuis le 21 mai 1888, au sujet de la demande d'aide pour la construction de—, 48. Réponse, 102. (*Document No. 65a.*) Réponse supplémentaire, 280. (*Document No. 65b.*)

Québec, M. O. & O :—Etat des sommes payées à même l'item, 244 et 245 du budget de 1888-1889, en rapport avec le chemin de fer—, 239. Réponse, 331. (*Document No. 142.*)

Québec, M. O. & O :—Etat détaillé des items de dépenses pour le—, mentionnées à la page 11 des recettes et paiements de la Province, du 1er juillet au 31 décembre 1888, 210. Réponse, 360. (*Document No. 161.*)

Statistiques des naissances, mariages et décès :—Correspondance entre Son Eminence le Cardinal Taschereau et le gouvernement, au sujet du projet de loi de la dernière Session concernant la compilation des—, 239.

FLYNN, HON. EDMUND JAMES :—*Suite.*

Tarifs des Cours des Magistrats de district :—Copie de tous les arrêtés en Conseil, au sujet de ou des—, 143. Réponse, 167. (*Document No. 92.*)

Terres publiques :—Copie de tous ordres en Conseil, adoptés depuis deux ans, au sujet de la question de l'octroi gratuit des—, 238.

*Bills présentés :*

Bill amendant les articles 1745, 5917 et 5818 des Statuts Refondus de la province de Québec, 46.

Bill pour amender l'article 2047 des Statuts Refondus de la province de Québec. 150.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics ; Législation et Lois expirantes ; Privilèges et Elections, 26. Listes des membres devant composer les comités permanents, 25 ; Impressions, 51 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

*Interpellations au ministère :*

Cadastre de Malbaie Douglas et York par M. Petrus Gauvreau, 74.

Cap Chatte :—Est-ce l'intention du gouvernement d'aider à la construction d'un pont en fer au— ? 309.

Grains de Semence :—Est-ce l'intention du gouvernement de demander, durant cette Session, un crédit ou vote spécial pour l'achat de—ou d'accorder ces secours à même l'octroi de la colonisation ? 237.

Lindsay, M. Robert :—de Douglstown, a-t-il été nommé à quelque position sous le gouvernement ? 273.

Ponts en fer :—Octrois pour construction de—, 57.

Ponts en fer :—Projet de loi pour construction de—, 58.

Statuts Refondus de la Province :—Ont-ils été distribués aux juges de paix ? 207.

*Divers :*

Déclaration en rapport avec l'accusation porté par l'Electeur du 9 mars, contre l'ex-gouvernement Ross-Taillon, 384.

*Motion :*

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la *Peninsule et de Gaspé* ; négativée, 152.

*Pétition présentée :*

De Abraham Coffin et autres, du comté de Gaspé, 125. Lue et reçue, 133.

**F**OREST, LUDGER :—Député pour le comté de L'ASSOMPTION.

Fait partie du *Comité* suivant :

Agriculture, 27.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 6. Election annulée, 7.

Réélu le 27 décembre 1888 ; certificat de son élection, 14.

**G**AGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—Député pour le comté de KAMOURASKA.

ADRESSES ET ORDRES :—Présente à la Chambre les réponses suivantes :

*Acton* :—Copie de tous les documents relatifs à la dette du canton d'Acton, au fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada, etc. (*Document No. 149*), 341.

*Agriculture* :—Correspondance concernant le projet de rendre l'enseignement de l'agriculture partie intégrante de l'instruction donnée dans les écoles élémentaires. (*Document No. 129*), 91, 269.

*Amendes et pénalités* :—Etat détaillé des amendes et pénalités reçues par le Trésor, des différents greffiers de la Paix, pour chacun des districts de la Province, pendant les cinq dernières années. (*Document No. 173*), 345, 388.

*Arpenteurs* :—Etat donnant les noms, prénoms et domicile, montant payé à chacun des arpenteurs auxquels ont été confiés des ouvrages d'arpentage dans la Province depuis le 1er février 1887, jusqu'à ce jour. (*Document No. 134*), 38, 275.

*Arrérages dûs au gouvernement* :—Copie de tout ordre en Conseil ou instructions données, depuis le 12 juillet 1888, par le département des Terres de la Couronne, accordant des remises sur les arrérages dûs au gouvernement par les personnes endettées envers la Couronne. (*Document No. 105*), 92, 192.

*Asile Belmont* :—Nombre total des patients actuels pour lesquels le gouvernement paie à l'Asile Belmont ; nombre des patients internés pour cause d'ivrognerie et pour lesquels le gouvernement paie. (*Document No. 47*), 63, 75.

*Asile Belmont* :—Copie de tous rapports faits par le Dr de Martigny, ou autres inspecteurs des prisons, etc., sur l'Asile de Belmont, depuis le 1er janvier 1887, jusqu'à ce jour inclusivement, 18 janvier 1889. (*Document No. 88*), 64, 166.

*Asile Belmont* :—Tableaux indiquant les noms, âge, sexe des patients aux frais du gouvernement dans l'—, depuis le 24 septembre 1887. (*Document No. 131*), 240, 270.

*Asile de Beauport* :—Correspondance entre le gouvernement et les propriétaires de l'—, du 1er janvier 1887 au 16 janvier 1889. (*Document No 163*), 63, 377.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Asile de la Longue Pointe* :—Copie du contrat passé entre le gouvernement de cette Province et les propriétaires de l'Asile de la Longue Pointe, le 20 juillet 1875. (*Document No. 49*), 81, 84.

*Atkinson, Henry* :—Copie de la correspondance à propos de la réclamation de Henry Atkinson, au sujet de certains lots de terre dans Metgermette-Nord. (*Document No. 102*), 91, 187.

*Baie des Chaleurs* :—Correspondance depuis le 12 juillet dernier, entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, au sujet de la construction de ce chemin depuis Paspébiac jusqu'au bassin de Gaspé, ou depuis ce dernier endroit jusqu'à un point quelconque sur l'Intercolonial. (*Document No. 57*), 48, 88.

*Barachois* :—Correspondance entre la municipalité de St. Pierre de la Malbaie No. 1, et le gouvernement, etc., au sujet de la construction d'un pont sur la rivière dite "Barachois". (*Document No. 86*), 166.

*Bâtisses de l'Exposition, Montréal* :—Etat détaillé des sommes dépensées par le gouvernement sur le terrain et les bâtisses de l'exposition à Montréal, avec mention des travaux faits et ceux restant à faire. (*Document No. 62*), 58, 96.

*Beauce, Barreau du district de* :—Correspondance au sujet du remboursement des droits payés aux officiers de Justice en vertu de l'acte 43-44 Vict., chap. 9 s. 9. (*Document No. 109*), 163, 193.

*Beauharnois* :—Requêtes et mémoire, au sujet d'une demande d'argent, de la Société d'agriculture du comté de Beauharnois, aux fins de l'aider à reconstruire les bâtisses et dépendances érigées sur son terrain d'exposition et enlevées par l'ouragan du mois de juin dernier. (*Document No. 122*), 208, 238.

*Beaumont, macadamisage du chemin de* :—Correspondance, etc., documents se rapportant au macadamisage du chemin de Beaumont, comté de Bellechasse. (*Document No. 81*), 75, 142.

*Beausoleil, M. Evangeliste* :—Documents se rattachant à la vente par le gouvernement à —, des lots 16 et 17 du 13<sup>e</sup> rang de Brandon. (*Document No. 20*), 20. *Impression ordonnée*, 171.

*Bellechasse* :—Correspondance au sujet des argents de colonisation dépensés, depuis la dernière Session, dans le comté de—. (*Document No. 43*), 28, 60.

*Bellechasse* :—Correspondance à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse. (*Document No. 94*), 378, 393.

*Bellechasse* :—Copie d'une résolution du Conseil Municipal du comté de Bellechasse, tenue à Saint-Michel, le 12 décembre 1888, concluant à ce que le gouvernement vienne en aide aux colons pauvres de certains cantons dans ce comté, en leur accordant également les argents destinés, à la colonisation et aux travaux publics ordinairement employés à la réparation des chemins, pour être employés à acheter des grains de semence. (*Document No. 84*), 104, 146.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Bender, Eugène P.* :—Correspondance échangée entre Eugène P. Bender et le gouvernement, au sujet de sa réclamation de Manicouagan et tous documents s'y rapportant. (*Document No. 120*), 123, 233.

*Biens des Jésuites* :—Etat détaillé des—, dont le gouvernement a pris possession en 1800. Montant des revenus sur chaque propriété depuis 1800, etc. (*Document No. 21*), 20.

*Biens des Jésuites* :—Correspondances et documents se rattachant à l'exécution de la loi adoptée à la dernière Session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits "Biens des Jésuites." (*Document No. 55*), 35, 87.

*Biens des Jésuites* :—Copie du rapport spécial du Surintendant du domaine de la Couronne et des biens des Jésuites se rattachant à la question du terrain des Jésuites, où l'on se propose d'ériger le futur Hôtel-de-Ville de Québec. (*Document No. 180*), 253, 404.

*Bilodeau, Louis* :—Copie de tout ordre en Conseil, pétition de droit, correspondances et documents quelconques, se rapportant à la réclamation de M. Louis Bilodeau, es-qualité, vs la Reine. (*Document No. 99*), 164, 176.

*Bois pour travaux publics* :—Copie des règlements autorisant le Commissaire des terres d'accorder la permission de couper sur les terres de la Couronne le bois nécessaire pour la construction des travaux publics ; aussi copie de toutes les requêtes et de toute correspondance sur le même sujet, depuis le 27 janvier 1887, en ce qui regarde le district de Gaspé. (*Document No. 111*), 74, 194.

*Bonaventure* :—Divers documents ayant rapport aux argents de colonisation dépensés et travaux faits dans le comté de—, Copie des rôles de paie des conducteurs des travaux pour 1884, 1885 et 1886. (*Document No. 9*), 18.

*Bonaventure* :—Copie des rôles de paie de chaque surintendant pour travaux de colonisation dans le comté de—, en 1887. (*Document No. 53*), 87,

*Bureau du gouvernement, Montréal* :—Etat détaillé des dépenses contingentes et autres du bureau du gouvernement à Montréal, (No. 76, rue St. Gabriel) pour les années fiscales 1885-86 et 1887-88. (*Document No. 76*), 58, 127.

*Cadastre des Isles de la Magdeleine* :—Rapports d'inspection ou vérification du cadastre des Isles de la Magdeleine, de toute correspondance à ce sujet, avec un état des dépenses payés ou payables pour telle inspection ou vérification. (*Document No. 90*), 75, 167.

*Cantons arpentés* :—Etat donnant les cantons ou partie des cantons arpentés et livrés en vente pour les fins de la colonisation, depuis janvier 1887. (*Document No. 132*), 38, 274.

*Carrier, Achille* :—Etat des sommes payées par le gouvernement de la province de Québec et l'Assemblée Législative de la province de Québec, à Achille Carrier, avocat, de Québec, depuis le 1er février 1887. (*Document No. 113*), 143, 203.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST —*Suite.*

*Cens et rentes Seigneuriales*.:—Etat montrant quel montant a été perçu, chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement, pour cens et rentes et à compte du capital. (*Document No. 100*), 176, 176. *Impression ordonnée*, 418.

*Champlain* :—Etat des sommes dépensées dans le comté de Champlain, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la Session de 1887. (*Document No. 32*), 31.

*Chapeau, Cour de Circuit à* :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne ou personnes, relativement à l'abolition de la Cour de Circuit à Chapeau. (*Document No. 56a*), 47, 88. Rapport supplémentaire. (*Document No. 56b*), 114

*Charleson, J. B.*:—Copie du premier rapport annuel de J. B. Charleson, en date du 15 décembre dernier, sur les opérations forestières de 1887-88. (*Document No. 114*), 164, 208. *Impression ordonnée*, 419.

*Châteauguay* :—Rapports faits, depuis 1876, par les inspecteurs des bureaux publics sur la tenue du bureau d'enregistrement du comté de—. (*Document No. 25*), 20.

*Chemins à barrières de la rive Nord* :—Copie des jugements dans la cause de Belleau vs. la Reine, et documents relatifs à l'abolition des taux de péage sur les—. (*Document No. 141*), 19. *Impression ordonnée*, 171.

*Chemins à barrières, Montréal* :—Copie des états et rapports faits par les commissaires des chemins à barrières à Montréal, pour les six mois terminés respectivement le 30 juin 1887, le 30 décembre 1887, le 30 juin 1888 et le 30 décembre 1888. (*Document No. 146*), 143, 335.

*Chemins de fer* :—Etats, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des clauses 28, 30, 31 et 32 de l'acte refondu de chemins de fer de Québec, de 1880. (*Document No. 93*), 174.

*Chemins de fer à Manitoba* :—Copie du jugement ou de la décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des chemins de fer à Manitoba ; Copie des questions soumises au tribunal, etc. (*Document No. 89b*), 81, 174. *Impression ordonnée*, 418.

*Chemin maritime de la Rive Sud* :—Copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (Rive Sud,) depuis un an. (*Document No. 80*), 75, 142.

*Compagnies d'assurance* :—Pour copie des polices d'assurance émises par chacune des Compagnies d'assurance faisant affaires dans cette Province. (*Document No. 112*), 59, 203.

*Compagnies de chemins de fer* :—Ordres en Conseil, depuis le 12 juillet 1888, autorisant le paiement des subsides à toute Compagnie de chemins de fer. (*Document No. 79*.) 106, 135. *Impression ordonnée*, 173.

*Commission des asiles* :—Copie des comptes en détail fournis au gouvernement par la Commission des asiles ou par aucun des membres de la dite Commission ; et un état des sommes payées à chacun d'eux. (*Document No. 110*), 64, 194.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Conseil de l'Instruction publique* :—Correspondance concernant la résignation de tout membre du dit Conseil, depuis le 27 janvier 1887. (*Document No. 177*), 274, 402. *Impression ordonnée, 419.*

*Conseillers Législatifs* :—Correspondance au sujet des—, qui ont été nommés depuis le 29 janvier 1887. (*Document No. 28*), 21.

*Conversion de la dette* :—Correspondance avec le gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du chapitre 9, 51-52 Vict., concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette. (*Document No. 83*), 137, 142.

*Coroners* :—Etat indiquant le nombre d'enquêtes faites par les Coroners des districts de Montréal et de Québec, depuis 1883. (*Document No. 19*), 20.

*Désaveu* :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette Province, concernant le désaveu des lois passées par cette Législature à la dernière Session. (*Document No. 138*), 258, 294. *Impression ordonnée, 419.*

*Dessureault, Hubert* :—Correspondances, lettres et dépêches télégraphiques, relativement à l'affaire de Hubert Dessureault, cultivateur de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, requérant en *mandamus*, et Godfroy Lasalle, écr., percepteur du revenu de la province, pour le district des Trois-Rivières, intimé, tant en première instance qu'en appel. (*Document No. 107*), 143, 192.

*Dictionnaire du Langage des nombres* :—Copie de la correspondance relative au Dictionnaire du langage des nombres. (*Document No. 171*), 345, 388.

*Dictionnaire généalogique* :—Correspondance et requêtes de MM. Eusèbe Sénécal et Fils, relativement au Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay. (*Document No. 118*), 111, 213.

*Distillation du bois* :—Correspondance à propos des renseignements donnés par M. Burcey, de Syracuse, état de New-York, à propos de la distillation du bois. (*Document No. 162*), 328, 364.

*Dorchester* :—Etat des sommes dépensées dans le comté de Dorchester, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la Session de 1887. (*Document No. 31*), 27.

*Durham* :—Etat des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisation, dans Durham, de 1879 à 1886; noms des conducteurs des travaux et copie des rôles de paie de chaque conducteur des dits travaux. (*Document No. 40*), 36, 56.

*Employés de la Chambre* :—Noms, lieu de résidence et salaire de toutes les personnes employées au service de la Chambre pour la présente Session. (*Document No. 103*), 156, 187.

*Employés du Gouvernement* :—Copie des rôles de paie des divers bureaux du gouvernement, pour les districts de Montréal, Québec et Trois-Rivières, pour les mois de janvier 1887 et mai 1888. (*Document No. 16*), 19. *Impression ordonnée, 171.*

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Employés surnuméraires* :—Noms, lieu de résidence et salaire des—, dans chaque département pour la présente Session. (*Document No. 123,*) 156, 244.

*Emprunts* :—Etat donnant le montant des dépenses de voyage des personnes chargées de négocier les divers emprunts de la Province. (*Document No. 181,*) 378, 416.

*Exploration dans les comtés du Sud* :—Etat des sommes dépensées, par qui et où dépensées, en rapport avec l'exploration des comtés de Dorchester, Lévis, Bellechasse, Montmagny, Kamouraska, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska et Wolfe, conformément au deuxième rapport du comité d'agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée Législative le 14 juin 1886. (*Document No. 54,*) 28, 87.

*Fête des arbres* :—Etat indiquant, d'après les rapports transmis au département des Terres de la Couronne, le nombre d'arbres plantés, le dernier jour de la fête des arbres (1888). (*Document No. 172,*) 327, 388.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Copie de tous documents se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de Longueuil et la corporation du Bassin de Chambly, au sujet du fonds d'emprunt municipal. (*Document No. 144,*) 335.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Documents adressés au gouvernement, par des contribuables et autres personnes des paroisses de Saint-Victor et de Saint-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet du fonds d'emprunt municipal. (*Document No. 148,*) 273, 335.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Etat des sommes obtenues, depuis le 1er mai 1887, en règlement des montants dûs au—. (*Document No. 150,*) 341.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Liste des municipalités auxquelles des remises ont été faites sur le fonds de l'emprunt municipal depuis le 1er février 1887. (*Document No. 153,*) 48, 341.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Documents se rapportant aux remises faites aux diverses municipalités sur ce qu'elles devaient au gouvernement, *re* fonds d'emprunt municipal. (*Document No. 154,*) 48, 341.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Etat indiquant quelles sont les municipalités auxquelles le gouvernement a fait, depuis le 1er janvier 1887, une remise totale ou partielle de ce qu'elles devaient au fonds d'emprunt municipal. (*Document No. 155,*) 208, 342.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Documents concernant le règlement entre le gouvernement et les corporations municipales, *re* Fonds d'emprunt municipal; copie du rapport de M. Racicot, dans chacun de ces cas, etc. (*Document No. 156,*) 254, 342.

*Fonds d'emprunt Municipal* :—Correspondance et tous documents relatifs au règlement de la somme due au fonds d'emprunt municipal par la municipalité de Saint-Jean, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, depuis le premier janvier 1882. (*Document No. 167,*) 329, 380.

*Frères des Ecoles Chrétiennes* :—Copie d'une requête d'un grand nombre de citoyens de Montréal, demandant une subvention pour aider les Frères des Ecoles Chrétiennes à établir une école supérieure d'éducation commerciale et d'industrie. (*Document No. 119,*) 111, 213.



GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Gauvreau, Petrus* :—Correspondances, lettres, instructions, au sujet de la confection du cadastre par M. Petrus Gauvreau, des cantons de la Malbaie, Douglas et York, ou aucune autre partie du comté de Gaspé, depuis le 20 janvier dernier, etc.. etc. (*Document No. 87*), 48, 166.

*Gardes Forestiers* :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et noms des agences des gardes forestiers. (*Document No. 26*), 20. *Impression ordonnée*, 171.

*Garde Forestiers, Gaspé* :—Correspondance, rapports et arrêtés en Conseil en la possession du gouvernement, au sujet de la nomination de garde forestiers ou de surintendant de garde forestiers, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887. (*Document No. 176*), 274, 402.

*Germain, M.* :—Copie des instructions données à M. Germain, C. R., substitut du Procureur Général, au dernier terme de la Cour criminelle à Sorel, en rapport avec la cause de la Reine vs. Charland. (*Document No. 29*), 21. *Impression ordonnée*, 171.

*Girard, J. B.* :—Documents concernant la nomination de J. Bte. Girard comme conseiller municipal du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford. (*Document No. 116*), 35, 208.

*Glasgow Colonization Land and Timber Co.* :—Etat indiquant par numéros et rangs, tous les lots octroyés par lettres patentes, en l'année 1878 et 1879 dans les townships de Marston, Hampden et Ditton, pour le bénéfice, soit d'une compagnie d'Ecosse, The Glasgow Colonization Land and Timber Company, (Limited), ou soit d'un nommé Aeneas McMaster, représentant la dite compagnie. (*Document No. 166*), 142, 377. *Impression ordonnée*, 419.

*Gouin, Smith et Aikman, réclamation de MM.* :—Documents quelconques, ordres en Conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$5,000, ainsi mentionnée à la page 81 des comptes publics, pour 1882. "G. A. Gouin, en règlement final de toutes réclamations pour dommages causés à certaines limites sur la Rivière Rouge.

*Grand Juré* :—Copie du rapport fait par le grand jury du district de Québec, au dernier terme de la Cour du Banc de la Reine. (*Crown side.*) (*Document No. 64*), 81, 97.

*Huntingdon* :—Etat des sommes dépensées dans le comté de—, à même les fonds de la colonisation votés dans la Session de 1887. (*Document No. 22*), 20.

*Huntingdon* :—Etat des sommes dépensées dans le comté de—, à même les fonds de la colonisation votés dans la Session de 1887. (*Document No. 38*), 56.

*Hurons de Lorette* :—Documents et correspondances, adressés au gouvernement par quelques Sauvages de la tribu des Hurons de Lorette, à propos des droits de cette tribu sur certains terrains compris dans les seigneuries formant partie des biens des Jésuites. (*Document No. 157*), 137, 344.

*Intercolonial* :—Correspondance au sujet des terrains occupés par le chemin de fer—, chaque côté de sa ligne, dans la Vallée Matapédia. (*Document No. 71*), 126.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Inspecteurs de prisons* :—19<sup>e</sup> Rapport des—, asiles et bureaux publics de la province de Québec pour 1888 (*Document No. 143*), 331.

*Instruction publique* :—Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1887-1888. (*Document No. 5*), 251

*Instruction publique, Montréal* :—Correspondance au sujet de la perception des argents fournis par le gouvernement ou prélevés en vertu de la loi de l'Instruction publique. (*Document No. 175*), 398, 398.

*Labrador* :—Copie des requêtes des colons du Labrador, maintenant résidant dans le comté de Beauce, demandant de l'aide au gouvernement, avec aussi la correspondance à ce sujet. (*Document No. 72*), 126.

*Lacoste, Globensky et Bisailon* :—Etat, année par année, de toutes les sommes payées par la Province à quelque titre que ce soit à MM. Lacoste, Globensky et Bisailon, avocats de Montréal, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887. (*Document No. 140*), 313. *Impression ordonnée*, 419.

*Lac St-Jean* :—Correspondance au sujet du droit de pêcher dans les eaux du Lac Saint-Jean. (*Document No. 101*), 48, 187.

*Lac St-Jean, embranchement St-Gabriel* :—Correspondance au sujet de la construction de l'embranchement de Saint-Gabriel à la Rivière aux Pins, sur le chemin de fer du Lac Saint-Jean. (*Document No. 145*), 111, 335.

*Laiterie* :—Correspondance au sujet des produits de la laiterie dans cette Province. (*Document No. 108*), 163, 193.

*Lamb vs. la Cie d'affichage* :—Correspondance entre le gouvernement et la société Champleau, Hall, Nicolls, Brown et Beausoleil, au sujet des frais dans la cause de—. (*Document No. 33*), 31.

*Langelier, John* :—Copie du document nommant M. John Langelier à la charge de député registraire; correspondance et tout écrit, concernant son salaire; copie de la pétition de droit prise par M. Langelier à ce sujet, et de la déclaration par laquelle il a renoncé à cette pétition de droit. (*Document No. 169*), 205, 380.

*Langelier, l'honorable Frs.* :—Correspondance entre le gouvernement et l'honorable M. Langelier, au sujet de la contestation soulevée en rapport avec la construction de certains chemins de fer dans Manitoba; aussi de tout mémoire, factum et toutes écritures produits dans la dite affaire; et de plus, copie du compte produit par l'honorable M. Langelier pour ses honoraires. (*Document No. 89a*), 64, 166. *Impression ordonnée*, 418,

"*La Paix*" :—Etat des sommes payées à *La Paix*, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, pour impressions, &c. (*Document No. 24*), 20.

*Laprairie* :—Correspondance à propos de la nomination des officiers-rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de—. (*Document No. 10*), 19.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Laprairie* :—Noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de—, et qui ont reçu quelque chose du gouvernement. (*Document No. 11*), 19

*Laprairie* :—Correspondance, arrêté du Conseil, et tous papiers ayant rapport au changement de limites des municipalités scolaires de la paroisse et du village de Laprairie. (*Document No. 170*), 58, 388.

*La Reine vs. Vallée et Trudel* :—Correspondance au sujet du pardon ou immunité à être accordé à certains témoins assignés ou entendus dans l'enquête devant Son Honneur le juge Dugas, à Québec, dans la cause de la Reine vs. R. P. Vallée, écr., et Benj. Trudel. (*Document No. 69*), 64, 114.

*Lavallée* :—Etat montrant les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à Joliette, devant le juge Dugas, *re* Lavallée ; les sommes qui ont été payées, dans cette affaire, à MM. Dugas (juge), Fitzpatrick, avocat, F. O. Dugas, avocat, et Alphonse Turgeon. (*Document No. 147*), 202, 335.

*LeBel, C. A.* :—Copie des instructions données à M. C. A. LeBel de Montréal, touchant les Iles de la Magdeleine, et du rapport par lui fait de son inspection ou exploration et de toute correspondance à ce sujet. (*Document No. 67*), 75, 102.

*Leclerc, Georges* :—Copie des documents ayant rapport à la promotion de Georges Leclerc, du secrétariat du Conseil d'Agriculture à la position de directeur de l'agriculture dans cette Province. (*Document No. 159*), 328, 356.

*"L'Etendard"* :—Etat des sommes payées ou dues aux propriétaires ou administrateurs de l'—, Montréal, depuis le premier février 1887. (*Document No. 15*), 19.

*Ligue des Citoyens* :—Documents échangés entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et l'Association dite "La ligue des citoyens" formée dans l'intérêt de la tempérance. (*Document No. 104*), 81, 192.

*Limites* :—Correspondance concernant les états faits par tout adjudicataire, touchant ses opérations, depuis le 1er février 1887. Rapports, depuis le 1er février 1887, concernant l'insuffisance ou l'inexactitude des états fournis par un adjudicataire quelconque de concessions forestières de la province de Québec au sujet du bois coupé par lui sur ces concessions. (*Document No. 135*), 205, 275.

*Limites à bois* :—Liste des concessions forestières adjudgées à l'encan, récemment faite par le Département des Terres de la Couronne, indiquant l'étendue de la concession dans chaque cas, le nom de l'acquéreur et le montant de la prime payée ; une liste contenant les noms des acquéreurs qui ont payé cette prime, et la date du paiement (*Document No. 127*), 204, 259.

*Limites à bois* :—Un état approximatif de la quantité d'acres de terres de la Couronne sous licences comme limites à bois ; la quantité de lots non vendus, arpentés pour fins de colonisation ; combien de ces lots concédés pour colonisation depuis 1867 et combien de ces lots concédés depuis 1867. (*Document No. 160*), 163, 357.

*Livres donnés en prix dans les écoles* :—Liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la Province depuis la dernière Session. (*Document No. 61*), 96

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Lockwood, W. P.* :—Copie de la correspondance et de tous rapports et arrêtés en Conseil au sujet de la réclamation de M. W. P. Lockwood, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890. (*Document No. 128a*), 239, 269. (*Impression ordonnée, 419*). Rapport supplémentaire. (*Document No. 128b*), 239, 276. *Impression ordonnée, 419*.

*Longpré, M.* :—Copie du rapport de M. Longpré, protonotaire de la Cour Supérieure, Montréal, sur les affaires judiciaires de son bureau, pour l'année 1888. (*Document No. 133*), 164, 275.

*Longueuil* :—Documents et correspondance, au sujet de l'imposition de la taxe de l'eau sur l'église catholique de la ville et de la paroisse de Longueuil. (*Document No. 164*), 81, 377.

*Lots* :—Etat des lots pris dans chaque comté, dans la Province, depuis 1882, jusqu'à l'année 1887-88. (*Document No. 8*), 18.

*Lots de grève* :—Copie du mémoire transmis aux autorités fédérales protestant contre l'empiètement des droits de cette Province au sujet des lots de grève. (*Document No. 42*), 35, 56. *Impression ordonnée, 56*.

*Mackay, Dr.* :—Copie du contrat passé entre le gouvernement et le—, pour le soin des ivrognes. (*Document No. 34*), 28, 31. *Impression ordonnée, 172*.

*Mackay, John M.* :—Copie de l'ordre en Conseil No. 750, en date du 23 novembre 1888, en vertu duquel le gouvernement de cette Province a fait certaines conventions avec John M. Mackay, de la cité de Québec, écuyer, médecin. (*Document No. 58*), 64, 88.

*Mackay, John M.* :—Copie de la licence accordée au Dr. J. M. Mackay, propriétaire de l'asile Belmont, en vertu de laquelle le dit Mackay est autorisé à tenir un asile pour le traitement des ivrognes. (*Document No. 63*), 64, 97.

*McGreevy, Hon. Thomas* :—Copie de la pétition de droit de l'—, pour déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord. (*Document No. 13*), 19. *Impression ordonnée, 171*.

*Magistrats de district* :—Correspondance au sujet de la loi relative aux magistrats de district, sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral (*Document No. 52*), 35, 85. *Impression ordonnée 85*.

*Massicotte, N. P.* :—Etat indiquant les détails de la somme de \$300 dépensée par—, sur le pont de la rivière Batiscan. (*Document No. 37*), 55.

*Métapédia, Pont sur la rivière* :—Copie du rapport de l'ingénieur des travaux publics au sujet des réparations à faire au pont sur la rivière Métapédia. (*Document No. 59*), 75, 88.

*Michaud, Joseph R.* :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une manufacture d'emploi, dans le comté de Bonaventure. (*Document No. 50*), 59, 84.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Mines dans Gaspé* :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont, depuis le premier février 1887, produit devant le Commissaire des Terres, des demandes de locations minières ou de concessions de droits de mines, dans le comté de Gaspé. (*Document No. 139*), 239, 312.

*Montréal, Cité de* :—Copie de la quittance mutuelle et réciproque entre la cité de—, et le gouvernement dont il est question dans l'ordre en Conseil No. 362 du 8 août 1887, (*Document No. 18*), 20.

*Montréal, Palais de Justice* :—Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de Justice Montréal. (*Document No. 23*), 20. *Impression ordonnée*, 171.

*Nantel, J. P.* :—Copie de la requête demandant que le traitement de cet officier soit augmenté. (*Document No. 73*), 47, 135.

*Nashua* :—Copie de correspondance et de tous rapports, arrêtés du Conseil et autres documents en la possession du gouvernement, au sujet de la représentation de la Province en 1888, à Nashua, Atlanta, Chicago, etc. (*Document No. 158*), 284, 351.

*New Carlisle* :—Copie du rapport transmis par le shérif du comté de Bonaventure à l'honorable Commissaire des Travaux Publics, concernant certains travaux et certaines réparations à faire à la prison de New Carlisle. (*Document No. 98*), 92, 176.

*Ordres en Conseil* :—Copie de tous les arrêtés en Conseil faits depuis la dernière Session soumis à l'Assemblée Législative, en vertu de la Section sept cent trente et un (731) des Statuts Révisés. (*Document No. 41*), 56.

*Ottawa* :—Documents se rapportant à la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection pour le comté d'—, (*Document No. 12*), 19. *Impression ordonnée*, 171.

*Palais de la Législature, (Quebec)* :—Correspondances à propos des peintures, sculptures, fontaines destinées à l'embellissement du Palais de la Législature de Québec. (*Document No. 115*), 190, 208.

*Palais de Justice, Trois-Rivières* :—Etat des sommes payées pour le coût d'ameublement du—. (*Document No. 36*), 55.

*Pentland, W. C.* :—Copie du dossier sur la pétition de droit de W. C. Pentland contre le gouvernement. (*Document No. 126*), 256.

*Percé et New Carlisle* :—Copie des rapports d'inspection relativement aux travaux à faire au Palais de Justice et prison de Percé et New Carlisle et de toute correspondance à ce sujet depuis deux ans. (*Document No. 96*), 48, 176.

*Poisson* :—Etat donnant l'espèce, le nombre et le poids du poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les diverses rivières louées par le Commissaire des Terres de la Couronne ; aussi correspondance au sujet de la destruction du poisson par certains oiseaux. (*Document No. 106*), 123, 192.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Ponts en fer* :—Correspondance depuis le 21 du mois de mai dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer.

Etat détaillé des sommes octroyées, payées ou payables pour aider à la construction de tels ponts, ainsi que de toutes les autres dépenses incidentes, etc., etc. (*Document No. 65a*), 48, 102. Réponse supplémentaire. (*Document No. 65b*), 48, 280.

*Protection des forêts contre le feu* :—Correspondance relativement à la passation d'un projet de loi pour protéger les forêts contre le feu. (*Document No. 66*), 75, 102.

*Quebec, Montréal, Ottawa & Occidental* :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item 244 et 245 du budget de 1888-1889, (51-52 Vict., chap. 1), en rapport avec le chemin de fer Q., M., O. & O. (*Document No. 142*), 239, 331.

*Quebec, Montréal, Ottawa & Occidental* :—Etat détaillé des items de dépenses pour le chemin de fer Q., M., O. & O., savoir, de \$21,800.00 pour construction, et de \$8,000.00 pour exploitation. (*Document No. 161*), 210, 360.

*Rapports Municipaux* :—Statistiques municipales ou—, pour l'année expirée le 31 décembre 1887, 51-52 Vict., c. 29, s. 3 ; art. 186b du Code Municipal, (*Document No. 95*), 174.

*Recettes et dépenses* :—Etat des—, de la Province du 1er avril au 1er juin 1888. (*Document No. 35*), 55.

*Registrateurs* :—Noms des registrateurs qui ont négligé de transmettre au Trésorier de la Province, vingt par cent de la balance, au-dessus de mille piastres, du montant net des honoraires perçus par eux. (*Document No. 136*), 63, 280.

*Repatriement des Canadiens* :—Correspondance échangée entre le gouvernement et ses agents de repatriement, et des rapports et suggestions faits par ces derniers, sur les moyens à adopter pour le repatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis, et leur établissement sur les terres publiques. (*Document No. 78*), 98, 135.

*Rétrocession à la Couronne, de certaines terres* :—Correspondance relativement à la rétrocession à la Couronne des terres concédées à des propriétaires non résidents et sur lesquelles les conditions de défrichement et d'occupation n'ont pas été remplies. Avec copie des lettres patentes accordées à la *British American Land Company* et toutes autres Compagnies. (*Document No. 97*), 74, 176.

*Richmond et Wolfe* :—Copie de tous rapports faits par les officiers du Département d'agriculture et de colonisation ou toutes autres personnes, sur les chemins de colonisation dans les comtés de Richmond et Wolfe. (*Document No. 121*), 164, 237.

*Rivière Jésus, Pont sur la* :—Correspondance à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et le village de Saint-François-de-Salles. (*Document No. 60*), 75, 88. *Impression ordonnée*, 172.

*Secrétaire et Registraire de la Province* :—Second Rapport du—, de Québec, pour l'exercice 1887-88. (*Document No. 6*), 251.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Secrétaire et Registraire de la Province* :—Rapport du Secrétaire et Registraire de la Province pour l'année 1887 et 1888, (division du Secrétaire.) (*Document No. 6*), 317.

*Shefford* :—Etat des argents octroyés et dépensés, pour fins de colonisation, dans le comté de Shefford, pendant les années 1880 à 1886. (*Document No. 39*), 36, 56.

*Shefford* :—Correspondance avec les diverses municipalités du comté de Shefford au sujet du fonds d'emprunt municipal. (*Document No. 151*), 341.

*Société littéraire et historique de Québec* :—Correspondance à propos de la remise de certains documents. Liste de ces documents. (*Document No. 48*), 47, 80.

*Soulanges, Comté de* :—Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans le comté de Soulanges, depuis 1887. (*Document No. 17*), 19.

*Stanbridge* :—Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de Stanbridge au fonds d'emprunt municipal ; aussi copie de tous ordres en Conseil à ce sujet. (*Document No. 152b*), 36, 341.

*Stanbridge* :—Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de—, au fonds d'emprunt municipal. (*Document No. 152a*), 341.

*Stanstead* :—Correspondance échangée entre l'hon. Commissaire de l'agriculture et de la colonisation et *Ozro Baldwin*, écr., député de Stanstead, depuis la Session 1888, au sujet de la distribution des argents de colonisation dans son comté, (*Document No. 178*), 398, 402.

*Statistiques judiciaires* :—Extraits des rapports, statistiques judiciaires pour 1888. (*Document No. 117*), 213.

*Statuts Refondus de la Province de Quebec* :—Etat indiquant le montant payé, depuis le 1er février 1887, pour composition, impression et reliure des—, à qui payé et quel montant à chacun. (*Document No. 124*), 203, 244.

*Sainte-Christine* :—Correspondances et documents se rattachant à l'érection civile de la paroisse de Sainte-Christine, dans le diocèse de Nicolet. (*Document No. 68a*), 47, 109. Réponse supplémentaire. (*Document No. 68b*), 127.

*Saint-Esprit et Saint-Alexis* :—Copie de toute requête demandant de l'aide pour un certain nombre d'habitants de Saint-Esprit et de Saint-Alexis, comté de Montcalm. (*Document No. 125*), 164, 251.

*Saint-François de Salles* :—Correspondance à propos d'un octroi pour aider à la construction d'une maison d'école dans la paroisse de Saint-François de Salles, dans le comté de Laval. (*Document No. 137*), 238, 284.

*Saint-Maurice, Comté de* :—Etat détaillé des argents dépensés pour travaux de colonisation dans le—, pendant l'été de 1886. (*Document No. 27*), 20.

---

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Subventions aux chemins de fer* :—Etat montrant les montants restant à payer, le premier février 1889, pour les subventions en argent accordées aux chemins de fer. Les balances, le premier février 1889, des subventions en terre accordées à certains chemins de fer, converties et non converties en subvention en argent. (*Document No. 91*), 136, 167.

*Suède* :—Correspondance priant le gouvernement d'attirer l'attention des cultivateurs sur l'importante industrie qui existe aujourd'hui en Suède, et qui consiste à extraire différentes substances produites par l'épuration de l'acide pyroligneux extrait des bois. (*Document No. 82*), 123, 142.

*Table Rock* :—Copie de toute correspondance, en 1887 et depuis, au sujet d'un immeuble situé à Hull, près du pont suspendu, et connu sous le nom de *Table Rock*, lequel immeuble appartenait à la Couronne et a été vendu à un nommé Roe, vers la fin de l'année 1887, ou au commencement de l'année 1888, etc. (*Document No. 141*), 204, 322.

*Tarifs des Cours de Magistrats de District* :—Copie de tous les arrêtés en Conseil, rendus au sujet du tarif ou des tarifs à être suivis devant les magistrats de district ou la cour des magistrats de district. (*Document No. 92*), 143, 167. *Impression ordonnée*, 418,

*Taxes sur les propriétés religieuses* :—Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et Son Eminence le Cardinal Taschereau, au sujet de l'exemption de taxes de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité. (*Document No. 44*), 63, 63.

*Thibaudeau, Jean Hyacinthe* :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une fromagerie ou d'une beurrerie, dans le comté de Bonaventure. (*Document No. 51*), 59, 85.

*Travaux Publics* :—Rapport général du Commissaire des—, de la province de Québec, pour l'année 1888. (*Document No. 7*), 271.

*Vallée, Dr. A.* :—Correspondance entre le gouvernement et le docteur Vallée au sujet de l'asile des aliénés de Québec, depuis 1884 ; aussi, copie de ses rapports annuels. (*Document No. 165*), 104, 377.

*Vallée, L. A.* :—Copie du rapport de L. A. Vallée, écr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de construire un pont dans la paroisse de Saint-Valérien, comté de Rimouski. (*Document No. 74*), 92, 127.

*Vallée, L. A.* :—Copie du rapport de L. A. Vallée, écr., ingénieur du gouvernement, sur l'état du pont sur la rivière Amqui, comté de Rimouski et la nécessité d'en construire un neuf. (*Document No. 75*), 92, 127.

*Vallée, L. A.* :—Copie du rapport de L. A. Vallée, écr., ingénieur du gouvernement, sur la nécessité de reconstruire le pont sur la rivière Grand Mechin, comté de Rimouski. (*Document No. 77*), 92, 127.

*Vente des drogues et médicaments* :—Correspondance et documents au sujet d'une loi pour restreindre la—. (*Document No. 130*), 224, 269.



GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

*Wells* :—Motion pour copie de la correspondance au sujet des lots 10, 11, 12, 13 et 14 du 2<sup>e</sup> rang du canton de Wells; débat ajourné, 191. Débat repris; motion adoptée, 283. (*Document No. 168a*), 380. Réponse supplémentaire. (*Document No. 168b*), 399.

*Bills présentés :*

Asiles des aliénés :—Amendant le titre 8 du chap. 5 des S. R. P. Q., relatif aux—, 27.

Code Civil du Bas-Canada :—Amendant le—, (du Conseil Législatif,) 360.

Code Municipal :—Amendant les articles 19 et 999 du—, 27.

Commissions des employés publics :—Concernant les—, 27.

Compilation des Statistiques de naissances, mariages et causes de décès dans la Province :—Concernant la—, 87.

Ecoles de réforme et d'industrie :—Amendant les lois relatives aux—, 27.

Inhumations et exhumations :—Amendant la loi relative aux—, 126.

Instruction Publique :—Amendant la loi de l'—, 87.

Loi électorale :—Acte amendant la—de Québec (art. 177 S. R. P. Q.), 213.

Registres de l'Etat Civil :—Amendant le Code Civil relatif aux—, 102.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privileges et Elections; Comptes publics; Législation et Lois expirantes; Chemins de fer, 26; Bibliothèque, 51; Impressions, 51; Code municipal, 55; Adresse en réponse au discours du Trône, 23; Liste des membres devant faire partie des comités permanents, 25; Chemins à barrières, 81; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

*Divers :*

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 41, 148.

Déclare que le député de Montréal-Ouest lui fait dire des paroles qu'il n'a pas prononcées et fait allusion à un débat antérieur, contrairement aux règles de la Chambre.— M. l'Orateur décide que tout ce que dit un membre à titre d'explication doit être pris pour la vérité et ne plus être ensuite remis en question, et qu'il est aussi contraire aux règles de cette Chambre de faire allusion à un débat antérieur, 132

Se lève de son siège et déclare que le projet de loi imprimé sous le No. 19 (concernant les statistiques des naissances, mariages et causes de décès,) n'est pas le projet de loi qu'il a remis pour impression au Greffier en loi et qu'en conséquence il le désavoue, 183.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

M. Desjardins, sur l'objection soulevée par l'hon. M. Gagnon, " qu'il ne peut reprendre la parole parce qu'il a déjà parlé sur la question maintenant soumise à la Chambre," propose l'ajournement de la Chambre. Et sur objection de l'hon. M. Gagnon, M. l'Orateur décide que M. Desjardins ne peut soumettre cette motion d'ajournement, attendu qu'il a déjà pris la parole sur la question maintenant devant la Chambre, 367.

*Motions :*

Pour que la Chambre se forme en comité général sur des résolutions—, relatives à certains contrats pour l'entretiens des aliénés, 27, 41.

Relatives au registres de l'Etat Civil, 107, 148—, accompagnant le bill relatif à la compilation des Statistiques de mariages, naissances et causes de décès de l'Etat Civil, 146.

Qu'il y a urgence, 213.

Que l'ordre de la Chambre du 12 juillet 1888, ordonnant l'impression du *Document No. 13*, de la Session 1888, soit annulé, et que ce document soit considéré comme non avenu, vu qu'il est incomplet ; adoptée, 146.

Pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre le bill pour amender la loi électorale ; adoptée, 179.

Propose que la Chambre ne concoure pas dans un certain amendement fait par le Conseil Législatif au bill amendant la loi concernant le délaissement des propriétés ; motion adoptée ; message envoyé au Conseil, 357.

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender et refondre les lois relatives à la Cour du Recorder de la cité de Québec ; motion négative, 399.

*Pétitions présentées :*

De Dame Elise Cloutier, de Fraserville, 65. Lue et reçue, 78.

De R. Lindsay et autres, de Gaspé, 191. Lue et reçue, 206.

GIROUARD, JOSEPH ENA :—Député pour DRUMMOND ET ARTHABASKA.

*Bills présentés :*

Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond :—Acte d'incorporation, 67.

Ste Anne du Sault :—Pour l'ériger en municipalité, 53.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Industries, 27 ; Ordres permanents, 26 ; Code Municipal, 55

Nommé Président du comité des *Ordres permanents*, 36. Présente rapports, 100, 146, 254.

---

GIROUARD, JOSEPH ENA :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

Du Rév. C. Lafond et autres, de Ste. Anne du Sault, 17. Lue et reçue, 29.

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, 43. Lue et reçue, 59.

De Alexis Demers et autres, 99. Lue et reçue, 116,

GLADU, VICTOR :—Député pour le comté d'YAMASKA.

*Bill présenté :*

Bill pour amender l'article 1651 des S. R. P. Q., 145.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Bills privés ; Législation et Lois expirantes, 26 ; Bibliothèque, 51 ;  
Code Municipal, 55.

Remplacé par M. Dumais dans le comité d'Agriculture, 45.

*Ordres de la Chambre :*

Limites à bois :—Etat approximatif de la quantité d'acres des terres de la Couronne sous  
licences comme—, 163. Réponse, 357. (*Document No. 160.*)

Repatriement des Canadiens :—Correspondance sur les moyens à adopter pour le—,  
émigrés aux Etats-Unis et leur établissement sur les Terres publiques, 98. Réponse,  
135. (*Document No. 78.*)

*Pétition présentée :*

De Frédéric Laplante et autres, de St. François du Lac, 65. Lue et reçue, 78.

GOYETTE, ODILON :—Député pour le comté de LAPRAIRIE.

Prête serment et prend son siège, sur son Indenture seulement, 100.

M. l'Orateur met devant la Chambre le Bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie, 107.

Certificat d'élection de M. Goyette, 108.

*Bill présenté :*

Bill amendant le Code Municipal, 199.

GOYETTE, ODILON :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 126 ; Code Municipal, 55 ; Chemins de fer, 126.

Documents relatifs à son élection contestée, 8. Election annulée, 9.

*Divers :*

Motion de l'hon. M. *Mercier* :—Que certains documents dans la cause de l'élection contestée de *Odilon Goyette* et dans laquelle l'hon. M. *McShane* est mis en cause, soient renvoyés au comité des privilèges et élections ; débat 72. Débat repris ; motion adoptée, 73.

*Ordres de la Chambre :*

Cens et rentes seigneuriales :—Etat indiquant quel montant a été perçu, chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement pour cens et rentes et à compte du capital, etc., 176. Réponse, 176. (*Document No. 100.*)

HALL, JUNIOR, JOHN SMITH :—Député pour MONTRÉAL-CENTRE.

*Bills présentés :*

Acte électoral :—Amendant l'article 427 des S. R. P. Q., concernant l'— de Québec, 199.

Code de Procédure :—Amendant le paragraphe 6 de l'article 556 du—, 134.

Code Municipal :—Acte amendant l'article 774 du—, 189.

Documents :—Acte pourvoyant au mode de découvrir et faire produire les documents et pièces dans les causes civiles, 134.

Education dans la cité de Montréal :—Acte amendant le paragraphe 33 de l'acte 32 Vict., ch. 16, concernant l'—, 331.

Montréal :—Acte revisant et refondant la charte de la cité de—, 67.

*Montreal Safe Deposit Company* :—Acte incorporant The—, 95.

Ogilvie, John :—Acte concernant la succession de feu—, 67.

Union St. Vincent de Paul, Montréal :—Acte incorporant l'—67. Honoraire remis, 181.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics ; Législation et Lois expirantes, 26 ; Impressions, 51.

*Interpellation au ministère :*

Biens des Jésuites :—Sur quels fonds ou biens seront prises les \$460,000 pour le règlement des— ? 323.

HALL, JUNIOR, JOHN SMITH :—*Suite.*

*Motions :*

Que cette Chambre ne concoure pas dans certains amendements faits par le Conseil Législatif au bill pour amender le paragraphe 6 de l'article 556 du Code de procédure Civile ; adoptée, 344. Message envoyé au Conseil, 345.

*Ordres de la Chambre :*

Chemins à barrières, Montréal :—Rapports faits par les Commissaires des—, depuis 1887, 143. Réponse, 335. *Document No. 146.*

Juges des sessions de la paix, et magistrats de district, Montréal :—Correspondance touchant l'augmentation du traitement des—, 328.

Vente des drogues et médicaments :—Correspondance et documents au sujet d'une loi pour restreindre la—, 224. Réponse, 269. (*Document No. 130.*)

*Pétitions présentées :*

De l'Union St. Vincent de Paul de Montréal, 43. Lue et reçue, 59.

De la Corporation de la cité de Montréal, 43. Lue et reçue, 60.

De John Brooks Young, de Boston, 65. Lue et reçue, 78.

De J. Alexander L. Strathy et autres, de Montréal, 65. Lue et reçue, 78.

Des Exécuteurs testamentaires de feu John Ogilvie, 43. Lue et reçue, 59.

Du Révérendissime Evêque Anglican de Montréal et autres, 125. Lue et reçue, 133.

De l'Association des Compagnies Canadiennes d'Assurance contre le feu, 139. Lue et reçue, 149.

De l'Université du collège McGill, 161. Lue et reçue, 162.

De l'Université de Bishop's College ; lue et reçue, 170.

De la Faculté de droit de l'Université McGill, 197. Lue et reçue, 197. *Appendice D.*

Du Révérend John Nicolls et autres, Montréal. Lue et reçue, 311.

Du Bureau des Commissaires des écoles protestantes, Montréal, 331. Lue et reçue, 340.

De E. Hagar et autres, de Montréal, 331. Lue et reçue, 340.

De Sa Grâce l'Archevêque Catholique de Montréal et autres, 340. Lue et reçue, 349.

Du Révérendissime Evêque Anglican de Montréal et autres, 340. Lue et reçue, 349.

Du Révérend A. Nercam et autres, 340. Lue et reçue, 349.

**LAFONTAINE, EUGÈNE** :—Député pour le comté de NAPIERVILLE.

*Bill présenté :*

Bill pour régulariser la cléricature de Félix Serre, 67. Honoraire remis, 254.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et Elections, 26 ; Chemins à barrières, 81 ; Enquête *in re* L'Electeur, *vs.* Ross-Taillon, 293 ; Bibliothèque, 51.

Nommé Président du comité des *privilèges et elections*, 45. Présente les rapports de ce comité, 45, 116.

Présente le 4e rapport du comité des *Ordres permanents*, 66.

Présente le 4e rapport du comité spécial *in re* L'Electeur, 366.

*Motions :*

Sous-amendement proposé à la motion pour renvoyer à un comité spécial le bill pour assurer une traverse régulière entre Québec et Lévis ; négativé, 115.

Pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill concernant Louis Philippe Robitaille ; négativée, 194.

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant le barreau de la province de Québec, 329. Adoptée, 330.

Pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill pour abroger certains articles du Code de Procédure Civile et leur substituer certains autres articles ; négativée, 379.

*Ordres de la Chambre :*

Berthier :—Correspondance au sujet de l'octroi de \$12,000 à la fabrique de sucre de betteraves de—, 253.

Compagnies d'Assurance :—Copie des polices d'assurance émises par chacune des—, faisant affaires dans la Province, 59. Réponse, 203. (*Document No. 112.*)

Dessèchement des rivières Montréal et La Tortue :—Rapport et documents concernant le—, 284.

*Pétitions présentées :*

De MM. Barnard et Barnard et autres, avocats de Montréal, 161. Lue et reçue, 182.

De N<sup>s</sup> Sévigny et autres, huissiers, du district de Montréal, 161. Lue et reçue, 182.

**LALIBERTÉ, EDOUARD HIPPOLYTE** :—Député pour le comté de LOTBINIÈRE.

*Bill présenté :*

Compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic :—Acte incorporant la—, 96.

Fait partie des *Comités* suivants :

Chemins de fer, 26 ; Industries, 27 ; Comptes Publics, 26 ; Code Municipal, 55 ;

Présente le 6e rapport du comité des *Ordres permanents*, 78.

*Motion :*

Que la Chambre concoure dans les 5e et 6e rapports du comité des *Ordres permanents* ; adoptée, 79.

*Pétition présentée :*

De James King et autres, 36. Lue et reçue, 51.

**LAPORTE, ALFRED** :—Député pour le comté de VAUDREUIL.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Code Municipal, 55.

*Interpellation au ministère :*

Carrier, Achille :—Quels sont les paiements faits en argent, par le gouvernement, à—, depuis le 1er février 1887 ? 201.

**LAREAU, EDMOND** :—Député pour le comté de ROUVILLE.

*Adresses et Ordres votés :*

Biens des Jésuites :—Document se rattachant à l'exécution de la loi confirmant l'arrangement fait au sujet des—, 35. Réponse, 87. (*Document No. 55.*)

Désaveu :—Correspondance concernant le désaveu des lois passées à la dernière session, 258. Réponse, 294. (*Document No. 138.*)

Ligue des Citoyens :—Documents échangés entre le gouvernement et la—, au sujet de la tempérance, 81. Réponse 192. (*Document No. 104.*)

Longueuil :—Correspondance au sujet de l'imposition de la taxe de l'eau sur l'église catholique de la ville de—, 81. Réponse, 377. (*Document No. 164.*)

---

LAREAU, EDMOND :—*Suite.*

Lots de grèves :—Copie du mémoire transmis aux autorités fédérales, protestant contre l'empiètement des droits de cette Province au sujet des—, 35. Réponse, 56. *Document No. 42.) Impression ordonnée, 56.*

Magistrats de district :—Correspondance au sujet de la loi relative aux—, sanctionnée le 12 juillet 1888, et concernant le désaveu de cette loi, 35. Réponse, 85. *Document No. 52.)*

Taxes scolaires :—Correspondance se rattachant à une nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires, 63.

Taxes sur propriétés religieuses :—Correspondance entre le gouvernement et son Eminence le Cardinal Taschereau, au sujet de l'exemption de—, 63. Réponse, 63. *(Document No. 44.)*

*Bills présentés :*

Associations de bienfaisance :—Acte constituant en corporation les—et les sociétés nationales, 30.

Beaudry, Jean Louis :—Pour prolonger la charge des exécuteurs testamentaires de feu l'honorable—, (du Conseil Législatif,) 266.

Procédure Civile :—Acte amendant les lois de la—, 30.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Bills privés ; Législation et Lois expirantes, 46. Enquête *in re* l'Electeur vs. Ross-Taillon, 293.

Nommé Président du comité des bills privés, 45. Présente les rapports, 45, 65, 82, 95, 99, 109, 133, 140, 145, 157, 161, 182, 191, 197, 206, 243, 277.

Présente le 13<sup>e</sup> rapport du comité de *Législation*, 388.

*Interpellation au ministère :*

Remington, S. J. :—Est-il employée par le gouvernement ? 163.

*Pétitions présentées :*

Du Rev. L. A. Labrecque et autres, de Ditton, 26. Lue et reçue, 30.

Du Conseil municipal du village de la Côte des Neiges, 29. Lue et reçue, 44.

Du Rév. Chs. LaRoque, de St. Louis de Montréal, 29. Lue et reçue, 44.

De Albert Ed. Lecavalier, de St. Martin, étudiant en médecine, 29. Lue et reçue, 44.

De la ville de Ste Cunégonde, 29. Lue et reçue, 44.



LAREAU, EDMOND :—*Suite.*

De l'Institut des Frères de St. Gabriel, Montréal, 29. Lue et reçue, 44.

Du Conseil municipal du comté Laval, 29. Lue et reçue, 44.

Des Commissaires d'écoles de Ste Marie de Monnoir, 82. Lue et reçue, 86.

**LEBLANC, PIERRE EVARISTE** :—Député pour le comté de LAVAL.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 3. Pétition d'élection renvoyée avec dépens, 3.

*Adresses et Ordres votés :*

Carrier, Achille :—Sommes payées, depuis le 1er février 1887 à—, 143. Réponse, 203. (*Document No. 113.*)

Employés du Palais de Justice :—Copie des listes de paie avec une liste des noms des employés qui ne sont pas généralement donnés sur ces listes, pour Montréal, Québec et Trois-Rivières, 38.

Fonds d'emprunt municipal :—Etat indiquant quelles sont les municipalités auxquelles le gouvernement a fait, depuis le 1er janvier 1887, des remises totales ou partielles, 208. Réponse, 342. (*Document No. 155.*)

La Reine *vs.* Febich :—Copie des dépositions prises et copie des convictions dans les causes—, et la Reine *vs.* Lhebreu, 378.

L'Electeur illustré :—Correspondance à propos du numéro de—, publié le 1er janvier 1889 et distribué aux députés, 378.

Palais de Justice, Montréal et Québec :—Correspondance à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les—, depuis le 1er février 1887, 398.

Pont sur la rivière Jésus :—Correspondance à propos de la construction d'un pont en fer sur la—, 75. Réponse 88. (*Document No. 60.*)

St. François de Salle :—Correspondance à propos d'un octroi pour aider à la construction d'une maison d'école dans—, 238. Réponse, 284. (*Document No. 137.*)

*Fait partie des Comités suivants :*

Privilèges et Elections ; Comptes publics ; Bills privés ; Ordres permanents, 26 ; Chemins de fer, 26 ; Impressions, 51. Chemins à barrières, 81.

*Interpellations au ministère :*

Aliénés :—Est-ce l'intention du gouvernement d'abroger les dispositions de la loi imposant aux municipalités la moitié du coût de l'entretien des— ? 201.

Ameublement des bureaux :—Quels sont les bureaux où l'—, a été renouvelé en tout ou en partie, depuis le 1er février 1887 ? 206.

---

LEBLANC, PIERRE EVARISTE :—*Suite.*

Arbitrages entre Ontario et Québec :—A quelles personnes a été payée la somme de \$1081.22 pour— ? 321.

Association Internationale Américaine de Chicago :—Quelles sont les personnes que le gouvernement de Québec a déléguées pour le représenter à la réunion de l'—, l'automne dernier ? 375.

Beausoleil, C. :—A-t-il réglé avec le gouvernement au sujet de la perception des taxes sur les corporations commerciales ? 34.

Beausoleil M. :—A-t-il remis au gouvernement le compte que MM. Lacoste & Cie., lui avait rendu au sujet du montant par eux perçu des frais et honoraires dans les poursuites pour taxes sur les corporations commerciales ? 342.

Bernier :—Quelle somme a été payée à M. Esdras Bernier—, depuis janvier 1887 à mars 1889 ? 321,

Délégués pour la réunion de l'Association Internationale Américaine à Chicago :—Quels sont ceux qui ont été nommés pour représenter la province de Québec, comme— ? 375.

Desmarais, M. O. :— Combien a-t-il reçu pour aider au transport des prisonniers de la prison de Montréal à celle de Saint-Hyacinthe, durant l'hiver 1887-88 ? 321.

Desmarais, M. Hector :—Depuis quand est-il employé au Palais de Justice de Saint-Hyacinthe et quel est son salaire ? 321.

Desmarais, M. Odilon :— Quelles sommes lui ont été payées depuis janvier 1887 à mars 1889, par le gouvernement ou le shérif de Saint-Hyacinthe et pour quels services ? 372.

Chemins à barrières du comté de Laval :—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir les taux de péage sur les ponts etc— ? 201.

Coté, C. T. :—Est-il employé par le gouvernement ? 104.

Coté, M. C. T. :—Combien a-t-il reçu jusqu'à ce jour comme inspecteur des manufactures et où est son bureau ? 237.

Emprunt :—Y a-t-il une balance encore disponible sur le produit du dernier— ? 201.

Germain, M. A., de Sorel :—Depuis quelle date agit-il comme substitut du Procureur-Général pour le district judiciaire de Richelieu ? 343.

Langelier, M. Frs. :—A-t-il reçu quelques sommes d'argent dans l'affaire de la réclamation de W. P. Lockwood ? 308.

Langelier & Pelletier dans les causes de McDonald & McGreevy, 56.

Martin, M. Joseph :—Quel montant a été payé à M. Martin depuis le 1er février 1887 ? 201.

LEBLANC, PIERRE EVARISTE :—*Suite.*

Obalski, M. :—Quels sont les services pour lesquels il a été payé, depuis le 3 juillet 1886 au 1er juillet 1887 ? 389.

Ponts en fer :—Existe-t-il une loi de cette Province se rapportant à la construction des — ? 207.

Préfontaine, F. H. de Sainte-Anastasie de Nelson :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 371.

Taux de péage sur les ponts et chemins du comté de Laval :—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir les— ? 201.

*Motions :*

Sous-amendement à la motion pour l'adoption du second rapport du comité permanent des privilèges et élections, négative ; 118.

Amendement à la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides ; négative, 332.

Lors de la motion de M. *David* pour l'adoption du 3e rapport du comité d'enquête *in re* L'Electeur *vs.* gouvernement Ross-Taillon, M. LeBlanc propose comme sous-amendement :—Que cette Chambre est d'opinion que, vu l'importance d'utiliser le temps qui s'écoulera jusqu'à la prorogation et pour éviter des dépenses inutiles, le comité continue l'enquête jusqu'à la veille de cette prorogation ; qu'à cette date elle pourra décider la question de savoir s'il y a lieu d'autoriser le comité de siéger pendant la vacance ; négative, 363.

Propose que la Chambre s'ajourne maintenant ; motion négative, 367.

Propose la formation d'un comité spécial chargé de s'enquérir de la vente d'un terrain situé à Hull et connu sous le nom de "*Table Rock*"; amendement de l'hon. M. *Mercier*.—Que sous les circonstances cette chambre croit devoir repousser cette demande, 401, adopté, 402. Motion, ainsi amendée, adoptée, 402.

*Pétitions présentées :*

Du Rév. Jos. Graton et autres, de Ste. Rose, 85. Lue et reçue, 99.

De L. Sauriol et autres, de St. Martin, 85. Lue et reçue, 99.

De Nap. St. Germain et autres, de St. Vincent de Paul, 85. Lue et reçue, 99.

De Cléophas LeCavalier et autres, de Ste. Dorothée, 85. Lue et reçue, 99.

De Alphonse Ouimet et autres, de St. François de Salles, 85. Lue et reçue, 99.

---

**L**EGRIS, JOSEPH HORMIDAS :—Député pour le comté de MASKINONGÉ.

*Bill présenté :*

Bill amendant l'article 615 du Code Municipal, 120.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Industries, 27 ; Ordres permanents, 26.

*Interpellations au ministère :*

Dictionnaire du langage des nombres :—Combien coûte au gouvernement le— ? 343.

Leclerc, M. Georges :—Est-il encore secrétaire du Conseil d'agriculture et est-ce l'intention du gouvernement de le mettre à la retraite ? 207.

*Motion :*

Sous-amendement de M. *Legris* (à la motion de M. *Bernatchez* pour que la Chambre concoure dans certaine partie du rapport du comité d'agriculture de l'an dernier et mis devant la Chambre le 10 juillet 1888, et ayant rapport à la Commission agricole) ; adopté, 381.

*Ordres de la Chambre :*

Dictionnaire du langage des nombres :—Correspondance relative au—, 345. Réponse, 388. (*Document No. 171.*)

Leclerc, Georges :—Documents ayant rapport à la promotion de—, comme directeur de l'agriculture, 328. Réponse, 356. (*Document No. 159.*)

St. Maurice :—Etat indiquant les sommes payées, depuis 1878, pour travaux de colonisation dans le comté de—, 311.

*Pétitions présentées :*

De Edmond Désy et autres, de Maskinongé, 77. Lue et reçue, 86.

De J. Lefrançois et autres, 99.

**L**EMIEUX, FRANÇOIS XAVIER :—Député pour le comté de LÉVIS.

*Adresses et Ordres votés :*

Arts, Lettres et Sciences :—Correspondance suggérant d'envoyer en Europe, aux frais de la Province, un certain nombre de jeune gens de talents pour leur permettre de se perfectionner dans les—, 241.

Bender, Eugène P. :—Correspondance au sujet de sa réclamation de Manicouagan, 123. Réponse, 233. (*Document No. 120.*)

LEMIEUX, FRANÇOIS XAVIER :—*Suite.*

Bilodeau, Louis :—Document se rattachant à la réclamation de M. Bilodeau ès-qualité *vs.* La Reine, 164. Réponse, 176. (*Document No. 99.*)

Hurons de Lorette :—Documents à propos des réclamations pour partie des biens des Jésuites, faites par les—, 137. Réponse, 344. (*Document No. 157.*)

Vallée, Dr. A. :—Correspondance au sujet de l'asile des aliénés de Québec, depuis 1884 ; aussi copie de ses rapports annuels, 104. Réponse, 377. (*Document No. 165.*)

*Bills présentés :*

Acte électoral :—Pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'—, 102.

Compagnie du Chemin de fer de l'Est :—Incorporant la—, 101.

Curé de la paroisse de N. D., de La Victoire, Lévis :—Corporation spéciale, 53. Honoraire remis, 239.

Cour du Recorder :—Pour amender et refondre les lois relatives à la—, 375.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et élections ; Législation, 26 ; Industries, 27. Chemins à barrières, 81 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

*Interpellations au ministère :*

Arrérages des rentes seigneuriales :—Le gouvernement est-il disposé à faire la remise d'un quart sur les—, aux censitaires de la seigneurie Lauzon, jusqu'à décembre 1889 ? 397.

Québec Central :—Les honorables MM. Blanchet et Larochelle et M. Lemieux n'ont-ils pas demandé au gouvernement, pendant la Session de 1888, d'accorder un subside au— ? 390.

*Motion :*

Sous-amendement proposé et adopté lors de la motion pour la seconde lecture du bill des subsides, 415.

*Pétitions présentées :*

Du Rév. Ant. Gauvreau, de la ville de Lévis, 29. Lue et reçue, 44.

De John M. Dresser, 43. Lue et reçue, 60.

De Josias Nelson Rogers et autres, 65. Lue et reçue, 65.

---

**L**USSIER, ALEXANDRE ALBERT EDOUARD :—Député pour le comté de VERCHÈRES.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics, 26.

*Interpellations au ministère :*

Compagnie du chemin de fer de Montréal et Sorel :—Sera-t-elle tenue de mettre sa voie en opération ? 135.

Conférenciers agricoles :—Est-ce l'intention de nommer des—pour donner des lectures ? 272.

Conseil d'agriculture :—Sera-t-il maintenu ? 103.

Conseil d'agriculture :—Comment rend-il ses comptes ? 121.

Ecole supérieure des arts et métiers :—Est-ce l'intention du gouvernement de fonder une—, ou de continuer l'aide actuelle aux écoles déjà existantes ? 349.

Exposition de comté :—Le gouvernement est-il disposé à leur venir en aide ? 175.

Police provinciale :—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir la—et de l'affilier à la police municipale des grandes villes ? 342.

Sociétés et écoles d'agriculture :—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un inspecteur des— ? 371.

Verchères :—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un garde forestier pour protéger les forêts du comté de—et autres ? 188.

**L**YNCH, HON. WILLIAM WARREN —Député pour le comté de BROME.

*Adresses et Ordres votés :*

Fête des arbres :—Etat indiquant le nombre d'arbres plantés le dernier jour de la— (1888), 327. Réponse, 388. (*Document No. 172.*)

Fonds d'emprunt municipal :—Correspondance avec les municipalités des Cantons de l'Est qui sont endettées au—, 238.

Laiterie :—Correspondance au sujet des produits de la—, dans cette Province, 163. Réponse, 193. (*Document No. 108.*)

Limites :—Correspondance concernant les adjudications de concessions forestières, depuis le 1er février 1887, 205. Réponse, 275. (*Document No. 135.*)

LYNCH, HON. WILLIAM WARREN :—*Suite.*

Limites à bois :—Liste des concessions forestières adjudgées à l'encan, 204. Réponse, 259. (*Document No. 127.*)

Mackay, Dr. :—Contrat passé avec le—, pour le soin des ivrognes, 28. Réponse, 31. (*Document No. 34.*)

Mines :—Correspondance touchant le développement des ressources minières de la Province, 343.

Wells, Canton de :—Correspondance au sujet des lots 10, 11, 12, 13 et 14 du 2e rang du—, 191, 283. Réponse, 380. (*Document No. 168a.*) Réponse supplémentaire, 399. (*Document No. 168b.*)

*Bills présentés :*

Barreau :—Acte amendant la loi concernant le—, 72.

Diplôme de bachelier :—Acte reconnaissant le—, ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale, 45.

Eglise St. Thomas :—Acte autorisant le recteur et les syndics à disposer de certaines propriétés à eux léguées par feu Thomas Molson, 140. Honoraire remis, 273.

Elections contestées :—Acte amendant la loi des—, 45.

Mongenais :—Acte validant le mariage de Odilon— et Marie Anny McMillan, 71.

Saisies des traitements des employés publics :—Acte amendant la loi concernant les—, 102.

*Fait partie des Comités suivants :*

Privilèges et Elections ; Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Code Municipal 55.

*Interpellations au ministère :*

Auger, M. Michel :—Est-il employé par le gouvernement ? 155.

Fonds d'emprunt municipal :—Le gouvernement espère-t-il arriver sous peu à un règlement avec les municipalités des cantons de l'Est endettées au— ? 200.

Montréal et Sorel :—Quel montant a été payé, depuis la dernière, Session à la Compagnie du chemin de fer de— ? 371.

*Divers :*

Objecte (à la motion de M. Robidoux, —Que le bill pour amender la section 926 des S. R. P. Q., soit maintenant lu la seconde fois), —que ce bill aurait dû être précédé de résolutions ; M. l'Orateur devant donner sa décision à une séance ultérieure, 93.

Déclaration en rapport avec l'accusation portée par l'Electeur, dans son numéro du 9 mars 1889, contre l'ex-gouvernement Ross-Taillon, 384.

LYNCH, HON. WILLIAM WARREN — *Suite.*

*Motion :*

Que le *Document No. 42*, au sujet des lots de grèves, soit imprimé et que la 94<sup>e</sup> règle soit suspendue pour ce qui a rapport à ce document, 56. Que la Chambre s'ajourne maintenant ; motion négative, 360.

*Pétitions présentées :*

De Odilon Mongenais et autres, 51. Lue et reçue, 60.

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise St. Mathieu, Montréal, 82.

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise St. Thomas, Montréal, 125. Lue et reçue, 133.

De la Faculté de Droit de l'Université McGill. Lue et reçue, 197.

**M**ARCHAND, HON. M. FÉLIX GABRIEL —, député pour le comté de St. JEAN.

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

Se rend avec la Chambre auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil Législatif, à l'ouverture de la Session, 1. Pour la sanction des bills, 232. A la clôture de la Session, 419.

Fait rapport du discours du Trône à l'ouverture de la Session, 15.

Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 256, 260, 279, 285, 311, 328, etc.

Communique à la Chambre divers rapports, 18, 29, 36, 43, 59, 98, 156, 196, 233, 285.

Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 17.

Décide sur des questions de forme et d'ordre, 58, 112, 114, 131, 139, 168, 367.

Remet sa décision à plus tard, 93, 106.

Maintient la décision du Président d'un comité, 139.

Nommé Président du comité conjoint de la bibliothèque, 255.

Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Hochélaga, Laval, Beauharnois et l'Assomption, 2. Laprairie, 8.

Informe la Chambre qu'il a émis des nouveaux brefs d'élection pour les districts électoraux de l'Assomption, Dorchester, 7 ; Laprairie et Montréal Centre, 13.

Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élection pour les districts électoraux de Nicolet, 1 ; Dorchester, 13 ; Mégantic ; l'Assomption, 14.



MARCHAND, HON. M. FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

Informe la Chambre qu'il a reçu avis d'une vacance survenue dans la représentation du district électoral de Dorchester, par suite de l'entrée de L. N. Larochelle, écrivain, au Conseil Législatif, 7.

Met devant la Chambre le bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie. Lu et entré dans les journaux de la Chambre, 107.

*Décide sur des questions de forme et d'ordre :*

M. Casgrain demande à M. l'Orateur de décider si une déclaration de l'honorable M. Shehyn est une réponse à son interpellation. On objecte d'autre part que M. Casgrain n'a pas le droit de la commenter. M. l'Orateur ne lui refuse pas le droit de soumettre sa question d'ordre et décide que l'honorable Trésorier, ayant déclaré que l'information demandée est la matière d'une adresse, il ne peut lui contester cette prétention, 58.

M. Murphy demande à M. l'Orateur de vouloir bien déclarer quelle est l'interprétation qui doit être donnée à la section 4 de la 57<sup>e</sup> règle de cette Chambre, en autant qu'elle se rapporte au bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Lawrence Lynch au nombre de ses membres ; M. l'Orateur décide que le préambule du dit bill aurait dû constater qu'il a été approuvé par le Conseil général du Barreau de la province au lieu du Conseil du Barreau du district de Québec, 112.

M. l'Orateur (sur l'objection soulevée que le bill pour assurer une traverse régulière entre Québec et Lévis est un bill *hybride*, qu'il se rattache à des intérêts privés et qu'il ne peut pas être considéré comme un bill public), décide que la question soulevée dépend de l'interprétation de l'acte 29 Vict., ch. 57, à l'égard des privilèges dont il est question. C'est une question de droit plutôt qu'une question d'ordre, elle échappe, en conséquence, à sa juridiction et il la soumet à la décision de la Chambre, 114.

Objection étant faite par l'honorable M. Gagnon, que le député de Montréal-Ouest lui fait dire des paroles qu'il n'a pas prononcées et fait allusion à un débat antérieur, contrairement aux règles de la Chambre.—M. l'Orateur décide que tout ce que dit un député à titre d'explication doit être pris pour la vérité et ne plus être ensuite remis en question ; qu'il est aussi contraire aux règles de cette Chambre de faire allusion à un débat antérieur, 131.

Le Président d'un comité général fait rapport que le député de Terrebonne, s'étant assis après avoir parlé et l'honorable Premier ministre s'étant levé pour parler, le député de Terrebonne a demandé la parole disant qu'il s'était assis parce qu'il avait posé une question au député de Champlain.—Que lui (le Président), a décidé que le député de Terrebonne s'étant assis, avait perdu le droit de reprendre la parole et qu'appel a été fait de cette décision. M. l'Orateur maintient la décision du Président du comité, 139.

A la motion, que le bill pour amender la section 926 des S. R. P. Q., soit lu la seconde fois,—objection est faite par l'honorable M. Lynch, que ce bill aurait dû être précédé de résolutions ; M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 93. Décide que l'objection est mal fondée, 168.

M. Desjardins ayant proposé,—Que la Chambre s'ajourne maintenant,—objection est faite par l'honorable M. Gagnon que l'honorable Membre pour Montmorency ayant déjà parlé sur la question maintenant soumise à la Chambre, ne peut pas proposer l'ajournement de cette Chambre.—M. l'Orateur décide que l'honorable Membre ne peut soumettre cette question d'ajournement, attendu qu'il a déjà pris la parole sur la question maintenant devant la Chambre, 367.

MARCHAND, HON. M. FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

*Communiqué à la Chambre les divers documents suivants, savoir :*

*Institutions Littéraires, de Charité et Hôpitaux :—Rapports annuels, etc., des—, ci-dessous mentionnées, savoir :*

Hôpital St. Joseph,	Chambly.....	29
Salle d'Asile,	do .....	29
Union St. Jean-Baptiste,	Farnham.....	233
Union St. Joseph,	do .....	233
Asile de la Providence,	Montréal .....	18
Asile de St. Joseph du B. P. rue Fullum,	do .....	59
Asile de St. Vincent de Paul,	do .....	18
Asile pour les femmes abandonnées,	do .....	18
Church Home,	do .....	43
Hôpital St. Patrice,	do .....	18
Monastère de N.-D. de Charité, B. P.	do .....	98
Société Bienveillante des Dames Juives,	do .....	18
Hôpital-Général,	Pembroke.....	18
Asile Finlay,	Québec, ...	285
Asile des Orphelins,	do .....	250
Œuvre du Patronage,	do .....	36
Women's Christian Association,	do .....	29
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.....	18
Hôpital-Général,	Sorel .....	29
Hospice St. Joseph, Ste. Anne de la Pocatière	.....	196
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth.....	18
Hospice Ste. Anne,	Yamachiche.....	18

(Document No. 30.)

*Baptêmes, mariages et sépultures :—Etat général des—, dans le district de Montréal pour l'année 1888. (Document No. 174), 396.*

**M**A RTIN, HENRI JOSUÉ :—Député pour le comté de BONAVENTURE.

*Adresses et Ordres votés :*

Métapédia :—Correspondance au sujet des réparations à faire au pont sur la rivière—, 75. Réponse 88. (Document No. 59.)

Michaud, J. R. :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une manufacture d'empois, dans le comté de Bonaventure, 59. Réponse 84. (Document No 50.)

New-Carlisle :—Rapport concernant certains travaux à faire à la prison de—, 92. Réponse, 176. (Document No. 98.)

Shoolbred :—Copie des lettres patentes, titres etc., concernant la seigneurie—, dans le comté de Bonaventure, 252.

Thibaudeau, Jean Hyacinthe :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une fromagerie ou d'une beurrerie, 59. Réponse, 85. (Document No. 51.)

MARTIN, HENRI JOSUÉ :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Industries, 27.

*Interpellations au ministère :*

Petite Rivière Cascapédia :—Le gouvernement doit-il faire terminer le pont sur la—? 128.

Pont sur la rivière Métaédia :—Les réparations à faire à ce pont, ont-elles été demandées par contrat ? 375.

Roy, M. George :—Combien a-t-il reçu pour cadastre ? 91.

St. Bonaventure :—Balance réclamée pour travaux exécutés sur le pont de la rivière Bonaventure par certains intéressés de—, 128.

*Motion :*

Amendement à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, 368. Négative, 369.

**M**MARTIN, EDOUARD ONÉSIPHORE :—Député pour le comté de RIMOUSKI.

*Adresses et Ordres votés :*

Fonds des incendiés :—Etat donnant les noms des personnes endettées au—de 1847 et 1848, 253.

Vallée, L. A.—Copie de son rapport pour un pont dans la paroisse de *St. Valérien*, 92. Réponse, 127. (*Document No. 74.*)

Vallée, L. A.—Copie de son rapport sur l'état du pont sur la rivière *Amqui*, 92. Réponse, 127. (*Document No. 75.*)

Vallée, L. A.—Copie de son rapport sur la nécessité de reconstruire un pont sur la rivière *Grand Méchin*, 92. Réponse, 127. (*Document No. 77.*)

*Bill présenté :*

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Matane, 101.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 26 ; Chemins de fer, 26 ; Industries, 27.

Présente le second rapport du comité des chemins de fer, 86.

---

MARTIN, EDOUARD ONÉSIPHORE :—*Suite.*

*Interpellation au ministère :*

Grains de semence :—En sera-t-il fourni aux colons ? 90.

*Pétition présentée :*

De Monsignor Ed. Langevin et autres, de Rimouski, 65. Lue et reçue, 78.

**M**CINTOSH, JUNIOR, JOHN :—Député pour le comté de COMPTON.

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture ; Industries, 27 ; Code Municipal, 55 ; Chemins à barrières, 81. Bills privés : Chemins de fer, 126.

*Interpellations au ministère :*

Compagnies d'assurances :—Pourquoi ont elles été requises de payer au Trésorier de la Province \$550 au lieu de \$400, comme l'année précédente ? 390.

Daveluy, M. Geo.—Inspecteur des assurances—A-t-il visité les bureaux des diverses compagnies d'assurances, tel que requis ? 372.

Exposition Universelle de Paris de 1889 :—Le gouvernement a-t-il nommé quelques personnes pour le représenter à l'— ? 200.

Kirwan, M. W. :—Est-il employé par le gouvernement ? 91.

Quinn, M. F. A. :—Est-il employé par le gouvernement ? 91.

Stenson, M. Inspecteur d'école :—Etait-il en congé pendant les mois de janvier et février 1887. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il a, pendant un mois, travaillé très activement à l'élection du candidat libéral dans Wolfe et Richmond ? 404.

Weir, W. A. :—Est-il employé par le gouvernement ? 90.

*Motions :*

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant A. A. Graham ; adoptée, 260.

Qu'instruction soit donnée au comité général sur le bill concernant W. S. Cotton d'amender ce bill ; adoptée, 261.

*Ordre de la Chambre :*

Association agricole des Cantons de l'Est :—Correspondance concernant une demande d'aide par l'—, 328.

McINTOSH, JUNIOR, JOHN :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

Du Rév. Ant. Gagnon et autres, de Marston, 78. Lue et reçue, 86.

De Alexander Philipps et autres, 94. Lue et reçue, 109.

**McSHANE**, HON. JAMES :—Député pour MONTRÉAL-OUEST.

Documents mis devant la Chambre relatifs à l'élection contestée de Laprairie, 9, 11.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 126.

*Divers :*

Motion de l'hon. M. *Mercier* :—Que certains documents, dans la cause de l'élection contestée de *Odilon Goyette*, dans laquelle l'hon. M. *McShane* est mis en cause, soient renvoyés au comité des privilèges et élections ; débat, 72. Débat repris ; motion adoptée, 73.

Bref d'appel *in re* l'élection de Laprairie, 107.

*Motion :*

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour refondre et amender la charte de la cité de Montréal ; négative, 312.

*Ordres de la Chambre :*

Hôpital-Général :—Correspondance pour une augmentation de son octroi annuel, 293.

Hôpital-Général :—Correspondance entre le Trésorier du dit Hôpital et le gouvernement au sujet d'une augmentation d'allocation, 345.

**MERCIER**, HON. HONORÉ :—Député pour le comté de ST. HYACINTHE.

*Bills présentés :*

Bill concernant l'application par l'Exécutif des lois de cette Province, 250.

Code de Procédure Civile :—Amendant l'article 34 du—, (du Conseil Législatif), 120.

Communauté des Filles de Charité de St. Hyacinthe :—Acte amendant l'acte incorporant la—, 52.

Elections contestées de Québec :—Acte amendant la loi des—, 27.

MERCIER, HON. HONORÉ :—*Suite.*

Juges de paix *ex-officio* :—Acte nommant les membres du Conseil Législatif—, (du Conseil Législatif,) 119.

Orateur du Conseil Législatif :—Acte concernant l'— (du Conseil Législatif,) 119.

Rôle d'évaluation :—Amendant l'acte électoral de Québec, en augmentant le droit de suffrage et amendant le Code Municipal, en ce qui concerne la préparation du—, 150.

Serments d'office :—Acte concernant la prestation des—, 15.

Statuts Refondus de la Province de Québec :—Amendant les articles 4653 et 4696 des—, 82.

Société de Passage du Pont Neuf de St. Hyacinthe :—Amendant l'acte d'incorporation de la—, 52.

*Divers :*

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 33, 248.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics, 26 ; Pour préparer les listes des comités permanents, 25 ; Chemins à barrières, 81.

Fait partie du comité chargé de préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23  
Rapporte le projet de cette adresse, 23.

*Motions :*

Que le discours du Lieutenant-Gouverneur soit pris en considération, 16, 21.

Pour la formation des comités permanents ; adoptées, 17, 25.

Pour la formation du comité de la bibliothèque et des impressions, 51.

Pour que la résolution au sujet d'une adresse en réponse au discours du Trône soit renvoyée à un comité spécial, 23.

Pour que la Chambre se forme en comité général sur certaines résolutions relatives au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées, 27, 33. Concernant l'application par l'Exécutif, des lois de cette province, 212, 248.

Que certains membres soient ajoutés à des comités ; adoptées 45, 126.

Que certains documents relatifs à l'élection de Laprairie soit renvoyés au comité des privilèges et élections, 72. Débat repris ; motion adoptée, 73.

---

MERCIER, HON. HONORÉ :—*Suite.*

Relative à l'admission de M. O. Goyette à prendre son siège en produisant son Indenture en double seulement, sans le certificat du Greffier de la Couronne en Chancellerie, adopté, 100.

Sous-amendement proposé (adopté) à la motion, que le bill pour assurer une traverse régulière entre Québec et Lévis soit renvoyé à un comité spécial, 115.

Amendement à la motion de M. Duplessis pour un ordre de la Chambre, demandant certains détails des dépenses relatives à la conférence inter-provinciale, 177, 179.

Que la Chambre siège les samedis et que les mesures du gouvernement aient la priorité à certains jours ; motions adoptées, 211.

Que pour le reste de la Session, il y ait deux séances par jour ; adoptée, 251. Trois séances ; débat, ajourné, 317 ; Débat repris ; motion adoptée, 367.

Sous-amendement proposé à l'amendement de M. Nantel pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre le bill nommant Commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée Législative ; adoptée, 393.

Sous amendement lors de la motion pour concours dans une certaine résolution rapportée du comité des subsides ; adopté, 409.

*Pétitions présentées :*

De la Communauté des Filles de Charité de l'Hôtel-Dieu de St. Hyacinthe, 26. Lue et reçue, 44.

De la Société de passage du Pont Neuf de St. Hyacinthe, 29. Lue et reçue, 44.

**M**MORIN, JOSEPH :—Député pour le comté de CHARLEVOIX.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics ; Chemins de fer, 26.

*Interpellations au ministère :*

Inspecteur des Sociétés de Construction :—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un— ? 275.

Syndics des chemins à barrières de la Rive Nord :—Combien doivent-ils encore sur le prêt pour réparation du pont Dorchester ? 321.

**M**MURPHY, OWEN :—Député pour QUÉBEC OUEST.

*Bills présentés :*

Québec—Acte amendant les actes concernant la Compagnie du Gaz de—, 45.

MURPHY, OWEN :—*Suite.*

Lynch, Lawrence :—Acte autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, 52. Honoraire remis, 274.

Taché—Acte autorisant la vente d'immeubles substitués par le testament de feu Dame Emilie H. H.—, 79.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics, 26 ; Industries, 27 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions, 51 ; Listes des membres devant composer les comités permanents, 25 ; Chemins à barrières, 81 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

Nommé Président du comité conjoint des impressions, 114. Présente le 1er rapport, 114. Second, 171. Troisième, 418.

*Divers :*

Demande à M. l'Orateur de vouloir bien déclarer qu'elle est l'interprétation qui doit être donnée à la section 4 de la règle 57 de cette Chambre dans son application au bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Lawrence Lynch, au nombre de ses membres ; décision de M. l'Orateur, 112.

*Motions :*

Que la clause 4 de la 57e règle de cette Chambre, relative au bill concernant Lawrence Lynch, soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill ; débat, 105. Débat repris ; motion adoptée, 112.

À l'amendement de M. Bernatchez pour renvoyer à un comité spécial le bill pour assurer une traverse régulière entre Québec et Lévis, propose comme sous-amendement que certains noms soient ajoutés au comité proposé et sur objection, M. l'Orateur décide que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre, 114.

*Ordre de la Chambre :*

Ross vs. Lambly :—Copie de tous documents et de toutes correspondances re Mary Jane Ross vs. W. H. Lambly, registrateur, 311.

*Pétitions présentées :*

De la Compagnie du Gaz de Québec, 26. Lue et reçue, 29.

De Lawrence Lynch, de Québec, étudiant en droit, 26. Lue et reçue, 30.

De C. J. Q. Coursol et Marie Henriette Coursol, 43. Lue et reçue, 59.

De T. Ledroit et autres, marchands, de Québec, 243. Lue et reçue, 254.



**N**ANTEL, GUILLAUME ALPHONSE :—Député pour le comté de TERREBONNE.

*Adresses et Ordres votés :*

Arpenteurs :—Noms, domicile et montant payé à chacun des—, auxquels ont été confiés des ouvrages d'arpentage dans la province, 38. Réponse, 275. (*Document No. 134.*)

Boiron, Alexandre :—Somme payée à la Maison Picot, France, par l'entremise de—, son agent, 344.

Cantons arpentés :—Etat donnant les—, et livrés en vente pour les fins de la colonisation, depuis janvier 1887, 38. Réponse, 274. (*Document No. 132.*)

Fonds d'emprunt municipal :—Montant des remises faites à chaque municipalité ; montant emprunté, etc., 48. Réponse, 341. (*Document No. 153.*)

Lessive, " Phoenix " :—Correspondance et recommandation se rapportant à l'achat de la—, pour l'usage des ministères et édifices publics, 373.

Statuts Refondus de la province de Québec :—Montant payé, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, pour composition, impression et reliure, etc., des—, 203. Réponse, 244. (*Document No. 124.*)

*Bills présentés :*

Durocher :—Acte autorisant la ventes de certaines propriétés substituées par feu Thomas Durocher et feu Marie Coulombe, 95.

Raymond :—Acte autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Dame Marie Gen. Sophie Raymond à aliéner certains immeubles, 96.

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Comptes publics ; Législation et Lois expirantes, 26 ; Bibliothèque, 51.

*Interpellations au ministère :*

Château de Ramezay :—A quel entrepreneur ont été confiés les travaux de réparation faits au— ? 278.

Fonds d'emprunt municipal :—Quelles remises ont été faites au gouvernement ? 34.

Inspecteurs d'écoles :—Quels sont ceux dont les salaires ont été augmentés ? 275.

Lippens :—Le nommé B—, qui a été chargé par le gouvernement de faire des conférences sur l'agriculture, est-il le même B. Lippens qui est l'un des inspecteurs d'écoles de la Province ? 277.

Tremblay :—Est-ce l'intention du gouvernement de se faire rembourser la somme de \$500 payée à M. P. E.—, pour repatriement ? 343.

Tremblay, P. E. :—A-t-il été et est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 34.

---

NANTEL, GUILLAUME ALPHONSE :—*Suite.*

*Motions :*

Deux motions pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill constituant en corporation la Cie. du chemin de fer du Nord Central ; négativées, 150.

Pour renvoyer à six mois la 3<sup>e</sup> lecture du bill pour amender les articles 4653 et 4696 des S. R. B. C. ; négativée, 193.

Pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre le bill pour nommer Commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée Législative ; amendé par un sous-amendement, 393.

*Pétitions présentées :*

De MM. Geoffrion, Dorion, Lafleur et Poirier, procureurs des grevés des substitutions créées par le testament de feu Thomas Durocher et feu Marie Coulombe, son épouse, 43. Lue et reçue, 60.

Des exécuteurs testamentaires de feu Dame Marie Gen. Sophie Raymond, veuve de feu l'honorable Joseph Masson, 43. Lue et reçue, 60.

O WENS, WILLIAM :—Député pour le comté d'ARGENTEUIL.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics, 26 ; Code Municipal, 55 ; Chemins à barrières, 81.

*Interpellations au ministère :*

Pont en fer dans Grenville, 57.

Conversion de la dette, 57.

Emslie, James :—Est-ce l'intention du gouvernement de lui venir en aide ainsi qu'à d'autres instituteurs à la retraite qui ont souffert une injustice par suite des amendements à l'acte concernant les pensions ? 252.

Instituteurs à la retraite :—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux—, qui ont souffert une injustice par suite des amendements faits à l'acte concernant les pensions ? 252.

Mercier, l'hon. M. :—N'est-il pas vrai que le montant de ses frais de voyage à Rome, au sujet des Biens des Jésuites, sont inclus dans le compte pour frais de voyage en Europe, au sujet du nouvel emprunt ? 387.

*Ordres de la Chambre :*

Biens des Jésuites :—Correspondance entre le gouvernement et Son Eminence le Cardinal Taschereau, depuis le 12 juillet 1888, relativement aux—, 372.

Ponts en fer :—Etat indiquant dans quelles municipalités des—, ont été construits avec une aide du gouvernement, 58.

**P** ELLETIER, HON. LOUIS PHILIPPE :—Député pour le comté de DORCHESTER.

Certificat de son élection, 14.

Prête serment et prend son siège, 29.

*Adresse et Ordres votés :*

Asile de la Longue Pointe :—Copie du contrat passé, le 20 juillet 1875, entre le gouvernement et les propriétaires de l—, 81. Réponse 84. (*Document No. 49.*)

Atkinson :—Correspondance au sujet de la réclamation de Henry Atkinson, au sujet de certains lots de terre dans Metgermette Nord, 91. Réponse 187. (*Document No. 102.*)

Charleson, J. B.—Copie du premier rapport annuel de—, en date du 15 décembre 1888, sur les opérations forestières de 1887-88, 164. Réponse, 208. (*Document No. 114.*)

Grand Juré :—Copie du rapport par le—au dernier terme de la Cour du Banc de la Reine, 81. Réponse, 97. (*Document No. 64.*)

Rétrocession à la Couronne de certaines terres :—Correspondance entre les colons des cantons de l'Est et le gouvernement au sujet de la—, 74. Réponse, 176. (*Document No. 97.*)

Shérif des Trois-Rivières :—Copie de l'enquête faite contre le—, par Walton Smith en 1887, 239.

Terres de la Couronne :—Etat des concessions des terres, de plus de cent acres chacune, faites par la couronne depuis 1788, 92, 169.

Ste Rose de Watford :—Correspondance au sujet de certains aliénés venant de la paroisse de—, 64.

*Bills présentés :*

Code de Procédure Civil :—Relativement aux témoins, (du Conseil Législatif), 191.

Code Municipal :—Acte amendant le—, 60.

Cour Supérieure et de Circuit du district de Québec :—Pour étendre la juridiction de la—, (du Conseil Législatif), 233.

Duchesnay :—Autorisant la vente de certains biens provenant de la succession de feu l'hon. Elzéar Henri Juchereau—, (du Conseil Législatif), 190.

Elections contestées :—Acte amendant la loi des—, 46.

Loi électorale :—Acte pour amender la—, 46.

Robitaille, Louis Philippe :—Acte autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, 109.

---

PELLETIER, HON. LOUIS PHILIPPE :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et Elections ; Législation, 26 ; Chemins à barrières, 81 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

Nommé Président du comité de la traverse entre Québec et Lévis ; présente le premier rapport, 191. Second, 388.

Présente le 12e rapport du comité de Législation, 359.

*Divers :*

Après avoir siégé quelque temps comme Président du comité général de la Chambre, sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Nord Central*, l'honorable M. Pelletier fait rapport : “ Que le député de *Terrebonne*, (M. *Nantel*,) s'étant assis après avoir parlé et l'honorable Premier ministre s'étant levé pour parler, le député de *Terrebonne* a demandé la parole, disant qu'il s'était assis parcequ'il avait posé une question au député de *Champlain* (M. *Trudel*.)

“ Que, lui, le Président a décidé que le député de *Terrebonne* s'étant assis, avait perdu le droit de reprendre la parole et qu'appel a été fait de cette décision,” M. l'Orateur maintient la décision du président du comité, 139.

*Interpellations au ministère :*

Bureau du protonotaire, Montréal :—La dépense de ce bureau a-t-elle été augmentée et y a-t-il eu augmentation correspondante de recettes ? 174.

Carrier, Achille :—Pour quelle fin la somme de \$215 lui a-t-elle été payée en 1887 ? 109-

Champagne, Charles :—Quel a été le résultat de ses démarches au sujet des fraudes com. mises dans le comté d'Ottawa, 127 ?

Church :—Combien a-t-il été payé à l'honorable L. R.—, dans l'affaire du dépôt, par le gouvernement, à la Banque d'Echange ? 110. Combien lui et l'honorable L. O. Loranger ont-ils reçu du gouvernement dans l'affaire des Tanneries ? 110.

Corporations Commerciales :—Quels montants ont été payés aux avocats dans les causes contre les ? 110. Messieurs Lacoste, Globensky & Bisillon doivent-ils une balance de collection faite par eux de la taxe sur les— ? 110.

De la Bruère, L'hon. M. :—A-t-il touché son salaire comme Orateur du Conseil Législatif ? 103.

Desjardins, L. G. :—Combien le gouvernement a-t-il payé pour l'impression du discours sur le budget, prononcé par— ? 135.

Ecole Normale, Montréal :—Pourquoi la vente du terrain de—, n'a-t-elle pas eu lieu ? 135.

Empièrrement des chemins, 47.

---

PELLETIER, HON. LOUIS PHILIPPE :—*Suite.*

Gazeliers au Palais de Justice, Québec :—Combien de— ? 103.

Genest, L. U. A., Greffier de la Paix, Trois-Rivières :—Quel est son salaire ? 175.

Indemnité Sessionnelle :—Par qui a-t-elle été refusée ? 103.

Indemnité Sessionnelle :—Quand a-t-elle été de \$800 ? 103.

Lacoste, L'hon. M. :—Quel est le montant payé à—, pour examen du contrat de vente du Q. M. O. & O. ? 104.

Lacoste, L'hon., ou Lacoste, Globensky & Bisaillon :—Quelles sommes ont été payées à—, *in re* les timbres sur exhibits et Régina intervenante ? 109. Quel est le montant payé aux mêmes *in re* arbitrage du pont Jones ? 110.

Langelier, J. C. :—Pourquoi la somme de \$150, lui a-t-elle été payée ? 111.

Magistrat de district :—Quel est le salaire de celui chargé des districts des Trois-Rivières, Arthabaska et Richelieu ? 176.

Murray, Denis :—Pourquoi la somme de \$100 lui a-t-elle été payée en 1887 ? 111.

Ponts en fer :—Combien de municipalités ont demandé à se prévaloir de la loi ? 103.

Québec Central :—A la demande de quelle personne le gouvernement a-t-il accordé cette année un subside au— ? 371.

Ritchie :—Combien a-t-il été payé à T. W. Ritchie, dans l'affaire des Tanneries ? 110.

Surintendants des gardes forestiers :—Ont-ils découverts quelques fraudes ? 104.

*Motions :*

Sous-amendement à l'amendement pour renvoyer de nouveau à un comité le bill pour amender les lois concernant les Terres Publiques, débat, 69, 85, 87 ; adopté, 98.

Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des privilèges et élections ; adoptée sur division, 117.

Pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill amendant la loi concernant les chemins de fer ; adoptée, 123.

Que la 57<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle se rapporte au bill relatif à Louis Philippe Robitaille ; adoptée, 224.

Que les amendements faits en comité général à ce bill soient lus la seconde fois ; adoptée, 233.

Pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre une certaine résolution relative à certain contrat pour l'entretien des aliénés, 295.

PELLETIER, HON. LOUIS PHILIPPE :—*Suite.*

Pour renvoyer à six mois, le comité général sur le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts, comme suffisant pour l'admission à l'étude de certaines professions ; débat, ajourné, 329. Débat repris ; motion négative, 351.

Motion pour ajourner le débat sur l'amendement de M. *Beauchamp*, à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; adoptée, 359.

*Pétitions présentées :*

De Urbain Couture dit Lamonde, de Saint-Valier, 26. Lue et reçue, 30.

De David Marquis et autres, de Stoke, 29. Lue et reçue, 44.

De Maurice J. Duchesnay et autres, 51. Lue et reçue, 60.

De L. P. Robitaille, étudiant en droit, 65. Lue et reçue, 78.

De J. N. Leclerc et autres, de Thetford Sud, 65. Lue et reçue, 78.

Du Rév. L. Z. Lambert et autres, de Sainte-Anastasie de Nelson, 211. Lue et reçue 211.

PICARD, JACQUES :—Député pour RICHMOND & WOLFE.

*Adresse et Ordres votés :*

Glasgow Colonization Land & Timber Company :—Etat indiquant tous les lots octroyés par lettres-patentes, en 1878 et 1879, à cette Compagnie, 142. Réponse, 377. (*Document No. 166.*)

Richmond and Wolfe :—Rapports faits par les officiers du Département de l'agriculture sur les chemins de colonisation dans les comtés de—, depuis février 1887, 164. Réponse, 237. (*Document No. 121.*)

Remise des droits de coupes de bois :—Document à l'effet de faire—, en faveur des colons établis de bonne foi sur les terres de la Couronne, 398.

*Fait partie des Comités suivants :*

Législation ; Comptes publics, 26 ; Agriculture, 27. Bills privés, 126.

*Interpellations au ministère :*

Beauchêne, M. Ferd, d'Arthabaskaville :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 129.

Carrier, Achille :—Est-il actuellement à l'emploi du gouvernement ? 129.

Coupe de bois :—Le gouvernement se propose-t-il d'empêcher les colons de couper du bois de commerce en dehors de leurs défrichements ? 309.

PICARD, JACQUES :—*Suite.*

Droits de coupe de bois :—Est-ce l'intention du gouvernement de remettre aux colons de bonne foi, le surplus des—? 309.

Grains de semence :—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux colons de certains diocèses au moyen de—? 272.

Pont sur la rivière St. François :—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une aide aux citoyens du canton de Wotton pour construire un—? 375.

Remise des droits de coupe de bois :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire une—? 272.

*Motions :*

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender les lois concernant les Terres publiques ; débats, 69, 84, 85 ; motion amendée, 98.

Sous-amendement proposé et adopté à la motion pour la formation d'un comité spécial chargé d'étudier la position financière des commissions des chemins à barrières, 81.

Amendement à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; négativé, 391.

PILON, JOSEPH :—Député pour le comté de BAGOT.

*Adresses et Ordres votés :*

Lacoste, l'hon. Alexandre :—Documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre des lettres patentes en faveur de—, en date du 4 décembre 1888, pour 1176 acres de terre dans le canton Marchand, 238.

Stanstead :—Correspondance entre le gouvernement et Ozro Baldwin, écr., depuis la Session 1888, au sujet de la distribution des grains de semence dans le comté de—, 398. Réponse, 402. (*Document No. 178*).

*Bill présenté :*

Sainte-Christine :—Acte érigeant la paroisse de—en municipalité locale et l'annexant au comté de Bagot, pour les fins municipales et scolaires, 71.

Fait partie des *Comités* suivant :

Agriculture, 27 ; Bills privés, 26 ; Industries, 27 ; Chemins à barrières, 81 ; Code Municipal, 55.

Nommé Président du comité des Industries, 52. Présente le premier rapport, 52.

Nommé Président du comité spécial sur les Chemins à barrières, 100. Présente le 1<sup>er</sup> rapport, 100. Second rapport, 285. Présente le 6<sup>e</sup> rapport du comité d'Agriculture, 349.

---

PILON, JOSEPH :—*Suite.*

*Interpellations au ministère :*

Choquette et Frère :—N'y a-t-il pas erreur dans l'item chargé à MM—, à la page 101 des comptes publics pour 1888 ? 235.

Féculerie :—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une certaine somme pour aider l'industrie de la— ? 271.

*Motion :*

Que le second rapport du comité spécial pour s'enquérir de la position financière des Commissions des Chemins à barrière soit adopté ; amendement de M. Dechene (L'Islet) proposé et adopté ; motion principale, ainsi amendée, adoptée, 378.

*Pétitions présentées :*

Du Rév. F. X. Brassard et autres, de Stoke, 25. Lue et reçue, 30.

Du Rév. D. Bellemare et autres, de Chesham, 25. Lue et reçue, 30.

Du Rév. J. L. Tourigny et autres, 25. Lue et reçue, 30.

**P**OUPORE, WILLIAM JOSEPH :—Député pour le comté de PONTIAC.

*Bill présenté :*

Bill pour enlever tout doute au sujet des limites du Portage du Fort, province de Québec, et les mieux déterminer, 145.

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Industries, 27 ; Bibliothèque, 51.

*Interpellations au ministère :*

Chapeau :—Le gouvernement a-t-il reçu une pétition demandant que la Cour de Circuit à—, ne soit pas abolie ? 46.

Pontiac :—Est-ce l'intention du gouvernement de construire un Palais de Justice et une prison dans le comté de— ? 277.

*Ordres de la Chambre :*

Chapeau :—Correspondance relative à l'abolition de la Cour de Circuit à—, 47. Réponse, 88. (*Document No. 56a*). Réponse supplémentaire, 114. (*Document No. 56b*).

Cour des Magistrats de district :—Correspondance au sujet de l'augmentation de la juridiction des—, dans le district d'Ottawa, 328.

Réserve forestière :—Etat indiquant quelle partie abolie l'année dernière a été arpentée depuis le 12 juillet 1888, 163.



---

POUPORE, WILLIAM JOSEPH :—*Suite.*

*Pétition présentée :*

Du Conseil Municipal du village du Portage du Fort, 139. Lue et reçue, 140.

**R**HODES, HON. WILLIAM :—Député pour le comté de MÉGANTIC.

Certificat de son élection, 14.

Prête serment et prend son siège, 15.

*Bills présentés :*

Code Municipal :—Amendant l'article 1080 du—concernant certaines dispositions exceptionnelles, 46.

Compagnie d'entrepôt de Québec :—Pour réduire son capital-actions (du Conseil Législatif), 150,

Compagnie du chemin de fer et de navigation du Lac St. François :—Incorporant la—, 141.

Concours agricoles :—Acte créant des concours régionaux et un ordre provincial de mérite agricole, 195.

Concours provinciaux d'agriculture :—Acte créant des—et des distinctions provinciales de mérite agricole, 120.

Manufactures :—Acte amendant la loi des—de Québec, 120.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics, 26 ; Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23.

Nommé Président du comité d'Agriculture, 66. Présente les rapports, 206, 267.

*Motions :*

Pour que la Chambre se forme en comité général sur certaines résolutions accompagnant le bill concernant les concours régionaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, 146, 195.

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 195.

*Pétitions présentées :*

De la Compagnie d'entrepôt de Québec, (*Quebec Warehouse Company*), 17, Lue et reçue, 29.

De O. B. C. Richardson et autres, 125. Lue et reçue, 133.

---

**R**INFRET DIT MALOUIN, DR. RÉMI FERDINAND :—Député pour QUÉBEC CENTRE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics, 26 ; Industries, 27 ; Chemins de fer, 26 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

*Divers :*

Subsides :—Rapporte, du comité des subsides, diverses résolutions, 221, 245, 338 357.

*Interpellation au ministère :*

Compagnie du chemin de fer du Pacifique :—Le gouvernement va-t-il l'obliger à continuer sa ligne jusqu'au quai Allan, quartier Champlain, Québec ? 236.

*Motion :*

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill pour amender et réfondre les lois concernant la Cour du Recorder de la cité de Québec, 354. *Négative*, 355.

*Pétition présentée :*

Du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 26. Lue et reçue, 29

**R**OBERTSON, HON. JOSEPH GIBB :—Député pour SHERBROOKE.

*Bills présentés :*

Sherbrooke :—Amendant le Statut 39 Vict., ch. 50, incorporant la cité de—, 79.

Statuts de l'ancienne Province :—Amendant l'acte 27 et 28 Vict., ch. 162 des—, de l'ex province du Canada, 67. Honoraire remis, 182.

*Divers :*

Déclaration en rapport avec l'accusation portée par l'Electeur, dans son No. du 7 mars 1889, contre l'ex-gouvernement Ross-Taillon, 384.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics, 26 ; Chemins de fer, 26.

*Interpellation au ministère :*

Indemnité pour les biens des Jésuites :—Affectera-t-elle le fonds d'éducation supérieure ? 389.

*Motion :*

Pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre le bill concernant la loi des licences de Québec ; *négative*, 403.

---

ROBERTSON, HON. JOSEPH GIBB :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

De la Corporation de la cité de Sherbrooke, 17. Lue et reçue, 29.

De *The Congregational College of British North America*, 29. Lue et reçue, 44.

**R**OBIDOUX, JOSEPH EMERY :—Député pour le comté de CHATEAUGUAY.

*Bills présentés :*

Acte électoral :—Amendant la 64e section de l'—, 54.

Agriculture et Travaux publics :—Acte pour amender l'acte concernant le département de l'—, 53.

Association des dentistes :—Acte pour amender et refondre les lois concernant l'—, de la province de Québec, 53.

Chemins de fer :—Acte amendant la loi concernant les—, 53.

Clark :—Acte nommant un fidéi-commissaire à la succession de feu Horace Dryden—, 67.

Loi d'expropriations, 54.

Procédure :—Acte amendant la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité, 53.

Signification des transports :—Amendant l'article 1571 du Code Civil relatif à la—, 157.

Statuts Refondus de la Province de Québec :—Amendant l'article 926 des—, 54.

S. R. P. Q. :—Amendant l'article 5905, concernant la révision des jugements, 80.

S. R. P. Q. :—Abrogeant les articles 692, etc., et la sous-section 2 de l'article 5931 des —, 102.

S. R. P. Q. :—Amendant l'article 5960 des—, 134.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et Elections ; Législation et Lois expirantes, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions, 51.

Nommé Président du comité de Législation, 45. Présente divers rapports de ce comité, 45, 95, 133, 208, 250, 255, 279, 356.

Présente le 1er rapport du comité conjoint de la bibliothèque, 255.

ROBIDOUX, JOSEPH EMERY :—*Suite.*

*Motions :*

Que le bill pour amender la section 926 des S. R. P. Q., soit lu la seconde fois et sur objection faite par l'hon. M. Lynch, que ce bill aurait dû être précédé de résolutions, M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 93.

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender la loi électorale ; débat ajourné, 139, 143, 144, 156. Débat repris ; amendement adopté, 168.

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender et refondre les lois concernant les dentistes ; motion négative, 241.

Amendement de M. Robidoux (à la motion de M. David portant,—que le comité d'enquête *in re* L'Electeur *vs* Ross-Taillon, ayant ordonné à M. Pacaud de répondre à certaines questions à lui posées par le comité, cette chambre maintient la décision du comité),—que M. Pacaud ne soit pas tenu de répondre, 347. Débat ajourné, 348. Débat repris ; amendement adopté, 350.

Que l'honoraire payé sur le bill nommant un fidéi-commissaire à la succession de Horace Dryden Clark soit remis ; motion négative, 401.

*Ordre de la Chambre :*

Registrateurs :—Noms des—, qui ont négligé de transmettre au Trésorier de la Province le montant dû au gouvernement, 63. Réponse, 280. (*Document No. 136.*)

*Pétitions présentées :*

De Henry Clark, de Westfield, Etat de Connecticut, E. U., 36. Lue et reçue, 52.

De la Corporation des huissiers du district de Montréal, 260. Lue et reçue, 269.

De R. Laflamme et autres, avocats, de la cité de Montréal, 260. Lue et reçue, 269.

**R**OCHELEAU, ANTOINE :—Député pour le comté de CHAMBLY :

*Bills présentés :*

Bill pour amender l'article 533 du Code Municipal, 256.

Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil, 96. Honoraire remis, 310.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 27 ; Comptes publics, 26.

*Interpellation au ministère :*

Compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel :—Sur les \$112,000 à elle payées par le gouvernement, quel montant a été payé à des personnes du comté de Chambly ? 155.

ROCHELEAU,\* ANTOINE :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

De H. A. A. Brault et autres, de Longueuil, 82. Lue et reçue, 86.

De S. T. Willett et autres, de Chambly, 82. Lue et reçue, 86.

De Ant. Rocheleau et autres, de St. Hubert, 82. Lue et reçue, 86.

**R**ROCHON, A. :—Député pour le comté d'OTTAWA.

*Bills présentés :*

Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec, 46.

Bill amendant les articles 941 et 998 du Code Municipal, 46.

Bill constituant en corporation la société St. Jean-Baptiste d'Aylmer, 96. Honoraire remis, 224.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 26 ; Bibliothèque, 51.

Remplacé par M. Dumais dans le comité des Chemins de fer, 45.

Présente divers rapports du comité des Bills privés, 116, 125.

*Pétition présentée :*

De A. E. Beaudry et autres, d'Aylmer, 78. Lue et reçue, 86

**S**SHEHYN, HON. JOSEPH :—Député pour QUÉBEC EST.

*Adresse votée :*

Priant son Honneur d'émettre un mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province, pour la somme de \$3,000 pour aider l'Ecole des sourds-muets, Mile End et la somme de \$50,000 pour l'achat de grains de semence, 414.

*Bills présentés :*

Bill des subsides, 414.

Bureau du revenu dans le département du Trésor :—Acte créant un—, 266.

Chemins de fer :—Acte concernant les subventions aux—, 317

SHEHYN, HON. JOSEPH :—*Suite.*

Conversion de la dette :—Amendant la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la—, 120.

Licences :—Acte concernant les—, 384.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics, 26 ; Industries, 27 ; Impressions, 51 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115 ; Adresse en réponse au discours du Trône, 23.

Nommé Commissaire de l'Economie interne de la Chambre, 36.

*Divers :*

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 257, 382.

*Motions :*

Pour que la Chambre se forme en comité des subsides, 25.

Pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, 25.

Que la Chambre s'ajourne du 22 au 25 février et que les comités de la Chambre aient la permission de siéger durant l'ajournement, 231.

Que la Chambre se forme en comité général sur certaines résolutions concernant le contrôleur du revenu de la Province, 243, 257. Concernant les subventions à certains Chemins de fer, 257. Concernant les licences, 331.

SPENCER, ELIJAH EDMOND :—Député pour le comté de MISSISQUOI.

*Bills présentés :*

Sociétés d'agriculture et d'horticulture :—Pour exempter des taxes municipales et scolaires les propriétés appartenant aux—, 174.

Sociétés agricoles et laitières :—Acte pourvoyant à la formation de—, 212.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 27 ; Ordres permanent, 26 ; Code Municipal, 55.

Présente le 2e rapport du comité des *Ordres permanents*, 44.

*Pétitions présentées :*

Des Commissaires d'écoles du canton de Hatley, 26. Lue et reçue, 29.

De J. A. Simard, John Hannigan et autres, 51. Lue et reçue, 60.

**S**YLVESTRE, LOUIS :—Député pour le comté de BERTHIER.

*Bill présenté :*

Bill amendant la loi de la chasse de Québec, 150.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics ; Ordres permanents ; Chemins de fer, 26.

Présente le 1er rapport du comité d'Agriculture, 66.

Présente le 5e rapport du comité des *Ordres permanents*, 70.

*Pétitions présentées :*

De Charles Lionais et autres, de la province de Québec, 26. Lue et reçue, 30.

De Louis Désy et autres, de Berthier, 65. Lue et reçue, 78.

De Arthur Adam et autres, de St. Barthélemi, 65. Lue et reçue, 78.

Du Rév. P. Plinguet et autres, de l'Ile du Pads, 65. Lue et reçue, 78.

**T**AILLON, HON. LOUIS OLIVIER :—Député pour le comté de MONTCALM.

*Adresses et Ordres votés :*

Bâtisses de l'Exposition, Montréal :—Etat détaillé des sommes dépensées sur le terrain et les—58. Réponse, 96. (*Document No. 62.*)

Beaulieu, J. B.—Etat indiquant les raisons pour lesquelles il a été destitué comme gardes forestier pour la division Ouest du comté de Rimouski, 399.

Beausoleil, M.—Copie de sa lettre adressée au gouvernement en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes *re* taxes sur les Corporations Commerciales &c, 205, 353.

Bureau du gouvernement, Montréal ;—Etat détaillé des dépenses contingentes et autres du—, No. 76 rue St. Gabriel, de 1885 à 1887-88, 58. Réponse 127. (*Document No. 76.*)

Colonisation :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de—, 203.

Conseil de l'Instruction publique :—Correspondance concernant la résignation des membres du—depuis le 27 janvier 1887, 274. Réponse, 402. (*Document No. 177.*)

Ecole d'Agriculture, L'Assomption :—Correspondance au sujet du maintien ou de la suppression de l'—, le tout depuis le 1er février 1887, 398.

TAILLON, HON. LOUIS OLIVIER :—*Suite.*

Fonds d'emprunt municipal :—Document concernant le règlement entre le gouvernement, et les Corporations municipales *re—*, Copie du rapport de M. Racicot etc., 254. Réponse, 342. (*Document No. 156.*)

Gardes forestiers :—Listes des surintendants des gardes forestiers, des gardes forestiers et assistants gardes forestiers depuis le 27 janvier 1887, 398.

Langelier, John :—Documents nommant—, à la charge de député registraire, 205. Réponse, 380. (*Document No. 169.*)

Langelier, l'hon. Frs.—Correspondance concernant la contestation en rapport avec la construction de certains Chemins de fer, dans Manitoba ; mémoire, factum, compte produits, 164. Réponse, 166. (*Document No. 89a.*)

Laprairie :—Documents relatifs au changement des limites des municipalités scolaires de la paroisse et du village de—58. Réponse, 388. (*Document No. 170.*)

Lavallée :—Etat indiquant les dépenses encourues par le gouvernement pour l'enquête tenue à Joliette devant le juge Dugas, *re—*, 202. Réponse, 335. (*Document No. 147.*)

Longpré, M. :—Copie du rapport de—, protonotaire de la Cour Supérieure, Montréal, sur les affaires judiciaires de son bureau, pour l'année 1888, 164. Réponse, 275. (*Document No. 133.*)

Police provinciale :—Liste des hommes formant partie de la—, 397.

Quesnel, M. :—Correspondance au sujet des comptes entre le gouvernement et—ci-devant shérif du district d'Arthabaska, depuis le 1er février 1887, 273.

Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes les—, sujettes à contestation et qui depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, 310.

St. Esprit et St. Alexis :—Requête des habitants de—, demandant de l'aide en considération des dommages causés par un ouragan en juillet 1888, 164. Réponse, 251. (*Document No. 125.*)

Table Rock :—Correspondance, depuis 1887 au sujet de la vente par le gouvernement à un nommé Roe, d'un immeuble près de Hull et connu sous le nom de—, 204. Réponse, 322. (*Document No. 141.*)

*Bill présenté :*

Carle :—Acte confirmant un certain acte de rétrocession et de résiliation de donation passé entre Joseph Louis Carle, Louis Carle et Louis Napoléon Carle, ès-qualité, 96.

*Divers :*

L'hon. M. Taillon se lève de son siège et déclare que l'accusation portée contre le Cabinet Ross et ceux qui en ont fait partie et publiée, le 7 mars 1889, dans un article de L'Electeur, intitulé : " A propos de tripotages " n'est qu'une infâme calomnie et est entièrement fausse, 291. Fait motion qu'un comité spécial soit nommé pour faire une enquête sur les faits et choses mentionnées dans le dit article de L'Electeur ; motion adoptée, 292. Pour procédés et rapports du comité voir le mot Députés à l'index général.



TAILLON, HON. LOUIS OLIVIER :—*Suite.*

Déclaration de l'hon. M. *Taillon* et de ses collègues de l'ex-gouvernement Ross-Taillon, 384.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Privilèges et élections ; Comptes publics, 26 ; Impressions, 51.

*Interpellations aux ministères :*

Chemins à barrières, Montréal :—A quelle date M. Riel a-t-il été remplacé par M. Sénécal comme Secrétaire de la Commission des—? 387.

Lacoste et Cie. MM :—Leur a-t-il été payé une commission sur les sommes reçues par eux des Corporations Commerciales ? 389.

Langelier, l'hon. Frs :—Combien a-t-il reçu pour services dans la contestation au sujet des chemins de fer de Manitoba ? 37. A quelle date a-t-il été chargé d'agir ? 62.

Longpré, M. protonotaire, Montréal :—A-t-il transmis un état des affaires judiciaires du bureau, pour l'année 1888 ? 155.

Quinn, M.—Est-il encore employé à la codification des lois ? 47.

Riel, M :—A quelle date a-t-il été remplacé par M. Sénécal, comme Secrétaire de la Commission des chemins à barrières, de Montréal ? 387.

Sénécal, M.—A quelle date a-t-il remplacé M. Riel comme Secrétaire de la Commission des chemins à barrières de Montréal ? 387.

*Motions :*

Amendement proposé à la seconde lecture des résolutions concernant les magistrats de district ; négatif, 39.

Amendement proposé à la motion pour l'adoption du second rapport du comité permanent des privilèges et élections ; négatif, 117.

Pour renvoyer de nouveau à un comité de toute la Chambre le bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec ; négatif, 157.

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill pour amender les articles 4653 et 4696 des Statuts Révisés P. Q. ; négative, 160.

Amendement à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, 335 ; négatif, 337.

A la motion pour l'adoption du 3e rapport du comité d'enquête *in re* l'Electeur propose comme sous-amendement—, que le rapport du comité ne soit pas maintenant reçu mais que ce comité soit convoqué pour demain matin à dix heures et qu'il reçoive instruction de procéder à l'audition des autres témoins, en attendant la décision de cette Chambre sur les question mentionnées en ce rapport ; négatif, 363.

Amendement proposé et négatif à la motion pour la seconde lecture du bill des subsides 415.

TAILLON, HON. LOUIS OLIVIER :—*Suite.*

*Pétitions présentées :*

De l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Longueuil, 65. Lue et reçue, 78.

De Joseph L. Carle et autres, 70. Lue et reçue, 82.

Du Rév. L. J. Guyon et autres, 99. Lue et reçue, 116.

**T**ESSIER, JULES :—Député pour le comté de PORTNEUF.

*Bills présentés :*

Bill amendant certains articles du Code Municipal, 72.

Bill confirmant la vente de certaines propriétés par Dame Elise Cloutier à sieur Philippe Richard, 96.

Bill amendant certains articles du Code Municipal, 174.

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture, 27 ; Bills privés ; Comptes publics, 26 ; Listes des membres devant faire partie des comités permanents, 25 ; Chemins à barrières, 81 ; Traverse entre Québec et Lévis, 115.

*Interpellations au ministère :*

Compagnies de chemins de fer :—Quelles sont les—, qui se sont conformées aux dispositions de l'article 5176 des S. R. P. Q. ? 175. Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer les subsides votés à ces Compagnies ? 175.

Ferme modèle :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir à proximité de la capitale de cette Province une ferme modèle ? 372.

Pont en fer à St. Raymond, 73.

Salaires des employés des Cours du district de Québec :—Est-ce l'intention du gouvernement de ré-ajuster les— ? 342.

*Motions :*

Que l'honoraire payé sur le bill confirmant la vente de certaines propriétés par Dame Elise Cloutier à sieur Philippe Richard soit remis ; motion négative, 401. Que la moitié de l'honoraire payé sur ce bill soit remise ; motion adoptée, 417.

Que le débat soit ajourné sur l'amendement proposé à la motion de M. David, que M. Pacaud soit tenu de répondre à certaines questions qui lui ont été posées par le comité d'enquête *in re* l'Electeur *vs* Ross-Taillon ; motion adoptée, 348.

**T**OURIGNY, HENRI BRUNELLE :—Député pour le comté de NICOLET.

Certificat de son élection, 2.

Prête serment et prend son siège, 15.

*Adresse votée :*

King *vs.* Kerr :—Documents au sujet d'une somme mentionnée à la page 129 des comptes publics, pour 1888, comme ayant été payée à M.M. King Brothers dans la cause—, 274.

*Bill présenté :*

Bill constituant en Corporation la Compagnie du pont et des ville et paroisse de Nicolet, 71.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 27 ; Chemins de fer, 126.

*Interpellations au ministère :*

Geoffrion, M. :—A quelle date a-t-il été substitué à M. Lacoste dans les causes entre le gouvernement et les Corporations Commerciales ? 387.

Mercier, M. :—Y a-t-il un M. Mercier, qui a été nommé dernièrement à un emploi dans le Service Public de la Province à Montréal ? 376.

Phaneuf, E. G., huissier, de Montréal :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 201.

Turcotte, le docteur G. A. :—Est-il à l'emploi du gouvernement ; quelles sommes lui ont été payées ? 129.

*Motion :*

Amendement proposé lors du concours dans une certaine résolution rapportée du comité des subsides ; négativé, 411.

*Pétitions présentées :*

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Nicolet, 29. Lue et reçue, 44.

De L. G. J. Fosbrooke, de Sorel, 404.

De Pierre Noël Boisvert et Pierre Roberge, de Sorel, 404.

---

**T**RUDEL, M. FERDINAND :—Député pour le comté de CHAMPLAIN.

*Bill présenté :*

Bill constituant en Corporation la Compagnie du chemin de fer du Nord Central, 101.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 27 ; Comptes publics, 26 ; Bibliothèque, 51 ; Impressions, 51.

*Interpellations au ministère :*

Biens des Jésuites :—Le gouvernement a-t-il été informé par le Souverain Pontife de la distribution des \$460,000 concernant les— ? 327.

Collins, M. W. E. :—A-t-il jamais été suspendu de ses fonctions ? 235.

Statuts Refondus de la Province :—Seront-ils distribués aux Juges de Paix ? 90.

*Pétition présentée :*

De Edward Gordon Rogers et autres, 70. Lue et reçue, 82.

**T**URCOTTE, HON. HENRI RENÉ ARTHUR :—Député pour TROIS-RIVIÈRES.

*Bills présentés :*

Barreau :—Acte amendant la loi relative au—, 60.

Cession de biens :—Amendant la loi relative à la—, 300.

Commissaire des incendies :—Amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de—, dans la cité de Montréal, 158.

Commissaires :—Nommant les membres d'un certain comité de l'Assemblée Législative —, 374.

Loi électorale :—Acte pour amender la loi—, de Québec, 187

Magistrats de district :—Acte amendant la loi relative aux—, 41.

Ottawa :—Acte amendant la loi relative au district judiciaire d'—, 267.

*Divers :*

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 31, 146.

TURCOTTE, HON. HENRI RENÉ ARTHUR :—*Suite.*

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics; Législation; Privilèges et Elections, 26; Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23; Impressions, 51;

Nommé Commissaire de l'Economie Interne de la Chambre, 36.

*Motions :*

Pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux magistrats de districts, 28, 31. Motion pour seconde lecture de ces résolutions, 38. Que le bill basé sur ces résolutions soit lu la troisième fois, motion adoptée sur division, 77. Sur résolutions concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de Commissaire des incendies, dans la cité de Montréal, 93, 146.

Que la Chambre s'ajourne du 2 au 4 mars; adoptée, 269.

Pour renvoyer à trois mois la seconde lecture du bill pour amender l'article 844 des Statuts Refondus de la province de Québec; adoptée, 346.

A la motion de M. *David* pour que la Chambre concoure dans le troisième rapport du comité d'enquête *in re* L'Electeur *vs.* Ross-Taillon;

L'hon. M. Turcotte propose en amendement,—que cette Chambre est d'opinion que le comité suspende ses travaux et qu'un Statut analogue *mutatis mutandis* au chapitre 3 de la 47. Vict., soit passé pour constituer les membres du comité commissaires avec les mêmes pouvoirs, privilèges et immunités que ceux donnés aux commissaires nommés par ce Statut, 361.

*Pétition présentée :*

Du Conseil général du Barreau de la province de Québec; Lue et reçue, 116. Impression ordonnée et insérée dans les journaux de la Chambre comme annex, 116. Voir *annexe A.*



# DOCUMENTS DE LA SESSION

---

## Liste des documents dont l'impression est ordonnée sur la recommandation du comité des impressions

- No. 12.—Documents se rapportants à la nomination d'un officier-rapporteur à la dernière élection pour le comté d'Ottawa, 171.
- No. 13.—Copie de la pétition de droit de l'hon. Thomas McGreevy, pour déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord, 171.
- No. 14.—Copie des jugements dans la cause de Belleau vs. la Reine, et documents relatifs à l'abolition des taux de péage sur les chemins à barrières de la rive Nord, 171.
- No. 16.—Copie des rôles de paie des divers bureaux du gouvernement pour les districts de Montréal, Québec et Trois-Rivières pour les mois de janvier 1887 et mai 1888, 171.
- No. 20.—Documents se rattachant à la vente par le gouvernement des lots 16 et 17 du 13e rang de Brandon, 171.
- No. 23.—Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de Justice de Montréal, 171.
- No. 26.—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et noms des agences des gardes forestiers, 171.
- No. 29.—Copie des instructions données à M. Germain, C. R., substitut du Procureur Général, au dernier terme de la Cour criminelle à Sorel, en rapport avec la cause de la Reine vs. Charland, 171.
- No. 34.—Copie du contrat passé entre le gouvernement et le Dr. Mackay, pour le soin des ivrognes, 172.
- No. 52.—Correspondance au sujet de la loi relative aux magistrats de district sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral, 172.
- No. 60.—Correspondance à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et le village de St-François de Salles, 172.
- No. 79.—Ordres en Conseil, depuis le 12 juillet 1888, autorisant le paiement des subsides à toute Compagnie de chemins de fer, 173.
- No. 89a.—Correspondance entre le gouvernement et l'honorable M. Langelier, au sujet de la contestation soulevée en rapport avec la construction de certains chemins de fer dans Manitoba; aussi de tout mémoire, factum et toutes écritures produits dans la dite affaire; et de plus, copie du compte produit par l'honorable M. Langelier pour ses honoraires, 418.

- No. 89b.—Copie du jugement ou de la décision de la Cour Suprême au sujet de la construction des chemins de fer à Manitoba ; Copie des questions soumises au tribunal etc., 418.
- No. 92.—Copie de tous les arrêtés du Conseil, rendus au sujet du Tarif ou des Tarifs à être suivis devant les magistrats de districts ou la Cour des magistrats de districts, 418.
- No. 100.—Etat montrant quel montant a été perçu, chaque année, depuis 1880, dans chacune des seigneuries du gouvernement, pour cens et rentes et à compte du capital, 418.
- No. 114.—Copie du premier rapport annuel de J. B. Charleson, en date du 15 décembre dernier, sur les opérations forestières de 1887-88, 419.
- No. 128a.—Correspondance et tous rapports et arrêtés en Conseil au sujet de la réclamation de M. W. P. Lockwood, mentionnée à l'item 254 des estimés pour 1889-1890, 419.
- No. 128b.—Rapport supplémentaire, 419.
- No. 138.—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette Province, concernant le désaveu des lois passées par cette Législature à la dernière Session, 419.
- No. 140.—Etat, année par année, de toutes les sommes payées par la Province à quelque titre que ce soit à MM Lacoste, Globensky et Bisaillon, avocats de Montréal, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887, 419.
- No. 166.—Etat indiquant par numéros et rangs, tous les lots octroyés par lettres patentes, en l'année 1878 et 1879 dans les townships de Marston, Hampden et Ditton, pour le bénéfice, soit d'une Compagnie d'Ecosse, "The Glasgow Colonization Land and Timber Company," (Limited), ou soit d'un nommé Aeneas McMaster, représentant la dite Compagnie, 419.
- No. 177.—Correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et de tout membre du Conseil de l'Instruction publique, concernant la résignation de tel membre du dit Conseil, depuis le 27 janvier 1887, 419.

**Documents dont l'impression est ordonnée sans la recommandation du comité des impressions.**

- No. 42.—Copie du mémoire transmis aux autorités fédérales protestant contre l'empiètement des droits de cette Province au sujet des lots de grève, 56.
- No. 62.—Correspondance au sujet de la loi relative aux magistrats de districts, sanctionnée le 12 juillet dernier, et concernant le désaveu de cette même loi, par le gouvernement fédéral, 85.
- No. 70.—Mémoire du Conseil général du Barreau de la province de Québec, concernant les bills pour amender le Code de Procédure Civile, 124.
- No. 95.—Statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1887, 51-52-Vict., ch. 29, s. 3 ; art. 186b du Code Municipal, 174.